

Présentation

Cette «compil'» rassemble des textes publiés dans différents numéros de la revue *Ni patrie ni frontières* depuis 2002, plus quelques traductions inédites d'Emma Goldman, Reginald Reynolds (son contradicteur dans un débat sur le sionisme), Alexander Berkman et *Mother Earth* (journal qu'anima la célèbre anarchiste) ainsi que la reprise d'un texte des ESRI, Etudiants socialistes révolutionnaires internationaux (anarchistes) qui date de 1900.

Cet ouvrage évoque surtout l'attitude des marxistes et des anarchistes face à la prétendue «question juive», au sionisme et à l'antisémitisme. Notre objectif était d'offrir quelques éléments de réflexion pour comprendre l'évolution des positions de ces courants, leurs hésitations, vacillations et volte-face face à l'existence de la «nation juive» (de la religion juive, du ou des peuples juifs, selon les interprétations), face au sionisme puis enfin face à l'État d'Israël.

Les auteurs sont de tendances très diverses. Les textes ont été choisis, selon l'orientation de la revue, non pas parce qu'ils apporteraient la Vérité, mais parce qu'ils contiennent un certain nombre d'informations historiques et théoriques indispensables pour entamer un débat sérieux.

Contrairement à ce qu'essaient de nous faire croire la plupart des «antisionistes¹», les dérapages antisémites dans les manifs de l'extrême gauche contre la guerre en Irak ou en solidarité avec la Palestine, ou les propos individuels ambigus, voire crapuleux, de certains militants, ne sont pas uniquement le fruit de la politique criminelle et colonialiste des gouvernements israéliens depuis cinquante ans, ou de l'accélération de la violence ignoble de Tsahal depuis la deuxième Intifada contre les civils palestiniens. Ces dérapages verbaux et les amalgames intolérables entre sionisme et nazisme ont une histoire antérieure à 1948.

Il est intéressant de noter que, dans les années 30 et 40, les ancêtres politiques de Sharon traitaient de «complices des nazis» les ancêtres de Rabin, comme l'expliquent, par exemple, Tom Séguez dans *Le Septième Million* ou Georges Bensoussan dans *Un nom impérissable: Israël, le sionisme et la destruction des Juifs d'Europe (1933-2007)*. Ou que le bulletin officiel de l'Église catholique de France, *La Documentation catholique*, proclamait en juillet 1949 «que le sionisme était une nouvelle forme de nazisme». Comme quoi, les «arguments» de l'extrême gauche ou de certains libertaires sont parfois dangereusement proches de ceux de l'extrême droite... sioniste et des calotins antisémites ! Une proximité qui devrait tous nous inciter à s'interroger sur leur bien-fondé et leur pertinence. Mais il faut remonter encore plus loin, aux débuts du mouvement ouvrier, au calamiteux article de Karl Marx (*La Question juive*), aux délires antisémites de Proudhon et aux propos ignobles de Bakounine sur Marx et les Juifs.

La prétendue «question juive» dévoile en fait les limites de toutes les idéologies révolutionnaires depuis cent cinquante ans, idéologies généralement fondées sur une vision assimilationniste de toutes les ethnies et de tous les peuples; sur l'illusion que les religions et les nationalismes n'auraient aucun avenir dans un monde capitaliste moderne et développé; sur une croyance aveugle dans les vertus du progrès technique et scientifique; sur une foi démesurée dans les effets magiques de la Révolution sociale (qu'elle soit d'inspiration marxiste ou anarchiste) et d'une nouvelle organisation de l'économie par les producteurs eux-mêmes. Et, disons-le clairement, sur une sous-estimation radicale de l'antisémitisme et de ses effets meurtriers au profit d'une surestimation et d'une dénonciation démagogiques de la présence des Juifs au sein des structures du capital financier ou commercial.

Quoi qu'ils en disent, la plupart des «antisionistes» actuels ne s'intéressent guère aux mécanismes du racisme en général, et à ceux de l'antisémitisme en particulier. Ils ne se posent pratiquement aucune question sur les convergences entre certaines formes d'anticapitalisme ou d'altermondialisme et l'antisémitisme déguisé en antisionisme. Pétris de bonne conscience et d'arrogance radicales, ils se croient au-dessus de ces fléaux «secondaires» à leurs yeux. Leurs positions politiques actuelles («destruction» de l'État d'Israël, comparaisons entre sionisme et nazisme, confusion entre tous les génocides de l'histoire, etc.) ne reflètent généralement pas une compréhension subtile de la façon dont des antagonismes sociaux se doublent de différences fondées sur des identités ethnico-religieuses, aussi fantasmagiques ou nocives soient-elles, du moins aux yeux de partisans du matérialisme philosophique et de la science.

Leur angélisme provient (au mieux) d'une vision très naïve de la nature humaine, d'un matérialisme rudimentaire qui leur sert surtout à ne pas trop s'interroger sur les mécanismes de l'oppression dans les sociétés humaines et les organisations, aussi révolutionnaires fussent-elles.

Paradoxalement, on n'est pas loin d'un messianisme, de type religieux, qui veut nous faire croire qu'un Paradis sans contradictions, sans violence, sans haines, naîtra de la lutte de libération nationale ou de la révolution sociale. Et de ce Paradis, l'URSS des années 1917-1927 (du moins pour les marxistes) aurait été l'antichambre pour les prolétaires, comme pour les Juifs... Du côté des libertaires, on retrouve aussi fréquemment ce refus de prendre en compte l'existence d'une «nation juive», pour les mêmes (bonnes ou mauvaises) raisons que les marxistes, avec un obstacle supplémentaire: l'hostilité traditionnelle des anarchistes à l'Etat en général, et donc à la création de nouveaux Etats qui ne constituent que des structures d'aliénation et d'oppression supplémentaires.

L'intérêt d'évoquer la «question juive» est de pouvoir revisiter pratiquement toutes les questions importantes des théories révolutionnaire: les classes sociales, la nation, le rôle de la classe ouvrière, la religion, l'État, l'histoire du capitalisme, etc., comme en témoignent les différents articles rassemblés dans ce livre.

La démarche politique de *Ni patrie ni frontières* est expliquée de façon succincte dans: *Quelques points de démarcation sur la prétendue «question juive», la nature du sionisme et l'État d'Israël*, et *Que faut-il entendre par la «destruction» de l'Etat d'Israël ?*.

Rappelons que cette revue souhaite donner des matériaux de réflexion variés à ses lecteurs, et non leur dicter une ligne politique qu'ils devraient suivre aveuglément. C'est pourquoi nous ne jugeons pas toujours utile d'exprimer à chaque fois de façon détaillée nos désaccords avec les textes que nous publions, même si certains sont accompagnés ou suivis de commentaires succincts.

Dans les deux premières parties de ce recueil, nous avons donné la priorité aux textes les plus synthétiques (publiés par la revue ou inédits) et qui ouvraient le plus de perspectives de discussion et de réflexion, sans trop coller à l'actualité. Le premier tiers du livre donne la parole à diverses sensibilités marxistes, le deuxième tiers à différents courants anarchistes et le dernier tiers regroupe des textes tous écrits spécialement pour *Ni patrie ni frontières* (à l'exception de deux d'entre eux) et qui concernent des événements ou des débats plus récents au sein de l'extrême gauche ou du mouvement libertaire.

Bonne lecture et n'hésitez surtout pas à nous transmettre vos critiques !

Yves Coleman (avril 2008)

1. Le mot «antisionistes» est ici placé entre guillemets parce que ce terme a acquis depuis quelques années une signification douteuse, à force d'être utilisé à toutes les sauces (cf. la série d'articles intitulée «*Limites de l'antisionisme*»). Antinationalistes, antichauvins ou antipatriotes sont des concepts plus clairs, car le sionisme ne constitue qu'une des formes du nationalisme et du chauvinisme qui divisent la classe ouvrière et dressent les peuples les uns contre les autres. Qu'on le veuille ou non, la nébuleuse «antisioniste» va des fascistes aux islamistes en passant par l'extrême gauche, certains intégristes juifs ou de nombreux intellectuels ou politiciens simplement soucieux des intérêts nationaux de leur Etat dans le jeu géopolitique mondial. Or, il faut absolument éviter certains cousinages, que ce soit au niveau des manifs ou du vocabulaire politique, si l'on ne veut pas tomber dans les pièges de l'antisémitisme.

De plus, la majorité des antisionistes-anti-impérialistes sont en réalité de fervents soutiens du nationalisme de leur propre impérialisme, de l'impérialisme européen ou de certains pays du tiers monde auxquels ils n'hésitent pas à décerner l'étiquette de «progressistes».

Marxistes et question juive

Bien qu'il paraisse, de prime abord, féroce orthodoxe, l'article de **Savas Michael-Matsas** (1998), militant trotskyste de l'EEK grecque, propose des pistes originales par rapport à l'analyse marxiste classique, mais à notre avis erronée, d'Abraham Léon, dans *La conception matérialiste de la question juive* (1942).

Arlene Clemesha (2000) nous offre une étude riche et minutieuse de l'évolution historique de la pensée de Trotsky, dans la même perspective que celle de Michael-Matsas. Malgré la qualité de leurs analyses et réflexions, tous deux ne laissent aux Juifs qu'une alternative: «choisir» entre l'illusion d'une assimilation dans la société bourgeoise-capitaliste et la révolution socialiste mondiale qui se posera, promettent-ils, la question de savoir quels droits réserver à la «nation juive».

Nous présentons ensuite trois textes de groupes dits «ultra-gauches»: le premier, écrit en 1936 et publié dans la revue *Bilan*, évoque de façon intéressante les conflits entre émigrés juifs et Palestiniens avant 1936. Malheureusement, il semble ignorer qu'il existait une communauté juive avant l'arrivée des «sionistes», et reprend des arguments antisémites classiques sur les «capitalistes juifs» et leur influence fantasmagorique déterminante. Le deuxième est un tract (*Appel aux ouvriers juifs*), rédigé en 1943 par les RKD/Communistes révolutionnaires, où l'on voit que la thèse du «nazi-sionisme» circule depuis plus de 60 ans, même si les militants clandestins qui défendaient cette position à l'époque risquaient leur peau et n'ont rien de comparable avec ceux qui propagent les mêmes thèses aujourd'hui. Quant au troisième texte, publié en 1945 par la Fédération française de la Gauche communiste, si son titre est particulièrement glauque (*Buchenwald, Maïdanek, démagogie macabre!!!*), le contenu est plus intéressant, même si les «bordiguistes» de l'époque ne comprenaient visiblement pas ni l'importance historique ni l'étendue du génocide juif.

Nous terminons cette première partie par deux textes l'un de **Sean Matgamma** (2002) et l'autre de **l'Alliance for Workers Liberty**. Ces articles tranchent radicalement par rapport aux textes précédents dans la mesure où leurs auteurs sont particulièrement vigilants face aux dérives de l'antisémitisme, et soucieux de mobiliser les prolétaires de toutes origines, au Proche et Moyen-Orient.

Savas Michael-Matsas

Sur le marxisme et la question juive

(Les notes de l'auteur sont indiquées par un chiffre en exposant. Les mots suivis d'un astérisque renvoient au petit glossaire établi par le traducteur, *N.d.T.*)

I. «*Pour les disciples de Marx et pour la classe ouvrière, la question juive en tant que telle n'existe pas.*» (Rosa Luxembour¹)

Cette affirmation peut sembler cynique, voire sonner comme une accusation après la Shoah² et Auschwitz. Prononcée par l'une des plus nobles figures juives révolutionnaires des débuts de l'histoire du mouvement socialiste, cette phrase a néanmoins un sens ambivalent, contradictoire.

D'un côté, elle exprime une véritable négligence et/ou une faiblesse de la tradition marxiste par rapport à la question juive, y compris la faiblesse des positions particulières défendues par Rosa Luxembour sur les minorités nationales et l'oppression nationale en général.

D'un autre côté, il est absolument certain que la question juive (c'est-à-dire la question historique de la persécution constante des Juifs dans le cadre de formations économique-sociales et de régimes politiques différents au cours de l'histoire et le mystère de leur survie) ne peut être expliquée en l'abstrayant et la séparant de l'histoire, en l'étudiant «en tant que telle», d'une façon anhistorique.

Si nous écartons les explications théologiques (ou démonologiques) qui considèrent la survivance tenace du peuple juif comme l'expression de la volonté de Dieu (ou du diable), l'unique approche scientifique et méthodologiquement correcte du problème est celle adoptée par Marx au cours de sa controverse avec Bruno Bauer: «Le peuple juif s'est conservé et développé à travers l'histoire, dans l'histoire et avec l'histoire», et non «malgré l'histoire³».

2. Il est nécessaire de commencer par un bref commentaire préliminaire sur la polémique de Marx avec Bauer à propos de la question juive.

On considère souvent, et à tort, que *La Question juive* de Marx démontre, de façon définitive, l'incapacité de Marx et du marxisme à analyser ce problème. Pour les staliniens obtus, ce long article représente l'ultime et dernière vérité délivrée sur le sujet. Du côté opposé, certains décrivent ce texte du jeune Marx comme un pamphlet typiquement antisémite ou «une manifestation de la haine

de soi éprouvée par les Juifs⁴», quand ce n'est pas un «appel au génocide⁵» !

Enzo Traverso a présenté une analyse très différente et beaucoup plus nuancée, en situant la controverse dans le contexte historico-culturel de l'Allemagne des années 1840. Il s'est efforcé d'insérer ce texte au sein du développement de la pensée de Marx, à un moment où ce dernier est en train de dépasser le système hégélien et d'ouvrir un nouvel horizon: celui du matérialisme dialectique⁶.

L'universitaire Arlene E. Clemesha a écrit une étude animée par le même esprit⁷.

La controverse entre Marx et Bauer⁸ fait partie des discussions intenses qui se sont déroulées en Allemagne entre les démocrates radicaux en général, et les «*hégéliens de gauche*» en particulier, quelques années avant que n'éclate la tempête de la révolution européenne de 1848. En retard par rapport au développement historique, ce pays stagne.

Le développement tardif du capitalisme commence alors à s'accélérer sous l'impact des bouleversements de l'histoire mondiale. Au sein même de la communauté juive, comme le signale Enzo Traverso, une différenciation sociale se met en place: une partie de l'intelligentsia juive acquiert le statut de paria au fur et à mesure qu'elle entre en conflit avec la bourgeoisie commerciale et financière de sa propre communauté – affrontement qu'expriment violemment certains commentaires de Marx dans les articles de cette période.

Le point central de la controverse entre Karl Marx et Bruno Bauer ne porte pas principalement sur la question juive, en tant que telle, mais sur les limites historiques de la démocratie bourgeoise et la nécessité de rompre avec le libéralisme pour aller dans une direction communiste révolutionnaire. Cette réorientation politique qui dépasse la démocratie bourgeoise, est intrinsèquement liée à la nécessité philosophique de dépasser la limite atteinte par la conclusion du système hégélien.

Épigone de Hegel, Bruno Bauer réduit la question juive à une question strictement religieuse et voit dans les Tables de la loi une entrave réactionnaire à l'application des pratiques «*rationnelles*» de l'État christiano-prussien. Il s'oppose à l'émancipation des Juifs au nom de l'émancipation politique en général. Marx, quant à lui, établit une distinction cruciale entre émancipation politique et émancipation humaine ou sociale. Tout en soutenant le droit des Juifs à l'émancipation politique introduite par la Révolution française, Marx souligne avec raison que le problème, dans son ensemble, ne peut être résolu qu'en s'attaquant à la question sociale globale. Dépassant tant la théologie que le sécularisme bourgeois, Marx place au centre de sa réflexion la relation réelle entre la société civile et l'État moderne; il établit la primauté de la première, de la sphère des intérêts matériels, et renverse, de façon matérialiste, toute la conception hégélienne de la relation entre l'État et la société.

3. **Les premiers écrits de Marx sur la question juive ne constituent évidemment pas une vérité éternelle et définitive.** Ils ne sont même pas «*complètement marxistes*», puisque Marx lui-même est, à l'époque, en train de rompre ses liens avec les hégéliens de gauche et autres démocrates radicaux, en dépassant le système hégélien pour aller vers une direction nouvelle et jamais atteinte jusqu'à l'époque: le communisme fondé sur la dialectique révolutionnaire et la conception matérialiste de l'histoire. La discussion avec Bruno Bauer représente un moment de ce processus, sans aucun doute, mais antérieur au «*saut épistémologique*». Marx n'a pas encore découvert le rôle révolutionnaire de la seule classe universelle: le prolétariat. Sans cette conception, aucune rupture réelle avec le libéralisme n'est complète.

De ses premiers écrits, il faut surtout retenir un *point méthodologique essentiel*: on commet une erreur idéaliste à la Bauer lorsque l'on tente «d'expliquer les Juifs réels en partant de la religion juive, au lieu d'expliquer le mystère de la religion juive à partir des Juifs réels⁹». Marx ne perd pas de vue la dimension religieuse et culturelle de la question: «Je ne nie aucunement, comme le prétend Herr Bauer, que la question juive soit également une question religieuse. Bien au contraire, j'ai démontré que Herr Bauer ne réussit qu'à comprendre l'essence religieuse du peuple juif, mais pas la base séculière, réelle, de cette essence religieuse¹⁰». Après Marx, les marxistes, à quelques exceptions près (dont Trotsky durant les années 30), n'ont pas analysé de façon exhaustive et profonde cette base séculière réelle. Leur point de vue a été entravé par la camisole de force positiviste de la prétendue «orthodoxie marxiste» de la Deuxième Internationale (Karl Kautsky) ou s'est perdu dans la nébuleuse austromarxiste néo-kantienne, ou, pire encore, a été amputé dans le lit de Procuste du stalinisme. À ces interprétations pseudo-matérialistes, se sont opposé surtout des conceptions idéalistes-culturalistes.

*La Conception matérialiste de la question juive*¹¹ représente certainement la tentative la plus sérieuse de réaliser une approche matérialiste historique de la question juive. Cet ouvrage fut écrit par un jeune trotskyste juif, Abraham Léon, lorsqu'il avait vingt-quatre ans, deux ans seulement avant de mourir à Auschwitz.

Abraham Léon considère que la base séculière de la survie des Juifs est liée à un processus social: celui de la formation d'un groupe social spécifique, le «peuple-classe» des Juifs commerçants. Selon lui, les Juifs, en tant que «peuple-classe» de commerçants, sont apparus pour la première fois après la destruction du Premier Temple (586 avant J.-C.) et l'Exil de Babylone, et se sont ensuite développés dans l'Antiquité tardive et durant la période carolingienne (751-911 après J.-C.) – période qui marque «l'apogée de la classe des Juifs commerçants». Le contexte historique naturel du peuple-classe juif fut le pré-capitalisme. Ce groupe social de commerçants et d'usuriers,

de porteurs de valeurs d'échange, a proliféré dans les pores des sociétés précapitalistes fondées sur des économies naturelles orientées vers la valeur d'usage. À cause de cette contradiction, les Juifs sont devenus un objet de haine pour la société et ont été victimes de vagues de répression récurrentes.

Le capitalisme moderne – selon Abraham Léon – détruit la base séculière du peuple juif. Par conséquent, soit ce peuple sera assimilé, soit il sera détruit, comme l'a prouvé la barbarie moderne antisémite du nazisme.

L'analyse d'Abraham Léon a été la cible de nombreuses critiques, y compris de la part de marxistes. Comme de nombreuses personnes l'ont remarqué, Abraham Léon réduit la particularité juive à une fonction économique, et sous-estime le rôle crucial joué par la vie religieuse et culturelle dans la survie du peuple juif. Certains critiques vont jusqu'à rejeter l'importance de toute base économique matérielle spécifique, insistant sur le fait que seules la religion et la culture ont assuré la continuité juive dans l'histoire.

Maxime Rodinson, lui, adopte une position intermédiaire¹². Il accepte la notion de «*peuple-classe*» mais seulement après le XI^e siècle et les croisades. Mais, comme l'a justement noté Arlene Clemesha, les XI^e et XII^e siècles ne marquent pas l'éclosion d'une classe juive commerçante mais une *période de transition* durant laquelle les Juifs commerçants et usuriers déjà existants évoluent vers un groupe quasi exclusivement composé d'usuriers¹³.

Selon Maxime Rodinson, la persistance d'une entité juive autonome est due au «caractère pluraliste de ces sociétés, à l'insuffisance de leurs forces unificatrices» comme à la «cohérence ethnico-religieuse du peuple juif doté d'un particularisme puissant et d'une religion aux aspirations universalistes».

Cette explication multi-causale semble fortement inspirée par Max Weber et manque de cohérence interne. Elle ne remet pas en cause la notion de «*peuple-classe*» d'Abraham Léon durant la période postérieure aux croisades.

Mais il faut d'abord se poser quelques questions: la formation d'une classe sociale unique est-elle historiquement possible ? Les Juifs ont-ils constitué à un moment de l'histoire une entité monolithique et mono-classiste ? Y compris lorsque les commerçants se convertirent en une couche majoritaire au sein des communautés juives, il y eut toujours une cohorte d'artisans subalternes, de petits agriculteurs, de colporteurs, etc. De plus: que s'est-il passé *avant* le VI^e siècle avant J.-C., avant l'apparition de ce «*peuple-classe*» ?

Que peut-on dire de l'histoire sociale, de la structure économique et sociale de ce peuple, de ses origines, de son développement historique, de ses traditions culturelles, et de ses relations avec l'histoire postérieure à l'Exil ?

Comme Abraham Léon et Maxime Rodinson l'ont souligné, la Diaspora durant l'Antiquité n'est pas due principalement à la

répression que subissaient les Juifs en Judée. Elle est surtout liée à l'expansion du commerce dans les pays méditerranéens, au-delà de la Palestine. Les communautés juives de l'extérieur ont joué un rôle significatif dans ce commerce méditerranéen. Leur fonction économique-sociale était étroitement liée à l'expansion de la valeur d'échange. Mais ce lien, ainsi que les relations avec la Palestine elle-même, était contradictoire, habité par de nombreuses tensions non résolues. La tension entre les communautés de commerçants juifs dans la Diaspora et le peuple juif dans la Terre promise, où les principes de la Torah étaient reconnus comme les principes organisateurs de la vie sociale, laissa des traces dans le Talmud lui-même (écrit précisément durant l'Antiquité tardive et complété vers le VI^e siècle avant J.-C.), ainsi que dans son commentaire par Rachi de Troyes (aux environs de 1040-1105).

Dans le Ketoubot 110b, par exemple, qui commente le Lévitique 25:35-38 («Si ton frère tombe dans la gêne et que sa main vacille près de toi, tu le soutiendras, fût-il résident ou hôte pour qu'il vive près de toi. Ne lui prends ni intérêt ni usure; ainsi tu auras crainte de ton Dieu, et ton frère vivra près de toi (...). Tu ne lui céderas pas ton argent à intérêt ni tes aliments à usure. Je suis Yahvé, votre Dieu, qui vous a fait sortir du pays d'Égypte pour vous donner le pays de Canaan, afin d'être votre Dieu»), il est écrit que «toute personne qui réside en dehors de la Palestine est dans la même situation que quelqu'un qui n'a pas de Dieu». Rachi de Troyes, dans son commentaire de la même citation biblique cite le Talmud de Babylone, Ketoubot 110b, et explique que Israël a été donné aux hommes pour qu'ils accomplissent les commandements de Dieu et que, pour cette raison, «Toute personne qui habite en Israël ressemble à celui qui a un Dieu. Toute personne qui vit en exil est semblable à celui qui n'a pas de Dieu», comme s'il avait commis *avoda zara* (*sic*). (Nous reviendrons plus loin sur ce point extrêmement important.)

Les commentaires de Rachi et du Talmud s'appliquent à ceux qui résident en dehors de la région où la Torah régule la vie sociale. Ils sont liés à la partie du Lévitique qui analyse les relations monétaires et condamne l'usure, allant même jusqu'à remettre en cause le statut de la *propriété privée*; à côté du Jubilé et de l'annulation des dettes, le Lévitique introduit la perspective messianique d'une Rédemption en Israël de tous les exploités et de tous les opprimés. Gustav Landauer, le grand dirigeant anarcho-communiste de la république soviétique de Bavière de 1918, révolution condamnée dès le départ, avait tout à fait raison de se référer au Jubilé comme à l'introduction de la révolution sociale dans la Bible !

Y compris dans la Terre Promise, la propriété n'est pas définie en relation avec son propriétaire mais par le fait qu'elle appartient, en dernière instance, au Dieu libérateur (voir par exemple le psaume 24.1: «A Yahvé la terre et ce qui la remplit»); la propriété privée sera

finalement dépassée dans le Chabbat Chabbaton, dans le futur monde égalitaire (Olam aba, le monde à venir), dans l'Ere messianique de la fin de l'Histoire à l'intérieur de l'Histoire.

Le mystère de ces lignes ne se réduit ni à un fatras de superstitions religieuses ni à une série de données empiriques. *Il existe une «base historique matérielle, séculière, réelle», qui doit être dévoilée et analysée en même temps que la dimension culturelle et sociale déterminée par cette base.* Pour mener à bien cette tâche il faut s'appuyer sur la méthode véritable du matérialisme historique qui n'a rien à voir avec sa caricature économiciste ou avec une conception linéaire de l'histoire.

4. **Notre démarche s'oppose aussi bien à celle des «culturalistes»,** qui nient de façon idéaliste la primauté des contradictions historiques matérielles dans la détermination de l'existence des Juifs comme peuple différencié, **qu'à celle des «économicistes»** qui réduisent la particularité juive aux activités d'un «peuple-classe» ou d'une «caste» de commerçants.

L'idée qu'un groupe national quasi homogène soit composé d'une seule classe (ou caste) sociale fondée sur la relation ancestrale entre le peuple juif et le commerce (et/ou l'usure), est une construction «sociologique», anhistorique et antidialectique qui doit être rejetée.

La prétendue dimension «culturelle» ne doit être ni surestimée ni sous-estimée; sa base historique matérielle – qui n'est pas statique, mais en mouvement et change constamment – doit être appréhendée et analysée dans ses relations complexes avec la *totalité* de la vie et de l'existence juives à travers l'histoire. Cette existence doit être étudiée comme un organisme en développement, une totalité en procès.

Comme nous l'avons souligné dans un travail antérieur¹⁴, la question juive est une question fondamentalement *de classe*. Cela n'est pas dû au fait que les Juifs appartiennent à un «peuple-classe» particulier (Abraham Léon) ou à une «caste» (Karl Kautsky) qui développe une fonction économique exclusive, celle du commerce et/ou de l'usure, à l'intérieur des sociétés précapitalistes. La question juive est une question de classe *parce que sa genèse et son développement comme groupe ethnico-religieux particulier coïncident et sont liées à la genèse et au développement de la société de classes en tant que telle, comme un tout.* L'apparition des Juifs fut une manifestation de la rupture de la communauté primitive et une forme particulière de transition entre une société pré-classiste et une société proto-classiste qui apparut en même temps que les proto-États du Moyen-Orient. Les Juifs sont apparus à la fois beaucoup trop tôt et beaucoup trop tard. Beaucoup trop tôt, à la frontière du développement historique, en incarnant l'une des premières formes de transition vers une société divisée en classes et vers l'apparition de la propriété privée et de la valeur d'échange. Beaucoup trop tard, parce que l'espace historique avait déjà été occupé par d'autres formations économico-sociales régies par des groupes ethniques plus puissants –, surtout dans les despotismes conflictuels du Proche-Orient. Les Juifs ont été prisonniers des

contradictions d'un milieu hostile, tandis que leurs relations sociales représentaient la négation nécessaire et vivante du monde environnant dominé par le mode de production asiatique. Né dans un piège historique, le groupe ethnico-religieux juif a dû développer une stratégie pour survivre, trouver des lignes de fuite. Sa naissance (ou sa re-naissance) comme nation particulière coïncide avec un *Exode* de la prison de la société despotique asiatique qui réduisait en esclavage les tribus nomades de la région. Cette libération de la Maison des esclaves (*Bet avadim*) et la transition vers une nouvelle société dans la Terre Promise marquent en même temps la transition du mode de production asiatique vers les premières formes de la *propriété privée* de la terre et des relations fondées sur l'argent-marchandise. F. Tökei¹⁵ a étudié la genèse de la propriété privée dans ce type de sociétés et souligné avec raison la nécessité de localiser le groupe social spécifique qui aurait pu mener à bien cette transition.

Ni la bureaucratie étatique, ni les agriculteurs dans les communautés agraires dispersées, ni les esclaves n'avaient la force sociale ou l'intérêt nécessaires pour briser la forme asiatique de la propriété communale, avec toute son inertie historique. Ils ne pouvaient introduire de nouvelles formes de relations fondées sur la propriété privée, surtout dans la sphère principale de la production: la culture de la terre. Seul un groupe social, selon Tökei, était capable et avait intérêt à une telle transition: les *esclaves émancipés*. L'Éxode met en scène l'Émancipation et la marche victorieuse des esclaves émancipés vers la terre de la liberté où ils vont accéder à la propriété privée et réguler leurs échanges selon ce nouveau principe économique. Néanmoins, comme nous l'avons déjà dit, dans les textes bibliques où s'inscrit cette tradition, la propriété privée est loin d'être présentée comme l'objectif final et l'incarnation de la libération. Au contraire, ces textes soulignent le caractère historiquement transitoire de la propriété privée et prophétisent son abolition dans une Ère messianique universelle.

Dans la Bible, le lien entre la propriété et le travail est assez clair. Mais en même temps cette relation et ses deux pôles sont l'objet de vives critiques. La Torah¹⁶ s'en prend à tous ceux qui considèrent la propriété privée dans la Terre Promise comme leur objectif final ou un produit provenant seulement de leur propre travail: «(...) Prends garde que ton cœur ne s'élève et que tu n'oublies Yahvé ton Dieu qui t'a fait sortir du pays d'Égypte, de la maison des esclaves (...). Garde-toi de dire en ton cœur "C'est ma vigueur et la force de ma main qui m'ont acquis cette richesse." Tu te souviendras de Yahvé, ton Dieu, car c'est Lui qui te donne la vigueur pour acquérir de la richesse (...).»

La propriété n'est pas légitimée par le travail, bien qu'elle soit considérée comme un produit du travail. *La richesse ne provient pas des efforts individuels des êtres humains; elle provient de la libération de leurs capacités auparavant prisonnières de la «Maison des esclaves», prisonnières du travail servile dans le mode de production asiatique.*

La légitimation de la propriété privée remonte au moment initial de l'émancipation du travail servile par la force de la libération. La division de la terre en parcelles privées égales entre les tribus d'Israël s'est effectuée «selon le recensement des tribus de leurs pères¹⁷», comme l'explique Rachi, selon le recensement de «ceux qui se sont échappés d'Égypte. Les écritures différencièrent cet héritage de tout autre dans la Torah, puisque dans tous les héritages les vivants héritent des morts, tandis qu'ici les morts héritent des vivants (...) leur héritage remonte aux pères de leurs pères et ils l'ont divisé en parties égales et tel est le sens de l'expression "selon le", etc.¹⁸».

En d'autres termes, les droits d'un membre d'une tribu à la propriété privée de la terre proviennent du fait qu'il descend d'un esclave émancipé, qu'il est lié à ce moment initial de l'émancipation. Par contre, dans la forme grecque antique de transition entre la société pré-classiste et la société de classes, le droit des citoyens libres à la propriété privée de la terre provient de leur droit à cultiver la terre commune de la tribu, l'*ager publicus* du mode de mode de production antique.

Dans la transition grecque entre les communautés agraires (dont Hésiode regrette la décadence dans *Les travaux et les jours*) et la cité-État il y a eu toute une période d'agitation révolutionnaire, la *stasis*. Le protocommuniste Phaleas de Chalcédoine – vivement critiqué, bien entendu, par Aristote¹⁹ – avait souligné avec raison que la source des révolutions, du *stasis*, réside dans le conflit pour le droit à la propriété privée dans la sphère principale de la production: la terre. Tandis que, dans la vision grecque de Phaleas, la révolution est introduite par la lutte pour établir la propriété privée, dans la vision hébraïque présentée par la Torah, l'élément de la révolution sociale est introduit, comme l'a expliqué Gustav Landauer, par le Jubilé, par la suppression non seulement des dettes mais aussi des droits de propriété qui règlent le paiement des dettes. Dans la Bible, la propriété privée est transitoire, elle est en suspens, ou mieux suspendue au-dessus de l'abîme de la volonté d'Adonai qui l'a accordée à l'humanité sous certaines conditions et l'abolira dans le Monde-à-venir.

Ces différences sont très importantes puisque les sociétés antiques grecque et hébraïque furent les premières à effectuer la transition entre une société pré-classiste et une société de classes fondée sur la propriété privée. De la forme grecque de transition sont nés la cité-État, la *polis* et les hommes politiques, le dialogue et la dialectique. De la forme hébraïque de la transition, sont nés le monothéisme et la conception messianique de l'histoire, la vision biblique universelle d'une humanité émancipée dans un monde totalement modifié. Matthew Arnold a clairement perçu la dialectique entre le monde grec et le monde juif comme l'axe central du processus de formation de ce qu'il est convenu d'appeler la *modernité*. Le marxisme lui-même est le résultat de cette dialectique historique – qui n'est que la

dialectique de la société de classes, depuis ses origines jusqu'à sa dernière forme antagonique, le capitalisme – fondée matériellement sur tous les progrès de la science et de la culture humaines. Dans la Bible s'exprime une première réflexion critique sur la propriété et le travail, sur leur relation et surtout sur le fait que tous deux se transforment inéluctablement en une source d'aliénation.

Ce n'est pas un hasard si, dans l'éternelle discussion sur la définition de l'identité juive, l'unique définition indiscutable, présente dans les sources bibliques et talmudiques, est que les Juifs sont «tous ceux qui rejettent la *avoda zara*». On traduit habituellement cette expression par «idolâtrie». Mais une traduction littérale nous offre une piste plus féconde: *avoda* = travail, *zara*= aliéné, étranger à soi d'où *avoda zara*= travail aliéné, étranger à soi.

Les Hébreux, en tant que groupe ethnico-religieux différencié, sont apparus au même moment que le douloureux accouchement de la société de classes, au sein de la société pré-classiste du despotisme asiatique. Ce processus a déterminé le travail des communautés agricoles et toutes les activités serviles dans les travaux publics d'irrigation, etc. Ce travail et ce surtravail extraits, aliénés et centralisés par les bureaucraties autocratiques, légitimés par les rites païens des prêtres, se sont convertis en objet de haine et d'opposition sociales, spécialement de la part de ceux qui se mobilisèrent pour l'émancipation depuis la «Maison des esclaves». Le reflet de ce processus est inscrit dans la tradition biblique. La rupture du cercle vicieux de la vie dans une société fondée sur l'économie naturelle du mode de production asiatique, l'apparition de la propriété et de la valeur d'échange, dans ce processus de rupture, le traumatisme causé par la genèse de la société de classes, la souffrance sociale et la nécessité profonde de s'opposer à toute forme d'aliénation, ancienne et nouvelle, celle due à l'«*ancienne*» barbarie asiatique et celle qui émergeait de «*nouvelles*» relations sociales fondées sur la propriété privée et l'échange – cette convulsion historique s'est reflétée dans la Bible et la tradition juive; et surtout dans sa conception totalement nouvelle et révolutionnaire d'une *interruption messianique de la continuité du temps historique*. Le mythe de l'Éternel Retour, d'un temps cyclique, thème central de la vie socio-culturelle de toutes les sociétés précapitalistes antiques fondées sur une économie naturelle (mythe qui réapparaît alors que le capitalisme entre dans l'époque de sa décadence historique) est radicalement combattu pour la première fois par les Juifs et la Bible, précisément pour les raisons historiques que nous venons de mentionner brièvement.

Certes, les Juifs sont devenus, à partir d'une étape déterminée de leur évolution en tant que groupe ethnico-religieux, les porteurs de la relation de la valeur d'échange en contradiction avec un environnement précapitaliste. Mais, en même temps, en raison de leur position contradictoire dans les pores de formations sociales hostiles, ils incarnaient, à cause de leurs traditions et de leur vie

culturelle, la critique vivante de ces conditions et le Principe Espérance (Ernst Bloch) ouvrant la voie à leur transformation radicale.

5. Tout mode de production, tout mode d'appropriation du surtravail, toute forme historique d'exploitation génère ses propres formes d'exclusion sociale.

L'exclusion n'est pas un substitut de l'exploitation, comme le prétendent certains post-modernes français contemporains, mais son corollaire nécessaire: un mécanisme qui soutient et promeut les rapports de production dominants, le rapport d'exploitation dominant.

Tandis que les Juifs évoluaient, qu'ils suivaient le développement des sociétés de classes en vivant parmi leurs interstices, dans une sorte d'intermonde, au milieu des points d'interconnexion et de transition entre le plus avancé et le plus archaïque, entre le contemporain et le non-contemporain (Ernst Bloch), ils étaient constamment exclus de la structure de classes de la société, parce que les intérêts des classes dirigeantes appartenant à d'autres collectivités ethniques primaient sur les leurs.

La fonction économique et sociale des Juifs était surtout déterminée par les autres, par une structure sociale de classes dirigée par des non-Juifs. Cette fonction s'est modifiée selon les changements historiques qui ont affecté les autres. La position d'exclus des Juifs les a poussés à adopter des professions rejetées par les autres ou qui leur étaient imposées. Les Juifs se sont transformés en porteurs de la valeur d'échange dans des sociétés orientées vers la valeur d'usage et, plus tard, lorsque commencèrent la crise du féodalisme et la transition au capitalisme, le rôle d'*usurier* fut imposé aux Juifs de façon violente, puisqu'il leur était interdit par la Torah et le Talmud. L'Italie de la Renaissance nous offre un exemple caractéristique.

Avec l'avènement des Temps modernes, l'antisémitisme change de nature. Ce changement est fondamental dans l'apparition et le développement du capitalisme lui-même. L'anti-judaïsme religieux de l'époque précapitaliste se transforme en un antisémitisme *raciste*. L'institutionnalisation des *Estatutos de limpieza de sangre* (Statuts sur la pureté du sang) dans le jugement des marranes à Tolède, en 1449, est un point d'inflexion nécessaire pour le capitalisme naissant et, comme Etienne Balibar l'a remarqué²⁰, il constitue le prélude de la conquête du Nouveau Monde par la *Raza* (la race) purifiée.

Cette transition entre les conditions précapitalistes (auxquelles la Diaspora juive s'était adaptée) et le capitalisme a été extrêmement traumatique. Mais la transition entre l'étape ascendante du capitalisme et son étape de décadence a donné lieu à la plus inhumaine de toutes les tragédies.

6. L'Affaire Dreyfus est l'un des premiers signes marquant un changement dans le contenu de

l'antisémitisme, changement lié à la transition entre l'apogée du capitalisme à la moitié du XIX^e siècle et son déclin, le commencement de l'étape de la décadence impérialiste.

L'Affaire Dreyfus représente la première grande brèche dans les illusions sur l'*assimilation* des Juifs, illusions cultivées par les Lumières et surtout par la Révolution française.

Bien qu'il fût un «*assimilationniste*», Marx avait prédit que «l'émancipation politique» dans la démocratie bourgeoise ne pouvait égaler l'émancipation *humaine*. L'Affaire Dreyfus fut l'une des premières preuves que l'assimilation des Juifs promue par le capitalisme devenait impossible au sein du capitalisme lui-même. L'assimilation des couches moyennes et hautes du peuple juif est désormais bloquée par les non-Juifs qui occupent les positions dirigeantes; quant aux couches les plus basses, elles sont également exclues par leur misère. Une seule assimilation possible: celle qui s'effectuerait «*à partir d'en bas*», au cours de la lutte commune de tous les opprimés et exploités pour l'émancipation sociale humaine.

Au départ, et pendant une longue période, les marxistes ne perçurent pas le changement. Jules Guesde prit une position neutre face à l'«officier bourgeois réactionnaire» Dreyfus. D'autres, y compris Jean Jaurès, le défendirent en situant leur combat dans le cadre de la défense des valeurs démocratico-républicaines de la Révolution française. L'antisémitisme était dénoncé comme le «*socialisme des imbéciles*». On considérait que le Capital manipulait les vestiges des préjugés féodaux et des sentiments petits-bourgeois anticapitalistes en utilisant de nouveau les Juifs comme bouc émissaire.

Face à l'antisémitisme quelle perspective proposait-on aux Juifs? Soit l'assimilation, soit, à partir de la dernière période du XIX^e siècle, le *sionisme*. Issu du mouvement ouvrier socialiste, où les Juifs se distinguèrent toujours, Ber Borochov renversa l'analyse de Karl Kautsky et sa stratégie de l'assimilation. Pour lui, l'unique solution résidait dans la «normalisation» de la nation juive, sa transformation d'une nation sans territoire ni économie en une nation dotée d'un État national et de sa «*propre*» économie.

Le sionisme, comme phénomène historique, n'est pas seulement le dernier des nationalismes du XIX^e siècle. Il marque un *changement d'époque* dans le capitalisme – sa décadence, la menace naissante de la révolution socialiste, la nécessité pour la bourgeoisie de stopper cette menace révolutionnaire, y compris en proposant un nationalisme sans issue face au nombre croissant de travailleurs juifs paupérisés, d'artisans et d'intellectuels radicalisés qui se tournaient vers le mouvement révolutionnaire international.

Depuis le départ, le sionisme a été plus «*völkisch*», plus national-populiste, que démocratique. Sa stratégie fut toujours liée à des alliances avec les forces impérialistes. Des documents historiques démontrent que, dès les années 1930, les dirigeants sionistes

discutèrent de plans racistes pour expulser la population arabe palestinienne de sa terre natale. Une nouvelle génération d'historiens israéliens est en train de faire surgir tout cela au grand jour grâce à leurs recherches.

Mais ce sionisme national-populiste-impérialiste fut obligé de se référer à la même époque, à une mythologie du travail, en utilisant une phraséologie socialiste. Dans les premiers temps, il alla jusqu'à prétendre partager les mêmes objectifs historiques que la révolution d'Octobre des bolcheviks: le collectivisme et l'émancipation humaine universelle ! Le sionisme n'aurait pu naître et se développer sans le caractère contradictoire de notre époque de transition. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, l'idéologie sioniste était critiquée par la majorité des Juifs, laïcs comme religieux, et par la quasi-totalité des courants socialistes, en particulier les bolcheviks, Trotsky et l'organisation des travailleurs juifs, le Bund.

Trotsky fut le seul marxiste qui, dans les années 30, s'opposa à la fois au sionisme et aux illusions sur l'assimilation. Contrairement au courant principal de la tradition socialiste et communiste, il observa que l'antisémitisme moderne ne revitalisait *pas seulement* les préjugés précapitalistes mais qu'il était la « quintessence de la culture impérialiste moderne ²¹ ». Sur cette base, Trotsky prédit très tôt, peu après l'arrivée au pouvoir de Hitler, le cauchemar des camps d'extermination et de la Shoah.

Ce ne fut pas la destruction du précapitalisme par le capitalisme qui conduisit à ce génocide, comme le pensait Abraham Léon. Au contraire, la Shoah fut, comme l'avait prévu Léon Trotsky, la manifestation la plus barbare de la transformation des forces sociales de production en forces de destruction massive, à l'époque de la décadence impérialiste.

« *Arbeit macht frei* » (« Le travail rend libre ») n'est pas seulement une cynique plaisanterie nazie ou un cliché des philistins allemands. *C'est le résultat de la logique de l'aliénation du travail, de l'avoda zara réelle, dans les conditions de la dernière forme antagonique de la société de classes en déclin.*

Qui dit déclin dit également transition. L'époque de transition, dans laquelle l'humanité se débat depuis cent ans, est surtout *l'époque de la révolution socialiste mondiale*. Seule la victoire de cette révolution peut achever la transition vers une société sans classes, mettant fin à toutes les formes d'exploitation, d'oppression, d'exclusion et d'humiliation, résolvant en même temps le problème juif comme un problème universel, condensation de toutes les contradictions du monde dans notre époque épique et tragique de guerres et de révolutions.

Savas Michael-Matsas

(1998, Traduit de l'anglais par *Ni patrie ni frontières*)

Notes de l'auteur

1. Cité par Enzo Traverso, *Les marxistes et la question juive*, page 34, Éditions La Brèche.
2. Terme hébreu pour Holocauste.
3. Karl Marx, Friedrich Engels, *La Sainte Famille* (dans les Œuvres complètes de Marx en anglais, MECW, Editions du Progrès, Moscou, vol. 4, p. 109.)
4. Maximilien Rubel, Karl Marx, *Essai de biographie intellectuelle*.
5. Robert Misrahi, *Marx et la question juive*, Paris, Gallimard, 1972.
6. Enzo Traverso, *op. cit.*, pp. 37-52..
7. Arlene E. Clemesha, «Marx est-il antisémite ?» (en espagnol) dans *En Defensa del Marxismo*, n°12, Buenos Aires, mai 1996, pp. 56-68.
8. Voir Karl Marx, «Sur la question juive et la Sainte Famille», voir MECW, vol. 5 et 14.
9. *La Sainte famille, op.cit.*, p. 109 (édition anglaise).
10. *Idem*.
11. Abraham Léon, *La conception matérialiste de la question juive*, EDI, Paris, 1980.
12. Maxime Rodinson, préface au livre d'Abraham Léon, *op. cit.*, p. 14.
13. A.E. Clemesha, *op. cit.*, p. 59.
14. Savas Michael-Matsas, *Figures du messianisme/messianique* (en grec), Athènes, Agra, 1998.
15. Tökei Ferenc, *Les conditions de la propriété foncière dans la Chine de l'époque Tcheu*, Acta Antiqua, 1958, voir également le commentaire de Gilles Deleuze et Felix Guattari dans *Mille Plateaux*, Minuit, Paris, 1980, pp. 560-561.
16. *Deutéronome* 8, vers 14 et 17-18.
17. *Nombres* 25:55.
18. *The Pentateuch and Rachi's Commentary*, S.S. and Publishing Company, Brooklyn, NY, Etats-Unis, 1977.
19. Aristote, *Politique*, B1266b.
20. Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe*, La Découverte, Paris, 1978, p. 75.
21. Léon Trotsky, *Imperialist War and World Revolution, Emergency Conference of the Fourth International*, Pathfinder Press, New York, 1973, p. 321. (*La guerre impérialiste et la révolution mondiale*, conférence d'urgence de la Quatrième Internationale sur le site marxists.org.)

NOTES DU TRADUCTEUR

Les notes ci-dessous visent à aider le lecteur à s'orienter dans cet article au contenu très dense, au cas où le sens de certains termes ne lui serait pas familier. Savas Michael-Matzas n'est bien évidemment pas responsable du contenu et de l'orientation politique de ces notes. Toutes les citations de la Bible proviennent de la traduction E. Osty, parue aux éditions du Seuil. Lorsque je n'ai pas pu retrouver une citation d'un livre déjà traduit en français, je l'ai traduite de l'espagnol tout en indiquant quand même la référence française. (T.C.)

Adonai: le Nom non prononcé donné à Dieu dans l'Ancien Testament et la Bible hébraïque.

Ager publicus: mot latin désignant d'abord les terres communes de la communauté et ensuite les terres conquises par l'État que celui-ci vendait aux particuliers, utilisait pour fonder des colonies ou dont il abandonnait l'usage (la *possesio*) contre une taxe peu importante (le *vectigal*) à ceux qui voulaient les cultiver. Les riches propriétaires profitèrent de cette disposition qui provoqua plusieurs guerres civiles et la diminution radicale de la petite propriété.

Antiquité tardive: correspond au Bas-Empire (284-385).

Arbeit macht frei: devise placée à l'entrée des camps d'extermination ou de concentration.

Ber Borochof (1881-1917): social-démocrate russe qui, à partir d'une critique des positions du marxisme sur la question nationale, en vint progressivement à prôner la nécessité des Juifs d'avoir leur propre territoire et leur propre État, afin que la lutte de classe entre capitalistes et ouvriers juifs aboutisse au socialisme. Fondateur du Poale Zion («Les travailleurs de Sion»), proche des thèses des austromarxistes dans la Deuxième Internationale et de leur théorie de l'«autonomie nationale culturelle», il s'éloigna ensuite du marxisme. L'aile marxiste du Poale Zion devait donner naissance, avec l'aide du mouvement Hachomer Hatzair, au Mapam israélien qui lui-même s'est dissous aujourd'hui dans le Meretz.

Chabbat Chabbaton: «chabbat des chabbats», ou «chabbat de repos solennel». Désigne aussi le Jour du Pardon ou Grand Pardon (Yom Kippour), jour le plus saint du calendrier religieux juif au terme de dix jours de pénitence et de jeûne.

Ernst Bloch (1885-1977) Philosophe «marxiste chrétien» (*sic*), auteur entre autres du *Principe Espérance* (3 volumes). Son œuvre a notamment influencé la théologie de la libération en Amérique latine (qui a elle-même influencé une aile du sandinisme nicaraguayen et le PT brésilien), et les mouvements écologistes par sa critique de la civilisation industrielle et de la technique.

Contemporaines/non contemporaines (ou synchroniques/non synchroniques): pour Ernst Bloch, les contradictions du mode de production capitaliste sont contemporaines. Les contradictions des

survivances précapitalistes sont non contemporaines. Le développement historique combine les deux catégories de contradictions dans une formation sociale.

Communauté primitive: premier des modes de production correspondant historiquement à la préhistoire de l'humanité. Engels y a consacré un livre – *L'Origine de la famille, de la propriété et de l'État* – qui est loin de faire l'unanimité aujourd'hui parmi les ethnologues et les anthropologues.

Despotisme oriental ou Mode de production asiatique: contrairement à ce que son nom indique, ce terme s'applique aussi au Mexique et au Pérou. Ces concepts ont été l'objet de très vifs débats parmi les marxistes au sein de la Seconde Internationale (pour justifier le colonialisme); entre Lénine et Plekhanov (à propos de l'importance des alliances avec la paysannerie et du rôle de la nationalisation de la terre); au sein de la Troisième Internationale (pour caractériser la Chine dans les années 30); et enfin, après 1956, suite à la parution d'un livre de Karl Wittfogel, *Le despotisme oriental*, qui critiquait entre autres le «totalitarisme» de la Chine et de l'URSS à partir d'une analyse des sociétés asiatiques où les grands travaux (notamment hydrauliques) jouent un rôle important.

Exode: désigne la sortie d'Égypte des Hébreux sous la conduite de Moïse aux alentours de 1250 av. J.-C.

Guesde, Jules (1845-1922): Considéré comme l'introducteur des thèses marxistes au sein du mouvement ouvrier français – pour le plus grand malheur de ce dernier car il fut toujours un piètre théoricien. Il fit accepter en 1879 la création d'un parti ouvrier. Hostile à la collaboration avec les partis bourgeois, au contraire de Jaurès, ses idées triomphèrent au congrès d'Amsterdam mais il fut... ministre d'État en 1914 !

Jaurès, Jean (1859-1914): journaliste et député républicain, puis socialiste. Fondateur du journal *L'Humanité*. Dirigeant du socialisme français après la création de la SFIO en 1905. Pacifiste, il fut assassiné le 31 juillet 1914.

Jubilé: institution du droit biblique qui intervenait tous les 50 ans et célébrait la libération des esclaves juifs et la restauration de la propriété familiale.

Judée, province du sud de la Palestine à l'époque gréco-romaine.

Kautsky, Karl (1854-1939): secrétaire d'Engels, il s'oppose au «révisionnisme» de Bernstein et est considéré – hélas ! – jusqu'en 1914 comme le «pape» du marxisme. Il dirigea *Die Neue Zeit*, organe théorique de la social-démocratie allemande, fut partisan de l'Union sacrée pendant la Première Guerre mondiale puis s'opposa aux bolcheviques après 1917.

Landauer, Gustav (1870-1919): écrivain et militant anarchiste allemand qui fut assassiné au moment de l'écrasement de la République des conseils de Bavière.

Lévitique, livre de la Bible, troisième livre du Pentateuque, il traite du culte israélite dont le soin était confié aux membres de la tribu de Lévi.

Maison des esclaves, ou Maison de la servitude: l'Égypte, pays où les Juifs ont été réduits en esclavage.

Marranes: juifs convertis de force au christianisme en Espagne et au Portugal mais qui continuèrent à pratiquer leur religion en secret.

Palestine: région englobant l'État d'Israël actuel, la Cisjordanie et la bande de Gaza. Les Hébreux conquièrent le pays de Canaan entre 1220 et 1200 av. J.-C. Rome soumet la région en 64-63 av. J.-C. A la suite de la révolte de Bar-Kokhba, de nombreux Juifs sont déportés.

Phaléas de Chalcédoine: penseur politique grec aux idées communistes. Selon Aristote (*Politique*, livre II, VIII, 2, 3, 20, 21), il réclamait l'égalité des propriétés foncières, et souhaitait que les riches versent des dîmes mais pas les pauvres, et «que les hommes naturellement supérieurs ne souhaitent pas avoir plus».

Procuste: figure de la mythologie grecque qui mettait ses victimes sur ce fameux lit et leur coupait les jambes si celles-ci étaient trop longues. Si elles étaient trop courtes, il les «allongeait» en torturant ses victimes jusqu'à la mort.

Rachi de Troyes ou Rachi Chélomo Ben Yitshaq (1040-1105). Petit marchand de vins, il n'accepte aucune position rabbinique. Chef et modèle de l'École française des commentateurs de la Torah et du Talmud, école qui s'épanouit entre le X^e et le XIV^e siècle. Ses commentaires du Talmud font encore autorité aujourd'hui.

Shoah: terme hébreu signifiant «anéantissement» et servant à désigner le génocide des Juifs organisé par les nazis.

Talmud: compilation de commentaires sur la Loi mosaïque (issue des enseignements de Moïse). Il est constitué par la Mishna (II^e et III^e s.) codification de la loi orale et de la Gemara (IV^e – VI^e s.) commentaire de la Mishna, émanant des écoles de Palestine et de Babylone.

Torah: terme désignant les cinq premiers livres de la Bible, ou Pentateuque. Dans le langage courant désigne l'ensemble de la loi juive.

Valeur d'échange: «rapport quantitatif, proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèce différente s'échangent l'une contre l'autre» (Marx, *Le Capital*).

Valeur d'usage: toute «chose qui, par ses propriétés, satisfait des besoins humains de n'importe quelle espèce» (Marx, *Le Capital*).

Weber, Max (1864-1920): sociologue allemand auteur de *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, *Sociologie de la religion* et *Économie et société*.

Arlene Clemesha

Trotsky et la question juive

(Traduit de l'espagnol par Ana Laval-Munoz, ce texte a été publié en juin 2000 dans le numéro 27 de *En defensa del marxismo*, revue théorique du Partido Obrero d'Argentine.)

La trajectoire et les idées de Trotsky au sujet du judaïsme présentent un intérêt multiple. En premier lieu, et tout naturellement, à cause des origines juives de Trotsky. Mais il faut aussi prendre en considération le poids de l'antisémitisme dans la tradition historique russe, particulièrement comme arme politique de l'autocratie tsariste; l'ample usage de l'antisémitisme dans la lutte de Staline contre l'opposition trotskyste en URSS, comme l'a récemment démontré Dimitri Volkogonov; et finalement l'importance de l'Holocauste perpétré par le nazisme, paradigme de la barbarie contemporaine (Arlene Clemesha).

La conférence de Karlsruhe et le II^e Congrès du POSDR

La première déclaration connue de Trotsky sur la «question juive» date de 1903. Trotsky avait vingt-trois ans; marxiste depuis l'âge de dix-sept ans, il était déjà l'un des dirigeants du mouvement social-démocrate russe. En juillet de cette année-là, pendant le II^e Congrès du POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie), Trotsky participa au débat contre le courant juif, courant qui finit par quitter le parti. Mais un ou deux mois auparavant, Trotsky avait été invité à Karlsruhe à une petite conférence – rarement citée – organisée par ce même courant juif du parti, le Bund.

Le Bund (en yiddish, «union», abréviation d'Union générale des travailleurs juifs de Pologne, Lituanie et Russie) était une organisation juive au sein du parti de Russie. Créé en 1897, un an avant le POSDR, il est en 1898 le principal organisateur du congrès de fondation de ce dernier.

Jusqu'en 1903, le Bund était le parti social-démocrate le plus important de l'empire russe: importance due à la taille de son organisation, au nombre de ses adhérents, à l'ampleur de ses publications clandestines, à la circulation étendue (en contrebande) de sa littérature révolutionnaire.

Trotsky participa à la conférence de Karlsruhe aux côtés d'un militant du Bund local et du théoricien du Bund, Vladimir Medem,

dont les mémoires nous décrivent l'événement. Vladimir Medem relate une discussion qui dura près de deux heures. Après que le «camarade de Karlsruhe» eut exposé le programme national du Bund, Trotsky y apporta une réponse critique, immédiatement relevée par Vladimir Medem. Quelques jeunes spectateurs sionistes prirent la parole: Trotsky leur répondit «cordialement et avec humour». Le débat se poursuivit mais la discussion entre Vladimir Medem et Trotsky s'envenima lorsque fut abordée la politique que le POSDR devait adopter pour combattre l'antisémitisme.

Medem accusa le parti de négliger cette tâche. Trotsky lui répondit que le parti combattait l'antisémitisme en distribuant des tracts à ce sujet; de plus, ajouta-t-il, il ne servait à rien de combattre spécifiquement l'antisémitisme: pour éliminer un sentiment solidement enraciné, vestige de l'ignorance qui dominait à l'époque médiévale, il fallait surtout élever le niveau général de conscience des masses.

Vladimir Medem ne cache pas l'antipathie qu'il ressentit envers Trotsky à partir de ce moment et la sensation désagréable que provoqua chez lui ce discours *«qui n'était rien d'autre qu'une façon de se dissimuler à ses propres yeux la grave et réelle responsabilité des socialistes russes»*⁽¹⁾.

Les Juifs venaient de vivre une épreuve très douloureuse. Le plus terrible pogrom jamais exécuté jusqu'alors en Russie avait été perpétré, en avril 1903 (peu de temps avant la conférence de Karlsruhe), dans l'empire russe, et plus précisément dans la partie ukrainienne de leur «zone de résidence». Les quartiers juifs de Kichinev furent détruits, les maisons dévastées, des centaines de Juifs blessés ou tués. Le tristement célèbre «pogrom de Kichinev» consterna le monde entier et engendra l'adoption par toutes les langues du terme «pogrom» comme synonyme de «massacre». Celui-ci fut diligenté par des policiers du tsar et par des Cent-Noirs, mais les pogromistes étaient en grande partie des gens du peuple, ouvriers et travailleurs comme les Juifs qu'ils persécutaient. La confiance des ouvriers juifs en leurs frères de classe en fut sérieusement affectée.

C'est ce climat de méfiance que Trotsky dénonça durant le II^e Congrès du POSDR comme l'une des principales sources de discorde entre eux et le Bund.

L'organisation juive réclamait au congrès: l'autonomie au sein du parti, avec le droit d'élire son propre comité central et de déterminer sa propre politique sur les questions concernant la population juive; mais aussi l'«autonomie culturelle», au lieu de la simple «égalité des droits» que le parti réclamait pour les Juifs, c'est-à-dire le rassemblement des Juifs au sein de leurs propres institutions culturelles sans dépendre d'un territoire commun. L'«autonomie culturelle» aurait consisté à défendre le droit des Juifs de gérer leurs propres affaires culturelles en Russie, notamment l'éducation en yiddish.

Le congrès, majoritairement composé d'«iskristes» (*Iskra* étant le nom de la revue qu'ils publiaient), s'opposait au Bund car il entrevoyait dans leurs exigences un séparatisme qui créerait des précédents pour d'autres groupes et mettrait en péril l'unité du parti. C'est aux iskristes juifs Martov et Trotsky que revint la tâche de réfuter les exigences du Bund. Martov avait été l'un de ses membres fondateurs; quant à Trotsky, il prit la parole en tant que «représentant des iskristes d'origine juive». Ce fut là une des rares fois où Trotsky fit référence à sa judéité comme le souligne Isaac Deutscher⁽²⁾.

Mené «entre Juifs», le débat n'en fut pas pour autant facilité. Trotsky réfuta énergiquement les trois exigences du Bund et il prit la parole dix fois durant le débat, provoquant la colère et l'indignation des représentants de l'organisation juive.

En ce qui concerne la «question nationale» (l'«autonomie nationale culturelle»), le Bund était divisé. La moitié du parti juif croyait, à cette époque, qu'à l'avenir les Juifs seraient assimilés et qu'il ne fallait rien faire pour les séparer, territorialement ou même «culturellement». Comme Vladimir Medem le rappelle *«nous, les bundistes, n'avions pas fait de notre programme national une condition sine qua non et nous n'avons pas quitté le parti suite à son rejet (...). Notre congrès [le V^e Congrès du Bund en 1903, A.C.] sur cette question, s'était scindé en deux⁽³⁾»*.

En ce qui concerne l'éducation en yiddish, aucun social-démocrate ne pouvait sérieusement s'opposer au droit d'un peuple ou d'une nation à avoir sa propre langue. La divergence, comme cela apparut clairement dans des écrits postérieurs de Lénine et Trotsky, portait sur la division de l'éducation dans l'empire: éducation publique pour les Russes et écoles privées en yiddish pour les Juifs.

Dans un article publié dans *Severnaya Pravda*, n° 14 (août 1913) Lénine écrit, au sujet de la politique officielle de l'État:

«L'expression extrême du nationalisme [russe, A.C.] actuel réside dans le projet de nationalisation des écoles juives, formulé par le responsable de l'éducation du district d'Odessa, et bien reçu par le ministre de l'«Éducation» publique. Mais que signifie cette nationalisation ? La ségrégation des Juifs dans des écoles juives spécialisées (enseignement secondaire). Les portes de tous les autres établissements privés et publics seraient complètement fermées aux Juifs (...). Ce projet, extrêmement néfaste, démontre incidemment que cette «autonomie nationale et culturelle», l'idée de soustraire à l'État la gestion de l'enseignement pour la confier aux différents nations est une erreur⁽⁴⁾».

Mais l'organisation juive n'était pas disposée à céder sur sa position au sujet du statut du Bund au sein du POSDR. Sa décision était prise depuis 1901: les Juifs défendaient la transformation du POSDR en une fédération d'organisations nationales. La conquête de l'autonomie politique et organisationnelle du Bund au sein du POSDR était considérée comme une question de survie de l'organisation juive (5). Pour Trotsky, la «question juive» n'était pas le principal problème en jeu. Le parti ne pouvait pas concéder

l'autonomie au Bund, abandonner le modèle de parti pour lequel il avait lutté: un parti centralisé et non un ensemble lâche d'organisations. Il ne pouvait pas davantage accepter que le Bund devienne le représentant exclusif des travailleurs juifs, sans accepter la fragmentation du mouvement ouvrier en différentes nationalités.

«Exiger que le Bund soit reconnu comme seul représentant du parti auprès des travailleurs juifs, écrit Deutscher, revenait à proclamer que seuls les Juifs étaient habilités à porter le message socialiste aux travailleurs juifs et à les organiser. C'était adopter là une attitude méfiante à l'égard des membres non juifs du parti, souligna Trotsky, et lancer un défi à leurs convictions et à leurs sentiments internationalistes. (...) "Le Bund, s'écria Trotsky au milieu d'une tempête de protestations, est libre de ne pas faire confiance au parti, mais il ne peut pas espérer que le parti vote contre lui-même." Le socialisme, argumenta Trotsky, s'attachait à "renverser les barrières entre les races, les religions et les nationalités et non à prêter la main à leur édification" ⁽⁶⁾».

Selon Enzo Traverso, *«lorsqu'il s'agissait de comprendre les causes profondes de la scission entre le Bund et la social-démocratie, son analyse [celle de Trotsky, A.C.] se révélait moins abstraite que celle des bolchéviques. Au congrès de fondation du POSDR, l'autonomie du Bund était purement technique, mais il remarquait que peu à peu le "particulier" l'avait emporté sur le "général": de représentant du POSDR au sein du prolétariat juif, le Bund s'était transformé en représentant des travailleurs juifs vis-à-vis du parti social-démocrate. Au fond, le congrès de 1903 avait seulement sanctionné une scission qui existait déjà dans la réalité ⁽⁷⁾».*

Le Bund annonça son retrait du parti durant le congrès de Londres. Son départ n'était pas totalement inattendu mais il n'en fut pas moins grave pour les deux groupes. Le Bund quitta le congrès en emmenant avec lui 25 000 des 34 000 membres que comptait le POSDR ⁽⁸⁾.

Robert Wistrich suggère que Lénine avait souhaité le départ du Bund pour faciliter sa victoire lors des deux débats suivants qui entraînaient la scission entre menchéviques et bolchéviques et qu'il avait utilisé Trotsky pour provoquer le groupe adverse: *«Trotsky, représentant de l'Union social-démocrate des travailleurs de Sibérie, fut de fait l'instrument de Lénine pour forcer le Bund à abandonner le congrès de Londres. Il permit ainsi, avec Martov, de créer une majorité bolchévique lors des séances suivantes ⁽⁹⁾».* Nous n'avons cependant aucune raison de supposer que Trotsky ait agi contre ses propres convictions. Dans tous ses écrits postérieurs sur la «question juive» (lettres, entretiens, chapitres ou passages de ses ouvrages), Trotsky exprima son opposition au modèle bundiste du parti et à toute forme de séparation entre les travailleurs juifs et le mouvement ouvrier du pays dans lequel ils résident.

Le mouvement ouvrier juif

En 1903, Trotsky écrit son premier article consacré exclusivement à la «question juive»: «La désintégration du sionisme et ses successeurs possibles», publié dans *Iskra*, n° 56 (1^{er} janvier 1904). Il

s'agit d'un commentaire du VI^e Congrès sioniste (Bâle, août 1903) dans lequel Trotsky réitère les critiques faites oralement au Bund lors du II^e Congrès de la social-démocratie de Russie.

Durant le congrès de Bâle, Theodor Herzl, créateur du mouvement sioniste, annonça qu'il n'y avait aucun espoir, dans un futur proche, d'obtenir la Palestine; il proposa donc l'Ouganda comme territoire national juif, tout du moins jusqu'à obtention de la «terre promise» qui faisait alors partie de l'empire turc. Peu s'en fallut qu'une rupture ne se produise au sein du jeune mouvement; Herzl dut user de toute son influence et de tout son charisme pour maintenir l'unité du mouvement (unité qui dura jusqu'en 1906, deux ans après son décès en 1904).

Trotsky ne manqua pas de remarquer la diversité des groupes qui constituaient le mouvement sioniste et prédit leur échec: *«Le congrès de Bâle, je le répète, n'est rien d'autre qu'une manifestation de désintégration et d'impuissance. M. Herzl pourra s'allier un temps avec l'une ou l'autre des "patries". Des dizaines d'agitateurs et des centaines d'hommes sincères pourront soutenir son aventure, mais le sionisme en tant que mouvement a déjà été condamné à perdre dans l'avenir tout droit d'exister. C'est on ne peut plus évident⁽¹⁰⁾.»*

Puisque le sionisme était censé disparaître et le «conglomérat de couches sociales composant le mouvement» se désintégrer politiquement, Trotsky se demandait quelle organisation de gauche succéderait à la gauche sioniste *«composée de l'intelligentsia et/ou de la semi-intelligentsia de la démocratie bourgeoise⁽¹¹⁾»*.

Dans un pamphlet datant de la même époque, *Le Congrès sioniste de Bâle*, le Bund annonça aussi la fin du sionisme et postula au rôle de successeur de la gauche du mouvement.

La possibilité que le Bund attire les militants de la gauche sioniste poussa Trotsky à réitérer ses critiques de juillet 1903. Selon lui, le Bund ne pouvait séduire des militants déçus par le sionisme car, dans sa polémique contre les sionistes, ce parti avait fini par s'imprégner de son idéologie nationaliste. De plus, si le Bund devenait l'éventuel successeur du mouvement, il finirait par *«dévier le prolétariat juif de la voie révolutionnaire social-démocrate⁽¹²⁾»*.

Selon Harari, dans cet article Trotsky laisse entendre qu'il pourrait se créer une nouvelle organisation de gauche, non nationaliste comme le Bund, pour absorber la gauche du mouvement sioniste⁽¹³⁾. Pour d'autres auteurs, Trotsky ne lance pas un appel à la création d'une organisation juive mais il attire l'attention de la social-démocratie sur la nécessité d'intégrer ces ouvriers juifs dans ses propres rangs⁽¹⁴⁾.

Une certitude: en 1903-1904, face à la prévision (qui se révélera erronée) de la désintégration du sionisme, Trotsky se préoccupe de rapprocher le mouvement ouvrier juif du mouvement révolutionnaire social-démocrate de Russie.

Les pogroms de 1905

Président du soviet de Saint-Pétersbourg (le premier soviet de l'histoire), Trotsky prit part en 1905 à la création des unités d'autodéfense juives à Kiev et à Saint-Pétersbourg; il prôna la participation conjointe de Juifs et de non-Juifs pour résister aux actes de vandalisme. Comme le rappelle Glotzer, cet acte fut le premier d'une série d'interventions de Trotsky contre les manifestations anti-juives, jusqu'à son assassinat en 1940⁽¹⁵⁾. Les premières unités d'autodéfense – les BO (*Beovie Otriady*) – furent créées par le Bund en 1903. Mais durant la révolution de 1905 (et la réaction hostile qu'elle entraîna), le nombre de pogroms fut si élevé que les efforts isolés du Bund ne parvinrent pratiquement pas à défendre la population juive.

Albert Glotzer raconte que Trotsky, après l'échec de la révolution de 1905, avait été choqué par l'atrocité des massacres et les évoqua dans ses écrits, plus que nul autre militant du parti. Dans 1905, il fait une description de plus de trois pages, vivante et minutieuse, du pogrom d'Odessa. Les extraits ci-dessous montrent que la police, l'Église et d'autres organes liés au pouvoir tsariste préparèrent le pogrom, divulguèrent des rumeurs mensongères sur les Juifs, encouragèrent la population et dirigèrent le massacre: *«Lorsqu'un pogrom doit avoir lieu, tout le monde le sait d'avance: des appels sont distribués, des articles odieux paraissent dans l'organe officiel de presse Gubernskia Viedomosti (L'Information provinciale) (...) de sinistres rumeurs se répandent parmi les masses ignorantes: "les Juifs s'appêtent à attaquer les orthodoxes", "les socialistes ont profané une icône véritable", "les étudiants ont mis en pièces un portrait du tsar" (...). Lorsque le grand jour arrive, l'office divin est célébré à la cathédrale: un sermon est prêché. En tête du cortège patriotique marche le clergé, portant un portrait du tsar emprunté à la police, avec d'innombrables drapeaux nationaux. Tout commence: des vitrines sont brisées, des passants maltraités, l'alcool coule à flots. La fanfare militaire joue inlassablement l'hymne russe: "Que Dieu veille sur l'empereur !" – c'est l'hymne des pogroms. (...) Protégée par-devant et sur ses arrières par des patrouilles de soldats, par un escadron de cosaques, dirigée par des policiers et des provocateurs, accompagnée de mercenaires (...), la bande s'élançait à travers la ville dans une folie d'ivresse et de sang (...). Le va-nu-pieds est maître de la situation. Tout à l'heure encore esclave tremblant, pourchassé par la police, mourant de faim, il sent qu'à présent aucune barrière ne s'oppose à son despotisme (...). Il peut tout faire, il ose tout faire (...) "Que Dieu veille sur l'empereur !" Voici un jeune homme qui a vu la mort de si près que ses cheveux ont soudainement blanchi. Voici un garçonnet de dix ans qui a perdu la raison en voyant les cadavres mutilés de ses parents. Voici un médecin-major qui a connu toutes les horreurs du siège de Port-Arthur sans broncher, mais n'a pu supporter quelques heures du pogrom d'Odessa (...). D'autres tombent à genoux devant les officiers, les policiers; devant les assassins, ils tendent les bras, baisent les bottes des soldats et les supplient. On leur répond par des rires d'ivresse: "Vous avez voulu la liberté, goûtez-en les douceurs !" En ces mots se résume la morale, l'infamale politique des pogroms"⁽¹⁶⁾.»*

Trotsky analyse la condition sociale des Juifs

En 1911 commence l'affaire Beilis, l'accusation d'assassinat rituel contre Mendel Beilis, simple travailleur juif de Kiev. Les accusations contre Beilis furent prononcées par le ministre de la Justice, sous l'influence de Schelovitov, antisémite notoire. Le procès prit fin en 1913, Beilis fut innocenté mais, grâce aux rumeurs qui avaient circulé sur la «nature maligne et criminelle des Juifs», le gouvernement tsariste en sortit vainqueur; il était parvenu à fomenter l'antisémitisme et à instaurer un climat qui allait entraîner une vague de pogroms à Kiev.

En novembre 1913, Trotsky écrivit dans un article pour *Die Neue Zeit*, publication social-démocrate dirigée par Karl Kautsky, que ce procès antisémite lui avait paru répugnant; il compara l'affaire Beilis à l'affaire Dreyfus, qui divisa la France entre 1894 et 1906. Mais pour Trotsky, les ressemblances entre les deux pays étaient limitées car l'antisémitisme français était un jeu d'enfants comparé à la politique criminelle du tsar Nicolas II. Pour Trotsky, l'antisémitisme était devenu une technique de gouvernement, une politique d'État en Russie⁽¹⁷⁾.

Trotsky parcourut les Balkans entre 1912 et 1913 comme correspondant du quotidien libéral russe *Kievskaya Mysl*. Parmi la série d'articles qu'il rédigea à l'époque figure «La question juive en Roumanie et la politique de Bismarck». Envoyé, durant l'été 1914, au quotidien berlinois pacifiste (*Auslandspolitik Korrespondenz*) dirigé par Rudolf Breitscheid, il ne fut publié que les 4 et 25 avril 1918, une fois la guerre terminée, car au début de la guerre, «le sujet n'était plus d'actualité» comme le précise la note d'introduction qui accompagnait l'article⁽¹⁸⁾.

Trotsky commence son article (qu'il signe de son nom complet, Lev Davidovitch Bronstein) en affirmant que «la vraie Roumanie se dévoile à travers la question juive⁽¹⁹⁾». Les Juifs n'y avaient aucun droit, que des devoirs, comme le service militaire obligatoire, et des restrictions professionnelles qui avaient fini par imposer les étiquettes de «Juifs usuriers», «profiteurs» et ainsi de suite. «Le pays était imprégné de la haine des Juifs: les petits commerçants redoutaient leur concurrence; professions libérales et fonctionnaires s'inquiétaient de la possibilité offerte aux Juifs d'acquérir la citoyenneté et donc de leur prendre ainsi leurs places; les instituteurs et les prêtres, "agents" des propriétaires fonciers patriotiques, convainquaient les paysans que les Juifs étaient responsables de tous leurs maux.»

Mais, pourquoi tolérait-on les Juifs ? Selon Trotsky, le régime roumain avait besoin des Juifs: d'abord pour jouer les intermédiaires entre les propriétaires terriens et les paysans, entre les politiciens et leurs clients, afin de faire tout le «sale boulot»; et ensuite, pour servir de cible à l'indignation et aux frustrations du peuple roumain, pour incarner l'éternel «bouc émissaire⁽²⁰⁾».

La situation des Juifs reflète très clairement la situation générale de la Roumanie: *«non seulement les conditions de paralysie féodale, de restriction légale, de corruption politique et bureaucratique dégradent la situation économique des masses juives, mais elles favorisent aussi leur dégradation spirituelle. On peut trouver de nombreux arguments pour affirmer que les Juifs sont une nation à part, mais leur situation reflète indéniablement les conditions économiques et morales du pays dans lequel ils vivent; même isolés artificiellement du reste de la population, ils en font intégralement partie⁽²¹⁾»*.

Trotsky, en s'appuyant sur ses propres investigations sur la composition sociale des Juifs, annonce les chiffres suivants: les Juifs représentaient 4 % de la population roumaine. De nombreuses restrictions légales pesaient sur eux; ils n'avaient pas le droit de posséder des terres, ni de vivre en milieu rural et ne pouvaient louer que des parcelles de taille limitée. Les quatre cinquièmes des Juifs vivaient donc en milieu urbain. Cette concentration dans les villes les amenait à jouer un rôle social non négligeable dans l'économie du pays. Mais *«considérer le judaïsme roumain comme une classe d'exploiteurs, précise Trotsky, serait bien évidemment absurde (...). La plupart des Juifs étaient installés en Moldavie où ils exerçaient des petits métiers artisanaux: tailleurs, cordonniers, horlogers, et ils constituaient une inconnue non seulement du point de vue économique mais aussi du point de vue physiologique; c'est-à-dire que leurs moyens d'existence physique demeurent un mystère⁽²²⁾»*.

Trotsky signale que la moitié de la population juive de Roumanie était composée de familles d'ouvriers et de petits artisans (30 000 familles soit cent cinquante mille âmes). L'autre moitié de la population juive se divisait en diverses activités: propriétaires de petits commerces, industriels, bailleurs de fonds, près de 500 médecins, 40 avocats, quelques ingénieurs et un total de deux professeurs.

Les Juifs de Roumanie, écrit Trotsky, étaient victimes d'un système social et même d'une manœuvre diplomatique internationale, pour ne pas dire d'une conspiration, comme l'avaient démontré les événements de 1878. Durant le Congrès de Berlin, qui se tint la même année, des chefs d'État d'Europe occidentale, dont Bismarck, imposèrent l'égalité juridique des Juifs de Roumanie comme condition préalable à la garantie de l'indépendance de cet État. Mais quelle était la véritable préoccupation de Bismarck ? On le découvrit rapidement: le chancelier du Reich souhaitait que la Roumanie rachète, à un prix élevé, les participations des banquiers allemands – beaucoup d'entre eux étaient juifs – dans les chemins de fer roumains, jusqu'alors systématiquement déficitaires.

Dès que la transaction commerciale fut réalisée de façon satisfaisante pour Bismarck, plus personne ne se soucia de la «condition préalable juive». Le gouvernement reconnut ainsi, en 1879, que la religion ne pouvait être un obstacle à l'obtention des droits

civiques en Roumanie et émancipa les 900 Juifs qui avaient combattu lors de la guerre russo-turque de 1876-1878. Dès que les puissances occidentales oublièrent le «problème juif», la monarchie renforça l'oppression traditionnelle des Juifs, affirmant qu'ils étaient des citoyens étrangers et ne pouvaient acquérir leur naturalisation qu'individuellement.

Tout Juif, en tant qu'individu, devait déposer sa demande de naturalisation qui n'aboutirait qu'au bout de quinze à trente ans – après être passée par tous les échelons de la bureaucratie de l'État. De plus, il leur faudrait verser des pots de vin hors de portée pour la plupart d'entre eux. C'est ainsi qu'en 1913, soit trente-quatre ans plus tard, sur un total de presque trois cent mille Juifs roumains, seulement 850 d'entre eux étaient émancipés. Le statut des 299 150 restants ne changea pas.

Trotsky, dans cet article, étudia donc l'histoire récente de la région et la tentative d'émancipation des Juifs de 1879. Ayant déploré l'absence d'un recensement officiel, il chercha à établir des données démographiques (nombre et composition sociale). Trotsky critiqua le gouvernement roumain et démontra une grande solidarité envers les Juifs et l'injustice dont ils étaient victimes.

Glotzer rapporte que Trotsky était choqué par la sauvagerie de l'antisémitisme officiel professé par la monarchie roumaine et par l'indifférence de l'Europe et des Juifs européens face à la souffrance des Juifs des Balkans. Dans cette région arriérée d'Europe, et principalement en Roumanie, l'antisémitisme s'était transformé, aux dires de Trotsky, en «une religion d'État».

Comme l'affirme Harari, *«l'article est un témoignage très important sur l'attitude de Trotsky par rapport à la question juive et il reste aujourd'hui d'actualité pour tous ceux qui, préoccupés par le sort des Juifs, comprennent que ce dernier est déterminé en grande partie par les intrigues des grandes puissances»*⁽²³⁾. Selon Glotzer, les historiens du socialisme qui étudièrent la «question juive» ont été surpris de constater que Trotsky, qui ne se considérait pas Juif, était intervenu de si nombreuses fois sur ce sujet⁽²⁴⁾. Pour Knei-Paz, dans cet article qu'il considère comme l'un des meilleurs de Trotsky sur la «question juive», la sensibilité démontrée par Trotsky face à la souffrance des Juifs produit presque chez le lecteur l'impression que Trotsky s'identifiait non seulement avec la «souffrance» endurée mais aussi avec la «victime»⁽²⁵⁾.

En conclusion de son article, Trotsky fait remarquer que les Juifs n'étaient pas parvenus jusqu'alors à s'organiser pour aboutir à une action politique efficace. Ils avaient formé une «Union» qui défendait le rapprochement avec l'oligarchie régnante et le patriotisme roumain. Trotsky en conclut que le parti du prolétariat doit lutter pour intégrer dans ses rangs, et d'un point de vue politique, tous les éléments *«dont l'existence et l'évolution ne concordaient pas avec le régime existant»*⁽²⁶⁾.

La social-démocratie est pour lui l'unique défenseur des droits des Juifs en général (et non seulement des travailleurs) puisque les autres partis existants, conservateurs et libéraux, ne participaient aucunement à la lutte pour un gouvernement démocratique en Roumanie.

Pendant la révolution et la guerre civile en URSS

Trotsky n'a pas écrit sur la question juive pendant la période de la révolution et de la guerre civile en Russie. Mais comme le révèle son autobiographie, la question juive, à l'instar d'autres questions, restait présente tout au long de cette période agitée. Dans *Ma Vie* Trotsky écrit qu'au lendemain de la révolution d'Octobre il refusa le commissariat du peuple à l'Intérieur que Lénine lui proposait avec insistance, pour «*ne pas remettre entre les mains de l'ennemi une arme: mon judaïsme*».

Trotsky justifie son attitude ainsi: «*J'ai déjà mentionné que l'instance nationale, si importante dans la vie de la Russie, n'avait jamais joué aucun rôle dans ma vie. Dans ma jeunesse, les élans nationaux et les préjugés irrationnels me semblaient déjà incompréhensibles et, en certaines occasions, ils me répugnaient. Mon éducation marxiste a conforté cet état d'esprit et l'a converti en internationalisme actif. Le fait d'avoir vécu dans plusieurs pays et d'en avoir connu la langue, la politique et la culture m'ont aidé à absorber l'internationalisme dans ma chair et mon sang. Et si en 1917, puis plus tard, j'ai usé de mon judaïsme pour refuser une quelconque nomination, je l'ai fait uniquement pour des raisons politiques*⁽²⁷⁾.»

Quand la presse mondiale faisait référence à la révolution russe, elle mentionnait presque toujours l'origine juive de Trotsky, l'un de ses principaux leaders. La presse juive, explique Glotzer, se montrait orgueilleuse des origines juives de Trotsky bien qu'elle condamnât presque toujours son bolchévisme⁽²⁸⁾, tandis que Trotsky tentait de détacher son image de celle d'un Juif. Quand, en 1918, une délégation juive lui demanda d'user de son influence auprès des bolchéviques pour que soit maintenue l'égalité des droits que la révolution de février leur avait concédée pour la première fois dans l'histoire de la Russie, Trotsky déclara: «*Je ne suis pas un Juif mais un internationaliste.*» Trotsky ne s'opposait pas pour autant aux droits des Juifs. Il souligne en effet, dans son *Histoire de la révolution russe*, le mérite de la révolution de Février qui abolit les 650 lois restreignant les droits des Juifs en Russie.

En 1921, «alors que Trotsky se trouvait au sommet de son pouvoir politique après la consolidation de la révolution bolchévique», le grand rabbin de Moscou, Jacob Maze (orthographié parfois Mazeh), «lui rendit visite au nom des Juifs à nouveau privés de nombreux droits (...) [la campagne antireligieuse était dirigée indifféremment contre toutes les religions, A.C.]. Trotsky déclara: «*Je suis un révolutionnaire et un bolchévique, non un Juif.*» Le rabbin Maze lui rétorqua: «*Les Trotsky font la révolution et les Bronstein paient l'addition.*»

Avant cet épisode, Trotsky aurait dit à un groupe de Juifs venu lui rendre visite que *«les Juifs ne l'intéressaient pas plus que les Bulgares»*. Selon Vladimir Medem, Trotsky assura qu'il ne se considérait ni juif, ni russe, seulement social-démocrate⁽²⁹⁾.

De fait, une intense campagne antisémite se déroulait en Russie, et à l'extérieur du pays aussi, dirigée contre la révolution. *«Au plus fort de la guerre civile, l'agence de presse blanche à Ekaterinbourg, publia un pamphlet intitulé Tristes souvenirs des bolchéviques. Son auteur, Sergei Auslender, y dépeint les leaders bolchéviques et principalement Trotsky: "Ce spéculateur international a mis la Russie sous sa coupe, il fait fusiller les vieux généraux de l'armée, vit dans le palais du Kremlin et commande l'armée russe. (...) Il sait comment tirer de ses esclaves ce qu'il y a de pire et de plus pourri." En novembre 1921 fut publié à Munich un pamphlet intitulé Bolchévisme juif et préfacé par Alfred Rosenberg, l'idéologue nazi. Le but de cette étude était de montrer que la révolution russe, par son contenu, ses idées et ses dirigeants, était profondément juive: "Depuis le jour de son apparition, le bolchévisme est une entreprise juive." Manipulant le nombre des commissaires du peuple juifs, Rosenberg tente de démontrer que "la dictature prolétarienne qui pèse sur le peuple ruiné, affamé, est un plan préparé dans les bouges de Londres, New York et Berlin". Ses principaux exécuteurs étaient juifs, tout comme le plus important d'entre eux, Trotsky-Bronstein dont l'objectif était la révolution mondiale. Ce genre de calomnie avait pour but de discréditer non seulement la révolution mais également ses dirigeants⁽³⁰⁾»*.

Mandel suggère que Trotsky était plus conscient des horreurs potentielles de l'antisémitisme en Russie⁽³¹⁾ que Lénine qui, en tant que leader de la révolution et chef du nouvel État soviétique, combattit toujours l'antisémitisme de façon implacable. Trotsky voulait éviter coûte que coûte les maladroites qui pourraient susciter de nouvelles irruptions d'antisémitisme en Russie et cette préoccupation s'avéra justifiée pendant la guerre civile. Durant cette période, les gardes blancs de Petlioura et Koltchak, aidés par l'armée anarchiste anti-bolchévique de Nestor Makhno, furent les auteurs, en Ukraine, de plus de mille pogroms, 125 000 Juifs périrent et 40 000 furent blessés, sans compter les pillages systématiques qui anéantirent la région⁽³²⁾. Pour Wistrich, les attaques contre les Juifs durant la guerre civile *«étaient, tout du moins en partie, une réaction contre le "yid" Trotsky et les armées bolchéviques sous son commandement⁽³³⁾»*. Ce que Wistrich suggère doit être pris en considération. Cela signifie que les pogroms perpétrés par les troupes blanches, et les anti-bolchéviques en général, furent souvent un acte de vengeance contre une révolution qu'ils jugeaient l'«œuvre de Juifs». Selon Mandel, les massacres perpétrés par les Blancs firent *«le plus grand nombre de victimes juives avant le massacre nazi⁽³⁴⁾»*.

Mais l'antisémitisme n'était pas seulement le fait des opposants à la révolution d'octobre. Héritage du tsarisme, il existait en Russie, et Trotsky fut obligé de le combattre au sein même de l'Armée rouge. En tant que chef de l'armée, Trotsky fut amené à envoyer des Juifs

sur le front pour éviter les commentaires antisémites qui accusaient les Juifs de rester dans les coulisses, à des fonctions administratives au lieu de prendre les armes pour défendre la révolution. Trotsky autorisa, à la demande du parti sioniste de Russie, la formation du bataillon *Poale Zion*; mais, conscient de l'antisémitisme de ses soldats, il suggéra que les bataillons juifs rejoignent les régiments où il y avait aussi des bataillons d'autres nationalités pour «éviter le chauvinisme qui résulte de la séparation entre les différentes nationalités, et qui, malheureusement, se fait jour quand sont formées des unités militaires nationales complètement indépendantes⁽⁵⁵⁾».

Avant la révolution, beaucoup de Russes croyaient que les Juifs étaient «lâches» et évitaient de faire le service militaire; ce qui explique que Trotsky, en tant que chef de l'Armée rouge, ait été apprécié comme un «authentique Russe», «un combattant», «un des nôtres», selon les propos d'un cosaque cité dans *Ma vie*. Ces propos ne constituent pas un cas isolé. D'autres exemples apparaissent dans la littérature de l'époque. La romancière Seipulina fait dire à un paysan dans l'un de ses contes: «Trotsky est l'un des nôtres, il est russe et bolchévique. Lénine est juif et communiste.» Dans «Le sel», nouvelle d'Isaac Babel, publiée en 1923, une femme à qui un soldat réquisitionne son sel (produit rare à l'époque) lui déclare: «J'ai perdu mon sel, je le reconnais et je ne crains pas la vérité. Mais vous, vous ne songez qu'à couvrir de sel vos chefs yids Lénine et Trotsky.» Ce à quoi le soldat répond: «Votre affaire n'a aucun rapport avec les Juifs, citoyenne saboteuse, les yids n'ont rien à voir dans tout cela; et d'ailleurs, puisque vous en parlez, sur Lénine je n'ai rien à dire mais Trotsky, lui, est le descendant de l'héroïque gouverneur de Tambov que tous craignaient⁽⁵⁶⁾.»

En ces temps de révolution et de guerre civile, Trotsky dut faire face au problème de l'antisémitisme dans la mesure où il s'imposait dans les pogroms des armées ennemies, dans la propagande anti-bolchévique et au sein même de l'Armée rouge. Plus tard, Trotsky déclarera que l'antisémitisme représenta un problème qu'il fut difficile de gérer et de combattre lors du recul révolutionnaire de la période stalinienne.

En exil

C'est en exil, en Turquie, le 10 mai 1930, que Trotsky écrit «Le rôle des travailleurs juifs dans le mouvement général des travailleurs en France», lettre de réponse adressée à *Klorkeit* («Clarté» en yiddish, l'organe du groupe juif de l'Opposition communiste de gauche de Paris) et qui fut publiée dans le n° 3 de *Klorkeit* en mai 1930.

Dans ce texte, Trotsky remercie le groupe de lui avoir envoyé, pour la première fois, des informations, sur le mouvement ouvrier juif en Europe occidentale. Il explique le rôle particulier que les 60 000 ouvriers juifs pourraient avoir au sein du mouvement ouvrier français, grâce à leur statut d'immigrés et à leur appartenance aux couches les plus exploitées du prolétariat français, mal organisé et manquant de

l'influence internationaliste et de l'esprit combatif caractéristiques du prolétariat juif. Trotsky donne l'exemple du Bund pour les mettre en garde contre le rôle que ne doit pas s'attribuer la presse yiddish: *«Il est bien sûr inutile d'éloigner les travailleurs juifs du mouvement ouvrier du pays où ils vivent, comme ce fut autrefois le cas avec la presse du Bund juif, il faut au contraire qu'ils partagent au maximum le quotidien de cette classe ouvrière»*⁽³⁷⁾.

Dans cette lettre comme dans la suivante, écrite le 9 mai 1932 depuis Prinkipo, en Turquie, au quotidien yiddish de l'Opposition communiste de New York, *Unser Kampf* (publiée dans ce journal le 1^{er} juin 1932 sous le titre «Le rôle de l'ouvrier juif dans le combat du mouvement ouvrier international»; immédiatement traduite en anglais et publiée dans *The Militant* du 11 juin 1932 sous le titre «*Salut à Unser Kampf*»), Trotsky ne s'oppose pas à la formation de groupes juifs au sein de l'Opposition. Il est à noter, et notamment dans la seconde lettre, qu'il accueille avec un certain enthousiasme la création de journaux en yiddish et affirme que *«l'existence de publications juives indépendantes n'a pas pour but d'isoler les travailleurs juifs mais de les attirer vers les idées qui unissent les travailleurs en une même et seule famille révolutionnaire internationale»*⁽³⁸⁾.

La lettre que Trotsky avait reçue de l'Opposition de gauche de Paris, en 1930, lui demandait son avis sur la transformation de *Klorkeit* en organe international du prolétariat juif. À cette occasion Trotsky répondit que l'idée était intéressante, mais qu'il ne voyait pas encore très clairement la relation du quotidien avec les mouvements nationaux et les organisations de l'Opposition. Trotsky précisa que le journal devrait devenir plus théorico-propagandiste, qu'il ne pourrait traiter séparément les questions politiques spécifiques à chaque pays, et s'abstint de donner une réponse définitive plus détaillée.

En 1932, Trotsky prend l'initiative d'écrire à *Unser Kampf* pour indiquer que l'apparition de ce journal représente une avancée très importante. Dans cette lettre, il assure que le groupe new-yorkais rejette avec intransigeance (*sic*) le principe bundiste de fédération des organisations nationales. Trotsky invite le quotidien à *«se développer et à s'affirmer pour pouvoir exercer son influence au-delà des frontières américaines et canadiennes: en Amérique du Sud, en Europe et en Palestine»*.

Trotsky, à cette époque-là, ne met pas en doute l'importance, pour l'Opposition, d'un quotidien yiddish, internationaliste et mondialement distribué, y compris sur *«le vieux continent et en URSS»*. Il attribue aussi un rôle spécial au prolétariat juif qui ne se limite plus aux frontières de tel ou tel pays, ou à l'influence positive qu'il pourrait avoir sur les secteurs encore non organisés du prolétariat, en France ou aux États-Unis.

En raison des conditions historiques auxquelles ils furent soumis, écrit Trotsky, les Juifs sont particulièrement réceptifs aux idées du communisme scientifique et internationaliste, à cause de leur propre dispersion à travers le monde. Pour ces deux raisons (en faudrait-il

davantage ?), l'Opposition communiste de gauche peut compter sur une grande influence parmi les prolétaires juifs.

Si l'Opposition mène un travail adapté au milieu ouvrier juif et publie un quotidien yiddish mondialement distribué, Trotsky entrevoit la possibilité, pour les idées de l'Opposition, de gagner du terrain en Russie par le biais des ouvriers juifs.

Les liens culturels et linguistiques communs existant entre les travailleurs juifs du monde entier pourraient favoriser de manière significative la diffusion des idées de l'Opposition en Russie, centre de la révolution mondiale⁽³⁹⁾.

L'antisémitisme russe et la lutte contre l'Opposition trotskyste

Trotsky, dans ses écrits suivants sur la «question juive», aborda des aspects variés du problème comme l'«assimilation» des Juifs et l'utilisation du yiddish, le problème de la «région autonome juive» du Birobidjan, l'antisémitisme en URSS, le sionisme, le conflit arabo-juif en Palestine et la montée du nazisme.

Le premier de ses articles, en fait un entretien réalisé à Paris, «Sur le problème juif», fut publié dans *Class Struggle* (publication appartenant à un groupe éphémère, la Communist League of Struggle menée par Albert Weisbord) en février 1934. En octobre de la même année, Trotsky écrit une «Réponse à une question sur le Birobidjan», adressée à Ykslagor, un groupe juif de l'Opposition de gauche en URSS qui militait dans un contexte très répressif.

Un autre entretien, intitulé «Entretien avec des correspondants juifs au Mexique», réalisé le 18 janvier 1937, fut publié en yiddish le 24 janvier dans le journal socialiste juif de New York, *Forverts* et le lendemain, sous forme d'extraits, en Angleterre dans le Bulletin quotidien de l'ITA (agence juive de presse).

Il fut aussi publié intégralement en anglais dans la revue mensuelle des trotskystes américains, *Fourth International*, en décembre 1945. L'entretien eut lieu au domicile du peintre mexicain Diego Rivera; étaient présents P. Rozenberg pour l'ITA, trois rédacteurs du journal yiddish publié au Mexique, *Unzer Veg*, et une secrétaire qui traduisait les questions en français. Toutes les réponses furent données par écrit, également en français⁽⁴⁰⁾.

Trotsky rédigea le 22 décembre 1938 son dernier écrit exclusivement consacré à la question juive: une lettre à un ami résidant aux États-Unis, publiée sous le titre «Appel aux Juifs nord-américains menacés par le fascisme et l'antisémitisme», dans *Fourth International* en décembre 1945. Mais ce ne fut pas son dernier commentaire sur le sujet. Sa préoccupation pour la «question juive» imprègne plusieurs de ses articles sur le fascisme et sur la situation mondiale. Peu de temps avant son assassinat, Trotsky se souciait toujours du sort des Juifs comme le montre un extrait de «La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale» (Manifeste de la

Conférence d'alarme de la IV^e Internationale de mai 1940) auquel nous ferons de nouveau référence⁽⁴¹⁾.

Citons enfin l'article de Trotsky «Thermidor et antisémitisme», écrit le 22 février 1937 et publié dans *The New International* en mai 1941. L'article analyse un fait particulier: la montée de l'antisémitisme en URSS après la mort de Lénine et son utilisation contre Trotsky et ses alliés de l'Opposition communiste. Le terme «Thermidor», conformément au calendrier adopté par la Révolution française, désigne le mois durant lequel les jacobins radicaux, menés par Robespierre, furent vaincus par une aile réactionnaire de la révolution qui ne parvint cependant pas à restaurer le régime féodal. Trotsky utilisa ce terme par analogie historique, pour désigner la prise du pouvoir par la bureaucratie conservatrice stalinienne dans le cadre de relations étatiques de production. Au-delà d'une simple analogie, le titre de l'article indique quelle en sera sa thèse centrale. Pour Trotsky, la persistance de l'antisémitisme en Russie n'était pas due à l'incapacité de la révolution de le combattre, mais au besoin de la contre-révolution stalinienne de le préserver.

Comme le rappelle Glotzer, Trotsky fut le premier à dénoncer l'usage de l'antisémitisme par Staline dans les débats internes du parti, tout d'abord de façon indirecte et discrète puis ouvertement, «jusqu'à se transformer, en fait, en thème central dans le nouveau climat politique imposé par le stalinisme⁽⁴²⁾». Mais lorsque Trotsky affirma que l'antisémitisme prenait chaque jour davantage d'ampleur depuis 1923, ses déclarations furent accueillies avec incrédulité, voire indignation, par les militants et sympathisants communistes. Pour ceux-ci, la Russie révolutionnaire avait éliminé toute restriction légale à l'égard des Juifs en 1917 et avait sévèrement condamné l'antisémitisme – l'assimilant à un crime. A leurs yeux, l'URSS représentait, à l'échelle mondiale, la pensée progressiste. Ils ne pouvaient donc pas comprendre que l'État soviétique puisse permettre le développement d'une haine irrationnelle envers les Juifs.

Deux sympathisants communistes (l'éditeur du quotidien juif de New York, *The Day*, B. Z. Goldberg, et un célèbre journaliste de cette même publication, Aaron Glanza) manifestèrent leur indignation face aux dénonciations de Trotsky publiées dans l'«Entretien avec des correspondants juifs au Mexique» (24 janvier 1937) dans le journal *Forverts*, concurrent de *The Day*.

Goldberg critiqua Trotsky dans deux articles, les 26 et 27 janvier 1937: «*En ce qui concerne la question juive, Trotsky adopte une attitude caractéristique des politiciens médiocres: il utilise la question juive à ses propres fins. Ce qui est absolument indigne de Léon Trotsky. Pour attaquer Staline, Trotsky estime justifié de déclarer que l'Union soviétique est antisémite (...). Est-ce la vérité, monsieur Trotsky? Et si ce n'est pas le cas, une telle déclaration est-elle correcte? Peu importe le type de réaction existant actuellement en Union soviétique, et je ne prétends pas défendre Staline ou l'Union soviétique, mais il est inadmissible de dire que le régime actuel opprime*

les minorités nationales (...). Trotsky lui-même sait bien que non seulement toutes les minorités nationales sont libres en URSS mais qu'on y garantit la préservation de leur langue et de leur culture; et cette mesure vaut aussi pour les Juifs (...). Trotsky déclare que les dirigeants bolchéviques sont en train d'utiliser cette tendance antisémite pour que l'insatisfaction des masses envers la bureaucratie se reporte sur les Juifs (...). Même le Juif le plus orthodoxe, ou le plus conservateur, peut dire: "Staline est peut-être un pauvre type mais il ne permettra pas que l'antisémitisme se répande en Union soviétique"⁽⁴³⁾.

Dans une lettre à Max Schachtman, Glanz écrit: *«L'entretien de Trotsky sur l'antisémitisme en Russie est incompréhensible et douloureux. Cette accusation me semble particulièrement malvenue. Nos Juifs sont très sensibles, et c'est logique, à ce qu'il déclare au sujet de l'antisémitisme. Dans le contexte de judéophobie mondiale, la position officielle de l'URSS, qui punit de mort l'antisémitisme, est une réelle exception. En quelque sorte, elle fait de ce pays l'unique île habitable pour nous, étant donné sa façon de traiter le problème. Les Juifs de toutes classes et de tous pays apprécient énormément cela, et à juste raison. Donc, à moins que Trotsky ne puisse nous fournir des preuves, il n'aurait pas dû lancer cette accusation (...). Je conserve, bien évidemment, ma profonde estime pour le grandiose exilé. Transmets-lui mes amitiés et le soubait qu'il ait l'occasion de présenter la vérité au monde entier⁽⁴⁴⁾.»*

Pour Trotsky, des déclarations comme celles de Goldberg et de Glanz reflètent un mode de pensée naïf et peu dialectique, habitué à opposer, en deux camps distincts et imperméables, l'antisémitisme fasciste allemand et l'émancipation des Juifs obtenue grâce à la révolution russe. L'antisémitisme existe en Union soviétique, dit Trotsky, et puise dans deux sources: une source traditionnelle, qui ne disparaît pas en une ou deux générations, et la nouvelle haine envers la bureaucratie transformée, par ignorance et simplification de la réalité, en haine du Juif. Bien que la population de l'Union soviétique comptât à peine 4,2 % de Juifs en 1917, ils constituaient 10 %, 15 % voire 25 % de la population des grandes villes. Les professions libérales et les fonctionnaires en général étaient recrutés en milieu urbain et non parmi les paysans (en grande partie semi-analphabètes). Les Juifs de Russie avaient depuis des siècles une tradition urbaine et un intérêt pour l'apprentissage et la spécialisation professionnelle qui les plaçait dans des conditions d'aptitude particulières pour les nouveaux postes de l'administration publique.

Comme l'affirma Trotsky en 1937: *«Le régime soviétique a récemment engendré une série de nouveaux phénomènes qui, à cause de la pauvreté et du bas niveau culturel de la population, ont créé un nouveau climat antisémite. Les Juifs constituent une population typiquement urbaine. Ils représentent un pourcentage considérable de la population urbaine en Ukraine, dans la Russie blanche et même dans la Grande Russie. Le régime soviétique, plus que tout autre, a besoin d'un nombre élevé de fonctionnaires. Ceux-ci sont recrutés parmi la population la plus cultivée des villes. Les Juifs, fonctionnaires de rang moyen ou subalterne, ont donc occupé un nombre de postes*

disproportionné dans la bureaucratie. (...) La haine des paysans et des travailleurs envers la bureaucratie est un fait fondamental de la vie soviétique. Le despotisme du régime, la répression de toute critique, la volonté d'atrophier toute pensée vivante, ainsi que les simulacres de procès ne sont que le reflet de cette donnée élémentaire. Même si l'on est a priori favorable au régime, il est impossible de ne pas en déduire que la haine envers la bureaucratie se teintera d'antisémitisme⁽⁴⁵⁾»

Trotsky écrit, un peu plus loin dans le même article: «*Tout observateur honnête et sérieux, et en particulier celui qui a vécu quelque temps parmi les masses laborieuses, a remarqué l'existence de l'antisémitisme, non pas celui hérité de l'ancien régime, mais le nouvel antisémitisme "soviétique"...*»

Un nouveau climat antisémite est né en URSS: les anciennes croyances antisémites se sont combinées à des préjugés plus récents contre les Juifs, accusés d'être les nouveaux exploiters des travailleurs russes. Dans un tel climat, Staline se sert de l'antisémitisme pour ses manœuvres politiques, et ce avec toujours plus de succès. Pour beaucoup, le mépris (et le terme est faible) de Staline envers les Juifs n'apparut clairement que lorsque les ministres des Affaires étrangères russe et allemand, Molotov et von Ribbentrop, se serrèrent la main après avoir signé le pacte Hitler-Staline.

Comme le rappelle Arkady Vaksberg, «*le fait que Staline ait été un antisémite convaincu, voire fanatique, n'a été abordé que récemment. Les nombreux livres et articles qui lui ont été consacrés dans les années 20, 30 et par la suite, font référence à ses traits de caractère, aux divers aspects de sa personnalité qui en aucun cas ne peuvent être perçus comme des vertus, sa soif de pouvoir, de vengeance, sa cruauté, ses trahisons, sa rancœur, son hypocrisie, etc. Mais son "antipathie" envers les Juifs, tout aussi avérée, qui provoqua une série d'actes criminels, ne fut mentionnée que tout récemment. Même Trotsky dans son célèbre Staline, n'évoque pas ce "détail" important⁽⁴⁶⁾*». Encore récemment, il était courant de dire que Staline n'était devenu antisémite qu'à la fin des années 40.

Bien que Vaksberg ait raison de dire que Trotsky ne percevait pas l'antisémitisme personnel de Staline, on ne peut nier les efforts de Trotsky pour dénoncer et combattre l'utilisation de l'antisémitisme par Staline au sein du parti, depuis les hautes sphères jusqu'à la base dans les usines, comme le montre l'épisode suivant raconté par Trotsky: «*L'attaque contre l'Opposition en 1926 revêtait un caractère ouvertement antisémite à l'intérieur du parti, y compris à Moscou, mais aussi dans les usines. Beaucoup d'agitateurs déclaraient: "Les Juifs sont en train de conspirer." J'ai reçu des centaines de lettres déplorant les méthodes antisémites utilisées dans la lutte contre l'Opposition. Lors d'une séance du Bureau politique je fis passer une note à Boukharine: "Vous avez déjà entendu parler de l'utilisation, même à Moscou, des méthodes démagogiques des Cent-Noirs (antisémitisme, etc.) contre l'Opposition?" Boukharine me répondit de façon évasive, sur le même bout de papier: "On trouve des cas isolés, c'est sûr!" Je poursuivis: "Je ne parle pas de cas isolés, mais bien d'une campagne*

systématique parmi les secrétaires du parti au sein des grandes entreprises moscovites. M'accompagneriez-vous à l'usine de Skorokhod afin d'enquêter sur un de ces cas ? (Je connais un nombre infini d'exemples)"; Bou-kharine répondit par l'affirmative. Je tentai en vain de lui faire tenir sa promesse mais Staline le lui interdit catégoriquement⁽⁴⁷⁾.

Un autre incident, survenu l'année suivante, en 1927 et raconté par Léonard Schapiro, est assez révélateur: *«Parmi les papiers de Trotsky, on trouve mention d'une réunion convoquée par le parti en 1927 pour exiger l'expulsion de Trotsky, une réunion parmi les centaines de réunions organisées par le Secrétariat lors de sa campagne pour ladite expulsion. La position dominante soulignait que la nationalité de Trotsky l'empêchait d'être communiste puisqu'elle "révélaient qu'il devait être favorable à la spéculation"⁽⁴⁸⁾.*

Selon l'analyse de Trotsky, la politique antisémite de Staline s'intensifia parallèlement au durcissement de la lutte contre l'Opposition; elle en était le principal objectif.

Dans un premier temps, entre 1923 et 1926 (lorsque Zinoviev et Kamenev, le premier étant juif le second à moitié, soutenaient encore Staline), le secrétaire général du parti utilisa l'antisémitisme de façon subtile et cachée. Dans la presse et les discours publics, on faisait constamment référence aux «petits bourgeois des petites villes (...)» qui soutenaient Trotsky – allusion voilée aux *shtetl*, ces petites villes juives typiques de l'ouest de l'ancien empire tsariste.

En 1926, la campagne contre l'Opposition adopta un ton ouvertement antisémite. Comme l'écrit Trotsky: *«durant les mois où l'on préparait l'expulsion des opposants du parti, les arrestations, les procédures d'exil (au second semestre 1927) et l'agitation antisémite assumèrent un rôle dévastateur. Le slogan "A bas l'Opposition" ressemblait fréquemment au vieux slogan "A bas les Juifs et vive la Russie"⁽⁴⁹⁾.*

Selon Trotsky, il n'y avait pas proportionnellement plus de Juifs dans l'Opposition que dans le parti en général ou dans la bureaucratie, mais Staline était déterminé à les identifier et les dénoncer publiquement. Lorsque Kamenev et Zinoviev rejoignirent l'Opposition, ils devinrent Rozenfeld et Radomislanski pour leurs adversaires. Le fils cadet de Trotsky (Serguei Sedov portait le nom de sa mère, non juive) fut appelé par la suite Bronstein. Le nom de «Trotsky» était plus connu que celui de Bronstein, mais ce dernier éclairait davantage la filiation du jeune Serguei, ce qui était l'effet recherché.

Les méthodes antisémites de Staline étaient, selon Trotsky, pour le moins répugnantes. Celui qui jamais ne donna d'importance à ses origines nationales, qui plus d'une fois insista sur le fait qu'il n'appartenait à aucune nationalité, qu'il n'était qu'un social-démocrate et un internationaliste, fut amené à reconnaître que *«l'antisémitisme avait ressurgi en même temps que naissait l'anti-trotskyisme»*. Comme le rappelle Isaac Deutscher, *«Trotsky, dans sa jeunesse, avait rejeté avec véhémence la revendication d'"autonomie culturelle" pour les Juifs,*

revendication que le Bund avait avancée en 1903. Il le fit au nom de la solidarité des Juifs et des non-Juifs avec le socialisme. Presque un quart de siècle plus tard, lorsque commença la lutte inégale contre Staline et qu'il s'adressait aux cellulés moscovites du parti pour leur exposer sa position, il dut supporter des allusions à son judaïsme et même des insultes antisémites non voilées. Ces allusions et insultes émanaient de membres du parti qu'il avait, aux côtés de Lénine, guidé durant la révolution et la guerre civile⁽⁵⁰⁾ .»

Staline donna le coup d'envoi de la campagne antisémite, et les autres dirigeants de l'État soviétique le suivirent aisément, et avec une grande désinvolture. Selon Glotzer, Boukharine et les membres du Bureau politique, Rykov et Tomsy, appuyèrent l'ensemble des mesures stalinienne, y compris l'antisémitisme, visant à obtenir le pouvoir absolu⁽⁵¹⁾.

Purges et antisémitisme

En 1936 commencèrent les «Procès de Moscou», simulacres de procès contre l'Opposition que Staline, à ce moment-là, voulait éliminer. La fabrication des procès s'appuya sur de fausses preuves et utilisa l'antisémitisme pour donner davantage de «légitimité» à la condamnation de l'accusé, ce qui amena Trotsky à comparer les Procès de Moscou à d'autres célèbres procès antisémites: les affaires Beilis et Dreyfus.

Méthodes (antisémitisme, fausses accusations et sensationnalisme) et objectifs (détourner l'attention des masses des véritables coupables et des problèmes réels du pays) étaient si proches que Trotsky affirma que les affaires Beilis et Dreyfus avaient été les antécédents historiques des Procès de Moscou. *«Les procès de Moscou, écrit Volkogonov, ne furent pas seulement une purge générale, ils furent instruits pour détruire Trotsky moralement, politiquement et psychologiquement; l'ordre pour le détruire physiquement avait déjà été donné longtemps auparavant⁽⁵²⁾».*

L'État soviétique encourageait l'antisémitisme généralisé et persécutait les Juifs (Trotsky et les opposants n'étaient pas les seuls Juifs persécutés et l'antisémitisme stalinien ne s'arrêta pas après leur élimination: il suffit de penser au «complot des blouses blanches» en 1952 et au destin de Leopold Trepper aux mains de la police soviétique après la Seconde Guerre Mondiale), tout en condamnant à mort les antisémites. Staline a maintenu cette mesure alors même qu'il lançait sa propre campagne antisémite. Selon Vaksberg, les procès antisémites ne furent pas les seuls à se multiplier dans les années 30, ceux contre les antisémites connurent la même croissance⁽⁵³⁾. L'État soviétique feignait de combattre l'antisémitisme alors qu'il l'encourageait.

Les procès de Moscou parvinrent à cumuler les deux accusations – judaïsme et antisémitisme – chez les mêmes accusés: *«Le dernier procès de Moscou par exemple, fut mis en scène dans l'intention, à peine dissimulée, de présenter les internationalistes comme des traîtres juifs capables de se vendre à la Gestapo allemande. Depuis 1925 et surtout depuis 1926, une démagogie*

antisémite, bien camouflée, inattaquable, va de pair avec des procès symboliques contre de prétendus pogromistes⁽⁵⁴⁾.»

Dans la mesure où le dictateur mit en échec Trotsky et ses alliés en employant des méthodes antisémites, il est juste de se demander si Trotsky fut vaincu parce qu'il était juif, comme l'affirment Wistrich et Volkogonov. Wistrich va jusqu'à assurer que Winston Churchill jugeait que le judaïsme de Trotsky avait été la cause centrale de son échec. L'homme d'État britannique aurait déclaré: «En plus, il était juif. Et il ne pouvait rien y faire⁽⁵⁵⁾.»

S'appuyant sur un épisode mettant en cause l'ancien populiste Vasiliev, Dimitri Volkogonov affirme que *«tout le monde n'acceptait pas Trotsky comme dirigeant. Parmi les bolchéviques, certains n'acceptaient pas son passé non bolchévique; et pour la population en général, ses origines juives le rendaient suspect. On entendait fréquemment dire: "Lénine est entouré de Juifs." Parmi la correspondance que Lénine reçut sur le sujet, on trouve le télégramme d'un ancien membre de la Volonté du Peuple [Narodnaïa Volia, A.C.], un sympathisant bolchévique, Makari Vasiliev: "Pour sauver le bolchévisme, il faudrait éloigner un groupe de bolchéviques extrêmement respectés et populaires: le gouvernement soviétique y gagnerait beaucoup si Zinoviev, Trotsky et Kamenev – dont la présence aux postes les plus élevés et influents ne reflète pas le principe d'autodétermination nationale – démissionnaient immédiatement." Vasiliev exigea également "l'éloignement volontaire de Sverdlov, Ioffé, Steklov et leur remplacement par des personnes d'origine russe"⁽⁵⁶⁾. Inutile de préciser que Lénine ignora les demandes du vieux populiste Vasiliev.*

Il est clair que Staline persécuta Trotsky à cause de la menace qu'il représentait pour son pouvoir personnel, et non parce qu'il était juif. Durant les années 1920-1930, période pendant laquelle Staline persécuta Trotsky et ses alliés et expulsa l'ex-chef de l'Armée rouge, les Juifs étaient difficilement persécutés par simple haine raciale. Il était encore périlleux de s'opposer aux principes établis précédemment par Lénine. Dans la plupart des cas, Staline ne persécutait pas ses opposants juifs parce qu'il était antisémite. Mais comme il était fondamentalement antisémite, peu lui importait d'utiliser et d'encourager l'antisémitisme des masses russes pour légitimer la persécution de ses adversaires. Cependant, tout indique que, dans les années 40, le peu de rationalité subsistant dans la politique antisémite de Staline disparut complètement et que la persécution des Juifs (aussi inexplicable qu'elle soit à travers une analyse historique) devint l'un des délires d'un esprit malade.

Le sionisme

Dans «La désintégration du sionisme et ses possibles successeurs» (1903), Trotsky qualifiait le sionisme d'utopie réactionnaire. Selon lui, cette idéologie séparait les travailleurs juifs du mouvement ouvrier en leur faisant miroiter une promesse irréalisable: la construction d'une nation juive sous le capitalisme. Trente ans plus tard, la situation politique mondiale, et plus particulièrement la situation des Juifs,

s'était considérablement dégradée: l'antisémitisme progressait à travers toute l'Europe, l'antisémitisme d'État croissait en URSS, les nazis prenaient le pouvoir et persécutaient les Juifs allemands, et des conflits éclataient fréquemment entre les colons juifs et les Arabes vivant en Palestine.

En 1934, interrogé sur la nécessité pour les communistes de réexaminer la question juive au vu de l'évolution de la situation mondiale, Trotsky déclara:

«Tant l'existence d'un État fasciste en Allemagne que le conflit arabo-juif en Palestine permettent de vérifier, d'une façon encore plus claire qu'auparavant, que la question juive ne peut être résolue dans le cadre du capitalisme. J'ignore si le judaïsme peut être reconstruit en tant que nation.(...) Mais, sur notre planète, personne ne peut penser qu'un peuple a moins de droits qu'un autre à une terre (...). L'impasse dans laquelle se trouvent les Juifs d'Allemagne, comme l'impasse dans laquelle se trouve le sionisme, est inséparable de l'impasse du capitalisme mondial dans son ensemble⁽⁵⁷⁾.»

Dans un entretien postérieur, réalisé au Mexique en 1937, Trotsky réitère son opposition au sionisme; il réaffirme que seule une révolution prolétarienne pourrait apporter les conditions matérielles nécessaires à la construction nationale juive (déplacement volontaire et massif des Juifs, économie planifiée, projets topographiques, création d'un tribunal prolétarien international pour résoudre le conflit judéo-arabe).

Mais le doute (*«J'ignore si le judaïsme peut être reconstruit en tant que nation»*) laisse cette fois place à une certitude: *«la nation juive se maintiendra pour toute une époque à venir»*.

Trotsky conclut en rappelant que le socialisme se doit de fournir les conditions matérielles nécessaires au plein essor national et culturel du peuple juif⁽⁵⁸⁾.

Dans le même entretien, Trotsky tente d'expliquer son changement de point de vue sur l'existence d'une nation juive: *«Pendant ma jeunesse, j'inclinai plutôt à penser que les Juifs des différents pays seraient assimilés et que la question juive disparaîtrait ainsi d'une manière quasi automatique. Le développement historique du dernier quart de siècle n'a pas confirmé cette perspective. Le capitalisme décadent a partout fait surgir un nationalisme exacerbé, dont l'antisémitisme est une des manifestations. La question juive s'est surtout exacerbée dans le pays capitaliste européen le plus développé: l'Allemagne⁽⁵⁹⁾.»*

Outre le recul du processus d'assimilation des Juifs, dû en grande partie à l'accroissement de l'antisémitisme, la seconde raison de son changement de position provient, nous précise Trotsky, du développement culturel de la nation juive, et en particulier du développement du yiddish.

À la fin du XIX^e siècle, le yiddish était considéré, par les Juifs eux-mêmes, comme une langue née de la misère et de l'oppression subie dans les ghettos d'Europe orientale et de l'empire tsariste. Ce ne fut qu'au début du XX^e siècle que la littérature et les formes d'expression

artistiques (notamment théâtrales) s'épanouirent parmi les Juifs d'Europe orientale et des nouveaux pays d'immigration, comme la France, les États-Unis et l'Argentine. *«Les Juifs des différents pays, écrit Trotsky, ont créé leur propre presse et développé la langue yiddish comme un instrument adapté à la culture moderne. On doit donc tenir compte du fait que la nation juive se maintiendra pour toute une époque à venir⁽⁶⁰⁾.»*

Le changement de point de vue de Trotsky sur l'assimilation des Juifs et sur la création d'un territoire pour ceux qui désireraient vivre ensemble et développer leur nation sous un régime socialiste ont été interprétés comme un «léger changement» en faveur du sionisme. Glotzer écrit: *«A la fin de sa vie, Trotsky fut contraint de changer, bien que très légèrement, sa position vis-à-vis du sionisme⁽⁶¹⁾.»* Même affirmation chez Knei-Paz: *«Dans cet article [«La désintégration du sionisme et ses possibles successeurs», A.C.] Trotsky a défini une fois pour toutes – ou presque, puisque trente ans plus tard il exprimera un avis légèrement différent – son hostilité vis-à-vis du sionisme⁽⁶²⁾.»*

Pourtant, Trotsky ne changea pas sa position de principe lorsque son point de vue sur l'assimilation des Juifs évolua. Le processus même d'assimilation subit un recul au début du siècle. Aucun spécialiste de la question juive ne peut nier qu'à la fin du XIX^e siècle, les Juifs d'Europe centrale et occidentale étaient en train de s'intégrer à la population des pays dans lesquels ils résidaient, à travers des mariages mixtes, une plus grande diversification professionnelle et de l'abandon volontaire de la religiosité et des coutumes juives. Ce processus s'inversa drastiquement pendant l'entre-deux-guerres avec le développement de l'antisémitisme parmi la population et au niveau de l'État, à travers la (ré)introduction de dispositions juridiques restrictives.

Trotsky ne fit qu'adapter son point de vue à l'évolution de la réalité. Il nous est impossible d'en déduire le moindre soutien à l'idée sioniste, sous prétexte que Trotsky modifia son point de vue sur le problème juif à l'époque de l'émergence du nazisme et de «l'antisémitisme soviétique». Trotsky s'opposait à l'idée sioniste et restait convaincu que le salut des Juifs dépendait de la fin du régime capitaliste.

Selon Harari, si Trotsky considérait les Juifs comme «une nation sans territoire» mais condamnait le sionisme comme une «utopie irréalisable», c'était parce qu'il ignorait l'étendue de la colonisation juive en Palestine: *«On ne peut le lui reprocher. Manquant en effet d'informations sur ce qui se passait en Eretz Israël, il ignorait la lutte continue menée, principalement par les ouvriers juifs de Palestine, contre l'impérialisme britannique mais aussi contre “la force réactionnaire des musulmans” (selon l'expression de Trotsky). Pour lui, les multiples efforts pour mettre en œuvre la “aliyah” se résumaient à une simple “immigration”. Trotsky ne connaissait pas l'ampleur de la “aliyah” vers Eretz Israël⁽⁶³⁾.»* (Aliyah a plusieurs sens en hébreu, mais il s'agit ici de l'immigration des Juifs vers Israël, NdT.)

Comme nous l'avons vu, Trotsky ne condamna pas le sionisme parce qu'il ignorait la réalité de la colonisation juive en Palestine. Cependant, lorsqu'il s'intéressa davantage à ce problème, il se plaignit de manquer d'informations plus précises. Hersh Mendel, Juif polonais révolutionnaire, relate dans ses mémoires une entrevue clandestine avec Trotsky en 1934, à Versailles. (La rencontre, souhaitée par Trotsky afin de discuter du régime de Pilsudski en Pologne, fut organisée par le fils aîné de Trotsky, Lyova Sedov). *«J'étais sur le point de m'en aller lorsqu'il me demanda soudain si j'avais des nouvelles du mouvement des ouvriers juifs en Palestine. Je m'attendais pas du tout à cette question et ne sus que répondre. Il me demanda de bien vouloir rassembler du matériel sur ce sujet et de le lui envoyer. J'écrivis aussitôt en Pologne pour transmettre aux camarades sa requête et je m'empressai de l'oublier. L'histoire du mouvement ouvrier international est pleine de ces révolutionnaires juifs qui se souviennent épisodiquement de leur appartenance au peuple juif et qui s'empressent de l'oublier aussitôt. Je me disais qu'il en irait de même avec Trotsky, mais il n'était pas homme à oublier ce qu'il tenait pour important⁽⁶⁴⁾.»*

Enzo Traverso nous offre un «témoignage intéressant de l'intérêt croissant de Trotsky pour la question juive dans les années 30». Il s'agit du récit de la visite que Beba Idelson (dirigeante socialiste-sioniste vivant en Palestine) rendit à Trotsky en 1937 au Mexique. *«Il s'informa sur la vie des Juifs en Palestine en général et posa plusieurs questions sur la nature des kibboutz, sur les relations entre Juifs et Arabes, la situation économique du pays, l'université et la bibliothèque juives de Jérusalem, etc. Beba Idelson écrit: "Je ne lui parlais pas comme on parle à un étranger. Je sentais que j'étais en train de parler à un Juif, un Juiferrant, sans patrie. Cela me fit me sentir très proche de lui et je sus que je m'adressais à un homme qui pouvait me comprendre. Trotsky ne devint jamais sioniste, mais il n'était déjà plus indifférent à l'idée d'une nation juive"⁽⁶⁵⁾.»*

Pour certains auteurs, l'erreur de Trotsky fut de croire à l'imminence de la révolution mondiale. Son analyse de la situation internationale dans tous ses autres aspects était si parfaite que, s'il ne s'était agi de cette croyance aveugle, Trotsky aurait soutenu le projet sioniste ou tout du moins un quelconque projet de construction d'une nation juive, même sous le capitalisme; ce qui, selon certains, aurait sauvé les Juifs (ou en tout cas un grand nombre d'entre eux) de l'Holocauste.

Le 19 février 1939, Trotsky fut sollicité par Ruskin, célèbre avocat juif de Chicago, qui souhaitait inclure le célèbre révolutionnaire exilé dans son programme d'aide aux Juifs d'Europe: il *«(supposait) que les origines juives de Trotsky l'amèneraient à participer à un tel mouvement»*. Mais l'ex-chef de l'Armée rouge lui répondit: *«Seule la révolution internationale peut sauver les Juifs⁽⁶⁶⁾.»*

Effectivement, sans l'appui des puissances impérialistes, le projet ne disposait pas des moyens financiers nécessaires pour l'ultime mesure radicale: l'évacuation des Juifs européens. Pour Trotsky, le

sionisme ne pouvait sauver les Juifs face à l'avancée du rouleau compresseur du nazisme et à l'imminence de la guerre en Europe. Il «rejetait l'idée que le projet des sionistes de partir en Palestine pût représenter immédiatement, face à Hitler, un refuge pour les Juifs. La solution immédiate était la révolution socialiste⁽⁶⁷⁾».

À propos des mesures prises par le gouvernement britannique afin de restreindre l'immigration juive en Palestine, Trotsky écrivit, en juillet 1940, un mois avant d'être assassiné: «*La tentative de résoudre la question juive par l'émigration des Juifs vers la Palestine peut être analysée désormais pour ce qu'elle est: un bluff tragique pour le peuple juif. Cherchant à gagner la sympathie des Arabes, plus nombreux que les Juifs, le gouvernement anglais a nettement modifié sa politique vis-à-vis des Juifs; il a renoncé à sa promesse de les aider à fonder "un foyer national juif" en terre étrangère. Les prochains épisodes militaires pourraient transformer la Palestine en un piège mortel pour des centaines de milliers de Juifs. Jamais il n'a été aussi évident que le salut du peuple juif est étroitement lié à l'effondrement du système capitaliste⁽⁶⁸⁾.*»

Trotsky s'opposa toute sa vie au sionisme, courant réactionnaire, dépourvu de moyens propres, et aux objectifs irréalisables. En effet, ce mouvement dépendait obligatoirement de l'impérialisme britannique qui lui accordait, ou retirait, son soutien à sa convenance; il était obligé d'affronter le nationalisme arabe et enfin il éloignait les travailleurs juifs du mouvement révolutionnaire socialiste. Mais, après avoir analysé l'évolution de la question juive durant les premières décennies du XX^e siècle, Trotsky formula sa conception de la construction nationale juive au sein d'un régime socialiste mondial en ces termes:

«Les mêmes méthodes qui, utilisées pour résoudre la question juive sous le capitalisme sont utopiques et réactionnaires (le sionisme) prendront, dans le cadre d'une fédération socialiste, leur véritable sens et seront salutaires. Voilà le point que je souhaitais éclaircir. Comment un marxiste ou un social-démocrate peuvent-ils y voir une objection?⁽⁶⁹⁾»

On pourrait reprocher à Trotsky d'être parvenu tardivement (dans les années 30) à la conclusion qu'il reviendrait obligatoirement au gouvernement prolétarien de créer les conditions nécessaires au plein essor de la nation juive. Peut-être que l'étude plus attentive du judaïsme ukrainien, polonais ou lituanien, moins tourné vers les grands centres urbains que les Juifs cosmopolites des grandes villes de Russie ou d'Europe occidentale, aurait permis de parvenir à cette conclusion dès 1917. Mais, de toute façon, il n'eût pas été possible de proposer une solution à la «question juive» en séparant la «partie occidentale» de la «partie orientale». Les Juifs d'Europe occidentale, en voie d'assimilation, semblaient montrer le chemin que suivrait le judaïsme dans son ensemble.

Le Birobidjan

L'idée de créer un territoire juif en Union soviétique surgit dans les cercles du Parti communiste en 1925. Le 4 septembre 1926, la section

juive du parti, *Yevsektia*, adopta une résolution déclarant souhaitable l'établissement d'un territoire autonome juif. Et voilà que le Présidium du Comité exécutif de l'URSS décida, le 28 mars 1928, d'orienter la colonisation juive dans la région du Birobidjan, en Sibérie orientale, près de la Chine et du fleuve Amour.

Selon Nathan Weinstock, le territoire autonome juif fut créé de façon purement administrative. Les véritables intéressés ne furent pas consultés et l'initiative rencontra l'opposition d'une partie de l'OZET (organisation de colonisation agricole juive en URSS). Le Birobidjan, qui devait recevoir les colonies agricoles juives, se situait dans une région aride de Sibérie, choisie en raison d'objectifs stratégiques: peupler l'Extrême-Orient russe et empêcher ainsi l'avancée chinoise.

«Selon les planificateurs, explique Nathan Weinstock, au cours du premier plan quinquennal devait surgir du néant un centre birobidjanais comptant des dizaines de milliers de colons juifs. Cette vision utopique ne cadrait en rien avec les dures réalités. Les conditions climatiques et économiques étaient tellement rigoureuses que les deux tiers des colons retournèrent chez eux. Ce qui n'empêcha pas de décréter le Birobidjan "district autonome juif" le 31 octobre 1931. De 1928 à 1933, près de 20 000 Juifs s'y installèrent définitivement. Lorsque la région fut proclamée "province autonome" le 7 mai 1934, sa population juive ne s'élevait qu'à un cinquième de l'ensemble des habitants. (Elle atteindra 23,8 % en 1937.) Tout au plus recensait-on 20 000 Juifs birobidjanais à la fin de 1937. Et encore 5 % seulement étaient engagés dans l'agriculture⁽⁷⁰⁾.»

En 1937, interrogé sur sa vision de la création de la «province autonome» juive du Birobidjan, Trotsky répondit qu'il ne possédait pas d'informations spéciales (rappelons que Trotsky quitta l'URSS au moment de la création de ce projet). Il précisa néanmoins qu'à son avis, il ne pouvait s'agir là que d'une expérience très limitée. Pour que les Juifs puissent maintenir une existence nationale normale, Trotsky reconnaissait la nécessité d'un territoire qui leur serait propre. Mais l'URSS, ajouta-t-il, même sous un régime socialiste beaucoup plus avancé que le régime stalinien, aura encore bien des difficultés pour résoudre son propre problème juif⁽⁷¹⁾.

Trotsky ne s'opposait pas à l'idée générale contenue dans le projet du Birobidjan: *«Aucun individu progressiste doué d'intelligence ne pourra émettre d'objection à ce que l'URSS attribue un territoire spécial aux citoyens qui se sentent juifs, s'expriment de préférence en langue juive et désirent vivre en une masse compacte.»* Mais il ne niait pas non plus les graves problèmes qu'engendrerait la création de la «province autonome», ni le fait qu'elle allait *«inévitablement être le reflet de tous les vices du despotisme bureaucratique⁽⁷²⁾.»*

Le Birobidjan n'allait pas offrir les conditions matérielles nécessaires au développement culturel juif et ne réaliserait pas ce que Trotsky (dans une lettre de 1934) considérait être l'obligation d'un gouvernement prolétarien: *«Le sionisme coupe les travailleurs de la lutte de*

classes en faisant miroiter des espoirs concernant un État juif, espoirs irréalisables sous le capitalisme. Mais un gouvernement ouvrier est tenu de créer pour les Juifs, comme pour toute nation, les circonstances les meilleures pour leur développement culturel. Cela veut dire, entre autres, fournir à ceux des Juifs qui veulent avoir leurs propres écoles, leur propre presse, leurs propres théâtres, etc., un territoire séparé afin qu'ils puissent se développer et s'administrer eux-mêmes. C'est ainsi que se comportera le prolétariat international quand il sera devenu le maître du globe tout entier. Dans le domaine de la question nationale, il ne doit y avoir aucune restriction; au contraire, il faudra attribuer une aide matérielle multiple pour les besoins culturels de tous les groupes ethniques et nationalités. Si tel ou tel groupe national est voué au déclin (au sens national), cela ne devra résulter que d'un processus naturel, mais jamais comme conséquence de quelques difficultés territoriales, économiques ou administratives que ce soit⁽⁷³⁾».

Outre les difficultés déjà mentionnées, le Birobidjan était très loin de Moscou ou de tout autre centre urbain important. Y survivre était difficile et se réadapter à sa ville d'origine encore plus difficile, raisons pour lesquelles le Birobidjan a été souvent comparé à un ghetto. Mais pendant la Seconde Guerre mondiale, le Birobidjan, selon Pierre Teruel-Mania, se transforma en véritable camp de concentration. Avec l'avancée des troupes nazies, l'URSS évacua toute une partie de la Pologne occupée par l'Armée rouge (près d'un million de Juifs), la transportant de force dans des wagons à bestiaux vers l'Oural et la Sibérie.

La raison de ce déplacement forcé aurait été la méfiance de Staline vis-à-vis des Polonais, y compris des Juifs polonais, susceptibles de soutenir l'invasion nazie contre l'Union soviétique. Staline sauva involontairement ces Juifs d'une mort certaine dans les camps de concentration et d'extermination nazis. Mais d'un autre côté, il les confina et les laissa mourir de faim et de froid dans les régions semi-désertiques de la Sibérie, en particulier au Birobidjan. Le nombre de morts, selon les survivants, s'élève à 600 000 ou davantage. *«La seule certitude est qu'en 1946, lorsque les Polonais "réfugiés en URSS" furent autorisés à rentrer chez eux, les Juifs n'étaient pas plus de 150 000. Des centaines de milliers périrent de froid et de faim en Sibérie orientale, dans le ghetto birobidjanais qui n'était rien d'autre qu'un camp de concentration⁽⁷⁴⁾».*

Le nazisme

Trotsky fut sans nul doute le premier dirigeant politique (toutes tendances confondues) à mettre en garde le monde contre deux dangers représentés par la montée du nazisme: une nouvelle guerre mondiale et l'extermination physique des Juifs. En juin 1933, Trotsky écrivait que *«Le temps nécessaire à l'armement de l'Allemagne détermine le délai qui nous sépare d'une nouvelle catastrophe européenne. Il ne s'agit ni de mois, ni de décennies. Quelques années seront suffisantes pour que l'Europe se retrouve à nouveau plongée dans la guerre, si les forces intérieures de l'Allemagne ne parviennent pas à en empêcher à temps Hitler⁽⁷⁵⁾»*

Le brusque revirement des chefs nazis, qui se mirent à tenir des propos pacifistes, ne pouvait étonner que les «naïfs incurables». Les nazis n'avaient pas d'autre solution que recourir à la guerre pour faire endosser la responsabilité des désastres intérieurs à des ennemis extérieurs.

Comme l'écrit Volkogonov: «Trotsky avait prédit la Seconde Guerre mondiale au début des années 30 ⁽⁷⁶⁾.»

Pour Trotsky, le médiocre Hitler ne créa ni politique, ni théorie propres: il emprunta sa méthodologie politique à Mussolini qui connaissait suffisamment bien la théorie de la lutte des classes de Marx pour l'utiliser contre la classe ouvrière. Quant à ses théories raciales, il les devait aux thèses racistes d'un diplomate et écrivain français, le comte de Gobineau. L'habileté politique de Hitler consista à traduire «l'idéologie du fascisme dans la langue de la mystique allemande» et à mobiliser ainsi, comme Mussolini le fit en Italie, les classes moyennes contre le prolétariat (seul capable de stopper l'avancée nazie).

Selon Trotsky, avant de devenir un pouvoir d'État, le national-socialisme n'avait pratiquement pas accès à la classe ouvrière. D'autre part, la grande bourgeoisie, même celle qui soutenait financièrement le national-socialisme, ne le considérait pas non plus comme son parti. Pour se hisser au pouvoir, le nazisme s'appuya sur une autre base sociale: la petite bourgeoisie, anéantie et paupérisée par la crise en Allemagne. C'est aussi dans ce milieu que les mythes antisémites trouvèrent le terrain le plus fertile.

«Le petit bourgeois a besoin d'une instance supérieure, placée au-dessus de la matière et de l'Histoire, protégée de la concurrence, de l'inflation, de la crise et de la vente aux enchères. Au développement, à la pensée économique, au rationalisme – aux XX^e, XIX^e et XVIII^e siècles – s'opposent l'idéalisme nationaliste, source du principe héroïque. La nation d'Hitler est l'ombre mythologique de la petite bourgeoisie elle-même, son rêve pathétique d'un royaume millénaire sur terre. Pour élever la nation au-dessus de l'histoire, on lui donne le soutien de la race. L'Histoire est présentée comme une émanation de la race. Les qualités de la race sont construites indépendamment des diverses conditions sociales. En rejetant la dimension économique comme vile, le national-socialisme descend un étage plus bas: du matérialisme économique, il passe au matérialisme zoologique (...). Les nazis excluent du système économique actuel le capital usurier et bancaire, comme s'il s'agissait d'une force démoniaque. Or, c'est précisément dans cette sphère, comme chacun sait, que la bourgeoisie juive occupe une place importante. Tout en se prosternant devant le capitalisme dans son ensemble, le petit bourgeois déclare la guerre à l'esprit maléfique de l'accumulation, personnifié par le Juif polonais au long manteau mais qui, bien souvent, n'a pas un sou en poche. Le pogrom devient alors la preuve indéniable de la supériorité raciale ⁽⁷⁷⁾.»

La véritable raison de la victoire d'Hitler, selon Trotsky, ne fut pas la force de son idéologie mais l'absence de solutions alternatives: «Il n'y a pas la moindre raison de voir la cause de ces échecs [des Internationales

socialiste et communiste, A.C.] dans la puissance de l'idéologie fasciste. Mussolini n'a jamais eu, au fond, la moindre idéologie. L'idéologie de Hitler n'a jamais sérieusement influencé les ouvriers. Les couches de la population dont le fascisme a, à un moment donné, tourné la tête, c'est-à-dire avant tout les classes moyennes, ont eu le temps de se dégriser. Si, néanmoins, une opposition tant soit peu notable se limite aux milieux cléricaux, protestants et catholiques, la cause ne réside pas dans la puissance des théories semi-délicieuses, semi-charlatanesques de la "race" et du "sang", mais dans la faillite effroyable des idéologies de la démocratie, de la social-démocratie et de l'Internationale communiste⁽⁷⁸⁾».

Le second pronostic de Trotsky – l'extermination des Juifs – est lié à son pronostic du déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale, mais n'en dépend pas. En 1938, Trotsky affirmait que «le nombre de pays qui expulsent les Juifs ne cesse de croître. Le nombre de pays capables de les accueillir diminue (...) Il est possible d'imaginer sans difficulté ce qui attend les Juifs dès le début de la future guerre mondiale. Mais, même sans guerre, le prochain développement de la réaction mondiale signifie presque avec certitude l'extermination physique des Juifs⁽⁷⁹⁾». Ces lignes furent rédigées, comme nous le rappelle Harari, «bien avant que les furs de Hitler commencent à fonctionner, lorsque le monde entier était indifférent au problème des Juifs⁽⁸⁰⁾».

Dans le même article de décembre 1938, Trotsky ne met pas seulement en garde contre le danger de l'extermination des Juifs mais également contre l'imminence de cette catastrophe; il appelle tous les éléments progressistes à aider la révolution mondiale.

Cette tâche devient presque obligatoire pour les Juifs, y compris la bourgeoisie juive, car au moment où la Palestine se révèle un «tragique mirage», le Birobidjan une «farce bureaucratique» et où l'Europe et l'Amérique ferment leurs frontières à l'immigration juive, seule la révolution peut les sauver du massacre: «La Quatrième Internationale a été la première à dénoncer le danger du fascisme et à indiquer la voie du salut. Elle appelle les masses populaires à ne pas se faire d'illusions et à affronter ouvertement la réalité menaçante. Il n'est de salut que dans la lutte révolutionnaire (...). Les éléments progressistes et perspicaces du peuple juif doivent venir au secours de l'avant-garde révolutionnaire. Le temps presse. Désormais, un jour équivaut à un mois ou même à une année. Ne tardez pas à agir⁽⁸¹⁾».

Contrairement aux auteurs qui affirment que le pronostic de Trotsky, si précis soit-il, n'avait pas d'implications pratiques ou que Trotsky ne proposa pas de solutions à la hauteur de ses prévisions⁽⁸²⁾, Peter Buch écrit que «pour Trotsky, il n'était pas question d'"attendre" le socialisme. Des mesures pratiques étaient nécessaires pour sauver les Juifs des bouchers nazis. Avec l'échec de la révolution socialiste en Europe, seule une puissante campagne internationale destinée à dévoiler les véritables plans de Hitler et à forcer les pays occidentaux – notamment les États-Unis et l'Angleterre – à ouvrir leurs portes et à offrir l'asile aux Juifs, pouvait aider les Juifs. Trotsky proposa une action massive en faveur de la demande d'asile

des Juifs menacés. Une telle requête était capable d'unir tous les vrais opposants au fascisme, révolutionnaires ou non, dans un mouvement de masse qui aurait pu sauver des millions de Juifs des chambres à gaz⁽⁸³⁾.

Trotsky ne considérait pas la menace de l'extermination des Juifs comme un produit des caractéristiques intrinsèques et pluriséculaires du peuple allemand – comme l'affirment certains historiens du nazisme et plus récemment Daniel J. Goldhagen⁽⁸⁴⁾ – mais comme un problème créé par le capitalisme puisque *«la question juive est la plus critique dans le plus capitaliste des pays européens, l'Allemagne*⁽⁸⁵⁾. Isaac Deutscher rappelle que, «dans une phrase mémorable, motivée par la prémonition des chambres à gaz, Trotsky a ainsi résumé l'essence du nazisme: *“Tout ce que la société, si elle s'était développée normalement (par exemple, en direction du socialisme), aurait dû expulser (...) comme l'excrément de la culture, elle est en train de le régurgiter: la civilisation capitaliste vomit aujourd'hui la barbarie non digérée*⁽⁸⁶⁾». Trotsky évoqua aussi le danger de l'antisémitisme aux États-Unis, si jamais il devenait aussi intense ou pire qu'en Allemagne: *«La victoire du fascisme dans ce pays [la France, A.C.] signifierait le renforcement de la réaction, et l'essor monstrueux de l'antisémitisme violent dans le monde entier, surtout aux États-Unis*⁽⁸⁷⁾». Ceux qui ne parviennent pas à expliquer des passages comme celui-ci les oublient symptomatiquement ou les tournent en ridicule.

Dans une lettre adressée à Glotzer le 14 février 1939, Trotsky va plus loin dans cette prévision de l'irruption d'un antisémitisme violent aux États-Unis: *«Il y a 400 000 Juifs en Palestine, mais Ruskin et ses associés prétendent y emmener 500 000 personnes supplémentaires. (Comment? Quand ?) Je lui répondis qu'ils étaient en train de préparer un guet-apens aux Juifs palestiniens. Avant de transférer ces 500 000 personnes, surgira une question palestinienne interne avec les 2 500 000 Juifs nord-américains. Le déclin du capitalisme américain entraînera un essor de plus en plus terrible de l'antisémitisme aux États-Unis – en tout cas, plus important qu'en Allemagne. Si la guerre éclate, et elle éclatera, de nombreux Juifs seront les premières victimes de la guerre et ils seront pratiquement exterminés.»* Si d'une part Glotzer loue la prescience de Trotsky – lorsqu'il aborde sa prévision de la Solution finale – il ridiculise sa vision de l'antisémitisme aux États-Unis: *«Trotsky était très loin de la réalité américaine. Dans ce cas-là, ses abstractions le desservirent»*⁽⁸⁸⁾.

Enzo Traverso rappelle que Trotsky dénonçait inlassablement la fermeture des frontières européennes et américaines à l'immigration juive – action criminelle des démocraties occidentales à la hauteur du banditisme nazi.

Par conséquent, *«la référence implicite aux États-Unis, qui refusaient d'accueillir les Juifs européens menacés par Hitler, démontre que Trotsky voyait dans l'antisémitisme un produit du système impérialiste dans son ensemble, et non pas exclusivement la conséquence du délire nazi*⁽⁸⁹⁾». Rappelons également que les démocraties occidentales ne furent pas les seules à fermer leurs frontières à l'immigration juive fuyant le nazisme. *«Avant la signature du pacte Hitler-Staline, pendant la persécution*

des Juifs en Allemagne, en Autriche et en Tchécoslovaquie, l'URSS stalinienne avait été le seul pays européen – même l'Espagne franquiste accordait le droit d'asile aux Juifs – à refuser l'asile aux Juifs persécutés par Hitler⁽⁹⁰⁾.»

En mai 1940, Trotsky convoqua une Conférence d'alarme de la Quatrième Internationale. Dans «La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale», document issu de cette conférence, on peut lire l'un de ses derniers commentaires sur la «question juive» et son insertion dans le problème plus général du destin de l'humanité dans sa globalité: *«Le monde du capitalisme décadent est surpeuplé. La question de l'admission d'une centaine de réfugiés supplémentaires devient un problème majeur pour une puissance mondiale comme les États-Unis. À l'ère de l'aviation, du télégraphe, du téléphone, de la radio et de la télévision, les voyages d'un pays à l'autre sont paralysés par les passeports et les visas. Le gaspillage occasionné par le commerce mondial et le déclin du commerce national coïncident avec une monstrueuse intensification du chauvinisme et particulièrement de l'antisémitisme. À l'époque de son ascension, le capitalisme a sorti le peuple juif du ghetto et en a fait l'instrument de son expansion commerciale. Aujourd'hui, la société capitaliste en déclin essaie de presser le peuple juif par tous ses pores: dix-sept millions d'individus sur les deux milliards qui habitent la terre, c'est-à-dire moins de un pour cent, ne peuvent plus trouver de place sur notre planète ! Au milieu de vastes étendues de terres habitables et des merveilles de la technique qui a conquis pour l'homme le ciel comme la terre, la bourgeoisie s'est arrangée pour faire de notre planète une abominable prison⁽⁹¹⁾.*»

Conclusion

Trotsky n'a pas abondamment écrit sur la «question juive». Une brochure suffirait à regrouper l'ensemble de tous ses écrits, y compris les entretiens et les paragraphes extraits d'articles qui ne sont pas consacrés exclusivement à la «question juive». Ses réflexions sur le sujet s'étalent sur une longue période, de 1903 à 1940.

De nombreux auteurs affirment qu'au cours de ces trente-sept années, le point de vue de Trotsky sur la «question juive» a évolué.

Selon Ernest Mandel, Trotsky serait passé d'une vision assimilationniste typiquement semi-internationaliste (*«la consolidation du système bourgeois de production et de la société bourgeoise conduira inévitablement à l'émancipation juive (...) et à son assimilation»*) à une vision qui dépassait celle de Marx et Engels⁽⁹²⁾. Enzo Traverso affirme que *«le changement de perspective entre 1933 et 1938 ne peut être expliqué seulement par un approfondissement de sa réflexion théorique sur l'antisémitisme: il relève aussi d'une dichotomie inhérente à la pensée de Trotsky. Il s'agit de la contradiction entre sa "philosophie spontanée", faite d'une adhésion superficielle à la tradition philosophique du marxisme de la Deuxième Internationale (tradition dominée par les figures de Plekhanov et de Kautsky), et sa rupture pratique, c'est-à-dire non systématisée, avec toute forme de marxisme positiviste et évolutionniste⁽⁹³⁾.*»

En abandonnant sa position initiale – la croyance en la possibilité de l'assimilation des Juifs et la définition de l'antisémitisme comme un vestige de l'ère médiévale, synonyme de retard et d'ignorance – Trotsky serait passé à une vision «plus lucide», vision qui allait défendre la solution territoriale et verrait dans l'antisémitisme l'expression extrême de la barbarie moderne. Pour Pierre Vidal-Naquet: «*de tous les grands dirigeants marxistes du XX^e siècle, Trotsky est probablement celui qui s'approche le plus, à la fin de sa vie, d'une vision lucide de la question juive et de la menace nazie*⁽⁹⁴⁾».

Certes, Trotsky abandonna l'idée de l'assimilation des Juifs, formula l'idée de construction nationale juive au sein d'une société communiste avancée et inclut (comme Lénine) dans son analyse de l'antisémitisme la notion d'une «*distillation chimiquement pure de la culture impérialiste*» – expression de la modernité et de la décadence mêmes de la société capitaliste, et non plus simple vestige culturel d'une société passée (cette affirmation ne rend pas les autres caduques). Il cessa de faire des déclarations du type «*L'antisémitisme disparaîtra lorsque le capitalisme disparaîtra*» et affirma que le prolétariat ferait tout, lorsqu'il serait maître de la planète, pour garantir la fin de l'antisémitisme et la résolution de la question juive.

Mais cette évolution n'a pas modifié la vision fondamentale de Trotsky au sujet de la «question juive» qui fut toujours associée au destin de la révolution prolétarienne mondiale. L'article de Trotsky, daté de 1913, sur la politique de Bismarck en Roumanie, analysé ci-dessus, démontre que Trotsky avait une vision claire de l'utilisation des Juifs en fonction des manœuvres et conspirations politiques internationales entre les nations les plus avancées – par les politiciens des nations où les Juifs étaient en train de s'«intégrer» à la population locale depuis des décennies – comme c'était le cas en Allemagne. L'assimilation des Juifs ne leur garantissait même pas la préservation de leurs droits civiques.

Et c'est justement parce que la vision de Trotsky n'a jamais été «assimilationniste» à outrance, qu'il ne marginalisait pas le mouvement ouvrier juif (comme l'avait fait la Deuxième Internationale avant 1914). Dès 1903-1904, Trotsky croit que le mouvement ouvrier juif en tant que tel a un rôle important à jouer en agissant conjointement avec l'ensemble du mouvement ouvrier et au sein des mouvements ouvriers des différents pays. Dans ses premiers écrits – «La désintégration du sionisme et ses possibles successeurs» (1903) et «La question juive en Roumanie et la politique de Bismarck» (1913) – Trotsky va plus loin lorsqu'il écrit que «l'intelligentsia» et les secteurs intermédiaires de la population juive, y compris ceux qui formaient partie du mouvement sioniste, devraient soutenir la social-démocratie car elle seule lutterait pour les droits des Juifs. Dans les années 30, lorsqu'on calomnia Trotsky en assurant qu'il recevait de l'argent des Juifs fortunés nord-américains, il démentit cette rumeur, mais ajouta que si la bourgeoisie juive lui offrait son aide, il

l'accepterait volontiers car tout Juif devait soutenir l'unique mouvement capable de sauver littéralement sa peau ⁽⁹⁵⁾. Trotsky ne concevait pas l'émancipation politique (la conquête de l'égalité des droits civiques) et l'assimilation comme une solution possible au problème juif. La révolution de 1917 ne pouvait réussir à elle seule à résoudre la «question juive».

De ce fait, la vision de Trotsky est extrêmement proche de celle de Marx dans *La Question juive* (1843). Trotsky ne dépasse pas la vision de Marx, il l'exprime à travers des exemples vivants illustrant les problèmes politiques de son temps. Le véritable sens de l'article de Marx sur la «question juive» tend à être déformé par les mots durs et les termes en apparence antisémites employés dans ce texte. Mais une lecture attentive de l'article démontre que Marx soutenait, au moment même où l'assimilation des Juifs semblait indiquer la fin du «problème juif», que la société capitaliste ne laisserait jamais le Juif oublier qu'il était juif. L'émancipation finale des Juifs du judaïsme et de la société dans son ensemble ne pourrait avoir lieu qu'après le dépassement du système capitaliste de production et la révolution prolétarienne mondiale.

Dans des termes et dans un contexte bien différents, Trotsky exprima très tôt le même point de vue que Marx, bien qu'il n'ait jamais évoqué son article. C'est la vision dialectique de Trotsky qui lui permit d'aboutir à la formulation de l'idée de la construction nationale juive après la révolution socialiste mondiale (en tant que nécessité et non comme désir personnel) et à prévoir de façon très précise le tragique destin des Juifs après l'échec de la révolution en Europe. L'originalité de sa vision sur la «question juive» a consisté à toucher l'essence de la «question juive», sans dépendre de la lecture du texte de Marx et à partir de ses propres connaissances théoriques et de l'observation poussée de la réalité,.

Arlene Clemesha

(Traduit de l'espagnol par Ana Laval-Muñoz)

Notes

1. Vladimir Medem, *De mi Vida*, Buenos Aires, Ediciones Bund, 1986, pp. 262-263. (Trad. en français par H. Minczeles et A. Wieworka, *Ma vie*, Champion, 1969.)

2. Isaac Deutscher, *The Prophet Armed*, New York, Vintage Books, 1954, p. 74. (Trad. en français par P. Péju et E. Bolo, *Le Prophète armé*, Julliard, 1962.)

3. Cf. V. Medem, *op. cit.* p. 279. Sur le V^e Congrès du Bund et la décision de ne pas inclure la discussion sur le programme national dans les actes du Congrès, voir p. 273.

4. V. I. Lénine, «The nationalization of Jewish schools» in Daniel Rubin (éd.), *Anti-Semitism and Zionism*, New York, International Publishers, 1987, p. 63.

5. Cf. V. Medem, *op. cit.*, p. 279.

6. Cf. I. Deutscher, *op. cit.*, pp. 74-75.

7. Enzo Traverso, *Les marxistes et la question juive*, Paris, Kimé, 1997, p. 154.

8. Cf. V. Medem, *op. cit.*, p. 281.

9. Robert Wistrich, *Revolutionary Jews from Marx to Trotsky*, Londres, Harrap Publishers, 1976, p. 193. Albert Glotzer précise lui aussi que «l'universitaire marxiste David Riazanov affirme que Trotsky fut l'instrument de Lénine à ce sujet» [«Je ne suis pas un Juif mais un internationaliste» in *Trotsky: Memoir & Critique*, New York, Buffalo, Prometheus Books, p. 212.]

10. Cité par Y. Harari, «Trotsky y la cuestión judía», *Raíces*, Testimonio 31, sdp, p. 4.

11. *Idem.*

12. Cité par Peter Buch, «Introduction» in Leon Trotsky. *On the Jewish Question*, New York, Pathfinder, 1994, p. 7.

13. Cf. Y. Harari, *op. cit.*, pp. 4-5.

14. Cf. Baruch Knei-Paz, *The Social and Political Thought of Leon Trotsky*, Oxford, Clarendon, 1979, p. 541; Peter Buch, *op. cit.*, p. 7.

15. A. Glotzer, *op. cit.*, p. 212.

16. Léon Trotsky, 1905, Paris, Minuit, 1969, pp. 121-123.

17. Cf. B. Knei-Paz, *op. cit.*, p. 346. Selon Enzo Traverso «il est intéressant de noter que Trotsky fut le seul dirigeant marxiste de renom à intervenir sur cette question: Otto Bauer, Karl Kautsky, Victor Adler, George Plekhanov et Lénine ne troublèrent pas, à cette occasion, le silence du mouvement socialiste au sujet de l'antisémitisme». (E. Traverso, «Trotsky et la question juive», *Quatrième Internationale*, Paris, 1990, p. 76.

18. Cf. Y. Harari, *op. cit.*, p. 5.

19. Cité par B. Knei-Paz, *op. cit.*, p. 542.

20. *Idem*, p. 543.

21. *Idem*, p. 544.

22. Cité par Y. Harari, *op. cit.*, p. 6

23. *Idem*, p. 5.

24. A. Glotzer, *op. cit.*, p. 213.
25. B. Knei-Paz, *op. cit.*, p. 542.
26. Cité par Y. Harari, *op. cit.*, p. 7.
27. *Idem*, p. 7.
28. A. Glotzer, *op. cit.*, p. 209.
29. Tous les extraits se trouvent dans: A. Glotzer, *op. cit.*, p. 208.
30. Dimitri Volkogonov, *Trotsky. The Eternal Revolutionary*, New York, Free Press, 1996, pp. 206-207.
31. Ernest Mandel, *Trotsky como alternativa*, São Paulo, Xamã, 1995, p. 203. (*La Pensée politique de Léon Trotsky*, Ernest Mandel, 1980, Maspero, La Découverte "Poche", réédition 2003.)
32. Cf. Meir Talmi, «Análisis histórico del problema» in Nahum Goldman et al. *Nacionalidad oprimida. La minoría judía en la URSS*, Montevideo, Mordijai Anilevich, 1968, p. 26.
33. R. Wistrich, *op. cit.*, p. 199.
34. E. Mandel, *op. cit.*, p. 203.
35. Cité par R. Wistrich, *op. cit.*, p. 199.
36. Cité par Y. Harari, *op. cit.*, p. 8.
37. Léon Trotsky, «Letter to *Klorkeit* and to the Jewish Workers in France», *On the Jewish Question*, New York, Pathfinder, 1994, p. 15 («Le rôle des ouvriers juifs», 10 mai 1930, marxist internet archive.)
38. Léon Trotsky, «Greetings to Unser Kampf», *Idem*, p. 16.
39. Léon Trotsky, «Letter to *Klorkeit* and to the Jewish Workers in France», *Idem*, pp. 14-17.
40. Cf. J. Harari, *op. cit.*, p. 12.
41. Les articles de Trotsky cités sont publiés dans Leon Trotsky, *On the Jewish Question*, New York, Pathfinder, 1994.
42. A. Glotzer, *op. cit.*, p. 218.
43. Cité par A. Glotzer, *op. cit.*, pp. 222-224.
44. *Idem*.
45. Léon Trotsky, «Thermidor and anti-Semitism», *On the Jewish Question*, New York, Pathfinder, 1994, p. 23. («Thermidor et l'antisémitisme», 22 février 1837, *La lutte*, tome 12 des Œuvres de Trotsky, EDI, 1982)
46. Arkady Vaksberg, *Stalin Against the Jews*, New York, Vintage, 1995, pp. 15-16.
47. Léon Trotsky, *op. cit.*, p. 26.
48. Cité par A. Glotzer, *op. cit.*, p. 218.
49. Léon Trotsky, *op. cit.*, p. 26.
50. Isaac Deutscher, *Los Judíos no Judíos*, Buenos Aires, Kikiyon, 1969, p. 37.
51. Cf. A. Glotzer, *op. cit.*, pp. 217-218.
52. D. Volkogonov, *op. cit.*, p. 381.
53. Cf. A. Vaksberg, *op. cit.*, p. 70.
54. Léon Trotsky, «Interview with Jewish correspondents in Mexico», *On the Jewish Question*, New York, Pathfinder, 1994, p. 18.
55. Cf. R. Wistrich, *op. cit.*, p. 201.

56. D. Volkogonov, *op. cit.*, pp. 92-93.
57. Leon Trotsky, «On the Jewish Problem», *On the Jewish Question*, New York, Pathfinder, 1994, p. 18.
58. Léon Trotsky, «Interview with Jewish correspondents in Mexico», *Idem*, p. 20.
59. *Idem*.
60. *Idem*. Le yiddish a quasiment disparu dans les décennies postérieures au massacre des Juifs d'Europe par le nazisme.
61. A. Glotzer, *op. cit.*, p. 230.
62. B. Knei-Paz, *op. cit.*, p. 541.
63. Y. Harari, *op. cit.*, p. 11.
64. Hersh Mendel, *Memoirs of a Jewish Revolutionary*, Londres, Pluto Press, 1989, p. 308.
65. Enzo Traverso, «Trotsky et la question juive», *Quatrième Internationale*, Paris, 1990, p. 80.
66. A. Glotzer, *op. cit.*, p. 230.
67. John O'Mahony, «Trotskyism and the Jews», *Workers' Liberty*, Londres, n° 31 (mai 1996), p. 30. (Cet article de Sean Matgamma est reproduit dans ce livre sous le titre «De Trotsky au trotskysme des imbéciles», p. 78-90, *NPNF*.)
68. Ugo Caffaz, «Trockji e la questione ebraica», *Le Nazionalità Ebraiche*, Florence, Vallecchi, 1974, p. 108.
69. Léon Trotsky, «Thermidor and Anti-Semitism», *On the Jewish Question*, New York, Pathfinder, 1994, pp. 28-29. («Thermidor et l'antisémitisme», 22 février 1837, *La lutte*, tome 12 des Œuvres de Trotsky, EDI, 1982.)
70. Nathan Weinstock, *Le Pain de misère*, vol. III, Paris, La Découverte, 1986, p. 43.
71. Léon Trotsky, «Interview with Jewish correspondents in Mexico», *On the Jewish Question*, New York, Pathfinder, 1994, pp. 20-21.
72. Léon Trotsky, «Thermidor and Anti-Semitism», *Idem*, p. 28. («Thermidor et l'antisémitisme», 22 février 1837, *La lutte*, tome 12 des Œuvres de Trotsky, EDI, 1982.)
73. Léon Trotsky, «Reply to a question about Birobidjan», *Idem*, p. 19.
74. Pierre Teruel-Mania, *De Lénine au Panzer-Communisme*, Paris, Maspero, 1971, p. 112.
75. Léon Trotsky, «¿Qué es el nacionalsocialismo ?», *El fascismo*, Buenos Aires, CEPE, 1973, p. 85. («Qu'est-ce que le national-socialisme» se trouve dans les œuvres de Trotsky publiées chez EDI et aussi dans le recueil *Comment vaincre le fascisme ?* Éditions de la Passion, 1993.)
76. D. Volkogonov, *op. cit.*, p. 415.
77. Léon Trotsky, *op. cit.*, pp. 77-78, pp. 80-81.
78. Léon Trotsky, «La agonía mortal del capitalismo y las tareas de la IV° Internacional», *Programa de Transición para la Revolución*

Socialista, Caracas, Avanzada, 1975, p. 38. (*L'agonie mortelle du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale, Programme de transition pour la révolution socialiste*, cf. le site marxist internet archive).

79. Léon Trotsky, «Appeal to American Jews menaced by fascism and anti-semitism», *On the Jewish Question*, New York, Pathfinder, 1994, p. 29.

80. Y. Harari, *op. cit.*, p. 15.

81. Léon Trotsky, *op. cit.*, p. 30.

82. Cf. R. Wistrich, *op. cit.*, p. 206; B. Knei-Paz, *op. cit.*, p. 554.

83. Peter Buch, *op. cit.*, pp. 4-5.

84. Daniel J. Goldhagen, *Les bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Le Seuil, 1997.

85. Léon Trotsky, «Interview with Jewish correspondents in Mexico», *On the Jewish Question*, New York, Pathfinder, 1994, p. 20.

86. Isaac Deutscher, *Los Judíos no Judíos*, Buenos Aires, Kikiyon, 1969.

87. Léon Trotsky, «Appeal to American Jews menaced by Fascism and anti-Semitism», *op. cit.*, p. 29.

88. A. Glotzer, *op. cit.*, p. 230.

89. Enzo Traverso, *Les marxistes et la question juive*, Paris, Kimé, 1997, pp. 221-222.

90. P. Teruel-Mania, *op. cit.*, p. III.

91. Léon Trotsky, «Imperialism and anti-Semitism», *op. cit.*, p. 30.

92. E. Mandel, *Trotsky como alternativa*, São Paulo, Xamã, 1995, p. 199, 202 et 206. (*La Pensée politique de Léon Trotsky*, Ernest Mandel, 1980, Maspero, La Découverte "Poche", réédition 2003.)

93. E. Traverso, *Les Marxistes et la question juive*, Paris, Kimé, 1997, p. 222.

94. P. Vidal-Naquet, *Los Judíos, la Memoria y el Presente*, Mexico, FCE, 1996, p. 205. (En français: *Les Juifs, la mémoire et le présent*, Le Seuil, 1995.)

95. Léon Trotsky, «Appeal to American Jews menaced by Fascism and anti-Semitism», *op. cit.*, p. 29.

GATTO MAMMONE

Le conflit arabo-juif en Palestine

Bilan, mai-juin, et juin-juillet 1936

(Cet article est reproduit dans *Textes du mouvement ouvrier révolutionnaire* n° 2, recueil disponible chez François Bochet [Le moulin des chapelles 87 800 Janailhac] au prix de 100 F. Les passages soulignés l'ont été par nos soins afin de mettre en évidence avec quelle facilité certains marxistes antistaliniens d'avant-guerre reprenaient, en toute bonne conscience, et sans citer le moindre chiffre à l'appui de leurs affirmations, des clichés extrêmement dangereux contre les Juifs, clichés qui font partie du patrimoine... antisémite.

Cela n'enlève rien à l'intérêt général de ce texte, voire à sa justesse sur beaucoup d'autres points, mais cela montre à la fois la difficulté du marxisme à traiter de la question nationale, dont le sionisme n'est qu'une des manifestations modernes, et comment l'anticapitalisme de gauche (ici d'«ultragauche») peut avoir parfois des proximités dangereuses avec l'anticapitalisme d'extrême droite — du moins lorsque certains arguments sont repris par des esprits faibles ayant déjà des prédispositions antisémites. *NPNF.*)

L'aggravation du conflit arabo-juif en Palestine, l'accentuation de l'orientation antibritannique du monde arabe qui, pendant la guerre mondiale, fut un pion de l'impérialisme anglais, nous ont déterminés à envisager le problème juif et celui du mouvement nationaliste pan-arabe. Nous essayerons cette fois-ci de traiter le premier de ces deux problèmes.

On sait qu'après la destruction de Jérusalem par les Romains et la dispersion du peuple juif, les différents pays où ils vinrent lorsqu'ils ne les expulsaient pas de leurs territoires (moins pour des raisons religieuses invoquées par les autorités catholiques que pour des raisons économiques, notamment la confiscation de leurs biens et l'annulation de leur crédit) en réglèrent les conditions de vie d'après

la bulle papale de la moitié du XVI^e siècle, qui fit règle dans tous les pays, en les obligeant à vivre dans des quartiers fermés (ghettos) et en les obligeant à porter un insigne infamant.

Expulsés en 1290 de l'Angleterre, en 1394 de la France, ils émigrèrent en Allemagne, en Italie, en Pologne; expulsés en 1492 de l'Espagne et en 1498 du Portugal, ils se réfugièrent en Hollande, en Italie, et surtout dans l'empire ottoman qui occupait alors l'Afrique du Nord et la plus grande partie de l'Europe du Sud-Est; là, ils formèrent, et forment même aujourd'hui, cette communauté parlant un dialecte judéo-espagnol, alors que ceux émigrés en Pologne, en Russie, en Hongrie, etc., parlent le dialecte judéo-allemand (yiddish).

La langue hébraïque qui reste pendant cette époque la langue des rabbins fut retirée du domaine des langues mortes pour devenir la langue des Juifs de Palestine avec le mouvement nationaliste juif actuel.

Pendant que les Juifs de l'Occident, les moins nombreux, et partiellement ceux des États-Unis, ont acquis une influence économique et politique au travers de leur influence boursière et une influence intellectuelle par le nombre d'entre eux qui se trouvent dans les professions libérales, les grandes masses se concentrèrent dans l'Europe orientale et déjà, à la fin du XVIII^e siècle, groupaient les 80 % des Juifs d'Europe. Au travers du premier départage de la Pologne et de l'annexion de la Bessarabie, ils passèrent sous la domination des tsars qui, au commencement du XIX^e siècle, avaient sur leurs territoires les deux tiers des Juifs. Le gouvernement russe adopta dès ses débuts une politique répressive datant de Catherine II et qui trouva son expression la plus farouche sous Alexandre III qui envisageait la solution du problème juif de cette façon: **un tiers doit être converti, un tiers doit émigrer et un tiers doit être exterminé.** Ils étaient enfermés dans un certain nombre de districts des provinces du nord-ouest (Russie blanche), du sud-est (Ukraine et Bessarabie) et en Pologne. C'étaient là leurs zones de résidence. Ils ne pouvaient habiter en dehors des villes et surtout ils ne pouvaient habiter les régions industrialisées (bassins miniers et régions métallurgiques). Mais c'est surtout parmi ces Juifs que se fit la pénétration du capitalisme au XIX^e siècle et que se détermina une différenciation des classes.

Ce fut la pénétration du terrorisme gouvernemental russe qui donna la première impulsion à la colonisation palestinienne.

Cependant, les premiers Juifs revinrent en Palestine déjà après leur expulsion d'Espagne à la fin du XV^e siècle et la première colonie agricole fut constituée en 1870 près de Jaffa. Mais la première émigration sérieuse commença seulement après 1880 quand la persécution policière et les premiers pogromes déterminèrent une émigration vers l'Amérique et vers la Palestine.

Cette première «Aliyah» (émigration juive) de 1882, dite des «Bilum», était en majorité composée d'étudiants russes qui peuvent

être considérés comme les pionniers de la colonisation juive en Palestine. La seconde «Aliyah» se vérifia en 1904-1905, en répercussion de la première révolution en Russie. Le nombre des Juifs établis en Palestine qui était de 12 000 en 1850, monta à 35 000 en 1882 et 90 000 en 1914.

C'était tous des Juifs de Russie et de Roumanie, intellectuels et prolétaires, car les capitalistes juifs de l'Occident se limitèrent, comme les Rothschild et les Hirsch, à un soutien financier qui leur donnait un bénévole renom de philanthropie, sans qu'il soit nécessaire pour eux de donner de leur personne.

Parmi les «Biluim» de 1882, les socialistes étaient encore peu nombreux et cela parce que, dans la controverse de l'époque, à savoir si l'émigration juive devait être dirigée vers la Palestine ou l'Amérique, ils étaient pour cette dernière. Dans la première émigration juive aux États-Unis, les socialistes furent donc très nombreux et y constituèrent de bonne heure des organisations, des journaux et pratiquement même des essais de colonisation communiste.

La seconde fois que se posa la question de savoir où diriger l'émigration juive, ce fut comme nous l'avons dit, après la défaite de la révolution russe et par suite de l'aggravation des pogromes caractérisée par celui de Kitchinev.

Le sionisme, qui tentait d'assurer au peuple juif un siège en Palestine et qui venait de constituer un Fonds national pour acquérir des terres, se divisa alors au septième congrès sioniste de Bâle en un courant traditionaliste qui restait fidèle à la constitution de l'État juif en Palestine et en territorialistes qui étaient pour la colonisation même ailleurs et, dans le cas concret, en Ouganda offert par l'Angleterre.

Seule une minorité de socialistes juifs, les Poale Sionistes (*sic*) de Ber Borochof, restèrent fidèles aux traditionalistes, tous les autres partis socialistes juifs de l'époque, comme le Parti des socialistes sionistes et les serapistes — une espèce de reproduction dans les milieux juifs des socialistes-révolutionnaires russes — se déclarèrent pour le territorialisme. La plus ancienne et la plus puissante organisation juive de l'époque, le Bund, était, comme on le sait, tout à fait négative au sujet de la question nationale, du moins à cette époque.

Un moment décisif pour le mouvement de renaissance nationale fut ouvert par la guerre mondiale de 1914, et après l'occupation par les troupes anglaises de la Palestine, auxquelles s'était ralliée la Légion juive de Jabotinsky, fut promulguée la déclaration Balfour de 1917 qui promettait la constitution en Palestine du Foyer national juif.

Cette promesse eut sa sanction à la conférence de San Remo de 1920 qui mit la Palestine sous mandat anglais.

La déclaration Balfour détermina une troisième «Aliyah» mais ce fut surtout la quatrième, la plus nombreuses, qui coïncida avec la

remise du mandat palestinien à l'Angleterre. Cette «Aliyah» eut déjà en son sein des couches assez nombreuses de petits-bourgeois. On sait que la dernière immigration en Palestine qui a suivi l'avènement de Hitler au pouvoir et qui est certainement la plus importante, contient déjà un fort pourcentage de capitalistes.

Si le premier recensement effectué en 1922, en Palestine, eu égard aux ravages de la guerre mondiale, n'avait enregistré que 84 000 Juifs, les 11 % de la population totale, celui de 1931, enregistra déjà 175 000. En 1934, les statistiques donnent 307 000 sur une population totale de 1 171 000. Actuellement, on donne comme chiffre 400 000 Juifs.

Les 80 % des Juifs sont établis dans les villes dont le développement est illustré par l'apparition rapide de la ville-champignon de Tel-Aviv; le développement de l'industrie juive est assez rapide: en 1928, on comptait 3 505 entreprises dont 782 avaient plus de quatre ouvriers, c'est-à-dire au total 18 000 ouvriers avec un capital investi de 3,5 millions de livres sterling.

Les Juifs établis dans les campagnes représentent seulement les 20 %, face aux Arabes qui forment les 65 % de la population agricole. Mais les fellahs travaillent leurs terres avec ces moyens primitifs, les Juifs au contraire dans leurs colonies et plantations travaillent selon les méthodes intensives du capitalisme avec de la main-d'œuvre arabe à des salaires très bas.

Les chiffres que nous avons donnés expliquent déjà un côté du conflit actuel. Depuis vingt siècles les Juifs ont abandonné la Palestine et d'autres populations se sont installées sur les rives du Jourdain. Bien que les déclarations de Balfour et les décisions de la Société des nations prétendaient assurer le respect du droit des occupants de la Palestine, en réalité l'augmentation de l'immigration juive signifie chasser les Arabes de leurs terres, même si elles sont achetées à bas prix par le Fonds national juif.

Ce n'est pas par humanité envers «le peuple persécuté et sans patrie» que la Grande-Bretagne a choisi une politique philo-juive. Ce sont les intérêts de la haute finance anglaise où les Juifs ont une influence prédominante qui ont déterminé cette politique. D'autre part, dès le début de la colonisation juive, on remarque un contraste entre les prolétaires arabes et juifs. Au commencement, les colons juifs avaient employé des ouvriers juifs parce qu'ils exploitaient leur ferveur nationale, pour se défendre contre les incursions des Arabes. Peu après, avec la consolidation de la situation, les industriels et les propriétaires fonciers juifs préférèrent à la main-d'œuvre juive plus exigeante celle des Arabes.

Les ouvriers juifs, en constituant leurs syndicats, bien plus qu'à la lutte des classes, s'adonnèrent à la concurrence contre les bas salaires arabes. Cela explique le caractère chauvin du mouvement ouvrier juif qui est exploité par le nationalisme juif et par l'impérialisme britannique.

Il y a naturellement aussi des raisons de nature politique qui sont à la base du conflit actuel. L'impérialisme anglais, en dépit de l'hostilité des deux races (*sic*), voudrait faire cohabiter sous une même toiture deux États différents et créer un biparlementarisme qui prévoit un parlement distinct pour Juifs et Arabes.

Dans le camp juif, à côté de la directive temporisatrice de Weissman, il y a les révisionnistes de Jabotinsky qui combattent le sionisme officiel, accusent la Grande-Bretagne d'absentéisme, sinon, de manquer à ses engagements, et qui voudraient ouvrir à l'émigration juive la Transjordanie, la Syrie et la péninsule du Sinaï.

Les premiers conflits qui se manifestèrent en août 1929 et qui se déroulèrent autour du Mur des Lamentations provoquèrent, d'après les statistiques officielles, la mort de deux cents Arabes et cent trente Juifs, chiffres certainement inférieurs à la réalité, parce que si dans les installations modernes, les Juifs réussirent à repousser les attaques, à Hébron, à Safit et dans quelques faubourgs de Jérusalem, les Arabes passèrent à de véritables pogromes.

Ces événements marquèrent un point d'arrêt de la politique philojuive de l'Angleterre, car l'Empire colonial britannique comprend trop de musulmans, y compris l'Inde, pour avoir suffisamment de raisons d'être prudent.

À la suite de cette attitude du gouvernement britannique envers le Foyer national juif, la plupart des partis juifs: les sionistes orthodoxes, les sionistes généraux et les révisionnistes, passèrent à l'opposition, pendant que le plus sûr appui de la politique anglaise dirigée à cette époque par le Labour Party, fut représenté par le mouvement travailliste juif qui était l'expression politique de la Confédération générale du travail (la Histadrout, *NDLR*), organisant presque la totalité des ouvriers juifs en Palestine.

Récemment s'était exprimée, en surface seulement, une lutte commune de mouvements juifs et arabes contre la puissance mandataire. Mais le feu couvait sous les cendres et l'explosion consista en les événements du mois de mai dernier.

La presse fasciste italienne s'est insurgée contre l'accusation de la presse «sanctionniste», comme quoi des agents fascistes avaient fomenté les émeutes de Palestine, accusation déjà faite à propos des récents événements d'Égypte. Personne ne peut nier que le fascisme a tout intérêt à souffler sur ce feu. L'impérialisme italien n'a jamais caché ses visées vers le Proche-Orient, c'est-à-dire son désir de se substituer aux puissances mandataires en Palestine et en Syrie.

Il possède d'ailleurs en Méditerranée une puissance navale et militaire représentée par Rhodes et les autres îles du Dodécanèse. L'impérialisme anglais, d'autre part, s'il se trouve avantagé par le conflit entre Arabes et Juifs, car d'après la vieille formule romaine *divide et impera*, il faut diviser pour régner, doit cependant tenir compte de la puissance financière des Juifs et de la menace du mouvement nationaliste arabe.

Ce dernier mouvement, dont nous parlerons plus longuement une autre fois, est une conséquence de la guerre mondiale qui a déterminé une industrialisation aux Indes, en Palestine et en Syrie et renforcé la bourgeoisie indigène qui posa sa candidature au gouvernement, c'est-à-dire à l'exploitation des masses indigènes.

Les Arabes accusent la Grande-Bretagne de vouloir faire de la Palestine le Foyer national juif qui signifierait le vol de la terre aux populations indigènes. Ils ont envoyé à nouveau des émissaires en Égypte, en Syrie, au Maroc pour déterminer une agitation du monde musulman en faveur des Arabes de Palestine, afin de chercher à appuyer le mouvement en vue de l'union panislamique.

Ils sont encouragés par les récents événements de la Syrie où l'on obligea la puissance mandataire, la France, à capituler devant la grève générale, et aussi par les événements d'Égypte où l'agitation et la constitution d'un front national unique ont obligé Londres à traiter en toute égalité avec le gouvernement du Caire.

Nous ne savons pas si la grève générale des Arabes de Palestine obtiendra pareil succès. Nous examinerons de mouvement en mouvement en même temps que le problème arabe dans un prochain article.

II

Comme nous l'avons vu dans la première partie de cet article quand, après 2000 ans d'exil, les «Biluiim» acquirent une bande de territoires sablonneux au sud de Jaffa, ils trouvèrent d'autres peuplades, les Arabes, qui s'étaient substitués à eux en Palestine. Ces derniers n'étaient que quelques centaines de milliers, soit Arabes fellahs (paysans) ou Bédouins (nomades); les paysans travaillaient avec des moyens très primitifs un sol appartenant pour la presque totalité aux propriétés fonciers (effendi).

L'impérialisme anglais, comme on le sait, en poussant ces latifundistes et la bourgeoisie arabe à entrer en lutte à ses côtés pendant la guerre mondiale, leur avait promis la constitution d'un État national arabe. La révolte arabe fut, en effet, d'une importance décisive dans l'écroulement du front turco-allemand dans le Proche-Orient, car elle réduisit à néant l'appel à la guerre sainte lancé par le khalife ottoman et tint en échec de nombreuses troupes turques en Syrie, sans parler de la destruction des armées turques en Mésopotamie.

Mais si l'impérialisme britannique avait déterminé cette révolte arabe contre la Turquie, grâce à la promesse de créer un État arabe composé de toutes les provinces de l'ancien empire ottoman (y compris la Palestine), il ne tarda pas, pour la défense de ses intérêts propres, à solliciter, comme contre-partie, l'appui des sionistes juifs en leur disant que la Palestine leur serait remise tant au point de vue de l'administration que de la colonisation.

En même temps, il se mettait d'accord avec l'impérialisme français pour lui céder un mandat sur la Syrie, détachant ainsi cette région qui forme, avec la Palestine, une unité historique et économique indissoluble.

Dans la lettre que lord Balfour adressait le 2 novembre 1917 à Rothschild, président de la Fédération sioniste d'Angleterre, et dans laquelle il lui communiquait que le gouvernement anglais envisageait favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et qu'il emploierait tous ses efforts pour la réalisation de cet objectif, Lord Balfour ajoutait que «rien ne serait fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans les autres pays».

Malgré les termes ambigus de cette déclaration, qui permettait à un peuple nouveau de s'installer sur leur sol, l'ensemble de la population arabe resta neutre au début et même favorable à l'instauration d'un foyer national juif.

Les propriétaires arabes, sous la crainte qu'une loi agraire allait être instituée, se montrèrent disposés à vendre des terres. Les chefs sionistes, uniquement absorbés par des préoccupations d'ordre politique, ne profitèrent pas de ces offres et allèrent jusqu'à approuver la défense du gouverneur d'Allenby de vendre des terrains.

Bientôt la bourgeoisie sioniste manifesta des tendances à occuper totalement (au point de vue territorial et politique) la Palestine en déposédant la population autochtone et en la repoussant vers le désert. Cette tendance se manifeste aujourd'hui chez les sionistes «révisionnistes», c'est-à-dire dans le courant philo-fasciste du mouvement nationaliste juif.

La superficie des terres arables de la Palestine est d'environ 12 millions de «dounams» métriques (le dounam = 1/10^e d'hectare) dont 5 à 6 millions sont actuellement cultivés.

Voici comment s'établit la superficie des terres cultivées par les Juifs en Palestine depuis 1899:

1899: 22 colonies, 5 000 habitants, 300 000 dounams

1914: 43 colonies, 12 000 habitants, 400 000 dounams

1922: 73 colonies, 15 000 habitants, 600 000 dounams

1934: 160 colonies, 70 000 habitants, 1 420 000 dounams

Pour juger la valeur réelle de cette progression et de l'influence qui en découle, il ne faut pas oublier que les Arabes cultivent encore aujourd'hui la terre d'une façon primitive, tandis que les colonies juives emploient les méthodes les plus modernes de culture.

Les capitaux juifs investis dans les entreprises agricoles sont estimés à plus de 100 millions de dollars-or, dont 65 % dans les plantations. Bien que les Juifs ne possèdent que 14 % des terres cultivées, la valeur de leurs produits atteint le quart de la production totale.

Pour ce qui est des plantations d'oranges, les Juifs arrivent avec des 55 % de la récolte totale.

C'est en avril 1920, à Jérusalem, et en mai 1921, à Jaffa, que se produisirent sous forme de pogromes, les premiers symptômes de la réaction arabe. Sir Herbert Samuel, haut commissaire en Palestine jusqu'en 1925, essaya d'apaiser les Arabes en arrêtant l'immigration juive, tout en promettant aux Arabes un gouvernement représentatif et en leur attribuant les meilleures terres du domaine de l'État.

Après la grande vague de colonisation de 1925, qui atteignit son maximum avec 33 000 immigrants, la situation empira et finit par déterminer les mouvements d'août 1929. C'est alors que vinrent se joindre aux populations arabes de la Palestine les tribus bédouines de la Transjordanie, appelées par les agitateurs musulmans.

À la suite de ces événements, la Commission d'enquête parlementaire envoyée en Palestine, et qui est connue sous le nom de commission Shaw, conclut que les événements étaient dus à l'immigration ouvrière juive et à la «disette» de terres et elle proposa au gouvernement l'achat de terres pour dédommager le fellah arraché à son sol.

Quand, peu après, en mai 1930, le gouvernement britannique accepta dans leur ensemble les conclusions de la commission Shaw et suspendit à nouveau l'immigration ouvrière juive en Palestine, le mouvement ouvrier juif — que la commission Shaw avait même refusé d'entendre — répondit par une grève de protestation de 24 heures, tandis que le Poalé Zion, dans tous les pays, ainsi que les grands syndicats juifs d'Amérique, protestaient contre cette mesure par de nombreuses manifestations.

En octobre 1930, parut une nouvelle déclaration concernant la politique britannique en Palestine, et connue sous le nom de Livre blanc.

Elle était également très peu favorable à la thèse sioniste. Mais, devant les protestations toujours grandissantes des Juifs, le gouvernement travailliste répondit, en février 1931, par une lettre de Mac Donald qui réaffirmait le droit au travail, à l'immigration et à la colonisation juives et autorisait les employeurs juifs à employer la main-d'œuvre juive — lorsqu'ils préféraient employer cette dernière plutôt que des Arabes —, sans tenir compte de l'augmentation éventuelle du chômage parmi les Arabes.

Le mouvement ouvrier palestinien s'empressa de faire confiance au gouvernement travailliste anglais, tandis que tous les autres partis sionistes restaient dans une opposition méfiante.

Nous avons démontré, dans l'article précédent, les raisons du caractère chauvin du mouvement ouvrier palestinien.

L'Histadrout, la centrale syndicale palestinienne — ne comprend que des Juifs (80 % des ouvriers juifs sont organisés). C'est seulement la nécessité d'élever le standard de vie des masses arabes, pour

protéger les hauts salaires de la main-d'œuvre juive, qui a déterminé dans ces derniers temps ces essais d'organisation arabe. Mais les embryons de syndicats groupés dans «L'Alliance» restent organiquement séparés de l'Histadrout, exception faite du syndicat des cheminots qui englobe les représentants des deux races.

La grève générale des Arabes en Palestine entre maintenant dans son quatrième mois. La guérilla se continue, malgré le récent décret qui inflige la peine de mort aux auteurs d'un attentat; chaque jour se produisent des embuscades et des coups de mains contre trains et automobiles, sans compter les destructions et incendies des propriétés juives.

Ces événements ont coûté à la puissance mandataire déjà près d'un demi-million de livres sterling pour l'entretien des forces armées et, par suite de la diminution des entrées budgétaires, conséquence de la résistance passive et du boycott économique des masses arabes. Dernièrement, aux Communes, le ministre des Colonies a donné comme chiffres des victimes: 400 musulmans, 200 juifs et 100 policiers. Jusqu'ici, 1 800 Arabes et Juifs ont été jugés et 1 200 dont 300 Juifs ont été condamnés. D'après le ministère, une centaine de nationalistes arabes ont été déportés dans des camps de concentration.

Quatre chefs communistes (2 Juifs et 2 Arméniens) sont détenus et 60 communistes soumis à la surveillance de la police. Voilà les chiffres officiels.

Il est évident que la politique de l'impérialisme britannique en Palestine s'inspire naturellement d'une politique coloniale propre à tout impérialisme. Celle-ci consiste à s'appuyer partout sur certaines couches de la population coloniale (en opposant des races entre elles ou des confessions religieuses différentes, ou bien encore en éveillant des jalousies entre clans et chefs), ce qui permet à l'impérialisme d'établir solidement sa super-oppression sur les masses coloniales elles-mêmes sans distinction de races ou de confessions.

Mais si cette manœuvre a pu réussir au Maroc et en pleine Afrique, en Palestine et en Syrie, le mouvement nationaliste arabe présente une résistance très compacte. Il s'appuie sur les pays plus ou moins indépendants qui l'environnent: Turquie, Perse, Égypte, Irak, États d'Arabie et, au surplus, se relie à l'ensemble du monde musulman qui compte 300 millions d'individus.

En dépit des contrastes exigeants entre les différents États musulmans et malgré la politique anglophile de certains d'entre eux, le grand danger pour l'impérialisme serait la constitution d'un bloc oriental capable de lui en imposer — ce qui serait possible si le réveil et le renforcement du sentiment nationaliste des bourgeoisies indigènes pouvait empêcher le réveil de la révolte de classe des exploités coloniaux qui ont à en finir autant avec leurs exploitateurs qu'avec l'impérialisme européen — et qui pourrait trouver un point de ralliement autour de la Turquie, qui vient d'affirmer à nouveau ses

droits sur les Dardanelles et qui pourrait reprendre sa politique non islamique.

Or, la Palestine est d'une importance capitale pour l'impérialisme anglais. Si les sionistes ont cru obtenir une Palestine «juive», en réalité ils n'obtiendront jamais qu'une Palestine «britannique». La voie palestinienne des transits terrestres relie l'Europe à l'Inde. Elle pourrait remplacer la voie maritime de Suez, dont la sécurité vient d'être affaiblie par l'établissement de l'impérialisme italien en Éthiopie. Il ne faut pas oublier non plus que le pipe-line de Mossoul (zone pétrolière) aboutit au port palestinien de Haïfa.

Enfin, la politique anglaise devra toujours tenir compte de ce que cent millions de musulmans peuplent l'empire britannique. Jusqu'ici l'impérialisme britannique a réussi, en Palestine, à contenir la menace représentée par le mouvement arabe d'indépendance nationale. Il opposait à ce dernier le sionisme qui, en poussant les masses juives à émigrer en Palestine, disloquait le mouvement de classe de leurs pays d'origine où celles-ci auraient trouvé leur place et, enfin, il s'assurait un appui solide pour sa politique dans le Proche-Orient.

L'expropriation des terres, à des prix dérisoires, a plongé les prolétaires arabes dans la misère la plus noire et les a poussés dans les bras des nationalistes arabes, les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie naissante. Cette dernière en profite évidemment, pour étendre ses visées d'exploitation des masses et dirige le mécontentement des fellahs et propriétaires contre les ouvriers juifs de la même façon que les capitalistes sionistes ont dirigé le mécontentement des ouvriers juifs contre les Arabes. De ce contraste entre exploités juifs et arabes, l'impérialisme britannique et les classes dirigeantes arabes et juives ne peuvent que sortir renforcées.

Le communisme officiel aide les Arabes dans leur lutte contre le sionisme qualifié d'instrument de l'impérialisme anglais.

Déjà, en 1920, la presse nationaliste juive publia une «liste noire» de la police où les agitateurs communistes figuraient aux côtés du Grand Mufti et des chefs nationalistes arabes. Actuellement, de nombreux militants communistes ont été arrêtés.

Après avoir lancé le mot d'ordre d'«arabisation» du parti — celui-ci, comme le PC de Syrie ou même d'Égypte, a été fondé par un groupe d'intellectuels juifs qui fut combattu comme «opportuniste» — les centristes (1) ont lancé aujourd'hui le mot d'ordre de «l'Arabie aux Arabes» qui n'est qu'une copie du mot d'ordre «Fédération de tous les peuples arabes» devise des nationalistes arabes, c'est-à-dire des latifundistes (effendi) et des intellectuels qui, avec l'appui du clergé musulman, dirigeant le Congrès arabe et canalisent, au nom de leurs intérêts, les réactions des exploités arabes.

Pour le vrai révolutionnaire, naturellement, il n'y a pas de question «palestinienne», mais uniquement la lutte de tous les exploités du Proche-Orient, Arabes ou Juifs y compris, qui fait partie de la lutte

plus générale de tous les exploités du monde entier pour la révolution communiste.

Gatto Mammone

Notes

1) Contrairement à ce que l'on pourrait croire le terme de «centriste» ne désigne pas les militants d'un parti situé au centre de l'échiquier politico-parlementaire, dans le genre de l'UDF actuelle. Dans le vocabulaire de la Gauche communiste italienne ce terme désigne à l'époque les partis communistes qui suivent la politique des Soviétiques, c'est-à-dire les staliniens. Ce terme de «centristes» avait lui-même été précédemment utilisé par Lénine, à partir de 1914, pour désigner l'aile de la social-démocratie qui tenait un langage pseudo-radical tout en préservant l'ordre existant, et il sera utilisé ensuite à profusion par Trotsky, puis par ses disciples pour désigner toutes sortes de courants, du POUM espagnol des années 30 au PSU des années 60 et 70. Et enfin, il sert aujourd'hui à toutes les mini chapelles trotskystes pour dénoncer les chapelles concurrentes plus grosses. (*NPWF*)

Fraternisation prolétarienne !

Organe des Communistes révolutionnaires, n° 3, mars 1943

Appel aux ouvriers juifs

(Les passages soulignés l'ont été par nos soins, pour indiquer les ambiguïtés de ce texte écrit sous l'Occupation allemande et le régime dictatorial de Pétain, rappelons-le. Signalons cependant que les militants révolutionnaires qui diffusaient ce tract ont risqué leur peau pour défendre leurs idées, ce qui n'est pas le cas de ceux qui reprennent aujourd'hui à leur compte la partie la plus douteuse, de ces arguments. Notre commentaire suit. *NPNF.*)

Tous les ouvriers sont maltraités, déportés, assassinés, mais de tous vous êtes les plus malheureux, les plus persécutés. Le capitalisme international vous a choisis comme parias pour prolonger son régime pourri. Donc votre place est plus que jamais dans les rangs de la classe ouvrière internationale ! Les communistes révolutionnaires vous appellent à la lutte commune contre l'ennemi commun pour la libération du prolétariat international dont vous êtes une partie. Certains d'entre vous étaient hier encore des commerçants, des petits bourgeois. Le capitalisme monopoleur et sa guerre impérialiste vous ont expropriés et chassés comme ils exproprient et chassent tous les petits bourgeois allemands, français, etc. (mobilisation totale, déportations massives). Vous êtes devenus prolétaires et vous le resterez ! Vous n'avez plus rien à perdre et vous avez tout à gagner dans la lutte révolutionnaire qui s'engage.

Les nationalistes et racistes juifs (les sionistes) veulent vous empêcher de participer à cette lutte pour votre libération. Au lieu de la nouvelle internationale ouvrière pour laquelle nous luttons, ils vous proposent l'alliance avec la bourgeoisie juive pour un État juif en Palestine. Qu'avez-vous de commun avec les bourgeois juifs qui vous ont toujours méprisés, trahis ? Ces capitalistes juifs qui, ensemble avec les capitalistes anglo-américains ou allemands, profitent bien de la guerre (comme ils ont bien profité de la première) alors que des millions de prolétaires juifs crèvent de faim dans les camps de concentration, alors que des millions de prolétaires de tous les pays crèvent dans des milliers de camps et de tranchées dans le monde entier. Les capitalistes juifs ont toujours préféré l'alliance avec leurs

frères de classe, les capitalistes non juifs, à une action avec les juifs déshérités. Et c'est normal. Les liens de classe sont toujours plus fort que les liens de «race».

Les communistes révolutionnaires luttent pour le droit de tous les peuples — grands ou petits — à disposer d'eux-mêmes. Mais ce droit n'est réalisable qu'en régime socialiste international. Nous luttons pour que tous les Juifs aient le droit de former leur propre État, mais ce sera un État ouvrier dans la grande famille des États-Unis ouvriers du monde entier. Les Juifs qui voudront vivre dans cette république ouvrière juive le feront — les assimilés vivront également où ils voudront. Il n'existe pas d'autre solution possible de la question juive. Donc: d'abord la révolution prolétarienne internationale — elle seule conquerra le droit pour les ouvriers juifs de vivre comme ils veulent.

Tous les brigands impérialistes sont actuellement pour la création d'un État juif ! Même le pogromiste Goebbels propose des solutions «humanitaires» et la création d'un État juif ! Ne croyez pas les «Balfour déclarations» des Roosevelt, Goebbels, Churchill et Staline ! Ils vous trompent pour mieux vous exploiter, un État juif est impossible en régime capitaliste.

Les sionistes aussi proposent la «solution» de la question juive en régime capitaliste. Ils disent: d'abord l'État juif — puis la lutte de classe. Les sionistes de gauche vous disent: créons l'État juif et faisons la lutte de classe en même temps. Cette solution, si elle était réalisable, serait contre les intérêts des ouvriers juifs. Mais elle est aussi impossible. Le siècle passé et toute l'histoire du peuple juif prouvent que le sionisme est une grande illusion. Il n'est que l'autre côté de l'antisémitisme, sa conséquence et sa source en même temps. Antisémitisme et chauvinisme juif se créent réciproquement. Ni l'un ni l'autre ne pouvaient ni ne pourront résoudre la question. L'espoir d'obtenir de l'impérialisme anglais la liberté et la justice est ridicule. La Palestine est inévitablement une colonie de l'empire britannique et sera demain — si la révolution prolétarienne ne triomphe pas — une colonie de l'impérialisme américain. Sans révolution prolétarienne, les Juifs seront toujours à la merci d'un impérialisme, toujours tolérés et menacés en Palestine et ailleurs.

L'époque à laquelle pouvaient prospérer la petite bourgeoisie et des petits États nationaux est terminée ! La guerre actuelle détruit les derniers vestiges de la petite bourgeoisie et des petits États. La création de nouveaux États bourgeois est désormais impossible, au contraire, la concurrence impérialiste amène la destruction des petits États existant déjà depuis longtemps. Les sionistes vous mentent: si nous avons notre État à nous, nous serions protégés contre la déportation et le pogrom. Ils oublient que l'ancien État juif fut détruit plus d'une fois par des invasions. Ils oublient que, encore plus dans la période actuelle, aucun petit peuple n'est protégé contre la barbarie impérialiste. L'État polonais (par exemple) — qui s'appuyait

sur une nation et sur un territoire bien définis — pouvait-il empêcher la déportation massive et la destruction du peuple polonais ?

Résumons:

1/ Un État juif n'aurait pas pu empêcher la misère juive.

2/ La création d'un État bourgeois juif n'est plus possible parce que la concurrence internationale impérialiste empêche de telles créations, détruit au contraire toute indépendance nationale.

3/ Un tel État fantôme ne serait d'ailleurs qu'un instrument dans les mains de l'impérialisme anglo-saxon contre le prolétariat juif et non juif.

Avec cette illusion réactionnaire — qui est nourrie par le fascisme actuel en Europe — les sionistes vous détournent de votre devoir de classe. C'est en Europe que vous êtes fixés pour longtemps, que vous êtes opprimés et persécutés. Allez-vous continuer à regarder la résistance de tous les opprimés sans y participer ? Pensez-vous à vos frères, vos sœurs, vos maris et vos femmes, vos pères, vos mères, vos enfants, qui avec des millions d'autres déportés polonais, tchèques, russes, français et allemands gémissent dans l'enfer de la guerre impérialiste et qui attendent votre action pour la libération et la vengeance ? Eux, ils ont perdu les illusions sionistes et réformistes d'avant-guerre, ils comprennent qu'il n'y a que l'action commune de tous les opprimés qui peut nous libérer. Tous les prolétaires sont réunis dans la misère et le massacre.

Qu'avez-vous de commun avec les bourgeois juifs, avec les traîtres juifs qui servent dans la Gestapo et dans l'organisation Todt, comme mouchards et comme instigateurs ? RIEN.

À Arcachon 1 400 prolétaires juifs et allemands ont fait la grève, 35 prolétaires — 25 Juifs et 10 Allemands — trahis par des mouchards juifs et fusillés par les SS — sont morts pour la fraternisation prolétarienne.

Les victimes d'Arcachon ne seront pas seules. Partout en Europe, les esclaves juifs, allemands et autres fraternisent dans l'organisation Todt. Ils vous appellent à la vengeance, ils vous obligent à abandonner votre passivité et vos préjugés périmés. Les millions d'esclaves déportés ne veulent pas que vous les pleuriez, ils veulent que vous luttiez activement pour leur libération ! Ils exigent que vous suiviez leur exemple.

Pourriez-vous ignorer leur cri ? pourriez-vous trahir vos frères dans les camps de mort ?

À Arcachon 1400 prolétaires allemands et juifs ont encore une fois déchiré les fameuses «théories de sang» des racistes nazis et sionistes. Voilà ce qui reste en effet de ces «théories»: le sang «germanique» et «juif» de nos camarades coule et se mélange, versé à cause des traîtres et des bourreaux des deux «races». La terre d'Europe et du monde est bien engraisée de ce sang et la moisson est proche. Quand la révolution des esclaves déportés éclatera, elle châtiara tous les bourreaux et tous les traîtres et leur sang («germanique» ou «juif»)

coulera. Avec les ouvriers révolutionnaires de tous les pays, vous avez tout en commun.

Abandonnez toutes les illusions nationalistes ou religieuses, n'espérez rien des maîtres anglo-saxons, juifs ou russes. L'oppression, l'exploitation et la déportation règnent partout dans le monde. Vous n'avez qu'un allié: les prolétaires révolutionnaires de tous les pays et aucun nationalisme ne pourra empêcher les fraternisations des masses prolétariennes.

OUVRIERS JUIFS,
LES COMMUNISTES REVOLUTIONNAIRES
VOUS APPELLENT!

Fraternisation prolétarienne !

Organe des Communistes révolutionnaires, n° 3, mars 1943

Commentaire

Ce texte est extrait du numéro 16 de *Discontinuité*, juillet 2002, et se trouve aussi dans le numéro 1 de *Tempus Fugit* (1) dont une partie assez longue (70 pages) est consacrée à la reproduction et à l'analyse des textes des RKD-Communistes révolutionnaires. Ce petit groupe composé de Français, d'Allemands et d'Autrichiens défendait en France, sous l'Occupation, une position internationaliste face à la Résistance et à la Seconde Guerre mondiale impérialiste, tout comme l'Union communiste du groupe Barta, lointain ancêtre de Lutte Ouvrière. Ceux qui désirent en connaître davantage sur les RKD et la vie passionnante de son principal animateur (Georg Scheuer) pourront lire *Seuls les fous n'ont pas peur. Scènes de la guerre de trente ans (1915-1945)* paru aux éditions Syllepse. Ce livre est malheureusement assez discret sur les positions politiques de l'auteur pendant la Seconde Guerre mondiale, mais l'ouvrage est par ailleurs excellent. Le tract reproduit aux pages précédentes exprime assez bien le meilleur (l'internationalisme) et le pire (la sous-estimation de l'antisémitisme) des analyses marxistes de la question juive.

1. La question juive n'existerait pas. Alors pourquoi pose-t-elle tant de problèmes ? Pourquoi écrire un tract en direction des ouvriers juifs, si le terme «juifs» est en quelque sorte secondaire ?

2) Les Juifs ont droit à un État mais seulement un État ouvrier. Proposition absurde. Soit on pense qu'il s'agit d'un peuple ayant le droit de vivre sur un territoire séparé (cf. l'attitude marxiste classique sur les mouvements de libération nationale) selon son propre choix, soit on pense qu'ils doivent faire la révolution avec tous les prolétaires de la région, à ce moment pourquoi parler d'État ouvrier juif ? Autant parler de révolution socialiste moyen-orientale !

En fait, ce qui sous-tend cette position c'est que désormais (depuis 1914, ou en tout cas depuis la crise de 1929) plus aucune lutte nationale ne serait possible ou du moins ne pourrait avoir un rôle positif dans le développement du capitalisme et de son fossoyeur : la classe ouvrière. Il est impossible d'aborder cette question complexe ici. Notons seulement que l'Histoire a démenti ceux qui pensaient qu'un État juif était impossible (qu'il soit viable est une autre affaire) aussi bien que ceux qui jugeaient impossible que le capitalisme se développe de façon significative en dehors des grandes métropoles impérialistes.

3) Ce texte lie l'antisémitisme à la question de l'impérialisme comme si l'antisémitisme ne lui était pas antérieur de près de vingt siècles.

4) Ce texte promet, implicitement, comme tous les textes d'extrême et d'ultragauche, que sous le communisme tout sera rose, les préjugés racistes et nationaux et leurs conséquences violentes n'auront plus cours. Au nom d'un avenir hypothétique (Karl Marx a écrit *La question juive* il y a 160 ans!!!), les Juifs devraient

tranquillement attendre que l'Humanité (puisque la révolution ne peut être que mondiale) abandonne (par quel miracle ? ce n'est jamais expliqué) ses préjugés et haines racistes.

Enfin ce texte contient un certain nombre de formulations très ambiguës sur les capitalistes juifs, les Juifs qui collaborent avec la Gestapo, etc., qui doivent être prises avec des pincettes, même s'ils correspondent à des réalités très minoritaires (Combien de Français, nullement menacés personnellement, ont-ils collaboré et dénoncé des Juifs et des résistants ?) Un tel tract dans un pays qui a voté des lois antisémites dont certaines sont encore plus dures que les lois nazies, et qui vit sous l'occupation d'une armée dirigée par des nazis était particulièrement maladroit.

Sa reproduction aujourd'hui dans des revues comme *Tempus Fugit* ou *Discontinuité* pose problème car ces publications ne restituent pas le contexte dans lequel ces textes ont été écrits et les motivations de leurs auteurs, qui n'étaient absolument pas antisémites même s'ils étaient profondément hostiles à la religion juive et au sionisme.

On risque alors de voir dans ces tracts écrits par des militants insoupçonnables et courageux une espèce de vérité éternelle qui, des pires formules de *La Question juive* de Marx à la dénonciation des «judéonazis» par le philosophe israélien Yeshahou Leibowitz aujourd'hui, permettrait à des «antisionistes» actuels de répéter inlassablement les mêmes propos violemment antijuifs sans tenir compte de leurs effets historiques et politiques. Comme si Auschwitz n'avait jamais eu lieu... et que ces gens-là n'avaient rien appris.

Y.C.

(1) Le N°1 de *Tempus Fugit*, revue apériodique (570 pages au format PDF) est disponible sur demande auprès de son animateur. Le fait de citer ici nos sources n'entraîne absolument pas que nous partagions — c'est le moins qu'on puisse dire ! — les positions de cette revue (cf. le N°4-5 de *Ni patrie ni frontières*) sur l'antisémitisme pas plus que celles de *Discontinuité* dont nous extrayons le texte qui suit.

L'Étincelle n° 6, organe de la Fédération française de la Gauche communiste

Buchenwald, Maïdanek, démagogie macabre

(juin 1945)

(Le titre de ce texte suscite à priori la répulsion mais le lecteur aurait tort de ne pas poursuivre sa lecture. Notre commentaire critique suit. *NPNF*)

Le rôle joué par les SS, les nazis, et leurs camps d'industrialisation de la mort, fut celui d'exterminer en général tous ceux qui s'opposèrent au régime fasciste et surtout les militants révolutionnaires qui ont toujours été à la pointe du combat contre la bourgeoisie capitaliste, quelque forme qu'elle prenne : autarchique, monarchique ou «démocratique», quel que soit leur chef: Hitler, Mussolini, Staline, Léopold III, Georges V, Victor-Emmanuel, Churchill, Roosevelt, Daladier ou de Gaulle.

La bourgeoisie internationale qui, lorsque la révolution d'Octobre éclata, en 1917, chercha tous les moyens possibles et imaginables pour l'écraser, qui brisa la révolution allemande en 1919 par une répression d'une sauvagerie inouïe, qui noya dans le sang l'insurrection chinoise prolétarienne; la même bourgeoisie finança en Italie la propagande fasciste, puis en Allemagne celle de Hitler; la même bourgeoisie mit au pouvoir en Allemagne celui qu'elle avait désigné comme devant être pour son compte le gendarme de l'Europe; la même bourgeoisie aujourd'hui enfin dépense des millions «pour financer le montage d'une exposition SS crimes hitlériens», les prises de vues et la présentation au public de films sur les «atrocités allemandes» (pendant que les victimes de ces atrocités continuent à mourir souvent sans soins et que les rescapés qui rentrent n'ont pas les moyens de vivre).

Cette même bourgeoisie, c'est elle qui a payé d'un côté le réarmement de l'Allemagne et de l'autre a bafoué le prolétariat en l'entraînant dans la guerre avec l'idéologie antifasciste, c'est elle qui de cette façon ayant favorisé la venue de Hitler au pouvoir s'est servie jusqu'au bout

de lui pour écraser le prolétariat allemand et l'entraîner dans la plus sanglante des guerres, dans la boucherie la plus immonde que l'on puisse concevoir.

C'est toujours cette même bourgeoisie qui envoie des représentants avec des gerbes de fleurs, s'incliner hypocritement sur les tombes des morts qu'elle a elle-même engendrées, parce qu'elle est incapable de diriger la société et que la guerre est sa seule forme de vie.

C'EST ELLE QUE NOUS ACCUSONS !

Car les millions de morts qu'elle a perpétrés dans cette guerre ne sont qu'une addition à une liste déjà bien trop longue, hélas, des martyrs de la «civilisation», de la société capitaliste en décomposition.

Les responsables des crimes hitlériens ne sont pas les Allemands qui ont les premiers, en 1934, payé par 450 000 vies humaines la répression bourgeoise hitlérienne et qui ont continué à subir cette impitoyable répression quand celle-ci se portait en même temps à l'étranger. Pas plus que les Français, les Anglais, les Américains, les Russes, les Chinois ne sont responsables des horreurs de la guerre, qu'ils n'ont pas voulue et que leurs bourgeoisies leur ont imposée.

Par contre, les millions d'hommes et de femmes qui sont morts à petit feu dans les camps de concentration nazis, qui ont été sauvagement torturés et dont les corps pourrissent quelque part, qui ont été frappés pendant cette guerre en combattant, ou surpris dans un bombardement «libérateur», les millions de cadavres mutilés, amputés, déchiquetés, défigurés, enfouis sous la terre ou pourrissant au soleil, les millions de corps, soldats, femmes, vieillards, enfants,

ces millions de morts réclament vengeance...

...et ils réclament vengeance non sur le peuple allemand qui, lui, continue à payer, mais sur cette infâme bourgeoisie sans scrupules qui, elle, n'a pas payé mais profité et qui continue à narguer les esclaves qui ont faim, avec leurs mines de porcs à l'engrais.

La seule position pour le prolétariat n'est pas de répondre aux appels démagogiques tendant à continuer et à accentuer le chauvinisme au travers des comités antifascistes, mais la lutte directe de classe pour la défense de leurs intérêts, leur droit à la vie, lutte de chaque jour, de chaque instant jusqu'à la destruction du régime monstrueux du capitalisme.

L'Étincelle n° 6, juin 1945, organe de la Fédération française de la Gauche communiste

(Texte reproduit dans la revue *Discontinuité*.)

Commentaire

Malgré son titre provocateur, cet article n'est pas un texte négationniste ni antisémite. On notera qu'il refuse de prendre en compte la spécificité de l'Holocauste, comme le feront l'immense majorité des marxistes pendant des années et pour certains jusqu'à aujourd'hui. Il a cependant l'avantage de restituer assez bien le point essentiel de l'argumentation ultragauche si souvent calomniée, présentée comme négationniste ou antisémite. Loin de nier la réalité du génocide, cet article dénonce clairement la barbarie nazie mais refuse d'oublier les bombardements de populations civiles en Allemagne, les massacres de Sétif, etc.

Ce type d'argumentation a certes été repris par l'avocat de Klaus Barbie pour exonérer le criminel nazi de ses responsabilités. Il doit donc être manié avec beaucoup de précautions, en dénonçant à chaque fois l'antisémitisme et ses effets criminels. C'est d'autant plus nécessaire que nous vivons dans une époque de confusion idéologique totale où tous les crimes de masse et les génocides sont mis sur le même plan, pour mieux en relativiser l'importance, en absoudre les responsables, et prôner une sorte de fatalisme face au «loup» que serait l'homme pour ses congénères. Ou alors, comme dans le cas du si mal nommé «devoir de mémoire» instauré dans les écoles françaises, pour privilégier le passé d'une communauté martyre (la communauté juive) au détriment d'autres communautés, dont les ressortissants ou les lointains descendants, blessés, se sentent alors le droit de nier l'importance du génocide des Juifs puisque l'École laïque et républicaine se refuse à accorder de l'importance à la décimation des populations africaines par la traite transatlantique ou aux innombrables massacres colonialistes commis, entre autres, par l'armée française.

Dans le cas de la minuscule Fraction de la gauche communiste qui signe ce tract, son objectif n'est pas d'absoudre ou de blanchir le nazisme ou Hitler, ni de délivrer un message pessimiste sur la nature humaine comme le prétend l'inénarrable «historien» Bourseiller dans sa calamiteuse *Histoire de l'ultragauche*. Son but est d'affirmer, dans l'euphorie de la Libération, que les démocraties commettront de nouveaux crimes, tant que le capitalisme se perpétuera. Et depuis cinquante ans, cet avertissement s'est malheureusement vérifié jusqu'à la nausée: des bombes atomiques américaines contre Hiroshima et Nagasaki à l'aide apportée aux génociteurs rwandais par la France socialiste. Que cette barbarie soit, depuis quelques dizaines d'années réservée principalement aux peuples non européens ne change rien au problème.

Y.C.

Sean Matgamma
(Alliance for Workers Liberty)

De Trotsky au «trotskysme des imbéciles»

Ce texte suggère une lecture de Trotsky totalement différente des interprétations d'Ariane Clemesha ou de Savas Michael-Matsas présentées dans ce livre. Les positions hétérodoxes – du moins sur ce point – de l'Alliance for Workers Liberty ne sont généralement partagées ni par les trotskystes, ni par la plupart des anarchistes, ni bien sûr par ce qu'il est convenu d'appeler l'«ultragauche». Ce texte a été publié dans *Workers Liberty* n° 31, puis un peu remanié en 2002 sous le titre «Le marxisme et la question juive» dans une brochure de l'AWL: «Deux nations, deux États. Les révolutionnaires et Israël/Palestine». Nous avons choisi de donner à cet article un titre légèrement provocateur, mais qui ne trahit pas, du moins à notre avis, la pensée de l'auteur puisqu'il utilise lui-même l'expression «trotskysme des imbéciles». (*NPNF*)

I

«La révolution socialiste représente la seule solution réaliste de la question juive. Si les ouvriers et paysans juifs réclamaient un État indépendant, très bien, mais je remarque qu'ils ne l'ont pas obtenu de la Grande-Bretagne. Cependant, s'ils le veulent, le prolétariat le leur donnera. Nous n'y sommes pas favorables, mais seule la classe ouvrière victorieuse peut le leur accorder.»

Léon Trotsky, 15 juin 1940 (*Writings*, 1939-40, p. 287)

Les rapports entre les Juifs et le trotskysme ne manquent pas d'une certaine ironie. Le trotskysme, du moins la majorité de ses mutations post-trotskystes, défend un «antisionisme» qui en pratique se traduit par une hostilité générale à l'égard de la plupart des Juifs vivant sur cette terre. Or, les militants d'origine juive ont joué un rôle très important, qualitatif et quantitatif, dans le mouvement trotskyste, à l'époque de Trotsky mais aussi par la suite.

Il ne s'agit pas d'un mythe inventé par la droite, mais de l'absolue vérité: les Juifs ont tenu une place importante dans les mouvements socialiste et communiste. Lénine a évoqué la splendide fonction d'avant-garde qu'ont assumée les Juifs dans notre mouvement. Au début du XX^e siècle, Karl Kautsky s'est un jour cérémonieusement adressé à un petit journal socialiste paraissant en yiddish en Grande-Bretagne. Il voulait encourager les Juifs socialistes de ce pays à apporter la théorie socialiste, la détermination révolutionnaire et une perspective internationaliste au mouvement ouvrier britannique – à être le levain du mouvement ouvrier, rôle qu'ils ont effectivement souvent tenu. Cette situation particulière ne provenait d'aucune caractéristique génétique spéciale chez les Juifs, mais de leurs expériences historiques et sociales.

Au cours de la première moitié du XX^e siècle, les ouvriers juifs vivaient dans un monde qui stigmatisait, persécutait tous les Juifs. La culture chrétienne dominante les fustigeait, en des termes racistes séculaires, comme des déicides, des individus maudits qui avaient rejeté puis crucifié le Christ. La nouvelle culture nationaliste qui imprégna de plus en plus les nations européennes en crise, avant et après la Première Guerre mondiale, les dénonçait comme des «étrangers» ou des «apatrides». Et la sous-culture raciste occidentale les considérait comme une vermine humaine digne seulement d'être extirpée.

Pendant des décennies, harcèlement et persécutions se poursuivirent, tantôt diminuant, tantôt s'intensifiant, jusqu'à atteindre la folie paroxystique de l'Holocauste, au cours duquel six millions de Juifs (les deux tiers des Juifs d'Europe) furent systématiquement massacrés dans des usines spécialement conçues pour l'extermination massive d'êtres humains.

De nombreux Juifs eurent alors le privilège – qu'ils payèrent très cher – de voir la totalité des facettes du capitalisme. Ils découvrirent sa sauvagerie, sa brutalité, son cannibalisme, une fois que le capitalisme eût ôté les masques successifs de civilisation recouvrant habituellement son visage. Les Juifs constituèrent donc naturellement une partie significative de l'armée socialiste lorsque la classe ouvrière rassembla ses forces pour tenter de refaire le monde et de créer une civilisation qui ne connaîtrait plus d'oppression fondée sur la domination d'une classe, d'une race ou d'une nation.

Si certains Juifs devinrent des révolutionnaires, d'autres prirent le chemin du nationalisme et tentèrent de reconstruire une nation juive en Palestine, région où, au début du XX^e siècle, les Juifs autochtones ne constituaient alors qu'une petite communauté. Certains nationalistes – les plus efficaces, en fait – étaient aussi des révolutionnaires socialistes. La rivalité entre les socialistes juifs «assimilationnistes» et les sionistes était souvent aiguë, mais la diabolisation du sionisme qui caractérise la plupart des courants trotskystes actuels n'avait pas cours à cette époque. Les sionistes

combattirent aux côtés de l'Armée rouge pour défendre la république ouvrière après la révolution russe de 1917.

En Palestine, le minuscule Parti communiste émergea d'un groupe sioniste de gauche: le Poale Sion. Le PC prônait la révolution socialiste internationale comme seul moyen de sauver les Juifs et combattait le projet sioniste. Néanmoins, les communistes de Palestine avaient une approche très différente de la diabolisation du sionisme qui caractérisera plus tard la gauche radicale. Les Juifs, quel que soit leur nombre, avaient-ils le droit de venir s'installer en Palestine ? Bien sûr, répondaient l'Internationale communiste et le Parti communiste de Palestine qui prônaient l'unité judéo-arabe et la lutte contre l'impérialisme britannique.

Le virage vers «l'antisionisme» de la gauche radicale moderne a accompagné la stalinisation de l'Internationale communiste. Lorsque, en 1929, les chauvinistes arabes palestiniens s'attaquèrent massivement aux Juifs – massacrant, par exemple, tous les professeurs et les élèves d'un collège religieux juif à Hébron – le Parti communiste de Palestine dénonça d'abord ces crimes comme des pogroms, comme le firent la presse russe et celle du Comintern. Puis les dirigeants staliniens de l'Internationale communiste décidèrent qu'il s'agissait d'un «soulèvement anti-impérialiste» et telle devint la «ligne» du Comintern.

En fait, à l'époque les Arabes avançaient souvent le slogan: «Les Britanniques sont avec nous!» (La Grande-Bretagne administrait alors la Palestine et les forces britanniques s'étaient affrontées aux Juifs.). Mais les staliniens venaient d'entamer un tournant politique, celui de la «troisième période» et présentaient tout événement (y compris les pogroms) comme la preuve de l'imminence de la révolution.

Après 1930, le Comintern «arabisa» le PC. Les Arabes furent promus à la direction du Parti et la majorité des membres (juifs) devinrent des membres de second rang. Rompant avec la politique initiale de la Troisième internationale, le PC s'opposa vivement à l'immigration juive. Les réfugiés allemands qui fuyaient Hitler étaient accueillis, dès leur descente du bateau, par des militants communistes juifs qui leur distribuaient des tracts et les incitaient – en allemand – à rentrer chez eux !

En 1936, un mouvement nationaliste arabe important se manifesta en Syrie et en Palestine, cette fois avec un certain contenu anti-impérialiste, mais en Palestine il reposait surtout sur des pogroms contre des civils juifs. Cela n'empêcha pas le PC de participer activement à cette campagne.

Il demanda même à ses militants juifs de poser des bombes chez des Juifs. Par exemple, de jeunes communistes juifs reçurent l'ordre de faire sauter le quartier général des syndicats: la Histadrouth, comme le découvrit le militant communiste américain Malech Epstein lors de son séjour en Palestine.

Du vivant de Trotsky, ses partisans refusèrent toujours de suivre la politique des staliniens sur cette question. Ils rejetèrent les analyses fantaisistes et malsaines de 1929 (par exemple, dans un article de Max Schachtman, *The Militant*, octobre 1929). A propos des événements de 1936, les trotskystes ne prétendirent pas qu'il s'agissait d'un mouvement purement anti-impérialiste, ni que le chauvinisme arabomusulman contre les Juifs palestiniens contenait le moindre élément «progressiste». Lorsque Epstein rompit avec le PC américain, *The Militant* raconta ce qu'il avait vu en Palestine et notamment comment le Parti communiste coopérait avec les nationalistes arabes pour préparer des attentats terroristes contre des Juifs – preuve de la dégénérescence du stalinisme.

La position des trotskystes américains convergeait avec celle de Trotsky lui-même. Durant les années 30, Trotsky défendit la position initiale de l'Internationale communiste: soutien aux droits des Juifs, y compris le droit d'immigrer en Palestine, et rejet du projet sioniste. D'autre part, il était parfaitement conscient que le monde s'avérait de plus en plus meurtrier pour les Juifs et cela ne le laissait pas indifférent.

Trotsky naquit en octobre 1879 et fut assassiné par un agent stalinien en août 1940. Sa vie couvre donc une période qui va de l'essor des pogroms en Russie (1881) à la veille du commencement de l'Holocauste. Juif ukrainien, Trotsky assista à la migration de millions de Juifs, poussés vers l'ouest par les pogroms russes, à travers l'Europe, en direction des États-Unis. Il assista aussi à l'éveil de la conscience juive en Europe à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle.

Toujours opposé au sionisme, il affirma, dès les années 30, que la Palestine pourrait devenir un gigantesque ghetto dans lequel les Juifs qui s'y réfugierait risqueraient d'être piégés et massacrés.

Cependant il est évident, si l'on consulte ses écrits des années 30, que l'expérience de l'antisémitisme au XX^e siècle, non seulement dans l'Allemagne nazie et en Pologne, mais aussi en URSS sous Staline, changea radicalement ses conceptions.

A la fin de sa vie, Trotsky en était venu à penser que les persécutions contre les Juifs et leurs effets sur la conscience du peuple juif rendaient inévitable la création d'une sorte d'État juif. Il rejetait avec raison l'idée que le programme des sionistes en Palestine puisse fournir un refuge immédiat aux Juifs fuyant l'hitlérisme. Pour lui, il n'y avait qu'une seule solution immédiate: la révolution socialiste. Mais il considérait avec une sympathie croissante la revendication d'un État juif séparé. Il déclara à plusieurs reprises que, après la révolution socialiste, les Juifs devraient avoir un État à eux – s'ils le souhaitaient encore. Et il est évident qu'il pensait que les Juifs le voudraient.

En 1932-33, Trotsky discuta du «problème juif» avec *Class Struggle*, une publication marxiste américaine. A la question: «Quelle est ton attitude vis-à-vis de la Palestine comme possible “patrie” juive et plus généralement vis-à-vis d’une terre pour les Juifs ? Ne crois-tu pas que l’antisémitisme du fascisme allemand oblige les communistes à adopter une attitude différente vis-à-vis de la question juive?» Trotsky répondit: «J’ignore si les Juifs formeront de nouveau une nation. Cependant, je suis absolument convaincu que les conditions matérielles pour que le peuple juif constitue une nation indépendante ne seront réunies qu’après une révolution prolétarienne. Sur cette planète, aucun peuple ne possède davantage de droits à une terre qu’un autre.

» L’établissement d’une base territoriale pour le peuple juif en Palestine, ou dans n’importe quel autre pays, n’est concevable que s’il s’accompagne de la migration d’importantes masses humaines. Seul le triomphe du socialisme pourra entreprendre de telles tâches. On peut prévoir que cela prendra soit la forme d’un accord mutuel, soit qu’il faudra qu’une sorte de tribunal prolétarien international étudie cette question et la résolve.»

Dans le contexte des débats de cette époque, la déclaration de Trotsky («aucun peuple ne possède davantage de droits à une terre qu’un autre») exprimait, à mon avis, un soutien total à la politique traditionnelle de l’Internationale communiste qui défendait le droit des Juifs à émigrer en Palestine, contrairement à la nouvelle ligne adoptée par le Comintern après 1929.

Dans une interview de 1937, Trotsky expliqua: «Durant ma jeunesse, j’inclinai plutôt à penser que les Juifs de différents pays seraient assimilés et que la question juive disparaîtrait d’une façon quasi automatique.

» L’évolution historique durant le dernier quart de siècle n’a pas confirmé cette perspective. La décadence du capitalisme a partout accru et exacerbé le nationalisme, dont l’antisémitisme est l’un des éléments. La question juive a pris sa dimension la plus aiguë dans le pays capitaliste le plus développé d’Europe: l’Allemagne.

» D’un autre côté, les Juifs de différents pays ont créé leur presse et développé le yiddish comme un instrument adapté à la culture moderne. On doit donc admettre que la nation juive se maintiendra encore pendant toute une période.

» En principe, une nation ne peut exister sans un territoire commun. Le sionisme est né de cette idée. Mais les événements nous confirment chaque jour que le sionisme est incapable de résoudre la question juive. Le conflit entre les Arabes et les Juifs en Palestine prend un tour de plus en plus tragique et menaçant.

» Je ne crois pas du tout que la question juive puisse être résolue dans le cadre du capitalisme pourrissant et sous le contrôle de l’impérialisme britannique.

» – Comment le socialisme pourra-t-il résoudre ce problème, me demanderas-tu ? Sur ce point je ne peux t'offrir que des hypothèses.

» Lorsque le socialisme dominera la planète, ou en tout cas ses régions les plus importantes, il disposera de ressources inimaginables dans tous les domaines. L'histoire humaine a vu se dérouler d'énormes migrations dans des périodes de barbarie. Le socialisme ouvrira la possibilité de telles migrations, mais sur la base de la technique et de la culture les plus développées.

» Il ne s'agira évidemment pas de déplacements forcés (on ne créera pas de nouveaux ghettos pour certaines nationalités) mais de déplacements librement consentis, ou plutôt exigés par certaines nations – ou parties de ces nations.

» Les Juifs dispersés qui voudraient se rassembler pour former une même communauté trouveront suffisamment de régions riches et étendues sur cette terre pour s'y installer. Et la même possibilité sera offerte aux Arabes, ainsi qu'à toutes les nations éparpillées.»

Malheureusement, le conflit tragique entre les Arabes et les Juifs en Palestine ne fut pas arbitré par un tribunal révolutionnaire prolétarien bienveillant mais par les Nations unies, créées par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

Et ce conflit s'approfondira à travers une série de guerres judéo-arabes.

Dans un article du 22 février 1937 sur l'antisémitisme dans l'URSS de Staline, Trotsky développa sa nouvelle analyse de la question juive à la lumière des événements du premier tiers du XX^e siècle. Il y évoque une future version socialiste des «méthodes sionistes pour résoudre la question juive», «méthodes qui sous le capitalisme décadent ont un caractère utopique et réactionnaire».

«N'avons-nous pas raison de dire qu'une fédération socialiste mondiale devrait rendre possible la création d'un "Birobidjan" (l'équivalent d'une république autonome juive officielle, mais fantôme, en URSS, *S.M.*) pour les Juifs qui souhaiteraient avoir leur propre république autonome afin d'y développer leur culture ?»

Les stalinien (puis les «trotskystes» après la mort de Trotsky) ont inventé l'un des raisonnements les plus stupides et les plus néfastes à propos du sionisme: puisque celui-ci se proposait de créer un État-nation juif, il aurait donc «capitulé» devant les nazis et l'antisémitisme. Si c'est le cas, alors Trotsky lui-même fut coupable d'une telle «capitulation».

Bien sûr, il est impossible de savoir en détail ce qu'aurait dit Trotsky en 1948 face à la création de l'État juif. Il est clair cependant que, dans son esprit, il n'y aurait eu aucune place pour la démonologie antisioniste et les pseudo-théories d'un complot international, thèses si répandues dans la gauche révolutionnaire aujourd'hui.

L'utilisation très vague du terme nation par Trotsky, pour décrire les Juifs éparpillés dans le monde entier, s'explique peut-être par le

fait qu'il avait inconsciemment accepté la nécessité d'une solution territoriale au problème de ce peuple «sans terre» – idée qu'il avait ridiculisée et combattue pendant la plus grande partie de sa vie comme une utopie réactionnaire. A la fin des années 30, Trotsky maintient qu'il s'agit d'une utopie réactionnaire et d'un mirage sous sa forme sioniste bourgeoise.

Néanmoins, il n'y oppose plus désormais la solution de l'assimilation, mais une version socialiste de la solution territoriale sioniste fondée sur la création d'un État.

Qu'est-ce qui fait dire à Trotsky que le projet sioniste est utopique et réactionnaire ? Les méthodes qui découlent inévitablement du fait que ce projet se réalise sous le capitalisme et sous la domination britannique en Palestine. Pour Trotsky, le renversement du capitalisme est une urgence absolue, pas le fait de trouver un coin tranquille où rassembler les Juifs et y construire une nation. Avec une tragique lucidité, il affirme qu'une telle démarche ne pourra sauver les Juifs à temps. Après la révolution socialiste, cependant, le peuple juif aura besoin d'une sorte de «Birobidjan» et ce territoire lui sera accordé parce qu'il n'est plus raisonnable de considérer l'assimilation comme la seule solution, ou de se contenter de manifester son soutien et sa sympathie envers les Juifs qui ne croient pas à l'assimilation. Trotsky termine son article de février 1937 par cette phrase: «Comment un marxiste, ou même un démocrate conséquent, pourrait-il s'y opposer ?»

A gauche, ce ne sont pas des marxistes ni des démocrates conséquents qui s'y opposèrent mais les staliniens et, après la mort de Trotsky, des «trotskystes». Inspirés par leur zèle anti-impérialiste incohérent, ces derniers développèrent une argumentation idéologique inspirée par la politique stalinienne sur cette question.

III

Les ouvriers révolutionnaires subirent défaite sur défaite au cours des années 30 en URSS, en Allemagne, en Autriche, en France et en Espagne. La révolution socialiste ne se produisit pas, et ne put donc empêcher ni le massacre des Juifs en Europe, ni les 60 millions de morts durant la Seconde Guerre mondiale, ni l'éclatement et la partition de l'Allemagne, ni l'expulsion de 13 millions d'Allemands de l'Europe orientale. Elle ne put empêcher les bombardements atomiques contre le Japon, ni l'extension du totalitarisme stalinien à 90 millions de personnes supplémentaires, en Europe de l'Est.

Et l'histoire ne s'arrêta pas là. Les sionistes poursuivirent leur projet et construisirent l'État d'Israël dans le cadre d'un conflit tragique avec les Arabes palestiniens.

La réalisation de la solution «utopique réactionnaire» à la question juive fut accélérée par les événements de la Seconde Guerre

mondiale. Si Trotsky finit par reconnaître, avec réticence, que les Juifs avaient besoin d'un territoire national pour tenter de résoudre la question juive, l'immense majorité des Juifs ressentirent désormais ce besoin comme une nécessité vitale.

Et cette solution ne fut pas adoptée après une révolution ouvrière mondiale, dans le cadre d'un monde socialiste bienveillant, mais dans un monde dominé par l'impérialisme et le stalinisme, dans le cadre d'un conflit communautaire et national très violent, d'une alliance des sionistes avec le Kremlin d'abord, les États-Unis ensuite.

L'État juif naquit dans un monde capitaliste sans pitié. Et en Palestine les Juifs de Palestine ne furent pas les principaux responsables de cette situation. En 1948, le territoire alloué aux Juifs par les Nations unies fut attaqué par les armées des États arabes environnants, forces militaires placées sous le contrôle d'officiers détachés de l'armée impérialiste britannique.

Si les Juifs avaient perdu cette guerre, ils auraient été massacrés, expulsés, ou placés sous la protection d'une Grande-Bretagne revenue «garantir la paix». Ils la gagnèrent et 750 000 Arabes Palestiniens s'enfuirent ou furent expulsés. Environ 600 000 Juifs furent chassés des pays arabes dans les années suivantes et ils purent s'intégrer en Israël, contrairement aux Arabes palestiniens qui, eux, durent végéter dans des camps de réfugiés. Certains États arabes leur interdirent même de travailler.

Tel fut le déroulement des faits dans un monde dominé par le capitalisme et le stalinisme.

IV

Sur cette question, comme sur beaucoup d'autres, les prétendus disciples de Trotsky ne poursuivirent pas le cours de ses réflexions après sa mort. Dans les années 40, ils s'enfermèrent dans une vision du monde fort semblable à celle de la «troisième période» (1929-1933) stalinienne: la révolution socialiste mondiale était imminente, et tout événement devait être interprété dans le cadre de ce schéma. Et l'essor du nationalisme arabe, de la «révolution arabe», faisait partie de cette grande vague révolutionnaire et anti-impérialiste.

Dans les années 40, les trotskystes, notamment Tony Cliff (futur dirigeant et théoricien du SWP britannique, décédé en 2002, *NdT*) déclarèrent qu'il n'y avait qu'une seule solution: soutenir la «révolution arabe» contre les Juifs de Palestine/Israël, car sinon ces derniers ne pourraient s'«intégrer» dans ce «secteur de la révolution mondiale». Quelques désaccords se manifestèrent cependant. Certains trotskystes français soutinrent les guérillas sionistes contre la Grande-Bretagne. Le groupe de Schachtman (le Workers Party des États-Unis) résista aux illusions type «troisième période»; il refusa de croire que l'expansion du stalinisme constituait une variante «déformée» de la révolution socialiste et il rejeta le chauvinisme arabe

par procuration des «trotskystes orthodoxes». Le noyau groupé autour d'Ernest Mandel et de Michel Pablo, à la tête des trotskystes orthodoxes, prit position pour que les Juifs trouvent leur place à l'intérieur d'une fédération du Moyen-Orient.

Mais globalement les trotskystes se montrèrent de plus en plus partiaux en faveur des Arabes et contre les Juifs, diabolisant complètement Israël et le sionisme. Ils adoptèrent par procuration le nationalisme arabe (1).

Dans les années 40, le «panarabisme» des «trotskystes orthodoxes» n'était pas encore franc et massif – ils ne soutinrent pas les Arabes durant la guerre de 1948 – mais la plupart d'entre eux changèrent de position après la guerre des Six-Jours, en 1967. Durant les dix-neuf années précédentes les trotskystes avaient *de facto* accepté le droit d'Israël à exister. Après la Guerre des Six-Jours, Israël devint un pouvoir colonial qui régna de façon souvent brutale sur une importante population arabe, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. A cette époque il existait un grand mouvement anti-impérialiste, notamment contre la guerre du Vietnam. La plupart des «trotskystes orthodoxes» dérivèrent vers un «antisionisme» viscéral – revenant à la politique stalinienne adoptée sur cette question après 1929.

Et ils firent même pire. Le sens même de leur antisionisme changea: auparavant ils prônaient l'unité entre les classes ouvrières juive et arabe tout en s'opposant au projet sioniste d'un État juif; désormais ils souhaitèrent la destruction de l'État juif existant au nom de la «libération» arabe ou palestinienne. L'antisionisme soutint les régimes meurtriers et répressifs des États arabes contre Israël. Le mouvement «trotskyste» dérivait vers des positions très éloignées même de celles qu'il défendait durant les années 40. Comme l'a dit quelqu'un à propos des étiquettes religieuses: les sectes changent plus volontiers de doctrine que de nom.

Le «sionisme» – ce terme désigne aujourd'hui toute position politique hostile à la destruction d'Israël – en est venu à susciter la même haine que le «racisme» et le «fascisme». Israël (le «sionisme») est devenu l'incarnation parfaite de l'impérialisme.

On ne tient plus compte de la réalité historique. Tel un gourdin, l'«antisionisme» sert à intimider et stigmatiser ses interlocuteurs, à empêcher toute réflexion sur cette question.

V

Les horreurs du nazisme ont poussé la majorité des Juifs survivants à soutenir le projet sioniste. Mais, après la création d'Israël, les groupes pseudo-radicaux se sont mis à décrire les sionistes comme de puissants conspirateurs qui contrôlèrent le monde, et l'auraient même contrôlé du temps de Hitler, ce qui les rendrait coresponsables

de l'Holocauste. L'idée d'une conspiration nazi-sioniste est apparue en Union soviétique pendant les dernières années du règne de Staline, mais durant les années 70 la diffusion de cette thèse a été reprise par la plupart des prétendus disciples de Trotsky.

Il est difficile d'imaginer une version plus démente du mythe antisémite pluricentenaire du «complot juif mondial» que celui de la manipulation de l'Holocauste et même de Hitler par les sionistes, manipulation qui se serait déroulée pendant que les nazis tuaient 6 millions de Juifs ! Si l'on voulait pousser jusqu'au bout la prétendue «logique» de ce type de raisonnement, il faudrait expliquer que Hitler a été l'instrument inconscient d'un «complot» juif ! De telles idées, à demi dissimulées mais souvent implicites, sont néanmoins des articles de foi dans de larges couches du mouvement trotskyste. Elles sont exposées sous une forme érudite, bien que totalement folle, dans les livres de Lenni Brenner et *Perdition* de Jim Allen (la version imprimée de cette pièce a été totalement expurgée).

Le dirigeant socialiste allemand August Bebel a un jour comparé l'antisémitisme de gauche à un «socialisme des imbéciles». Une grande partie du mouvement trotskyste est tombée dans un antisionisme qui s'assimile à un «anti-impérialisme des imbéciles» et à l'antisémitisme. Bien sûr, *le mouvement trotskyste n'est pas raciste*, mais il exprime une hostilité systématique vis-à-vis de la plupart des Juifs vivant sur cette planète et pour lesquels l'État d'Israël joue un rôle central dans leur identité juive depuis l'Holocauste.

Tout cela n'a rien à voir avec la réflexion politique de Trotsky, ni avec l'évolution de ses positions sur la question. Nous avons affaire à un «trotskysme des imbéciles». De petits morceaux isolés de la théorie politique trotskyste sont utilisés de façon unilatérale au service d'un chauvinisme arabe par procuration.

VI

L'internationalisme est un élément essentiel du socialisme. Il est évident que les révolutionnaires sont hostiles au nationalisme israélien, et que nous condamnons le chauvinisme juif dans toutes ses manifestations. Mais le nationalisme israélien et le chauvinisme juif n'existent pas dans le vide. Ils font partie d'un réseau de nationalismes, de chauvinismes et d'antagonismes nationaux entremêlés. Ils s'opposent à des chauvinismes arabes et musulmans qui prônent la destruction de la nation et de l'État israéliens. Toute analyse objective du nationalisme israélien doit donc intégrer le contexte régional. Les critiques et condamnations du nationalisme israélien doivent tenir compte des nationalismes arabes, et les condamner tout aussi fermement.

Cependant les trotskystes actuels ne se contentent généralement pas de critiquer, parfois à juste titre, le nationalisme et le

chauvinisme israéliens; ils prétendent que la nation juive israélienne n'aurait pas le droit d'exister, mais n'émettent aucune conclusion de ce type à propos des nationalismes et chauvinismes arabes ou palestinien.

Leur «internationalisme» fonctionne donc à deux vitesses: leur condamnation d'Israël est absolue et mortelle, tandis que leur condamnation du chauvinisme arabe (les rares fois où il se manifeste timidement) se réduit à des restrictions morales, à une série de réprimandes. Leur soutien aux droits des Arabes ou des Palestiniens, aussi nationalistes ou chauvins soient-ils, est inconditionnel. Arabes et Palestiniens constitueraient des nations légitimes alors que la nation juive serait illégitime. Au Proche et au Moyen-Orient, une fraction des nationalistes auraient des droits, tandis que l'autre fraction devrait se rendre et se soumettre devant leur nationalisme et leur chauvinisme religieux.

Pendant longtemps, l'OLP réclamait une «Palestine laïque et démocratique»: cette position a permis à l'OLP d'avoir un double langage et aux trotskystes d'accepter le programme mystificateur de l'un des nationalismes en présence.

Car le projet d'une «Palestine laïque et démocratique» n'est qu'une façon camouflée d'exiger une Palestine arabe – un État arabe dans lequel les Juifs auraient des droits religieux mais non nationaux; et la condition d'existence d'un tel État était que la nation israélienne et l'État israélien acceptent de se rendre, désarmés, à leurs ennemis.

Une telle solution étant évidemment inconcevable, il devenait donc raisonnable que les États arabes l'imposent de la seule façon possible – en conquérant Israël. La proposition raisonnable initiale («une Palestine laïque et démocratique») prétendait offrir une solution pratique équitable; elle servit en fait à justifier le soutien à des individus comme Saddam Hussein et à ses tentatives de conquérir Israël.

L'internationalisme des marxistes qui raisonnent de cette façon se réduit en fait à un ultimatum arabo-nationaliste aux Juifs israéliens: «Soyez internationalistes, acceptez d'être une minorité religieuse dans une Palestine arabe, démantelayez votre État national, sinon vous serez conquis!»

Cet internationalisme n'est pas celui de la classe ouvrière, mais un pseudo-internationalisme au service du nationalisme. Ce programme politique mystificateur implique la soumission sanglante ou la destruction d'une nation entière, et se présente sous un déguisement antinationaliste et antiraciste. Voilà à quel stade de dégénérescence politique en sont arrivés les disciples de Trotsky.

Et pour quelle raison, selon eux, les Juifs israéliens n'auraient-ils pas le droit d'être une nation? Parce que, en tant que minorité nationale dans les années 40, ils ont combattu et gagné la guerre, plutôt que de s'incliner devant le nationalisme arabe qui les aurait soumis à son joug et chassés s'il avait pu? Pourtant, aucun trotskyste

ne soutient le droit au «retour» des treize millions d'Allemands expulsés d'Europe orientale après la Seconde Guerre mondiale.

Il n'existe qu'un seul programme trotskyste pour le conflit en Israël/Palestine: l'unité des classes ouvrières juive et arabe, le droit à l'existence d'Israël, et le droit pour les Arabes palestiniens d'avoir un État indépendant là où ils constituent la majorité – en clair deux États pour deux peuples.

Les écrits de Trotsky sur la question juive nous offrent une bouffée d'air frais au milieu de l'hystérie, des fantasmes ultragauches, du chauvinisme arabe par procuration et des éléments d'antisémitisme recyclés sous la forme de l'«antisionisme», miasmes putrides que dégagent la plupart des analyses trotskystes sur cette question.

Sean Matgamma

(Traduit de l'anglais par Ni patrie ni frontières)

(La brochure qu'évoque Sean Matgamma dans cet article s'intitule en anglais *Leon Trotsky on the Jewish Question*, et a été publiée chez Pathfinder Press, New York. Elle correspond sans doute à un petit recueil paru en français sous le titre *Sur la question juive et le sionisme*, collection Classiques rouges, Maspero, 53 p., 1974, mais nous n'avons pas pu vérifier. Autre piste possible: les *Écrits* de Trotsky publiés aux EDI et disponibles notamment à la librairie La Brèche, 20 rue Taine, 75012 Paris ou le site marxists.org qui met progressivement en ligne les œuvres complètes de Lev Davidovitch Bronstein. *NdT.*)

(1). On peut trouver un étonnant exemple de cette position dans une petite brochure publiée lors de la crise de Suez, en 1956, quand Israël, la Grande-Bretagne et la France envahirent l'Égypte. Cet opuscule porte le titre suivant: «Arrêtons la guerre! Bas les pattes devant le peuple arabe!» Dans un paragraphe intitulé «L'impérialisme piège les Juifs», son auteur, Gerry Healy, écrit: «Les Arabes ont instinctivement peur d'Israël parce qu'ils sentent que cet État capitaliste menace leur désir de liberté; que c'est un État capitaliste dirigé par des hommes dont l'objectif principal est de préserver le capitalisme (...). Après que le capitalisme eut forcé les Juifs à vivre dans des ghettos, et que la terreur fasciste eut commis les massacres les plus horribles, les impérialistes ont réussi en Israël à créer un État qui peut amener à un Holocauste sanglant à côté duquel les crimes de Hitler ressembleront à un bizutage.»

Et quel genre d'épreuves auraient pu faire ressembler les crimes de Hitler à «un bizutage» pour les 3 millions de Juifs vivant en Israël? Gerry Healy dirigeait à l'époque le principal groupe trotskyste britannique durant les années 50 et 60 (organisation qui devint ensuite la Socialist Labour League puis le Workers Revolutionary Party). Il militait dans le mouvement révolutionnaire depuis vingt-

cinq ans lorsqu'il écrivit ces lignes. Il s'imaginait alors que la «révolution arabe», mise en branle par l'Égypte nassérienne, posait les premiers jalons de la révolution socialiste mondiale. En 1956 Gerry Healy était un imbécile honnête mais ignorant. Il a vécu suffisamment longtemps pour vendre son organisation à la Lybie et à l'Irak, et la transformer en une officine de propagande et d'espionnage des opposants arabes et de certaines personnalités juives en Grande Bretagne. Il termina sa carrière politique en dénonçant un «complot sioniste mondial», «le réseau sioniste qui va de *Socialist Organiser* à Thatcher et Reagan» (éditorial de *Newsline* du 9 avril 1983).

* Gerry Healy utilise en anglais le mot «*tea party*» (littéralement «un thé») mais j'ai choisi de le traduire par un terme plus adapté, même s'il est aussi ridicule et ignoble, vu le contexte. Le seul avantage de cette citation est de montrer que la légèreté criminelle vis-à-vis de la prétendue «question juive» ne caractérise pas seulement «nos» radicaux (chics ou pas) de l'ultragauche française mais renvoie à l'incapacité du marxisme à démêler l'écheveau des questions nationales. (NdT)

Alliance for Workers Liberty
(Grande-Bretagne)

Comment unifier les prolétaires arabes et juifs

Pour les militants de la classe ouvrière, la question de la Palestine est déterminée par les principaux éléments suivants:

a) En 1948, des immigrés originaires d'Europe, d'Amérique et des pays arabes ont créé un nouvel État juif – Israël. Le noyau de ces immigrés était constitué par des réfugiés qui fuyaient l'antisémitisme européen, y compris par des hommes et des femmes qui avaient survécu au pire crime raciste commis jusqu'alors, le massacre hitlérien de six millions de Juifs.

L'État juif dépend fortement de subventions financières extérieures, et il joue aujourd'hui le rôle d'un État satellite de l'impérialisme américain, bien qu'il ait ses propres intérêts et des projets autonomes.

b) La majorité des Palestiniens ont été victimes de déplacements forcés. Une partie d'entre eux sont devenus des réfugiés et souvent des apatrides, en dehors de Palestine. Le reste est constitué par une minorité opprimée qui vit soit dans les frontières de l'État d'Israël avant 1967, soit sous occupation militaire israélienne en Cisjordanie et à Gaza.

c) Il existe un conflit national chronique entre le prolétariat juif israélien et le prolétariat arabe dans la région, ainsi qu'entre les travailleurs juifs et arabes en Israël et dans les Territoires occupés. Cet antagonisme paralyse la classe ouvrière dans toute la région depuis des dizaines d'années.

d) Notre tâche est d'expliquer et d'analyser ces différents facteurs. Nous devons nous demander quel programme les révolutionnaires doivent-ils proposer pour résoudre le conflit judéo-arabe en Palestine et dans la région.

Il faut rejeter

la théorie des «bonnes» et des «mauvaises» nations

Assimilant totalement le sionisme à l'impérialisme, la plus grande partie de l'extrême gauche considère le projet sioniste comme le fruit d'un «complot». La condamnation absolue du «sionisme» et des

«sionistes» implique que ces militants ne reconnaissent aucun droit aux «sionistes» en Palestine, sauf peut-être des droits individuels.

À une analyse de classe, ces courants politiques substituent donc une analyse en termes de nation et de communauté. Certes, l'extrême gauche admet généralement que les classes dirigeantes arabes ont maintes et maintes fois massacré les Palestiniens et qu'elles les condamnent délibérément à être des pions sur l'échiquier politique du Moyen-Orient, mais elle tient également les États arabes pour des forces «progressistes».

L'extrême gauche considère souvent le conflit judéo-arabe comme partie prenante d'une lutte mondiale entre les camps «progressiste» et réactionnaire, entre le bien et le mal, et elle le réduit quasiment à un conflit entre les «bons» et les «méchants» peuples.

A ce type d'analyse, nous opposons les principes marxistes fondamentaux. Les conflits de classes sont pour nous décisifs. Nous abordons toutes les questions des conflits nationaux et communautaires du point de vue de la lutte des classes et du programme prolétarien qui entend résoudre de tels conflits par la démocratie intégrale.

Une nation juive existe en Palestine

Les Arabes palestiniens sont cruellement opprimés, mais une nation juive existe en Palestine. Les Juifs israéliens ne sont pas une caste exploiteuse, comme les Blancs d'Afrique du Sud, mais une nation à part entière. La classe ouvrière israélienne est principalement juive. La plupart des Juifs israéliens habitent le pays parce qu'ils y sont nés. On ne peut leur nier ni leur droit de rester là-bas, ni leur droit de s'estimer une nation, ni le droit de cette nation à une existence nationale, c'est-à-dire à un territoire national.

Nous soutenons la lutte des Arabes palestiniens contre l'oppression et contre tout déplacement de population, mais nous nous opposons à toute atteinte, implicite ou explicite, aux droits des Juifs. Nous préconisons des compensations financières pour les Palestiniens, la division des territoires que se disputent les protagonistes du conflit, et la conciliation entre les deux peuples.

Nous soutenons la création immédiate d'un État arabe palestinien aux côtés d'un État juif-israélien (une version modifiée d'Israël).

Nous appelons à mettre fin à toute discrimination contre les Arabes vivant sous autorité israélienne. Nous exigeons l'égalité totale des droits civiques pour les Arabes palestiniens d'Israël et soutenons le droit pour les régions à majorité arabe en Israël de faire sécession.

Les militants révolutionnaires doivent aborder la question des deux points de vue en même temps, et fusionner ces deux perspectives en une seule.

Nous luttons contre le chauvinisme et l'exclusivisme national partout, que ce soit en Grande-Bretagne, en Irlande du Nord, ou en Palestine; or, les Juifs israéliens sont effectivement chauvins et

veulent bénéficier de droits exclusifs en Palestine. Nous soutenons donc tous ceux qui, en Israël, en Cisjordanie et à Gaza, luttent pour l'égalité entre Arabes et Juifs. Mais les droits des Juifs en Palestine ne peuvent être soumis à aucune condition préalable: on ne peut leur demander notamment de se débarrasser immédiatement de tout chauvinisme et de tout exclusivisme national.

Les Juifs ont droit à une portion de territoire national en Palestine parce qu'ils y habitent et que la majorité d'entre eux y sont nés. Leurs droits ne peuvent dépendre de leur conduite dans ce territoire. De même que toute nation a le droit d'exister, quelles que soient les politiques racistes ou discriminatoires de son gouvernement.

Nous affirmons le droit à l'autodétermination des Juifs israéliens; nous soutenons ceux qui, en Israël, luttent contre le chauvinisme et l'exclusivisme et pour l'égalité totale des droits des citoyens juifs et arabes; nous souhaitons que le maximum de biens et de terres soient restitués aux Arabes palestiniens, à condition que ne soient pas niés les droits des Juifs, c'est-à-dire nous soutenons leur droit à jouir d'un État palestinien indépendant. Tous ces éléments doivent être intégrés dans un point de vue cohérent, socialiste et prolétarien.

La formule d'une Palestine unie, démocratique et laïque ne marche pas

1. Nous soutenons les Palestiniens opprimés contre l'État oppresseur: Israël. Nous souhaitons une solution qui donne aux Arabes palestiniens et aux Juifs israéliens le droit à une vie nationale.

2. La proposition (avancée dans les années soixante par l'OLP et largement reprise par l'extrême gauche) d'unifier les deux nations palestiniennes, les Arabes et les Juifs, dans un État unique, laïc et démocratique, est malheureusement utopique. Une telle fédération est impossible dans l'immédiat.

3. On ne peut pas escamoter les problèmes posés par l'identité nationale, et encore moins par l'oppression nationale et les conflits nationaux. On ne peut fusionner, de façon administrative, deux nations hostiles.

Là où règne l'oppression nationale, l'exigence d'«oublier les différences nationales» est généralement une façon déguisée pour l'oppresseur de faire valoir sa volonté. Dans un futur proche, une Palestine unie qui se créerait sans intervention extérieure serait un État dans lequel les Juifs israéliens opprimeraient les Arabes palestiniens: en clair, un Grand Israël.

Inversement, les amis des Palestiniens qui proposent une «Palestine laïque et démocratique» souhaitent en réalité que les États arabes conquièrent les territoires où habitent actuellement les Juifs israéliens. Quelle que soit la sincérité des partisans de ce slogan mis en avant par la propagande nationaliste arabe, son application ne représenterait pas une solution démocratique.

Elle n'aboutirait, au mieux, qu'à inverser la situation actuelle, à transformer les Juifs israéliens d'opresseurs en opprimés.

La revendication d'une «Palestine laïque et démocratique» ne répond pas au problème national immédiat. Elle représente une perspective souhaitable, dans un avenir forcément lointain, lorsque la question nationale aura commencé à disparaître, car elle aura été résolue par d'autres moyens, quand les préjugés nationaux et les identités nationales auront commencé à disparaître définitivement.

En ce qui concerne l'oppression dont sont actuellement victimes les Palestiniens, ce slogan ne leur propose aucune perspective progressiste. Dans sa version utopique, il leur demande de rejeter tous leurs préjugés nationaux, et ensuite de convaincre leurs oppresseurs de faire la même chose.

Dans sa version nationaliste arabe, il leur propose, en termes codés, d'attendre l'élimination des Juifs israéliens par les États arabes.

La Cisjordanie, la Bande de Gaza et les Arabes en Israël

4. Dans l'immédiat, nous exigeons la création d'un État palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza, en conformité avec le droit à l'autodétermination du peuple de ces territoires.

5. Un «mini-État» en Cisjordanie et à Gaza pourrait certes alléger un peu la situation, mais le conflit national entre les Arabes palestiniens et les Juifs israéliens perdurerait. La solution définitive de ce conflit exige un programme de bien plus grande envergure.

Pour un territoire national abritant quatre millions et demi de Palestiniens, la grandeur et les ressources de ces zones situées aux marges de l'État israélien sont très limitées. Elles ne peuvent offrir aux Palestiniens une patrie aux dimensions suffisantes.

6. En même temps, 600 à 700 000 Arabes continueraient à vivre sous la férule de l'État israélien. Les Arabes israéliens estiment – avec raison – qu'ils appartiennent à la nation arabe palestinienne. Ils pensent qu'ils ont des droits dans les zones où ils habitent (et ont habité depuis des siècles), et que le territoire d'Israël ne peut être la propriété exclusive des Juifs. La question des Arabes israéliens n'est pas une question séparée qui ne concernerait qu'une «minorité»; elle fait partie intégrante du conflit judéo-arabe global.

Les zones majoritairement arabes d'Israël doivent donc pouvoir se séparer d'Israël et se joindre à un État arabe palestinien.

Plus d'un million de Palestiniens vivent en Jordanie, où ils forment au moins la moitié de la population. Ils sont soumis à l'autorité d'une monarchie artificiellement créée par l'impérialisme britannique, puis soutenue militairement et financièrement par la Grande-Bretagne, les États-Unis et les pétro-monarchies.

Nous prônons le renversement de la monarchie jordanienne et la création d'une fédération, ou bien la fusion, entre le mini-État palestinien et une Jordanie démocratique.

Une fédération socialiste

7. S'il est possible de l'instaurer, une relation fédérale (forcément symbolique au départ) entre un État arabe palestinien et un Israël modifié – ou une fédération plus large – fondée sur des accords garantissant les droits de la minorité et des travailleurs arabes en Israël, serait une meilleure solution qu'un repartage complet.

a) Actuellement, les deux nations sont fortement entremêlées. Beaucoup d'Arabes vivent en Israël, et de nombreux habitants de Cisjordanie et de Gaza travaillent en Israël. L'intégration complète des deux nations n'est pas possible à court terme, à cause de l'hostilité entre les deux nations. Pourtant nous devons essayer de réduire au minimum la période de séparation.

b) Économiquement, nous préfererions évidemment une unité plus grande entre les deux nations. L'isolement économique actuel d'Israël par rapport aux pays voisins est irrationnel d'un point de vue économique. Il conduit Israël à dépendre politiquement des États-Unis, etc.

De façon plus générale, la division du Moyen-Orient en plusieurs États-nations, surtout de petite taille, intensifie l'étroitesse nationale et communautaire, le sous-développement économique et les risques de manipulation impérialiste.

Un État combinant la Cisjordanie et Gaza, voire un État unifiant la Cisjordanie et la Bande de Gaza avec la Jordanie (où la moitié de la population est d'origine palestinienne), serait économiquement très faible et donc forcément dépendant d'États comme Israël (principal employeur des travailleurs de la Cisjordanie et de Gaza) ou l'Arabie Saoudite (patron de l'État jordanien actuel).

Nous sommes favorables à une fédération socialiste du Moyen-Orient qui garantira l'autodétermination à toutes les minorités nationales (Juifs israéliens, Kurdes, etc.). Mais cela ne doit pas nous empêcher de soutenir la création de fédérations plus petites, comme dans le cas de la Palestine.

Sionisme et antisémitisme

Le sionisme historique, de 1897 (début du mouvement sioniste en Europe) à 1948 (création de l'État d'Israël) n'a absolument pas pris en compte les conséquences de la création d'un État juif pour le peuple arabe palestinien qui habitait déjà sur les territoires choisis pour fonder l'État juif. Ces conséquences se sont révélées catastrophiques.

Pourtant, ni le sionisme historique ni le sionisme d'aujourd'hui (l'attachement des Juifs pour Israël, quelle que soit la forme qu'il prenne) ne peuvent être identifiés au racisme. L'État d'Israël est un État qui mène une politique raciste et s'est fondé sur des institutions racistes.

Mais il n'est pas le produit, ni hier ni aujourd'hui, d'un complot raciste; il résulte plutôt des efforts du peuple juif opprimé pour se

défendre par des moyens nationalistes dans le monde de l'Holocauste, de l'impérialisme, de la guerre et des conflits nationaux.

On ne peut pas non plus tracer un trait d'égalité entre sionisme et impérialisme. Les sionistes ont créé l'État d'Israël pour des raisons qui leur étaient propres (et parfaitement compréhensibles après l'Holocauste), et grâce à leurs propres efforts.

Ils se sont alliés à l'impérialisme britannique pendant une époque, mais l'ont ensuite combattu; ils sont aujourd'hui les alliés des États-Unis, mais à l'époque de la guerre de 1948 c'est l'URSS, par l'intermédiaire de la Tchécoslovaquie, qui leur a fourni des armes.

Certains groupes d'extrême gauche, en Grande-Bretagne, ont proposé d'«interdire les organisations sionistes», mais cela reviendrait à interdire le nationalisme spontané des masses juives – et ce serait donc une position antijuive.

Au nationalisme juif israélien nous opposons l'internationalisme, au sectarisme religieux et à l'idéologie de la suprématie juive en Israël (ou dans tout autre État juif qui pourrait apparaître à la suite d'un repartage) nous opposons la démocratie.

En Israël (aujourd'hui comme demain) nous défendons:

- l'égalité totale des droits individuels pour tous et le respect des droits de la minorité nationale arabe,

- l'emploi sans restriction des travailleurs arabes dans toutes les grandes industries,

- la cessation de l'alliance avec l'impérialisme américain et de la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud, aux dictatures d'Amérique centrale, etc.

- la séparation entre la religion et l'État,

- la suppression des aspects spécifiquement «sionistes» de l'État, notamment la dissolution des organisations quasi étatiques comme l'Agence Juive et le Fonds National Juif, qui fournissent des fonds et des services exclusivement aux Juifs,

- la création d'un mouvement ouvrier indépendant à la fois de l'État et du patronat.

Le «droit au retour» des Palestiniens

Nous demandons que les États-Unis et Israël versent des compensations aux réfugiés pour assurer l'installation des Arabes palestiniens dans leur futur État.

Il est aujourd'hui impossible que les Arabes palestiniens récupèrent la totalité de la Palestine sans réprimer le peuple juif. Et les droits nationaux des Juifs israéliens ne peuvent dépendre ni de la disparition de l'idéologie «sioniste» chez les Juifs, ni de leur acceptation d'un retour de tous les Arabes palestiniens dans toute la Palestine. Cependant, en Israël nous sommes favorables à des lois sur l'immigration permettant aux Arabes d'entrer et sortir librement d'Israël, ou d'aller y habiter s'ils le veulent. L'établissement de conditions d'entrée très souples pour les Arabes serait une

contribution essentielle à la réconciliation nationale et à l'unité des travailleurs.

c) Nous expliquons aux Juifs israéliens qu'une nation qui en opprime une autre ne peut être libre ni vivre en sécurité. Si les Juifs israéliens veulent jouir de la paix, de la liberté et de la sécurité, ils ne pourront y parvenir qu'en ayant une attitude démocratique face aux peuples arabes.

De même nous expliquons aux Arabes palestiniens que toute solution qui aboutirait à réprimer les Juifs israéliens serait régressive et réactionnaire.

Israël et les États arabes

8. Bien que les États arabes aient été victimes d'attaques prédatrices de la part d'Israël, ce sont des États bourgeois ou bourgeois-féodaux et ils ont des ambitions expansionnistes et prédatrices. Ils ont cruellement opprimé et massacré les Arabes palestiniens plus d'une fois. Bien que nous nous rangions parfois aux côtés des États arabes lorsqu'ils sont attaqués par Israël, nous ne soutenons pas la destruction d'Israël par les forces militaires des États arabes.

Alliance for Workers Liberty

(Traduit de l'anglais par Ni patrie ni frontières)

Anarchisme, sionisme et antisionisme

L'article de Freddy Gomez (paru dans *A Contretemps*) présente un recueil récemment traduit en français (*Juifs et anarchistes, histoire d'une rencontre*, Editions de l'Eclat). Plusieurs contributions sont ici reproduites: celles de Rudolf De Jong, Sylvain Boulouque et Mina Graur. Deux autres articles (de S. Boulouque et R. De Jong) les complètent. Spécialement pour cet ouvrage, nous avons traduit une lettre d'Emma Goldman à propos du droit d'asile des Juifs en 1938 et du sionisme. On verra que certaines questions qu'elle soulève sont dramatiquement actuelles. S'y ajoutent une lettre d'Alexander Berkman et un article de *Mother Earth*, tous trois inédits en français, du moins à notre connaissance.

Nous republions deux textes de Nestor Makhno dans la mesure où il est ici accusé d'antisémitisme par Arlene Clemesha. Cette deuxième partie se poursuit par une réflexion de Ronald Creagh (*L'Horreur ethnocratique*) et un article de deux pacifistes libertaires américains: Ella Goldman et G.I. Austrian.

Ces différentes contributions permettront peut-être au lecteur de mieux connaître les débats de fond autour de la «question juive», du sionisme et de l'antisémitisme dans le milieu libertaire. Cette dernière question est abordée dans le *Dossier négationnisme* écrit par les militants suisses de la CNT-AIT.

Ce qui frappe dans la plupart de ces textes, c'est à quel point leurs auteurs sont capables de sortir les cadavres des placards et de mettre à nu les tares de leur propre mouvement. Même s'ils n'ont pas de réponse magique ni à la question du sionisme, ni à celle de l'antisémitisme dans leurs rangs, au moins ont-ils le courage d'affronter le problème, ce qui n'est généralement pas le cas dans l'extrême gauche ou l'ultra gauche marxistes. On remarquera aussi la grande hétérogénéité des positions théoriques adoptées par les anarchistes au cours du siècle passé, diversité qui tranche avec l'uniformité et le dogmatisme de la plupart des marxistes.

Freddy Gomez

L'anarchiste et le juif

L'anarchico e l'ebreo, storia di un incontro.

Textes rassemblés et présentés par Amedeo Bertolo

(Elèuthera, Milan, 2001).

(Cet article est paru dans la revue *A Contretemps*. Pour tout renseignement écrire à Fernand Gomez, 55 rue des Prairies, 75 020 Paris ou bien se rendre sur le site <http://www.acontretemps.plusloin.org>)

Une étrange et magique rencontre.» C'est ainsi qu'Amedeo Bertolo caractérise, dans son introduction à *L'anarchico e l'ebreo*⁽¹⁾, la convergence – entre la fin du XIX^e siècle et la moitié du XX^e – de deux traditions apparemment étrangères l'une à l'autre. Et, en effet, entre l'anarchisme et le judaïsme, une rencontre historique eut bien lieu, d'abord dans les régions d'Europe de l'Est, berceau de la culture yiddish, puis, de manière croissante, dans tous les territoires où, fuyant misère et persécution, l'immigration juive est-européenne porta ses pas. En Europe, et davantage encore sur le continent américain, le mouvement ouvrier juif naissant s'organisa dans une large mesure grâce à l'énergie de jeunes anarchistes d'origine juive élevés, pour la plupart, dans la crainte de Dieu et le strict respect des traditions sacrées. Pour tenter d'expliquer le phénomène, A. Bertolo avance plusieurs hypothèses: un messianisme commun aux deux traditions, un même esprit communautaire, un identique attachement au «verbe». Le messianisme, c'est d'abord la conviction de l'émancipation. L'esprit communautaire, c'est tout à la fois le shtetl ou le ghetto et l'association des communes libres et fédérées. Le verbe, c'est la parole – d'essence divine dans le judaïsme, humaine dans l'anarchisme –, c'est aussi le récit qui porte l'histoire, en lui restituant sa potentialité libératrice. Cette thématique partagée pourrait, en effet, expliquer la convergence, mais rien n'est simple en la matière, précise à juste titre A. Bertolo. Si «*l'anarchisme yiddish*» se voulait radicalement athée et positiviste, il exista aussi chez des libertaires juifs «assimilés» d'Europe centrale (Gustav Landauer, Gershom Scholem, Martin Buber) un anarchisme plus «*religieux*» que matérialiste, plus «*mystique*» que rationaliste. Si la conviction internationaliste sembla l'emporter, pour un temps, sur la revendication identitaire, l'histoire se chargea de lui redonner toute sa force et l'anarchisme n'en saisit pas toujours toute la portée. Riche

d'enseignements, cette étrange rencontre entre le judaïsme et l'anarchisme méritait qu'on la racontât. En remontant à ses sources, en suivant le cours tumultueux de son histoire, en explorant les rêves et les espoirs déçus, c'est à ce travail que se sont attelés les auteurs de ce livre.

À l'origine, explique Furio Biagini⁽²⁾, il faut sans doute se tourner vers le hassidisme, mouvement mystique populaire qui se développa aux confins de la Pologne et de la Russie au début du XVIII^e siècle, pour y trouver ce lien qui unit l'utopie sociale à une spiritualité hébraïque façonnée par l'exil, le déracinement et la persécution. En professant la vigilance critique contre les pouvoirs négateurs de l'autonomie individuelle et en prônant la révolte des pauvres contre les élites à l'intérieur même des communautés juives, le hassidisme portait en lui, indique F. Biagini, un imaginaire «libertaire» directement issu du prophétisme utopique et révolutionnaire hébraïque et, plus particulièrement, de sa dimension messianique. En s'intéressant plus précisément aux racines de ce messianisme juif, Chaïm Seeligmann⁽³⁾ n'élude pas la complexité du phénomène. S'il rejoint F. Biagini sur cette sorte «*d'anarchisme transcendantal*» exprimé à travers le hassidisme et sur son caractère social, C. Seeligmann s'attache davantage à explorer les manifestations utopiques d'un messianisme qui serait avant tout un espoir de rédemption mêlant à la fois volonté de rénovation et retour à un âge d'or.

«*La critique anti-théologique de l'anarchisme classique*, écrit Enrico Ferri⁽⁴⁾, est essentiellement une critique du principe divin en tant qu'essence et fondement de tout principe d'autorité.» D'où le syllogisme bakouninien: si Dieu existe, l'homme est esclave, mais comme l'homme peut et doit être libre, Dieu n'existe pas. Ce radical athéisme des pères fondateurs de l'anarchie, E. Ferri l'aborde sous le prisme particulier du débat sur la «question juive» qui agita la gauche hégélienne allemande (L. Feuerbach, B. Bauer, K. Marx, M. Stirner) et qui eut quelque influence sur Proudhon et Bakounine. Pour E. Ferri, l'œuvre de Stirner révèle une ambivalence entre, d'un côté, la critique méthodique de la tradition judéo-chrétienne comme facteur d'aliénation et de domination et, de l'autre, la certitude – presque magique et, en cela, très proche de l'autre tradition – d'un prochain «*règne de Dieu sur Terre*», pour citer Hegel. Par extrapolation, E. Ferri avance l'hypothèse que l'anarchisme – religion de l'humanité et messianisme sans messie – serait alors plus sûrement anti-théologique qu'anti-religieux et il relève sa perméabilité à une thématique assez largement empruntée à cette tradition judéo-chrétienne qu'il abhorre et qu'on retrouve pourtant dans sa presse, dans ses chansons, dans ses symboles et dans son éternelle croyance au paradis sur Terre.

Que l'on retienne ou non la piste avancée par E. Ferri, il est difficile de ne pas en tirer quelque profit pour tenter de saisir la dimension particulière que prit, à la jonction des deux derniers siècles, en Europe centrale – et seulement là – la rencontre entre la

tradition juive et l'utopie libertaire. Michael Löwy⁽⁵⁾ s'attache, précisément, à chercher les points de passage entre ces «*juifs religieux à sensibilité utopique*» et ces «*juifs assimilés, athées-religieux, libertaires*» d'Europe centrale. Pour lui, une convergence spirituelle paradoxale, faite de méfiance du rationalisme bourgeois et de l'idéologie du progrès, mais aussi d'attrance pour l'utopie libertaire, les rapprocha pour un temps (en gros de 1914 à 1923), avant que nombre d'entre eux n'adhèrent au marxisme dans les années suivantes (Ernst Bloch, György Lukács ou Walter Benjamin). Explicitement ou implicitement, précise M. Löwy, tous tentèrent, à travers leur expérience propre, de penser une articulation entre le judaïsme et l'anarchisme et de trouver le point de convergence messianique entre le sacré et le profane. Dans cette galaxie, le cas de Franz Kafka – qui est au centre de sa contribution – demeure sans doute atypique. Les témoignages sont suffisamment concordants (Max Brod, Michal Marès, Gustav Janouch) pour affirmer non seulement la sympathie de F. Kafka pour le socialisme libertaire, mais aussi sa participation aux activités du mouvement anarchiste pragois (réunions du Klub Mladych, manifestation contre l'exécution de Francisco Ferrer en octobre 1909, présence à des conférences sur l'amour libre ou la Commune de Paris). Cependant, si le messianisme juif et l'utopie libertaire sont présents dans l'œuvre de Kafka, c'est toujours sous une forme négative qu'ils se manifestent, par le manque de Dieu et par l'absence de liberté. Complexe, cette œuvre témoigne pourtant, à l'évidence, pour Michaël Löwy, d'un apparentement à l'état d'esprit libertaire. Très significatives du caractère messianique, romantique et libertaire de ce judaïsme intellectuel d'Europe centrale, les contributions d'Eric Jacobson⁽⁶⁾ sur Gershom Scholem et de Siegbert Wolf⁽⁷⁾ sur Martin Buber et Gustav Landauer permettent d'en saisir la genèse, l'élaboration, la complexité et la richesse. Dans un permanent dialogue et s'enrichissant de leurs divergences – sur la religion, sur le sionisme, sur la conception de l'anarchisme –, les uns et les autres cherchent des points communs et forment une véritable communauté spirituelle, tout à la fois fondée sur l'affirmation de l'être juif⁽⁸⁾ et une intime affinité avec l'utopie libertaire.

La question de l'antisémitisme en milieu anarchiste – qui traverse plusieurs textes sur lesquels nous reviendrons – est au centre de la contribution de Rudolf De Jong⁽⁹⁾. «*Par définition anti-libertaire*», l'antisémitisme n'épargna pourtant pas l'anarchisme des origines. Opportunément, R. De Jong nous rappelle les oiseuses et stupides généralités de Proudhon sur les juifs – du même ordre, d'ailleurs, que celles qu'il proféra sur les femmes – et le penchant qu'eut Bakounine pour l'utilisation polémique du terme «juif».

Si la denrée antisémite fut, on le sait, également répartie dans les différentes écoles du socialisme, cela ne saurait constituer pour les anarchistes une excuse, précise R. De Jong, qui ajoute: «*En tant que libertaires, nous devons condamner l'antisémitisme de Proudhon et de*

Bakounine.» Le dérapage eut bien lieu, et avec de tragiques conséquences en Russie quand la Narodnaïa Volia (Volonté du Peuple) – qui exerçait une certaine fascination sur les libertaires européens et dans les rangs de laquelle militaient de nombreux juifs – alla jusqu’à lancer des appels aux pogroms. Moins rudes, les dérivés verbales des trois Emile français (Janvion, Pataud et Pouget) n’en furent pas moins éloquents de cette perversion de l’esprit anarchiste, même si le troisième se rallia finalement à Bernard Lazare, Sébastien Faure et Jean Grave qui figurèrent au premier rang du combat dreyfusard.

Phénomène extrêmement minoritaire, cependant, l’antisémitisme fut résolument combattu par les importants penseurs de l’anarchie que furent Pierre Kropotkine, Rudolf Rocker et Elisée Reclus – ce dernier allant jusqu’à manifester, dans *L’Homme et la Terre*, une certaine sympathie pour l’idée de «*patrie des juifs*», autrement dit pour le sionisme. Cela dit, précise R. De Jong, en considérant l’antisémitisme «*comme un produit de l’obscurantisme (de l’Église)*» et en minimisant les nuisances de «*l’antisémitisme social*», les anarchistes en ont, «*en général, sous-évalué le danger*», et ce jusqu’à ce que les données de base de l’anarchisme traditionnel que furent «*l’idée de progrès, l’optimisme et la confiance dans l’avenir*» eussent été réduites à néant par le triomphe du nazisme et l’extermination des juifs. La terrible épreuve eut pour première conséquence, chez beaucoup d’entre eux, une prise de conscience «*de l’impuissance du mouvement ouvrier devant la montée du nazisme et du totalitarisme*» et provoqua un élan de solidarité, sinon pour l’État d’Israël, du moins pour la société égalitaire que prétendait promouvoir le mouvement des kibboutzim.

À travers les parcours de Bernard Lazare et d’Henri Dhorr, d’Ida Mett, de Nicolas Tchorbadiéff, de Voline et de Jules Chazoff, Sylvain Boulouque⁽¹⁰⁾ de son côté, axe son étude sur les relations qu’ont entretenues les juifs libertaires avec le mouvement français et en définit les deux grandes étapes: une phase assimilationniste où les juifs libertaires s’identifient sans heurts au mouvement; une autre, d’affirmation identitaire, où apparaissent certaines zones de conflits, dont la première, liée à l’affaire Dreyfus, est, d’une certaine façon, constitutive de toutes les autres.

La sous-évaluation anarchiste de l’antisémitisme, d’une part, et, de l’autre, la progressive affirmation, chez nombre de militants d’origine juive, non seulement d’une identité culturelle, mais également d’un intérêt pour le sionisme, révéleront certaines défiances ou incompatibilités latentes entre libertaires. L’interprétation divergente que suscitera, chez les anarchistes, l’assassinat du «*pogromiste*» Simon Petlioura par Samuel Schwartzbard, la polémique de 1938 entre Ida Mett et *la Révolution prolétarienne*, la rupture de Jacques Doubinsky et de Nicolas Tchorbadiéff avec le groupe des anarchistes bulgares en exil, dans les années 1950, en constituent divers épisodes qui illustrent ces «*territoires de la*

conflictualité», dont parle S. Boulouque. «*L'incompréhension du phénomène national, la difficile distinction entre religion et peuple, le conflit entre l'universalisme libertaire et l'appartenance culturelle et nationale*» constituent pour lui autant de raisons qui pourraient expliquer les difficultés de l'anarchisme à saisir et à accepter le particularisme juif.

Sur le continent américain (Nord et Sud), l'arrivée massive de juifs d'Europe de l'Est dans les deux premières décennies du XX^e siècle provoque l'apparition de groupes spécifiquement juifs au sein du mouvement anarchiste. L'Association rationaliste juive, en Argentine, étudiée par Gregorio Rawin et Antonio Lopez⁽¹¹⁾, en fournit un bel exemple. Fondée en 1916, elle s'attache à promouvoir la culture yiddish et se soucie très rapidement de libérer l'immigration juive de toute tutelle religieuse en développant une éducation rationaliste largement inspirée des méthodes de l'École moderne de Francisco Ferrer. La *Freie Yidishe Schule* assume ce rôle émancipateur. Parallèlement, les libertaires juifs se préoccupent, à travers le journal *Das Freie Worte* (La Libre Parole) et la publication de livres en yiddish (Jean Grave, Francisco Ferrer, Martin Buber, Rudolf Rocker, etc.), de divulguer l'anarchisme au sein de l'immigration juive. Comme le prouve l'étude de Francis Shor⁽¹²⁾, l'expérience des anarchistes juifs résidant aux États-Unis, elle aussi, se caractérise par l'importance des réseaux coopératifs qu'ils ont su créer. Fondé à New York en 1911, le Ferrer Center and Modern School donne naissance, en 1915, à l'expérience communautaire de Stelton (New Jersey). Essentiellement composée d'anarchistes de New York et de Philadelphie, juifs immigrants d'Europe de l'Est pour la plupart, la communauté adopte les principes anarcho-communistes de Kropotkine et accorde une priorité à l'éducation libertaire. Minée par les conflits internes, elle cède progressivement du terrain avant de disparaître à la fin des années 1920. Joseph Cohen, un de ses principaux animateurs et rédacteur en chef du quotidien yiddish *Freie Arbeiter Stimme*, est l'initiateur d'une autre expérience communautaire, Sunrise, dans le Michigan, qui eut une vie éphémère (1933-1936) et fut, comme la précédente, victime de dissensions internes – entre individualistes et collectivistes, mais aussi entre identitaires et universalistes. En arrière-fond, là encore, la question du sionisme agita les passions et suscita tout à la fois, chez les libertaires d'origine juive, méfiance et intérêt.

C'est relativement tard que les militants socialistes et anarchistes juifs se sont tournés vers l'idée d'une identité nationale distincte. Dans un XIX^e siècle saturé de nationalismes en formation et de conflits pour l'autodétermination nationale, ils ont d'abord cru qu'en émancipant la totalité des opprimés, l'universalisme et la révolution sociale résoudre également le problème juif. Pour Mina Graur⁽¹³⁾, l'ébranlement de cette foi internationaliste fut une double conséquence directe des pogroms russes de 1881-1882 et de l'affaire Dreyfus, en 1894. Nombre d'entre eux penchèrent alors pour une

synthèse entre leur idéologie révolutionnaire et la revendication de leur identité nationale. Étudiant ce passage d'une vision strictement internationaliste à un mouvement d'affirmation identitaire, Mina Graur revient sur la question de l'antisémitisme chez Proudhon et Bakounine, mais en l'élargissant à celle des différentes attitudes que la revendication nationale juive suscita chez les anarchistes.

Quand Pierre Kropotkine recommandait l'assimilation sociale des juifs là où ils se trouvaient en les incitant, comme les Tziganes, à développer leur propre culture, Gustav Landauer, tout en rejetant l'interprétation sioniste de l'autodétermination, considérait, lui, que les juifs avaient atteint un certain niveau d'existence nationale et devaient s'atteler à la construction de communautés socialistes dégagées de tout lien avec l'État. Rudolf Rocker fut directement confronté, dans l'East End de Londres, au progrès des thèses sionistes dans l'immigration juive. S'il acceptait l'idée d'un espace identitaire et culturel juif, il s'opposait à l'idée de souveraineté nationale que sous-tendait toute territorialité géographique. Si rares furent les anarchistes qui acceptèrent le sionisme et la théorie de l'État juif séparé, cette apparente cohérence n'alla pas, comme le prouve Mina Graur, sans quelques différences interprétatives. Il en fut même certains, comme Bernard Lazare, qui évoluèrent vers le sionisme et d'autres, comme Hillel Solotaroff, qui défendirent l'idée d'un foyer national juif en Palestine constitué de communes indépendantes, incorporées au cadre d'une république fédérative.

Si «*le mouvement kibboutznik n'entre pas dans la sphère d'influence de l'anarchisme*», affirme Yaacov Oved⁽¹⁴⁾, il n'en est pas moins vrai qu'il s'est trouvé, «*à différentes phases de son histoire*», inspiré par lui. Dès les années 1920, précise-t-il, les idées de P. Kropotkine et de L. Tolstoï, mais aussi celles de M. Buber et de G. Landauer, servaient de références théoriques aux premiers membres de Hashomer Hatzair, qui fondèrent le mouvement Hakibbutz Ha'artzi, l'une des trois grandes organisations kibboutzniks. Déclinante dès les années 1930, l'influence libertaire cède peu à peu du terrain. En s'institutionnalisant et en s'intégrant à l'appareil d'État israélien, le mouvement kibboutznik aura même tendance à réécrire l'histoire de ses origines, en tentant d'en gommer la filiation libertaire, mais sans y parvenir tout à fait. À partir des années 1960, souligne Y. Oved, on constate un renouveau de l'intérêt pour l'anarchisme à l'intérieur du mouvement kibboutznik, caractérisé par un réexamen des influences qui préludèrent à son développement et une revalorisation du rôle fondateur qu'y exercèrent les théories du socialisme libertaire.

À travers les parcours d'Emma Goldmann, de Milly Witkop-Rocker et d'Hedwig Landauer-Lachmann, «*juives au sens de la définition matriarcale du judaïsme orthodoxe*», c'est, enfin, le champ peu exploré des relations entre le judaïsme, le féminisme et l'anarchisme qui fait l'objet d'une intéressante contribution de Birgit Seeman⁽¹⁵⁾. «*Chacune d'entre elles, écrit-elle, dut d'abord se détacher de ses origines. Emma refusa la*

religion sous toutes ses formes; son appartenance au judaïsme était de nature affective et libre de tout nationalisme. Milly rompit avec le judaïsme orthodoxe en découvrant, à travers l'anarcho-syndicalisme, une nouvelle vision – laïque – du monde. Hedwig transforma son judaïsme orthodoxe en un messianisme d'inspiration libertaire.» Chacune d'entre elles expérimenta, à partir de sa propre vie, l'oppression individuelle et les trois se tournèrent vers l'utopie libertaire, non pour nier leurs origines, mais pour les émanciper des traditions ancestrales.

En fin d'ouvrage, Audrey Goodfriend, Jean-Marc Izrine⁽¹⁶⁾, Judith Malina, Hanon Reznikov et Arturo Schwarz s'interrogent sur leur «double identité» de juifs et de libertaires, nous offrant une série de précieux témoignages sur le lien complexe qui unit des hommes et des femmes d'aujourd'hui à cette singulière histoire. On l'aura compris, *L'anarchico e l'ebreo* est, par le sujet qu'il traite et la qualité des contributions qu'il réunit, un livre fort et précieux. Il ne reste plus qu'à souhaiter – et vivement – qu'un éditeur ami se mette à la tâche pour nous en donner une version française.

Freddy Gomez

Notes

1. Les travaux qui composent ce recueil ont été préparés pour le colloque «Anarchistes et juifs: histoire d'une rencontre», organisé à Venise, en mai 2000, par le Centre d'études libertaires Giuseppe Pinelli de Milan et le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Lausanne.

2. Furio Biagini, «Utopie sociale et spiritualité hébraïque» (pp. 19 à 32). F. Biagini, qui enseigne l'histoire et la philosophie du judaïsme à l'université de Lecce, est, par ailleurs, l'auteur de *Nati altrove, il movimento anarchico ebraico tra Mosca e New York*, Pise, 1998, et de *Mussolini e il sionismo*, Milan, 1998. Ajoutons que F. Biagini publie, en introduction de ce volume, un très utile historique du «Yiddishland libertaire» (pp. 13 à 18).

3. Chaïm Seeligmann, «Apocalypse, messianisme laïque et utopie» (pp. 45 à 54). C. Seeligmann, membre du kibboutz Givat Brenner, a enseigné à l'université de Jérusalem et de Tel-Aviv.

4. Enrico Ferri, «La question juive chez Max Stirner et dans la perspective libertaire» (pp. 33 à 44). E. Ferri enseigne la philosophie du droit à l'université de Rome.

5. Michael Löwy, «Anarchisme et judaïsme en Europe centrale: le cas Franz Kafka» (pp. 97 à 118). Chercheur et enseignant, M. Löwy est l'auteur de *Rédemption et utopie, le judaïsme libertaire en Europe centrale*, PUF, 1988.

6. Eric Jacobson, «Anarchisme et tradition hébraïque: Gershom Scholem» (pp. 55 à 76). E. Jacobson travaille au Hans Jonas Zentrum de la Freie Universität de Berlin où il dirige le groupe de recherche sur la tradition juive.

7. Siegbert Wolf, «Le seul lieu est la communauté: la relation intellectuelle entre Martin Buber et Gustav Landauer» (pp. 77 à 96). S. Wolf travaille aux archives Bibliographia Judaica de l'université de Francfort et a publié de nombreux travaux sur Gustav Landauer, Martin Buber, Hannah Arendt, Jean Améry et sur la communauté juive de Francfort de 1914 à 1933.

8. Cette liaison entre «être juif» et radicalité est contestée par Daniel Grinberg, ancien directeur de l'Institut d'histoire juive de Varsovie et actuellement professeur d'histoire des doctrines politiques à l'université de Byalistok. Voir sa contribution sur «Le radicalisme juif en Pologne» (pp. 165 à 178).

9. Rudolf De Jong, «Le débat anarchiste sur l'antisémitisme» (pp. 149 à 163) [et p. 180-189 dans cette compil', *NPNF*]. R. De Jong a dirigé, pendant plusieurs années, la section «anarchisme» et «Amérique latine» à l'Institut international d'histoire sociale (IISG) d'Amsterdam. Rédacteur des revues libertaires *Buiten de Perken*, puis *De AS*, il est l'auteur de nombreuses études sur l'anarchisme et sur la révolution espagnole.

10. Sylvain Boulouque, «Anarchisme et judaïsme dans le mouvement libertaire français» (pp. 119 à 130) [et p. 170-179 dans cette compil', *NPNF*]. S. Boulouque enseigne à l'université de Reims et a publié diverses études sur le sujet, dont «1899: un débat sur le sionisme dans le mouvement anarchiste», in *Bernard Lazare, anarchiste et nationaliste juif*, de Philippe Oriol (Honoré Champion, 1999) et «Les anarchistes, le sionisme et la naissance de l'Etat d'Israël», in *Gavroche*, n° 101, septembre 1998.

11. Gregorio Rawin et Antonio Lopez, «L'association rationaliste juive: anarchisme et judaïsme en Argentine» (pp. 179 à 186). G. Rawin, qui a milité au sein de l'Association rationaliste juive, et A. Lopez sont des membres actifs de la Biblioteca José Ingenieros, centre d'études historiques du mouvement anarchiste argentin.

12. Francis Shor, «De Stelton à Sunrise: anarchisme juif et communautarisme aux Etats-Unis» (pp. 187 à 200). F. Schor enseigne à la Wayne State University de Detroit (USA).

13. Mina Graur, «Anarchisme et sionisme: débat sur le nationalisme juif» [traduit et publié par nos soins en 2004, p. 108-119 dans cette compil', *NPNF*]. Mina Graur enseigne à la Hebrew University de Jérusalem et au Jabotinsky Institute de Tel-Aviv. Elle a publié *An Anarchist Rabbi: The Life and Teaching of Rudolf Rocker* (Londres, 1997) et travaille actuellement à un ouvrage sur le mouvement anarchiste d'origine juive aux Etats-Unis.

14. Yaacov Oved, «L'anarchisme dans le mouvement des kibboutzim» (pp. 201 à 212). Y. Oved exerce à l'université de Tel-Aviv et au Yad Tabenkin Center. Il est, par ailleurs, membre du kibboutz Palmachin.

15. Birgit Seeman, «Féminisme anarchiste et judaïsme» (pp. 213 à 219). B. Seeman enseigne les sciences politiques à l'université de Francfort. Elle a publié, entre autres, une biographie d'Hedwig Landauer-Lachmann.

16. Voir, de Jean-Marc Izrine, *Les Libertaires du Yiddishland*, Alternative libertaire-Le Coquelicot, 1998.

Mina Graur

Anarchisme et sionisme: Le débat sur le nationalisme juif

(Ce texte a été publié en italien dans l'ouvrage *L'anarchico e l'ebreo, storia di un incontro*. Nous remercions l'auteur et l'éditeur de nous avoir autorisés à le traduire de l'anglais et le publier en 2004 dans notre revue. Les intertitres ont été ajoutés par nos soins. Une autre traduction a été publiée en 2008 aux Editions de l'Eclat dans *Juifs et anarchistes*. NPNF)

Ce texte analyse les attitudes anarchistes vis-à-vis du nationalisme et examine les différentes réponses fournies à la fois par les anarchistes (juifs et non juifs) à des questions liées à l'identité nationale juive, à la souveraineté politique juive et au sionisme.

En principe, un tel article devrait être très court; dans la mesure où l'anarchisme et le nationalisme sont incompatibles, il semble évident que les anarchistes sont censés s'opposer à toutes les formes de nationalisme, chaque fois qu'ils sont confrontés à ce problème.

Cependant, les compromis idéologiques ne sont pas étrangers aux anarchistes. Dotés d'une saine dose de réalisme, ceux-ci se sont fréquemment rendu compte que la pureté idéologique devait parfois être sacrifiée, soit en vue de faire avancer leurs objectifs finaux, soit afin de fournir des solutions immédiates à des problèmes qui ne pouvaient pas attendre que les conditions soient réunies pour fournir des réponses anarchistes «correctes».

Le problème de l'identité nationale juive relève exactement de cette situation. Au risque de transgresser les frontières du dogme anarchiste, les anarchistes juifs ont cherché un schéma qui combinerait la théorie anarchiste avec une solution possible à la quête juive d'une identité nationale.

Les Juifs ont commencé à réfléchir au problème d'une identité juive nationale séparée relativement tard; en fait, ils se sont emparés des thèmes nationalistes seulement après avoir réalisé que l'Émancipation ne pouvait plus être considérée comme une solution adéquate au problème spécifique concernant les Juifs laïcs à une époque féconde en explosions nationales. L'Émancipation prônait l'idée que, en tant qu'individus, les Juifs devaient bénéficier de tous les droits civiques, politiques et juridiques dont jouissaient les autres citoyens, alors qu'eux, en tant que groupe, qu'entité nationale définie, n'avaient aucun droit. Ainsi, durant un débat à l'Assemblée nationale

française, le comte de Clermont-Tonnerre déclara: «Pour les Juifs en tant qu'individus – tout, pour les Juifs en tant que nation – rien.»

Selon lui, les problèmes nationaux des Juifs provenaient du fait qu'ils fonctionnaient dans des conditions anormales – leur peuple était éparpillé entre de nombreux pays, ils parlaient différentes langues, et appartenaient à des cultures variées et disparates; l'Émancipation devait donc tenter de résoudre le problème juif sur une base individuelle, plutôt que d'offrir une solution collective.

Or, l'Émancipation avait échoué à fournir une réponse adéquate à la quête d'une identité nationale juive dans le monde moderne. Car si l'Émancipation était fondée sur les doctrines universelles de la Révolution française, elle devait faire face à l'environnement exclusif du séparatisme nationaliste.

Moses Hess

Pour Moses Hess, si le judaïsme s'était limité aux confins d'une secte religieuse, l'Émancipation aurait pu résoudre les problèmes des Juifs. Mais, au XIX^e siècle, époque caractérisée par la résurgence du nationalisme, il était impossible de considérer le judaïsme comme une simple religion.

Donc, explique Moses Hess, l'Émancipation crée seulement de nouvelles tensions entre les Juifs modernes qui souhaitent participer à la vie sociale, politique et culturelle autour d'eux, et la société imprégnée de nationalisme dans laquelle ils vivent – société qui ne considère pas les Juifs comme partie intégrante de sa culture nationale. Ce problème a-t-il une solution ? Dans *Rome et Jérusalem* (1862) Moses Hess propose d'établir une communauté socialiste juive en Palestine où les Juifs pourraient développer leurs capacités nationales tout en créant une société socialiste. La démarche de Moses Hess comporte deux innovations: il perçoit le judaïsme comme une entité nationale (par opposition à la compréhension traditionnelle du judaïsme comme étant seulement une religion); et il traite la question juive comme une question nationale.

Au départ, de nombreux révolutionnaires juifs, socialistes comme anarchistes, défendirent les idées universelles communes à la pensée révolutionnaire, idées que Moses Hess lui-même soutenait avant sa conversion nationaliste dans *Rome et Jérusalem*.

Dans *La Sainte Histoire de l'Humanité* (1837), Moses Hess explique encore que les Juifs n'ont d'avenir qu'en tant qu'individus dans le monde moderne, et qu'une solution à la question juive ne peut venir que d'un processus d'assimilation et d'intégration dans le mouvement révolutionnaire socialiste universel.

Mais s'il ne fallut à Moses Hess que relativement peu de temps pour se dégriser et faire face à la réalité, comprendre que les affinités nationales étaient plus profondes et plus fortes que la solidarité de classe, la plupart des révolutionnaires juifs continuèrent à croire pendant une longue période que la révolution sociale, qui allait résoudre les problèmes des masses dans le monde entier, résoudrait

également les problèmes spécifiques des Juifs, et ce en dehors de tout contexte national.

Cette solide foi en l'internationalisme fut partiellement remise en cause par des événements comme les pogromes en Russie en 1881-1882 (à l'occasion desquels le groupe révolutionnaire russe Narodnaïa Volia, la Volonté du Peuple, déclara qu'il considérait que la persécution des Juifs représentait une étape positive sur le chemin de la révolution sociale !), ou l'Affaire Dreyfus, en 1896, durant laquelle une vague d'antisémitisme balaya la France. La frustration qui suivit ces événements poussa de nombreux révolutionnaires juifs à remettre en question la validité de leurs orientations cosmopolites, lorsqu'ils réalisèrent soudain qu'une idéologie socialiste ou anarchiste risquait de ne pas résoudre les problèmes des Juifs de façon satisfaisante. En conséquence, ils commencèrent à chercher le moyen de combiner leur radicalisme avec un sens croissant de leur identité nationale.

Trois approches différentes

On peut distinguer trois approches anarchistes différentes vis-à-vis du nationalisme.

La première est la doctrine anarchiste classique telle qu'elle est exposée par Pierre-Joseph Proudhon et Michel Bakounine. Selon cette approche, les anarchistes doivent renoncer à toute attache nationale et lutter pour la création d'un univers unifié, sans nations. Rudolf Rocker peut lui aussi être considéré comme appartenant à cette tendance classique, même si ses positions permettent certaines déviations, telles que l'expression culturelle limitée contrainte par les traditions nationales.

La deuxième approche anarchiste face au nationalisme est la démarche gradualiste. Selon ses partisans, notamment Pierre Kropotkine, le nationalisme et l'internationalisme servent deux objectifs différents, à des époques différentes du développement historique de l'ordre social idéal. Kropotkine considère le nationalisme comme une force nécessaire dans le processus de libération des peuples de la domination étrangère. Ensuite, une fois qu'ils ont conquis l'indépendance nationale, les peuples peuvent concentrer leurs ressources afin de combattre pour un nouvel ordre mondial selon des principes internationalistes.

La troisième approche, prônée surtout par des anarchistes juifs, tels que Bernard Lazare et Hillel Solotaroff, cherche à prendre en compte tous les aspects du nationalisme.

Formulée comme une réponse à la question juive, cette conception est celle qui se fonde sur les prémices les plus réalistes, car elle reconnaît la puissance du nationalisme et la futilité de la combattre. Néanmoins, cette démarche constitue aussi la brèche la plus grande dans les principes anarchistes.

Proudhon et Bakounine

La doctrine anarchiste classique distingue entre les concepts de «nation» et de «nationalisme». Tandis qu'elle considère la nation

comme un phénomène naturel, qui a le droit d'exister et de développer ses facultés librement et indépendamment des autres nations, elle juge habituellement que le nationalisme représente une idéologie fausse, artificielle et réactionnaire. Il constitue un écran de fumée commode, une diversion utilisée par la classe dirigeante pour canaliser l'impatience des masses vers d'autres directions.

Pierre-Joseph Proudhon croit que les avocats les plus bruyants du nationalisme ne sont que de simples opportunistes qui ont recours aux thèmes nationalistes pour éviter, ou au moins retarder, la révolution économique et sociale.

Michel Bakounine, également, considère le nationalisme comme un outil grâce auquel les prérogatives et les ambitions des dirigeants des États sont promus derrière une façade grossièrement factice de légitimité historique. Il rejette la base universelle du nationalisme, prétendant qu'il s'agit d'un phénomène exclusif, séparatiste, un sentiment manipulateur utilisé pour séparer les peuples les uns des autres, qui contribue par conséquent à freiner toutes les tentatives d'unifier l'humanité.

Par contre, la nation, selon Bakounine, est un produit naturel, organique, qui sert à exprimer des attaches sociales légitimes, une extension des liens naturels familiaux et tribaux.

Le révolutionnaire russe ne perçoit qu'un seul danger dans l'existence des nations: leur propension à succomber aux charmes trompeurs du nationalisme.

En ce qui concerne la question juive, les remarques de Proudhon et de Bakounine vont du paternalisme à l'antisémitisme. Proudhon, par exemple, prétend que les Juifs constituent une race incapable de former un État ou de se gouverner lui-même de façon indépendante. Les Juifs, aux yeux de Proudhon, sont les ennemis jurés de l'humanité et devraient être renvoyés en Asie ou éliminés¹.

Bakounine n'est pas plus prudent lorsqu'il s'exprime sur la question. Selon lui, les Juifs représentent une secte d'exploiteurs, une nation de parasites inadaptés au socialisme, encore moins capables de diriger le mouvement socialiste.

Gustav Landauer

Par opposition à Bakounine, qui presse les anarchistes d'abandonner le faux principe de la nationalité pour celui de l'universalisme, Gustav Landauer considère que la nationalité de chaque être humain constitue une part essentielle de son existence. Un individu, selon lui, peut avoir de nombreuses loyautés et appartenir en fait à des peuples différents. Dans une lettre à l'historien anarchiste Max Nettlau, Landauer se décrit ainsi: «(je suis) d'abord un animal, ensuite un homme, ensuite un Juif, ensuite un Allemand, ensuite un Allemand du Sud et enfin ce Moi spécial²».

Landauer considère que les Juifs ont atteint un certain niveau de nationalité, dans la mesure où il pense qu'une nation n'a besoin ni d'un langage commun, ni d'un outil d'unité géographique. L'unité la

plus importante est celle d'un passé historique commun, que les Juifs possèdent en abondance. Landauer rejette l'idée que le problème juif représente un problème séparé nécessitant une solution séparée. Il partage l'hypothèse anarchiste selon laquelle les problèmes spécifiques des Juifs seront résolus en même temps que les autres problèmes sociaux, une fois que la révolution commencera. Cependant, pour Landauer, l'universalisme socialiste n'est ni une tentative d'éviter le problème de l'antisémitisme, ni une façon de s'échapper vers une vision de l'humanité où les différences nationales disparaîtront.

Au contraire, il rejette les tendances assimilationnistes de la plupart des Juifs allemands; il insiste sur le fait que les Juifs et les Allemands constituent des peuples différents, et que tous deux ont les capacités d'apporter des contributions uniques à l'héritage de l'humanité. Mais, pour lui, il est impératif que les contributions spéciales potentielles des Juifs ne soient pas canalisées vers la formation d'un nouvel État.

Le peuple juif possède un avantage sur les autres nationalités: il n'est pas confiné dans les frontières d'un État donné. Ce fait historique ne doit pas être considéré comme un handicap, mais plutôt comme un avantage, car il libère les Juifs du joug du conformisme; il leur permet de rester un peuple tout en luttant non seulement pour le progrès de leur nation mais pour un futur idéal d'unité universelle. Le fait que les Juifs soient privés d'un territoire les différencie de toutes les autres nations, dans le sens qu'ils ne sont pas attachés au culte de l'État.

Par conséquent, les Juifs sont chargés d'une mission historique destinée à devenir la force motrice soutenant la construction de communautés socialistes n'entretenant aucun lien avec l'État. Cette conception explique l'hostilité de Landauer vis-à-vis du mouvement sioniste; à ses yeux, celui-ci s'intéresse davantage à construire un État juif qu'à cultiver sa «vocation spéciale de servir l'humanité» – tâche des Juifs de la Diaspora.

Rudolf Rocker

Contrairement à Gustav Landauer, Rudolf Rocker ne considère pas que les Juifs possèdent une entité nationale séparée. Rocker entre pour la première fois en contact avec des révolutionnaires juifs quand il se trouve en exil à Paris. Plus tard, à Londres, il milite dans le mouvement anarchiste juif de l'East End, et devient rapidement son dirigeant et son mentor spirituel – son «rabbin», comme l'un de ses disciples le surnomma. À cause de ses activités dans la communauté juive, Rocker est constamment confronté au phénomène du nationalisme juif et du sionisme, ainsi qu'au problème d'un nouvel État en Israël.

Dans *Nationalisme et culture* (1937), il retrace le développement de l'idée nationale depuis l'aube de l'histoire jusqu'à l'époque moderne. Il conclut que les sentiments nationaux ne sont ni innés ni naturels.

Selon lui, un individu n'est pas lié à une nation de la même façon qu'à une famille ou une tribu. Une personne doit être soigneusement entraînée à penser qu'elle fait partie d'une nation particulière, de la même façon que l'on entraîne quelqu'un à penser qu'il appartient à une église particulière. La conscience nationale n'est rien de plus qu'une construction artificielle, qui ne peut émerger des peuples eux-mêmes et leur est imposée d'en haut. Un peuple est une communauté définie, plus ou moins homogène, existant à l'intérieur de certaines frontières, à une époque donnée.

Contrairement à un «peuple», une nation est un produit artificiel de la société qui résulte des manipulations politiques des élites dirigeant les États, elle n'a pas d'existence indépendante. Selon les définitions de Rocker, les Juifs ne sont ni un peuple ni une nation, car ils ne sont pas assez homogènes pour être classés comme un peuple, et leur seule prétention à former une nation repose sur la possession d'un héritage culturel distinct.

Rudolf Rocker partage également l'attitude négative de Landauer vis-à-vis de l'interprétation sioniste de l'auto-détermination nationale juive. Contrairement à Landauer, cependant, pour qui le sionisme est un problème uniquement théorique, Rocker doit discuter du sionisme tous les jours durant son travail parmi les immigrés juifs dans l'Est End de Londres. Rocker combat sans arrêt l'idéologie bigarrée, composé d'anarchisme et de sionisme, qui prévaut chez les immigrés juifs de Londres. Rejetant la souveraineté nationale pour le peuple juif, Rocker s'intéresse aux suggestions faites par Ahad Ha-am (Asher Tsvi Ginzberg) qui prône l'établissement d'un centre culturel pour les Juifs qui servirait de noyau unificateur pour la vie culturelle juive et viserait à une excellence spirituelle et scientifique. Cependant, tout en approuvant les idées d'Ahad Ha-am sur l'expression culturelle juive, Rocker ne pense pas que ce centre doit être bien défini géographiquement. En effet, la centralisation géographique implique une certaine dose de souveraineté politique, à laquelle il est opposé.

Le débat Yarblum-Kropotkine

Pierre Kropotkine, quant à lui, a défini son attitude vis-à-vis du nationalisme juif et du sionisme dans sa correspondance avec Mark Yarblum³, un anarchiste juif. Dans une lettre ouverte adressée au révolutionnaire russe, Yarblum, qui se définit à la fois comme un anarcho-communiste et un sioniste, demande à Kropotkine d'exprimer son opinion sur le nationalisme en général et sur le sionisme, en tant que mouvement de libération nationale, en particulier. Pour Yarblum, les Juifs ne pourront se développer normalement qu'en formant un État à eux en Palestine. Il ajoute qu'il existe déjà des groupes anarcho-communistes ayant des tendances sionistes et qui aspirent à réaliser les principes anarchistes en créant des communes libres en Palestine.

Dans sa réponse, Kropotkine rejette l'idée d'un État juif, et en particulier l'idée que la souveraineté nationale juive pourrait être rétablie en Palestine. En tant que géographe, il souligne que les difficultés climatologiques de la région rendent l'installation des Juifs en Palestine physiquement impossible. Il note aussi que la Palestine a été désertée par ses habitants au cours de l'histoire, à cause de ses caractéristiques géo-climatologiques arides qui rendent l'accès à l'eau extrêmement difficiles.

Il semble que même Kropotkine ne se soit pas complètement libéré du mythe des caractéristiques nationales immuables, mythe si répandu chez les anthropologues et les philosophes sociaux de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle.

Il remarque en effet qu'une colonisation réussie ne peut être accomplie que par des gens capables de cultiver la terre, qualité qui (d'après Kropotkine) fait défaut aux Juifs, citadins pendant des siècles, et qui ont surtout gagné leur vie en exerçant la profession de commerçant indépendant ou d'artisan. De plus, il soutient que si les Juifs avaient voulu si désespérément devenir des fermiers, ils auraient pu le faire depuis longtemps, en établissant des colonies dans d'autres parties du monde, comme en Afrique du Sud, où la terre abonde et où le climat est certainement plus hospitalier que celui de la Palestine. Et enfin, Kropotkine explique que la création d'une nation juive requerrait des déplacements massifs de populations, et un processus de réhabilitation et de reconstruction sur une échelle inimaginable.

En dehors des obstacles matériels évoqués, les principales objections de Kropotkine à l'établissement d'une entité nationale en Palestine proviennent en fait d'une de ses convictions politiques: pour lui, le sionisme est une idée infectée par les principes religieux, plutôt qu'un mouvement laïc de libération nationale.

Kropotkine prend en compte le rôle des mouvements de libération nationale, qu'il considère comme une force positive dans le processus de destruction de la société capitaliste. Les nations qui luttent pour leur libération nationale ne peuvent pas prendre la route de la révolution sociale tant qu'elles se soucient de combattre la domination étrangère. Le rôle des mouvements de libération nationale est donc impératif pour la révolution, car ils abattront l'obstacle empêcher la conscience sociale des travailleurs de s'éveiller. Mais le sionisme, pour Kropotkine, n'est pas un mouvement de libération normal. Il est né et s'est développé à partir des aspirations des Juifs religieux à construire un État théocratique en Palestine. Par conséquent, il craint que la création d'un État juif non seulement soit matériellement difficile, mais aussi extrêmement indésirable d'un point de vue politique, puisque l'investissement de ressources et de sacrifices ne pourra servir qu'à revitaliser des idées anachroniques.

Mark Yarblum, dont la lettre poussa Kropotkine à écrire sur le sionisme, n'est pas d'accord avec ces critiques, et accuse Kropotkine

de confondre sionisme et messianisme. Yarblum pense que si le messianisme est une idée religieuse, pour qui la libération du «Peuple Élu» viendra du transfert des Juifs en Palestine, le sionisme est un idéal révolutionnaire, antireligieux, car pour les sionistes la libération dépend des hommes eux-mêmes et non des actes de Dieu et de son Messie.

Dans sa réponse, Kropotkine reconnaît l'existence de différentes tendances dans le sionisme, mais il explique que le sionisme religieux est le courant le plus important au sein du mouvement sioniste, et que la tendance politique laïque représente une tendance historique insignifiante. Au sionisme, Kropotkine oppose l'assimilation économique et politique des Juifs dans les pays où ils résident. Cependant, il ne prône absolument pas l'assimilation culturelle. Même si une nation ne possède pas son propre État, il n'y a aucune raison qu'elle néglige son héritage national. Au contraire, le développement de leur langue et de leur culture par les nations devrait être considéré comme une contribution importante au progrès global de l'humanité.

Ainsi, Kropotkine, incite les Juifs à développer leur culture et leur folklore national, de même que d'autres nations dépourvues de pays, comme les Ukrainiens ou les Roms. Cette activité peut se dérouler dans les pays où ils résident, sans qu'ils aient besoin de se déplacer. Selon Kropotkine, si le courant politique du sionisme se fixait cet objectif, alors il pourrait devenir un véritable idéal national qui conviendrait aux objectifs des Juifs.

Bernard Lazare

La troisième approche du nationalisme juif a essayé de faire face à la vague montante du nationalisme et de créer une synthèse entre les principes anarchistes classiques et les aspirations nationales des Juifs. Cette synthèse fut formulée par des anarchistes juifs qui comprenaient que l'assimilation, ou même l'autonomie culturelle que recommandait Kropotkine, ne suffiraient pas à résoudre la question juive.

Bernard Lazare fut le premier à travailler dans cette direction. Il incarne l'archétype du Juif assimilé, enraciné dans la société française et étranger à tout ce qui est juif. Cependant, les nombreux incidents antisémites en France qui culminent durant l'Affaire Dreyfus le troublent. Avant l'Affaire Dreyfus, Lazare croyait que le problème national juif serait résolu selon les recettes anarchistes orthodoxes qui soulignaient ses aspects universalistes. Pour Lazare, si l'antisémitisme doit disparaître, la religion juive doit disparaître d'abord. Ensuite, sécularisés et dénationalisés, les Juifs seront absorbés dans leurs nations d'accueil et cesseront d'exister comme peuple. À la suite de l'Affaire Dreyfus, Lazare se rend compte qu'il ne suffit pas d'abandonner sa religion et d'abandonner ses traditions pour qu'un Juif soit véritablement assimilé. Bernard Lazare en vient alors à la conclusion que les Juifs doivent cesser d'essayer de

s'assimiler au sein d'autres nations, et développer au contraire leur propre conception du nationalisme.

Bernard Lazare considère la nation comme une unité de sentiments, de pensées et d'idées morales, pas une unité de sang. Chaque fois qu'un certain nombre d'individus possèdent un passé commun, des traditions et des idées communes, qu'ils appartiennent au même groupe, ils forment une nation. Les Juifs constituent une nation parce que leur sentiment d'unité provient d'un passé commun partagé. Leur histoire comprend de nombreuses coutumes partagées, dont toutes n'ont pas survécu, mais qui néanmoins ont laissé leur empreinte sur les Juifs, leur donnant une communauté d'habitudes et un cadre de pensée semblable. Ils possèdent aussi à la fois un langage commun et un territoire commun.

Bernard Lazare est le seul anarchiste juif qui juge que les Juifs doivent, en fait, posséder ces deux attributs matériels, dont on juge habituellement qu'ils définissent toutes les autres entités nationales. Le territoire commun, selon Lazare, est le ghetto juif, et l'hébreu le langage commun. Lazare défend une version du nationalisme fondée sur la solidarité de classe. La caractéristique la plus importante de la nation, selon Lazare, c'est sa solidarité nationale, qui survit longtemps après que toutes les autres caractéristiques nationales ont disparu. La conception de la solidarité nationale, selon lui, est une conception très particulière, fondée sur l'appartenance à une classe. Les convictions révolutionnaires de Lazare percent dans la distinction sans équivoque qu'il établit entre riches et pauvres, entre la bourgeoisie juive et les masses ouvrières juives. Ceux qui forment la nation juive sont les intellectuels, les prolétaires et les pauvres. Lazare en exclut ceux qui appartiennent à la bourgeoisie, qu'il appelle «notre poubelle, nos ordures⁴».

Au départ, le nationalisme de Bernard Lazare n'a pas de Sion, il est dépourvu d'adresse géographique concrète pour la nation juive. Comme Landauer, il se préoccupe de créer une nation spirituelle et morale, pas de fonder pratiquement un État. Comme Kropotkine, Lazare pense que, à l'égal d'autres minorités, les Juifs, eux aussi, sont capables de se développer comme une nation à l'intérieur d'une nation. Le nationalisme particulier de Lazare, cependant, se transforme progressivement en une forme de sionisme politique, alors qu'il commence à souligner le besoin d'une base territoriale pour accomplir la réalisation de la souveraineté nationale juive. Lazare se convertit totalement au sionisme en 1897; en effet, il pense désormais souhaitable que les Juifs disposent d'un territoire physique, concret, où «l'errant puisse trouver asile, reposer sa tête lourde et étirer ses membres fatigués». Un an plus tard, en mai 1898, Bernard Lazare pointe finalement son doigt vers la Palestine⁵.

Hillel Solotaroff

Un autre homme essaya lui aussi d'opérer un rapprochement entre l'anarchisme et le nationalisme juif: Hillel Solotaroff, qui émigra de

Russie vers les États-Unis en 1882 et milita dans le premier groupe juif anarchiste aux États-Unis, Les Pionniers de la liberté. À la suite du pogrome de Kitchinev en 1903, Solotaroff écrit un article intitulé *Erneste Fragen*⁶ (Questions extrêmement sérieuses), dans lequel il critique les conceptions anarchistes et cette critique provoquera un schisme idéologique au sein du mouvement anarchiste juif américain. Dans ce texte, il souligne qu'il faut être aveugle pour ne pas se rendre compte que la force du nationalisme se répand dans le monde entier. Certes, il regrette que les idées prêchées par le socialisme et l'anarchisme ne puissent stopper les explosions antisémites de plus en plus fréquentes.

Mais, selon lui, le temps est venu pour les anarchistes juifs de décider de la position à adopter face aux forces du nationalisme, et de la façon de combiner les nobles idées de la liberté anarchiste et de la vie communautaire avec la prise de conscience inévitable que seule une entité nationale juive pourra empêcher l'extermination physique du peuple juif.

Le dogme anarchiste soutient que la division de l'humanité entre différentes nations est destructive et contraire à la nature. Par conséquent, les anarchistes doivent lutter pour obtenir une unité internationale qui écarte toute variable raciale ou nationale.

Cette position, explique Solotaroff, doit être complètement remise en cause. L'idéal d'une civilisation universelle unifiée n'est pas réaliste. L'humanité se compose de nombreuses nations, petites et grandes, qui ont créé différents systèmes politiques et ont mené chacune une existence nationale unique. Par conséquent, il est irréaliste de proposer une humanité sans nations. Pour Solotaroff, les idées anarchistes concernant l'internationalisme, la fraternité et la solidarité humaine doivent être tempérées par une dose de réalisme. Inciter les Juifs à adhérer strictement au dogme internationaliste de l'anarchisme signifie, en fait, contribuer à la destruction physique du peuple juif. La seule solution logique pour un Juif qui ne souhaite ni s'assimiler à la société chrétienne, ni appartenir au camp de ceux qui considèrent la révolution sociale comme le seul Messie, c'est d'admettre et d'accepter son propre sens du nationalisme.

Placée dans ce contexte, la question juive conduit à une conclusion inévitable: les Juifs doivent lutter pour une existence nationale indépendante, dans un pays qui leur appartienne. La solution de Solotaroff pour la question juive acquiert une tonalité sioniste quand il proclame que la seule région adéquate pour créer un foyer national juif est la Palestine. Cependant, contrairement à la plupart des sionistes, qui ont choisi la Palestine pour sa signification historique, Solotaroff choisit cet endroit parce qu'il perçoit la Palestine comme un endroit où l'économie est sous-développée et l'ordre social primitif. Pour justifier son choix, Solotaroff dresse une analogie avec les migrations de masse de l'Antiquité. Il observe que, après une conquête, le conquérant s'assimile souvent à la population locale. Et

au cours de ce processus, il perd ses coutumes, sa langue et parfois même sa religion. Quelle est la loi d'airain de l'histoire, selon Solotaroff ? Un peuple dont les structures sociales et culturelles sont plus avancées absorbe le peuple moins avancé, même si le peuple culturellement inférieur est plus fort sur le plan militaire.

La même règle s'applique aux temps modernes, notamment à l'émigration juive massive des pays de l'Est européen vers l'Ouest. Les Juifs émigrent généralement vers des pays où la liberté politique et l'égalité sociales sont garanties par la loi. Ces pays sont aussi fortement industrialisés, ce qui facilite l'intégration de l'immigrant dans l'économie de son nouveau pays. Solotaroff approuve l'analyse de Kropotkine à propos des Juifs, peuple de citadins qui ignorent les techniques de base de l'agriculture et du travail de la terre. Il est donc naturel, selon lui, que la plupart des immigrants juifs aient choisi des pays hautement industrialisés. Mais les Juifs nouvellement arrivés sont incapables de créer et d'entretenir la vie culturelle juive dans leur pays d'adoption. Cela vient du fait qu'aux États-Unis, ou en Europe occidentale, les Juifs sont culturellement inférieurs et qu'ils tendent à s'assimiler culturellement à leur nouvel environnement.

En Palestine, la situation est complètement différente. En Palestine, seuls immigrer les idéalistes, ceux qui luttent pour créer un «foyer national juif». La région est sous-développée sur le plan économique, la vie urbaine ne s'est pas encore épanouie, pas plus que l'industrie ou le commerce. Une telle situation, selon Solotaroff, est idéale, parce que c'est seulement dans un pays économiquement arriéré, qu'un peuple peut revenir à ses racines, créer des colonies agricoles et cultiver la terre, afin d'en finir avec l'image stéréotypée d'un peuple composé uniquement de commerçants et d'usuriers.

Après avoir expliqué que la Palestine constitue l'endroit idéal pour cimenter l'unité nationale juive, Solotaroff décrit le système politique qui conviendrait le mieux à cette nouvelle nation. Selon sa formule quelque peu ambiguë, la future structure politique et sociale de la Palestine se composera d'unités territoriales indépendantes, de communes, qui se fédéreront dans une république fédérale, très semblable à la Suisse. Cette fédération fera partie d'un nouvel ordre mondial, dans lequel des communes organisées sur une base nationale formeront une fédération multinationale.

L'article de Solotaroff détruit l'unité idéologique du mouvement anarchiste juif aux États-Unis, en énonçant les termes d'un débat qui se réduisait en fait à une alternative: soit les Juifs anarchistes soutiennent l'idée d'une souveraineté juive en Palestine, soit ils continuent à défendre une position internationaliste stricte. Un anarchiste juif est-il d'abord anarchiste ou d'abord juif ?

La déclaration Balfour de 1917, la Seconde Guerre mondiale et la création de l'État d'Israël ont provoqué la ré-émergence de ce débat sur la possibilité d'une coexistence entre anarchisme et sionisme. Ce débat s'est manifesté surtout aux États-Unis, où le mouvement

anarchiste juif était une force très active et influente parmi les masses immigrées juives.

Après la déclaration Balfour, certains prétendent que de nombreux juifs anarchistes, parmi lesquels Saul Yanovsky, le rédacteur en chef de *Freie Arbeiter Stimme* (La voix libre des travailleurs), se montrent indulgents envers le nationalisme et se réjouissent à l'idée que les Juifs disposeront d'une patrie en Palestine⁷. Trente ans plus tard, un autre rédacteur en chef de cette même publication fut aussi accusé de succomber aux sirènes du nationalisme. Herman Frank fut vivement attaqué par des membres du mouvement anarchiste. Ceux-ci prétendaient que, depuis qu'il avait pris la direction du journal, celui-ci était devenu plus nationaliste qu'anarchiste et il dut finalement démissionner.

La Seconde Guerre mondiale et l'Holocauste ont évidemment influencé le débat sur les rapports entre anarchisme et sionisme. Dans un article publié dans la *Freie Arbeiter Stimme* en 1947, Israël Rubin explique que les anarchistes sont opposés au système des États, et doivent donc en principe rejeter aussi la notion d'un État juif. Mais, se demande-t-il, les derniers événements tragiques qui ont frappé les Juifs ne doivent-ils pas inciter les anarchistes à changer leur position ? L'établissement d'un État juif est peut-être une erreur sur le plan idéologique mais quel autre espoir reste-t-il pour les survivants de l'Holocauste ?

La création de l'État d'Israël a marqué la victoire du sionisme sur l'anarchisme dans le débat évoqué ci-dessus. Bien que la *Freie Arbeiter Stimme* ait continué à publier des articles qui s'opposaient théoriquement à l'existence d'un État juif, Israël fut accepté comme une solution nécessaire pour la question juive. Rocker qui vécut assez longtemps pour assister à cette évolution politique, se plaignait que la plupart des anarchistes juifs, aveuglés par les promesses du sionisme, avaient oublié les leçons de l'histoire et croyaient naïvement que le nouvel État allait devenir une exception.

Mina Graur (Traduit de l'anglais par *Ni patrie ni frontières*)

Notes

1. Georges Lichtheim, «Socialism and the Jews», *Dissent*, juillet-août 1968, p. 322. Voir aussi Edmund Silberner, «Two Studies on Modern Antisemitism», *Historia Judaica*, octobre 1952, pp. 93-118.

2. Martin Buber (sous la direction de), Gustav Landauer: *Sein Lebensgang in Briefen*, Francfort, 1929.

3. Le débat Kropotkine-Yarblum dans *Listki Khleb I Volia*, 7 juin 1807. Pierre Kropotkine, *Noch Vegen Anarchizm un Tsionism*, Kropotkin-Zamelbuch, Buenos Aires, 1947, p. 219.

4. Bernard Lazare, *Haantishbemiut*, Vilnius, 1899, pp. 138-139.

5. Bernard Lazare, *Nationalism and Jewish Emancipation*, Job Dunheap, New York, 1948, pp. 86, 99.

6. Hillel Solotaroff, «Erneste Fragen», *Freie Arbeiter Stimme*, 23 mai 1903; «Di Yidishe Aynavanderung in Amerike un in Palestine», *Tsukunft*, octobre 1907.

7. Saul Yanovsky, «Oif der Vach», *Freie Arbeiter Stimme*, 1^{er} décembre 1917.

Antisémitisme et sionisme

Ce rapport a été présenté au Congrès ouvrier révolutionnaire international (anarchiste) de 1900 par le groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes de Paris. Comme l'explique Sylvain Boulouque dans cet ouvrage, ce texte «permet de cerner en quelque sorte la position "officielle" du mouvement anarchiste» et «est une réponse indirecte à Bernard Lazare et Henri Dhorr».

On remarquera que, tout comme les marxistes, les anarchistes, au début du XX^e siècle, n'offrent aucune donnée chiffrée sur l'importance numérique supposée des Juifs dans le commerce, la presse et la banque. On nage dans la subjectivité. Cette imprécision ne peut aider à combattre efficacement la haine des Juifs sous toutes ses formes, nationales, religieuses, culturelles ou « ethniques ». Si le texte mentionne dans sa dernière partie les « prolétaires juifs » à propos de leur attirance possible pour le sionisme, les ESRI n'ont rien de concret à opposer aux pogromes et aux manifestations d'antisémitisme dans les sociétés d'alors, sinon d'attendre... la Révolution sociale.

Comme les marxistes, les ESRI nient l'existence d'un antisémitisme significatif chez les ouvriers, attitude systématique encore aujourd'hui chez de nombreux militants. Ils se concentrent presque exclusivement sur une seule cause économique (qu'ils n'illustrent par aucune statistique), négligeant d'autres pistes explicatives.

Et enfin ils considèrent les Juifs comme une communauté religieuse et non comme un peuple qui aurait donc une question nationale à résoudre. L'internationalisme sympathique des anarchistes les empêche de voir ou d'admettre que les revendications nationales ont encore – hélas ! – de beaux jours devant elles et qu'elles marqueront de façon décisive tout le XX^e siècle. Et surtout de définir une tactique efficace sur cette question.

Malgré ces réserves, qui ne sont pas simplement liées au moment historique où ce texte a été écrit (moment qui explique, par exemple, pourquoi les auteurs parlent plusieurs fois d'une « race juive » tout en étant opposés à toute théorie des races), cette contribution possède plusieurs qualités. Sa critique de la fonction et des effets du sionisme, qu'il soit de droite ou de gauche, est en effet prémonitoire. Et la description de la fonction politique de l'antisémitisme est habilement expliquée, même si elle est parfois un peu caricaturale et si la question qui ouvre le texte montre à quel point la réflexion sur l'antisémitisme était balbutiante dans certains milieux révolutionnaires.

Ne serait-ce que se poser la question de savoir si une « révolution antisémite » pourrait donner naissance à une « révolution totale », notamment par un passage des « procédés antisémites » aux « procédés révolutionnaires » ou grâce à des alliances avec des partis antisémites radicaux, révèle une confusion théorique et politique grave. Et le texte fait preuve d'une cécité confondante quand il affirme que les antisémites français ont « des griefs de race ou de religion très légers », que les chefs antisémites

français n'éprouvent pas de « haine de race » mais seulement une haine religieuse, que « la plupart des antisémites seraient eux-mêmes effrayés si on les mettait en mesure de passer à l'acte quand ils crients "Mort aux Juifs" » ou que les Juifs « dirigent généralement les journaux antisémites ». (*Ni patrie ni frontières*)

Un socialiste, un anarchiste peuvent-ils logiquement être antisémites? Doivent-ils même se mêler à un mouvement antisémitique, avec l'espoir de détourner ce mouvement de son but primitif vers un résultat plus conforme à leurs aspirations?

Telle est la double question qu'on a proposé au Congrès d'examiner. Le plus étrange, assurément, c'est que les circonstances nous aient amenés à discuter sur une opinion qui avait pu paraître définitivement écartée. Il y a dix ans, n'importe quel congrès socialiste ou anarchiste se serait abstenu de perdre son temps dans une pareille controverse; on se serait contenté de rappeler que le prolétariat poursuit l'affranchissement des hommes sans distinction de sexe, de race ou de nationalité. C'était clair, c'était logique, c'était suffisant; aujourd'hui, c'est encore clair et logique, mais il est fort malheureux que ce ne soit plus suffisant. Nous assistons, en effet, à une perversion étrange des traditions de la langue française: nous avons vu naître ou revivre des *démocrates chrétiens*; on a composé, sans que le bon sens adressât une prosopopée aux Barbares, le monstre bicéphale appelé *socialiste-nationaliste*; enfin, symptôme plus grave, l'attitude de certains chefs d'un parti scientifique puissant a pu faire croire que, tout en se gardant d'une alliance avec les antisémites, ils se croyaient tenus de les ménager. Certains de nos camarades même, toujours persuadés qu'il faut se mêler à tout mouvement, quel qu'il soit, pour le détourner ensuite au plus grand profit de la Révolution, n'ont pas craint de s'engager jusqu'à un certain point dans cette voie décevante.

Ce que nous voulons faire ici, ce n'est pas une réfutation générale de l'antisémitisme, ce n'est pas montrer que les faits énoncés, par les écrivains antisémites sont faux ou dénaturés; cette œuvre a déjà été accomplie un peu partout et les réfutations sont généralement bonnes, parce que c'était vraiment un travail facile. L'objet de ce rapport est de dire en quelques mots l'histoire de l'antisémitisme, en France au dix-neuvième siècle, montrer quels gens sont antisémites et pourquoi ils le sont, de se demander si les socialistes et les anarchistes peuvent participer au mouvement antisémitique soit dans son intégralité, soit en favorisant les solutions lâches et équivoques, comme le sionisme, soit avec l'espoir que d'une révolution antisémitique naîtrait la Révolution totale.

Après avoir été maintenu pendant dix-huit siècles par l'oppression romaine et chrétienne, le sémitisme fut aboli en 1789 par la déclaration des Droits de l'homme. Il fut ressuscité par Napoléon I^{er}, cet Italien catholique, superstitieux, fanatique, dont on ne dira jamais assez haut les méfaits. L'œuvre de la Révolution fut d'ailleurs assez

durable pour que cette poussée d'antisémitisme prit fin avec l'Empire. Elle reparut sous la monarchie de Juillet qui, à beaucoup d'égards, fut plus réactionnaire que la Restauration. Une vague théorie antisémite se fit jour dans le livre de Toussenel *Les Juifs rois de l'époque*. Ce livre est de 1836, c'est-à-dire du temps qui sépare Casimir Périer de Guizot, époque fertile en fusillades de prolétaires, cependant que se constituait en France l'industrialisme moderne. La seconde République eut d'autres préoccupations que de favoriser ou contrarier les Juifs; sous Napoléon III, ils furent trop nécessaires à l'organisation des grandes sociétés modernes de crédit pour qu'on songeât à les persécuter. Vint enfin le régime dont nous jouissons, d'abord dirigé par les libéraux, qui, à côté de défauts innombrables, avaient cette qualité d'être des libéraux conscients. Mais ils furent remplacés, vers 1885, par des opportunistes, et la réaction commença: *La France juive*, de Drumont, est de 1886. Qu'on nous entende bien: quand nous parlons de réactionnaires et de progressistes, il ne s'agit pas de définir la distance qui sépare M. Méline de M. Bourgeois.

Nous donnons au mot réactionnaire un sens beaucoup plus large que celui de conservateur; il faut tenir compte de l'évolution générale, et il est bien certain que les constituants de 1789 étaient des esprits beaucoup plus hardis que nos radicaux. Il était donc intéressant de constater que tous les mouvements antisémites ont correspondu à des mouvements de réaction, et, si nous sortons de France, nous voyons que le pays où l'antisémitisme est le plus fort est l'Autriche, c'est-à-dire précisément le pays qui fut, pendant tout le dix-neuvième siècle, le centre de la contre-Révolution, le pays qui garda le plus longtemps le système féodal et qui soutint si énergiquement en Europe ce qu'on a appelé la *Politique de Metternich*.

Qu'est-ce donc que l'antisémitisme ? Est-ce une question de races ? Les théoriciens qui le soutiennent sont fort embarrassés pour être logiques; ils parlent d'Aryens et d'Asiatiques et sont dès lors obligés d'être beaucoup plus affirmatifs sur la pureté de race des Aryens que la science n'ose le faire aujourd'hui. Peu nous importe, d'ailleurs, avec le plan que nous nous sommes tracés ici: cette considération de races aurait de l'importance si elle avait un résultat pratique, mais on ne voit pas bien les populations passionnées par un problème d'ethnographie.

L'antisémitisme est-il une querelle religieuse ? Pour les chefs du parti et surtout pour les chefs occultes, les congrégations et aussi le clergé séculier, quoi qu'on dise, cela est absolument vrai. Mais il est remarquable que ces chefs avouent ressentir pour les Juifs une haine de race, ce qui est faux, même pour eux, et qu'ils se défendent de vouloir ressusciter les guerres de religion, ce qui est pourtant l'exacte vérité. C'est qu'ils sentent bien, en réalité, qu'un mouvement religieux est aujourd'hui très difficile à provoquer en France. Pour susciter une querelle de religion, il faut avoir une armée qui soit religieuse, au sens profond et sincère du mot. Cromwel, Gustave-

Adolphe ont eu des armées religieuses; les soldats du maréchal Booth sont religieux; en France, il n'y a que des incrédules ou des superstitieux et dans beaucoup de cas il ne faut pas gratter beaucoup d'incrédulité pour trouver la superstition. Les Français croient aux signes fastes et néfastes, comme leurs ancêtres romains, aux génies bienfaisants et malfaisants, comme leurs ancêtres germaniques, aux fétiches, comme leurs ancêtres des cavernes: ils ne sont pas religieux parce qu'ils ne sont pas mystiques. On comprend dès lors que les chefs antisémites se défendent d'exciter les haines religieuses; leur seule chance de succès dans ce sens serait d'exploiter la superstition, de répandre la croyance aux crimes rituels des Juifs, par exemple; on ne l'a jamais essayé que timidement en France. On trouve, chez certains paysans la croyance que les Juifs adorent le cochon, puisqu'ils n'en mangent pas; mais la seule pratique religieuse qu'on reproche avec persistance aux Juifs, c'est la Circoncision !

Il paraît donc hors de doute que, si les chefs antisémites sont parvenus à recruter une armée en France (et nous ne pensons pas qu'ils puissent se froisser d'être comparés à une armée) leurs troupes n'ont contre les Juifs que des griefs de race ou de religion très légers. C'est pour des raisons *économiques* que le mouvement antisémite a pris une certaine importance.

Nous avons l'air d'être d'accord avec la presse antijuive: il n'en est rien. Nous pensons que les antisémites sont hostiles aux Juifs, non pas parce que les Juifs les ont ruinés plus que les chrétiens ou les libres penseurs, mais parce qu'ils se sentent ruinés, qu'ils ont des préjugés de classe trop forts pour apercevoir les causes réelles de leur ruine, qu'ils se débattent dans l'inconnu et qu'ils croient à l'efficacité des réformes promises par les politiciens républicains, libre-échangistes, protectionnistes ou radicaux.

La clientèle antisémite se recrute d'abord dans la petite bourgeoisie, chez les commerçants petits et moyens, chez les artisans, en un mot parmi cette classe intermédiaire dont, il y a déjà longtemps, on a prédit avec justesse la disparition. Les symptômes de sa mort prochaine s'accumulent, les conditions de vie du petit rentier, du petit commerçant, de l'artisan de boutique deviennent de plus en plus difficiles. C'est là un phénomène palpable, dont tout le monde se rend compte, même les intéressés. Mais on a peut-être trop complaisamment espéré que cette classe moyenne accepterait sa déchéance avec résignation. Comme il est naturel, elle s'acharne à vivre, et comme ces malades condamnés que les médecins ne soignent que par devoir, elle s'adresse aux charlatans. Le nationalisme, l'antisémitisme sont des soubresauts d'agonie.

Dans toute la France métropolitaine il n'y a guère d'antisémites purs qu'à Paris, et l'on peut encore remarquer qu'ils sont presque localisés dans le centre. Les dernières élections municipales sont caractéristiques si on veut bien les examiner, non à un point de vue purement électoral, mais comme une statistique: si l'on met à part les

quartiers riches de l'ouest, qui ne peuvent être que monarchistes, on constate que les socialistes ont gardé leurs positions dans les faubourgs et que les républicains modérés et radicaux ont perdu les leurs dans le centre. Or, c'est dans le centre que sont rassemblés, et les marchands de denrées alimentaires, et les marchands d'articles de Paris, et les fabricants de ces mêmes articles. Quand on dit que le commerce parisien est en souffrance, c'est le commerce de cette catégorie que l'on entend désigner. On a dit que le socialisme recrutait ses adeptes parmi tous les mécontents: eh bien ! ces petits commerçants sont mécontents, et non seulement ils ne sont pas allés au socialisme, mais ils se sont brutalement retournés vers la réaction, et la réaction, à l'heure actuelle, s'appelle antisémitisme et nationalisme. Il serait sans doute exagéré de croire que l'antisémitisme de la classe moyenne est un sentiment profond: la plupart des antisémites seraient eux-mêmes effrayés si on les mettait en mesure de passer à l'acte quand ils crient «Mort aux Juifs !»

C'est chez eux un sentiment de malaise mal défini, dont l'élément le plus certain est peut-être la peur du socialisme. Et cette peur est justifiée: le socialiste, l'anarchiste, s'ils sont conscients, sont les ennemis de la classe moyenne, de la petite bourgeoisie et du petit commerce, au même degré qu'ils sont les ennemis de la grande bourgeoisie capitaliste. Et même une révolution sociale trouverait peut-être le moyen d'utiliser certains rouages du grand capitalisme, comme les grands magasins, les grandes institutions de crédit, dont il serait facile de faire des instruments communistes: il n'y a absolument rien à tirer de la boutique, de l'échoppe, du système de circulation monétaire journalier. L'évolution économique est telle que la moindre mesure d'intérêt général, de quelque parti qu'en vienne l'initiative, tourne au détriment de la classe moyenne: supprimer ou restreindre les étalages qui encombrant les trottoirs, permettre à un grand nombre de gens d'habiter la campagne en faisant pénétrer les tramways et les chemins de fer au centre de Paris voilà des réformes qu'on peut voter de l'extrême droite à l'extrême gauche; cela n'a, en tout cas, rien de socialiste, mais cela contribue à achever le petit commerçant, qui se débat et ne comprend pas. Allez donc alors lui parler d'une société communiste, c'est-à-dire d'un ensemble social qui sera vraisemblablement beaucoup plus complexe que la société actuelle, à lui qui considère avec effroi un changement dans l'ordre de sa vitrine et qui met sa gloire à pouvoir payer comptant ! La propagande antisémite est plus simple: «Le commerce ne va pas ? C'est la faute des Juifs.» Criez: «A bas les Juifs !» et le commerce marchera. Et le Petit commerçant crie «A bas les Juifs !» parce que, quand on souffre, il faut bien crier quelque chose.

Mais n'y a-t-il que les petits commerçants qui soient antisémites ? Non certes, et l'on trouve dans cette armée hétéroclite une partie des grands commerçants, ceux qui travaillent dans la limite des frontières, qui sont les intermédiaires de la France pour la France, et

aussi parmi les propriétaires fonciers, ceux qui pour la terre n'est pas un moyen de travail à proprement parler, mais surtout un instrument de spéculation. C'est ce double contingent qui fait la force de l'antisémitisme, et, puisque dans un système parlementaire les intérêts se manifestent sous des noms d'hommes, c'est lui qui a porté au pouvoir et soutenu M. Méline. Ce parti d'ailleurs ne s'avoue pas toujours antisémite; en réalité, il n'est pas plus antisémite qu'il n'est républicain modéré: il est *conservateur* pour maintenir les privilèges qu'il possède encore, il est *réactionnaire* pour recouvrer ceux qui sont en train de s'effondrer. L'antisémitisme, pour une partie des gros commerçants, pour les grands propriétaires fonciers, n'est qu'un moyen *actuel* d'opposition au moyen *éventuel* du gouvernement. Mais comment ce voisinage d'intérêts peut-il s'établir ?

Nous avons dit qu'une partie seulement du grand commerce est antisémite. C'est qu'en effet les gros armateurs des ports, les commissionnaires pour l'importation et l'exportation, par le caractère même de leurs affaires, ne peuvent pas chercher à restreindre leurs relations, ne peuvent pas être nationalistes ou antisémites. Mais il en est d'autres, les plus nombreux jusqu'ici, qui achètent en France, qui vendent en France, qui tiennent à l'égard des produits étrangers les mêmes propos que les petits commerçants à l'égard des grands magasins. Pour ceux-là la devise: «La France aux Français», signifie: «Le commerce français aux mains des commerçants français.» La formule protectionniste sembla d'abord leur suffire; mais comme elle n'a rien produit de bon, ils l'ont élargie, ils en ont fait l'antisémitisme et le nationalisme. Au fond, c'est la même chose, mais ils espèrent, et le calcul n'est peut-être pas si mauvais, qu'ils prendront plutôt les masses avec un sentiment général et vague, comme le patriotisme, qu'avec la revendication d'intérêts économiques, qui au premier coup d'œil, apparaissent comme des intérêts de classes.

Quant au dernier corps de l'armée antisémite, celui des gros propriétaires fonciers, il était naturellement disposé, par ses traditions religieuses et d'éducation, à devenir antisémite. Il ne faut pas oublier en effet, quand on parle de la population agricole en France, que, malgré toutes les prétendues révolutions, les grands propriétaires fonciers sont encore les nobles et les enrichis candidats à la noblesse. Le phénomène est surtout sensible dans l'Ouest Normandie, Bretagne, Maine, Anjou, Poitou, le tiers de la France. Alors que, dans les pays de moyenne et de petite propriété, le Centre, l'Est, la vallée de la Garonne, le paysan arrive à vivre en travaillant, le grand seigneur terrien voit baisser ses revenus, ce qui est plus grave pour lui que d'être totalement ruiné. C'est qu'en effet pour le travailleur agricole, même s'il se fait aider de domestiques, la terre rapporte toujours en moyenne la même somme de valeurs d'usage; mais ce qui diminue, c'est la rente du sol, et cela par l'introduction dans le marché agricole, de terres meilleures, mieux travaillées, mais ces terres sont hors des frontières, en Amérique, en Australie; un bon

protectionnisme, la terre française et ses produits aux terriens français, voilà la solution. Et il y a encore autre chose: le grand propriétaire terrien n'a pas voulu, ou n'a pas su, voir à temps que ses revenus diminuaient; il a emprunté, hypothéqué sa terre, et il s'est alors heurté à la banque, aux établissements de crédit, où il y a des Juifs, incontestablement, mais où il n'a vu que des Juifs. Et voilà comment le grand propriétaire terrien, par tradition de caste, par tradition religieuse, surtout par intérêt, est devenu, de protectionniste, nationaliste et antisémite.

Ainsi l'antisémitisme recrute ses troupes dans le petit commerce, dans le gros commerce intérieur, dans l'aristocratie foncière. Ce serait une illusion de croire que les intérêts économiques de ces divers groupes sont les mêmes: ceux du petit et du gros commerce sont contradictoires, et ce n'est pas un triste spectacle de voir le journal de M. Jaluzot faire campagne contre les grands magasins. Un autre journal, qui est l'organe des agents de change, est antisémite et tonne assez fréquemment contre la haute banque cosmopolite: il est vrai que le syndicat des agents de change comprend peu de juifs et que ceux-ci tiennent surtout la coulisse. D'autres contradictions internes ne manqueraient pas de disloquer le parti antisémite peu de temps après son triomphe. Il est incontestable pourtant qu'au lendemain même du triomphe chacun des éléments pourrait trouver des avantages dans la constitution d'un gouvernement *fort*, royauté, empire ou république dictatoriale. Un gouvernement vraiment digne de ce nom, en effet, ne manquerait pas d'accorder au petit commerce des taxes sur les grands magasins, la suppression des coopératives, une détaxe des petites patentes; par un protectionnisme bien entendu, il assurerait au gros commerce le monopole du commerce national, aux propriétaires fonciers la vente à haut prix des denrées agricoles.

Dans l'évolution générale, tout ceci n'aurait évidemment qu'une importance momentanée; mais cela pourrait servir à édifier ou à consolider quelques fortunes particulières. L'Empire de Napoléon III a bien duré dix-huit ans, l'espace d'une génération ! Telles sont donc les raisons économiques qui peuvent expliquer l'antisémitisme de certaines classes de la société, toutes nos ennemies d'ailleurs. Allons-nous donc, nous, socialistes et anarchistes, crier aussi «A bas les Juifs» ?

L'attitude que nous prendrons n'est pas particulière aux révolutionnaires qui sont ici; le problème se pose exactement dans les mêmes termes pour les socialistes réformistes, pour ceux bien entendu qui sont vraiment socialistes, c'est-à-dire chez qui la préoccupation des réformes pacifiques ne va pas jusqu'à oblitérer complètement le sens même du socialisme. Nous laisserons évidemment de côté l'aspect religieux de la question. Il ne peut s'agir pour nous, qui croyons à la nuisance, qui voulons la destruction de toutes les religions, de choisir entre deux formules religieuses. Nous

pourrions seulement constater que, malgré l'opinion générale qui veut qu'une minorité religieuse pratique moins l'indifférence qu'une majorité, il faut accorder ceci aux Juifs: ils observent fort peu les rites judaïques et ils ne cherchent pas du tout à recruter des adeptes. Tout au plus pourrait-on leur reprocher de devenir trop facilement chrétiens et antisémites.

La question de race ne mérite guère, de notre part, un plus long examen. En effet, même si nous croyions à la différence essentielle et irréductible des races, notre logique serait fort embarrassée d'être à la fois sympathique aux Arabes et antipathique envers les Juifs. La logique antisémite et nationaliste nous expliquera sans doute encore qu'il est indifférent de couper les têtes aux nègres du Congo, peuples inférieurs, qui préfèrent la verroterie à l'or, et qu'il est utile d'assommer les Juifs, peuple inférieur qui préfère l'or à la fumée des canons. Mais, si nous pensons qu'il n'y a ni peuples inférieurs, ni peuples supérieurs, qu'il y a des hommes placés dans des milieux géographiques, climatiques différents, ayant par suite évolué de façons diverses, mais pouvant encore évoluer comme tous les animaux, si le milieu dans lequel ils vivent vient à changer, nous répudierons énergiquement toute querelle de race.

Et dès lors, si nous ne pouvons attaquer spécialement la puissance juive, ni en tant que secte religieuse, ni en tant que caste ethnique comment pourrions-nous la distinguer du reste de nos adversaires ? Il y a des banquiers juifs, c'est vrai; mais est-ce que ces banquiers pratiquent l'usure et la faillite fructueuse – autrement que les banquiers non juifs ? Il y a des chefs d'industrie, des capitalistes juifs, c'est encore vrai; mais ont-ils des procédés spéciaux pour confisquer à leur profit la plus-value ? Nous sommes les adversaires des juifs bourgeois et capitalistes parce qu'ils sont bourgeois et capitalistes, et non parce qu'ils sont juifs; et, de même, nous sommes les adversaires des chrétiens et libres penseurs bourgeois et capitalistes, parce qu'ils sont bourgeois et capitalistes. Nous sommes les membres d'une classe exploitée qui se révolte contre une classe exploiteuse, et nous ne sommes même pas ennemis des hommes de cette classe: sans doute, il est probable qu'au jour de la Révolution il y aura des vengeances individuelles, il y aura des victimes, il y aura des accidents; mais cela n'a aucun rapport avec l'œuvre révolutionnaire elle-même; la Révolution ne sera complète que par la suppression définitive des classes, et supprimer une partie seulement de la classe capitaliste, en laissant subsister le reste, serait aussi bête et aussi illusoire que de supprimer les exploités en laissant subsister le système social dont ils ne sont que les produits.

Nous ne pouvons pas davantage ignorer les querelles de la classe moyenne: en tant que classe, en tant qu'ensemble d'intérêts économiques, la classe moyenne est aussi loin du prolétariat que la classe des grands capitalistes; comme elle, elle est fermement attachée à la forme propriétaire individualiste; comme elle, elle

exploite ses employés, elle ne peut même pas leur accorder, comme le font quelques grandes entreprises, d'imperceptibles améliorations, comme la cessation du travail pendant l'après-midi du dimanche. Cela n'empêche pas le petit commerçant de faire de mauvaises affaires et, par suite, de souffrir d'abord dans son orgueil de commerçant, de souffrir aussi physiquement par la gêne. On voudrait nous apitoyer sur ces souffrances, et nous ne le pouvons pas, parce que notre pitié est plus générale. La classe moyenne se meurt: nous ne pouvons dire «Tant mieux !» parce que ce jugement implique d'autres éléments que ceux d'une discussion économique; mais nous ne pouvons faire autrement que de constater que ce phénomène est conforme au sens normal de l'évolution. Même si la classe moyenne proposait au prolétariat une alliance d'efforts contre le grand capitalisme, le prolétariat ne pourrait accepter qu'en exigeant pour lui la direction du mouvement et en le dirigeant conformément à ses intérêts à lui, prolétariat. On sent à quel point une telle alliance est impossible; et combien plus chimérique serait une alliance avec une classe dont la révolte d'intelligence ne peut pas s'élever au-dessus de l'antisémitisme !

Nous ne pouvons donc pas être antisémites et quelques théoriciens pressés de conclure nous diront assurément: «Vous serez alors philosémites?» S'ils veulent dire par là que nous répudions les persécutions dont les Juifs sont l'objet, s'ils comprennent surtout que notre propagande ne refusera pas de s'adresser aux prolétaires juifs, nous sommes d'accord; mais nous pensons qu'il ne viendra à personne l'idée de croire que nous soutenons les capitalistes juifs.

Mais quelle propagande allons-nous faire auprès des prolétaires juifs? Leur conseillerons-nous de se grouper, de résister par leurs propres moyens et, au besoin, d'aller refaire en Palestine le royaume d'Israël? En un mot faut-il favoriser le sionisme?

Nous pensons que le sionisme est sinon une lâcheté, au moins une faiblesse. Il est incontestable qu'un assez grand nombre de Juifs croient le mouvement antisémite beaucoup plus intense qu'il n'est en réalité; effrayés des assassinats, des pillages trop évidents qui se sont produits en Algérie, ils se figurent volontiers que les temps de persécution brutale sont revenus. Dès lors quelques-uns d'entre eux ont songé à se mettre à l'abri: il y a d'abord les ignobles qui dirigent généralement les journaux antisémites; puis il y a les malins, qui s'abstiennent de faire parler d'eux; ils sont riches et ils savent bien que leur fortune les mettra à l'abri de vexations trop fortes; ils ont devant les yeux l'exemple de la Russie, d'où les petites marchandes de lait ont été expulsées, mais où sont restés tous les gros propriétaires juifs. Enfin il y a les pauvres diables de Juifs que certains philanthropes, pleins de bonnes intentions, nous voulons le croire, excitent à aller rebâtir Jérusalem. Eh bien! il y a une chose qu'il faut apprendre aux Juifs, s'ils ne sont pas au courant: en retournant en Palestine, ils seront affreusement volés; la Palestine est une terre

pauvre, désolée, à peine plus habitable que le désert de Syrie, dont elle est voisine; pour que les anciens Juifs aient pu y trouver la Terre Promise, il leur a fallu la mort de la génération de Moïse, de ceux qui regrettaient les oignons de l'Égypte. Si l'on veut établir des colonies de Juifs, qu'on choisisse au moins des pays où la vie soit possible.

Mais c'est précisément parce que nous croyons toute tentative de ségrégation illusoire, c'est parce que nous avons toujours combattu le principe des colonies, même libertaires, que non seulement nous ne voulons pas favoriser le sionisme, mais que nous sommes les adversaires de ce mouvement. Nous ne sommes pas sionistes parce que, au moment même où tous les peuples, par la ressemblance des intérêts économiques, tendent à nier toutes les entraves, à supprimer les frontières, le sionisme ne demande rien moins que la reconstitution d'une nation juive, nous, sommes internationalistes. Nous ne sommes pas sionistes, parce que l'émigration des juifs diminuerait la masse prolétarienne active. Enlever les prolétaires juifs à la cause révolutionnaire, c'est enlever à cette cause un de ses éléments les plus énergiques, les plus intelligents, les plus conscients. Car ne nous y trompons pas, les colonies sionistes, telles qu'on nous les présente, ne sont même pas des colonies socialistes ou libertaires, comme on a essayé en Amérique: les Juifs transportés en Palestine seraient, économiquement, les esclaves de ceux qui les auraient emmenés. Mais, quand même Sion serait une colonie communiste anarchiste, nous ne la favoriserions pas.

Nous pensons, en effet, et nous avons toujours pensé, qu'il est absolument impossible de faire vivre un essai de communisme, si la révolution intégrale n'a pas mis à bas l'ordre capitaliste tout entier. Une colonie qui reste enfermée dans d'étroites proportions n'a pas d'intérêt. Si elle se développe, elle se met forcément en rapport avec le système mercantile et capitaliste, et elle est tôt submergée. Ce danger serait, en Palestine, plus imminent que, partout ailleurs; nous avons dit que la Palestine est un pays pauvre, un des plus pauvres parmi les pays du bord de la Méditerranée, qui compte tant de quasi déserts. Pour vivre, une colonie sioniste serait obligée de faire ce qu'ont toujours fait les peuples de la Méditerranée: jouer le rôle d'intermédiaire entre les pays producteurs. Ce rôle, en effet, qu'on a considéré comme caractéristique de la race juive, n'est pas imposé par le tempérament des hommes, mais par le milieu géographique, où ils vivent; les Méditerranéens ont toujours été et sont encore des intermédiaires. Favoriser un exode des Juifs vers la Palestine, c'est les rejeter dans le système commercial, improductif de valeurs d'usage. En résumé, le sionisme capitaliste n'est pas souhaitable et une tentative de sionisme communiste serait un échec.

Il est de dernière considération enfin qu'il nous faut examiner à propos de l'antisémitisme. Des camarades révolutionnaires, dont nous n'avons pas le droit de suspecter les intentions, ont fait parfois le raisonnement suivant : «La théorie antisémite ne tient pas debout,

nous en sommes d'accord. Mais les antisémites, par la violence de leurs procédés habituent le public aux moyens révolutionnaires; ils attaquent à tort et à travers et parfois même ils ébranlent ce qu'au fond du cœur ils veulent soutenir et restaurer: ils nous sont utiles. Pourquoi dès lors ne pas les aider dans leur œuvre de démolition? Commençons par frapper avec eux, et il se trouvera, si nous sommes habiles, que le mouvement se soulèvera contre ceux-ci en faveur de nos idées.» Tel est le raisonnement: nous ne pensons pas qu'il vaille quelque chose.

D'abord, il n'est pas de tout certain que par le spectacle des procédés antisémites la foule s'habitue aux procédés révolutionnaires: «Casser silencieusement des gueules» lui paraît sans doute une bonne farce; mais nous sentons tous très bien, et les bourgeois comprennent aussi bien que nous, que cette opération est fort peu de chose dans l'ensemble des procédés révolutionnaires. Auprès des honnêtes gens, les antisémites passent pour des braves, mais les anarchistes continuent de passer pour des assassins. Ces considérations sont d'ailleurs tout à fait secondaires.

Mais où l'on se trompe totalement, c'est quand on croit que les antisémites ont une théorie destructive. C'est être dupe des violences de langage, qui n'entraînent jamais que des masses inconscientes, masses que l'on fait vite, rentrer dans l'ordre, quand le moment est venu. C'est se leurrer aussi que de compter sur les maladresses politiques des antisémites au lendemain de leur victoire: ils ne commettraient pas de folies irréparables, parce qu'ils sont dirigés par des gens d'une habileté consommée. Une alliance avec les antisémites ne rapporterait rien au parti du prolétariat, elle pourrait lui coûter beaucoup. Elle lui coûterait d'abord du temps, qui ne sera jamais mieux employé qu'à une propagande directe, faite nettement au point de vue des seuls intérêts du prolétariat. Elle lui coûterait encore des hommes, c'est-à-dire des forces: car il ne faut pas se dissimuler que chez beaucoup de camarades la conscience communiste révolutionnaire est vacillante; comment montrer à ceux-ci l'insuffisance, la puérité d'une formule aussi simpliste que l'antisémitisme, si, dans l'action, nous marchons côte à côte avec ceux que nous combattons en théorie? Nous y perdrons surtout de la dignité, et nous entendons par là d'abord l'abandon même tacite, même partiel, même temporaire, d'une ligne de conduite qui fait une partie de notre force: la netteté du but à atteindre; ensuite l'abaissement de caractère qui accompagne toujours une compromission avec des gens de moralité sociale inférieure. Marcher avec les antisémites, c'est s'allier aussi dans le nationalisme qui n'est qu'une autre forme de la même duperie.

Le groupe des E.S.R.I. de Paris

Les Temps Nouveaux (supplément), 1900

Lettre d'Alexander Berkman à Emma Goldman

Cette lettre de Berkman, à propos d'anarchistes qui étaient devenus «nationalistes» (partisans du sionisme) après les pogromes de 1905 en Russie a été écrite au pénitencier d'Allegheny, le 11 février 1906. On la trouve dans la sélection d'écrits d'Emma Goldman, *A Documentary history of the American years, Making Speech free, 1902-1909*. Ces quelques lignes expriment bien une position finalement commune aux anarchistes et aux marxistes, que l'on pourrait résumer ainsi: l'antisémitisme est inévitable (l'auteur fait référence à un «instinct» antisémite séculaire chez les masses russes, mais n'en tire aucune conclusion politique), les Juifs doivent prendre leur mal en patience, lutter pour la Liberté, et attendre quelques générations jusqu'à ce que les exploités soient plus «éclairés» par les «lumières»... (NPNF)

(...) Bien qu'ils soient sincères et aient les idées claires sur de nombreuses questions, ils [les anarchistes devenus partisans du sionisme, NPNF] seront forcément amenés à comprendre que, même si leur action est constructive, elle repose sur une mauvaise architecture et qu'à long terme, elle sera essentiellement destructrice et contraire au progrès de l'humanité.

À l'époque actuelle, nous n'avons pas besoin de la ségrégation et du nationalisme; bien au contraire, car la fraternité des hommes ne pourra se réaliser tant que l'on n'oubliera pas les frontières géographiques, nationales et raciales, et que l'on ne se débarrassera pas des préjugés qui vont de pair. Le nationalisme est une barrière, une barricade contre la fraternité internationale, un fossé que le progrès remplira et couvrira, sans compter l'impracticabilité du nationalisme qui représente une fausse solution aux problèmes des Juifs.

Le seul salut pour les Juifs russes repose sur la liberté de la Russie. C'est très bien de dénoncer les émeutes antijuives fomentées par le gouvernement, etc. Mais toi et moi qui avons vécu en Russie nous savons que la haine des Juifs est un instinct profondément ancré chez les Russes; étant donné l'existence de cet instinct, il est facile d'inciter à des pogromes. Il faudra plus qu'une simple Constitution, il faudra une véritable éducation, de véritables lumières, pendant au moins deux générations ou plus, pour éradiquer les préjugés que le moujik russe partage depuis si longtemps. Seule la liberté peut accomplir une telle œuvre. Tant qu'elle ne sera pas instaurée, il y aura des pogromes sous les tsars, comme sous un régime constitutionnel

en Russie. La liberté, les lumières sont après tout le seul remède aux maux sociaux et raciaux. (...)

Alexander Berkman

Mother Earth, mars 1906

Atavisme national

Signé «L'Internationaliste», cet article critique, d'un point de vue anarchiste, le «territorialisme», en particulier les libertaires juifs qui souhaitaient créer des «communes libres» dans un pays non précisé mais qui formerait un territoire pour la nation juive. Les responsables de l'édition des œuvres de la «période américaine» de Goldman considèrent que ce texte n'a pas été écrit par Emma, et ce même si elle animait la revue (*Mother Earth*) où il a paru et si elle en approuvait certainement le contenu. Quel qu'en soit le mystérieux auteur, cet article illustre, plus largement, ce que pensaient beaucoup d'intellectuels juifs, non sionistes, et même non révolutionnaires, avant la création d'Israël, et ce que pensent aujourd'hui de nombreux intellectuels israéliens (1): les Juifs avaient tout intérêt à ne pas disposer du pouvoir politique, à ne pas créer un Etat exclusivement juif, s'ils ne voulaient pas y «perdre leur âme». L'histoire d'Israël-Palestine depuis 1948 leur a donné raison, sans qu'apparaisse pour autant une solution alternative viable et crédible, au sein du monde capitaliste, pour ceux qui ne souhaitaient pas s'engager dans une entreprise coloniale ou la cautionner, mais en même temps voulaient rester (ou venir vivre) dans ce coin du Moyen-Orient pour y fuir les persécutions et l'antisémitisme. (*Ni patrie ni frontières*)

Les milieux juifs de New York, Boston, Philadelphie et d'autres villes américaines sont agités par la visite d'un spectre que l'on appelle le nationalisme, alias le territorialisme. Comme tous les fantômes, celui-ci sème la zizanie et une grande confusion dans la population juive.

L'esprit de notre ancêtre, Abraham, est revenu à la vie. Comme Abraham, quand Jéhovah lui a ordonné de partir à la recherche de la Terre promise, les nationalistes juifs se persuadent et tentent de persuader les autres qu'ils attendent avec impatience le moment où, avec leurs femmes, leurs enfants et tous leurs biens, ils émigreront vers cet endroit sur la terre qui représentera l'Etat juif, où les caractéristiques juives auront une chance de se développer dans une paix idyllique.

Les sciences de la nature utilisent le terme d'atavisme pour qualifier la régression d'une espèce qui montre des vestiges d'une étape antérieure de l'évolution qui a déjà été franchie. On peut appliquer le même mot à la section progressiste de la population juive qui a écouté l'appel des nationalistes [juifs]. Ces ex-progressistes ont abandonné leur vision universaliste pour régresser vers une philosophie enfermée dans des frontières bien définies; de l'admirable conception selon laquelle «La terre est ma patrie», ils sont passés à une conception fermée sur elle-même. Ils ont rétréci leur vaste vision et l'ont transformée en une vision étroite et superficielle.

Le sionisme de Max Nordau et de ses partisans n'a jamais été autre chose qu'un sport sentimental pour les membres aisés de la communauté juive. Les nationalistes modernes, cependant, tentent de convaincre les Juifs qui avaient jusqu'ici suivi le drapeau de l'internationalisme et de la révolution; et ce à un moment où les révolutionnaires de toutes les nationalités et de toutes les races ont le plus besoin d'unité et de solidarité. Rien ne pourrait être plus injurieux pour la révolution russe, rien ne montre davantage un manque de confiance dans son succès que la présente agitation nationaliste.

La caractéristique la plus encourageante et la plus admirable des révolutions est qu'elles purifient l'atmosphère en chassant les miasmes épais et empoisonnés des préjugés et de la superstition.

Depuis des temps immémoriaux les révolutions ont été le seul espoir et le seul refuge de tous les opprimés contre les jougs nationaux et sociaux. Les Juifs nationalistes radicaux semblent avoir oublié que leur enthousiasme, leur foi et leur espoir dans le pouvoir d'un grand changement social vacillent maintenant devant la question: cela nous donnera-t-il notre propre territoire où nous pourrions nous entourer de murs et de tours de guet ? Oui, ceux-là mêmes qui vantaient autrefois, avec une flamme extraordinaire, la beauté de la solidarité entre tous les individus et tous les peuples, se laissent maintenant aller à prononcer des phrases creuses selon lesquelles, les Juifs seraient désarmés, n'auraient aucun endroit à eux sur terre, où ils puissent rendre justice à leur nature, et devraient d'abord conquérir leurs droits nationaux, comme toutes les nations, avant d'aller plus loin.

Ces lamentations contiennent plus d'éléments de fiction que de vérité, plus de sentimentalisme que de logique.

Les Polonais ont leur propre territoire; cette réalité n'empêche pas la Russie de brutaliser la Pologne ou de fouetter et tuer ses enfants; cela n'empêche pas le gouvernement prussien de maltraiter ses sujets polonais et de les obliger à faire disparaître leur langue. Et quelle est l'utilité, pour les petites nations des Balkans, d'avoir un territoire natal, quand l'influence de la Russie, de la Turquie et de l'Autriche les maintient dans une condition soumise et dépendante ?

Différents raids et expéditions menés contre eux par leurs puissants Etats voisins ont montré la faiblesse de la protection que leur a procuré l'indépendance territoriale contre la coercition brutale. L'existence indépendante des petits peuples a toujours servi aux Etats puissants de prétextes pour des agressions venimeuses, des pillages et des tentatives d'annexion. Il ne leur reste pas d'autre solution que de se courber devant les grandes puissances, ou de se préparer à des guerres cruelles qui pourront parfois alléger temporairement leur domination tyrannique, mais ne réussiront pas à renverser complètement un ennemi puissant. On cite souvent la Suisse comme l'exemple d'une nation unie, capable de rester en paix avec ses voisins

et de conserver sa neutralité. Il est peut-être utile de préciser les circonstances qui ont rendu cela possible. Il est incontestable que la Suisse agit comme l'agent exécutif des puissances européennes: celles-ci la considèrent comme une agence de détectives étrangères qui surveille, harcèle et persécute les réfugiés persécutés et les opposants politiques.

Les espions italiens, russes et allemands voient la Suisse comme un terrain de chasse, et la police suisse est toujours heureuse de rendre service aux gouvernements des Etats limitrophes. Il est fréquent que la police suisse applique les ordres de l'Allemagne ou de l'Italie, qu'elle arrête des réfugiés politiques originaires de ces pays, les reconduise à la frontière et les remette entre les mains des gendarmes italiens ou allemands. Quelle indépendance nationale attrayante, n'est-ce pas !

D'ex-révolutionnaires et d'anciens combattants enthousiastes de la liberté, maintenant convertis au nationalisme, souhaitent-ils vraiment vivre dans de telles conditions ? Ceux qui refusent d'être séduits par les discours nationalistes et qui préfèrent suivre le chemin de l'internationalisme sont accusés d'être indifférents aux souffrances de la race juive et de manquer de sympathie envers elle. Il nous semble plutôt que les partisans de la création d'une nation juive manquent sérieusement de jugement.

L'aile radicale du nationalisme semble particulièrement empêtrée dans de belles phrases. Ils ont honte de l'étiquette «nationaliste» parce qu'elle exprime une telle régression, qu'elle rappelle tant de haines, de guerres barbares et de persécutions sauvages, qu'il est difficile, pour ceux qui se prétendent progressistes et modernes, de se réclamer d'une telle étiquette. Et qui ne souhaite pas apparaître progressiste et moderne ? C'est pourquoi ces gens-là rejettent le terme de nationalistes, et préfèrent celui de territorialistes, comme si les deux concepts n'étaient pas équivalents. Certes, les territorialistes n'auront rien à voir avec un Etat juif organisé; ils veulent créer des communes libres. Cependant, s'il est inévitable que les petits Etats soient subordonnés aux grandes puissances et que celles-ci ne fassent que tolérer leur existence, il est encore plus évident que des communes libres, fonctionnant à l'intérieur de puissants Etats construits sur la spoliation des terres et la coercition, ont encore moins de chances de mener une existence libre. Les aigles que sont les principales puissances ne voudront pas avoir de tels œufs de coucou dans leurs nids. Une communauté [anarchiste], qui aurait aboli l'exploitation et l'esclavage en son sein, aurait le même effet sur ces puissances qu'un chiffon rouge devant le nez d'un taureau. Elle symboliserait un reproche éternel, une accusation permanente, qu'il leur faudrait éliminer aussi rapidement que possible. Ou alors la gloire nationale des Juifs commencera-t-elle après la révolution sociale ?

Si nous devons abandonner complètement l'espoir que l'humanité atteindra un jour un stade supérieur à partir duquel nous

considérerons comme insignifiantes les différences concernant notre nationalité et nos ancêtres, alors très bien, devenons des patriotes et continuons à chérir nos caractéristiques nationales; mais nous devrions au moins avoir la décence de ne pas nous draper dans le manteau de Faust, en effectuant cette volte-face subite. Nous devrions au moins déclarer ouvertement que la vie de tous les peuples ne sera jamais rien d'autre qu'un mélange monstrueux de patriotisme imbécile, d'orgueil national, d'agressivité permanente et de désir vorace de richesse et de suprématie.

Par ailleurs, ne doit-on pas se demander comment l'idée d'une unité nationale juive pourrait résister face au profond fossé social qui sépare les différences couches de la race (*sic*) juive ?

Ce n'est pas un hasard si le Bund, la plus grande organisation du prolétariat juif, ne veut rien avoir à faire avec l'agitation nationaliste. Les motifs sociaux et économiques pour une action ou une séparation concertée ont une influence beaucoup plus grande que les facteurs nationaux.

Le sentiment de solidarité des travailleurs est forcément plus solide que la glu nationaliste. Quant au reste des partisans du mouvement nationaliste [juif], ils sont recrutés dans les rangs de la classe moyenne juive.

Le banquier juif, par exemple, se sent beaucoup plus proche du banquier chrétien ou mahométan, que de son ouvrier juif ou de son locataire juif. De même l'ouvrier juif, conscient des effets révolutionnaires de la lutte quotidienne entre le travail et les puissances d'argent, considérera comme son frère son collègue ouvrier, et non un banquier juif.

Certes, l'ouvrier juif souffre pour deux raisons; il est exploité, opprimé et volé car il appartient à l'humanité souffrante; mais il est aussi méprisé, haï et piétiné parce qu'il est juif. Mais il ne lui servirait à rien de se tourner vers les Juifs prospères pour qu'ils deviennent ses amis ou ses sauveurs. Tout comme le patron et le riche chrétien, les bourgeois juifs ont intérêt au maintien du système qui sous-tend et défend l'esclavage salarié, la subordination sociale et la dépendance économique de la grande masse de l'humanité.

La population juive de l'East Side [de New York] n'a pas grand-chose en commun avec le propriétaire d'un hôtel particulier sur la Cinquième Avenue. Elle a beaucoup plus de choses en commun avec les ouvriers d'autres nationalités qui vivent dans le même pays – avec eux, elle partage les mêmes peines, les mêmes luttes, les mêmes indignations et les mêmes espoirs de liberté. Elle espère en une reconstruction totale de la société, pas en un changement de décor nationaliste. Elle ne peut améliorer sa condition qu'en s'unissant avec ses compagnons de souffrance, en s'appuyant sur la fraternité humaine, et non sur la séparation et les frontières entre les hommes. Dans sa lutte contre les humiliations, les traitements inhumains, les pressions économiques, elle ne peut compter que sur la solidarité de

ses camarades non juifs, et elle ne peut compter sur l'aide des entrepreneurs ou des spéculateurs juifs. Comment pourrait-elle donc espérer construire avec eux une nation juive ?

La lutte qui amènera la liberté, la paix et le bien-être à l'humanité est une lutte de nature culturelle, sociale et économique, et non nationaliste. La première éclaire et élargit l'horizon, tandis que la seconde fige les capacités de raisonnement, paralyse et étouffe les émotions, et sème la zizanie et la haine au lieu de l'amour et de la tendresse dans le cœur des hommes. Tout ce qui est grand et beau dans ce monde a été créé par des penseurs et des artistes dont la vision dépasse de loin la sphère liliputienne du nationalisme. Seul ce qui abrite le pouls de la vie de l'humanité nous grandit et nous libère. C'est pourquoi toute tentative de créer un art national, une littérature patriotique, une philosophie de vie marquée par le sceau d'un gouvernement est vouée à être plate et insignifiante.

Ce serait positif et sain si toutes les œuvres vantant la gloire et les victoires des nations, le courage national et les chansons patriotiques pouvaient servir à allumer des feux de joie. Nous pourrions les remplacer par les poèmes de Shelley et de Whitman, les essais d'Emerson ou de Thoreau, le *Livre des Abeilles*, par Maeterlinck, la musique de Wagner, Beethoven et Tchaïkovski, l'art merveilleux de l'actrice Eleanore Duse.

J'éprouve une profonde sympathie pour tous les Juifs qui ont subi des massacres et des persécutions; et je considère qu'il est juste et normal que les Juifs déploient tous leurs efforts pour mettre fin à de telles atrocités, comme celles que l'on a pu constater dans le monde civilisé au cours des dernières années. Mais il ne faut pas oublier que c'est le gouvernement russe, le parti réactionnaire russe, y compris l'Eglise russe, et non le peuple russe, qui sont responsables du massacre des Juifs.

Cependant, les socialistes et anarchistes juifs, qui ont rejoint les rangs des nationalistes [juifs] et qui ont oublié de souligner la distinction fondamentale entre le peuple russe et les forces réactionnaires de ce pays, qui a combattu et combat encore si courageusement pour leur liberté et pour la libération de tous ceux qui sont opprimés, méritent d'être sévèrement critiqués. Ils ont rejeté la responsabilité des massacres [des pogromes de 1905] sur le peuple russe (1) et ont même accusé les révolutionnaires, alors qu'il est indéniable que l'agitation contre les Juifs a été lancée et financée par la clique dominante, dans l'espoir que la haine et le mécontentement du peuple russe se détourneraient des dirigeants, des véritables criminels, pour frapper les Juifs. Ces socialistes et anarchistes affirment: «Nous n'avons aucun droit en Russie, on nous vole, on nous traque, on nous tue; laissons les Russes s'occuper de leurs affaires, tournons-leur le dos.»

Mes frères juifs seraient-ils pas plus perspicaces s'ils analysaient la situation en ces termes: «Notre peuple est maltraité, insulté, frappé

et tué par les mercenaires du despotisme russe. Renforçons nos liens avec les intellectuels, les paysans, les éléments rebelles du peuple pour renverser l'abominable tyrannie [du tsar]; et quand nous aurons accompli cela, coopérons tous ensemble pour construire une structure sociale dans laquelle l'humanité, et non la nation, ou la race, pourra vivre et se développer dans la beauté.»

Celui qui a un esprit étroit et fanatique ne réussira jamais à vaincre ses préjugés. Si, face à une explosion brutale de sentiment national, l'on brandit la revendication d'une autre forme de nationalisme, on ne fait que poser les bases d'une nouvelle persécution qui se produira forcément un jour ou l'autre. Si les idées rétrogrades des nationalistes juifs se matérialisaient, le monde verrait, au bout de quelques années, comment certains Juifs en persécutent d'autres.

Les Juifs ne sont vraiment un «peuple élu» que sur un seul point. Ils n'ont été «élus» ni par la grâce de Dieu, ni par leurs particularités nationales, particularités qui n'expriment que leur étroitesse nationale, comme celle de tous les peuples. Ils ont été «élus» par une nécessité qui les a délivrés de nombreux préjugés, qui a empêché le développement de beaucoup des stupidités contre lesquelles d'autres nations ont dû déployer de grands efforts avant d'en triompher. Les persécutions répétées qu'ils ont subies ont beaucoup éprouvé les Juifs; ces malheurs leur ont permis d'acquérir une plus grande endurance, une plus vaste compréhension de la souffrance humaine et d'éprouver davantage de sympathie pour les luttes et les espoirs de l'âme humaine.

Chassés d'un pays à l'autre, ils se sont vengés en produisant de grands penseurs, des théoriciens habiles, des dirigeants héroïques du combat pour le progrès. Tous les gouvernements regrettent que les Juifs aient fourni les combattants les plus courageux aux armées de toutes les guerres de libération de l'humanité.

Grâce au fait qu'ils n'avaient pas de pays à eux, les Juifs ont développé, cristallisé et idéalisé leur capacité de raisonnement cosmopolite. Certes, ils ne disposent pas de leur propre empire, mais beaucoup d'entre eux apportent leur contribution à ce grand moment où la terre deviendra la maison de tous, quels que soient nos ancêtres ou notre race. C'est certainement un idéal plus grand, plus noble et plus authentique qu'une misérable nationalité.

C'est cet idéal qui attire chaque jour de nouveaux Juifs et de nouveaux Gentils; et toutes les tentatives d'interrompre cette évolution, tel le présent mouvement nationaliste [juif], seront balayées par la tempête qui précède la naissance d'une nouvelle ère – celle où l'humanité connaîtra la fraternité universelle.

«**L'Internationaliste**», *Mother Earth*, mars 1906

(1) Dans la lettre de Berkman à Goldman (p. 131 de ce livre) s'exprime un point de vue beaucoup plus pessimiste : « la haine des Juifs est un instinct profondément ancré chez les Russes », écrit-il (*NPNF*).

Notes

1. On lira à ce sujet l'ouvrage de Yoram Hazony, *L'Etat juif, sionisme, postsionisme et destins d'Israël* (Editions de l'Eclat, 2007). Même si l'auteur est un réactionnaire patenté, sa dénonciation argumentée et bien documentée de ce qu'il n'ose appeler ouvertement une «cinquième colonne» de traîtres chez les intellectuels israéliens montre, pour qui lit son ouvrage avec un œil critique, à quel point le «sionisme» est miné par de formidables et mortelles contradictions. Il montre aussi (même si ce n'est pas du tout son but, puisqu'il s'agit d'un proche de Netanhyahou et des néoconservateurs américains Kristol et Podhoretz) le potentiel qu'il y a pour une lutte commune entre Israéliens et Palestiniens, tant l'idéologie nationaliste israélienne est fragile, contrairement à ce que croient beaucoup d'antisionistes qui voient tous les «Juifs», les «sionistes» ou les «Israéliens» comme un bloc monolithique de colons racistes et fanatisés. Mais cela supposerait évidemment aussi que les Palestiniens se livrent, de leur côté, à une critique parallèle de leurs propres nationalismes (laïques ou religieux), et envisagent une perspective de révolution sociale commune. On en est très loin... (*Ni patrie ni frontières*).

L'une des façons les plus courantes et expéditives de discréditer l'anarchisme consiste à attribuer la responsabilité de pogromes antisémites à Nestor Makhno, durant les années 20, pendant la guerre civile en URSS, comme le fait Arlene Clemesha dans «Trotsky et la question juive», dans cet ouvrage. Il nous a semblé indispensable, face à une accusation d'une telle gravité, de faire au moins connaître la version du principal intéressé. *Ni patrie ni frontières*

Nestor Makhno

Aux Juifs de tous pays

Citoyens juifs! Dans mon premier «Appel aux Juifs», publié par le journal français *Le Libertaire*, j'ai demandé aux Juifs en général, c'est-à-dire aussi bien aux bourgeois qu'aux socialistes, et même aux anarchistes tels que Yanovsky, qui ont tous parlé de moi comme d'un pogromeur de Juifs et traité d'antisémite le mouvement de libération des paysans et ouvriers ukrainiens que j'ai guidé, de m'indiquer les faits exacts, au lieu de bavarder dans le vide là-dessus: où et quand, dans le mouvement précité, avons-nous commis de tels actes?

Je m'attendais à ce que les Juifs en général répondent à mon «Appel» de la manière qui convient pour des gens qui désirent révéler la vérité au monde civilisé sur les gredins, responsables des massacres de Juifs en Ukraine, on bien encore qu'ils s'efforcent de fonder leurs honteux racontars à mon sujet sur le mouvement makhnoviste sur des faits quelque peu véridiques, puis qu'ils m'en fassent part et les diffusent auprès de l'opinion publique.

Jusqu'ici, je n'ai eu connaissance d'aucun fait de ce genre avancé par les Juifs. Tout ce qui a paru jusqu'à présent dans la presse de tout bord, y compris dans certains organes anarchistes juifs, n'a été que le fruit du mensonge le plus éhonté, de la vulgarité de certains aventuriers politiques et de leurs stipendiés, tant à mon propos qu'à celui du mouvement insurrectionnel que j'ai guidé. D'ailleurs dans ce mouvement, des unités combattantes révolutionnaires composées de travailleurs juifs ont joué un rôle de premier plan. La lâcheté de ces calomniateurs ne me touche pas, car je l'ai toujours méprisée en tant que telle.

Les citoyens juifs peuvent s'en convaincre en constatant que j'ai pas dit un seul mot à propos de la pasquinade d'un certain Joseph

Kessel, *Makhno et sa Juive*, roman rédigé à partir de fausses informations sur moi et le mouvement qui m'est lié organisationnellement et théoriquement. L'intrigue de cette pasquinade est extraite du texte d'un obséquieux laquais des bolcheviks, un certain colonel Guèraddimenko, jugé d'ailleurs, il y a peu de temps, par les tribunaux tchèques pour espionnage au profit d'une organisation bolchévique.

Ce petit roman s'est également inspiré des articles d'un journaliste bourgeois, un certain Arbatov, lequel n'a pas craint de m'imputer toutes sortes de violences contre une troupe d'«artistes liliputiens»! Affaire, bien entendu inventée de toutes pièces.

Dans son roman révoltant de mensonges, le jeune écrivain Kessel s'ingénie à me dépeindre d'une manière si odieuse qu'il lui aurait fallu, au moins dans les passages où il s'inspire des écrits de Guérasimenko et Arbatov, citer ses sources. Dans la mesure où le mensonge joue un rôle principal dans ce roman et que ses sources sont inconsistantes, ma seule réponse ne pouvait être que le silence.

C'est de manière tout à fait différente que je considère les calomnies qui proviennent d'associations juives, lesquelles veulent donner l'impression à leurs coréligionnaires qu'elles étudient avec soin les actions indignes et criantes d'injustices accomplies contre la population juive en Ukraine et dont ces associations veulent dénoncer les auteurs.

Il y a peu de temps, l'une des associations, qui a d'ailleurs son siège social dans le royaume bolchevik, a édité un ouvrage illustré de photographies sur les atrocités commises contre la population juive en Ukraine et en Biélo-Russie, cela à partir de matériaux recueillis par le camarade Ostrovsky, ce qui signifie en clair: de source bolchévique. Dans ce document «historique», nulle part il n'est fait mention de pogroms anti-juifs accomplis par la si vantée «Première armée de cavalerie rouge», lorsque venant du Caucase, elle traversa l'Ukraine en mai 1920. En revanche, ce document mentionne un certain nombre de pogroms et publie en rapport des photos d'insurgés makhnovistes, sans que l'on sache ce qu'ils viennent y faire, d'une part, et qui, d'autre part, ne représentent même pas des makhnovistes, comme, par exemple celle qui montre des «makhnovistes en déplacement», précédés d'un drapeau noir orné d'une tête de mort; c'est une photo qui n'a rien à voir avec les pogroms et qui, surtout, ne représente aucunement des makhnovistes.

Une falsification encore plus importante, tant contre moi que contre les makhnovistes, apparaît dans les photographies représentant les rues de la ville d'Alexandrovsk, prétendument dévastées après un pogrom commis par les makhnovistes, en été 1919. Ce grossier mensonge est impardonnable pour l'association juive responsable de la publication, car il est de notoriété publique en Ukraine qu'à cette époque, l'armée insurrectionnelle makhnoviste se

trouvait loin de cette région: elle s'était repliée en Ukraine occidentale. En fait, Alexandrovsk a été sous le contrôle des bolcheviks, de février à juin 1919, puis des dénikiens jusqu'à l'automne.

Par ces documents, la société juive d'obédience bolchévique commet une grande bassesse à mon égard et envers le mouvement makhnoviste: n'ayant pu trouver de documents pour nous accuser — au profit de ses commanditaires — de pogroms anti-juifs, elle a recouru à la falsification directe de pièces qui n'ont aucun rapport ni avec moi ni avec le mouvement insurrectionnel. Son procédé mensonger est encore plus flagrant lorsqu'elle reproduit une photo — «Makhno, un «paisible» citoyen» —, alors qu'en fait il s'agit d'une personne qui m'est complètement inconnue.

C'est pour toutes ces raisons que j'ai considéré de mon devoir de m'adresser à l'opinion de la communauté juive internationale afin d'attirer son attention sur la lâcheté et le mensonge de certaines associations juives, tenues en sous-main par les bolcheviks, m'accusant personnellement, ainsi que le mouvement insurrectionnel que j'ai guidé, de pogroms anti-juifs. L'opinion juive internationale se doit de vérifier attentivement la teneur de ces affirmations infâmes, car présenter de telles absurdités n'est pas la meilleure méthode pour établir, aux yeux de tous, la vérité sur ce qu'a subi la population juive en Ukraine, sans tenir compte déjà que ces mensonges ne servent qu'à déformer totalement l'histoire.

Nestor Makhno

Dielo Trouda n°23-24, avril - mai 1927.

Nestor Makhno

La makhnovstshina et l'antisémitisme

Depuis près de sept ans, les ennemis du mouvement révolutionnaire makhnoviste se sont tellement déchaînés en mensonges à son égard que l'on peut s'étonner que ces gens n'arrivent pas à en rougir au moins de temps en temps.

Il est assez caractéristique que ces mensonges éhontés dirigés contre moi et les insurgés makhnovistes, en fait contre notre mouvement dans son ensemble, unissent des gens provenant de camps socio-politiques très différents: on peut y trouver des journalistes de toutes plumes, des écrivains, des érudits et des profanes qui leur emboîtent le pas, des maraudeurs et des spéculateurs, lesquels n'hésitent pas parfois à se présenter en pionniers des idées révolutionnaires d'avant-garde. On y rencontre également de prétendus anarchistes, tel Yanovsky, du *Freie Arbeiter Stimme*. Tous ces gens de toute sorte et de tous poils, ne craignent aucunement d'user de mensonges contre nous, sans même nous connaître; parfois sans y croire vraiment eux-mêmes. Ces mensonges se complètent d'insinuations, ce qui consiste à crier toujours et partout contre nous, sans tenter d'établir les fondements mêmes de leurs criailleries. En effet, où sont les faits plausibles qui pourraient justifier en quoi que ce soit cette hystérie amorale? Tous ces impudents mensonges contre nous, les makhnovistes, nous traitant de pogromes, sans avancer la moindre preuve ni vérifier quoi que ce soit, m'ont amené, il y a peu de temps, à m'adresser, par l'intermédiaire de la presse libertaire et russe, aux Juifs de tous pays, pour leur demander des explications sur les sources de toutes ces absurdités, afin que soient fournis des faits précis de pogromes, d'encouragements ou d'appels à des pogromes commis ou lancés par le mouvement révolutionnaire des travailleurs ukrainiens que j'ai guidé.

Seul, le club bien connu de Paris, le «Faubourg», a répondu à mon «Appel aux juifs de tous pays». La direction de ce club a fait savoir par la presse que, lors d'une réunion, le 23 juin 1927, le débat porterait sur la question suivante: «Le «général» Makhno a-t-il été l'ami des Juifs ou bien a-t-il participé à des tueries contre eux?» Il y était ajouté que le camarade français Lecoin allait y intervenir en tant que défenseur de Makhno.

Il va sans dire que, sitôt que j'ai appris la tenue de cette assemblée du «Faubourg», je me suis immédiatement adressé au président de ce

club, Poldès, en lui demandant par lettre que Lecoin soit écarté de cette question et que la possibilité d'intervenir personnellement devant son club me soit donnée. À la suite d'une réponse positive, je me suis donc présenté le 23 juin 1927 devant l'assemblée de ce club.

Cependant, la méthode particulière de mener les débats dans ce club et la question qui me concernait n'étant traitée qu'en fin de réunion ont fait que je n'ai pu intervenir que fort tard, vers onze heures du soir et n'ai pu m'exprimer à fond. Je n'ai pu tout au plus qu'introduire la question en traitant le caractère historique, les sources et voies de l'antisémitisme en Ukraine.

Mes ennemis se serviront peut-être de cette circonstance indépendante de ma volonté et surtout du fait que je sois ici pieds et poings liés. En effet, selon les lois policières françaises, il m'est interdit de communiquer avec mes camarades d'idées français; par conséquent, il ne m'est pas possible d'organiser moi-même une réunion publique pour m'expliquer à propos de ces calomnies. D'ailleurs, certains ont encore impudemment menti en parlant d'un «procès» qu'on aurait organisé à Paris. Nouvelle mensongère qui a été reprise par mes ennemis, les défenseurs hypocrites du droit et de l'indépendance du peuple juif, lequel a pourtant tellement souffert au cours de ces dernières trentes années en Russie et en Ukraine.

La réalité peut-elle correspondre en quoi que ce soit à ces mensonges? Tous les travailleurs juifs d'Ukraine, ainsi que tous les autres travailleurs ukrainiens savent bien que le mouvement que j'ai guidé durant des années était un mouvement authentique de travailleurs révolutionnaires. Le mouvement n'a nullement cherché à séparer, sur des bases raciales, l'organisation pratique des travailleurs trompés, exploités et opprimés. Bien au contraire, il a voulu les unir en une toute-puissance révolutionnaire, capable d'agir contre leur oppresseurs, en particulier contre les dénikinien profondément pénétrés d'antisémitisme. Le mouvement ne s'est jamais occupé d'accomplir des pogromes contre les Juifs et ne les a jamais encouragés. En outre, il y avait de nombreux travailleurs juifs au sein de l'avant-garde du mouvement révolutionnaire d'Ukraine (makhnoviste). Par exemple, le régiment d'infanterie de Gouliä-Polié comprenait une compagnie exclusivement composée de deux cents travailleurs juifs. Il y a aussi eu une batterie de quatre pièces d'artillerie dont les servants et l'unité de protection, commandant compris, étaient tous juifs. Il y a eu également de nombreux travailleurs juifs dans le mouvement makhnoviste qui, pour des raisons personnelles, préférèrent se fondre dans les unités combattantes révolutionnaires mixtes. Ce furent tous des combattants libres, engagés volontaires, qui ont lutté honnêtement pour l'œuvre commune des travailleurs. Ces combattants anonymes possédaient leurs représentants au sein des organes économiques de ravitaillement de toute l'armée. Tout cela peut être vérifié dans la région de Gouliä-Polié parmi les colonies et les villages juifs.

Tous ces travailleurs juifs insurgés se sont trouvés sous mon commandement durant une longue période, non pas quelques jours ou mois, mais durant des années entières. Ce sont tous des témoins de la façon dont moi, l'État-major et l'armée entière, nous nous sommes comportés à l'égard de l'antisémitisme et des pogromes qu'il inspirait.

Toute tentative de pogromes ou de pillage fut, chez nous étouffée dans l'œuf. Ceux qui se rendirent coupables de tels actes furent toujours fusillés sur les lieux de leurs forfaits. Il en fut ainsi, par exemple, en mai 1919, lorsque les insurgés paysans de Novo-Ouspénovka, ayant quitté le front pour se reposer à l'arrière, découvrirent à proximité d'une colonie juive deux cadavres décomposés, puis, les ayant pris pour des insurgés assassinés par les membres de cette colonie juive, s'en prirent à elle et tuèrent une trentaine de ses habitants. Le jour même, mon État-major envoya une commission d'enquête dans cette colonie. Elle découvrit les traces de auteurs de la tuerie. J'envoyai immédiatement un détachement spécial dans ce village pour les arrêter. Les responsables de cette attaque contre la colonie juive, à savoir six personnes dont le commissaire bolchevik de district, furent tous fusillés le 13 mai 1919.

Il en fut de même en juillet 1919, lorsque je me retrouvai pris entre deux feux par Dénikine et Trotsky — lequel prophétisait à ce moment dans son parti qu'il valait «mieux livrer toute l'Ukraine à Dénikine que de donner la possibilité à la Makhnovstshina de se développer» — et qu'il me fallut passer sur la rive droite du Dniepr. Je rencontrai alors le fameux Grigoriev, ataman de la région de Kherson. Induit en erreur par les bruits stupides qui circulaient sur moi et le mouvement insurrectionnel, Grigoriev voulut conclure une alliance avec moi et mon État-major, en vue de mener une lutte contre Dénikine et les bolcheviks.

Les pourparlers commencèrent sous condition de ma part que l'ataman Grigoriev fournisse, dans un délai de deux semaines, à mon État-Major et au soviet de l'armée insurrectionnelle révolutionnaire d'Ukraine makhnoviste, des documents prouvant que tous les bruits qui couraient sur les pogromes commis à deux ou trois reprises par lui à Elisabethgrad étaient dénués de tout fondement, étant donné que, faute de temps, je ne pouvais en vérifier moi-même la véracité.

Cette condition fit méditer Grigoriev puis, en militaire et bon stratège, il donna tout de même son accord. Pour me prouver qu'en aucun cas il ne pouvait être pogromeur, il se recommanda de la présence auprès de lui d'un représentant ukrainien du Parti socialiste révolutionnaire. Ensuite, tout en m'accusant d'avoir lancé un «appel» contre lui, au nom de mon État-major, où il avait été dénoncé comme ennemi de la révolution, pour démontrer sa bonne foi, Grigoriev me présenta plusieurs représentants politiques qui se trouvaient auprès de lui, dont Nicolas Kopornitsky, du Parti socialiste révolutionnaire ukrainien.

Cela se passait au moment où je me trouvais dans les parages d'Elisabethgrad avec mon principal détachement de combat. J'estimais de mon devoir de révolutionnaire de profiter de cette circonstance pour élucider moi-même ce que l'ataman Grigoriev avait bien pu commettre lorsqu'il avait occupé cette ville. Simultanément, des agents dénikiens interceptés m'apprirent que Grigoriev préparait, à l'insu des travailleurs de Kherson, la coordination de ses mouvements avec l'État-major dénikinien, en vue de cette lutte commune contre les bolcheviks.

J'appris des habitants d'Elisabethgrad et des villages avoisinants, ainsi que de partisans des unités de Grigoriev, qu'à chaque fois qu'il avait occupé la ville, des Juifs y avaient été massacrés. En sa présence et sur son ordre, ses partisans avaient assassiné près de deux mille Juifs, dont la fleur de la jeunesse juive: de nombreux membres des jeunesses anarchistes bolchéviques et socialistes. Certains d'entre eux avaient même été extraits de prisons pour être abattus.

Apprenant tout cela, je dénonçai immédiatement Grigoriev, l'ataman de Kherson — socialiste révolutionnaire entre guillemets — comme un agent de Dénikine et un pogromeur public, directement responsable des actes de ses partisans contre les Juifs.

Lors du meeting de Sentovo, le 27 juillet, Grigoriev fut présenté comme tel et exécuté sur place aux yeux de tous. Cette exécution et ses motifs ont été consignés comme suit: «Le pogromeur Grigoriev a été exécuté par les responsables makhnovistes: Batko Makhno, Sémion Karétnik et Alexis Tchoubenko. Le mouvement makhnoviste prend entièrement sur lui la responsabilité de cet acte devant l'histoire.» Ce protocole a été cosigné par les membres de l'armée insurrectionnelle et les représentants du Parti socialiste révolutionnaire, dont Nicolas Kopornitsky (remarque: les sociaux-démocrates Seliansky et Kolioujny avaient complètement disparu à la suite de l'exécution de Grigoriev).

C'est ainsi que je me suis toujours comporté envers ceux qui avaient commis des pogromes ou qui étaient en train d'en préparer. Les pillards ne furent pas épargnés non plus, que ce soit au sein de l'armée insurrectionnelle ou en dehors. C'est ce qui se produisit, par exemple, lorsqu'en août 1920 deux détachements de tendance chauvine pétlouriste, sous le commandement de Levtchenko et Matianycha, se retrouvant encerclés par nos unités, nous envoyèrent des émissaires pour nous proposer de se fondre dans notre armée. L'État-major et moi les reçûmes et acceptâmes leur jonction; cependant, dès que nous nous aperçûmes que les éléments chauvins de ces détachements s'occupaient de pillages et professaient l'antisémitisme, nous les fusillâmes aussitôt, au village d'Averski, dans la province de Poltava. Quelques jours plus tard, leur commandant Matianycha fut également fusillé pour avoir eu un comportement provocateur dans la ville de Zinkov (province de Poltava).

Son détachement fut désarmé et la majorité de ses membres renvoyés dans leurs foyers.

En décembre 1920, le même phénomène se renouvela avec des soldats de l'Armée Rouge, lorsque nous soutenmes avec succès les attaques de la cavalerie de Boudienny et défîmes complètement la XI^e division de son armée, auprès du village de Pétrovo, dans le district d'Alexandrovsk, puis la XIV^e division de cavalerie, en faisant prisonnier, cette fois, tout son commandement et son État-major. De nombreux prisonniers de la XI^e division exprimèrent le désir de se joindre à l'armée insurrectionnelle pour combattre les commissaires politiques autocrates, comme ils les appelaient. En traversant la région de Kherson, le village de Dobrovelitchka, dont plus de la moitié de la population était juive, certains cavaliers ex-boudiennistes ou pétlouriens, ayant connaissance au sien de leurs anciennes unités des rumeurs sur l'hostilité des makhnovistes envers les «youpins», se mirent à piller les maisons des Juifs de ce village. Dès que cela fut remarqué par des makhnovistes expérimentés, ils furent tous saisis et fusillés sur place.

C'est ainsi que la Makhnovstshina, durant toute son existence, observa une attitude intransigeante à l'égard de l'antisémitisme et des pogromes; cela parce qu'elle était un mouvement authentiquement laborieux et révolutionnaire en Ukraine.

Nestor Makhno

Diélo Trouda n° 30-31, novembre-décembre 1927.

Reginald Reynolds

Les révolutionnaires et la Palestine

Le 19 juin 1936, un débat a eu lieu à la Chambre des Communes. Il portait sur la Palestine, et M. Lloyd George a expliqué l'origine du mandat [sur ce territoire] dans les termes suivants. Il a fait référence à la Déclaration Balfour: «D'après les informations que nous avons reçues, nous sommes arrivés à la conclusion (...) qu'il était vital pour nous de gagner la sympathie de la communauté juive (...). Elle nous a aidés en Amérique et en Russie, à un moment où ces deux pays se désengageaient et nous laissaient tout seuls.»

En clair, un pacte fut scellé durant la Première Guerre mondiale entre l'impérialisme britannique et le nationalisme juif dont les Arabes allaient être les victimes. M. Lloyd George l'a nié dans son discours en faisant de vagues références au fait que nos troupes, à l'époque, «combattaient pour l'émancipation arabe et contre les Turcs». On appréciera la sincérité de cette déclaration en lisant l'observation du colonel Lawrence dans *Les Sept Piliers de la Sagesse*: «Bien sûr, nous combattons pour la victoire des Alliés (...). En dernier ressort, nous serons obligés de leur sacrifier les Arabes.»

Et sacrifiés, les Arabes l'ont été. Probablement Lawrence désirait-il sincèrement que les Arabes soient libérés du joug des Turcs; mais, en 1919, ceux qui connaissaient parfaitement l'objectif de la guerre allaient révéler quel était pour eux le véritable objectif de la paix. Au cours du débat susmentionné, M. Amery, ancien secrétaire aux Colonies et premier lord de l'Amirauté expliqua ces objectifs concernant la Palestine: «En matière de défense, la Palestine occupe une position stratégique d'une importance énorme. C'est le carrefour décisif de toutes les routes aériennes entre ce pays, l'Afrique et l'Asie. Elle occupe une position navale extrêmement importante dans les nouvelles conditions que connaît la Méditerranée.»

Il mentionna ensuite l'importance de Haïfa par rapport à tous les approvisionnements et au développement d'une route alternative vers le canal de Suez. D'autres personnes, y compris le commandant Locker Lampson, ont soutenu cet argument. Leur langage a sûrement dû choquer ceux qui croient encore que les mandats incarnent les «vérités sacrées de la civilisation».

L'immigration juive en Palestine a commencé peu après la première guerre mondiale⁽¹⁾. Elle a été puissamment soutenue par des intérêts capitalistes importants, qui ont obtenu des concessions

profitables dans la Mer morte. Les propriétaires fonciers arabes ont vendu leurs terres aux nouveaux venus, mais les Arabes, dans leur ensemble, n'avaient rien à gagner et tout à perdre, dans cette opération. Quelques paysans ont trouvé un marché pour leurs produits, tandis que certains salariés agricoles ont trouvé du travail dans des entreprises juives. Mais cela ne pouvait naturellement pas durer. «Achetez des produits juifs» et «Employez des salariés juifs» sont inévitablement devenus les slogans du sionisme. Les travailleurs et les «socialistes» juifs dont nous entendons tellement parler ont en fait pris la tête de cette campagne de propagande.

Mais quelle que soit la prospérité temporaire que cette situation a pu apporter à une section quelconque de la communauté arabe, le résultat pour le sionisme a été très gratifiant. Le pays qui avait été une patrie pour les Arabes pendant des générations fut livré à une race (*sic*) étrangère en raison du prétexte fragile qu'il avait appartenu aux Juifs 2000 ans auparavant ! (Il serait intéressant d'imaginer ce qui se passerait si ce principe était universellement appliqué. On viderait l'Amérique actuelle de l'immense majorité de ses habitants et on rendrait l'Angleterre aux Gallois.) Les sionistes n'ont jamais cherché à s'installer parmi les Arabes en vivant parmi eux comme leurs égaux. Ils ont eu l'intolérable arrogance de gens qui considèrent leur propre race comme «supérieure», et les Arabes les haïssent pour la même raison que les Noirs haïssent les Blancs.

Aucun des discours de Hitler n'a autant contribué à créer un mouvement contre les Juifs que cette attitude des sionistes. En Palestine, les Juifs ne sont pas une minorité persécutée, mais le pilier de la politique impériale britannique. Ils savent que leur position n'est tenable que tant que la puissance étrangère reste sur place avec son armée d'occupation. Les Arabes exigent leur indépendance nationale et une constitution démocratique, mais les organisations juives s'opposent à cette revendication. Elles soutiennent la dictature et la domination étrangères.

Pour écraser les différentes tentatives des Arabes de se révolter, de terribles mesures de répression ont été et sont prises. Grâce à une législation d'urgence, promulguée officiellement par le gouvernement britannique, il est désormais possible de pendre un homme pour la simple fait de posséder une arme à feu, après qu'il a été jugé par un tribunal militaire. Il n'est guère nécessaire de souligner qu'il est très facile de fabriquer un tel motif d'inculpation. Et l'on remarquera que cette mesure, en pratique, a été rigoureusement appliquée aux Arabes, tandis que les infractions des Juifs ont soit été ignorées soit traitées de façon très indulgente. La destruction d'un bien peut être punie d'une peine de prison à vie. Pourtant, le gouvernement [britannique en Palestine] a le droit de supprimer n'importe quel article de loi ou disposition s'il le désire, et de démolir – sans verser la moindre compensation – toute maison où des crimes ou délits sont censés avoir été commis ou planifiés, «même si l'on n'en connaît le

responsable réel». Rien qu'à Jaffa, 600 maisons arabes ont été dynamitées en vertu de cette réglementation. On impose des «amendes collectives» à des villages entiers, parce que «l'on a des *raisons de croire* que leurs habitants ont commis, ou soutenu, des crimes ou des actes illégaux ou de violence». En Palestine, l'existence de camps de concentration, les perquisitions sans mandat, la censure des lettres, télégrammes et publications, complètent le tableau.

On peut avoir une petite idée de la façon dont fonctionne ce régime – qui n'est en rien meilleur que celui de Hitler – en lisant nos journaux. Nous y lisons que, au moindre soupçon, de courageux Anglais tirent à vue sur des Arabes. Mais la presse ne publie pas les informations les plus graves, même si l'autorité qui ordonne ces actes ne vaut pas mieux que les autorités fascistes. Une pétition rédigée par les habitants du village d'Al Tirah nous raconte ce qui s'est passé le 4 juin 1936: «Les soldats ont pénétré dans les maisons, ils ont rassemblé la nourriture, les vêtements et les meubles, et y ont mis le feu (...). Les propriétaires de ces maisons – qui assistaient, impuissants, à ce spectacle – ont été tabassés à coups de crosse.»

Les soldats britanniques n'ont trouvé aucune arme, malgré les menaces qu'ils avaient proférées, et, après avoir tout détruit, ils ont emporté l'argent des villageois. Dans un autre village (Al Taibah), 150 hommes ont été arrêtés et forcés de marcher en rond pendant toute la journée. Ceux qui étaient épuisés étaient frappés et l'armée a tué deux personnes qui tentaient de s'échapper. L'une d'elles a été blessée à coups de crosse, mais toutes deux sont mortes à l'hôpital. Nous pourrions citer bien d'autres cas de brutalités et de meurtres.

Tous ceux qui connaissent un tant soit peu l'impérialisme britannique ne seront pas surpris d'apprendre de tels faits. L'impérialisme est comme le fascisme – un système qui repose sur l'esclavage, sauvage et brutal quand il est aux abois. Mais si les Britanniques utilisent de telles méthodes contre les Arabes, ils n'ont pour le moment exécuté qu'un seul Juif. À quelques exceptions près, les Juifs soutiennent le gouvernement [britannique] ou se montrent encore «plus royalistes que le roi». La principale critique qu'adressent les Juifs au gouvernement [britannique] est que les mesures répressives de celui-ci ne sont *pas allées assez loin* !

La sympathie que nous éprouvons pour les Juifs en Allemagne et dans bien d'autres pays ne doit donc pas nous cacher un seul instant la nature réactionnaire du sionisme. Quel que soit le point de vue d'où l'on se place, l'attitude des dirigeants de la classe ouvrière en Grande-Bretagne est écœurante: ils soutiennent à fond le «mandat» et toutes ses implications.

Faisant preuve d'une hypocrisie caractéristique, le Parti travailliste a voté à l'unanimité, à son congrès de 1936, une résolution soutenant le mandat britannique en Palestine «dans l'intérêt de la paix mondiale». Selon eux, «la situation de la Palestine fait de cette région un lieu d'une importance stratégique considérable et donc l'objet

d'ambitions et de rivalités impérialistes»: c'est pourquoi elle devrait, selon eux, rester sous le contrôle des Britanniques. Mais l'existence de la Caverne des Brigands à Genève a permis à ces «internationalistes» de travestir leur position avec une phraséologie adéquate pour dissimuler l'impérialisme grossier de leur propre politique.

Cependant, personne n'a agité le drapeau de l'Union Jack avec plus d'enthousiasme que M. McGovern, qui en contradiction avec la politique déclarée de son parti, l'Independent Labour Party⁽²⁾, a constamment insulté les Arabes et a exigé que l'on emploie des méthodes de répression encore plus dures contre eux. Quand McGovern s'est rendu en Palestine, le discours qu'il proposait de prononcer à la radio était tellement arrogant que même le gouvernement britannique, qui sait parfaitement qu'on ne brandit pas le poing sans nécessité, a refusé de le laisser parler en public. Dans ce discours (qui n'a pas été prononcé en public, mais a été ensuite publié dans le *New Leader* avec une note critique de la rédaction), McGovern a présenté sa version sioniste du Fardeau de l'Homme Blanc. Le Juif «allait apporter la civilisation au pauvre Arabe» et si l'Arabe n'appréciait pas, «la loi» (c'est-à-dire l'impérialisme britannique) allait intervenir «de façon juste mais sévère». Que les habitants de la région l'apprécient ou pas, écrit McGovern, «Je pense qu'il faut envoyer en Palestine un nombre illimité de Juifs.» Ces Juifs montreront aux Arabes «une vie plus civilisée et plus noble». La plus grande partie de son discours ressemble à du Melchett⁽⁶⁾, mais la conclusion péremptoire fait penser aux déclamations de Mussolini contre les Abyssiniens « mécontents ».

Plus récemment, McGovern nous a régala d'une autre tirade fasciste, cette fois au Parlement. Dans le journal *Hansard* du 14 juin 1938, un article décrit un débat sur les colonies durant lequel McGovern, après avoir critiqué avec mépris la pauvreté des Arabes et vanté la prospérité des Juifs, nous explique que les jeunes femmes et hommes juifs se promènent en shorts [en Palestine] et il ajoute: «et cela stimule l'esprit des femmes arabes». J'ignore à quel bienfait de la civilisation pensait notre catholique romain, mais le même jour il a déclaré: «Nous devons envoyer la torche du Progrès en Orient pour y enflammer les esprits de la population arabe et l'extirper de sa crasse.» Quel que soit l'avantage de voir des Juifs et des Juives porter des shorts, j'ai du mal à croire qu'un Arabe qui lirait ce genre de propos puisse être «enflammé» par autre chose que le désir de botter les fesses de M. McGovern.

Le discours de Mc Govern se termine par une déclaration très claire dans laquelle il affirme soutenir le mandat [britannique sur la Palestine] et souhaite le succès au ministre des Colonies – des paroles étranges dans la bouche du représentant d'un parti qui prétend lutter contre l'impérialisme. Et il espère que lorsque le gouvernement actuel terminera ses fonctions, le ministre des Colonies pourra affirmer que

«son bon et fidèle serviteur a bien travaillé.» Il n'explique pas comment le ministre des Colonies pourrait être autre chose que le serviteur du capitalisme, ni pourquoi il souhaiterait le féliciter pour l'avoir servi. Une telle explication serait sans doute trop embarrassante, car elle supposerait que M. McGovern est lui-même un bon serviteur d'un système que ses flots de rhétorique parlementaire prétendent détruire aux yeux de ses innocents électeurs.

Le problème de la Palestine doit être traité avec un réalisme courageux. Dans un article à propos de la Conférence d'Evian sur les réfugiés, le *News Chronicle* du 8 juillet 1938 nous apprend que le colonel White, ministre australien du Commerce et des Douanes, qui a présidé l'une des commissions, a déclaré que des gens d'origine britannique avaient créé le Commonwealth d'Australie ; selon lui, les personnes originaires de Grande-Bretagne doivent être prépondérantes parmi les migrants, tant qu'il y aura des colons britanniques disponibles. Aucun socialiste, ou anarchiste, ne soutiendra ce type de position, du moins je l'espère, mais personne ne propose de forcer l'Australie à reconsidérer son attitude en faisant débarquer une armée d'occupation et en obligeant les Australiens à accepter, par la force, une politique d'immigration à laquelle ils sont opposés.

Le peuple de Palestine a le même droit à décider de ses propres affaires, y compris en matière d'immigration, et de décider y compris de soutenir une politique que nous considérons mauvaise. Il n'est peut-être pas trop tard pour rassembler les Arabes et les Juifs, si ces derniers abandonnent la cause du sionisme. Dans ce cas, cela marquerait un premier pas dans un processus qui aboutirait à chasser d'abord l'impérialisme britannique, et ensuite les féodaux arabes et les capitalistes juifs. Mais si ce tournant n'est pas pris *rapidement*, il sera trop tard, et le problème, en ce qui concerne les Juifs, sera de les réinstaller dans une autre partie du monde où ils pourront vivre en paix avec leurs voisins sur la base d'un accord mutuel. Cela ne concerne pas Madagascar ou l'Afrique de l'Est, régions où les habitants n'ont pas été consultés et où ils auraient les mêmes raisons de s'y opposer que les Arabes de Palestine.

Il est très clair que le soutien qu'apportent de prétendus «socialistes» à l'impérialisme britannique ne peut que pousser les Arabes dans les bras des agents de l'Allemagne et de l'Italie. Ils verront dans le fascisme l'ennemi des Juifs et des socialistes; ils voient déjà en Allemagne et l'Italie des ennemis de l'Angleterre. Que faudrait-il de plus qu'un peu de propagande et d'argent supplémentaires pour convaincre les Arabes que les fascistes sont leurs meilleurs amis ? Et cependant, si cela se passe ainsi, et que le monde arabe se tourne vers Hitler et Mussolini motivé par un faux espoir de salut, toute la faute en incombera aux politiciens travaillistes britanniques qui ont montré que la «démocratie» n'est pour eux qu'un slogan bon

marché, qu'ils emploient quand cela convient aux intérêts de l'empire britannique et dont ils se moquent dès que quelqu'un prend ce terme au sérieux.

Tous ceux qui critiquent les dirigeants arabes parce qu'ils sont réactionnaires ou financés par des puissances étrangères racontent n'importe quoi, parce que ceux qui utilisent ce type d'argument savent qu'il n'a pas de valeur et est hypocrite. Si une revendication est juste, qu'est-ce qui est le plus important ? Celui qui exprime cette revendication ? La raison pour laquelle elle est avancée ? Ou celui qui paie la note ? Rejeter une revendication légitime, c'est soutenir la tyrannie et l'oppression : l'accepter et la défendre est non seulement notre devoir, mais aussi la seule politique qui puisse dévoiler les prétentions de nos ennemis. Si McGovern et ses amis veulent vraiment démasquer les dirigeants arabes, la meilleure façon de le faire, c'est de prendre leurs revendications au sérieux.

29 juin 1938,

Reginald Reynolds

(Traduit de l'anglais par Ni patrie ni frontières)

1. Cette affirmation est totalement inexacte : comme le reconnaît même l'ultragauche antisioniste Gatto Mamone dans ce livre, « les Juifs commencèrent à revenir en Palestine après leur expulsion d'Espagne à la fin du XV^e siècle », la première *Aliyah* (émigration juive) eut lieu en 1882, la deuxième en 1904-1905, composée surtout de Juifs russes fuyant les pogromes. Mais évidemment cela ne cadre pas avec la démonstration de l'auteur qui ignore délibérément les effets de l'antisémitisme en Europe avant la Première Guerre mondiale (NPNF).

2. ILP: scission de gauche du parti travailliste et parti avec lequel sympathisait Reynolds à l'époque. (NPNF)

3. Alfred Mond (1868-1930), premier baron Melchett, avocat, député, libéral, puis conservateur. Il visite la Palestine en 1921 avec Chaïm Weizman et soutient dès lors activement le sionisme. Président de la Fondation sioniste britannique, il fonde une ville qui porte encore son nom: Tel Mond, dans l'Israël actuel (NPNF)

Lettre d'Emma Goldman à l'éditeur de *Spain and the World*

Cher camarade,

J'ai été intéressé par l'article «Les révolutionnaires et la Palestine», écrit par notre bon ami Reginald Reynolds dans *Spain and the World* du 29 juin 1938. J'approuve une partie de son contenu, mais une partie plus importante encore de son argumentation me semble contradictoire avec les idées d'un socialiste aux positions quasiment anarchistes. Avant que je souligne ces incohérences, je souhaite dire que l'article de notre ami peut laisser croire qu'il est un antisémite enragé. Plusieurs personnes m'ont d'ailleurs demandé pourquoi *Spain and the World* avait publié un article antisémite. Elles étaient encore plus surprises que Reginald Reynolds en ait été l'auteur. Comme je le connais bien, j'ai pu assurer en toute tranquillité à mes amis juifs que Reginald Reynolds n'a pas le moindre atome d'antisémitisme dans son esprit, même s'il est vrai que son article donne malheureusement une telle impression.

Je ne conteste pas les critiques que notre bon ami adresse aux sionistes. De fait, je m'oppose depuis de nombreuses années au sionisme, qui n'est que le rêve des capitalistes juifs dans le monde entier de créer un Etat juif avec tous ses accessoires: gouvernement, lois, police, militarisme, etc. En d'autres termes, ils veulent créer une machine étatique juive pour protéger les privilèges d'une minorité [de Juifs] contre une majorité [de Juifs].

Cependant, Reginald Reynolds a tort lorsqu'il affirme que les sionistes sont les seuls partisans de l'émigration juive en Palestine. Peut-être ignore-t-il que les masses juives, dans tous les pays, et particulièrement aux États-Unis, ont contribué à rassembler des sommes importantes dans le même but. Ils se sont généreusement défaits de leurs maigres économies dans l'espoir que la Palestine devienne un asile pour leurs frères, cruellement persécutés dans presque tous les pays européens. Le fait qu'il existe beaucoup de communes non sionistes en Palestine prouve que les ouvriers juifs qui ont aidé les juifs persécutés et pourchassés l'ont fait non pas parce qu'ils sont sionistes, mais pour la raison que je viens d'exposer, parce qu'ils pensent qu'en Palestine on les laissera tranquilles, qu'ils pourront s'y installer et vivre leur propre vie.

Le camarade Reynolds s'oppose aux Juifs qui prétendent que la Palestine était leur patrie il y a deux mille ans. Il insiste sur le fait que

cela n'a aucune importance puisque les Arabes vivent en Palestine depuis des générations. Pour moi, aucun des deux arguments n'a de grande valeur, à moins de croire aux vertus du monopole de la terre et aux droits des gouvernements de chaque pays de refuser l'entrée à de nouveaux arrivants.

Reginald Reynolds sait bien que les peuples arabes ont tout autant le droit de décider qui a le droit (ou pas) d'entrer dans leurs pays que les exploités de n'importe quelle autre région du monde. En fait, notre ami l'admet lorsqu'il écrit que les féodaux arabes ont vendu la terre aux Juifs sans en informer le peuple arabe. Cela n'est pas un phénomène nouveau dans ce monde. La classe capitaliste possède, contrôle ses richesses et en dispose partout pour satisfaire ses intérêts. Qu'elles soient arabes, anglaises ou autres, les masses ont très peu de choses à dire à ce sujet.

En défendant le droit des Arabes d'empêcher les Juifs d'immigrer en Palestine, notre bon ami porte autant atteinte aux principes socialistes que son camarade John McGovern. Certes, ce dernier se fait le défenseur [des intérêts] de l'impérialisme britannique, tandis que Reginald Reynolds soutient les droits des capitalistes arabes. Mais c'est une aussi mauvaise position pour un révolutionnaire socialiste. Il est encore plus incohérent de plaider au nom du monopole de la terre, et de réserver ce droit uniquement aux Arabes.

Peut-être mon éducation révolutionnaire comporte-t-elle quelques graves lacunes, mais on m'a toujours appris que la terre devait appartenir à ceux qui la cultivaient. Ses sympathies profondes pour les Arabes ne devraient pas empêcher Reginald Reynolds de reconnaître que les Juifs ont cultivé la terre en Palestine. Des dizaines de milliers d'entre eux, des idéalistes jeunes et dévoués, sont partis en Palestine pour cultiver la terre dans les conditions très difficiles que sont celles des pionniers. Ils ont défriché des terres abandonnées et les ont transformées en terres fertiles et en jardins fleurissants. Attention: je ne dis pas que les Juifs ont davantage de droits que les Arabes, mais le fait qu'un socialiste affirme que les Juifs n'ont rien à faire en Palestine me semble exprimer une étrange conception du socialisme.

Certes, Reginald Reynolds ne nie pas aux Juifs le droit d'asile en Palestine, mais il insiste aussi sur le fait que l'Australie, Madagascar, et l'Afrique de l'Est ont parfaitement le droit de fermer leurs ports aux Juifs. Si tous ces pays ont le droit de les refouler, pourquoi ne serait-ce pas le cas des nazis en Allemagne ou en Autriche ? Ou de tous les pays ? Malheureusement, notre camarade ne mentionne pas un seul endroit où les Juifs pourraient trouver la paix et la sécurité.

Je suis persuadé que Reginald Reynolds soutient le droit d'asile aux réfugiés politiques. Je suis certain qu'il regrette que ce grand principe, autrefois l'honneur et la gloire de l'Angleterre, ne soit plus appliqué. Et moi aussi je le regrette. Je ne comprends donc pas comment

Reynolds peut concilier ses sentiments positifs vis-à-vis des réfugiés politiques avec son refus d'accorder le droit d'asile aux Juifs.

Notre ami soutient ardemment le droit à l'indépendance nationale des Arabes et des autres peuples qui subissent le joug britannique. Je ne suis pas opposé à la lutte pour l'indépendance nationale, mais je n'y vois pas les mêmes avantages que lui sous un régime capitaliste. Le progrès qu'est censée apporter cette indépendance se résume à l'avènement de la démocratie, qui est une tromperie et un piège. Il suffit de se pencher sur le cas des pays qui ont récemment acquis l'indépendance nationale. La Pologne, par exemple, les Etats baltes ou certains pays des Balkans. Loin d'être progressistes (dans le vrai sens du terme), ils sont devenus fascistes. Les persécutions politiques y sont tout aussi graves que sous le tsar, alors que l'antisémitisme, auparavant encouragé du sommet de l'Etat, infecte désormais toutes les couches de la vie sociale dans ces pays.

Cependant, puisque notre ami défend le droit à l'indépendance nationale, pourquoi n'est-il pas cohérent jusqu'au bout et ne reconnaît-il pas ce droit aux sionistes, ou, plus largement, à tous les Juifs ? Parmi tous les arguments en faveur de ce droit, la condition précaire des Juifs, le fait qu'ils soient partout indésirables devraient leur donner le droit au moins à la même considération que notre camarade accorde si sérieusement aux Arabes.

Je sais, bien sûr, que beaucoup de Juifs ne peuvent prétendre au statut de réfugiés politiques. Bien au contraire, la plupart d'entre eux se sont montrés indifférents face aux persécutions contre les travailleurs, les socialistes, les communistes, les syndicalistes et les anarchistes, tant qu'eux-mêmes étaient en sécurité. Comme la bourgeoisie en Allemagne et en Autriche, ils ont exploité les travailleurs et se sont opposés à toute tentative des masses d'améliorer leur condition. Certains Juifs allemands ont eu la témérité d'affirmer qu'ils ne s'opposeraient pas à l'expulsion des *Ostjuden* (les Juifs provenant de la Pologne et d'autres pays). Tout cela est vrai, mais le fait demeure que, depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir, tous les Juifs sans exception ont été soumis aux persécutions les plus cruelles et aux traitements les plus indignes et les plus horribles, en dehors du fait qu'ils ont été dépouillés de tous leurs biens. Il me semble donc plutôt bizarre qu'un socialiste nie à ce malheureux peuple le droit de s'installer dans d'autres pays et d'y commencer une nouvelle vie.

Le dernier paragraphe de l'article de Reginald Reynolds «Les révolutionnaires et la Palestine», atteint des sommets. L'auteur écrit: «Qu'est-ce qui est le plus important? Celui qui exprime une revendication? La raison pour laquelle elle est avancée? Ou qui paie la note si cette demande est justifiée? Rejeter une revendication légitime, c'est soutenir la tyrannie et l'oppression: l'accepter et la défendre est non seulement notre devoir, mais aussi la seule politique qui puisse dévoiler les prétentions de nos ennemis.»

Cher Reginald Reynolds, la question est de savoir qui décide de la «légitimité» d'une revendication. À moins que l'on ne soit affecté de la même tare que l'auteur attribue aux Juifs, c'est-à-dire de «l'intolérable arrogance de ceux qui se considèrent comme membres d'une race supérieure», on ne peut décider si la revendication des habitants d'un pays de vouloir conserver le monopole de leurs terres est plus légitime que le besoin désespéré de millions de gens qui sont en train d'être lentement exterminés.

En conclusion, je souhaite préciser que mon attitude face à cette question tragique n'est pas dictée par mes origines juives. Elle est motivée par ma haine de l'injustice et de l'inhumanité des hommes contre d'autres. J'ai combattu toute ma vie pour l'anarchisme, seul capable de mettre fin aux horreurs du régime capitaliste et de garantir l'égalité et la liberté à toutes les races et tous les peuples, y compris les Juifs. Jusqu'à ce que ce moment arrive, je considère qu'il est incohérent, pour les socialistes et les anarchistes, de soutenir la moindre forme de discrimination contre les Juifs.

Emma Goldman

26 août 1938

(Traduit de l'anglais par *Ni patrie ni frontières*)

Réponse de Reginald Reynolds à l'éditeur de *Spain and the World*

Cher camarade,

Puisque ma chère amie Emma Goldman se préoccupe du fait que je sois mal compris, elle appréciera certainement ma tentative de corriger ses propres incompréhensions concernant mes conceptions sur la Palestine.

Je dois remercier Emma d'avoir assuré ses amis que je ne suis pas antisémite; mais je suis en désaccord complet avec l'affirmation que mon article du 29 juillet «en donne malheureusement l'impression». Je défie quiconque de me montrer la moindre phrase qui, prise dans son contexte, puisse donner une telle impression à un esprit sans préjugés. Le Dr Johnson a déclaré un jour: «Je peux vous donner des arguments, mais je ne peux pas vous donner de l'intelligence.» Je me trouve dans la même position et ne suis pas responsable des préjugés de ceux qui interprètent mes écrits. On a aussi dit que Bakounine était antisémite...

Mon article ne s'est à aucun moment intéressé aux Juifs ou aux Arabes en tant que race. Il concernait le droit à l'autodétermination que revendiquent les Arabes et auquel s'opposent les sionistes. Tout comme les anarchistes, je crois que, dans une société idéale, il ne devrait y avoir aucun gouvernement. Mais je pense que, dans les pays où les gens n'ont pas encore compris cela, un gouvernement démocratique – qui bénéficie du consentement explicite d'au moins la majorité du peuple – vaut mieux qu'un gouvernement autocratique ou bureaucratique. Les anarchistes espagnols semblent avoir la même position que moi, sinon on ne comprend pourquoi ils auraient coopéré avec le gouvernement [républicain] contre Franco, même si cette coopération était limitée.

Mais de même que les anarchistes se sont rendu compte que le fascisme est pire que le capitalisme «démocratique», de même la plupart d'entre eux seront d'accord avec moi pour affirmer que l'impérialisme est pire, et pour les mêmes raisons.

Ceux qui ne voient pas qu'il s'agit d'une affirmation découlant du bon sens devraient étudier et comparer la situation, par exemple, en Inde et dans les colonies britanniques, d'un côté, avec celle des ouvriers du Royaume uni, de l'autre. Je n'ai pas besoin qu'Emma Goldman me rappelle les limites de la «démocratie» ou celles de

l'indépendance nationale; mais si l'on considère ces objectifs seulement comme « une tromperie et un piège », on nie la base même sur laquelle les quelques libertés que nous possédons a été construite, et le fondement actuel de la collaboration entre les anarchistes et les autres forces antifascistes en Espagne. Et quand ma chère amie écrit qu'elle n'est « pas opposée » à la lutte pour l'indépendance nationale, son propos ne peut être perçu que comme un geste de solidarité très tiède envers ceux qui prennent tous les coups en combattant l'impérialisme britannique. Comme je l'ai souligné dans mon article, seul un soutien actif impressionnera les peuples coloniaux; et s'ils reçoivent un tel soutien des puissances fascistes, et que les anarchistes se contentent « de ne pas être opposés » à leur lutte, je crains que les masses qui souffrent aujourd'hui de l'oppression sous l'Union Jack [le drapeau britannique] en tirent des conclusions inquiétantes à propos de qui sont leurs vrais amis. *Et qui en portera la responsabilité ?*

Personnellement, je ne suis pas prêt à me tenir à l'écart du combat entre les oppresseurs et les opprimés, sous prétexte que les opprimés n'auraient pas compris 100 % de la vérité telle que je la vois. J'aiderai l'opprimé parce qu'il est l'opprimé, et parce que mon aide est le seul moyen de lui prouver ma sincérité si je veux lui apprendre quoi que ce soit en matière politique ou économique. Et je ne crains pas d'être mal compris, que ce soit délibérément ou involontairement. Je sais que s'opposer à l'impérialisme britannique en Palestine (et au sionisme, son allié), c'est courir le risque d'être accusé d'antisémitisme. Je sais que critiquer le gouvernement espagnol ou le Front populaire en France, c'est risquer d'être traité de « trotsko-fasciste ». Aucune de ces deux accusations ne m'inquiète le moins du monde.

Je ne suis pas impressionné par le fait que des ouvriers juifs ont soutenu financièrement l'émigration juive en Palestine. Les ouvriers britanniques contribuent à de nombreuses choses absurdes, y compris à assurer le salaire de Sir Walter Citrine⁽¹⁾. Quant à l'affirmation selon laquelle « la terre devrait appartenir à ceux qui la cultivent », je ne l'accepte pas, et je ne vois pas ce qu'elle fait dans la démonstration d'Emma Goldman. Dans une situation idéale, la terre devrait, selon moi, « appartenir » à toute la communauté, puisque toutes les richesses proviennent du travail de celle-ci. Mais si j'accepte l'affirmation d'Emma, alors la terre de Palestine devrait appartenir aux paysans arabes, et les seigneurs arabes n'avaient aucun droit de la vendre aux migrants juifs qui ont dépossédé les métayers arabes. C'est le seul sens que je puisse attribuer à cette proposition d'Emma, à moins qu'elle veuille dire que la terre appartient à celui qui s'en empare – donc qu'elle appartenait aux fellahs arabes mais que désormais elle appartient à ceux qui ont poussé les Arabes dehors. « La terre appartient au premier qui la met la main dessus » est un bon

slogan pour les conquistadors et les impérialistes, mais j'ignorais qu'il s'agissait d'un mot d'ordre anarchiste.

Je voudrais maintenant revenir sur trois déclarations qu'Emma m'attribue sans la moindre preuve. Je n'ai jamais «soutenu les droits des capitalistes arabes» et je n'ai nulle part écrit que «les Juifs n'ont rien à faire en Palestine». Et je n'ai pas non plus «justifié» le refus des ports australiens d'accueillir les Juifs. Bien au contraire. En discutant les opinions du représentant australien à la conférence d'Evian, j'ai écrit: «Aucun socialiste ou anarchiste, j'espère, ne soutiendra une telle position.» Est-ce une façon de «justifier» l'attitude des Australiens? Mais j'ai ajouté que si l'Australie refusait l'entrée aux Juifs, personne ne tenterait d'imposer l'arrivée d'immigrants juifs en envoyant une force armée d'occupation. C'était une simple constatation. Mais je suis prêt à en faire aussi une opinion, et à demander à Emma Goldman et à toute personne qui sympathise avec son point de vue, si elle est préparée à soutenir une telle mesure. Si je dis que je ne suis pas prêt à intervenir par la force dans la maison de mon voisin, cela ne signifie pas que j'approuve tout ce qu'il fait à l'intérieur de son foyer. Et je regrette qu'Emma ne puisse pas voir la différence.

Mon attitude vis-à-vis de la Palestine est fondée sur les mêmes principes. La question fondamentale n'est pas de savoir si j'approuve ou pas l'immigration des Juifs, mais qui va décider de son importance. Pour le moment, c'est un gouvernement étranger – le mien – qui décide et impose ses décisions à un peuple récalcitrant en se servant de ses baïonnettes. La solution de Madagascar poserait le même problème (même si Emma la confond avec le problème de l'Australie, comme si tous deux étaient des pays indépendants et autonomes). C'est pourquoi j'ai suggéré qu'il faudrait prendre le temps de réfléchir de façon constructive à «une région du monde où [les Juifs] pourraient vivre en paix avec leurs voisins d'un accord mutuel». C'est ce que ma chère amie appelle «nier à ces malheureux la possibilité de s'installer dans de nouveaux pays».

Emma commet la pire des confusions quand elle m'accuse d'incohérence parce que je soutiens l'indépendance des Arabes et m'oppose au nationalisme des Juifs. Je soutiens l'indépendance des Maures; mais cela ne signifie pas ce que je soutienne pour autant les Maures en Espagne [qui se battent dans les troupes de Franco] où ils sont les ennemis de l'indépendance espagnole. Contrairement à ce qu'Emma semble imaginer, je ne m'intéresse pas au nationalisme en lui-même, mais seulement aux cas où il exprime une révolte contre l'impérialisme. Et de même que je suis opposé aux Maures quand ils apparaissent comme des conquérants dans une armée fasciste, de même je suis opposé aux Juifs quand ils apparaissent comme des colons dans un schéma britannique qui souhaite créer une sorte d'Ulster en Palestine. Pour continuer l'analogie avec l'Irlande, je suis anticatholique, mais, dans la lutte irlandaise pour l'émancipation des catholiques, j'aurais été pour leur émancipation. Non pas parce que

j'aime le pape, mais parce que je ne crois pas qu'il faille priver une nation de sa religion. De même, en Palestine, je suis favorable (indépendamment de toute autre considération) aux droits du peuple contre une minorité qui veut les piétiner.

Emma m'accuse enfin d'être coupable de la même «intolérable arrogance» dont j'accablerai (selon elle) les Juifs. (Je parlais en fait des sionistes, mais passons...) Et cela parce que j'ose parler d'une «juste revendication» – le droit des Arabes à un gouvernement autonome démocratique. Certes, il est possible que je me trompe, que le socialisme ne soit pas la bonne solution, pas plus que l'anarchisme, que Franco soit un homme bon, qu'il soit le sauveur de l'Espagne et que je le condamne avec «arrogance». Mais je suis prêt à prendre le risque de me tromper. Et je remarque que Emma fait preuve de suffisamment d'arrogance pour prendre parti dans un conflit quand cela l'arrange. En ce qui me concerne, je considère que si la cause de l'autodétermination n'est pas une cause juste, alors le mot justice n'a plus de sens pour moi et peut être éliminé de la discussion. Je sais seulement que l'autodétermination est un principe de base à la fois pour le socialisme et l'anarchisme tels que je les comprends. Et je combattrai tout système social qui ne respecte pas ce principe fondamental.

Reginald Reynolds

16 septembre 1938

(Traduit de l'anglais par *Ni patrie ni frontières*)

1. Dirigeant des syndicats britanniques et secrétaire général du TUC de 1926 à 1946, *NPNF*.

Les anarchistes, le sionisme et la naissance de l'État d'Israël

Sylvain Boulouque

(Nous remercions l'auteur de nous avoir autorisés à reproduire cet article paru dans *Gavroche, revue d'histoire populaire*, n° 101, septembre-octobre 1998, puis modifié et augmenté dans *Archives juives* n° 36/1, 1^{er} semestre 2003, sous le titre «Les paradoxes des anarchistes face au sionisme et à la naissance de l'État d'Israël» *NPNF.*)

Il peut sembler paradoxal d'entendre un militant anarchiste expliquer «J'éprouve une profonde fidélité pour l'État d'Israël.» Ce militant, Nikola Tchordadieff [1] est né le 23 octobre 1900 à Plodiv en Bulgarie. Il commence à militer très jeune dans le mouvement libertaire. Il se réfugie en France en 1923, après le coup d'État, où il rejoint les rangs libertaires et participe aux activités des groupes anarchistes juifs de Paris. Après avoir été résistant, il reprend son action. Décédé le 6 juillet 1994, il avait souhaité que ses cendres soit transférées en Israël. Ce lien est révélateur d'une sensibilité particulière. En effet, les anarchistes n'adhèrent qu'exceptionnellement à une conception étatiste. Dès la naissance du sionisme politique, cette question nationale se pose aux libertaires et provoque d'âpres débats.

Ces polémiques rebondissent au gré des événements. Lors de la naissance de l'État d'Israël, les anarchistes adoptent une position officielle. Ils refusent la guerre au Proche-Orient et apparemment la création d'un nouvel État. Cependant l'expérience des kibboutzim, qui renvoie par analogie aux images des collectivités agricoles de l'Espagne révolutionnaire, suscite une très vive sympathie.

Les débats sur le sionisme

Les anarchistes confrontés à l'affaire Dreyfus, et à sa conséquence directe la naissance du sionisme politique, prennent position. Bernard Lazare théorise le sionisme libertaire, dont les options divergent de celles Théodore Herzl. Il n'évoque pas l'idée d'un État juif, mais d'une nation juive. Dans son sillon, d'autres militants libertaires comme Henri Dorr [2] ou Mécislas Golberg [3] deviennent sionistes [4]. Leurs déclarations engendrent de vives réactions chez les autres militants. Cependant, chez les pères fondateurs de l'anarchisme – à l'exception de Proudhon – la nation est reconnue comme une entité intrinsèque à toute entité humaine. C'est sa forme étatique qui est condamnée. Cette nuance disparaît chez leurs épigones, pour la grande majorité des militants français, qui raisonnent dans le cadre d'un État-nation déjà constitué, et gommant les dimensions spécifiques de la question nationale. Certains dénoncent un nouveau nationalisme: la spécificité juive renie l'aspiration à l'universalité anarchiste [5], d'autres encore ne sont pas hostiles à l'idée d'une nation juive, mais ils estiment que le départ vers la Palestine n'est pas la meilleure des solutions: ils jugent le climat hostile [6] et pensent que la révolution sociale serait privée par le départ des juifs de nombre de révolutionnaires actifs.[7]

Le débat naissant s'estompe lorsque s'achève l'Affaire Dreyfus. Le mouvement libertaire maintient dans son ensemble un discours conventionnel et refuse, à ceux qui proposent un renouvellement de la pensée anarchiste, le droit de parler en son nom. Si la question du sionisme resurgit périodiquement, elle est traitée de manière marginale, les anarchistes ne s'en préoccupent guère. Après la Première Guerre mondiale, les libertaires portent une attention plus soutenue aux événements internationaux, du fait de l'arrivée de militants anarchistes expulsés de nombreux pays. C'est seulement au cours des années 1930, que le mouvement anarchiste se penche à nouveau sur le sionisme. *L'Encyclopédie anarchiste*, dirigée par Sébastien Faure [8], qui paraît entre 1930 et 1934, comporte quatre notices ayant trait au sionisme (Israélites, Ghetto, Judaïsme et Sionisme). Ces articles développent une thématique identique: le sionisme est un mouvement généreux, qui permet d'échapper aux persécutions et qui, par la colonisation agricole et les fermes collectives, rend possible un développement égalitaire de la société, mais qui dans le même temps ajoute des barrières nationales, entrave à une possible révolution. Le discours libertaire n'évolue pas: le sionisme est une idée noble mais la révolution reste le premier des impératifs. Les libertaires ne conçoivent le monde que dans un processus révolutionnaire.

Les conflits de 1936-1939 en Palestine modifient le discours libertaire. Ainsi, Jules Chazoff [9] s'en prend violemment au sionisme à travers deux articles, qui paraissent dans *Le Libertaire*, dans lesquels il dénonce la mainmise des sionistes sur la Palestine et l'exploitation

dont seraient victimes les Arabes. Pour lui, le soutien aux opprimés n'est qu'une des facettes de la lutte révolutionnaire, le sionisme représente à ses yeux un détournement de l'idée même de révolution. La parution du premier de ces articles provoque la réaction du Groupe anarchiste juif de Paris [10]. Ses militants rappellent, comme Bernard Lazare un demi-siècle auparavant, que le sionisme est une étape émancipatrice, prémice des révolutions futures. Ce sont les ultimes débats de l'avant-guerre.

La naissance de l'État d'Israël

Dans l'immédiate après-guerre, trois organes composent, pour l'essentiel, la presse libertaire: *Le Libertaire*, représentant de tous les anarchistes, *Le Combat syndicaliste*, d'orientation anarcho-syndicaliste et *Ce qu'il faut dire*, de tonalité pacifiste [11]. La naissance de l'État d'Israël suscite de nombreux articles. Les libertaires cherchent à répondre aux questions liées à la guerre, aux enjeux internationaux, à la naissance d'un État, et corrélativement s'interrogent sur la possibilité d'une présence anarchiste au Proche-Orient.

Un article présenté comme un reportage effectué en Israël présente un panorama de la situation. L'auteur ne fait qu'évoquer la présence libertaire: «Les anarchistes, eux, diffusent à Tel-Aviv des journaux en yiddish d'origines diverses. *Freie Arbeiter Stimme* [12] (*La Voix de l'ouvrier libre*) et *Der Freie Gedank* (*La Pensée libre*) et également un périodique anarchiste en langue russe, édité par des émigrés [13]. Pourtant les groupes anarchistes juifs sont nombreux et auraient dû représenter une source privilégiée d'information [14]. Ainsi le groupe anarchiste juif de Paris, *Der Freie Gedank* «La Pensée libre», héritier du même groupe qui avant-guerre portait le nom de L'Autodidacte, dont Samuel Schwartzbard [15] était membre, édite de 1949 à 1963 un bulletin du même nom. Ce groupe d'une vingtaine de militants est composé notamment de Jacques et Rosa Doubinsky, David et Golda Stettner, et de Nikola et Léa Tchorbadieff-Kamener. Si comme les autres militants, ils éprouvent une défiance à l'égard du nouvel État, celle-ci est nettement moins marquée et est compensée par une vive sympathie pour les kibboutzim. Cette méfiance relative à l'égard du nouvel État disparaît, les militants du groupe juif estiment que l'État d'Israël représente finalement une terre d'accueil possible en cas de nouvelles persécutions [16]. Certains des militants partent s'installer en Israël où ils participent à la fondation d'un journal, *Problemen* [17], dirigé par Alexandre Thorn et Yosef Loden, et dont l'un des principaux correspondants est David Stettner. Cependant, ce groupe reste en marge de l'anarchisme officiel comme en témoigne la non prise en compte de leur position dans la presse libertaire.

La guerre et la naissance d'un État sont les éléments qui, par définition, heurtent les anarchistes. Mais face à cette réalité nouvelle, les militants sont dans l'obligation de prendre position. Après l'utilisation des éléments traditionnels, comme le pacifisme et l'athéisme qui représentent deux des fondements de la pensée

anarchiste, une analyse de l'actualité se greffe sur le discours libertaire. Ainsi la situation géographique et le ferment antireligieux sont réinvestis pour justifier une prise de position pacifiste: «Le sang coule en Palestine où l'on se dispute une étroite bande de terre brûlée par le soleil, une terre qui ne doit son prestige qu'au témoignage illusoire de cette escroquerie mystique qui en fit la terre promise [...]. Pourtant le Brésil est un pays exceptionnellement doué sous le rapport de la fertilité du sol [18].»

Ce discours ancien se combine avec celui du refus de la guerre auquel s'ajoute un thème nouveau, le danger des rivalités internationales et des concurrences impérialistes. Lors de l'entrée dans la guerre froide, les anarchistes tentent de mettre en pratique la théorie du troisième front, imaginée pour refuser les diktats et les volontés hégémoniques de l'Union soviétique et des États-Unis: «La grande guerre n'aura pas lieu. Mais nous avons l'espoir que dans un Proche-Orient pacifié grâce à un équilibre des forces et à une conjoncture impérialiste favorable, les forces sociales déviées de leurs buts essentiels vers des objectifs raciaux et nationaux, se réveilleront [...]. Car, entre le "Schalom" des communautaires juifs et le "Salam" des cultivateurs arabes, il n'est de différences qu'à Londres, à Washington ou à Moscou [19].»

Le militant qui signe cet article et qui théorise cette pratique du troisième front a l'un des itinéraires les plus originaux de l'anarchisme. Son nom d'emprunt le plus connu est Louis Mercier [20]. Il est parti combattre en Espagne dans la colonne Durrutti, en juillet 1936; déserteur au début de la Seconde Guerre mondiale; il s'engage dans les Forces Françaises Libres en 1942, où il travaille pour le service d'information de Radio Levant à Beyrouth. Après la guerre, il participe à la création de Force ouvrière et au Congrès pour la Liberté de la Culture. Il est l'un des militants les mieux informés de la situation au Proche-Orient. Si Mercier met en avant la théorie du troisième front, ses attaques sont essentiellement tournées contre les visées de Moscou:

«Pendant des années les communistes ont mené une campagne contre les "fascistes [21]" juifs, disciples de Jabotinsky, mais aujourd'hui ils donnent une grande place à l'action de l'Irgoun Zvai Leumi dirigée contre la Grande-Bretagne. Toute lutte contre Londres est présentée par Moscou comme une lutte progressiste [22].»

Il met en garde par cet article les militants contre des jugements trop hâtifs: «Nous connaissons d'authentiques militants révolutionnaires juifs qui agissent dans les groupes terroristes parce qu'ils défendent en premier lieu leur droit à l'existence [...]. Si les meilleurs Arabes et les meilleurs Juifs en sont à se replier sur des positions et des activités nationalistes, c'est parce qu'il n'existe dans le monde aucune internationale ouvrière et révolutionnaire capable de présenter aux écrasés un espoir, une foi, une issue [23].»

Son article a une triple valeur: informer les libertaires des événements, mettre en lumière la complexité de la situation et en même temps rechercher une cohérence avec une analyse libertaire.

Son point de vue n'est pas partagé par l'ensemble des militants libertaires. Nombre d'entre eux voient dans le conflit la naissance d'un État, source de guerre: «En Palestine, l'État apporte l'indiscutable preuve qu'il provoque la guerre du fait même de sa présence [24].» Ils refusent de choisir un camp dans une guerre qui somme toute n'oppose que deux nationalismes: «Seul le rejet de tout nationalisme et l'entente libre et fraternelle des populations travailleuses pourront sauver la Palestine de la barbarie qui va en s'étendant [25].»

Cependant, dès la fin de la guerre, le discours de Mercier est à nouveau normatif. Le nouvel État possède les caractéristiques classiques de tout État avec une bourgeoisie et un système capitaliste en plein développement. Mercier fonde encore ses espoirs dans les kibboutzim, possible «contrepoids important aux volontés capitalistes ou à l'envahissement de l'État [26]».

Si la guerre et le nouvel État génèrent des protestations, des méfiances et des regards critiques, les kibboutzim passionnent les anarchistes.

Les kibboutzim, une société idéale.

Les expériences de travail collectif sont depuis toujours pour eux le lieu d'expérimentation de la société future. Les kibboutzim deviennent alors une terre d'imagination, un nouveau rêve. De nombreux articles rendent compte des séjours, des installations et du caractère libertaire – réel ou imaginé – des collectivités agricoles. Ainsi les témoignages sont nombreux tant dans la presse libertaire française que dans la presse anarchiste internationale. *Le Libertaire* s'en fait l'écho. George Woodcock [27] exprime sa vive sympathie pour les «collectifs palestiniens» qui ont mis: «en application la théorie anarchiste: la décentralisation et la suppression du profit individuel». Quelques mois plus tard, Jean Maline analyse l'ensemble des formes de travail collectif et des progrès du travail collectif qui sont l'illustration pratique des théories anarchistes «de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins» [28]. Quelques militants de diverses origines, nombre de militants juifs, mais également des Espagnols, s'installent en Israël et travaillent dans les kibboutzim. Ces derniers deviennent le moyen d'information privilégié pour les libertaires. Elie Barnavi rapporte l'itinéraire d'un certain Ramon, militant anarchiste espagnol. Il arrive en Palestine en 1948, participe aux combats de la guerre d'Indépendance dans une brigade composée d'immigrants de diverses nationalités dont quelques libertaires. Ces militants se dispersent et s'installent respectivement dans différents kibboutzim [29]. Parallèlement d'autres militants arrivent en Israël, souvent pour des raisons familiales. C'est le cas de Joseph Ribas, militant de la Confédération nationale du travail, qui participa à la

guerre civile espagnole, où il fut grièvement blessé. Après être resté plus de dix ans en France, il part avec sa femme et ses deux enfants pour Jérusalem puis s'installe dans le Kibboutz Hahotrim, au sud de Haïfa, où il retrouve, selon son témoignage, le même mode de vie que durant la Révolution espagnole [30]. C'est à partir des témoignages de ces libertaires que Gaston Leval [31] et Augustin Souchy, militants de renom, donnent à la presse libertaire espagnole en exil de nombreux renseignements sur les conditions de vie dans les kibboutzim. Augustin Souchy se rend en Israël en 1952. Il publie un livre *Le nouvel Israël, un voyage dans les kibboutz* [32], dans lequel, il compare les kibboutzim aux collectivisations espagnoles. Les anarchistes individualistes, adeptes de la révolution sexuelle, publient un reportage sur «La famille, l'enfant et les relations sexuelles dans les kibboutz» [33]. Ce mouvement est amplifié par d'autres récits de séjours. Le *Combat syndicaliste* livre durant six mois un reportage sur cette société naissante [34]. Dans son compte rendu de voyage, l'auteur dresse un tableau empreint d'une sympathie affichée, s'attachant à décrire les réalisations et les acquis sociaux conquis par l'Histadrout.

Les kibboutzim et, de manière plus générale les formes de travail collectif, sont mis en valeur, idéalisés, au point d'en faire des sociétés libertaires à part entière. Au-delà de la méfiance que les anarchistes conçoivent pour un État, force est de constater que les anarchistes ont de facto reconnu la naissance de l'État d'Israël, même si par la suite la critique de l'État hébreu est plus acerbe. Plusieurs facteurs expliquent cette reconnaissance, les kibboutzim en sont l'élément déterminant. La naissance d'un État et l'affirmation du nationalisme juif – au-delà du discours antiétatiste et antinationaliste affiché – ne sont finalement pas un obstacle à la reconnaissance d'Israël et de sa légitimité. En effet, l'objectif est le dépassement du cadre national et étatique né d'une vision quasi théologique et millénariste de l'évolution des sociétés. Cependant, cette reconstruction de la société selon un imaginaire qui néglige les réalités au profit de la construction d'idéaux-types, dont les kibboutzim sont la pierre angulaire, permet aux anarchistes d'éviter de se poser réellement la question de la naissance d'un État et de l'adhésion des populations à cette forme de société. Ils passent, par cette non-réflexion volontaire, au-dessus des interrogations qui remettraient en cause les fondements traditionnels de l'anarchisme.

Il est également notable qu'à la différence des autres groupes de l'extrême gauche, les anarchistes n'aient pas calqué leur discours sur celui du parti communiste, ni créé une mythologie révolutionnaire anti-impérialiste. En cela, ils se rapprochent de la tradition socialiste.

Sylvain Boulouque

NOTES

1. Sur Nikola Tchorbadieff, cf. Sylvain Boulouque, «A la mémoire de Nikola Tchorbadieff», *Gavroche*, n° 79, janvier-février 1995 pp. 22-23.

2. Henri Dorr, de son vrai nom Lucien Weil (1865- vers 1914 ?), militant anarchiste correspondant du *Libertaire* signe deux articles «Le Droit d'être juif» dans *Le Journal du peuple*, n° 6, 24 septembre 1899 et «Ohé les Juifs» n° 11, 31 octobre 1899.

3. Cf. Catherine Coquio, «Une mutation politique pendant l'affaire Dreyfus, Mécislas Goldberg en 1898-1899» in *Archives Juives* n° 1, 1^{er} semestre 1994, Paris, Liana Lévi, pp. 45-57.

4. Pour une analyse plus développée de la question, cf. Philippe Oriol «Bernard Lazare anarchiste», Sylvain Boulouque «1899: Les débats sur le sionisme dans la presse anarchiste» in *Mélanges Bernard Lazare*, Honoré Champion, 1997 et Zosa Szajkowski, «L'antisémitisme et le mouvement ouvrier français à l'époque de l'Affaire Dreyfus», in *Tsafon*, no16, 1994, pp. 26-68.

5. Ludovic Malquin, «A propos du droit d'être juif», *Le Journal du peuple*, n° 7, 1^{er} octobre 1899.

6. Cf. *Anarchistes en exil, Correspondance inédite de Pierre Kropotkine à Marie Goldsmith, 1897-1917*. Lettres présentées et annotées par Michaël Confino, Paris, Institut d'études slaves, coll. Cultures et sociétés de l'Est, vol. 22. Lettre du 30 juin 1907, p. 296.

7. Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes, «Antisémitisme et sionisme», Supplément littéraire aux *Temps Nouveaux*, Éditions de l'Humanité nouvelle, Paris, 1900, pp. 274-279 [reproduit dans cette compil] p. 120-130, *NPNF*].

8. Sébastien Faure (1858-1942) est le fondateur du *Libertaire*, auquel succède *Le Journal du peuple* créé pour engager les anarchistes dans le combat dreyfusard. Faure anime le mouvement libertaire par diverses conférences, création de publications, etc.

9. Jules Chazoff de son vrai nom Chazanoff (1891-1946), militant libertaire et rédacteur au *Libertaire* depuis le début des années vingt. Il s'est intéressé au sionisme puisqu'il rédige les notices de l'*Encyclopédie anarchiste*. Les deux articles de Chazoff sont «Quand Israël règne», n° 615, 18 août 1938 et «Les Juifs et la Palestine», n° 617, 1^{er} septembre 1938.

10. La réponse parvenue la semaine suivante n'est publiée que quinze jours plus tard, Un groupe d'anarchistes juifs, «La question juive et la Palestine», n° 618, 8 septembre 1938.

11. Il existe d'autres bulletins mais ils ne traitent pas, sauf exception mentionnée, du sionisme. *La Révolution Proletarienne* n'a pas été retenue. Car elle confie la majeure partie de ses articles à Robert Louzon (1882-1976) qui n'est pas anarchiste et qui a, dès ses débuts dans le militantisme, pris des positions antisémites. Cf. Michel Drouin, «Une thèse exemplaire au paroxysme de l'Affaire

Dreyfus: La première enquête scientifique sur le prolétariat juif», pp. 45-53 in *Cahiers Jean Jaurès*, n° 138, Octobre-Décembre 1995.

12. Groupe libertaire juif américain dont l'hebdomadaire a cessé sa parution en 1981.

13. Moishé Chaym, «Départ en Israël», *Le Libertaire*, n° 237, 11 août 1950. Sauf mention contraire tous les articles cités sont tirés du *Libertaire*.

14. Pour l'avant Première Guerre mondiale, cf. Nathan Weinstock «Le mouvement anarchiste juif», in *Point critique*, n° 35, Bruxelles, juillet 1988, pp. 20-37.

15. Samuel Schwartzbard (1888-1938) assassina, en mai 1926, l'Hetman Petlioura, responsable des pogromes durant la guerre civile en Ukraine. Il fut acquitté. «Le procès des pogromes» fut à l'origine de la fondation de la Ligue internationale contre l'antisémitisme.

16. Témoignage de Claude Doubinsky [juin 1996] qui a assisté aux réunions du groupe anarchiste juif de Paris. Les libertaires yiddishistes, qui auparavant étaient proches des positions du Bund, les abandonnent pour une sympathie non dénuée de critiques vis-à-vis de l'État d'Israël.

17. *Problemen* a cessé sa parution en 1993.

18. Samuel Vergine, «Massacres en terre promise», *Ce qu'il faut dire*, n° 56/57, 20 mai 1948. S.Vergine de son vrai nom Louis Dorlet (1905-1989) est l'animateur des revues d'orientations pacifistes.

19. Damashki, «La paix serait-elle proche en Palestine?», n° 128, 6 mai 1948.

20. Louis Mercier-Vega de son vrai nom Charles Corvint (1914-1977): il utilise pour la presse libertaire notamment les pseudonymes de Ridel et Couramy (pour l'avant-guerre) et de Damashki, Parane (pour l'après-guerre)

21. On peut supposer que Mercier a déjà fait la connaissance d'Arthur Koestler, qui a appartenu aux «sionistes révisionnistes» et que le terme fasciste est utilisé pour montrer la stratégie communiste et non s'en prendre aux héritiers de Jabotinsky.

22. S. Parane, «Pour une action internationaliste. Le creuset palestinien», n° 83, 26 juin 1947.

23. *Ibid.* Mercier utilise la même argumentation dans ses articles ultérieurs: «Le jeu impérialiste et les réalités sociales en Proche-Orient», n° 177, 15 avril 1949. Même s'il lui arrive parfois de tenter de construire une analyse stéréotypée «Palestine 1948», n° 111, 8 janvier 1948.

24. Eric-Albert «Palestine terre stratégique», n° 133, 11 juin 1948. La même terminologie est utilisée dans les semaines précédentes et suivantes: «Guerre officieuse en Palestine», n° 130, 21 mai 1948; «Luttes stériles», n° 136, 2 juillet 1948.

25. Gaston, «Juifs et Arabes sacrifiés par les "Grands"», n° 131, 28 mai 1948. Gaston, de son vrai nom Armand Schuer, est un militant anarchiste d'origine autrichienne, proche du conseillisme.

26. «La raison d'État en Israël», n° 211, 13 mai 1950.
27. George Woodcock (1912-1995) est un militant anarchiste anglais. Il est directeur de la revue *Now*, auteur de *Kropotkine, le prince anarchiste*, Paris, Calmann-Lévy, collection «Traduit de», 1953. Il est l'ami de George Orwell et de Manès Sperber. «Les collectifs palestiniens», n° 123, 1^{er} avril 1948.
28. J. Maline «Les communes libres en Israël. Leur caractère - leur vie», n° 203 et 204, 18 et 25 novembre 1949
29. Cf. Elie Barnavi, «Les ennuis de Ramon ou les ambiguïtés de la nationalité israélienne», pp. 14-17 in *M, Mensuel, Marxisme, Mouvement*, n° 61-62, mai-juin, consacré à Israël et témoignage de l'intéressé, Tel Aviv, août 1996.
30. Témoignage de Joseph Ribas (Hahotrim, août 1996). Il devient le correspondant du mouvement anarcho-syndicaliste, ainsi dans *A.I.T.*, (mensuel de l'Association internationale des travailleurs), n° 37, janvier 1961, il signe une chronique sur les célébrations du quarantième anniversaire de l'Histadrout. Il témoigne des conditions de vie dans les kibboutzim dans le *Bulletin intérieur de la Fédération anarchiste*, (n° 55, mars 1965), et livre une brochure en 1972 sur les kibboutzim (*Ruta*, deuxième formule, troisième année, mars 1972).
31. Gaston Leval de son vrai Pierre Pillier (1895-1978). Son engagement aux côtés des anarchistes espagnols date de la guerre de 1914-1918 durant laquelle il est insoumis. Il joue un rôle important dans les organisations libertaires espagnoles. Il participe également à la collectivisation des terres pendant la guerre civile espagnole. Il rentre en France en 1938 et fonde après la guerre diverses revues. Il est un des correspondants attirés de la presse libertaire espagnole.
32. Augustin Souchy (1898-1984), militant anarchiste allemand réfugié en Espagne en 1933, puis en Amérique latine. Son livre est édité à Mexico, 1953 (en espagnol, il est également publié sous le même titre en allemand en 1984). Il se rend également en Israël en 1962 et 1979.
33. *L'Unique*, n° 51, 1^{er} septembre 1950.
34. *Le Combat syndicaliste*, «Impressions d'Israël» paraît du n° 56, 23 février 1951, au n° 63, 1^{er} juin 1951. L'auteur de cet article est présenté comme un «typographe parisien révolutionnaire».

Sylvain Boulouque

Anarchisme et judaïsme dans le mouvement libertaire Réflexions sur quelques itinéraires

(Nous remercions l'auteur de nous avoir autorisés à reproduire ce texte. *NPWF*)

Les relations entre judaïsme et anarchisme sont complexes. L'affirmation de la judéité de nombre de militants n'est pas sans poser des problèmes aux autres militants. Son ambiguïté a été illustrée par Arnold Mandel. Membre de l'Union anarchiste au milieu des années trente, il est devenu spécialiste des questions religieuses.

Quarante ans plus tard, en écrivant ses mémoires, il témoigne de cette équivoque: «Le monde à part des anarchistes, ce monde de “nous autres” me faisait penser au milieu juif archaïque à cause de certaines similitudes. [...] J'ai retrouvé dans ce milieu des vertus qui avaient eu cours dans la vie ghettoïque. [...] Les copains juifs – il y en avait quelques autres à part moi – étaient considérés exactement comme les autres. Leur origine ethnique ou religieuse était dénuée d'importance. Si on y attachait une quelconque signification, on risquait de se heurter à l'incompréhension et à la réprobation. [...] Je proposais aux camarades de leur parler du sionisme dont, Juifs y compris, ils ignoraient tout. [...] Je n'étais pas sioniste au sens de la doctrine herzlienne [...] j'étais antiétatique. [...] Pour eux] le nationalisme juif était le choix de l'absurde [...]. Critiqué, je ne fus pas réellement blâmé. Les anarchistes ne demandaient à personne d'être dans la “ligne”. Je pouvais donc continuer à chérir le sionisme [...]. La grande et belle liberté d'esprit des anars me plaisait, mais leur fondamentale incompréhension de l'être juif [...] m'éloignait déjà

d'eux [...]. Les copains étaient non seulement gentils mais vraiment fraternels, solidaires et prévenants [mais] me rétrécissaient et me niaient mon essentielle identité⁽¹⁾.»

Cette description souligne l'ambivalence des relations entre judéité et anarchisme. Comment peut s'affirmer le particularisme dans un mouvement qui semble *a priori* tolérant ? Comment les libertaires réagissent-ils à cette affirmation alors que ce mouvement prône comme principe fondateur l'universalisme ? Quelle est dès lors la réponse des militants concernés et comment concilient-ils leur engagement avec les déclarations des autres militants ? Comment s'articule dès lors ce va-et-vient ? L'examen de quelques itinéraires militants autorise quelques pistes de recherche⁽²⁾. Pour ce faire, il convient de distinguer plusieurs étapes: la phase d'assimilation, puis celle de l'affirmation identitaire, pour analyser les raisons de cette conflictualité.

La phase assimilationniste.

Cette étape semble la plus difficile à cerner puisque rien, dans ce cas, ne distingue un militant libertaire d'un autre. Le discours est identique, peu de choses permettent de saisir une quelconque spécificité. L'ensemble des militants retenus possèdent les mêmes caractères et, s'ils s'inscrivent dans une culture spécifique, c'est celle dont est porteur le projet libertaire. Nous avons choisi de retenir des groupes militants qui symbolisent à la fois des parcours, des époques et des processus distincts.

La première génération est composée des premiers dreyfusards. Elle est incarnée par Bernard Lazare et Henri Dhorr. Leur parcours est significatif des processus d'assimilation. Henri Dhorr, de son vrai nom Lucien Weil⁽³⁾, est né le 10 novembre 1865 à Bruxelles, représentant de commerce, il a été de 1889 à 1894, le gérant du *Père Peinard*, le journal d'Émile Pouget⁽⁴⁾. Rien dans ses articles ne laisse supposer son identité, puisqu'il signe de son nouveau nom. De même Lazare Marcus Manassé Bernard devient Bernard Lazare, lorsqu'il prend la plume. Dans les premières années de sa vie, il n'affiche pas d'appartenance particulière et se définit comme un «mécéant infidèle». Sans développer ici l'itinéraire de Bernard Lazare⁽⁵⁾, qui est pour l'essentiel connu, il est même possible de constater qu'il a cherché à se fondre dans les groupes des poètes symbolistes et dans le mouvement libertaire composé par ces avant-gardes artistiques.

Le deuxième groupe est incarné par la génération des exilés: Samuel Schwartzbard, Ida Mett, Nicolas Tchorbadiëff et Jacques Doubinsky. Ils sont tous quatre intégrés au mouvement libertaire en France. Samuel Schwartzbard⁽⁶⁾, né en Bessarabie en 1886, est arrivé en France après la Révolution de 1905. Selon certains témoignages⁽⁷⁾, il a suivi les conseils de Pierre Kropotkine et s'est engagé comme volontaire dans la Légion étrangère au début de la Première Guerre mondiale. S'il participe au groupe libertaire juif de Paris dans les années vingt, il est aussi lié aux autres militants comme en témoigne

May Picqueray⁽⁸⁾, qui signale qu'il déjeunait avec elle, Mollie Steimer et Senya Flechine, lorsqu'il reconnut Simon Petlioura, responsable de pogroms en Ukraine, qu'il assassina le 25 mai 1926. Ida Met⁽⁹⁾ a un parcours similaire: née en Russie en 1901, elle est expulsée d'Union soviétique en 1924 et arrive en France en 1925. Elle se mêle aux activités du groupe anarchiste russe *Dielo Trouda* animé entre autres par Nestor Makhno, Piotr Archinoff et Voline. Elle n'affiche pas apparemment de relation particulière au judaïsme.

Jacques Doubinsky⁽¹⁰⁾ est né à Odessa en 1889. Il quitte la Russie pour la Bulgarie en 1921 après avoir été condamné par les bolcheviques, puis en 1923, il rejoint la France. Nicolas Tchorbadiéff⁽¹¹⁾, de son vrai nom Jossif Sintoff, est né en Bulgarie en 1900. Après le coup d'État de 1923, il part pour la France. Tous deux militent dans le mouvement libertaire en France. Ils ont également des liens privilégiés avec le mouvement anarchiste juif organisé, leurs compagnes respectives, Rosa Doubinsky et Léa Kamener, animent le groupe anarchiste juif de Paris.

Le troisième groupe est incarné par Voline et Jules Chazoff. S'ils sont contemporains des militants du deuxième groupe, les responsabilités qu'ils ont assumées dans le mouvement libertaire ont été plus importantes. Voline⁽¹²⁾, de son vrai nom Vsevolod Mikhaïlovitch Eichenbaum, est né en Russie en 1882 et s'est, lui aussi, réfugié en France après avoir été expulsé par les autorités soviétiques. Il a milité dans le mouvement libertaire en s'occupant plus spécialement de la question du communisme. Jules Chazanoff dit Chazoff⁽¹³⁾, né à Paris en 1891, ouvrier électricien puis correcteur, participe sans discontinuer aux activités du mouvement libertaire en France de 1912 à sa mort en 1946.

L'ensemble de ces militants n'ont pas montré, dans un premier temps, d'attachement particulier à leurs origines. Ils sont intégrés au mouvement anarchiste et c'est seulement dans un contexte de crise que des conflits les opposent au reste du mouvement libertaire.

Les phases d'affirmation identitaire.

Il convient de définir quand et comment s'effectue cette phase d'affirmation identitaire et si elle a eu lieu, en analysant leurs prises de position et les réactions du mouvement libertaire.

Le premier conflit est lié aux réactions de Bernard Lazare et d'Henri Dhorr. Bernard Lazare, en prenant la défense du capitaine Dreyfus, affirme son identité juive et l'émancipation possible que représente le sionisme. Pour Lazare, la lutte contre l'antisémitisme occupe la majeure partie de ses pensées, il appelle les Juifs à se souvenir qu'ils ont été des parias, à affirmer leur appartenance. Peu après, Henri Dhorr, qui vient d'organiser, le 19 septembre 1899, le seul meeting de soutien du «groupe des prolétaires juifs» au capitaine, écrit donc au plus fort de l'Affaire, un premier article dans *le Libertaire*, où il affirme son judaïsme, dénonçant les silences qui dans

le mouvement libertaire entourent l'antisémitisme pour conclure: «C'est mon droit d'être Juif, c'est mon devoir de dire que je le suis⁽¹⁴⁾.» La semaine suivante, Ludovic Malquin, un militant libertaire, lui reproche d'abandonner le mouvement libertaire au profit de ses origines⁽¹⁵⁾. Dhorr lui répond par une nouvelle affirmation de son identité, qu'il renouvelle, une fois encore, dans *Le Journal du peuple*⁽¹⁶⁾ de Sébastien Faure, qui vient d'être créé par l'entremise de Bernard Lazare avec le soutien financier du Grand Rabbin Zadoc Kahn⁽¹⁷⁾. Lucien Weil et Bernard Lazare se sont détachés progressivement du mouvement libertaire constitué, le premier pour s'occuper de manière exclusive du syndicalisme et le second pour prendre la défense des Juifs opprimés de par le monde, même si tous deux sont restés à la lisière du mouvement. Le conflit traduit l'ambiguïté du mouvement libertaire qui laisse libres les militants d'affirmer leur identité. De plus, si les anarchistes se rangent dans leur immense majorité dans le camp dreyfusard, les raisons diffèrent de celles de Bernard Lazare et d'Henri Dhorr.

Le deuxième groupe entre en conflit avec le mouvement libertaire à des époques ultérieures. Dans cette génération, les processus de rupture ne sont pas identiques.

Le geste de Samuel Schwartzbard, qui a choisi d'assassiner Simon Petlioura, le considérant comme responsable des pogromes en Ukraine, n'a jamais été désapprouvé par le mouvement anarchiste. La presse libertaire a salué son acte comme la revanche des opprimés et une forme de justice sociale⁽¹⁸⁾. Son acte s'inscrit dans une tradition du mouvement anarchiste et ne peut être blâmé. S'il s'est détaché du mouvement libertaire, ce n'est pas à cause d'un conflit quelconque, mais par souci propre de lutter contre l'antisémitisme. L'hommage que lui rend *Le Libertaire* à sa mort est à cet égard significatif: «Nous nous souvenons de son humble petite boutique du boulevard de Ménilmontant, toujours pleine de proscrits venus de tous les points du monde entier chercher un refuge, une aide, un conseil auprès du bon "Schoulim". [...] A sa compagne [...] nous adressons notre vive sympathie fraternelle⁽¹⁹⁾.»

La rupture d'Ida Mett répond à d'autres modalités. Face à des déclarations hostiles, elle va dénoncer l'antisémitisme dans une des franges du mouvement libertaire. Ida Mett a déjà rencontré une forme de dogmatisme. Elle est exclue du groupe *Dielo Trouda* pour avoir allumé une bougie à la mort de son père. Cette première rupture traduit une hostilité à l'égard d'une pratique religieuse, cette intolérance s'inscrit dans la tradition antireligieuse de ce mouvement. Mais l'affrontement le plus violent est celui qui oppose en 1938 Ida Mett au "noyau" de *La Révolution prolétarienne*. Cette revue, depuis le milieu des années trente, s'est rapprochée des libertaires. La rupture s'est effectuée en plusieurs temps, suite à la parution de plusieurs articles à tonalité antisémite. Ida Mett écrit aux responsables de la revue et affiche son indignation devant de telles déclarations: «Alors,

toute la presse mondiale qui est aux mains de la finance juive”. [...] Quelle honte d’avoir de pareils propos dans les colonnes de la *R.P.*[...]! En tant qu’internationaliste, j’élève ma protestation contre la souillure des colonnes de la *R.P.* par la peste raciste.» Elle fait suivre sa lettre d’un post-scriptum: «Je proteste également contre la terminologie employée par Louzon dans ces notes sur la Palestine, qui qualifie de colons des juifs qui se sont réfugiés en Palestine en quittant des pays d’où il sont chassés d’une façon abominable. [...] Non, camarade Louzon, ce ne sont pas des colons [...] ce sont des réfugiés venus en Palestine, au même titre qu’ils pouvaient venir en France, par exemple; ce ne serait pas pour coloniser la France, mais pour y chercher asile. À moins qu’on ne conseille à Hitler de brûler sur un bûcher immense une partie du peuple juif (y compris des milliers de prolétaires), alors la question serait évidemment radicalement liquidée⁽²⁰⁾.» Cette lettre reste sans réponse. Cependant, la polémique s’enfle, les discussions dans ce micro-milieu allant bon train.

Ida Mett reprend la plume pour dénoncer à nouveau l’antisémitisme de Pera et de Robert Louzon, le premier ayant tenu des propos ouvertement antisémites devant un certain nombre de témoins: le frère d’Ida Mett, Pat-Isaac Gildman et le philosophe et historien Pierre Pascal. Elle affirme: «Tout cela serait comique (pour un vieux révolutionnaire et internationaliste) si les temps n’étaient pas si tragiques et périlleux. Mais à l’heure actuelle, quand dans le monde sévit un énorme incendie dirigé contre le peuple juif, je pense qu’il est criminel de verser de l’huile sur le feu. [...] Je finis ma lettre en vous disant combien je suis triste de devoir discuter avec des camarades les plus proches sur une question de la haine nationale. Quand j’avais 17-18 ans, au temps des pogromes organisés par les Russes blancs, voyant naître chez les prolétaires juifs des sentiments nationalistes, je disais résolument que l’issue n’est pas dans le nationalisme, mais dans la révolution prolétarienne, dans le triomphe de l’internationalisme. Que faut-il dire maintenant du pogrome qui dévaste l’Europe et peut demain commencer dans les rues de Paris?⁽²¹⁾»

Ces lettres marquent l’évolution de la pensée d’une militante libertaire qui se trouve confrontée à la réalité devant laquelle l’attente rédemptrice d’un changement social n’est plus possible. Peu après, cette polémique se poursuit et devient publique. *Le Réveil syndicaliste*, organe du Cercle syndicaliste de Lutte de classes, une autre minorité syndicaliste révolutionnaire du Front populaire, publie un article dénonçant l’antisémitisme dans le monde ouvrier: «la velléité des pogromes antijuifs, auxquels n’ont pas omis de participer les super-patriotes staliniens par la voie de *l’Humanité*. Rappelons que c’est dans *L’Humanité* que parut le jour de la mobilisation cette bien curieuse version des incidents de la rue du Temple: les juifs trotskistes sabotent la mobilisation. [...] Nous dénonçons l’article

dangereux de Louzon [...] qui est la plus belle élaboration théorique pour justification d'antisémitisme nazi et fasciste en général. [...] Louzon met tous les Juifs, ouvriers et capitalistes, dans le même panier et explique leur façon d'être par l'argument du congénitalement, à la raciste⁽²²⁾ !»

Ida Mett signifie aux militants de *La Révolution prolétarienne* que cet article émane d'un groupe ouvrier juif; elle-même aurait été, selon ses termes, beaucoup plus virulente. La dernière lettre envoyée à *La Révolution prolétarienne* traduit son désespoir; constatant le silence des autres militants, elle souligne l'attitude généralement ambiguë des militants ouvriers face à l'antisémitisme, prenant pour exemple l'utilisation qu'en 1881 les socialistes révolutionnaires russes voulaient faire des pogromes. Dans un dernier post-scriptum, Ida Mett rappelle qu'elle a été contactée par Posthumus, l'un des responsables de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, pour une mission auprès de *La Révolution prolétarienne*: «J'ai consenti, car j'avais honte de lui raconter la cause de notre conflit. Par estime pour ce que représentait pour moi la R. P. Je ne voulais pas qu'on sache que le motif de rupture est l'antisémitisme, je trouve cela trop dégradant pour une revue prolétarienne⁽²³⁾.» Cette rupture officieuse est significative: Ida Mett conserve malgré tout une certaine image du monde ouvrier qui, pour elle, demeure porteur d'une possibilité d'évolution sociale. De même, le silence des membres de *La Révolution prolétarienne* traduit, face aux questions soulevées, un désintéret complet pour certains et une hostilité affichée pour d'autres. Il faut cependant noter qu'Ida Mett a repris occasionnellement, après la Seconde Guerre mondiale, sa collaboration à la revue. Elle n'appartient cependant plus au noyau rédactionnel dont elle avait été membre depuis la fin des années vingt.

Au début des années cinquante, Nicolas Tchorbadiëff et Jacques Doubinsky sont confrontés à des propos analogues; c'est pour une raison identique qu'ils rompent avec le groupe des anarchistes bulgares en exil qui publie *Notre Route*. En effet, pour les deux hommes les propos antisémites, sous couvert d'antisionisme, tenus par l'un de ses principaux animateurs, Georges Balkansky, sont indignes d'un militant libertaire⁽²⁴⁾. Dès lors, ils se sont repliés sur d'autres activités en animant le groupe libertaire juif de Paris.

Le dernier groupe représente le cas inverse. Voline et Chazoff tiennent dans le mouvement libertaire le discours officiel. Cette théologie d'une révolution à venir qui s'annonce comme devant résoudre l'ensemble des problèmes leur permet d'évacuer tous conflits avec leurs origines. Lorsque ces deux militants y sont confrontés, ils préfèrent l'ignorer ou prendre des positions en adéquation avec celle du mouvement libertaire.

Les différentes tensions qui viennent d'être évoquées posent chacune à leur manière le problème de la relation conflictuelle entre

anarchisme et affirmation identitaire. Il convient d'essayer d'en cerner les raisons.

Les territoires de la conflictualité.

Ces affrontements avec le reste du mouvement libertaire conduisent certains militants à un abandon temporaire, voire définitif, de certaines formes de militantisme. Les étapes distinguées précédemment permettent de discerner des explications à ce processus: l'affirmation d'une identité qui entre en conflit avec l'universel libertaire, le développement d'un particulier inassimilable et enfin les débats autour du sionisme, qui sont inscrits en filigrane, ces processus étant intimement liés. Ce qui semble d'autant plus surprenant que deux théoriciens du mouvement libertaire, Pierre Kropotkine et le géographe Elisée Reclus, ont au début du vingtième siècle pris position en faveur du sionisme naissant.

Les modes d'affirmation d'une identité juive entrent en contradiction avec l'universel libertaire, pour plusieurs raisons. Les polémiques montrent que les libertaires n'admettent pas le statut du judaïsme: peuple/religion, et ne font souvent pas la distinction entre les deux. Qui plus est, puisque l'idéal libertaire préconise l'abolition des frontières, la fin des nations et des religions, il n'existe aucune raison pour que les libertaires soient plus indulgents à l'égard des Juifs que des autres. A cela vient s'ajouter un antijudaïsme et un anticapitalisme qui conduisent certains d'entre eux à utiliser des arguments antisémites. Le deuxième aspect qui suit immédiatement le premier est le débat autour des processus d'assimilation et d'affirmation identitaire. La revendication d'une identité provoque dans nombre de cas des phénomènes de rejet, les libertaires y voient dans leur majorité une forme de nationalisme larvé. Lorsque la question du sionisme est soulevée, ce problème prend alors tout son sens. Les débats sont encore plus virulents, puisque le sujet devient tabou, il touche la question de la nation et de l'État, ce qui pour les libertaires est impensable. En fait, les militants qui n'ont, semble-t-il, pas été confrontés à ces débats sont ceux qui ont abandonné leur identité juive ou ont adopté le point de vue majoritaire.

Les termes des polémiques sont souvent identiques. Lorsque Bernard Lazare et Henri Dhorr affirment leur identité et développent l'idée de l'existence d'une nation juive, la réponse majoritaire du mouvement libertaire est de les blâmer. Ainsi le rapport préliminaire au Congrès international anarchiste qui devait se tenir en 1900, paru dans le supplément littéraire des *Temps nouveaux*, rédigé par les Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes (ESRI), permet de cerner en quelque sorte la position «officielle» du mouvement. Cette prise de position est une réponse indirecte à Bernard Lazare et Henri Dhorr. Les ESRI dénoncent l'antisémitisme et dans le même temps condamnent l'affirmation de l'identité juive et le sionisme, comme étant une échappatoire qui ne permet en rien une émancipation complète de

l'humanité⁽²⁵⁾. Ce texte devient une référence, puisque les militants qui posent la question du sionisme se voient opposer systématiquement une réponse en des termes identiques. Ainsi, des années plus tard, les banquets organisés par la revue *Plus loin*, où des libertaires de toutes tendances confrontent leurs opinions, aboutissant à deux courants antagonistes: les libertaires proches du sionisme et ceux qui le refusent⁽²⁶⁾. De même en 1938, Jules Chazoff publie dans *Le Libertaire*⁽²⁷⁾ un article sur les massacres en Palestine. Il utilise des arguments analogues à ceux des ESRI: le sionisme n'est pas une solution, il ne résoudra pas les problèmes de l'oppression; l'auteur propose la révolution sociale comme remède salvateur. Dans un second article⁽²⁸⁾ Jules Chazoff mentionne quinze jours après une lettre d'un militant nommé Flach, qui récuse ces arguments et lui dénie le droit d'utiliser le terme «nous» (anarchiste et juif). *Le Libertaire* publie, la semaine suivante, la réponse du groupe anarchiste juif de Paris qui refuse l'assimilation, rappelant pour ce faire les paroles de Kropotkine sur la spécificité des cultures nationales et le sionisme, et soulignant la richesse du mouvement ouvrier juif en Palestine dont la centrale syndicale Histadrout et les kibboutzim sont l'expression. Ces militants implorant les libertaires d'être attentifs au sort de tous les peuples victimes du fascisme: «Vous qui montrez, à l'égard du vaillant peuple espagnol en lutte contre les hordes du fascisme international, tant de compréhension et de touchante solidarité, penchez-vous aussi sur la grande misère juive, comprenez cette sombre tragédie d'un peuple, de ces milliers d'être humains, traqués en Allemagne, en Pologne, en Roumanie et dans combien de pays encore⁽²⁹⁾ !...» En fait, le groupe anarchiste juif intervient de manière spécifique, même si beaucoup de ses membres appartiennent au mouvement libertaire⁽³⁰⁾.

Après la Seconde Guerre mondiale, les débats reprennent de manière similaire, à une nuance de taille près, la naissance de l'État d'Israël. Selon les témoignages, les Juifs libertaires affichent une sympathie pour le jeune État. Le mouvement libertaire a dans son ensemble évolué. En effet, la fascination pour les kibboutzim et le syndicalisme israélien permet aux libertaires de reconnaître *de facto* l'existence d'Israël. Les évolutions de la société israélienne et les conflits avec les pays voisins ont, par la suite, modifié la vision des libertaires. Et les débats qui s'ensuivent donnent des réponses identiques aux débats de l'entre-deux-guerres⁽³¹⁾.

Si ces militants restent libertaires, il n'en demeure pas moins que les conflits et les attaques dont ils ont été l'objet les ont éloignés du mouvement libertaire organisé, voire de l'anarchisme dans le cas de certaines personnes.

Le témoignage d'Arnold Mandel représente partiellement les sentiments que pouvaient ressentir les militants juifs dans le mouvement anarchiste. Les anarchistes, de manière générale, ne se sont pas sentis concernés par le judaïsme. Il est possible d'examiner

plusieurs raisons. L'incompréhension du phénomène national, la difficile distinction entre la religion et le peuple, la conflictualité entre l'universalisme libertaire et l'appartenance culturelle et nationalitaire. Les libertaires ont tendance à la gommer, voire à la nier. Si elle est définitivement enfouie dans la dimension universaliste, qui gomme toutes les différences, elle peut parfois réapparaître à certaines périodes et devient alors point de rupture. Derrière cette forme d'universalisme, n'y aurait-il pas un jacobinisme dissimulé, ce qui peut sembler de prime abord étonnant pour la pensée libertaire ? Il existe également une autre raison, inhérente aux conceptions de l'anarchisme. Ce mouvement est composé de plusieurs courants qui s'opposent ou se superposent. Le premier est majoritaire, il se définit en fonction du but à atteindre et se refuse à voir d'autres issues que la révolution émancipatrice. Le second est minoritaire, plus réformiste; il veut améliorer au quotidien les conditions d'existence de chaque groupe humain et par conséquent prend en compte l'ensemble de leurs revendications.

Sylvain Boulouque

Notes

1. Arnold Mandel, *Nous autres Juifs*, Paris, Hachette, 1978, pp. 78-86.
2. Nous avons exclu de cette étude la réaction des groupes juifs libertaires d'expression yiddish, l'étude de leur presse méritant une analyse spécifique.
3. Sur ce point cf. Sylvain Boulouque, « 1899: un débat sur le sionisme dans le mouvement anarchiste », dans Philippe Oriol, *Bernard Lazare, anarchiste et nationaliste juif*, Paris, Honoré Champion, 1999, pp. 173-180.
4. Ces informations sont tirées de la notice Lucien Weil dit Henri Dhorr dans le Jean Maitron (sous la direction de), *Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français* (désormais *DBMOF*), vol. 15, 1977, pp. 336-337.
5. Voir notamment Philippe Oriol, op. cit.
6. *DBMOF*, vol. 41, 1992, pp. 191-192.
7. Témoignage de Nicolas Tchorbadieff, qui partagea un appartement avec lui, au cours des années vingt.
8. May Picqueray, *May la réfractaire*, Atelier Marcel Jullian, 1979, pp. 125-126.
9. *DBMOF*, vol. 33, 1988, p. 393.
10. *DBMOF*, notice Cédérom.
11. *DBMOF*, notice Cédérom.
12. *DBMOF*, vol 43, 1993, pp. 311-313.
13. *DBMOF*, vol. 22, 1984, pp. 220-221.
14. *Le Libertaire*, n°6, 2a septembre 1899.
15. *Le Libertaire*, n°1, 1er octobre 1899.

16. *Le Journal du Peuple*, 31 octobre 1899.
17. Cf. Philippe Oriol, « Le Comité de défense contre l'antisémitisme: documents nouveaux », *Bulletin de la société internationale d'histoire de l'Affaire Dreyfus*, n° 3, 1997, pp. 55-64.
18. *L'Insurgé*, n° 57, 5 juin 1926.
19. « Schwartzbard, le justifier de Petlioura est mort », *Le Libertaire*, 16 juin 1938.
20. Ida Mett, lettre à Maurice Chambelland, sans date [fin octobre 1938]. Archives Mett/Lazarévitch, Institut internationale d'histoire sociale d'Amsterdam.
21. Lettre d'Ida Mett à Busseuil (Finidori), 13 novembre 1938, Archives Mett/Lazarévitch, IIHS.
22. *Le Réveil syndicaliste*, n° 28, 13 février 1939.
23. Lettre d'Ida Mett à Pierre Monatte, 18 février 1939, Archives Mett/Lazarévitch. IIHS.
24. Témoignage de Nicolas Tchorbadieff et de Claude Doubinsky, le fils de Jacques. Nicolas Tchorbadieff m'avait demandé de pas le rendre public avant le décès de Balkansky. Pour ma part, j'ai entendu des propos identiques lors d'un entretien avec Georges Balkansky.
25. « Antisémitisme et sionisme », *Les Temps Nouveaux*, 1900 [cf. p. 120-130, dans cette compil', *NPNF*].
26. *Plus loin*, n° III, juillet 1934.
27. *Le Libertaire*, n° 615, 18 août 1938.
28. *Le Libertaire*, n° 617, 1^{er} septembre 1938.
29. *Le Libertaire* n° 618, 8 septembre 1938.
30. Entretiens avec Nicolas Tchorbadieff, 1993-1996. Cf. S. Boulouque, « Nicolas Tchorbadieff », *Gavroche*, n° 79, janvier-février 1995.
31. Cf. S. Boulouque, « Les anarchistes, le sionisme et la naissance de l'État d'Israël », *Gavroche*, n° 101, septembre 1998, pp. 15-18 [cf. aussi dans cette compil', p. 161-169, *NPNF*.]

Rudolf De Jong

Le débat anarchiste sur l'antisémitisme

(Cet article a été publié en italien dans l'ouvrage *L'anarchico e l'ebreo, storia di un incontro* en 2001 et en français dans *Juifs et anarchistes* aux Editions de l'Eclat en 2008. Nous remercions l'auteur et l'éditeur italien de nous avoir autorisés à le reproduire. Une version plus longue existe en néerlandais dans la revue *De AS* n° 138-139, été 2002. *NPNF*)

L'essayiste Max Nomad a écrit un ouvrage contre l'antisémitisme, *The Jewish Conspiracy*. Le vrai nom de Nomad était Max Nacht. Il était d'origine juive, né dans la Galicie autrichienne et – comme tant d'autres dans cette région – il avait été un anarchiste convaincu durant la Belle Époque de l'anarchie avant 1914. Après la Première Guerre mondiale il a vécu – comme tant d'autres – aux États-Unis, où il a pris ses distances avec le monde libertaire. Il était devenu un sceptique, comme il a dit lui-même, ou un cynique, comme disent les autres, et il avait pris le nom de Max Nomad (*no mad*, pas fou), peut-être pour indiquer qu'il avait perdu la foi en l'anarchisme et en toutes les idéologies.

Dans le livre de Nomad, on trouve le dialogue suivant:

- Les causes de tous nos malheurs, ce sont les Juifs!
- Mais non, les cyclistes!
- Pourquoi les cyclistes?
- Pourquoi les Juifs?

À mon avis, ici se termine tout débat sur l'antisémitisme, libertaire ou non libertaire. Néanmoins, il y a encore des choses à dire sur anarchisme et sionisme, et sur le conflit Israël-Palestine.

Commençons par quelques définitions.

Qu'est-ce que l'anarchisme? Chaque libertaire a sa propre définition. Je vous donne la mienne: «le rêve d'une société sans domination et les tentatives de réaliser ce rêve sur tous les terrains de la vie humaine et de la société». Ensuite, qu'est-ce qu'un Juif? Les dictionnaires parlent toujours de croyant d'une religion monothéiste. Pour moi, un Juif est «chaque personne qui considère une partie de la culture ou de la tradition juive comme un aspect de son identité».

J'ai utilisé les mots «partie» et «aspect». Je veux dire par là que l'aspect juif de l'identité pourra être très important ou peu important selon les gens, avec beaucoup de nuances. Remarquez aussi que je n'ai

pas parlé de la religion; on peut faire entrer la religion dans «culture et tradition juive», mais cela n'est pas nécessaire; dans la réalité de la vie, il y a des Juifs croyants et des Juifs libres penseurs. Ma définition ouvre aussi la possibilité pour des gens d'origine non juive de se considérer comme Juifs.

La définition que j'ai donné est subjective: «être Juif», et dans quel sens, ce doit être la décision consciente de l'individu lui-même.

L'anarchiste Gustav Landauer, Allemand et Juif d'origine, a illustré sa position et son identité de la manière suivante: Je suis Juif. Je suis Allemand. Je suis Allemand du Sud. Mais je ne suis pas un Juif allemand, ni un Allemand juif. Parce que, quand je dis «Juif allemand» ou «Allemand juif», je limite ma personnalité. Un «Juif allemand», c'est un Juif spécifique, et un Allemand juif, c'est un Allemand spécifique. En disant Juif *et* Allemand, on se ne limite pas, au contraire on ajoute quelque chose, on agrandit, on développe sa personnalité.

Passons à la définition de l'antisémitisme. Les dictionnaires disent: «hostilité systématique à l'égard des Juifs». C'est vrai, mais ce n'est pas toute la vérité. Il faut ajouter plusieurs choses.

L'antisémitisme est déjà par définition anti-libertaire.

Primo, c'est l'antisémitisme qui décide qui est Juif. Déjà Karl Leuger, le notoire leader du parti social-chrétien antisémite d'Autriche à la fin du XIX^e siècle, disait: «C'est moi qui décide qui est Juif.» Hitler – fort influencé par les idées de Leuger – a dit et a fait la même chose. Par conséquent, le Juif se fait dérober son identité, il se voit nier le droit de former sa propre personnalité. Il est Juif et seulement Juif. Il reste Juif et ne pourra pas échapper à ce destin.

Secundo, l'antisémitisme est irrationnel, utilisant un mélange d'arguments (religion, race, culture, socio-économique) contradictoires, et pleins d'abstractions et de généralisations, en niant l'individu vivant.

Donnons enfin la définition du sionisme: «l'idée et la pratique de créer une société juive au pays biblique, Palestine/Israël».

Socialisme, anarchisme et antisémitisme.

Parlons maintenant de l'antisémitisme parmi les anarchistes et les socialistes. Il existe un livre de Edmund Silberner, *Sozialisten zur Judenfrage* (Les socialistes et la question juive, Berlin, 1962). C'est une lecture triste. Silberner a trouvé des remarques antisémites chez Fourier, Pierre Leroux, Proudhon, Bakounine, Marx, Engels, Benoît Malon, Augustin Hamon, Sydney et Beatrice Webb et d'autres. Chez Silberner, on trouve des socialistes de toutes les écoles, des réformistes et des révolutionnaires, des athées et des croyants, des socialistes d'origine juive et non juive.

En général, cet antisémitisme des socialistes est ignoré et même nié par leurs adhérents et admirateurs. Les anarchistes ne forment pas une exception. Ici, je m'intéresserai surtout à Proudhon et à Bakounine.

Comme chez tant d'antisémites, on trouve un mélange de qualifications irrationnelles sur des Juifs chez Proudhon et Bakounine: nation, religion, peuple, classe non productive, capitalistes etc.

Chez Proudhon, on trouve surtout des généralisations quand il parle des Juifs. Chez Bakounine, «être Juif» figure comme un argument dans la polémique contre des personnes. Et c'est lui qui décide que l'adversaire est Juif !

Les remarques les plus lamentables dans les écrits de nos deux pères de l'anarchisme ne furent pas publiées pendant leur vie. Les pires passages contre les Juifs se trouvent dans les *Carnets* de Proudhon et dans l'écrit contre Moses Hess de Bakounine, publié par Max Nettlau dans le tome V des *Œuvres*. De fait, Hess lui aussi, qui appelait Bakounine un «barbare russe», est à blâmer. C'est regrettable, mais ce n'est pas une excuse pour l'antisémitisme de Bakounine. Ce dernier a eu même l'idée d'écrire une étude sur «les juifs allemands». Dans ses polémiques contre Marx, il utilise régulièrement l'expression «Allemand juif», dans un sens très négatif.

Nettlau, écrivant sur l'antisémitisme de Bakounine (introduction à l'édition allemande, *Werke III*), pensait que, si son héros avait vécu plus longtemps et avait vu le mouvement socialiste juif, il aurait peut-être écrit d'une autre manière sur les Juifs. Silberner n'est pas convaincu par cette remarque, et moi non plus.

On a dit aussi, en tâchant d'excuser Bakounine, qu'on doit tenir compte de l'époque et de l'histoire personnelle de Bakounine, fils de grand propriétaire ayant fait carrière dans l'armée russe. Mais on ne trouve pas d'antisémitisme chez Alexandre Herzen ni chez Pierre Lavrov, contemporains de Bakounine, révolutionnaires russes nés eux aussi dans l'aristocratie et la haute société. Au contraire: «Pourquoi parler des races juives ?» écrit Herzen dans une lettre à Bakounine, après la réception du manuscrit de l'écrit contre Moses Hess (on trouve la lettre dans leur correspondance).

Pierre Kropotkine, lui aussi aristocrate russe et officier de l'armée du tsar, était libre de préjugés anti-juifs et il a toujours fait acte de présence dans des manifestations contre les pogroms et l'antisémitisme.

Une observation: quand Bakounine parle de «Juif allemand», l'adjectif «allemand» est aussi péjoratif que le mot «Juif»!

Le XIX^e siècle était plein d'idées préconçues et de généralisations sur les peuples et les races: «Les» Allemands sont autoritaires, mais aussi solides; «les» Français sont superficiels, mais ils ont de l'esprit, etc. À de rares exceptions près, on trouve chez tous les gens de progrès au XIX^e siècle une tendance à «l'orientalisme», c'est-à-dire à l'idée de la supériorité du monde européen face aux autres civilisations, avec des idées préconçues sur les peuples vivant en dehors de l'Europe et des États-Unis. Le progrès, c'était l'européanisation du monde. Parmi les rares exceptions figure Louise

Michel; en Nouvelle-Calédonie, elle était indignée du dédain que montraient ses camarades, les communards condamnés, pour la population indigène, les Kanaks, et leur civilisation.

Pour conclure cette partie: comme libertaires, il nous faut condamner Proudhon et Bakounine pour leur antisémitisme.

Les pogroms et la réaction des Juifs.

En Russie, l'attentat réussi contre l'empereur Alexandre II en 1881 ouvre une époque de répression contre les Juifs, avec des pogroms et des persécutions. La législation et des mesures spéciales frappent tellement les Juifs que leur existence socio-économique, déjà très difficile, devient presque impossible.

La culture des Juifs est directement menacée et leurs droits légaux de plus en plus restreints. On commence à utiliser le mot «*Luftmenschen*» (hommes de l'air) pour les Juifs en Russie.

En dehors de Russie, on voit naître des mouvements antisémites populaires en Autriche, en Allemagne et en France. Ces mouvements ont souvent un caractère social et se dirigent contre l'ordre établi. D'où viennent-ils ?

Du développement du capitalisme, menaçant certaines catégories de la petite bourgeoisie et du prolétariat, et naturellement d'une source plus ancienne, les vieux préjugés contre les Juifs, nourris par les Églises.

Les pogroms et l'antisémitisme ont provoqué des réactions différentes parmi les Juifs:

1. L'émigration des Juifs d'Europe orientale vers des pays plus libres. Jusqu'en 1914, deux millions de Juifs sont arrivés aux États-Unis et 300 000 en Angleterre. D'autres ont cherché leur futur en Argentine et dans d'autres pays de l'Amérique latine. Avec cette immigration, un prolétariat juif est arrivé dans le monde occidental, un prolétariat très pauvre.

2. La poursuite de la vie traditionnelle, soit en Russie malgré la répression, soit dans de nouvelles circonstances en Amérique ou en Angleterre.

3. L'assimilation dans la société existante.

4. Le mouvement révolutionnaire et socialiste.

5. Le sionisme.

Le mouvement anarchiste yiddish .

Quelques mots d'abord sur le mouvement révolutionnaire juif – ou plutôt yiddish, et plutôt sur les mouvements. Des Juifs ont été actifs dans les mouvement marxistes, anarchistes et socialistes-révolutionnaires. Dans l'empire du tsar russe et dans l'empire d'Autriche-Hongrie, en Europe occidentale et en Angleterre, aux États-Unis et en Argentine.

Naturellement, l'idée fondamentale des mouvements révolutionnaires était que la libération des ouvriers était aussi la libération des Juifs et du genre humain tout entier. Non à

l'assimilation dans l'ordre établi, l'ordre capitaliste. Le monde nouveau, encore à créer, sera la libération des Juifs.

L'organisation juive marxiste la plus connue est le Bund de Pologne et les marxistes d'origine juive les plus connus sont Rosa Luxemburg et Léon Trotsky. Parmi les anarchistes d'origine juive, Emma Goldman et Alexandre Berkman sont peut-être les plus fameux.

L'Angleterre, les États-Unis et l'Argentine ont connu des mouvements anarchistes yiddish de grande importance.

Le beau livre de William J. Fishman, *East End Jewish Radicals 1875-1914*, et les mémoires de Rudolf Rocker, *The London Years* et *En la Borrasca*, donnent des descriptions vivantes du mouvement yiddish dans l'East End de Londres avant la Première Guerre mondiale. Dans les mémoires d'Emma Goldman, *Living my Life* ou *L'épopée d'une anarchiste*, et dans les études de Paul Avrich sur l'anarchisme aux États-Unis – *The Modern School Movement, Anarchist Portraits* et *Anarchist Voices* – on trouve un nombre impressionnant de militants d'origine juive.

Rocker – Allemand et non juif – fut pendant vingt ans, avant 1914, l'âme du mouvement yiddish à Londres et le rédacteur de périodiques comme *Arbeiterfreund* et *Germinal*. Il était orateur, organisateur, inspirateur.

Le mouvement – et ceci est d'importance pour notre sujet – était un mouvement ouvert, solidaire avec des ouvriers non juifs et non libertaires (entre autres pendant la grande grève de 1912); tout le monde était bienvenu dans le club du mouvement (Lénine fut parmi les visiteurs).

En Amérique, les Juifs étaient une minorité parmi d'autres: «Il y a aussi eu des anarchistes juifs, unis par leur langue et par leurs traditions en sus de leurs convictions politiques», écrit Avrich dans *Anarchist Portraits* (p. 176).

De même, on trouve dans l'histoire de l'anarchisme aux États-Unis des anarchistes espagnols, des anarchistes italiens et des anarchistes allemands; chaque culture avait ses propres périodiques, ses organisations, ses traditions, etc. On a connu plus de 20 périodiques en langue yiddish aux États-Unis. Leur porte-parole le plus important, *Freie Arbeiter Stimme*, a existé pendant près de cent ans.

Il n'y a pas eu de différences entre l'évolution du mouvement yiddish et celle des autres langues ou cultures. De plus en plus, les vieux militants se sont intégrés dans la société américaine et les nouvelles générations ont achevé leur américanisation. Les enfants ont gardé souvent une certaine sympathie pour les idées, mais ils ont quitté le mouvement et ils ne parlent plus les langues de leurs parents. C'est l'assimilation.

Assimilation et mouvement antisémite.

L'émancipation légale des Juifs est un produit de la Révolution française. Cela leur a ouvert en théorie la possibilité de s'assimiler et de s'intégrer. Mais dans la pratique sociale, ce n'est pas une loi.

L'intégration n'est possible qu'à la condition d'être accepté par les autres membres de la société. Ainsi l'assimilation n'est pas qu'un choix libre du Juif, elle dépend des autres. Et parmi les autres on trouve des antisémites, niant, interdisant aux Juifs le droit de se développer, de former ou de changer leur propre identité.

Comme nous l'avons vu, c'est à la fin du XIX^e siècle que s'établissent les mouvements antisémites en Europe, avec des périodiques, des organisations et des partis politiques. C'étaient des mouvements populaires avec des programmes sociaux, faisant appel à la population tout entière, c'est-à-dire aussi aux ouvriers et aux autres couches sociales pauvres.

Pour les socialistes parlementaires, les antisémites n'étaient pas seulement l'ennemi, c'était aussi la concurrence, la compétition.

Antisémitisme et mouvement révolutionnaire.

Confrontées à un parti antisémite ayant un programme social et démocratique, comme par exemple en Autriche, les réactions des socialistes témoignent d'une certaine peur. Dans une lettre de Karl Kautsky à Friedrich Engels de 1884 (citée par Silberner, p. 231), nous lisons à propos de l'Autriche: «Nous nous donnons beaucoup de peine pour éviter que nos gens ne fraternisent avec les antisémites.»

Fraterniser, voilà l'antisémitisme dans les rangs des socialistes eux-mêmes. En effet il y avait à la Belle Époque une minorité, parmi les militants socialistes et anarchistes, qui avait une appréciation positive de l'antisémitisme et qui se déclarait même en faveur des pogroms en Russie. Chez les Narodniki russes, tant admirés par les libertaires en Europe, on trouvait malheureusement passablement d'antisémites. Dans le raisonnement de certains révolutionnaires, le pogrom de Kichinev (1903) de triste mémoire, lors duquel des Juifs et leurs maisons furent attaqués, fut considéré comme le début de l'expropriation. Malgré la présence de passablement de Juifs dans l'organisation, la Narodnaja Volja a lancé des appels aux pogroms !

Max Nettlau raconte (malheureusement, je n'ai pas retrouvé le texte) qu'en 1906, après le pogrom d'Odessa, il avait eu une conversation avec un révolutionnaire russe sur l'événement. Nettlau avait exprimé son étonnement du fait que les révolutionnaires à Odessa, lutteurs héroïques de la révolution de 1905, étaient incapables d'arrêter les antisémites. «Mais ce sont les mêmes personnes», fut la réponse du Russe. Ces cinq mots m'ont appris plus qu'une bibliothèque entière, tel est le commentaire de Nettlau.

«On commence par être antisémite, et on finit par devenir socialiste» fut le raisonnement et l'espoir de quelques militants. Parmi les libertaires accusés de ce raisonnement ou d'antisémitisme figurent Emile Janvion et Emile Pataud. Janvion a même parlé à un meeting d'antisémites. Fait curieux, ces militants ont toujours nié être antisémites. Dans les écrits d'Augustin Hamon, on trouve des

remarques contre les Juifs, et Émile Pouget a utilisé dans ses articles des mots comme «youpin».

Kropotkine, Rocker, Elisée Reclus, Sébastien Faure et la grande majorité des libertaires non juifs étaient toutefois des ennemis acharnés de l'antisémitisme. Bernard Lazare, lui-même libertaire d'origine juive, fut le premier défenseur de Dreyfus. Faure fut le grand organisateur de l'agitation en faveur de Dreyfus. Il fut suivi par Jean Grave et Pouget. Faure était déjà bien actif en faveur de Dreyfus quand des socialistes parlementaires comme Jules Guesde, Auguste Vaillant, voire Jean Jaurès, hésitaient encore.

Sionisme et anarchisme.

On le sait, le sionisme est né suite à l'affaire Dreyfus. On pourrait dire que le sionisme est le produit de l'antisémitisme. Les premiers sionistes, des hommes comme Theodor Herzl et Bernard Lazare, étaient des assimilationnistes convaincus. Mais «l'assimilation n'est pas possible, l'antisémitisme est trop fort», voilà la leçon tirée de l'affaire Dreyfus par les sionistes. La conclusion qu'ils en tirèrent fut de réclamer la libération nationale pour le peuple juif.

Libération nationale n'est pas libération sociale, au contraire. La lutte contre la conception de la libération nationale d'hommes comme Mazzini et Garibaldi est un aspect central dans l'anarchisme de Bakounine. Nous ne pourrions pas nous attendre à ce que les anarchistes apprécient l'apparition du sionisme, ni que la presse libertaire y prête beaucoup d'attention. Certainement pas avant la Première Guerre mondiale.

Néanmoins, j'ai trouvé au tournant du siècle deux textes intéressants sur le sionisme et l'antisémitisme: le rapport «Sionisme et antisémitisme» pour le congrès international anarchiste à Paris en 1900, écrit par le groupe ESRI (étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes) et l'important livre d'Elisée Reclus, *L'Homme et la Terre*.

Le congrès de 1900 fut interdit par les autorités, mais les rapports ont été publiés dans le journal *Les Temps Nouveaux* et en brochures [p. 120-130 dans cette compil', NPNF].

Le rapport pose les questions: «Un socialiste, un anarchiste peuvent-ils logiquement être antisémites? Doivent-ils même se mêler à un mouvement antisémite, avec l'espoir de détourner ce mouvement de son but primitif vers un résultat plus conforme à leur aspirations?»

La réponse des auteurs du rapport est non. On ne peut marcher avec des antisémites. Pour des raisons tactiques, on accepte et on marche avec une moralité sociale inférieure, mais d'abord par principes: «Nous y perdrons surtout de la dignité.» Le rapport tâche d'expliquer l'antisémitisme dans le développement du capitalisme. La classe intermédiaire dont on a prédit «avec justesse» la disparition cherche un coupable pour ses problèmes économiques et sociaux et

trouve le Juif. L'antisémitisme est fort dans les pays les plus réactionnaires, la Russie, l'Autriche-Hongrie.

En France c'est le produit de l'époque réactionnaire. On ne doit pas exagérer le danger de l'antisémitisme.

Le jugement du sionisme est négatif. C'est «sinon une lâcheté, au moins une faiblesse». L'émigration des Juifs diminue le potentiel révolutionnaire; un sionisme capitaliste en Palestine n'est pas souhaitable et une tentative de sionisme communiste serait un échec.

Dans *L'Homme et la Terre*, le grand œuvre d'Elisée Reclus, publié après sa mort en six volumes (1905-1908), l'auteur a consacré plusieurs passages aux Juifs. Dans le volume V, on trouve une photo du pogrom de Kichinev et une carte avec les lieux des pogroms en Russie. Reclus nie l'existence d'une race juive, un Juif allemand est trop différent d'un Juif portugais (malgré ça, il utilise le mot «race» dans quelques passages). Mais les Juifs «constituent à certains égards une nation, puisqu'ils ont conscience d'un passé collectif de joies et de souffrances, le dépôt de traditions identiques ainsi que la croyance plus ou moins illusoire à une même parenté» (tome VI, p. 373). De l'autre côté, Reclus accepte le dicton «C'est le ghetto qui a fait le Juif» et il ajoute: «En ouvrant les grilles du lieu maudit, on l'a plus qu'à demi déjudaisé» (*ibid.*, p. 378). Pour lui, la question juive est d'abord une question économique et il s'attend à une assimilation graduelle. Même en Russie les Juifs, «quoique franchement atrocement persécutés, se russifient pourtant» (tome V, p. 467).

Reclus est un des rares libertaires qui parle avec une certaine sympathie du sionisme: «Tandis que la masse des Israélites se borne à s'accommoder de son mieux aux circonstances, et compte sur la "patience et la longueur de temps", grands réparateurs des injustices, certains descendants incontestables de banquiers, de rabbins juifs, cherchent bassement à se perdre parmi les chrétiens, à faire oublier leur origine; mais d'autres, de plus noble métal, restent fiers de leur passé, revendiquent hautement leur nom, s'attachent à leurs légendes et, même lorsqu'ils ont cessé de croire, se réclament encore de la religion antique. Nombre de ces Juifs, trop étroitement patriotes pour se sentir solidaires avec d'autres que les gens de leur race, ont même songé à se créer une vraie patrie matérielle, avec lois spéciales et frontières. Or, quel pays peut convenir pour devenir la patrie des Juifs si ce n'est pas la Judée, la "Terre de promesse (*sic*)" (...) ?» (tome VI, pp. 378-9).

Les colonies sionistes – à l'époque de Reclus toutes (sauf une) étaient établies sur le principe de la propriété individuelle – sont dans l'opinion de Reclus «une expérience économique et sociale du plus haut intérêt» (*ibid.*, p. 380) parce que cette expérience pourra donner la preuve que l'accusation des antisémites est fautive, selon laquelle «les Juifs sont incapables de cultiver les champs comme les gens des autres peuples».

J'ai porté tant d'attention au rapport de 1900 et à l'œuvre de Reclus parce que tous deux me semblent représentatifs de la pensée de la majorité des anarchistes sur la question juive, sur l'antisémitisme et sur le sionisme. Surtout pour la période avant la Première Guerre mondiale, mais aussi pour beaucoup des militants dans la période après 1918.

En résumé:

1. Comme mouvement et dans ses idées, l'anarchisme a rejeté l'antisémitisme, mais les préjugés et surtout des remarques antisémites ne sont pas absents dans les publications anarchistes.

2. En général, les anarchistes ont sous-estimé le danger de l'antisémitisme dans la lutte pour la société libre. Il n'y a pas eu de propagande spéciale – avec des périodiques et des organisations – contre l'antisémitisme qui soit comparable à la propagande et à la lutte des libertaires contre des phénomènes comme le militarisme, l'alcoolisme, la religion, le colonialisme, etc.

3. Les anarchistes ont considéré l'antisémitisme comme un produit de l'obscurantisme (de l'Église) et du capitalisme.

4. Le sionisme fut considéré comme une lutte nationale, et l'anarchisme s'oppose à tout nationalisme.

5. On constate que les anarchistes ont peu porté attention à une lutte systématique contre les idées reçues et les préjugés. Fait exception la lutte contre les religions et les Églises.

6. L'antisémitisme social – c'est-à-dire prendre une certaine distance par rapport aux Juifs dans la vie sociale et la vie privée, voir dans l'antisémitisme une conviction comme une autre – a été négligé. Mais au fond, cet antisémitisme social était plutôt un préjugé de la bourgeoisie que de la classe ouvrière.

Le nazisme.

Après la Première Guerre mondiale, le tsarisme et l'Autriche-Hongrie avaient disparu. L'Allemagne était devenue une république démocratique. L'antisémitisme était resté virulent dans les pays d'Europe orientale et centrale et fut considéré comme un phénomène de la droite politique.

La lutte contre l'antisémitisme était – comme avant 1914 – un aspect de la lutte générale pour une société libre. Dans la presse libertaire, on s'est intéressé aux victimes de l'antisémitisme, comme aux autres victimes de persécutions et des préjugés.

Rudolf Rocker mentionne l'antisémitisme en passant seulement dans son livre monumental *Nationalisme et Culture*, peut-être la contribution la plus importante à la pensée libertaire entre les deux guerres mondiales. Dans l'index de cet ouvrage, on ne trouve pas le mot sionisme.

Il va de soi que l'antisémitisme hitlérien et l'extermination des Juifs ont fait une impression profonde. Le nazisme a provoqué une nouvelle réflexion sur l'anarchisme. Le fondement de l'anarchisme traditionnel était l'idée du progrès, l'optimisme, la foi dans le futur,

l'espoir: «Demain la révolution». Cette espérance a disparu. Avec le nazisme et le totalitarisme, la civilisation occidentale était tombée dans la barbarie.

L'anarchisme des esprits les plus lucides devint plus modeste sous l'influence des horreurs du nazisme. Chez des hommes comme Rudolf Rocker, Max Nettlau et tant d'autres, on peut observer cette modestie déjà avant la Seconde Guerre mondiale. D'autres libertaires – à mon avis moins lucides – ont gardé des conceptions plus orthodoxes.

Israël et les Palestiniens

Comme tant des gens de gauche, beaucoup de libertaires, influencés par l'impuissance du mouvement ouvrier face au nazisme et au totalitarisme, se sont félicités de la proclamation de l'État d'Israël et sa capacité de survivre. La sympathie était humanitaire, plutôt que libertaire. On était heureux que des Juifs, toujours persécutés, aient enfin trouvé un pays où ils pouvaient vivre sans crainte de nouvelles persécutions. Les anarchistes plus orthodoxes étaient plus ou moins indifférents à Israël, en disant que c'était «un État comme les autres». Parmi les admirateurs, Augustin Souchy y fit un séjour de quatre mois (1951-1952) et écrivit un livre sur *El nuevo Israël*, plein de sympathie pour les kibboutzim.

Comme nous le savons, après la guerre de 1967 et l'occupation de la Cisjordanie, Israël a été de plus en plus critiqué par les nouvelles générations de gauche. Dans le conflit israélo-palestinien, on a pris parti en faveur des Palestiniens sans faire la critique de l'OLP et d'Arafat et sans tentative d'apaisement. Au contraire, on pourrait parler d'une identification.

Dans des articles sur le conflit parus dans une partie de la presse libertaire et antiautoritaire, on peut observer la même position. Elle a suivi la mode de gauche sans tenter de chercher une position libertaire.

Il y a de nouveau dans certains milieux une tendance à un nouvel antisémitisme. Suivant la propagande de l'OLP, on écrit «les» Juifs, «les» sionistes, et on identifie complètement Israël, la politique d'Israël, les Juifs en dehors du pays et le sionisme. On a copié l'habitude de la presse dans les pays communistes totalitaires et de la propagande de l'OLP d'utiliser toujours les adjectifs «impérialiste», «fasciste» avec le mot sionisme.

Cela m'a étonné et j'ai tâché, dans un article de la revue anarchiste néerlandaise *De AS*, d'approcher le conflit d'un point de vue libertaire. Voici quelques-unes de mes réflexions.

Il va de soi qu'on doit rejeter la politique israélienne, l'occupation de la Cisjordanie et la colonisation avec le vol des terres et de l'eau, les violations des droits humains. Israël doit abandonner ses colonies en Cisjordanie.

Il y a un changement remarquable en Israël et dans le sionisme. L'idée fondamentale du sionisme fut: «Nous les Juifs, nous voulons

devenir un peuple comme les autres peuples, avec un territoire, un État.» C'était, pour des hommes comme Herzl, la raison d'être du sionisme, et pendant des années après la proclamation du nouvel État on a gardé cette conception. Mais après la guerre de 1967 on dit de plus en plus en Israël: «Nous ne sommes pas un peuple comme les autres. Nous sommes un peuple exceptionnel. Nous sommes le peuple élu.» Un peuple exceptionnel? C'est la négation du sionisme originel.

Si on juge le sionisme, on doit juger aussi le nationalisme palestinien. L'un et l'autre représentent le nationalisme et des mouvements de libération nationale. Comme nous l'avons déjà vu, l'anarchisme est né en luttant contre le nationalisme et l'idée de libération nationale.

Pas seulement au temps de Proudhon et Bakounine: entre les deux guerres mondiales, les libertaires étaient solidaires avec la lutte anticolonialiste et contre l'impérialisme, mais contre le nationalisme.

Il y a une différence intéressante entre l'OLP et tous les autres mouvements de libération nationale. Seule l'OLP a voulu la destruction de l'ennemi comme État, comme entité nationale. Les autres ont lutté seulement pour la fin de la colonisation, pour la liberté nationale. Si par exemple l'Indonésie avait demandé dans la lutte anticolonialiste la liquidation des Pays-Bas, le conflit entre les deux pays ne serait pas encore terminé aujourd'hui !

La création de l'État d'Israël, les guerres et l'occupation ont créé des tragédies humaines pour les Palestiniens et beaucoup d'injustices. Mais il y a des injustices qu'on ne pourra pas redresser sans créer de nouvelles injustices. Par exemple, le retour des réfugiés au Liban à leurs anciens domiciles (ou mieux, aux domiciles de leurs parents et grands-parents) sur le territoire israélien.

Le problème des réfugiés au Liban est dramatique et plein d'injustice, mais ne diffère pas du destin tragique de dizaines de millions d'autres réfugiés, victimes des guerres et de la politique au XX^e siècle.

Israël a demandé des frontières défendables, des frontières sûres. Mais la seule garantie pour une frontière en sûreté, c'est la paix, pas la paix de la conquête ou de la victoire, mais la paix profonde entre des peuples, qui veulent la paix et respectent les droits des autres.

J'ai trouvé certains parallèles entre le conflit au Moyen Orient et la guerre de quatre-vingts ans entre les Pays Bas et l'Espagne au XVI^e siècle.

D'abord entre Guillaume le Taciturne (le prince d'Orange) et Yasser Arafat. Les deux ont toujours cherché de l'aide dans d'autres pays. Guillaume chez les princes protestants en Allemagne, en France et en Angleterre. Cette politique s'est toujours terminée sur un échec. Enfin ce fut la lutte des gueux et de la population des villes, avec le slogan «Aidez-vous vous-mêmes», qui a apporté la victoire aux rebelles.

Arafat, comme le Prince d'Orange, a cherché – et cherche encore – l'aide d'autres pays: Égypte, Syrie, Iran, Irak, Russie, États-Unis, etc. Mais c'est l'Intifada de la population elle-même (et en dehors du cadre de l'OLP) qui, enfin, a aidé les Palestiniens de Cisjordanie. Certes, je n'aime pas la violence, mais la violence d'une Intifada ne pourra jamais menacer l'existence d'Israël. Ainsi, malgré la violence et la douleur, j'ai salué l'Intifada. Et je trouve dommage qu'Arafat et l'OLP aient plus ou moins «volé» l'Intifada. Maintenant on est revenu à la politique de gagner quelque chose avec l'aide d'autres puissances régionales et mondiales.

On doit accepter la division. Après la guerre de quatre-vingts ans, les Pays-Bas étaient divisés: la république libre et protestante au nord, la continuation du régime espagnol et catholique au sud, une partie annexée par la France. Entre le nord et le sud, une partie que nous pouvons comparer avec la Cisjordanie, un territoire sous la souveraineté des autres provinces et gouverné comme un pays occupé parce que sa population était restée catholique.

Je pense que le sort des Palestiniens sera comparable. Un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

Les Palestiniens devenus Israéliens (maintenant encore citoyens de deuxième classe). Pour les Palestiniens dans les camps de réfugiés dans des pays en dehors de Palestine, leur intégration dans ces pays – comme nous le voyons déjà en Jordanie – me semble la seule solution possible.

Mes réflexions n'offrent pas une solution anarchiste au conflit. Mais elles sont peut-être utiles pour une approche libertaire. N'oublions pas que l'anarchisme est né dans une tradition. Cette tradition est bien formulée dans les titres de deux livres de Thomas Paine. Paine était citoyen de la Révolution française et citoyen de la Révolution américaine, mais dissident dans les deux révolutions. Les titres de ses livres sont *Le droit des hommes* et *Le bon sens*. Ajoutons encore un mot: la paix.

Rudolf De Jong

Rudolf De Jong

*Quelques remarques générales
sur l'anarchisme, «les Juifs»,
le sionisme et l'anti-sémitisme,
avec quelques informations concrètes
sur les Pays-Bas*

(Nous remercions l'auteur de nous avoir autorisés à reproduire cet article. *NPNA*)

1 Remarques générales

Il y aurait de bonnes raisons d'écrire ici le mot Juifs avec des guillemets – «Juifs» – parce qu'il y a eu et il y a, en particulier au sein du mouvement anarchiste et d'autres mouvements révolutionnaires, beaucoup de gens d'origine juive, sans qu'ils soient juifs au sens religieux du terme. Mais, bon, pour des raisons pratiques, je n'utiliserai pas de guillemets.

Alors, un Juif, c'est quoi ?

Selon moi, c'est un aspect de la personnalité d'un certain individu. Le contenu de cet aspect et l'importance qu'il revêt pour la personne en question ne dépend que d'elle. En d'autres termes; chacun doit décider pour lui-même s'il est juif, et de quelle manière. Il est donc possible, en même temps, de se considérer Juif et d'être athée. J'espère pouvoir illustrer ceci par l'exemple de la personnalité de Gustav Landauer.

Beaucoup de militants anarchistes étaient juifs. Beaucoup avaient des racines allemandes, russes ou d'Europe de l'Est, et beaucoup immigrèrent en Amérique ou en Europe de l'Ouest. Leurs idées anarchistes ne furent pas influencées par la religion de leurs parents, ou alors de manière négative. Je ne vois guère de différence entre l'attitude de ces anarchistes juifs envers la religion et celle d'autres libertaires. Il y a certainement beaucoup à dire quant à leur importance pour le mouvement, je mentionnerai quelques personnes et quelques mouvements.

L'antisémitisme a été «justifié» par des raisons religieuses, des raisons socio-culturelles et économiques, des raisons racistes ou politiques. Nous trouvons surtout un mélange de ces arguments. L'antisémitisme s'oppose à toutes les formes de libéralisme, de socialisme et d'anarchisme, il s'oppose aux droits de l'homme les plus fondamentaux et il s'oppose au droit des personnes de décider pour elles-mêmes si elles veulent être juives et de quelle manière.

Néanmoins, le fait honteux demeure; on trouve des remarques antisémites et de l'antisémitisme dans des écrits d'anarchistes. Proudhon, Bakounine et d'autres doivent être mentionnés ici. Nous devons analyser leur anti-sémitisme et la réaction des autres anarchistes. Et nous devons nous demander si leur antisémitisme était différent d'autres formes de préjugés (préjugés nationalistes par exemple) parmi les libertaires. Nous devons aussi nous demander s'ils différaient des autres révolutionnaires et socialistes dans leur attitude à l'égard des Juifs et dans leur anti-sémitisme.

L'antisémitisme en tant que mouvement social date de la fin du XIX^e siècle (affaire Dreyfus, pogroms en Russie, mouvements sociaux-chrétiens, catholiques, en Autriche).

Il a été, avec peut-être quelques exceptions, rejeté par les anarchistes.

Le sionisme a été d'une manière décisive la réaction contre les mouvements sociaux antisémites. Un rapport anarchiste intéressant sur l'antisémitisme et le sionisme a été pour le congrès anarchiste international (interdit) de Paris en 1900. L'antisémitisme est resté rare dans les écrits anarchistes en tant que problème spécifique.

La réaction libertaire au nazisme et à la Shoah (l'Holocauste) n'a pas été particulièrement différente des réactions des autres personnes civilisées. Néanmoins, elle a fait voir à nombre de libertaires que leurs conceptions du progrès et de la révolution avaient été trop optimistes. Nombre d'entre eux abandonnèrent donc leurs espoirs révolutionnaires en faveur de buts libertaires plus modestes. J'ai trouvé peu de signes d'intérêt envers les kibboutzim dans les écrits anarchistes, à l'exception d'Augustin Souchy.

2. Les Pays-Bas

Les Pays-Bas ont une réputation de tolérance. Il s'y est néanmoins trouvé un antisémitisme socio-culturel et religieux de forme modérée. Sous ces formes modérées, il a souvent été socialement accepté, comme cela a été le cas pour d'autres préjugés religieux et racistes.

Il a été rare dans les cercles anarchistes et socialistes.

Dans le mouvement syndical, la Hollande, et en particulier Amsterdam, a connu un syndicat de travailleurs du diamant, l'ANDB. L'ANDB n'était évidemment pas religieux, mais la quasi-totalité des travailleurs du diamant provenaient de la communauté juive d'Amsterdam.

L'ANDB était un syndicat modèle, selon les idées social-démocrates: discipline, leadership fort, rejet de l'action directe, collaboration avec le parti, etc. Les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires étaient donc les ennemis déclarés de l'ANDB. Dans la biographie d'Henri Polak, le leader de l'ANDB, je n'ai trouvé qu'une seule fois une accusation antisémite dirigée contre Polak par un anarchiste; cet anarchiste était lui-même juif.

L'antisémitisme culturel était rare dans les cercles libertaires. Cependant, dans les années 30 au moment où Hitler était déjà au pouvoir, il y eut une discussion acerbe dans la presse libertaire au sujet de remarques antisémites dans le *Vrije Socialist* et de son rédacteur en chef G. Rijnders.

Après la création de l'État d'Israël, il y a eu des discussions sur le sionisme, l'existence d'Israël, sa politique, etc. Ces discussions ne différaient pas beaucoup de celles qui avaient lieu entre d'autres gens. Le célèbre écrivain libertaire A.L. Constandse fut impliqué dans ces débats.

3. Israël et les Palestiniens

Dans le mouvement anarchiste, les discussions et les positions quant au conflit entre Israël et le monde arabo-palestinien ont souvent été une question de «De quel côté es-tu?» Les plus âgés des anarchistes ont en général été en faveur d'Israël, voire très heureux de son existence, et ils acceptaient sans beaucoup de critiques la position israélienne dans le conflit. Dans les années 60, le courant s'est renversé: les jeunes anarchistes et les activistes ont adopté sans réserves la position palestinienne et défendu les activités de l'OLP. Parfois cette position anti-israélienne a été mêlée d'antisémitisme. C'est surtout en France que l'on en a discuté.

Je crois qu'une approche anarchiste du conflit est possible. On doit abandonner l'approche nationaliste et cesser d'admirer les mouvements de libération nationale.

La conception anarchiste de la révolution sociale a été en partie formulée (et c'était une partie essentielle) dans les débats idéologiques de Proudhon et Bakounine contre l'idée de révolution nationale, défendue par des hommes tels que Garibaldi et Mazzini. Aujourd'hui, l'accent doit être mis sur les droits de l'homme des gens ordinaires et contre l'idée de l'identité nationale, l'État.

Dans la revue libertaire néerlandaise *De AS*, j'ai essayé de formuler une approche à la fois anarchiste et réaliste, sans me faire trop d'illusions. J'ai comparé Yasser Arafat au héros national hollandais Guillaume d'Orange et je les ai blâmés tous deux pour la même raison; ils ont demandé partout aide et prestige, en oubliant de s'aider eux-mêmes.

Après tout: la paix véritable est une paix entre êtres humains, pas un état de non-guerre entre États.

Rudolf De Jong

Ronald Creagh

L'Horreur ethnocratique

Trois questions sur le Moyen-Orient

(Ce texte se trouve sur le site Recherche sur l'anarchisme. Nous remercions l'auteur de nous avoir autorisés à le reproduire. *NPNF.*)

Le drame du Moyen-Orient préoccupe, passionne, aveugle. Une saine réflexion impose de rechercher une position qui corresponde à la fois aux exigences de l'éthique et à celles de l'efficacité.

Un peu de notre âme est dans ce berceau d'une partie de l'humanité. Et mille questions se posent: pourquoi ces perpétuels conflits? Peuvent-ils nous affecter? Où veut-on nous mener? Pouvons-nous et devons-nous agir?

On posera trois questions:

- * *Pourquoi s'intéresser à la Palestine?*
- * *La coexistence d'un État d'Israël et d'un État de la Palestine est-elle la solution souhaitable?*
- * *Quelle est la structure des rapports entre les deux populations?*

Cette réflexion se conclura par quelques propositions pour une action efficace et inspirée par l'éthique.

Mais comme l'auteur ne dispose pas du privilège de l'infaillibilité, il recevra avec reconnaissance les critiques, commentaires et suggestions.

Pourquoi s'intéresser à la Palestine ?

On peut d'abord remarquer que le drame palestinien est loin d'être le seul du monde contemporain. On ne parle guère pourtant des millions de Chinois atteints par le SIDA, du fait de l'incurie des services étatiques, des guerres endémiques qui sévissent dans plusieurs régions du globe, des pays en ruine d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique du Sud. En effet, depuis le XIX^e siècle aux États-Unis, et de plus en plus fréquemment ailleurs, quand les médias et les campagnes électorales ne se livrent pas aux discussions triviales, leurs débats sont strictement circonscrits aux intérêts des classes dirigeantes et le choix des positions acceptables est exclusivement orienté selon leurs intérêts. Ce n'est que lorsque des conflits internes

opposent les magnats de la finance, de l'industrie ou de la politique qu'ils prennent à témoin l'opinion publique afin de la rallier à leur camp. Ce fut le cas, par exemple, au cours de la guerre du Vietnam.

Les médias ne parlaient guère du sort des Palestiniens pendant toute une époque. S'ils le déplorent maintenant, c'est parce qu'il existe un désaccord entre les décideurs: le gouvernement israélien d'une part, celui des États-Unis de l'autre.

Sans doute, les gouvernements étatsunien et israélien sont d'accord sur l'existence et la nature de l'État palestinien, qu'ils entendent maintenir dans une situation de colonisé et un principicule de plus ne changerait pas grand-chose à la situation. Mais Bush est embarrassé par son émule, Sharon, car les cadavres des Palestiniens hantent le monde arabe et le lui aliènent.

Il souhaite rétablir le calme au plus tôt afin de pouvoir reprendre ses propres massacres, en Irak ou ailleurs. Ainsi sommes-nous enfermés dans l'espace contraignant d'un discours qui nous impose à la fois l'objet de notre réflexion et ses propres alternatives.

Ainsi le Moyen-Orient ne peut nous laisser indifférents et s'il existe d'autres lieux sinistres, la proximité de celui-ci offre peut-être plus de possibilités d'action. Néanmoins, nous ne pouvons engager la réflexion avec des cartes faussées et nous trouver coincés dans une seule alternative, reconstruire ou non l'État palestinien, quand il existe d'autres possibilités.

L'État est-il une solution ou fait-il partie du problème ?

Les militants de gauche raisonnent que si les Juifs ont droit à un État, les Palestiniens aussi. C'est vrai. Et aussi les Basques, les Bretons, les Corses, les Québécois, le Val d'Aoste, les Arméniens, les Kurdes et les Gitans.

La situation d'urgence, le réalisme semblent imposer cette solution et certains anarchistes l'appellent de leurs vœux: on ne peut laisser se perpétuer un ethnocide. Le mouvement libertaire se trouve divisé, comme il l'a été en 1914, en 1939, et plus récemment au moment de la guerre d'Algérie. Peut-il défiler avec des gens qui crient «Allah akhbar», doit-il réclamer un État Palestinien, pour mettre fin au massacre ? Peut-il s'isoler d'un mouvement social toujours plus visible? Dans sa position ultraminoritaire, a-t-il d'autres choix ? Il ne peut s'exposer au reproche de Péguy aux chrétiens: «Ils ont les mains propres, mais ils n'ont pas de mains.» Encore faut-il bien analyser la situation et les possibilités offertes à la mouvance libertaire.

Mais le réalisme est que la décision d'un État se fera sans demander l'avis des libertaires. D'une part, on peut toujours appeler État n'importe quelle collectivité territoriale, et même, pourquoi pas, une île déserte ou un camp de réfugiés.

Quel esprit libertaire peut-il dans la même phrase réclamer l'autonomie d'un peuple et en faire le captif d'un État ? N'est-ce pas contradictoire et pervers? L'État d'Israël fut une erreur historique, dénoncée d'ailleurs par certains juifs.

Dès 1906, le journal anarchiste *Mother Earth*, publié par Emma Goldman et des militants qui étaient pour la plupart d'origine judaïque, déplorait ce repli identitaire. Selon eux, les Juifs constituaient un peuple élu au sens où leur statut social les incitait à être les meilleurs combattants de toute guerre de libération. Le repli nationaliste constituait un abandon de l'esprit internationaliste si caractéristique de la judéité et aboutissait à un retrait du mouvement révolutionnaire international. Cette régression, ce rétrécissement des perspectives n'offrirait rien en échange: les Polonais avaient bien obtenu la souveraineté nationale qu'ils réclamaient, cela ne les avait pas empêchés d'être la proie de la Russie⁽¹⁾.

L'opposition au nationalisme juif n'était pas limitée aux cercles radicaux, elle s'exprima aussi dans des milieux conservateurs. Le «Conjoint Committee» pour les questions concernant les communautés juives de l'étranger, fondé en 1878 par les deux principales organisations juives britanniques, le Board of Deputies et l'Anglo-Jewish Association publiait le 24 mai 1917 dans le *Times* de Londres la déclaration suivante: «L'établissement en Palestine d'une nationalité juive fondée sur la théorie de l'absence de toute patrie pour les Juifs aurait pour conséquence de faire considérer les Juifs comme des étrangers dans leurs pays d'origine, et de compromettre leur situation péniblement acquise de citoyens et de nationaux de ces pays. Bien plus, une nationalité juive politique, poussée à sa conclusion logique, constituerait – dans l'état actuel du monde – un véritable anachronisme. Le seul critérium certain d'un Juif étant la religion juive, une nationalité juive devrait nécessairement se fonder sur la base de la religion et être limitée à elle. On ne saurait admettre un instant qu'un groupement quelconque de Juifs puisse aspirer à un État constitué sur une base religieuse et limité aux questions de liberté de conscience. Cependant une nationalité religieuse peut-elle avoir quelque autre formule politique ? La seule solution alternative serait l'établissement d'une nationalité juive temporelle, établie sur quelques vagues principes de race et de particularités ethnographiques; mais une nation ainsi conçue ne serait pas juive au sens spirituel du mot; son établissement en Palestine serait la négation de tout idéal, de toutes les espérances par quoi la restauration de la vie juive en ce pays se recommande à la conscience et à la sympathie du judaïsme.»

Encore récemment, le 7 février 2002, le Congrès rabbinique de l'État de New York remettait en cause, pour des raisons religieuses, l'existence de l'État d'Israël: «L'observation des préceptes de la Torah interdit aux Juifs d'avoir un État, cet État fût-il religieux.»

Dans le camp opposé, les interventions du Hamas, du Hezbollah ou même d'Arafat n'augurent rien de positif. Les deux premiers manipulent le terrorisme en étant sans doute eux-mêmes manœuvrés par des pays musulmans et des services secrets occidentaux qui cherchent à vassaliser les Palestiniens. Quant à Arafat, il faut lui

demander des comptes: l'Union européenne lui a versé des milliards. Où sont-ils passés?

Ne pas s'enfermer dans la question de la nécessité d'un État. S'affranchir du déluge d'explications que déversent les médias. Tout cela relève plus de concepts recyclés d'un passé immédiat que d'une analyse en profondeur.

Les sciences politiques ont forgé des outils pour appréhender quelque dix mille ans d'histoire – celle des États –, ce qui ne représente guère qu'une infime proportion de l'histoire de l'humanité. Cinq minutes d'un bon film ne suffisent pas pour le comprendre.

L'apparition des «grandes civilisations» n'a pas éliminé les guerres tribales du passé, mais les a sans doute exacerbées. Les «progrès» des techniques militaires permettent de perfectionner les traumatismes et les assassinats collectifs. Les styles et les mentalités se transforment, les formes diverses de groupes primaires persistent. Aucun continent n'échappe aujourd'hui aux querelles ethniques.

Et leur explication s'accompagne d'un éternel malentendu. On examine les responsabilités de l'État, les luttes de classe, les aspirations suscitées par telle ou telle culture ethnique contestataire, les points de cristallisation des conflits.

On ne saisit pas le point aveugle des collectivités dominantes et contestées: celles-ci ne veulent pas voir que les contestataires les considèrent, elles aussi, comme de simples groupes ethniques. Les Français de France, par exemple, ne se perçoivent pas comme une ethnie mais comme une culture et une civilisation.

Les majorités prétendument silencieuses se découvrent soudain minoritaires. Aux États-Unis par exemple, elles se voient contraintes d'offrir des gages symboliques en recrutant quelques minoritaires pour exercer dans leurs institutions des fonctions de représentation.

En France, le courant lepéniste, d'extrême-droite, s'invente un passé imaginaire et, sous couvert de nationalisme, exprime – sans le dire – des revendications de type ethnique. Même les politiciens conventionnels utilisent le vocabulaire respectable des politologues; ils parlent d'intégration, de citoyenneté, d'État de droit, et dénoncent même ce qu'ils conçoivent comme une forme de colonialisme ou d'impérialisme. Or la domination ethnique ne signifie pas seulement qu'une ethnie est dominée: il y a souvent aussi une ethnie dominante.

Pour les dominés, l'intégration est impossible en dehors des alliances matrimoniales. Celles-ci sont particulièrement difficiles lorsqu'à l'obstacle financier et politique s'ajoutent les intransigeances dogmatiques des religions et des rites ethniques.

Ce type particulier de domination qu'est l'ethnocratie est volontairement ignoré par les médias, mais aussi par des observateurs politiques qui n'hésitent pourtant pas à parler d'ethnocide.

Ethnocide ou ethnocratie ?

Israéliens et Palestiniens vivent une tragédie, mais la situation est loin d'être symétrique. Il existe d'un côté une puissance militaire majeure, soutenue par une superpuissance hégémonique, de l'autre un chapelet d'îlots où subsiste une population isolée et sans défense. Une grande partie de celle-ci vit dans de misérables camps de réfugiés et survit à une occupation militaire qui dure depuis trente-cinq ans, c'est-à-dire le temps d'une génération. Sa condition est comparable à la situation des Noirs d'Afrique du Sud, au temps de l'apartheid: ces groupements humains ne sont que des colonies, même s'ils sont gratifiés de tous les emblèmes d'un État. Si certaines de leurs organisations se sont lancées dans des attentats suicides, qui relèvent assurément du terrorisme, ces actes se déroulent dans un cadre qui n'est pas celui d'une guerre, comme le disent les commentateurs, mais d'une guerre **coloniale**. De plus, l'invasion israélienne de leur territoire, après l'implantation systématique de colonies israéliennes dans ces enceintes, s'ajoutant aux déclarations de Sharon d'introduire dans le pays deux ou trois millions de juifs, ressemble fort à une volonté d'éliminer une population par tous les moyens possibles, voire à un ethnocide.

Le terme est-il trop fort ? Sans doute, une autorité dans le domaine de l'anthropologie, Pierre Clastres, a-t-il utilisé le mot au sujet de la destruction de la culture d'un groupe ethnique. Et il est vraisemblable que l'ethnocide culturel ait été introduit par le monothéisme, car les groupes polythéistes acceptaient l'existence d'autres divinités⁽²⁾. Depuis, au nom de la religion, mais aussi du progrès ou de l'État, on a éradiqué des milliers de cultures. Tous les peuples connus sont ethnocentriques et, généralement, méprisent les autres. Seuls les monothéistes sont ethnocidaires et la civilisation capitaliste, qu'elle soit libérale comme aux États-Unis ou communiste comme en Chine, a repris cette vision hiérarchique des cultures: contrairement aux autres sociétés, le mépris ne suffit pas, il faut imposer son mode de vie.

Mais cette définition, trop large, demande à être précisée. A la différence du génocide, extermination physique d'un groupe ethnique, national, religieux ou racial, l'ethnocide peut être défini comme la destruction partielle ou totale de l'organisation politique, sociale, économique et culturelle d'un groupement humain: «l'Histoire pullule d'exemples qui montrent que l'on peut supprimer un groupement humain sans pour autant supprimer physiquement ses membres dès lors que l'on détruit toutes ses formes d'organisation».

Il est important de clarifier la situation juridique des crimes perpétrés, mais on ne peut s'en tenir là: l'ensemble du contexte social doit être pris en compte, et c'est là que peut se révéler un concept fort utile, celui d'ethnocratie, sans doute forgé par Oren Yiftachel, géographe, Université Ben Gourion de Beer-Sheva (Israël), qui d'ailleurs l'applique à la situation d'Israël

«L'ETHNOCRATIE est un type de régime très répandu à travers le monde, mais il est rarement un objet d'étude dans le champ des sciences sociales. Son objectif principal est de faciliter l'expansion, «l'ethnisation» et la domination d'une nation-ethnie (ou «groupe titulaire») sur un territoire et un Etat contestés. On trouve des exemples récents de régimes ethnocratiques au Sri Lanka, en Malaisie, Israël/Palestine, Estonie, Serbie ou Irlande du Nord.

«Un régime ethnocratique procède de la combinaison de trois principales forces historiques et politiques en un même temps et un même lieu:

(a) la colonisation, mouvement de population qui permet de contrôler un territoire étranger; il peut être externe (vers un autre Etat ou continent) ou interne (au sein d'un même Etat);

(b) l'ethno-nationalisme, qui s'appuie sur le droit d'auto-détermination nationale pour justifier les vues expansionnistes de la nation-ethnie dominante;

(c) la «logique ethnique» du capital, qui tend à stratifier les groupes ethniques en des ethno-classes par des procédures inéquitables de mobilité des capitaux, d'immigration et de globalisation économique.

De l'action concertée de ces trois forces découlent plusieurs caractéristiques fondamentales dans la plupart des ethnocraties:

– l'ethnicité et, souvent, la religion, déterminent le partage des ressources et des pouvoirs, plutôt que la citoyenneté;

– la nation ethnique dominante s'approprie l'appareil d'Etat et donne forme au système politique, aux institutions publiques, à la géographie, à l'économie, à l'immigration, aux lois et à la culture, de façon à étendre et consolider son pouvoir sur l'Etat et le territoire; la logique ethnique de répartition du pouvoir polarise le corps politique et le système de partis;

– les frontières géopolitiques sont floues et privilégient souvent les membres du groupe ethnique dominant dans la diaspora, au détriment des minorités;

– la ségrégation des «ethno-classes» et la stratification socioéconomique sont essentielles et visent à préserver les frontières géographiques, politiques, économiques et sociales sur une base ethnique.^{3»}

Israël n'est pas une démocratie, ce qui signifierait que les institutions étatiques soient gouvernées par l'ensemble des citoyens. Il a en effet été établi une distinction entre «citoyenneté» et «nationalité», qui fait que les Palestiniens ont la citoyenneté mais pas la nationalité; et dans les territoires occupés ils n'ont même pas cette citoyenneté, alors que les occupants israéliens peuvent voter et, en fait, leurs voix changent l'équilibre des forces à l'intérieur du pays. De plus, les Juifs du monde entier ont le droit d'acheter des terrains, ce qui est dénié aux Palestiniens. Ces acquisitions ne deviennent pas propriété d'Etat, mais propriété inaliénable des juifs du monde. La société est donc bien assise dans un cadre juridique ethnique et non dans celui d'une démocratie.

La désarabisation s'appuie sur l'idéologie religieuse. On parle de «rédemption de la terre», ce qui en est la sacralisation. On réécrit l'histoire en parlant d'un «retour» après un «exil forcé» alors que des Juifs demeurèrent en Palestine des siècles après la destruction du Temple.

Le mouvement sioniste a permis la création de la Fondation nationale juive, qui a le droit d'acheter la terre, et aussi d'autres associations. L'Organisation sioniste mondiale/Agence juive fait partie du gouvernement et dispose parfois d'un budget égal à celui de l'État d'Israël, et elle reçoit de cet État d'énormes pouvoirs. Par exemple, elle a eu pour mission d'encourager la natalité, de manière à ce que les Juifs aient plus d'enfants que les Arabes.

Cette réflexion, appliquée au rapport entre Israël et la Palestine éclaire la situation globale et ouvre les différents axes d'une action constructive ⁽⁴⁾.

Conjuguer l'éthique et l'efficacité

La situation minoritaire de la mouvance libertaire, ses positions politiques, l'écartent d'office des décisions internationales. C'est aussi un atout. Elle évite ainsi d'être compromise dans une gestion immédiate, dictée par les intérêts des grands. Ainsi libérée, elle a tout loisir de se consacrer à une réflexion sur les grandes questions et à une efficacité sur le long terme. Elle peut se demander, par exemple, s'il est souhaitable de laisser aux générations futures un héritage de conflits.

Une réflexion libertaire se situe hors de la morale et se place dans le champ de l'éthique. La morale, en effet, ne peut se justifier ni par l'évolution des mœurs ni par une décision démocratique; le décideur doit donc se camoufler sous des valeurs qu'il proclame «essentielles» et qui lui seraient dictées de l'extérieur; il invoque les traditions du groupe ou les grandes sources d'inspiration de l'humanité, une divinité transcendante, une substantifique nature humaine, un incontournable droit de l'homme. À ces morales imposées au nom d'un impératif, l'éthique libertaire oppose son propre examen des rapports de forces en présence, elle évalue leur capacité à augmenter l'autonomie des êtres qui y sont impliqués, et elle s'assume comme instance de décision individuelle et collective.

Elle se rappelle aussi, et dans le même temps, que la valeur d'un acte ne tient pas aux seules intentions; elle est fonction de ses conséquences. Le travail constructif est plus fécond que la dénonciation tous azimuts; et il est plus honnête de s'engager dans son propre lieu de vie que de déplorer ce qui se passe ailleurs.

A court terme, les Français, par exemple, peuvent réclamer l'interdiction des milices privées, tel le Bétar des sionistes ⁽⁵⁾, pratiquer le boycott des produits d'Israël et lutter contre la désinformation organisée par les belligérants.

Israël connaît aussi des inégalités économiques et sociales, et tout le monde, loin de là, ne profite pas du conflit. Éviter de confondre le peuple avec ses élites économiques, politiques et religieuses est une première étape de la réflexion et de l'action, ne serait-ce que pour ne pas se laisser emporter par la passion.

Nous devons surtout un soutien aux militaires insoumis et aux partisans israéliens et palestiniens d'une entente entre les peuples. Il

est temps d'organiser leur défense et de l'exprimer sur la place publique avec la Ligue des Droits de l'homme, avec les pacifistes, mais aussi avec toutes les associations et personnes actives dans la défense de la dignité humaine. A la passion sadique pour les récits des guerres nous pouvons substituer les épisodes et structures qui constitueraient une histoire de la tolérance. Juifs et Arabes ont des passés fort honorables qu'ils pourraient redécouvrir. Mais commençons par balayer devant notre porte: luttons sans relâche contre l'antisémitisme et le complexe de supériorité à l'égard des Arabes.

Enfin, à long terme, l'autonomie des personnes sur l'ensemble du territoire palestinien ne peut s'entendre que dans une structure fédérative à laquelle tous participent sur des bases affinitaires plutôt qu'ethniques, même si celles-ci se recoupent souvent. Plutôt que de voir deux populations s'exterminer, n'est-ce pas la seule solution viable ? Le passé ne revient jamais, mais les peuples changent. Qui aurait pu prédire, il y a moins d'un siècle, que des pays comme l'Allemagne et la France échangeaient leurs jeunesse et leurs savoirs, et même qu'ils formeraient une Union supérieure à leurs États respectifs ? Un avenir acceptable n'est possible que s'il est déjà intensément désiré.

Ronald Creagh

1^{er} janvier 2003

(1) *Mother Earth*, New York, vol. I, mars 1906) n° 1, «Atavism», [en français dans livre p. 132-138 *NPNF*].

(2) Les récits des missionnaires chrétiens sont remplis de narrations sur leurs conflits avec les «sorciers» et autres magiciens, et il suffit de se rendre à Bethléem pour voir les rivalités séculaires de ces divers monothéismes.

(3) <http://www.liberation.com/omc/dico/germ_ethnocratie.php3>

(4) Le caractère crypto-ethnique des groupes religieux mériterait une longue étude, par exemple au sein des collectivités dominées, comme la Pologne le fut longtemps, ou encore dans les communautés d'immigrants.

(5) En France, par exemple, il est autorisé depuis 1923.

Comment renforcer la solidarité avec la Palestine en gagnant la sympathie des Juifs

O Havruta O Mituta

*Donne-moi l'amitié ou donne-moi la mort (Talmud Taanit,
23a)*

Par Guy Izhak Austrian et Ella Goldman

Même si je suis en désaccord avec de nombreux points de ce texte, l'essentiel est ailleurs. Les auteurs essaient, dans leurs suggestions, de tenir compte de la mentalité et de la sensibilité de leurs interlocuteurs, d'avancer des arguments, de proposer des attitudes pédagogiques, etc., démarche suffisamment rare dans la «gauche radicale» antisioniste pour qu'on la fasse connaître, surtout sur une question qui provoque autant de polémiques acerbes, calomniatrices ou destructives. (Y.C.)

De nombreux Juifs américains haïssent ce que l'armée et le gouvernement israéliens sont en train de faire, ils soutiennent les droits des Palestiniens, ils veulent parler haut et fort et agir. Ils ont hâte de se battre pour une cause qu'ils sentent très proche de leur judéité, mais, au lieu d'agir, ils éprouvent un certain malaise en observant à distance le mouvement de solidarité avec la Palestine. Certains y ont adhéré puis en sont partis, comme cette Israélo-Américaine qui démissionna d'un comité rassemblant plusieurs médias alternatifs après qu'un militant, de retour de Palestine, l'eut regardée bien en face et lui eut lancé: «Je ne veux pas t'offenser mais

les Israéliens sont vraiment le peuple le plus répugnant que j'aie jamais vu», sans que les autres membres du collectif présents à cette réunion fassent le moindre commentaire.

Nous sommes deux militants juifs, israélo-américains. Nous militons à New York dans une organisation qui s'appelle JATO (Jews Against the Occupation, Les Juifs contre l'occupation) mais nous ne prétendons pas parler pas en son nom dans cet article. JATO soutient le droit des Palestiniens à l'autodétermination ainsi que le droit au retour des réfugiés palestiniens et veut que cesse l'aide américaine à Israël. Nous militons pour la Palestine parce que nous sommes scandalisés et atterrés par les crimes contre l'humanité commis en notre nom.

Nous avons décidé d'écrire cet article parce que le mouvement de solidarité avec la Palestine en Europe et aux États-Unis nous semble souvent maladroit par rapport aux Juifs. Nos adversaires politiques utilisent toute attitude insensible vis-à-vis des Juifs pour discréditer notre mouvement et justifier la répression contre les Palestiniens. Cependant notre mouvement a une chance historique, s'il élabore une vision progressiste, favorable à la libération des Juifs, d'accroître considérablement son influence et ses effectifs, de réfuter ses critiques et d'aider à mettre un terme à la guerre contre les Palestiniens.

Il est indispensable d'établir un lien entre la libération des Juifs et celle des Palestiniens, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce que l'oppression antijuive ne nuit pas seulement aux Juifs. À travers l'histoire, de manière régulière et prévisible, les préjugés antisémites ont toujours été utilisés pour briser la résistance des peuples à l'oppression. Durant les époques de stabilité relative, les élites dirigeantes achètent le soutien de quelques Juifs en leur offrant des privilèges matériels et des positions publiques au pouvoir limité. La plupart des Juifs ne possèdent ni richesses ni pouvoir politique, mais il suffit qu'un petit nombre d'entre eux apparaissent comme la face visible d'un système oppressif, pour répandre l'idée fausse que les Juifs ne sont pas des êtres opprimés. Certains militants d'extrême gauche, qui pensent que l'oppression est uniquement un problème économique, partagent cette illusion et n'incluent pas les Juifs dans leurs perspectives progressistes. Pendant ce temps, les élites nourrissent subtilement des stéréotypes et des mythes selon lesquels les Juifs contrôleraient le gouvernement, seraient avides d'argent et de pouvoir, etc. Lorsque le système est menacé par une crise interne ou par la résistance populaire, les préjugés antisémites font dévier la colère et la violence des exploités loin des racines du problème et les dirigent vers un groupe de boucs émissaires: les Juifs. Chaque fois que nous réussissons à survivre à une nouvelle explosion de persécutions, nous les Juifs sommes tentés de coopérer à notre propre oppression en acceptant une fois de plus les quelques privilèges temporaires que

peut nous rapporter une alliance illusoire avec la classe dirigeante. Et en agissant ainsi nous nous isolons des autres peuples opprimés.

Un locataire, par exemple, peut en venir à haïr son propriétaire juif plutôt que de s'attaquer aux lois de la ville et de l'État concernant le logement, et plus généralement au système de la propriété privée. Un exemple récent de cette dynamique nous a été fourni lors de la Conférence mondiale contre le racisme à Durban en 2001. Les États-Unis ne voulaient pas y participer parce que tout leur système économique est fondé sur le racisme et l'impérialisme que cette conférence entendait critiquer. Mais les représentants nord-américains ont déclaré qu'ils n'assisteraient pas à la conférence parce qu'elle critiquerait Israël. Cette manipulation a provoqué des manifestations de haine antijuive à Durban, manifestations que les médias ont à leur tour utilisées pour discréditer cette conférence très importante, ce qui a nui à la cause palestinienne et à la résistance contre l'impérialisme occidental.

La guerre contre les Palestiniens fonctionne suivant le même schéma, à une échelle internationale, encore plus extrême. Les puissances impérialistes ont aidé financièrement un peuple traumatisé par l'Holocauste à coloniser le Moyen-Orient. Les Juifs israéliens ont bénéficié de certains avantages matériels et ont éprouvé un sentiment trompeur de sécurité alors que ce sont surtout les intérêts des sociétés américaines spécialisées dans le pétrole et les ventes d'armes qui sont en jeu. Israël n'est qu'un petit pion de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale et l'«aide» américaine à Israël ne représente qu'une petite part des dépenses militaires américaines.

Pendant ce temps, on accuse surtout Israël de manipuler les idées antisémites traditionnelles. Les racistes propagent le mythe que les Juifs contrôlèrent le budget et l'État américains, ce qui détournerait des ressources importantes au lieu de satisfaire les besoins de la population américaine. Le gouvernement et les grands médias américains propagent le racisme contre les Arabes et contre les autres peuples de couleur, tout en exprimant une bruyante sollicitude vis-à-vis du sort d'Israël et en dénonçant les préjugés antisémites. Ce déséquilibre nous rend, nous les Juifs, extrêmement visibles et provoque la colère d'autres groupes opprimés, ce qui isole notre oppression de la leur.

En l'absence d'une voix forte, progressiste et constante, qui proteste contre leur oppression, de nombreux Juifs commettent l'erreur de lutter pour leur libération sans chercher à avoir des alliés et sans se préoccuper d'autres oppressions. D'un autre côté, les Juifs qui militent dans des mouvements progressistes sont souvent sommés de s'assimiler, de «ne pas prendre trop de place», lorsque d'autres luttes semblent beaucoup plus urgentes. En réalité, les mouvements sociaux ont assez de place pour lutter ensemble contre toutes les oppressions. Nous, les Juifs, nous avons besoin d'alliés

progressistes qui luttent avec nous, pour notre libération. Et lorsque nous luttons en solidarité avec d'autres groupes, nous avons besoin que nos alliés nous encouragent à être fier de nos identités juives.

Treize conseils aux non-Juifs ...

1. L'antisémitisme est présent partout. Inutile de prétendre que le mouvement de solidarité avec la Palestine en est exempt. L'antisémitisme avançant souvent masqué, rejeter ce type d'accusations ne fait que les renforcer. Il est plus efficace d'écouter patiemment ces critiques, de les analyser, même si elles viennent de la droite. Un Juif ne se sentira jamais rassuré si vous contentez de lui affirmer: «Je ne suis pas antisémite.» Dites plutôt: «Je sais que l'antisémitisme existe et je veux le combattre.»

2. Lorsque quelqu'un commence à tenir des propos antisémites, coupez-lui la parole immédiatement. Lorsque des non-Juifs s'opposent à des attaques contre des Juifs, comme par exemple une svastika sur un panneau dans une manif, ce type de geste se grave dans notre tête et promeut la confiance et la solidarité entre Juifs et non-Juifs.

3. Lorsque des Juifs essaient d'exprimer comment ils vivent l'antisémitisme et l'oppression sous des formes qui paraissent plutôt invisibles aux non-Juifs, ne réagissez de façon pontifiante. Ne nous expliquez pas que le concept d'antisémitisme évacue le racisme contre les Arabes, ne nous infligez pas un grand discours sur la façon dont le thème de l'Holocauste est manipulé politiquement et ne nous rappelez pas à chaque fois que nous n'avons pas été et ne sommes pas les seules victimes de la guerre et de l'oppression. Écoutez-nous lorsque nous parlons de notre souffrance, sachez apprécier notre confiance. Choisissez le bon moment et les termes appropriés pour exprimer vos opinions sur les thèmes évoqués ci-dessus.

4. Soyons clairs, le conflit Israël/Palestine concerne et ne concerne pas l'Holocauste. Ceux qui prétendent que l'Holocauste n'a rien à voir avec la Palestine sont souvent ceux qui ensuite inscrivent des svastikas sur des pancartes anti-Sharon. Personne n'a vraiment dépassé ce traumatisme, et c'est pourquoi nous avons tous du mal à comprendre le présent sans être envahis par le passé. Nous, les Juifs, ne vous disons pas: «N'en parlez pas» mais plutôt: «Ne considérez pas l'Holocauste comme un problème d'intérêt purement théorique ou analytique. Et n'insinuez pas que, depuis le temps, nous aurions dû avoir dépassé ce traumatisme.»

5. Ne traitez pas les Juifs qui soutiennent le mouvement de libération des Palestiniens comme de «bons Juifs». Cette attitude paternaliste implique que la culture juive serait globalement réactionnaire et donne l'impression que nous serions en train de trahir notre peuple. Comme toutes les cultures, les cultures juives sont fascinantes et complexes, et ne sont pas épargnées par toutes sortes d'idées irrationnelles qui découlent de l'oppression. Le mouvement de solidarité avec la Palestine ne pourrait que se

développer davantage s'il montrait du respect et de l'attention pour les cultures juives. Les Juifs ne sont pas automatiquement réactionnaires lorsqu'ils cherchent à trouver un sens à leurs langues, leurs coutumes, leurs littératures, à l'étoile de David ou à d'autres symboles. De plus, le fait d'être athée ou de critiquer la religion ne doit pas mener à mépriser le judaïsme; notre judéité est justement l'un des facteurs qui pousse nombre d'entre nous à combattre pour la justice.

6. En tant que militants pour la Palestine, nous critiquons souvent la façon dont l'État d'Israël a utilisé la judéité pour justifier son existence légale. Mais c'est une erreur de critiquer cette politique en niant l'existence d'une identité juive. Certes les identités juives combinent différentes cultures, ethnies, langues et traditions religieuses, mais toutes ces identités sont légitimement juives. Nous, les Juifs, nous avons le droit de sentir que nous constituons un peuple et nous avons besoin d'entendre nos alliés nous dire qu'ils souhaitent que la judéité puisse s'épanouir dans des sociétés multiculturelles, démocratiques et justes.

7. N'oubliez pas que la plupart des Juifs qui s'opposent à l'occupation israélienne sont des sionistes, c'est-à-dire qu'ils croient qu'un État-nation juif est essentiel à la sécurité et à la survie des Juifs. Vous pouvez être en désaccord avec eux (comme nous le sommes), mais votre critique du sionisme sera bien plus efficace si vous montrez que vous comprenez pourquoi le sionisme a un tel impact émotionnel pour les Juifs. Par exemple, l'expression «sionisme = racisme» nous semble juste à nous militants pour la Palestine. Mais cette formule simple implique que le seul motif des Juifs venus habiter en Israël/Palestine aurait été d'opprimer les Palestiniens, alors qu'en fait il s'agissait pour eux d'une question de survie. Les survivants de l'Holocauste, ceux qui attendaient dans les camps de personnes déplacées en 1945, ne connaissaient pas les lettres et les journaux personnels des dirigeants sionistes, documents dans lesquels ils décrivaient leurs intentions colonialistes en termes franchement racistes. Lorsque nous critiquons le sionisme, nous devrions toujours offrir une vision alternative et radicale de la libération juive, dans laquelle les Juifs pourront vivre en paix, être traités comme des citoyens normaux, dans tous les pays du monde.

8. Il est peut-être utile de rappeler que le mot «Israël» n'a pas été inventé par Theodor Herzl à la fin du XIX^e siècle. Israël, qui signifie en hébreu «la lutte avec Dieu», est un mot qu'utilisent les Juifs pour se décrire eux-mêmes depuis trois mille ans. Si nous critiquons les États-nations et luttons pour mettre fin à l'occupation, nous devons comprendre que des mots comme «anti-Israël» ou des autocollants «apartheid IS-REAL» (jeu de mots en anglais sur «l'apartheid est réel/ l'apartheid en Israël», *NdT*) sonnent comme une attaque personnelle pour de nombreux Juifs. De plus, bien avant l'apparition du sionisme, le concept de la «terre d'Israël» a été un

élément constant de notre conscience à travers l'histoire. Une approche réaliste de l'avenir de la Palestine doit tenir compte de la permanence de cet élément dans le rapport des Juifs à la terre d'Israël, même si ce rapport ne peut être exclusif.

9. Nous devons reconnaître que la gauche radicale israélienne est un élément essentiel de notre mouvement, la soutenir et lui demander son avis. Mépriser les Israéliens ne conduit qu'à l'antisémitisme et à des positions politiques néfastes.

10. Recueillez des informations sur la libération des Juifs auprès de Juifs qui comprennent bien cette question. Un Juif qui affirme que la libération des Juifs ne le concerne pas ne devrait pas être invité dans le cadre d'une discussion sur Israël/Palestine pour servir de faire-valoir aux partisans de la Palestine. Entraidez-vous mutuellement pour acquérir des connaissances afin de devenir des alliés dans le combat pour la libération des Juifs. Organisez des discussions, des groupes de travail, des événements culturels et écrivez des articles comme celui-ci. Ne laissez pas les Juifs se transformer en spécialistes de ces questions.

11. Essayez de vous souvenir de tout ce que vous avez entendu dire sur les Juifs. Analysez toutes les idées et les sentiments décrivant de façon négative les attitudes des Juifs vis-à-vis des non-Juifs. Faites-nous part de vos réflexions pour que nous y réfléchissions ensemble, pas pour vous défouler.

12. Chacun intériorise l'oppression dont il est victime: tout peuple opprimé en arrive à croire en des mensonges sur sa propre histoire; il reproduit même souvent des stéréotypes négatifs et les renforce. Posez des questions aux Juifs qui expriment leur colère ou leur mépris vis-à-vis d'autres Juifs. Encouragez-nous à être fiers d'être Juifs et de notre culture. Et si vous avez envie de faire l'éloge des qualités physiques ou morales des Juifs, surtout ne vous gênez pas. Vous n'en ferez jamais trop.

13. Rappelez-vous que les Juifs peuvent entendre toutes vos critiques à propos d'Israël s'ils sont persuadés que vous vous intéressez à eux et à leur sécurité. Il ne suffit pas de veiller à ne pas dire n'importe quoi. Essayez de faire sentir à vos interlocuteurs que vous vous battez aussi pour la libération des Juifs.

...Et deux conseils aux Juifs

1. Souvenez-vous que la libération des Juifs fait partie des objectifs des mouvements progressistes. Vous tenir à l'écart ne fera que ralentir toutes les autres luttes de libération. Alors sortez de votre anonymat et de votre silence ! Et rappelez-vous que chacun a sa manière de vivre sa judéité au grand jour. Rien n'est «trop juif» ou «pas assez juif». Sachez que vous êtes tous de bons Juifs.

2. Ne tombez pas dans le piège de l'isolement. Ne limitez pas vos discussions sur la libération des Juifs aux seuls Juifs. Cherchez des alliés. Partez toujours de l'hypothèse que nos camarades non juifs veulent acquérir des connaissances utiles pour agir dans la bonne

direction et de façon efficace. Et liez toujours votre combat pour la libération des Juifs à celui de la libération des Palestiniens et à la lutte pour mettre un terme à toutes les oppressions.

Chaque fois que nous exprimons notre intérêt pour les communautés juives, nous militons contre notre oppression. Le combat pour la libération des Juifs transformera et fera avancer le mouvement pour la libération des Palestiniens, d'une façon incommensurable et que nous avons aujourd'hui du mal à imaginer.

Guy Izhak Austrian et Ella Goldman

Lectures conseillées:

Michael Lerner, *The Socialism of Fools: Anti-Semitism on the Left* (Le socialisme des imbéciles: l'antisémitisme dans la gauche)

Elly Bulkin, Minnie Bruce Pratt, and Barbara Smith, *Yours in Struggle: Three Feminist Perspectives on Anti-Semitism and Racism* (Trois analyses féministes de l'antisémitisme et du racisme)

Merci à Sara Marcus pour son aide, et merci à tous ceux qui nous ont encouragé, fourni des informations et apporté des critiques pour rédiger cet article.

(Traduit de l'anglais par Ni patrie ni frontières)

Dossier négationnisme

par **J. Valjak et M. Argerj**
Section suisse de l'AIT

L'Affranchi n° 16 (printemps-été 1999)

Voici un dossier consacré à un sujet pour le moins scabreux. Nous avons posé notre regard sur le curieux phénomène du négationnisme «de gauche ou libertaire». Cette aberration est particulièrement pénible, car si l'on comprend pourquoi l'extrême droite essaie de nier ou de minimiser le génocide des Juifs durant la deuxième guerre mondiale, il semble invraisemblable que des gens du camp adverse défendent de pareilles idées.

Même s'il est tout à fait marginal dans nos milieux, le révisionnisme ou négationnisme (1) y a une tradition, qui date, nous le verrons, des années cinquante. Inventé par un esprit dérangé, celui de Paul Rassinier, ce négationnisme «de gauche» a rapidement attiré l'attention d'authentiques nazis qui ont su l'utiliser à leur profit. Ainsi, aujourd'hui encore, dans quelque officine borgne, de vieux crétins osent se prétendre anarchistes, alors qu'ils diffusent, entre quelques citations des classiques, des écrits racistes et antisémites parfaitement répugnants.

Cette triste engeance serait peut-être tombée dans l'oubli si les thèses de Rassinier ne s'étaient pas refaites une nouvelle jeunesse dans les années soixante-dix, grâce à des individus issus du marxisme et jouissant, pour certains, d'une petite réputation dans le monde littéraire. Là non plus, il ne s'agit pas d'un mouvement important, ni même d'un groupe significatif, mais de quelques personnes qui ont su se faire une réputation sulfureuse et attirer l'attention des médias.

Ces gens ne mériteraient sans doute pas beaucoup d'attention, s'ils n'étaient pas au centre d'une polémique qui divise profondément le mouvement antifasciste français. Les échos de cette affaire qui sont parvenus jusqu'à nous, nous ont profondément troublés. Le traitement désinvolte qu'en a fait *Le Monde libertaire*, dans un article signé Jean-Marc Raynaud, n'a pas apaisé notre inquiétude. Ce n'est pas en renvoyant dos à dos les individus qui essaient de cacher sous le tapis leur passé négationniste (Gilles Dauvé et Serge Quadrupani) et ceux qui les dénoncent (Didier Daeninckx, Alain Bihr, Thierry Maricourt, etc.), en les traitant au passage de «petits bourgeois néo-réformistes» et en les accusant «de jeter l'opprobre sur (...) un

mouvement libertaire ontologiquement insoupçonnable de toute complaisance envers la vérole révisionniste» (2), qu'on va résoudre le problème. Le fait de rappeler les nombreuses victimes libertaires du fascisme ou de déclarer qu'il y a beaucoup plus de fascistes camouflés au sein des autres courants politiques de droite et de gauche, ne nous dispense pas non plus de faire le ménage chez nous.

Or, la petite étude nécessairement incomplète que nous avons réalisée, montre que la pénétration dont certaines organisations libertaires ont été victimes ne peut être considérée comme un «épiphénomène» négligeable. Le savoir, expliquer précisément ce qui s'est passé dans tel ou tel cas, n'est pas un aveu de faiblesse, mais constitue, à nos yeux, un avertissement pour l'avenir.

Parce que nous refusons les explications simplistes du genre: «Les extrêmes se rejoignent», ou «C'est une manipulation des réformistes pour affaiblir les révolutionnaires», nous avons essayé de comprendre ce qui a bien pu se passer. Comprendre pour nous ne signifie évidemment pas accepter ou partager, mais expliquer. Un raisonnement, fut-il aberrant, a sa logique qui peut séduire certains, notamment des «intellectuels» anticonformistes à la recherche d'idées «inédites». En «déconstruisant» un discours, en écoutant comment certains, avec le recul, essaient de justifier leur dérive, on se fait une idée de ce qui a pu leur arriver.

Il y a sans doute des leçons à tirer de cette lamentable histoire. D'abord que certaines sectes «gauchistes» ou «libertaires» ont tendance à vivre dans un monde imaginaire. Leurs membres essaient certes d'échapper à l'idéologie dominante, aux idées reçues, aux mensonges de la presse et de l'histoire officielle... mais ces efforts ne les empêchent pas de tomber dans un univers de chimères où la parole d'un chef, d'un maître à penser, remplace le libre arbitre et la recherche de la vérité.

Il n'y a pas de recette miracle permettant d'éviter les aberrations que nous allons décrire. Mais savoir comment de telles dérives furent possibles devrait, nous l'espérons, rendre nos lecteurs attentifs et méfiants vis-à-vis des explications trop faciles et prétendument «ultra-subversives» que certains charlatans de la pensée essayeront certainement, une fois ou l'autre, de leur vendre.

J. Valjak et M. Argery

1 Le qualificatif de négationniste convient mieux à ceux qui nient la réalité de l'extermination des juifs d'Europe durant la Deuxième Guerre mondiale, que celui de révisionniste dont ils s'affublent. Ces gens-là prétendent que les historiens révisent périodiquement leurs théories, ce qui est vrai: de nouvelles interprétations du passé sont fréquentes, des éléments nouveaux peuvent aussi modifier notre vision des choses, mais cela ne signifie pas que l'on puisse nier les faits avérés et raconter n'importe quoi.

2 J.-M. Raynaud, «Révisionnisme, négationnisme... Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage !» in *Le Monde libertaire* n° 1091 du 11 au 17 septembre 1997.

Paul Rassinier, le père du «révisionnisme»

J. Valjak et M. Argery – *L’Affranchi* n° 16 (printemps-été 1999)

A l’origine du courant «négationniste» on trouve un personnage sur lequel il faut s’arrêter: Paul Rassinier. Pacifiste intégral, militant communiste, socialiste, puis anarchiste, Rassinier allait mener une double vie, dans les années cinquante-soixante, en écrivant aussi bien dans des journaux de gauche, pacifistes et anarchistes que dans des publications d’extrême droite. Cette double identité l’accompagna jusque dans sa mort, en juillet 1967, à l’occasion de laquelle il y eut deux oraisons funèbres: l’une fut prononcée à Paris par l’écrivain fasciste Maurice Bardèche devant un parterre d’extrême droite; l’autre, lue au cimetière de Brémont (Territoire de Belfort), était de la plume du vieux camarade pacifiste Émile Bauchet qui s’exprimait «au nom de ses amis socialistes et pacifistes»¹.

Lorsque nous nous sommes penchés sur le cas Rassinier, nous avons surtout consulté *Comment l’idée vint à M. Rassinier* de Florent Brayard. Nous étions déjà étonnés de voir qu’un ouvrage aussi détaillé ait été réalisé sur les livres, les articles et la correspondance de ce vaniteux² qui, malgré ou à cause de son expérience de la déportation, s’était enfoncé dans l’erreur... dans l’abjection négationniste. Ainsi, nous sommes encore plus surpris de découvrir, au moment d’achever ce dossier, qu’une seconde biographie de Rassinier vient de paraître. L’ouvrage de Nadine Fresco, que nous n’avons fait que survoler, apparaît comme un monument d’érudition. Plutôt que d’étudier à fond son «œuvre», comme l’a fait Brayard, Fresco s’est efforcée de comprendre le contexte qui a permis la *Fabrication d’un antisémite*. Elle a consulté de très nombreux témoins et nous ne pouvons que conseiller la lecture de son ouvrage³. Pourtant, nous sommes restés sur notre faim sur un point précis qui reste en partie à résoudre: comment la dérive de Rassinier a pu se poursuivre et faire des émules, sans qu’une réaction rapide, forte et surtout définitive ne se manifeste dans les courants pacifistes et libertaires qu’il fréquentait.

Résistant non-violent, Rassinier fut arrêté par la Gestapo en novembre 1943, torturé (il eut un rein éclaté et fut déclaré invalide à la Libération), il fut déporté à Buchenwald puis à Dora où il passa 14 mois. Son séjour en camp de concentration fut particulier, atypique,

car Rassinier allait y passer plusieurs mois à l'infirmerie: une chance rarissime, due semble-t-il à la compassion d'un médecin hollandais. Il paraît avoir aussi bénéficié d'une «planque» comme ordonnance d'un officier SS. Faut-il parler à son propos de «syndrome de Stockholm»? En tout état de cause quand, à partir de 1949, il se met à écrire des livres sur son expérience de la déportation, il tend à minimiser la responsabilité des nazis, en faisant reposer l'essentiel des horreurs des camps sur les Kapos⁵, notamment les Kapos membres du parti communiste.

Rassinier était-il aveuglé par son expérience personnelle des camps?⁶ Était-il victime de son anticommunisme viscéral? Exclu du PC en 1932, il devint alors socialiste. Élu à la deuxième Constituante de 1946 pour la Fédération socialiste du Territoire de Belfort, il fut battu, lors de l'élection suivante, par le radical Pierre Dreyfus-Schmidt allié aux communistes... D'un autre côté, le pacifiste Rassinier considérait comme une attitude belliciste le fait d'accabler l'Allemagne. Il pensait que la situation était semblable à celle qui avait suivi la guerre de 14-18 et qu'il fallait tourner la page pour éviter un nouveau conflit mondial.

Les doutes que Rassinier manifeste vis-à-vis des chambres à gaz jouent un rôle mineur dans ses premiers écrits. D'abord, il ne nie pas leur existence, il minimise: «Mon opinion sur les chambres à gaz ? Il y en eut: pas tant qu'on le croit. Des exterminations, il y en eut aussi: pas tant qu'on ne l'a dit⁷.» Il pensait aussi que le massacre n'avait pas été ordonné d'en haut, mais plutôt par «un ou deux fous parmi les SS», aidés de quelques Kapos...

L'affaire va prendre de l'ampleur avec la préface de son deuxième livre, *Le Mensonge d'Ulysse* (1950), pour laquelle il fait appel à une sorte de pamphlétaire provocateur: Albert Paraz, dont la principale préoccupation était alors de faire réhabiliter l'écrivain Céline⁸. Paraz repère tout de suite la dimension iconoclaste des propos de Rassinier; il proclame: «Seul un extraordinaire masochiste peut s'aviser d'écrire, maintenant, que les témoignages sur les chambres à gaz ne sont pas tout à fait assez concluants, pour son goût [...]. C'est de la dynamite.⁹»

Sans la préface de Paraz, le livre de Rassinier aurait encore pu paraître relativement anodin, un témoignage partiel¹⁰ et partiel, une analyse subjective des camps. Avec cette préface, la mise en scène d'un Rassinier brisant le «mythe» des chambres à gaz est déjà en place. Le piège allait se refermer suite à un incident à l'Assemblée Nationale où l'on débattait d'un projet d'amnistie concernant les «épurés».

Un député, évoquant le compte rendu du *Mensonge d'Ulysse* trouvé dans une revue d'extrême droite, lança la phrase fatidique: «Il paraît, mes chers collègues, qu'il n'y a jamais eu de chambres à gaz dans les camps de concentration !¹¹»

L'hypothèse de la prétendue inexistence des chambres à gaz selon Rassinier était devenue une affaire d'État. Pour ne pas se dédire,

Rassinier allait poursuivre ses «recherches» en étudiant uniquement les éléments pouvant aller dans ce sens. Dans les livres qu'il écrivit par la suite, il se mit à débusquer les contradictions des témoignages sur les camps. Il discuta des chiffres comme un épicier, affirmant, par exemple, que la surface des salles de gazage ne correspondait pas au nombre de personnes qui y avaient été assassinées, etc. Les seules «preuves» acceptables à ses yeux auraient été une lettre écrite de la main du Führer ordonnant l'anéantissement des juifs, ou peut-être une victime revenue à la vie... Mais de telles preuves n'existent pas¹².

L'engagement de Rassinier sur la pente fatale du négationnisme allait être grandement facilitée par ses nouveaux amis. Nous avons vu le cas de Paraz, il y en eut d'autres. En 1950, Rassinier entre en contact avec Maurice Bardèche. Attaché à réhabiliter son beau-frère Robert Brasillach fusillé à la libération, Bardèche a pris la défense de la collaboration et du régime de Vichy contre la résistance «criminelle». Son livre *Nuremberg ou la terre promise* (1948) est une sorte de plaidoyer en faveur de l'Allemagne nazie présentée comme un rempart contre le communisme. Dans le second volume de *Nuremberg*¹³, il va longuement citer les propos de Rassinier, dont il fait un portrait élogieux. Rassinier était doublement victime, prétendait Bardèche, des camps et de son honnêteté. Extrêmement sensible à la flatterie, peut-être est-ce sous l'influence de Bardèche que Rassinier va tenir des propos de plus en plus négationnistes ? Il faut aussi évoquer la figure de Henri Coston, un nazi de première catégorie, véritable activiste, éditeur avant-guerre du *Protocole des sages de Sion*¹⁴, associé aux services secrets de propagande allemande sous Vichy, condamné comme collaborateur aux travaux forcés à perpétuité en 1947, mais libéré au début des années cinquante. Coston qui va rééditer *Le mensonge d'Ulysse* de Rassinier en 1955, aura sur ce dernier une influence certaine. *Le Parlement aux mains des banques* de Rassinier, publié en octobre 1955 dans un numéro spécial de «la petite revue anarcho-pacifiste *A contre-courant*»¹⁵ est très largement inspiré par *Les financiers qui mènent le monde* de Coston. À partir de là, Rassinier va également adopter des postures antisémites, et chacun des nouveaux livres de ce vieil homme malade, au sens propre comme au sens figuré, constituera un pas de plus vers les thèses de l'extrême droite¹⁶. Dans ces milieux, il était le déporté «providentiel». Par exemple, en 1960, quand il fut sollicité par son éditeur allemand pour faire une tournée de conférences, il enchantait des parterres de nazis non repentis, bienheureux de voir un ancien déporté leur expliquer qu'ils avaient été moins criminels qu'ils ne le pensaient.

Peu de temps avant sa mort, Rassinier se trouvera un disciple en la personne de Robert Faurisson. Cet individu aux idées d'extrême droite, professeur de littérature, est l'inventeur d'une méthode d'analyse littéraire à même le texte «sans aucun recours à la biographie, (...) sans l'aide de considérations historiques, sans se

soucier des déclarations de l'intéressé sur son œuvre»¹⁷. Après la disparition de Rassinier, Faurisson va prendre le relais et continuer, avec sa méthode d'analyse littéraire, la «recherche» visant à prouver l'inexistence des chambres à gaz dans les camps nazis, «œuvre» qu'il poursuit de nos jours.

Rassinier chez les libertaires

Voyons maintenant brièvement la carrière libertaire de Paul Rassinier. En 1950, dans *Le Libertaire* du 11 novembre, paraît une critique acerbe du livre *Le mensonge d'Ulysse* réalisée par un autre déporté René Michel (Robert Meigneux) qui refuse de dédouaner les SS de leurs crimes en accablant les Kapos. Mais on y apprend aussi que le livre de Rassinier est «en vente au «Libertaire»». Une polémique va s'engager dans les numéros suivants, dans le cadre de laquelle Rassinier défendra son point de vue¹⁸.

Exclu du parti socialiste SFIO en 1951, Rassinier devait rejoindre la Fédération anarchiste (FA) dans le courant des années cinquante. Il fut membre du groupe Elisée-Reclus de Nice vers 1957-1959, puis du groupe local de la FA d'Asnières jusqu'au début des années soixante. Les journaux pacifistes et libertaires de ces années-là (*Le Monde libertaire*, *La Voie de la Paix*, *Contre-Courant*, *Défense de l'homme*) contiennent un certain nombre de ses articles, notamment sur des questions économiques. Mais une fois au moins, il y exprima certaines de ses idées fascistoïdes et «révisionnistes». En 1953, Rassinier écrivait dans le journal pacifiste de Louis Lecoin *Défense de l'homme*: «A propos du procès de Nuremberg et de ceux qui lui ont fait cortège, ces gens qui se prétendent de gauche ont laissé à Maurice Bardèche le soin de reprendre, sur la guerre, les idées qui au lendemain de celle de 1914-1918, furent si brillamment illustrées par Mathias Mohrardt, Michel Alexandre, Romain Rolland, Marcel Martinet, etc. Et à propos d'Oradour, ils ont laissé à un curé, l'archevêque Rastouil, de Limoges, le beau geste qui a consisté à refuser d'aller témoigner pour le compte de l'accusation, en invoquant la charité chrétienne qui lui interdisait de participer de quelque façon que ce soit à cette abominable campagne d'excitation à la haine...». Dans le même article, à propos des expériences «médicales» pratiquées par les nazis sur les détenus dans le camp alsacien du Struthof, il recherche les contradictions des témoins pour conclure: «Alors, je pose à nouveau la question que je posais déjà dans *Le Passage de la Ligne* et *Le Mensonge d'Ulysse*: si on ne peut mettre que 87 morts au compte des expériences médicales, comment et pourquoi sont morts les autres ?¹⁹»

Aux alentours de 1959-1960, Rassinier semble avoir joué un rôle significatif au sein de la Fédération anarchiste. On trouve plusieurs de ses textes dans les bulletins internes de cette organisation. Dans le numéro d'avril 1960, par exemple, est reproduite une importante correspondance entre Rassinier et Maurice Fayolle sur le thème «révolte et révolution»²⁰. A l'occasion du Congrès de Trélazé des 4, 5

et 6 juin 1960, une lettre de Rassinier, absent, est lue à l'assemblée. A la suite de quoi, les congressistes débattent de certains de ses arguments²¹.

L'histoire veut que Rassinier ait été démasqué en 1961 par Maurice Laisant, le secrétaire de la FA, qui l'aurait fait demander à la rédaction de la revue d'extrême droite *Rivarol* où il écrivait sous un faux nom²².

En fait, la FA avait été interpellée par des libertaires allemands qui eux avaient su lire et comprendre le véritable sens du *Mensonge d'Ulysse*. Dans le courrier adressé au congrès de la FA de Montluçon 1961, et publié dans le *Bulletin intérieur de la FA*, ils demandaient tout d'abord «s'il y a une parenté quelconque entre P. Rassinier qui fréquente les milieux anarchistes français et l'écrivain qui vient de se faire éditer outre-Rhin sous l'égide du néo-fasciste SS Karl Heinst Priester»²³. En quelques lignes, les anarchistes allemands relèvent ce qui fait l'absurdité du livre de Rassinier: ses doutes sur les chambres à gaz, le fait qu'il fait reposer la responsabilité des horreurs sur les détenus eux-mêmes... Ils se demandent si les conditions de détention qu'il a connues au camp de Dora ont pu l'aveugler au point de ne pas voir les souffrances qui l'entouraient. Ils soulignent combien la démarche de ce «témoin capital» qui prétend «prouver que ce ne sont pas les assassins qui ont tort... mais les assassinés» peut être utile à un éditeur nazi. Et ils concluent en revendiquant haut et fort leur droit de dénoncer ce qu'il dit «comme un mensonge infâme et une tentative pour blanchir les criminels SS».

À la suite de ce texte accusateur, figure une lettre d'explication de Rassinier dans laquelle il fait preuve d'un culot certain. Il rappelle que *Le Mensonge d'Ulysse* publié en Allemagne est exactement le même livre «qui a été soutenu en son temps par la Fédération anarchiste et *Le Libertaire*» et affirme que les «soi-disant anarchistes allemands sont comme cul et chemise avec les communistes». Il apporte certaines précisions sur les chambres à gaz en déclarant notamment qu'il n'y avait jamais eu de chambrez à gaz sur le territoire de ce que le national-socialisme appelait le «Grand Reich»²⁴. Il nie le fait que son éditeur allemand soit un ancien SS, mais dit aussi que peu lui importe, car Julliard (l'éditeur de Mendès-France) a aussi édité des pétainistes. Concernant les quatorze conférences faites en Allemagne, il dit y avoir invité «les singuliers anarchistes» qui l'accusent et qu'«ils ont décliné l'offre !!» (Les points d'exclamation sont d'origine). Enfin le journal (d'extrême droite) allemand, dans lequel se trouve une interview de lui, «publie intégralement ce qu'on lui dit, ce qui n'est pas le cas du *Monde libertaire*...»

Nous ne savons pas précisément comment les militants de la FA résolurent le problème qui leur était posé. En 1964, *Le Monde libertaire* fit paraître une brève «mise au point» précisant que «depuis 1961 il [Rassinier] n'appartient plus à notre organisation»²⁵. Mais la rupture ne paraît pas avoir été claire et nette pour tous. C'est en tout

cas ce qu'on est en droit de penser en voyant comment, en 1987, dans les colonnes du *Monde libertaire*, le militant historique Maurice Joyeux se remémore son ancien camarade. Selon Joyeux, l'erreur du déporté Rassinier est d'avoir dit toute la vérité sur les camps et d'avoir refusé, à la différence d'autres, d'être utilisé par les politiciens. Joyeux, qui proclame que Rassinier a été son ami, affirme n'avoir «jamais mis en question le *Mensonge d'Ulysse* [qu'il] considère comme le meilleur, le plus mesuré et par sa nature même, le plus crédible de tous les livres écrits sur les camps de la mort». Signalant pourtant le bon accueil qu'ils ont eu dans les milieux d'extrême droite, Joyeux affirme que les ouvrages de Rassinier «n'atténuent en rien la barbarie nazie». Si, à un moment donné, Rassinier a été rejeté par certains libertaires, c'est parce qu'on ne lui pardonnait pas ses origines politiques. Et «lorsqu'il s'éloignera, la séparation se fera sans accroc. Ce qui ne l'empêchera pas de conserver des relations amicales avec un certain nombre de militants dont Lecoin, Louvet, Prudhommeaux et quelques autres». Sans nier l'existence des chambres à gaz, Joyeux verse malheureusement de l'eau au moulin du négationnisme en écrivant: «En vérité des millions d'hommes de toutes races, de toutes nationalités, de toutes confessions ont disparu. De quelle manière ? On en discutera encore longtemps; aussi longtemps qu'il existera des politiciens ayant intérêt à battre monnaie sur des cadavres²⁶.»

C'est peut-être par ses côtés provocateurs que Rassinier était parvenu à séduire certaines franges du mouvement libertaire. Les différents procès en diffamation qui l'opposaient à d'anciens déportés devenus députés lui faisaient une réputation sulfureuse. Et puis, tous les libertaires n'étaient pas sortis grandis de la guerre. Il y avait eu des résistants bien sûr, mais d'autres étaient restés attentistes ou avaient même collaboré, pensant que tout, même une paix fasciste, valait mieux que la guerre. Les arguments d'un Rassinier, ancien résistant, les confortaient dans leurs choix passés. Il faut dire, à leur décharge, que Rassinier avait aussi ses défenseurs dans d'autres milieux réputés de gauche. Georges Lefranc, historien du socialisme et du syndicalisme²⁷, saluait régulièrement les publications de Rassinier et de Coston dans *La République libre*²⁸ de Paul Faure.

Rassinier perdit finalement presque tous ses soutiens en milieu libertaire et pacifiste en 1964, quand il intenta un procès à la Ligue internationale contre l'antisémitisme qui l'avait traité d'«agent de l'Internationale nazie». Il venait en effet d'être refoulé d'Allemagne à cause de ses fameuses conférences dans les milieux d'extrême droite. Rassinier non seulement perdit son procès, mais ses mésaventures allemandes et sa collaboration à *Rivarol* firent la une des journaux. Pourtant, il parvint encore à tromper un petit groupe libertaire, l'Alliance ouvrière anarchiste (AOA) qui, par manque d'information ou par amitié, l'accueillit dans ses rangs.

**Des «anarchistes»
providentiellement négationnistes**

L'AOA est à l'origine le produit d'une scission de la Fédération anarchiste. Elle s'est constituée le 25 novembre 1956 à Bruxelles. Dans son texte fondateur, elle se présente comme une coordination qui «se REFUSE A ORGANISER, c'est-à-dire à réglementer l'idée commune de la liberté». Ce refus implique notamment le rejet de tout système de vote. Par ailleurs l'AOA considère que la lutte des classes «est à présent dépassée». Pour l'AOA, l'ennemi c'est la hiérarchie, «y compris la hiérarchie des valeurs et la soi-disant compétence». A l'origine, l'AOA regroupait des gens qui avaient été échaudés par les différentes prises de pouvoir qui s'étaient manifestées dans la Fédération anarchiste pendant cette période particulièrement trouble de son histoire. Ils reprochaient aux dirigeants de la FA d'être des bourgeois et surtout des francs-maçons.

Nous ignorons pratiquement tout de l'histoire de l'AOA, qui semble avoir végété jusqu'à nos jours. Ce qui est clair, c'est qu'à un moment donné le réseau ou le collectif (comment appeler un groupe qui refuse toute forme d'organisation ?) s'est transformé en une officine négationniste. À partir de la fin des années quatre-vingt, son périodique *L'Anarchie, journal de l'ordre*, s'est mis à servir à hautes doses à ses lecteurs les thèses de Rassinier et de Faurisson. L'hostilité vis-à-vis des francs-maçons s'est transformée en lutte contre les Juifs et les francs-maçons... le tout enrobé de quelques déclarations de principes anarchistes et de propos plus ou moins délirants sur les malheurs du monde. Par exemple, on trouve sur la première page du n° 214 de *L'Anarchie*, deux éditoriaux aux titres évocateurs. Le premier «Paul Rassinier avait raison» est signé Raymond Beaulaton, le second «Halte au fascisme judéo-capitaliste des États-Unis» porte la signature de R.J. Souriant. D'après Georges Fontenis, Beaulaton et Souriant étaient une seule et même personne ²⁹ et ses lumineux articles où l'on lit, par exemple, que les «judéo-capitalistes américains (...) ont créé LEUR racisme en voulant faire accroire qu'ils en étaient eux les victimes» seront les derniers qu'il écrira, puisqu'il est décédé le mois même de leur publication (octobre 1994).

Il reste à comprendre comment Beaulaton, ce cheminot «fils et petit-fils de militants socialistes... qui fonda le 12 juillet 1940 l'un des premiers groupes de "résistance antinazie" de l'Ouest... fondateur de la CNT française en 1947... Membre de la Fédération anarchiste dès la reconstitution en 1944»³⁰ et bien sûr membre fondateur de l'AOA a pu connaître une telle dérive. La réponse se trouve peut-être du côté de *L'Homme libre* de Saint-Étienne qui avec d'autres feuilles telles que *Libre examen* de Didier Pomares (Perpignan), *Kontestation anarchiste* (Caen) ou *C'est un rêve* (Marseille), appartient au même réseau «anarcho-fasciste». Nous ne reviendrons pas sur le contenu de ce trimestriel particulièrement répugnant dont nous avons déjà parlé en 1995 dans *L'Affranchi* n° 10. Mais il n'est pas inutile de savoir que la dérive fasciste et antisémite de *L'Homme libre* qui date de 1967-1968 est antérieure à celle de *L'Anarchie*. Son directeur, Marcel Renoulet,

et Serge Ninn, un des collaborateurs, ont appartenu au mouvement libertaire (et à l'AOA pour Renoulet), mais on ne peut pas en dire autant d'autres plumitifs de ce journal: Robert Dun est un ancien membre de la Waffen SS, quant à Bernard Lanza (qui écrivait aussi parfois dans *L'Anarchie*), il collabore à diverses publications d'extrême droite et il est considéré comme l'un des théoriciens des Faisceaux nationalistes européens, un groupe qui organise chaque année, le 20 avril, un banquet pour commémorer la naissance d'Adolf Hitler ³¹.

Le fait d'avoir côtoyé Rassinier a pu favoriser la dérive de quelques vieux anars isolés, enfermés dans leur sectarisme et ayant perdu tout ancrage dans le présent. Mais on peut craindre aussi qu'ils furent bien aidés par quelques authentiques nazis, intéressés à avoir avec eux de ces libertaires providentiels ³² à la Rassinier pour donner un peu de substance et de piquant à leurs discours puants...

J. Valjak et M. Argery

Notes

1. «Paul Rassinier», *Lectures françaises* 124-125, août-sept. 1967, cité in Florent Brayard, *Comment l'idée vint à M. Rassinier. Naissance du révisionnisme*, Paris, Fayard, 1997.

2. Sur la personnalité de P. Rassinier on peut lire aussi le témoignage de Guy Bourgeois, «Rassinier et le mouvement libertaire» in Georges Fontenis, *L'autre communisme*, Mauléon, Acratie, 1990.

3. Nadine Fresco, *Fabrication d'un antisémite*, Paris, Seuil, 1999.

4. Le syndrome de Stockholm est le processus par lequel certaines victimes adoptent le point de vue de leurs agresseurs.

5. Les Kapos étaient des déportés chargés, par l'administration des camps, d'encadrer les autres prisonniers.

6. Selon des témoins retrouvés par Nadine Fresco, Rassinier aurait fait le clown à l'infirmerie du camp pour s'attirer la sympathie des infirmiers; il aurait aussi dérobé des conserves à d'autres détenus. Sans porter de jugement moral sur ces éléments, elle considère que son «révisionnisme» fut au départ une «autorévision», une façon d'enjoliver son propre parcours dans l'univers concentrationnaire.

7. *Le Mensonge d'Ulysse*, cité in Florent Brayard, *op. cit.*, p. 98.

8. Sur Céline, lire notamment Michel Bounan, *L'Art de Céline et son temps*, Paris, Allia, 1997; Hans-Erich Kaminski, *Céline en chemise brune* (1938), Paris, Les mille et une nuits, 1997; Jean-Pierre Martin, *Contre Céline*, Paris, José Corti, 1997.

9. Introduction de Paraz au *Mensonge d'Ulysse*, cité in Florent Brayard, *op. cit.*, p. 119.

10. Rassinier avait séjourné dans des camps de concentration qui étaient des camps de travail où l'on mourait surtout d'épuisement et de malnutrition, et non des camps d'extermination comme Auschwitz ou Treblinka.

11. *Journal officiel, compte rendu des débats*, séance du 2 novembre 1950. Cité in Florent Brayard, *op. cit.*, p. 159.

12. Pour en savoir plus sur le génocide des Juifs (et des Tsiganes, des homosexuels, etc.) par les nazis, on peut se référer, entre autres, à l'ouvrage de Pierre Vidal-Naquet, *Les assassins de la mémoire*, Paris, La Découverte, 1987, qui répond point par point aux «arguments» des négationnistes.

13. *Nuremberg II ou les faux-monnayeurs*, 1950.

14. *Le Protocole des sages de Sion* est un pamphlet antisémite, confectionné au début du siècle par les services secrets du tsar et «révélant» un soi-disant complot juif. Pour en savoir plus, on peut consulter Roberto Finzi, *L'antisémitisme, du préjugé au génocide*, Casterman-Giunti, Florence, 1997, chap. 4.

15. Florent Brayard, *op. cit.*, p. 244

16. Convaincu par Coston de la réalité d'un complot juif mondial contre la paix, Rassinier poursuivra son «œuvre» dans une quête éperdue des preuves de ce complot. Ses derniers écrits présentent la Shoah comme une imposture inventée par les juifs après la guerre.

17. Florent Brayard, *op. cit.*, p. 434.

18. Dans *Le Libertaire* n° 247, 15 déc. 1950.

19. *Défense de l'homme* n° 53, fév.-mars 1953, pp. 8-9.

20. Roland Biard qui évoque ce débat dans son *Histoire du mouvement anarchiste 1945-1975*, Paris, Galilée, 1976, ne donne pas d'indications sur la personnalité de Rassinier.

21. Bulletin intérieur de la FA, décembre 1960.

22. C'est ce qu'écrit notamment Georges Fontenis, «L'étrange parcours de Paul Rassinier», in *Négationnistes: les chiffonniers de l'histoire*, Golias Syllepse, 1997, p. 132.

23. Cette citation et celles qui suivent sont tirées du *Bulletin intérieur de la FA*, octobre 1961. Qui reprend lui-même des articles parus dans *Informations*, organe du groupe anarchiste de Hambourg.

24. Ce que Rassinier disait-là était une sorte de demi-vérité. En effet, les six camps d'extermination nazis (Chelmno, Belzec, Sobibor, Treblinka, Auschwitz et Maïdanek) se trouvaient tous situés sur le territoire de la Pologne de 1939. Cependant, des gazages ponctuels ont aussi été pratiqués dans des camps de concentration «classiques», notamment à Mauthausen en Autriche. Cf. François Bédarida, *Le nazisme et le génocide*, Paris, Nathan, 1989, p. 39.

25. *Le Monde libertaire*, n° 106, novembre 1964, cité par Nadine Fresco, *op. cit.*, p. 562.

26. Maurice Joyeux, «Parlons un peu de Paul Rassinier», *Le Monde libertaire* n° 664 du 21 mai 1987, p. 7. A la décharge de la FA, il faut signaler que, trois semaines plus tard (dans *Le Monde libertaire*, n° 667, 11 juin 1987), un article signé Jacques Grégoire faisait le point sur la personnalité de Rassinier en expliquant que ses écrits n'avaient d'autre objet que de nier la réalité du génocide et de réhabiliter le nazisme. Mais comme le veut une tradition de la FA, l'article de

Grégoire n'attaquait pas de front le texte de Maurice Joyeux. Et l'introduction du comité de rédaction prétendait uniquement «apporter quelques précisions sur la dérive» de Rassinier. Il est des cas où l'intention, à première vue charitable, d'épargner un vieux camarade peut sérieusement entamer la crédibilité d'une organisation.

27. Selon Nadine Fresco, *op. cit.*, pp. 12-14, un autre historien du socialisme fort connu, Maurice Dommanget, spécialiste de Babeuf et de Blanqui, faisait lui aussi régulièrement l'éloge des livres de Rassinier, notamment dans la revue *L'École émancipée*. S'il est bien difficile d'expliquer l'aveuglement de certains libertaires vis-à-vis de Rassinier, le mystère s'épaissit encore pour des historiens consacrés.

28. Selon Florent Brayard, *op. cit.*, p. 374.

29. Georges Fontenis, *L'autre communisme, op. cit.* p. 385.

30. Selon la rubrique qui lui est consacrée dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, J. Maitron dir., Paris, Éditions ouvrières, 1982.

31. Voir Thierry Maricourt, *Les nouvelles passerelles de l'extrême droite*, Levallois, Manya, 1993, pp. 117-121. Du même, «Les curieux appuis libertaires du nihilisme brun», in *Négationnistes: les chiffonniers de l'histoire, op. cit.*, pp. 141 et s.

32. Nous craignons qu'il faille compter parmi ceux-ci Felix Alvarez Ferreras, directeur de *Cenit*, publication réalisée en France par d'anciens exilés de la CNT d'Espagne, qui fait de temps à autre de la publicité pour *L'Homme libre*. Voir *Cenit* n° 723 du 7 avril 98 et n° 763 du 9 février 99.

L'Homme libre n° 155, avril-juin 98, ayant publié une note nécrologique pour la compagne d'Alvarez Ferreras, on peut imaginer que ses rédacteurs aient exploité son désarroi... Mais cela montre aussi que les fascistes sont très habiles pour pénétrer et utiliser les institutions déclinantes.

De l'affaire Faurisson à *La Guerre sociale*

J. Valjak

et M. Argery – *L'Affranchi* n° 16 (printemps-été 1999)

Les thèses de Rassinier refont surface à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, à la suite de ce qu'on a appelé l'«affaire Faurisson».

En 1978, Faurisson publie dans le journal *Le Monde* un texte intitulé *Le problème des «chambres à gaz» ou la «rumeur d'Auschwitz»*. Des historiens vont répondre à cet article par une déclaration³³ dans laquelle ils écrivent qu'il ne saurait y avoir de débat sur l'existence des chambres à gaz. À partir de là, deux camps vont apparaître, mettant face à face ceux qui soutiennent Faurisson et ceux qui s'y opposent. Le front du soutien n'est pas uni et va de ceux qui partagent les idées de Faurisson à ceux qui défendent uniquement son droit à les exprimer, en passant par la position intermédiaire de ceux qui se disent «troublés» par ses thèses. Ce front n'est pas, non plus, idéologiquement uniforme.

Aux côtés des négationnistes d'extrême droite de toujours qui travaillent à réhabiliter le régime national-socialiste allemand, se trouvent des individus classés à gauche. C'est le cas de Noam Chomsky, sommité universitaire américaine, proche des idées libertaires, qui manifeste un soutien de principe au nom de la liberté d'expression. Après quoi, un de ses textes va servir de préface à un livre de Faurisson³⁴.

Nous ne nous arrêterons pas sur les péripéties qui émailleront cette affaire dans l'affaire³⁵. Remarquons juste qu'à cette occasion Chomsky s'est avéré fort utile aux négationnistes, surtout médiatiquement, démontrant la capacité de ces derniers à faire feu de tout bois lorsqu'il s'agit de faire parler d'eux-mêmes et de leurs idées.

À la même époque, un soutien autrement plus prononcé aux thèses négationnistes va se manifester dans certains milieux révolutionnaires parisiens, notamment autour de Pierre Guillaume. Ce personnage qui tire prestige de son rôle d'ancien animateur de la librairie La Vieille Taupe (1965 à 1973), alors point de ralliement de tout un courant ultra-gauche³⁶, va amener cette question au premier plan des préoccupations d'une partie de ce milieu³⁷.

Au départ, Guillaume couvre son action du paravent révolutionnaire, mais à partir du milieu des années quatre-vingt, le soutien et la promotion active des idées négationnistes, côte à côte

avec des néo-nazis, deviendront sa principale occupation éditoriale et militante avec, par exemple, la publication du livre de Roger Garaudy *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*. Peu de ses anciens amis le suivront jusque-là. Néanmoins, l'intérêt pour le négationnisme aura occupé pendant plusieurs années certains groupes et individus du milieu ultra-gauche.

Les gens dont nous allons parler maintenant ne sont pas devenus des néo-nazis, mais ils ont trouvé dans les idées négationnistes un renfort inespéré pour valider leur vision de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. «C'est la revue *La Guerre sociale* qui porta le débat dans toute l'ultra-gauche»³⁸, par la publication de textes comme *De l'exploitation dans les camps de concentration à l'exploitation des camps*, daté de juin 1979. Dans *La Guerre sociale*, on étale complaisamment les thèses de Rassinier minimisant l'ampleur du génocide (il avançait le chiffre d'un million et demi de morts juifs) et on nie la volonté nazie d'extermination des Juifs, parce que cela rend crédible une théorie qui affirme que la guerre de 1939-1945 avait pour objectif de résoudre les contradictions du capitalisme et que le fascisme était l'arme de la bourgeoisie pour soumettre le prolétariat.

Ces théories essaient de faire «entrer» les événements de 1939-1945 dans un schéma marxiste. Elles ne sont pas nouvelles et hantent une partie de la gauche communiste au moins depuis la publication en 1960 du texte bordiguiste³⁹ *Auschwitz ou le grand alibi*. Dans ce texte fondateur, on trouve la base théorique à laquelle les «révisionnistes de gauche» vont intégrer les thèses négationnistes.

La Guerre sociale reprend à son compte des passages entiers du texte bordiguiste, lorsqu'il s'agit de présenter son explication du génocide des Juifs. On y lit: «la petite bourgeoisie a “inventé” l'antisémitisme. Non pas tant, comme disent les métaphysiciens, pour expliquer les malheurs qui la frappaient, que pour tenter de s'en préserver en les concentrant sur un de ses groupes. À l'horrible pression économique, à la menace de destruction diffuse qui rendait incertaine l'existence de chacun de ses membres, la petite bourgeoisie a réagi en sacrifiant une de ses parties, espérant ainsi sauver et assurer l'existence des autres.

L'antisémitisme ne provient pas plus d'un plan “machiavélique” que d’“idées perverses”: il résulte directement de la contrainte économique. La haine des Juifs, loin d'être la raison *a priori* de leur destruction, n'est que l'expression de ce désir de délimiter et de concentrer sur eux la destruction⁴⁰.» Si on suit ce raisonnement, considérer l'anéantissement de la population juive comme le résultat d'«une volonté consciente, d'une préméditation et même d'une programmation, c'est renverser la réalité⁴¹». Pour les auteurs de cet article, l'État nazi n'était que le «simple gestionnaire du capital». Dans cette perspective, les prétendues «découvertes» sur les chambres à gaz de Rassinier et de Faurisson apportaient la «preuve» de la non-spécificité de l'État nazi et permettaient aux «théoriciens» de *La*

Guerre sociale de déduire que les démocraties ne sont pas très différentes du régime nazi.

Dans cette affaire, l'ultra-gauche n'a pas «travaillé», à la façon de Rassinier ou de Faurisson, sur la question du génocide et des chambres à gaz. Elle s'est contentée d'utiliser les travaux de ces derniers. Ce n'est pas la négation du génocide en tant que tel, qui semble avoir intéressé ces prétendus «révolutionnaires de gauche» en priorité. Mais le fait que cette négation permettait de fabriquer une «réalité» qui s'accordait avec leur théorie. Ce qui est surprenant, c'est que ceux-ci aient montré un pareil enthousiasme à s'emparer d'une thèse dont ils savaient qu'elle était l'un des chevaux de bataille de l'extrême droite française: ils savaient que les écrits de Rassinier avaient été publiés par des éditeurs d'extrême droite. Avec leur «astuce» coutumière, ils déclarent, dans *De l'exploitation...* que ceux qui tirent argument de ce fait «sont ceux qui auraient voulu qu'il ne soit jamais publié». Ils manifesteront la même complaisance à l'égard de Faurisson et de ses amis nazis.

Le «résultat» obtenu par *La Guerre sociale* n'a pas été de ruiner la «version officielle» de la Seconde Guerre mondiale, comme ils l'imaginaient, mais de sortir les idées négationnistes du ghetto des nostalgiques du Troisième Reich, pour les offrir à un nouveau public, tout en apportant une caution «gauchiste». Si, au départ, le public n'est que de quelques dizaines de personnes, le relais assuré par les médias (*Le Monde*, *Libération*, *Golias*, etc.), attirés par le «scoop» que constitue cette variante négationniste de gauche, va largement élargir cette audience via un beau succès de scandale qui est, aujourd'hui encore, exploité par les négationnistes, notamment sur leurs sites Internet. Dans toute cette opération, ces derniers, et plus largement l'extrême droite dans son entier, sont les seuls qui retirent de véritables bénéfices: leurs théories ont été propulsées sur le devant de la scène et ont permis de semer la confusion dans les rangs de l'extrême gauche.

Libertaires et ultra-gauches... ou **quand Reflex sème la confusion**

En 1996, Reflex, maison d'édition antifasciste radicale, publie *Libertaires et ultra-gauche contre le négationnisme*. Ce livre va relancer la polémique. Selon ce qu'on peut lire dans sa postface, il se propose de «comprendre ce qui a entraîné, à la fin des années soixante-dix, d'autres camarades à sombrer dans le négationnisme et l'antisémitisme plus ou moins avoués [...] pour porter la critique à la racine des conceptions politiques et théoriques de cette dérive⁴²».

À l'examen, l'ouvrage pose plusieurs problèmes au lecteur. Tout d'abord, son titre n'a pas grand-chose à voir avec son contenu. En fait, le livre est, pour l'essentiel, une entreprise de justification réalisée par deux personnes mises en cause pour leur participation à *La Guerre sociale* et à une autre revue intitulée *La Banquise*. Ces personnes signent deux des trois textes du recueil: Serge

Quadruppani est l'auteur de *Quelques éclaircissements sur La Banquise* et Gilles Dauvé, celui de *Bilan et Contre-Bilan*. Ces textes se veulent une critique du «schématisme marxeux», dont nous avons vu un échantillon avec le texte *De l'exploitation dans les camps de concentration à l'exploitation des camps*, qui devait conduire des «ultra-gauches» à embrasser les thèses négationnistes. Mais cette critique ne va pas sans de graves contradictions, omissions et demi-vérités dans les propos tenus et sur le rôle de ces auteurs dans cette dérive.

Quand Serge Quadruppani parle de sa rupture avec *La Guerre sociale* dès 1980, il ne dit pas qu'en 1979, lors de la publication dans le n° 3 de l'article *De l'exploitation...* il en faisait encore partie et ne semblait pas marquer de désaccord concernant l'intérêt puissant et nullement critique de la revue pour les thèses de Faurisson⁴³. Il précise qu'alors, il n'avait pas lu Rassinier. Faut-il croire qu'il ne savait pas de quoi parlait le texte publié par la revue dont il était un des principaux animateurs ? N'avait-il pas lu les passages de *De l'exploitation...* faisant état de la «rumeur des chambres à gaz [qui] se développe à l'intérieur des camps de concentration» ? Ignorait-il qu'à la question: «Pourquoi tant [de juifs] sont morts ?», *La Guerre sociale* répondait: «parce qu'ils ont péri de faim, de mauvais traitements, et aussi parce qu'on les a exécutés. Mais les preuves d'un massacre délibéré sont plus que sujettes à caution».

Concernant *La Banquise*, Quadruppani se félicite que ses rédacteurs aient été «parmi les premiers, dans le micro-milieu "ultra-gauche" à [s'] être opposés à la dérive négationniste». Est-ce à dire que toute l'ultra-gauche était «contaminée» ? Certainement pas: Jacques Baynac, un des créateurs de la première Vieille Taupe, qu'il quitta dès 1969 pour désaccord avec Guillaume, dénonce ««la camelote nazie» d'une certaine ultra-gauche dans *Libération* du 25 octobre 1980»⁴⁴.

Sur *La Banquise*

Le premier numéro de *La Banquise* date de 1983. Il est vrai que le propos de cette revue s'éloigne lentement de celui de *La Guerre sociale*. Ainsi, on n'y présente plus les idées de Rassinier, reprises par Faurisson, comme de grandes découvertes révolutionnaires. On reconnaît qu'«il y a eu le massacre d'un grand nombre de Juifs parce que Juifs» et, «après avoir [enfin ? NDLR] examiné de plus près le travail scientifique de Faurisson», on n'est «plus si sûrs» de l'exactitude de l'affirmation de Faurisson: «Hitler n'[a]it] jamais ordonné l'exécution d'un seul Juif par le seul fait qu'il fût Juif»⁴⁵.

Mais la rupture n'est pas nette et la fausse question des chambres à gaz continue d'être servie par les rédacteurs de la revue: «que les chambres à gaz aient eu ou non une existence concrète nous importe peu. Elles existent aujourd'hui, comme elles ont existé au minimum pour les déportés, c'est-à-dire comme image issue d'une horrible réalité». Sur ce point précis, *La Banquise* tente de régler le problème en l'évitant: selon ses rédacteurs, le mode d'élimination ne compte pas, car il ne change rien à une horreur telle qu'elle a pu «au

minimum» créer une image qui s'est imposée «avec tant de force à tant de gens».

Quadruppani parle maintenant, à ce propos, d'un «manque de compréhension historique» qui les a conduits à passer à côté du fait «que l'aspect froidement technique et administratif des chambres à gaz introduisait une nouveauté radicale». Parler d'aveuglement et de mensonge serait plus exact. Il met cette «erreur» sur le compte du «mauvais usage de deux bons principes: la méfiance à l'égard des experts officiels et la confiance accordée aux amis (en l'occurrence, P. Guillaume)». Outre le fait que l'on peut se demander à quoi peuvent servir de «bons principes» dont on peut faire un usage aussi désastreux, cela excuse-t-il d'avoir ignoré des faits historiques connus et d'avoir attaché de l'importance aux conclusions de «l'expert non officiel» qu'était Faurisson? En fait, Quadruppani estime qu'il aurait suffi dans *La Banquise* «d'un paragraphe pour dire que Faurisson était un hurluberlu dangereux qui développait une argumentation antisémite [et] l'affaire aurait été réglée». Mais visiblement, il était loin de penser cela, à l'époque. En effet, Faurisson le passionnait encore tant, qu'il ira jusqu'à publier des pages entières des lettres inédites de celui-ci dans son livre *Catalogue du prêt à penser depuis 68*⁴⁶ en annexe à un texte consacré aux idées du personnage.

Quadruppani explique cette «rupture molle» par le fait qu'à *La Banquise* «on prenait [...] son temps pour traiter de toutes sortes de questions, en utilisant le savoir de spécialistes». Pourtant, tout dans leur attitude de l'époque montre qu'ils ont méprisé le savoir des historiens. D'ailleurs, Quadruppani se contredit dans la suite du texte, lorsqu'il reconnaît qu'un «effort documentaire minime [leur] aurait montré ce qu'ils ont] depuis pris le temps de vérifier, à savoir que sur ce sujet-là comme sur le reste, Faurisson est un faussaire». Quant à ce qui est de «prendre son temps», Quadruppani et son équipe l'ont visiblement largement pris puisque les cinq années écoulées entre le début de l'affaire Faurisson en 1978 et le numéro 2 de *La Banquise* de 1983 ne leur ont pas suffi pour trouver une vérité connue de tous !

Du génocide... à la Sécurité sociale

Quand Dauvé revient en 1996, dans *Bilan, contre-bilan*, sur le texte bordiguiste *Auschwitz ou le grand alibi* dont nous avons vu le rôle dans la constitution de la théorie que va développer *La Guerre sociale* sur la Seconde Guerre mondiale il ne défend plus ce texte qu'il estime «borné», mais il refuse d'y voir «l'origine des dérives négationnistes ultra-gauches», car, écrit-il, ce texte «ne nie nullement l'antisémitisme systématique des nazis». C'est une façon de jouer sur les mots. En effet, ce texte explique l'extermination des Juifs par la volonté de la petite bourgeoisie allemande menacée de disparition à cause de la crise économique et de la concentration du capital de se sauver en supprimant la petite bourgeoisie juive. Alors, «La haine des juifs, loin d'être la raison *a priori* de leur destruction, n'est que l'expression [du]

désir de délimiter et de concentrer sur eux la destruction». Dans ce schéma, les nazis ne sont plus que les exécutants d'une nécessité historique résultant «directement de la contrainte économique» et les Juifs ne sont pas exterminés parce que Juifs.

On voit que si cette conception n'est pas négationniste, elle prépare bien le terrain au discours faurissonien sur les chambres à gaz, en niant l'importance de l'antisémitisme dans l'idéologie nationale-socialiste et la volonté nazie d'extermination des Juifs.

Il est, par ailleurs, assez cocasse de voir Dauvé railler «les bordiguistes [qui] ont brodé pendant des dizaines d'années» sur ce thème, alors que lui-même a publié *Auschwitz...* au début des années septante dans son bulletin *Le Mouvement communiste* et que l'influence de ce texte est encore massivement présente dans la prétendue réflexion qu'il mènera, avec Quadruppani, dans *La Banquise*. En atteste la formule de l'article *L'Horreur est humaine*: «Mis en fiches et cartes par la Sécurité sociale et tous les organismes étatiques et par-étatiques, l'homme moderne juge particulièrement barbare le numéro tatoué sur le bras des déportés. Il est pourtant plus facile de s'arracher un lambeau de peau que de détruire un ordinateur»⁴⁷ qui rappelle directement le passage suivant extrait d'*Auschwitz ou le grand alibi*: «Si on montre les abat-jour en peau d'homme, c'est pour faire oublier que le capitalisme a transformé l'homme vivant en abat-jour. Les montagnes de cheveux, les dents en or, le corps de l'homme mort devenu marchandise doivent faire oublier que le capitalisme a fait de l'homme vivant une marchandise.»

Concernant *L'Horreur est humaine*, Quadruppani reconnaît que cet article «peut choquer» par son «arrogance et [son] goût polémique». C'est un peu court pour le passage que nous venons de citer. La comparaison est hallucinante: comment peut-on comparer l'horreur infligée aux Juifs à l'attribution d'un numéro de Sécurité sociale ? Le tatouage d'un numéro sur le bras des Juifs faisait partie d'un processus devant conduire à leur élimination physique, ce qui n'est pas le cas pour l'assuré social ! Tenter d'excuser ces propos au nom d'un mauvais goût «si présent en milieu radical» n'est pas acceptable; pas plus que de les justifier, comme le fait Quadruppani, en prétendant qu'il s'agissait, à l'époque, de nier «qu'il puisse y avoir une horreur absolue, plus horrible que toutes les autres⁴⁸». Ce n'est pas du tout le sens de ce passage qui empêche toute définition de ce qu'est une horreur en classant sous ce terme des choses totalement différentes. À la fin, on en arrive à la conclusion délirante que tout se vaut, la condition des Juifs victimes du génocide et celle de l'assuré social, au prétexte que tout le mal est dans le capitalisme.

La vérité n'est pas au rendez-vous

On le voit, sur des points essentiels, la vérité est loin d'être au rendez-vous. À la place de réelles explications, sont présentées des excuses censées diminuer les responsabilités, comme ce désir de choquer, d'être infréquentable, dont nous venons de parler et qui

revient sous la plume de tous les auteurs du livre *Libertaires et ultra-gauches contre le négationnisme*. C'est là-dessus que Gilles Perrault base sa préface de l'ouvrage en relevant que «l'ultra-gauche ne brille pas toujours par le bon goût» et possède «l'amour du paradoxe propre aux minorités infimes». De plus, Perrault minimise l'importance de «la formule choc, sinon chic» au prétexte qu'elle «n'épatera que les cinq cents lecteurs d'une publication aussi éphémère que confidentielle». Quadrupani insiste, lui aussi, sur «la diffusion extrêmement confidentielle» de sa revue *La Banquise*.

En gros, on nous laisse entendre qu'au fond tout ce qui pouvait bien s'écrire dans ces revues n'est pas vraiment à prendre au pied de la lettre, ni trop au sérieux, venant d'un milieu où la «place [tenue par] l'amitié, le goût des farces de potache et les beuveries [est] énorme⁴⁹». Lavacquerie, le troisième auteur de *Libertaires et ultra-gauches...*, souligne un laisser-aller de rigueur dans des groupes dont «l'activité révisionniste [...] se résumait à 2 % de théorie et 98 % de conversations de bistrots et de querelles sémantiques». Comme si cela ne suffisait pas, ce dernier n'hésite pas à parler d'«une grande niaiserie» chez ces «radicaux, tributaires de leurs schémas mécanistes et hyper rationalistes [qui] écrivirent tant de bêtises dogmatiques sur la question des camps». Voilà brossé un portrait peu reluisant de l'ultra-gauche par certains de ses membres-mêmes. Ce qui ne les empêche nullement, après s'être employés à se disqualifier de pareille manière, d'affirmer, comme Quadrupani le fait crânement, avoir «sur l'essentiel [...] vu juste» !

De même, l'«avocat de la défense» Lavacquerie invite à la lecture de «l'article passionnant de *La Banquise* n° 2 qui explique très bien la genèse de l'embrouille», alors que nous avons vu quel pénible exercice de desembourbement était cet article. Il faut dire qu'à son tour, Lavacquerie n'hésite pas à présenter, dans le corps même de son plaidoyer, des théories catégoriques frappées au coin de l'approximation. En effet, il renvoie dos à dos «les révisionnistes et les tenants de la *Shoah Business*» qui ont «réussi à faire de cette question une question maudite et sont les piliers d'une idéologie biface où il faut croire au mensonge juif ou à l'antisémitisme naturel des goyim». Peut-on accepter de voir présentés comme les deux faces d'une même idéologie la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) et les négationnistes ?

Certainement pas, parce que l'action des premiers, quoi qu'on puisse en penser, se base sur le génocide réel des Juifs, alors que celle des seconds s'appuie sur un mensonge absolu. De toute façon, on voit mal ce que vient faire ce procès à la LICRA accusée d'une «attitude totalitaire» qui permettrait aux négationnistes «de prétendre qu'on les persécute» dans un texte censé éclaircir les raisons de la dérive négationniste d'une partie de l'ultra-gauche. Comme on peut rester pensif devant le besoin de parler à propos de l'action de la LICRA «de véritable détournement de cadavres».

Ce livre a entraîné une vive polémique et cela n'est guère étonnant après la brève analyse que nous venons d'en faire. En effet, cet ouvrage n'est ni rigoureux, ni précis, ni très honnête. Sous un titre qui entraîne dans la sombre affaire du négationnisme ni plus ni moins que deux courants politiques, on ne découvre que les explications tordues d'individus qui essaient de solder un passé bien encombrant, sans vraiment tout liquider. À ce petit jeu, Gilles Dauvé est carrément sidérant et présente un étrange cas de dédoublement de la personnalité. Tout au long de son *Bilan, contre-bilan*, il stigmatise l'attitude de «ces curieux révolutionnaires» qui «se voulaient détenteurs d'une vérité enfin utile» et soutenaient un Faurisson «dont il n'est nul besoin d'être chasseur de nazi professionnel pour discerner l'antisémitisme flagrant», sans jamais dire qu'il a été un de ces «révolutionnaires» et qu'il a soutenu Faurisson !

Au fond, que ces deux personnages aient été peu ou prou et plus ou moins longtemps révisionnistes n'intéresse certainement pas tous les lecteurs qui, comme nous, ont fait l'acquisition de ce livre à cause de son titre. Si ces deux-là se retrouvent sous les feux de la rampe, c'est qu'ils s'y sont eux-mêmes placés. Ce qui surprend le plus c'est que Reflex, groupe anti-fasciste radical, se soit fait l'éditeur d'un livre leur donnant la parole sur un sujet aussi brûlant, sans autres précautions: vérifications des dires, avertissement au lecteur, éléments pour comprendre une affaire déjà datée⁵⁰. De plus, il aurait fallu faire un choix: soit donner l'occasion à Quadruppani et Dauvé d'une véritable autocritique, soit présenter le point de vue des libertaires et de l'ultra-gauche sur le sujet, qui est – rappelons-le tout de même ! – pour l'essentiel d'entre eux, de s'être toujours opposés au délire négationniste.

L'opinion de Louis Janover

Louis Janover a écrit un livre, *Nuit et brouillard du négationnisme*, pour rappeler que l'ultra-gauche, à laquelle il se rattache, ne s'est jamais compromise avec des idées d'extrême droite, dans lequel il regrette que «deux suspects n'aient pas hésité pour se défendre à faire croire que tout le milieu avait été contaminé avec eux». Pour lui, des «petits malins» en mauvaise posture n'ont pas hésité, pour s'en sortir, à mettre tout le monde dans le bain. En l'occurrence, Reflex aurait été l'instrument idéal, à cause de son label antifasciste, avec la publication d'un livre se situant «au cœur [d'un] dispositif d'autojustification».

On peut le suivre lorsqu'il écrit que l'ultra-gauche tentée par le négationnisme, constituée de «rescapés du gauchisme soixante-huitard» et du «VRP gauchiste de la Vieille Taupe», n'est pas la même que la «mouvance ultra-gauche traditionnelle» qui a toujours été antifasciste. Toutefois, il n'existe pas, à notre connaissance, de réelle frontière entre les deux.

En témoignage, le tract *Les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis*⁵¹, que Janover signait, en 1992, avec deux des auteurs des

textes du livre *Libertaires et ultra-gauche...* leur servant avec les autres signataires «de caution». Ne serait-ce qu'à cause de cela, Janover ne devrait pas considérer, comme il le fait, «dérisoires» les textes incriminés et parler à leur sujet de «palimpsestes depuis longtemps racornis ou même tombés en poussière», et il devrait saisir cette occasion pour s'interroger sur «les faiblesses propres au milieu ultra-gauche», évoquées, ironie ! dans le tract *Les ennemis...* qui utilisait justement ces faiblesses pour couvrir les écrits passés de certains des signataires !

Janover préfère constater «l'effet dévastateur de cette polémique» sur les milieux libertaires et ultra-gauches. Car, dit-il, ce cafouillage est une merveilleuse occasion donnée aux «démocrates bien-pensants» de laisser entendre que toute critique de la démocratie parlementaire et de l'antifascisme est suspecte, comme, donc, toute pensée libertaire et ultra-gauche porteuse de cette critique.

Sans cela, il n'y aurait eu, selon lui, «aucune raison de s'attarder sur ce mauvais polar». L'exploitation qui a été faite de cette affaire, par exemple complaisamment étalée dans *Le Monde*, est réelle.

Mais le «mauvais polar» dont parle Janover a bien été «écrit» par un milieu incapable de repérer et de régler lui-même ses problèmes.

Dans ce «procès» fait à l'ultra-gauche, Janover prête le rôle d'accusateur à l'écrivain de romans policiers Didier Daeninckx, qui a consacré plusieurs ouvrages à ce sujet.

L'intervention de Didier Daeninckx

C'est tout d'abord, en tant qu'écrivain de polars que Daeninckx va intervenir en se renseignant sur Dauvé, à la demande du directeur de la collection *Le Poulpe*, à qui un manuscrit de celui-ci avait été donné par Quadruppani pour publication. Son «enquête» l'a amené à découvrir les éléments démontrant les activités révisionnistes de Dauvé, et conséquemment de Quadruppani, et à souligner l'ambiguïté de leurs explications récentes et leurs omissions. Toute cette affaire va agiter les milieux antifascistes et le milieu du polar (Quadruppani est aussi auteur de polars). Dès lors, cette histoire prendra une dimension «microcosmique» avec rumeurs, lettres «privées» largement rendues publiques, pétitions lancées pour soutenir Quadruppani, menaces de cassage de gueule à l'endroit de Daeninckx, etc.

Certains vont refuser à Daeninckx le droit de s'exprimer sur ce sujet, au prétexte qu'un ex-membre du Parti communiste français, toujours sympathisant, n'aurait de leçons à donner à personne; il se verra accuser de mener un procès stalinien. On peut certes se poser des questions sur les motivations et la légitimité de Daeninckx à jouer le rôle de «justicier» qui est le sien dans cette affaire, mais cela n'annule pas la véracité de l'essentiel de ses affirmations qui sont accablantes pour les auteurs de *Libertaires et ultra-gauche...* Ceci dit, les livres de Daeninckx ne sont pas sans défauts. Ainsi, s'il s'est livré à un travail ultra-détaillé concernant les personnalités de Dauvé et

Quadruppani, il ne s'est guère exprimé sur le sens à donner à leur dérive révisionniste. On perçoit pourtant la thèse de Daeninckx qui est que l'ultra-gauche abriterait des fascistes en son sein, des gens qui auraient tout intérêt à semer la confusion. Mais cela n'est jamais clairement dit, ni prouvé: Daeninckx laisse entendre plus qu'il n'affirme. De plus Daeninckx, dans sa démonstration, fait mention de documents qui n'ont pas été publiés, comme par exemple des brouillons de textes, pour porter certaines de ses accusations. Son action est apparue comme une sorte de croisade qui prenait, parfois, une drôle d'allure. Ainsi, dans le livre collectif, *Négationnistes: les chiffonniers de l'histoire*, qu'il a dirigé, on trouve un texte ébouriffant du directeur de la revue catholique *Golias* dont l'article *La Bête et son nombre* tente de démontrer une sorte de sous-bassement satanique au négationnisme au prétexte, entre autres, que certains négationnistes ou supposés tels «écrivent le mot Dieu avec une minuscule pour rabaisser le caquet de l'Enflure céleste».

L'antifascisme dans la tourmente

Dans toute cette affaire, Didier Daeninckx n'est pas un enquêteur neutre, à la fois à cause de sa profession d'écrivain et de son appartenance politique. Louis Janover voit en lui un de ces antifascistes «bien-pensants» représentant du «nouveau discours consensuel fondé sur le devoir de mémoire antifasciste⁵²» et dans son action une volonté de faire place nette de tout antifascisme s'inscrivant dans une remise en cause générale de la société. Cette hypothèse n'est pas absurde. Depuis l'émergence du Front national, la question de l'antifascisme en France est venue, à point nommé, boucher les trous de l'idéologie d'une gauche singulièrement épuisée. L'épouvantail frontiste a été très utile pour faire avaler de nombreuses couleuvres au «peuple de gauche» français (répression contre les sans-papiers, politiques sécuritaires, etc.) et aider une gauche en déroute à se définir, même si c'est en «négatif». Cette affaire du négationnisme de gauche prend donc place dans le contexte plus large de l'antifascisme français et doit aussi être comprise comme un moyen dans les combats qui s'y mènent. Rien d'étonnant à ce que Daeninckx, très proche du parti communiste et membre éminent de Ras l'front, s'y trouve mêlé. D'ailleurs il a, dans le fil de cette affaire, fait paraître un plaidoyer pour la loi Gayssot⁵³ qui punit les écrits et les propos racistes. Cet antifascisme qui s'impose par la loi est celui qui est prôné par le Parti communiste français, dont fait partie Jean-Claude Gayssot, initiateur de la loi qui porte son nom.

Mais il faut croire que Daeninckx est aussi animé par une réelle volonté de dénicher la vérité derrière des apparences parfois trompeuses. Pour preuve, on doit relever qu'il s'efforce aussi de mettre à jour le rôle joué par des personnes censées appartenir au même camp que lui. C'est le cas de l'écrivain Gilles Perrault auquel Daeninckx s'est intéressé après qu'il ait préfacé *Libertaires et ultra-*

gauche contre le négationnisme. Cela l'a amené à porter de très graves accusations contre Perrault, regroupées dans *Le Goût de la vérité: réponse à Gilles Perrault*⁵⁴. Le contenu de ce livre n'est certes pas fait pour cimenter le bloc des antifascistes «bon teint», alors qu'il sépare, pour longtemps, Daeninckx et Perrault qui étaient amis jusque-là (le premier admirant même grandement le second), naviguaient dans les mêmes eaux politiques⁵⁵, et se côtoyaient à Ras l'front.

La frontière séparant deux antifascismes, l'un radical, l'autre «démocratique», n'est pas la seule, et elle n'est pas non plus tout à fait rectiligne. En témoigne le rôle joué par Gilles Perrault qui se retrouve préfacier du livre édité par Reflex, alors qu'il personnifie, comme le dit Janover, «la quintessence de l'idéologie flexible de l'intelligentsia de gauche». Est-ce justement cette caution-là que sont allés chercher les auteurs de *Libertaires et ultra-gauche contre le négationnisme*, soudain avides de «respectabilité» ? Perrault espérait-il œuvrer pour son camp en participant, comme le dit Janover, à une entreprise de démolition de la pensée antifasciste révolutionnaire ? Ou ce dernier n'a-t-il jamais abandonné, comme le laisse entendre Daeninckx, ses premiers amours idéologiques d'extrême droite ?

On le voit, beaucoup de questions restent encore sans réponse. S'il n'est pas possible de maîtriser les interventions extérieures, qu'elles soient le fait d'adversaires politiques ou de provocateurs, on est en droit par contre d'attendre des groupes libertaires, antifascistes... un peu plus de rigueur. Celle-ci passe tout d'abord par l'information et c'est le sens de ce dossier mais aussi par une attitude personnelle et collective plus critique vis-à-vis d'un certain nombre de personnalités «vedettes» dont la notoriété ne doit pas remplacer la cohérence et surtout l'honnêteté qu'on est en droit d'attendre de chacune et chacun.

J. Valjak et M. Argery

Notes

33. *Le Monde*, 21 février 1979.

34. *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire. La question juive des chambres à gaz*, Paris, La Vieille Taupe, 1980.

35. Sur ce sujet, voir l'appendice de Faurisson et de Chomsky qu'y consacre Pierre Vidal-Naquet dans son livre *Un Eichmann de Papier* in *Les Juifs, la mémoire et le présent*, Esprit, 1981 et les *Réponses inédites à mes détracteurs parisiens* de Noam Chomsky, Paris, Spartacus, 1984.

36. Au départ, se trouvent rassemblés sous ce nom des organisations se réclamant de la Gauche italienne bordiguiste et du conseillisme, mouvement marxiste anti-autoritaire, issu du socialisme allemand des années vingt représenté par Rosa Luxembourg, P. Mattick, Pannekoeck, etc., qui préconisent le pouvoir des conseils ouvriers. Aujourd'hui, on a tendance à classer sous cette appellation toute une galaxie de groupes radicaux puisant dans cette tradition,

mais aussi influencés par certains penseurs libertaires (Stirner) ou des mouvements comme l'Internationale situationniste. En gros, il s'agit de tout ce qui est à gauche de l'extrême gauche et qui n'est pas anarchiste. On ne peut pas réellement parler de courant politique, car les divers groupes dits «ultra-gauches» ne s'apprécient pas forcément entre eux, ni ne se reconnaissent comme faisant partie d'un même ensemble. D'après le *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours* de Roland Biard, Belfond, 1978.

37. Cet intérêt pour Rassinier n'est pas nouveau chez Guillaume qui, déjà à la fin des années soixante, dit à qui veut l'entendre tout le bien qu'il pense de cet auteur.

38. François-Georges Lavacquerie, «L'ultra-gauche dans la tourmente révisionniste» in *Libertaires et ultra-gauches contre le négationnisme*, Paris, Reflex, 1996.

39. Tendances bordiguiste ou Gauche italienne: «tendance marxiste se référant aux thèses d'Amadeo Bordiga». Ce dernier fut le chef de file d'une fraction minoritaire au sein du Parti socialiste italien, puis du Parti communiste italien. Pour lui, le «Programme communiste» dont est dépositaire le Parti, a été élaboré une fois pour toutes par Marx dans le *Manifeste*. Sa dénonciation de la mainmise de l'Internationale Communiste sur les partis communistes européens et son soutien à Trotski en 1930 lui vaudront d'être exclu de l'Internationale et du Parti. Malgré le retrait politique de Bordiga jusqu'en 1945, un courant bordiguiste important va se développer dans de nombreux pays entre les deux guerres. «Figée sur des positions immuables, [...] la gauche italienne attend des masses la reformation du Parti Communiste authentique». D'après le *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours* de Roland Biard, Belfond, 1978. Les citations sont extraites de ce livre.

40. «De l'exploitation dans les camps de concentration à l'exploitation des camps», *op. cit.*

41. «De l'exploitation dans les camps de concentration à l'exploitation des camps», *op. cit.*

42. «Table rase de la confusion», in *Libertaires et ultra-gauches...*, *op. cit.*

43. Comme l'atteste un texte interne à *La Guerre sociale*, publié dans *La Banquise*, n° 2, 1983.

44. Cité par Didier Daeninckx, *Le Jeune Poulpe contre la vieille taupe*, Paris, Bérénice, 1997.

45. Cité dans «Le Roman de nos origines», in *La Banquise*, n° 2, 1983.

46. Paris, Balland, 1983.

47. *La Banquise*, n° 1, 1983.

48. *Libertaires et ultra-gauches contre le négationnisme*, *op. cit.*

49. François-Georges Lavacquerie, *L'Ultra-gauche dans la tourmente révisionniste*, in *Libertaires et ultra-gauche...*, *op. cit.*

50. En effet, l'énorme partie des lecteurs (pensons aux jeunes ou aux provinciaux) se retrouvent devant un livre qui parle de revues qu'ils ne pouvaient avoir lu et qu'ils ne pouvaient quasiment pas se procurer.

51. Tract qui marquait un refus net du négationnisme jugé comme «une extravagante variante d'antisémitisme».

52. Louis Janover, *Nuit et brouillard du négationnisme*, Paris, Paris-Méditerranée, 1996.

53. Didier Daeninckx, Valère Staraselski, *Au nom de la loi*, Paris, Bérénice, 1998.

54. Dans cet ouvrage, publié par Verdier en 1997, Daeninckx s'attache à éclairer les zones d'ombres de la biographie de Gilles Perrault: sa sympathie pour les idées d'extrême droite qui le pousseront à s'engager dans les parachutistes pendant la guerre d'Algérie et dont on trouve des traces dans ses premiers livres, ses liens avec les services secrets français qui «alimentent» son œuvre littéraire, etc. Nous ne traiterons pas ici du contenu de ce livre qui ne fait pas directement partie de notre problématique.

55. Ils sont tous les deux membres de la *Société des Amis de l'Humanité*, quotidien du Parti communiste français.

Ni patrie ni frontières

Une question à creuser ?

Je souhaiterais apporter quelques nuances par rapport à l'analyse développée dans «De l'affaire Faurisson à *La Guerre sociale*» sur deux points: le traitement des positions de Dauvé-Quadruppani et l'appréciation de l'articlelet («Auschwitz ou le Grand Alibi») publié par le Parti communiste international puis repris par toutes sortes de gens, y compris des négationnistes.

Il est significatif que les critiques de ce texte exécrationnel (y compris des universitaires chevronnés) en citent toujours quelques phrases chocs (et nauséabondes) mais ne s'interrogent pas sur les positions politiques qui le sous-tendent, positions qui ont une longue histoire. Il est vrai que cela supposerait de s'intéresser aux origines du Parti communiste italien, à tout le travail théorique et au combat politique de Bordiga et ses camarades à l'intérieur puis à l'extérieur de l'Internationale communiste, aux débats entre sociaux-démocrates et communistes sur le rôle des réformes, la conception du socialisme et du communisme, etc. Vaste tâche, souvent ardue en raison du style particulier de Bordiga ou de ses «disciples» (rappelons que les textes de la Gauche communiste italienne n'étant pas signés, on attribue «Auschwitz ou le Grand Alibi» à Bordiga, alors qu'il n'en est pas l'auteur).

Il existe bel et bien des passerelles **possibles** (mais certainement pas automatiques) entre un certain anticapitalisme de gauche ou d'extrême gauche, certaines analyses marxistes de la question juive, certaines formes d'antisémitisme (pas toutes) d'un côté, et, de l'autre, l'anticapitalisme d'extrême droite et l'antisémitisme. Mais ces passerelles, jamais le Parti communiste international (dit «bordiguiste») qui publia le premier «Auschwitz ou le Grand Alibi», ne les a empruntées. Pas plus que Dauvé et Quadruppani, dans leurs écrits (cf. pp. 288-296 dans ce livre).

En réalité, ce qui pose problème chez ces deux derniers auteurs (et surtout chez Dauvé qui a beaucoup plus écrit que son compagnon d'infortune), en dehors des critiques énoncées dans «A propos de Libertaires et ultragauches contre le négationnisme» et «De quelques comparaisons absurdes de La Banquise sur la question juive et le sionisme», c'est leur analyse de la démocratie «bourgeoise», voire de la démocratie tout court. En cela, sans doute, ils ont, tout en défendant des positions antiléninistes (et donc hostiles à l'idée d'un Parti omniscient qui posséderait la science marxiste et devrait diriger la révolution), conservé quelque chose de cette hostilité irréductible à toute démocratie, hostilité qui s'exprime dans les textes de Bordiga, et la croyance en la possibilité d'une sorte de communisme immédiat après le «Grand Soir». Si l'on gratte un peu, il n'est pas sûr que les critiques anarchistes les plus radicales de l'État et du parlementarisme soient si éloignées que cela des analyses ultragauches qui semblent hérisser si fort les camarades suisses de la CNT-AIT... Une question à creuser ? Y.C.

Limites de l'antisionisme et antisémitisme de gauche

Cette troisième partie regroupe des textes polémiques écrits pour la revue *Ni patrie ni frontières* (à part un article de deux camarades polonais et un texte de Stephan Grigat – un *Antideutsch* dont nous ne partageons pas les positions ultramodérées sur Israël – traduit de l'allemand par Céline Juin et qui avait été diffusé sur Internet).

Nous nous interrogeons sur la nature d'Israël et du sionisme, sur les passerelles entre idées d'extrême droite et idées d'extrême gauche (voire d'«ultragauche»), entre anticapitalisme de gauche et de droite, et sur les liens possibles (mais pas automatiques) entre antisémitisme et antisionisme.

Notre objectif n'est pas d'alimenter une polémique contre les marxistes ou les anarchistes (qui auraient toujours eu des tendances antisémites) ou contre les antisionistes (qui seraient forcément tous antisémites).

Notre but est tout autre: nous avons essayé, à travers de nombreux exemples concrets pris dans la propagande «gauchiste» ou dite «propaléstinienne», de montrer à quel point les «révolutionnaires» actuels renient de plus en plus leurs principes: solidarité internationale des prolétaires contre leurs exploiters respectifs, indépendance vis-à-vis de l'Etat, critique du nationalisme, etc.

Pour terminer nous nous sommes intéressés à la façon dont la gauche multiculturaliste et une partie de l'extrême gauche ont traité l'assassinat barbare d'Ilan Halimi. Les arguments avancés par certains intellectuels ou militants montrent à quel point la confusion politique et théorique règne dans les esprits, y compris sur une question aussi simple à dénoncer qu'un meurtre antisémite.

Ni patrie ni frontières

Onze points de démarcation sur la prétendue «question juive», la nature du sionisme et l'État d'Israël

1. Au Moyen-Orient et au Proche-Orient, comme dans d'autres aires géographiques où le capitalisme n'a pas pu se développer autant qu'en Europe et en Amérique, en l'absence de luttes significatives de la classe ouvrière pour la révolution sociale, la question nationale a pris au XX^e siècle une place centrale. C'est dans ce cadre complexe qu'il faut analyser la question de la Palestine et d'Israël.

2. Le peuple juif a autant de droits qu'un autre peuple (y compris donc le peuple palestinien) à bénéficier d'un cadre étatique national qui lui soit propre. Même si l'on peut déplorer que les prolétaires israéliens et palestiniens ne luttent pas ensemble pour la révolution socialiste, pour un État binational, ou, mieux encore, pour une Fédération socialiste de tout le Moyen-Orient, force est de constater que la moins mauvaise des solutions, dans le cadre du système capitaliste actuel, semble être l'existence de deux États séparés dont les frontières restent à définir pour permettre un accès égal à toutes les ressources naturelles d'Israël-Palestine, y compris l'accès à l'eau et à la mer. Cela rendrait peut-être possible une clarification des antagonismes de classe sur le terrain et permettrait peut-être que les sans réserves et les exploités luttent pour leurs propres intérêts, et non derrière leurs bourgeoisies nationales respectives.

3. La plupart des analyses marxistes de la prétendue «question juive» mènent à une impasse et ne permettent de comprendre
– ni l'histoire du peuple juif, ou des peuples juifs (histoire réduite à une identification erronée entre judaïsme et circulation de l'argent au

sein des sociétés précapitalistes, ou entre petite-bourgeoisie commerçante et peuple juif),

- ni l'existence du sionisme (réduit à une idéologie religieuse n'ayant aucune dimension nationale),

- ni celle de l'État d'Israël (réduit à un avant-poste éphémère de l'impérialisme occidental).

4. Une bonne partie des États du Proche et du Moyen-Orient doivent leur existence aux manœuvres des puissances impérialistes rivales (France, Grande-Bretagne, États-Unis) qui se sont divisé ces régions et continuent à jouer un État contre l'autre pour des raisons économiques (pétrole, marchés, etc.) et/ou géostratégiques. En ce sens, Israël n'est pas plus une «marionnette de l'impérialisme» que l'Irak, le Koweït, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, le Liban ou l'Égypte, voire l'Iran ou la Syrie.

On ne peut dénoncer systématiquement une de ces «marionnettes» (Israël) sans dénoncer les autres. C'est pourtant ce que font, de fait, l'extrême gauche, les anti-impérialistes et les antisémites, le plus souvent. Cette attitude aboutit à soutenir certains États qui avancent des discours nationalistes contre d'autres, et elle désarme les prolétaires israéliens, arabes, turcs, kurdes, iraniens, etc., face à leurs propres bourgeoisies.

5. Ceux qui accusent Israël, État théocratique et colonialiste, d'être aujourd'hui un État «raciste» ne font que reprendre à leur compte une argumentation mise au point par les staliniens soviétiques. En langage codé, cette argumentation a entretenu et avivé l'antisémitisme en URSS et dans les démocraties populaires, et perpétué l'antisémitisme dans les pays arabes, musulmans, voire dans les pays occidentaux, sous diverses formes.

La comparaison entre Israël et l'Afrique du Sud fait partie de ce même type de propagande facile, pour esprits paresseux, faisant appel à la bonne conscience antiraciste et à la culpabilité de l'Homme blanc, qui se repent d'avoir été colonialiste dans le passé, mais «oublie» que les impérialismes occidentaux continuent aujourd'hui à piller l'Afrique, et y financent des guerres civiles permanentes quand ce n'est pas des génocides comme au Rwanda.

Israël n'est pas un État plus raciste que la France, la Suisse, la Suède, le Japon ou les États-Unis. L'arme de l'antiracisme, à force d'être utilisée dans toutes les circonstances, finit par être complètement émoisée et risque de n'avoir plus aucune efficacité.

6. Il est criminel de comparer Israël à l'Allemagne nazie, Sharon à Hitler et Jenine au ghetto de Varsovie. La nazification d'un ennemi politique ne fait qu'obscurcir la lutte contre cet adversaire et rendre plus difficile le combat contre lui. Pour ne prendre qu'un exemple français, souvenons-nous de ceux qui présentèrent de Gaulle comme

un «fourrier du fascisme» pendant la Seconde Guerre mondiale ou après 1958. Leur analyse politique s'est-elle révélée juste ? De Gaulle était certainement un ennemi des travailleurs, mais il n'a pas instauré le fascisme en France.

Dans le cas d'Israël, cette méthode se double d'un procédé crapuleux qui puise sa source dans un antisémitisme et un antijudaïsme séculaires dans les sociétés européennes ou proche et moyen-orientales. Et rien ne sert, pour justifier ces procédés, de se réclamer des écrits ou des discours de Juifs antisionistes ou d'antisionistes israéliens.

7. En effet, un militant juif qui se bat en Israël ne s'exprime pas dans les mêmes termes qu'un militant non juif qui lutte pour la «justice en Palestine» en dehors d'Israël. Il est parfaitement normal qu'un militant israélien rappelle à ses compatriotes que le bombardement de Jénine, le tatouage de numéros sur la peau des prisonniers palestiniens, l'enterrement vivant de civils palestiniens dans leurs maisons lui évoquent de sinistres souvenirs. Par contre, ce type de comparaison avec le nazisme est inadmissible dans d'autres pays qu'Israël ou dans la bouche de non-Juifs.

Tout le monde sait que les Juifs racontent des blagues antisémites, les Africains des blagues contre les «Noirs», et les Arabes des blagues anti-arabes. Lorsqu'un Européen ou un Américain «blanc» les raconte, ces mêmes blagues n'ont pas du tout la même portée.

Pourquoi en irait-il différemment des arguments politiques sérieux s'appliquant à des conflits aussi dramatiques et sans issue immédiate que celui de Palestine ?

8. En France, le racisme anti-Juifs est aussi répugnant que le racisme anti-Arabes. L'un n'est pas «moins grave» que l'autre, comme le prétendent à mots couverts ou ouvertement de nombreux gauchistes, au nom d'un déséquilibre ouvertsable (il y a, en effet, bien plus d'actes violents et meurtriers contre des Maghrébins que contre des Juifs, quoique prétendent les dernières statistiques qui ne comptabilisent pas les «bavures» policières au titre d'actes racistes contre les jeunes immigrés ou les Français d'origine étrangère). Les actes antisémites en France sont aussi condamnables que la discrimination raciale et les assassinats légaux (par des policiers français) dont sont victimes ici les travailleurs venus du Maghreb, leurs enfants ou leurs petits-enfants.

En Israël, la haine des intégristes juifs ou de certains sionistes contre les Arabes et les Palestiniens est aussi méprisable que la haine des intégristes ou des nationalistes musulmans contre les Juifs ou les Israéliens. L'une n'est pas plus admissible que l'autre, sous prétexte qu'elle serait une «réaction compréhensible» ou une expression déformée du «sentiment national» et de la révolte des Palestiniens contre la colonisation israélienne.

9. L'antisionisme n'est pas automatiquement synonyme d'antisémitisme. Les gouvernants de l'État d'Israël sont parfaitement malhonnêtes quand ils se livrent à cet amalgame, de même que tous les intellectuels spécialistes de la «judéophobie» qui essaient d'empêcher un débat serein sur les effets catastrophiques et criminels de la politique des gouvernements israéliens, travaillistes, conservateurs ou d'union nationale.

Une fois cela dit, ceux qui critiquent la politique de l'État d'Israël en dehors de ses frontières ont une responsabilité particulière, surtout quand ils militent dans un pays comme la France, qui a envoyé 70 000 Juifs à la mort sans que la moindre manifestation soit organisée contre ces déportations, dont les autorités ont nié pendant quarante ans leur participation au génocide et qui a derrière lui un long passé antisémite bien antérieur à l'Affaire Dreyfus. Critiquer sans pitié la politique de l'État d'Israël (comme de tous les États): oui, mais pas en ignorant le poids, l'ambiguïté ou la portée de certains arguments dans la bataille politique en France.

Un seul exemple: de nombreux antisionistes parlent d'un complot des médias et des sionistes contre eux. Non seulement, ce jugement est discutable (en tout cas en France) mais en plus il faut être particulièrement aveugle pour ne pas se rendre compte que ce type d'argument va dans le sens du mythe antique du «complot juif».

10. On ne peut prétendre soutenir les droits du peuple palestinien en défilant aux côtés des pires ennemis du prolétariat, que ce soit le Hamas, les islamistes ou les groupuscules d'extrême droite ou fascistes français.

11. L'Autorité palestinienne est tout autant l'ennemi du peuple palestinien que l'État d'Israël est l'ennemi des travailleurs juifs, ou que l'État français est l'ennemi du prolétariat français.

(Y.C., *Ni patrie ni frontières* n° 8-9, mai 2004)

Ni patrie ni frontières

Qu'entend-on exactement par «destruction» de l'Etat d'Israël ?

Si l'on prend au sérieux ceux qui prônent la «destruction de l'Etat d'Israël», il faut envisager concrètement à quoi cela pourrait mener.

Je vois pour ma part 5 possibilités:

a) Un «gouvernement ouvrier et paysan» s'appuyant sur des «milices ouvrières et paysannes», juives et palestiniennes (on serait alors dans une dynamique «transitoire» et pré-révolutionnaire, inspirée du *Programme de transition* de Trotsky).

b) Une révolution socialiste: il ne s'agit alors pas seulement de détruire l'Etat sioniste mais aussi les États libanais, jordanien et syrien, pour ne parler que des plus proches.

c) Un Etat laïc binational, respectant les droits des minorités, religieuses ou ethniques, quelles qu'elles soient. En clair: il s'agit de démocratiser Israël et de faire une sorte de Grande Palestine, mais avec les deux peuples. L'Etat sioniste actuel fusionnant avec l'Autorité palestinienne, au détriment des projets intégristes, juif-sioniste et musulman.

d) Une République palestinienne qui respecterait les droits démocratiques des Juifs en tant que minorité ethnique-religieuse. L'Autorité palestinienne prendrait alors la place de l'Etat sioniste. Pour cela, il faudrait qu'Arafat [et aujourd'hui Mahmoud Abbas, Y.C.] respecte déjà les droits de l'homme dans son propre territoire, coupe tous liens politiques avec les intégristes et tous liens financiers avec les États arabes qui ont financé l'OLP pendant des dizaines d'années. Vaste programme...

e) Sinon, et c'est malheureusement le plus probable, la «destruction de l'Etat sioniste» signifie exiler tous les Juifs comme les Pieds noirs algériens, les colons portugais d'Afrique, etc. C'est d'ailleurs ce qu'un trotskyste, lors d'une discussion, a fini par m'avouer: les Juifs, «s'ils ne sont pas prêts à perdre leurs privilèges» devront quitter Israël/Palestine. Cela avait le mérite de la clarté... Un militant d'une

organisation concurrente m'a écrit ne «pas savoir si l'Autorité palestinienne respecterait totalement les droits démocratiques des Juifs». En clair, il leur propose de jouer à la roulette russe...

Le problème avec les «antisionistes», c'est qu'ils précisent rarement dans quelle perspective ils militent à court, à moyen et à long terme. S'ils le faisaient, cela permettrait peut-être de discuter plus sereinement. Mais, en réalité, ne raisonnent-ils pas en fonction d'une théorie de la «révolution par étapes»? Ils consacrent l'essentiel de leur propagande à parler de la première phase (la destruction de l'Etat d'Israël), ce qui leur permet, entre autres, d'espérer avoir l'oreille des jeunes immigrés, ou enfants d'immigrés, révoltés par les crimes de l'armée israélienne en Palestine. Quant aux étapes suivantes, eh bien, ils commenceront à parler de révolution socialiste quand les flics ou les soldats de l'OLP se retourneront contre leur propre peuple...

Aucune des cinq possibilités évoquées plus haut n'étant très réaliste dans l'immédiat, il me semble préférable d'avancer le mot d'ordre «Deux peuples, deux États». En effet, combien existe-t-il d'États laïcs au Proche et au Moyen-Orient? Quel est le rapport de forces sur le terrain entre le Djihad islamique et le Hamas, d'un côté, et les laïcs palestiniens? Quels sont les États arabes qui financent le Djihad islamique et le Hamas? Pourquoi l'Arabie saoudite et les États du Golfe, sans compter l'Iran ou la Syrie, s'arrêteraient-ils de jouer la carte antisémite et anti-israélienne? De quelle façon Arafat [ou aujourd'hui Mahmoud Abbas, Y.C.] traite-t-il les organisations des droits de l'homme palestiniennes?

On a déjà des éléments de réponse en observant ce qui se passe aujourd'hui. L'Autorité palestinienne est une administration pourrie par la corruption, les chefs de l'OLP se construisent de belles villas, la police palestinienne interdit toute critique d'Arafat, etc. Donc, les Juifs israéliens n'ont aucune envie de vivre sous l'autorité de cette bande-là. Ils n'aiment pas Sharon, mais au moins ce salaud a été élu par la majorité des citoyens israéliens. Le peuple juif a le droit de décider s'il veut vivre sous l'autorité d'Arafat... ou de Sharon.

Dernier point: l'importance du facteur religieux des deux côtés de la barricade. Si les Juifs ont choisi la Palestine et pas l'Argentine, c'est pour des raisons religieuses, y compris les sionistes athées ont joué de fait sur cette référence. Et le dernier gouvernement formé en Israël montre bien que même les prétendus laïcs du Shinoui qui sont arrivés devant les travaillistes sont prêts à gouverner avec les extrémistes religieux les plus intégristes.

La prudence m'incite à considérer que des peuples dont le conflit est alimenté (en plus des questions ethniques, nationales, économiques, géopolitiques, sociales, etc.) par des idéologies religieuses antagonistes ne peuvent pas vivre sur le même territoire, comme l'ont montré et le montrent l'histoire d'Israël et celle de l'Islam.

(Y.C., mars 2003, *Ni patrie ni frontières* n°3)

Stephan Grigat

L'antisémitisme, l'antisionisme et la gauche

Si on souhaite s'informer pour savoir si l'idée d'un antisémitisme de gauche tient debout, on peut se référer à une bibliographie qui, depuis quelques années, ne cesse de s'élargir. Hannah Arendt critiquait déjà dans les années cinquante l'idée que l'antisémitisme serait un phénomène exclusivement de droite: cette idée, comme elle le dit, n'est qu'un préjugé tenace. Depuis, des études innombrables ont été faites sur l'antisémitisme des premiers socialistes, sur celui des mouvements ouvriers des XIX^e et XX^e siècles et sur la relation entre les classiques du marxisme et le judaïsme. Des recherches ont été menées sur l'antisémitisme d'État dans les anciens pays communistes, comme sur l'antisionisme chargé d'antisémitisme des nouvelles gauches d'Europe de l'Ouest ou bien des États-Unis. Ces recherches correspondaient à une position défensive de la gauche elle-même (1). Mais depuis quelques années, les choses ont changé: le thème d'un antisémitisme de gauche est devenu tout à fait chic. Ces derniers temps, de nombreuses conférences ont eu lieu dans la plupart des villes d'Allemagne sur ce thème. Avec la parution du best-seller *Nous sommes les gentils. L'antisémitisme des gauches radicales*, la gauche trouve un moyen de faire du bruit sur le sujet en évitant de se poser les questions importantes.

L'actualité de la question n'est pas à démontrer. L'attitude des différentes gauches face à la récente dégradation des relations israélo-palestiniennes montre que le débat sur l'antisémitisme de gauche a une fonction précise: il permet de faire disparaître certaines outrances, comme le populisme de gauche ou la thématique «romantique» du sang et du sol (*Blut und Boden*), mais ce débat n'a en aucun cas permis de tirer les choses au clair.

Je vais commencer par donner un aperçu général, et nous pourrons ensuite discuter des événements de ces derniers mois.

De quoi parle-t-on quand on parle d'un antisémitisme de gauche ?

On parle des choses suivantes:

1. Les classiques du marxisme, leur rapport avec l'antisémitisme, avec le judaïsme.
2. Les mouvements ouvriers traditionnels qui se réfèrent à ces classiques, ainsi que «la Nouvelle Gauche» elle-même devenue historique.
3. La relation entre l'antisémitisme et l'antisionisme, et la relation de la gauche avec Israël
4. Un antisémitisme structurel, lié à une critique du capitalisme simpliste colorée de ressentiments antisémites.

Bien que la grande majorité des gens de gauche soient du côté des adversaires de l'antisémitisme, une tradition d'un antisémitisme de gauche existe bel et bien, qui remonte aux premiers socialistes. On en trouve des traces (qui vont du ressentiment inoffensif à l'argumentation plus développée et ouvertement raciste) chez Blanqui, chez Fourier, mais aussi chez Saint-Simon, chez Proudhon, chez Bakounine. Marx et Engels n'étaient pas du tout des antisémites débridés, contrairement à ce qu'affirme Edmund Silberner dans ses travaux. Mais il est vrai que, dans les premiers écrits de Marx et dans la correspondance avec Engels, on trouve des argumentations et des formules qui renvoient clairement aux clichés antisémites. Interpréter *La Question juive* comme un appel à l'assassinat des Juifs, c'est se méprendre sur l'argumentation de Marx. Cependant, il faut bien l'avouer: le texte rend possible un tel malentendu. La première critique du capitalisme de Marx n'a pas encore cette puissance et cette systématisme qu'elle acquièrera plus tard avec la théorie de la valeur et la critique de l'économie politique. Elle laisse encore place à un certain flou et à un ressentiment envers le judaïsme.

L'antisémitisme a toujours été nié, minimisé ou excusé dans le mouvement ouvrier européen, en particulier dans le mouvement allemand. Dans le pire des cas, il a été propagé ouvertement, légitimé comme le seul anticapitalisme cohérent. Ruth Fischer par exemple, membre du comité central du PC allemand, s'exclamait, dans un discours qu'il a tenu en 1923: «Piétinez les capitalistes juifs ! Pendez-les aux lampadaires ! Écrasez-les!»

Les campagnes staliniennes contre le sionisme et le cosmopolitisme peuvent être considérées comme les formes les plus extrêmes de l'antisémitisme de gauche. La révolution d'Octobre, menée par Lénine, a amélioré la condition des Juifs par rapport à l'époque tsariste — même si on remarque une ressemblance structurelle entre la critique léniniste de l'impérialisme et l'antisémitisme. Avec Staline, un homme accédait au pouvoir qui avait déjà utilisé l'antisémitisme dans la lutte pour la succession de Lénine. Quant au développement ultérieur de Staline, on peut supposer qu'il a délaissé un antisémitisme tactique pour devenir un

antisémite convaincu: à la fin de sa vie, il avait envisagé la déportation massive des Juifs soviétiques.

Après la Seconde Guerre Mondiale, l'URSS a soutenu un moment le projet de la fondation de l'État d'Israël. À la fin des années quarante, pourtant, l'antisionisme était devenu la doctrine officielle, doctrine, qui comme aucune autre, recevait l'appui des populations, aussi bien en URSS, qu'en Pologne ou en RDA.

Alors que l'antisionisme de Lénine, avant Auschwitz, pose surtout des questions d'organisation politique et considère le sionisme comme un nationalisme ordinaire, après la Seconde Guerre Mondiale, le sionisme est considéré comme une forme particulièrement perfide de nationalisme, forme illégitime dans son principe et menaçant les autres nations. Ce changement d'optique a été opéré sous le gouvernement de Staline et a perduré après la déstalinisation. En Europe de l'Ouest, l'antisionisme après 1945 est longtemps resté le domaine de l'extrême droite.

À l'exception des partis communistes dogmatiques tournés vers l'URSS, les partis de gauche d'Europe de l'Ouest ont eu jusqu'en 1967 — surtout en RFA — une attitude très positive à l'égard d'Israël. Après la Guerre des Six Jours, les choses ont changé brutalement. D'une part, la gauche commence à critiquer le gouvernement israélien et doit immédiatement se défendre, au début à raison, contre l'accusation qui lui est faite d'antisémitisme. D'autre part, dès 1967, une agitation antisioniste très fortement teintée d'antisémitisme se met en branle et devient bientôt dominante dans presque toute la gauche. C'est particulièrement clair en RFA. Dans la gauche d'Allemagne de l'Ouest, que ce soit chez les sociaux-démocrates, chez les Verts, les alternatifs, les féministes, les gauchistes, les Autonomes, les Anti-impérialistes ou même chez certains groupes armés, il devient inutile de faire la différence entre l'antisémitisme et l'antisionisme. L'attentat contre la maison des Juifs de Berlin Ouest par les «*Tupamaros Westberlin*», groupe qui préfigure celui des «*Bewegung 2. Juni*» (Mouvement du 2 Juin) est un exemple désormais classique de ce fait, ainsi que les hymnes de louanges de la RAF (Fraction Armée Rouge) et d'autres groupes de gauche après l'assassinat de sportifs israéliens en 1972 à Munich, ou, dans les années 80, les manifestations contre la guerre israélienne au Liban, qui eurent lieu — fait significatif — non pas devant les ambassades d'Israël mais devant les synagogues. On peut aussi retenir le slogan — devenu lui aussi un classique — qui était peint sur les murs de la Hafenstrasse à Hambourg, et qui lançait: «*Boycottez "Israël" ! Les marchandises, les kibboutz et les plages ! Palestine, le peuple te libérera ! Révolution jusqu'à la victoire !*»

On peut établir à partir de ce slogan ce que seront les caractéristiques principales de l'antisionisme de gauche. D'abord la délégitimation de l'État d'Israël dont on met ici le nom entre guillemets, ce que seuls les journaux de Springer se permettaient de

faire avec la RDA, mais aussi l'ignorance narquoise de la persécution nazie (ce slogan ressemble comme un frère au slogan nazi «N'achetez pas chez les Juifs !») et l'enthousiasme pour le «peuple» et l'«espace vital». On se souvient également en Allemagne du légendaire «calendrier vert» des années 80, dans lequel l'éditeur recommandait en toutes lettres au lecteur de ne pas aller faire ses courses chez les commerçants juifs.

On l'a dit, cet antisémitisme s'enracine dans une tradition. Par exemple, entre les deux guerres, en Autriche, le reproche adressé à un parti concurrent de faire office de «troupe de protection des Juifs» (*Judenschutztruppe*) était monnaie courante et venait de tous bords.

L'agitation contre les «Juifs riches», la «grande bourgeoisie juive» et le «capitalisme juif» est en revanche une forme d'antisémitisme spécifique aux sociaux-démocrates. Dans le mouvement ouvrier de Weimar, sous la Première République, on s'appliquait à flatter l'antisémitisme des masses. Par exemple, sur de nombreuses affiches communistes et social-démocrates le capital est personnifié sous les traits d'un Juif (ou plutôt de ce qui était devenu la physionomie typique du Juif dans la propagande antisémite).

Le fait, par exemple, que les Rothschild soient devenus la cible des sociaux-démocrates n'a pas grand chose à voir avec l'influence financière réelle de cette famille, mais correspond à la coloration antisémite que possède une certaine critique du capitalisme, telle qu'elle est menée dans le mouvement ouvrier.

Ce n'est pas un hasard si le très antisémite Georg von Schönerer, un de ceux qui a nourri la doctrine d'Hitler, et qui pendant des années n'a pas cessé de critiquer les Rothschild, jouissait d'une certaine sympathie du côté des sociaux-démocrates.

Dans les années cinquante, les partis communistes d'Europe de l'Ouest ont cru bon, à cause de leur relation étroite avec le parti soviétique, d'affirmer qu'il n'y avait aucun rapport entre la propagande antisioniste qui sévissait en URSS et dans le bloc de l'Est et l'antisémitisme classique. Cet aveuglement fut tel qu'ils allèrent jusqu'à légitimer les grands procès antisémites des années cinquante, tel le procès Slansky, en Tchécoslovaquie, dans lequel onze des quatorze accusés étaient juifs et à qui le commandant Smola reprochait «un complot trotskyste-sioniste-titiste».

Ces mêmes partis communistes justifiaient également le procès qui suivit le «complot des blouses blanches» en URSS, dans lequel six Juifs et trois autres hommes se virent accusés d'être des «agents du sionisme», des assassins de hauts fonctionnaires et de vouloir attenter à la vie de Staline. Les journaux communistes de l'époque, au lieu de considérer les médecins comme les victimes d'une campagne antisémite, voyait en eux l'incarnation du mal, «des bêtes sous forme humaine», comme l'écrit par exemple la *Volksstimme* autrichienne.

Depuis 1968, les gauches traditionnelles ont renforcé leur critique envers Israël. L'antisionisme des nouvelles gauche a pris de l'ampleur. Depuis, le début des années 70, la propagande des groupes de gauche ne se distingue que faiblement de celle des groupes arabes et des groupes de droite. Dans un journal maoïste par exemple, on lit que «les classes dirigeantes sionistes exercent les mêmes pratiques sur les Palestiniens que les nazis ont exercées sur les Juifs». Bien sûr, la preuve de l'existence de camps d'extermination israéliens n'est pas donnée. C'est surtout pendant la guerre du Liban que les comparaisons entre Israël et l'Allemagne nazie abondent. Menahem Begin est presque constamment gratifié du titre de «nazi-fasciste».

D'autre part, dans les années 90, l'antisioniste et stalinien Karam Khella est courtoisé par certains. Cet homme soutient dans ses écrits les positions nues de l'antisémitisme classique; selon lui, tant que les Juifs seront fidèles au sionisme, ils seront eux-mêmes responsables de leur persécution.

Certains anti-impérialistes diffusent dans des tracts cette vérité étonnante de nouveauté: «L'État d'Israël doit son existence à la violence», comme si c'était une particularité de cet État. Il est intéressant de voir que cette critique d'Israël a pour pendant, dans les cercles antisionistes, une absence complète de critique fondamentale de l'État en général. Ce qu'on reproche à Israël — sa violence d'État, sa transformation en nation —, c'est ce qu'on veut pour les frères et sœurs palestiniens. L'État et la Nation sont pour la plupart des antisionistes des étapes nécessaires sur le chemin de l'émancipation — tant qu'ils ne sont pas revendiqués par les Juifs.

En règle générale, les anti-impérialistes savent bien rendre compte dans leurs brochures des «déportations de juifs d'Europe de l'Est et de l'Allemagne nazie en Palestine», mais quand il s'agit des déportations réelles vers Auschwitz et vers Treblinka, ils ne disent plus rien. En évoquant des prétendues déportations de Juifs en Palestine, ils font allusion à une question qui reste d'actualité: la prétendue collaboration entre Juifs et nazis, qui, selon certains antisionistes, aurait fonctionné jusque dans les camps de concentration. L'insistance sur ce thème, la collaboration entre Juifs et nazis, dans les cercles antisionistes, a pour complément la totale dénégation de la sympathie que de nombreux Palestiniens ont éprouvée pour le national-socialisme. Cette sympathie peut être illustrée par la visite que le grand mufti de Jérusalem, el-Husseini, rendit à Hitler en 1941, et par la visite des camps de concentration qu'il fit par la suite en compagnie de Eichmann. Dans le monde arabe, après 1933, de nombreuses tentatives ont été faites pour fonder des partis fascistes et national-socialistes.

La collaboration présumée entre Juifs et nazis résume à peu près tout ce que les antisionistes ont à dire sur l'époque du national-socialisme. Ils comprennent peu l'antisémitisme. Une brochure d'un groupe anti-impérialiste affirme que celui-ci est dirigé contre les

«hommes de religion juive», comme si la persécution et l'extermination des Juifs au XX^e siècle n'était qu'une histoire de religion. Sur le sionisme au contraire, ils sont incollables. Chaque antisioniste est capable d'énumérer la totalité des congrès sionistes depuis la fin du XIX^e siècle, et peut citer par cœur des passages de la déclaration Balfour et de *L'État des Juifs* de Herzl. Toute discussion sur le sujet est inutile. Il est important de voir que la raison d'être fondamentale de l'État israélien n'est pas à chercher du côté de Bâle, mais bien du côté d'Auschwitz. Même si les sionistes avaient déjà montré en Palestine que la fondation d'un État juif était *possible*, l'extermination conduite par les nazis a montré qu'elle était *nécessaire*. Toute la perfidie de l'argumentation antisioniste apparaît en ceci: le rôle central d'Auschwitz est reconnu, certes, mais il est présenté comme une sorte de collaboration entre sionistes et nazis.

Alors que pour la majorité des antisionistes, les Juifs ne sont ni un peuple ni une nation, les Palestiniens, eux, le sont. Cela est bien typique d'une gauche qui ne peut exprimer sa solidarité qu'envers des hommes qu'elle «collectivise» en faisant d'eux des «peuples», ou qu'en reprenant leur «auto-collectivisation». Le fait que les Palestiniens constituent un peuple ne fait pour elle pas de doute. En fin de compte, ils ont tout de même une terre qui leur revient. Si on prend la propagande antisioniste au mot, ce ne sont pas les hommes, mais la terre qu'il faut libérer. Le slogan de la Hafenstrasse à Hambourg promettait au morceau de terre qu'on appelle «Palestine» sa libération par le peuple («*Das Volk wird dich befreien!*»), ailleurs, on lance «Ton peuple vaincra !» Mais ce ne sont que des hommes qui peuvent être libérés de l'exploitation ou de la domination. Que signifie «libérer» un morceau de terre, si ce n'est expulser une partie de la population qui y vit, c'est-à-dire l'«épurer»? Dans ce cas précis, ce sont bien les Juifs qu'il s'agit d'expulser.

Pas étonnant qu'il ne suffise pas aux antisionistes de parler de la «destruction» (*Zerstörung*) d'Israël — c'est le mot d'usage dans la théorie marxiste: on parle de la destruction du pouvoir d'État bourgeois —, mais qu'il préfère le mot «extermination» (*Vernichtung*). Savoir si les antisionistes sont ouverts à la critique, celle qui questionne l'antisémitisme latent ou manifeste de leurs argumentations, ou s'ils la rejettent comme signe d'une terreur idéologique exercée à l'échelle mondiale par le «lobby sioniste» n'est pas sans importance: cela permet de savoir si, pour parler le jargon des sciences humaines, l'antisionisme a pour fondement une conception du monde antisémite consolidée ou non.

Il ne faut pas perdre de vue l'idée que l'antisionisme, pris au sens strict, ne peut pas être vraiment de gauche. Si la gauche était aussi antinationaliste qu'elle devrait l'être, elle aurait, bien sûr quelques difficultés avec l'idéologie nationale du sionisme. Mais elle n'en ferait pas une montagne, et n'aurait pas à se proclamer antisioniste pour autant. Tout compte fait, les gauches qui s'engagent du côté des

Kurdes sont peut-être contre Kemal, mais généralement elles n'apparaissent pas «antikémaliennes», et ceux qui sont solidaires du Front Polisario n'attachent pas forcément une importance extrême au nom spécifique de l'idéologie nationale marocaine. Mais ça ne veut pas dire qu'il faut considérer dans le débat actuel que le sionisme est un nationalisme comme un autre, ou que l'État d'Israël est un État comme un autre. Ce ne serait qu'une commodité qui permettrait de fermer les yeux devant les conditions spécifiques de la naissance et de l'existence de l'État israélien, et un prétexte pour lui refuser notre solidarité.

L'existence d'un antisémitisme de gauche est évidente. Elle prend, après Auschwitz, la forme de l'antisionisme et apparaît comme une forme spécifique d'antisémitisme, qui, parce qu'il n'est plus possible de haïr directement la collectivité juive, s'en prend à l'État d'Israël. Bien que ce soit difficile à dire dans le débat actuel, c'est bien grâce à l'autorité de l'État israélien que les fantasmes d'extermination qu'on trouve, larvés, dans la pensée antisioniste ne sont pas devenus réalité.

Mais l'antisémitisme dans la gauche ne se manifeste pas seulement sous forme d'antisionisme. Un moment essentiel de l'antisémitisme moderne peut se lire dans la haine envers l'aspect abstrait de la production capitaliste de marchandises, aspect qui est «biologisé» et incarné dans les Juifs. Ce point était directement visible dans la séparation que le national-socialisme faisait entre un capital allemand «*créant*» de la richesse, et un capital juif s'en «*emparant*».

La racine de cette distinction n'est pas une invention du national-socialisme, c'est bien plus une distinction courante que font tous les sujets de la société bourgeoise, celle entre un capital industriel créateur d'emplois et un capital financier improductif qui se limite à la circulation des biens. Dans les débats actuels sur la globalisation, on trouve des arguments qui présentent, à défaut de points communs sur le contenu, de fortes ressemblances structurelles avec ceux de l'antisémitisme.

Il est surprenant de voir que l'antisémitisme de gauche n'a jamais été étudié en relation avec une critique de l'idéologie de la gauche. L'antisionisme des pays de l'ex-bloc de l'Est est en général interprété seulement comme une manœuvre tactique du gouvernement, alors qu'il faudrait le mettre en relation avec le marxisme-léninisme. On peut constater que ceux qui critiquent l'antisémitisme de gauche commettent souvent la même erreur que l'antisémitisme qu'il critiquent, en l'analysant uniquement d'un point de vue fonctionnaliste.

L'antisémitisme des gauches a bien sûr quelque chose à voir avec les conceptions qui dominent à gauche du capitalisme et de l'impérialisme, de l'État et de la Nation, du fascisme et du national-socialisme. Une grande partie des gauches réduit le national-socialisme à une forme particulièrement repoussante de la domination de classe, exercée par les fractions les plus agressives de la

bourgeoisie. La dimension meurtrière de l'antisémitisme est souvent ou bien ignorée, ou bien interprétée comme simple instrument de domination ou comme un moyen de faire diversion (1). Le capitalisme n'est pas compris par les gauches traditionnelles comme une totalité sociale fétichisée, mais comme la somme de tous les capitalistes qui se trouvent, face à la classe des travailleurs, dans une position d'antagonisme complet et irréconciliable. Alors, comme l'écrit de façon très pertinente Thomas Haury, «se constitue une pensée binaire et moralisante qui part du principe qu'une clique de méchants dirigeants opprime d'innocentes victimes, au moyen d'une répression directe, de la corruption des politiques sociales et d'une propagande diffusée par les médias (3)». Ce qu'il faut critiquer, combattre et abolir – et là réside l'analogie structurelle si fâcheuse avec l'antisémitisme, ce n'est pas un rapport social, ce sont des hommes qui représentent une partie, un aspect de ce rapport social.

De par sa compréhension simpliste de l'impérialisme, une grande partie de la gauche réduit la domination à la domination étrangère et le capitalisme à l'exploitation par un capital étranger. La référence peu éclairée aux mouvements de libération nationale du Tiers-Monde a conduit à la réaffirmation des catégories de domination que sont les catégories d'État, de nation et de peuple. Un anti-impérialisme qui n'est pas capable de faire la différence entre la critique de ce qu'on appelait la politique impérialiste et la prise de parti inconditionnelle en faveur des victimes de cette même politique conduit forcément à collaborer avec des dictateurs, des nationalistes et des antisémites de tous genres.

La vision du monde anti-impérialiste qui se nourrit de l'idéologie du stalinisme – du marxisme-léninisme — présente bien des points communs avec l'antisémitisme. Comme le dit Thomas Haury, l'antisionisme des gauches «est la projection du schéma anti-impérialiste sur le conflit entre Israël et le mouvement national de libération palestinien. Ainsi l'affinité structurelle débouche en partie sur une affinité de contenu: non seulement la vision anti-impérialiste du monde n'est pas vaccinée contre l'antisémitisme, mais elle a tendance, sous forme d'antisionisme, à la produire elle-même (4)».

On peut dire pour résumer qu'une gauche qui interprète le national-socialisme uniquement comme une forme extrême d'oppression de la classe ouvrière, qui fait l'apologie de l'État, au lieu de reconnaître dans la défense du «bien commun» l'idéologie de la *Volksgemeinschaft*, qui refuse non pas la forme de domination fétichisée de la nation, mais seulement les outrances nationalistes, qui affirme la valeur au sens de *La Critique de l'économie politique* tout en dénonçant les «excès» du capitalisme libre et sans racine, qui vise, non pas la politique comme forme principielle mais les politiciens, non pas les rapports capitalistes mais les capitalistes eux-mêmes, se développera toujours dans un dangereux voisinage avec l'antisémitisme.

Cela n'empêche pas qu'au début des années 90, des personnes du courant anti-germanique allemand, en voulant aborder la question d'un antisémitisme de gauche, se soient retrouvées face à un mur, même si, entre temps, cette question est devenue un lieu commun. Elle est devenu tellement évidente qu'il semble qu'on puisse désormais se passer de toute réflexion sur le sujet. Le livre cité plus haut *Nous sommes les gentils* montre bien que la critique de l'antisémitisme, qui n'est même pas en mesure de fournir un concept de son objet, se confond avec des litanies pleines de bonnes intentions, d'apitoiement, de sentimentalité, et de timidité. En attendant, l'éditeur se réjouit du bon accueil de son livre par la critique. On a apparemment besoin de débattre sur l'antisémitisme de gauche. C'est plus un moyen de venir à bout du passé et de dialoguer entre les générations qu'une façon de saper sérieusement les bases de l'antisémitisme de gauche. Les commentaires affectés que fait la gauche sur la situation actuelle en Israël montre pourtant à quel point ce serait nécessaire. Une grande partie de la gauche a maintenant compris qu'on ne peut pas mettre en question le droit à l'existence de l'État des survivants de la Shoah. Mais souvent les professions de foi en faveur d'Israël sont faites du bout des lèvres, car en même temps on exige d'Israël des choses insensées, qui, si elles étaient menées à bien, mettraient son existence en péril.

Sur une banderole à Berlin, lors d'une manifestation, on a pu lire, en substance, cet ineffable slogan: «Contre l'antisémitisme allemand et contre l'impérialisme israélien». La volonté de tout arranger au mieux ne fait qu'empirer les choses: on met en fait sur le même plan l'extermination nazie et ce qu'on interprète comme «l'expansion» israélienne. Mais cet exemple date de plus d'un an.

Je ne vais pas me mettre à énumérer les actes insensés de la gauche qui se sont déroulés à New York, en France ou à Berlin depuis la reprise de l'Intifada palestinienne. Qu'elle se solidarise avec l'antisémitisme palestinien et arabe, ou, comme dans certains cercles éclairés, qu'elle se tienne sobrement sur une position équidistante, selon laquelle tout est un peu la faute de tout le monde, cette gauche-là, en tant que communiste, on aimerait ne plus trop avoir affaire à elle.

Stephan Grigat, 13 mai 2002

(Traduit de l'allemand par Céline Jouin)

(1) Voir Stephan Grigat: «Bestien in Menschengestalt». Antisemitismus und Antizionismus in der österreichischen Linken. In: *Weg und Ziel*, 2/1998 (<http://contextXXI.medaiweb.at>)

(2) Sur ce point voir l'article de Stephan Grigat «Ökonomie des Endlösung»? Antisemitismustheorie zwischen Funktionalismus und Wertkritik, in *Weg und Ziel* n°1, 1997, p.44.

(3) Cf. Thomas Haury: «Zur Logik des bundesdeutschen Antizionismus», in *Vom Anzionismus zum Antisemitismus*, de Léon Poliakov, Freiburg i. Br. 1992, p. 139.

(4) Ibid. , p. 141.

L'antisémitisme de gauche renaît-il en Pologne ?

de Piotr Kendziorek et August Grabski

La gauche n'employait plus un langage antisémite en Pologne depuis la campagne de propagande «antisioniste» (en fait, antisémite) des années soixante inspirée par le général Mieczyslaw Moczar⁽¹⁾ et l'épisode ultérieur de l'Association patriotique Grunwald⁽²⁾ au début des années 80. Mais les articles récemment parus dans *Lewa Noga* (littéralement Pied Gauche) et *Rewolucja / Révolution* (revues publiées par la maison d'édition de gauche Książka i Prasa / Livre et Presse de Varsovie) nous incitent à nous demander si le fantôme de l'antisémitisme ne serait pas en train de réapparaître sous le couvert de l'«antisionisme» de gauche en Pologne.

Apologie de la terreur antijuive

Prenons, par exemple, le troisième numéro de *Rewolucja* qui consacre 130 pages au conflit israélo-palestinien. Dans les huit articles écrits par des auteurs palestiniens et européens, et également dans l'introduction de Zbigniew M. Kowalewski⁽³⁾, la même idée revient sans cesse: Israël serait un Etat raciste et colonial, qui ne peut revendiquer le droit à l'existence, quelle qu'en soit la forme. En outre, les différents auteurs affirment que cet Etat serait le plus important instrument de l'impérialisme mondial pour opprimer les masses arabes au Moyen-Orient. Ainsi, James Petras⁽⁴⁾ affirme dans ses quelques articles publiés dans *Rewolucja* et *Lewa Noga*, que la politique de l'impérialisme américain au Moyen-Orient serait dictée par le lobby juif-sioniste (en lisant ces textes, on ne comprend pas bien si Israël est manipulé par l'impérialisme américain, ou bien si c'est Israël qui manipule l'impérialisme américain, comme semble le suggérer James Petras).

L'auteur en déduit que toute négociation avec l'Etat israélien trahit non seulement l'intérêt national palestinien, mais aussi la lutte internationale de tous les peuples et classes opprimés par l'impérialisme. Et dans la mesure où ce combat est absolument vital, toutes les méthodes sont donc justifiées, même les attentats suicides des Palestiniens (y compris les attentats aveugles dirigés contre des civils israéliens innocents). Pour Kowalewski, il s'agit, après tout, de supprimer «un Etat qui représente une partie des remparts défensifs

de l'impérialisme occidental, et qui est sa principale base au cœur du monde arabo-musulman». En avançant ce type d'arguments, ces auteurs ne cachent pas leur objectif: mettre fin à «la colonisation juive de la Palestine», et non pas reconnaître les intérêts nationaux des nations juive-israélienne et palestinienne.

Il est facile de deviner ce qui arrivera «aux colons juifs» dans la «Palestine historique» libérée et dirigée par le Hamas, le Jihad islamique, les Brigades des martyrs d'al Aqsa, et autres organisations que ces auteurs soutiennent en raison de leur lutte intransigeante contre l'occupation israélienne. «Si les contradictions ne peuvent être résolues autrement que par la force, comme dans le cas de l'occupation juive de la Palestine, alors on peut facilement établir une séparation entre les justifications politiques et les compromis... Et ceux qui se réfugient dans des justifications idéologiques sont aussi ceux qui diffusent des idées comme la "coexistence de deux Etats" ou la "reconnaissance de l'Etat d'Israël", qui "tentent de gagner des appuis dans le camp ennemi" en invoquant l'internationalisme, et qui insistent pour que nous chantions tous ensemble *We are the world* et disions aux agresseurs juifs qui occupent notre terre que nous "n'avons rien contre eux en tant que Juifs" alors qu'ils tuent les nôtres, les jettent en prison, dynamitent leurs maisons, confisquent leurs terres, et font toutes ces choses que fait un occupant ! Il est donc plus difficile de se guérir rapidement de la syphilis idéologique des compromis avec Israël⁽⁵⁾ que de se débarrasser des justifications politiques favorables à des compromis avec "Israël", justifications qui, de toute façon, deviennent de plus en plus faibles et s'effondreront d'elles-mêmes." (Ibrahim N. Allush, *Rewolucja* n° 3).

Les arguments de Kowalewski pointent dans la même direction que ceux du nationalisme palestinien antijuif radical. Il critique l'appel d'un groupe d'intellectuels palestiniens qui préconisent «la démilitarisation de l'Intifada et, en particulier, la fin des attaques contre les civils». Kowalewski s'inquiète donc que l'extrême droite palestinienne risque d'organiser moins d'attaques contre des Juifs qu'auparavant ! Il pense que cet appel «creuse le fossé existant entre une grande partie de l'intelligentsia universitaire, active dans les ONG et qui est apparue dans les milieux "laïques et nationalistes-démocratiques", d'un côté, et, de l'autre, une grande partie des masses». Dans son introduction au n° 3 de *Rewolucja*, Kowalewski cite avec approbation les «organisations qui participent à la lutte armée» comme le FPLP⁽⁶⁾ qui affirme: «Nous nous réservons le droit d'attaquer tout ce qui est sioniste dans les territoires occupés depuis 1967», et également «le droit d'écraser le sionisme dans les territoires occupés depuis 1948⁽⁷⁾». Pour justifier cette attitude, Kowalewski ajoute que de telles conceptions reflètent le climat social et la dynamique de la lutte des classes en Palestine.

En ce qui concerne les auteurs de cet appel et d'autres personnes qui reconnaissent l'existence de la nation juive et son droit à un Etat,

ils seraient tous, comme l'énonce clairement l'article d'Ibrahim N. Allusz précédemment cité, des marionnettes entre les mains des sionistes et des impérialistes (ce qui revient au même dans ce type de discours, car ces deux concepts sont mutuellement interchangeables): «il s'agit d'un nouveau genre d'intermédiaires entre d'un côté, l'impérialisme et le sionisme, et de l'autre les peuples arabes. Ces intermédiaires exercent des fonctions non économiques. Ce groupe inclut tous les Palestiniens et les Arabes qui jouent, dans leurs sociétés respectives, un rôle politique et intellectuel favorable à l'impérialisme et au sionisme... Dans ce groupe on trouve pratiquement tous les intellectuels palestiniens qui se sont prostitués en signant l'appel pour à la démilitarisation de l'Intifada.» (Ibrahim N. Allush)

Selon ces auteurs, il s'agit, donc, d'un groupe parasite d'intellectuels coupés des masses, et qui ont été séduits par le sionisme et ses agents internationaux. D'après les articles publiés dans les revues précitées, il faudrait également ajouter à ce groupe la gauche radicale antisioniste en Israël et «presque tout le mouvement international de solidarité [avec la Palestine] qui, en soutenant la perspective de la création d'un Etat palestinien indépendant, trouve un alibi pour renoncer à la lutte contre l'Etat sioniste raciste» (Aisha Handal, Julien et Pierre-Yves Salingue). Face à ces «éléments compradors⁽⁸⁾» (Allush) se dresse un authentique mouvement national de résistance, avec le Hamas, le Jihad islamique, etc., en première ligne: «le fait qu'ils insistent sur la nécessité de mener jusqu'au bout la lutte armée contre l'occupation juive de la Palestine transforme ce large courant en un bloc de résistance authentique... Les masses palestiniennes s'identifient avec ce bloc parce qu'il représente le mieux leurs intérêts à long terme, c'est-à-dire la libération totale de la Palestine de l'occupation juive.» (Ibrahim N. Allush)

Pour ce courant antisioniste, il ne faut pas oublier que, dans la lutte pour l'élimination de l'Etat juif, des questions d'importance mondiale sont en jeu, parce que «la question palestinienne est au centre des problèmes du monde» (Ahmad Saadat⁽⁹⁾). «La lutte des Palestiniens exprime, de façon concentrée, l'affrontement entre les nations arabes du Moyen-Orient et l'impérialisme», et elle peut donc «servir de lien entre les mobilisations dans les pays arabes et le mouvement international de résistance à la mondialisation» (A. Handal, P.Y. Salingue).

Le sionisme, expression idéologique de l'impérialisme israélien, est donc un problème clé pour toutes les nations parce que - comme Michel Warschawski l'explique dans le dernier numéro de *Lewa Noga* - «la politique antipalestinienne d'Israël est l'application locale de la stratégie des néoconservateurs américains au niveau mondial. La base de cette stratégie repose sur la recolonisation du monde... et, par conséquent, l'établissement d'un système mondial d'apartheid social

et racial... Au début du XXI^e siècle il n'y a plus de conflits locaux» mais seulement «une guerre néo-coloniale entre l'impérialisme des États-Unis et les nations».

L'extrême droite radicale islamiste serait donc la représentante des nations opprimées et des masses arabes; l'impérialisme des États-Unis et Israël constitueraient l'obstacle principal pour mettre fin au mode de production capitaliste à l'échelle mondiale; et en Israël le génocide des Palestiniens serait en train d'avoir lieu. [Cf. Shulamit Aloni⁽¹⁰⁾ et James Petras, qui défend la thèse qu'Auschwitz se trouve aujourd'hui en Palestine⁽¹¹⁾.] Le droit des Palestiniens de retourner en Israël dans les frontières d'avant 1948 devrait être reconnu. En ce qui concerne cette dernière revendication, il s'agit encore d'une question – et ce n'est ni la première ni la dernière fois – à propos de laquelle les rédacteurs en chef de *Lewa Noga* et de *Rewolucja* emploient des critères différents pour les Juifs et pour les non-Juifs. Bien qu'ils se présentent comme de fervents internationalistes, ils ne soutiennent pas des revendications comme le droit au retour des Allemands dans les territoires qui faisaient partie de l'État allemand en 1937. L'auteur le plus curieux dont les articles ont été édités dans *Lewa Noga* est un certain Israël Shamir – un Juif russe qui a habité en Israël et vit maintenant en Suède. Dès le début de sa croisade anti-israélienne, une partie de la gauche antisioniste a détecté, dans ses articles, une certaine similitude avec le fondamentalisme chrétien antijuif. Ses articles anti-israéliens, cependant, furent publiés avec un sentiment de satisfaction par une partie de la presse révolutionnaire internationale. Mais quand il s'avéra que Shamir, récente recrue de l'Église orthodoxe grecque, croyait aux meurtres rituels, collaborait avec des négationnistes, employait l'expression antisioniste «ZOG» («gouvernement d'occupation sioniste»)⁽¹²⁾ pour désigner le gouvernement américain, approuvait les thèses des «*Protocoles des Sages de Sion*», etc., alors même les rédacteurs américains de la revue *Socialist Viewpoint*⁽¹³⁾, ultra-radicaux dans leurs attaques contre le sionisme, décidèrent de s'excuser publiquement d'avoir flirté avec Shamir. Mais les rédacteurs de *Lewa Noga* ne sont pas prêts à se livrer à une telle autocritique.

Les racines de l'«anti-impérialisme des imbéciles»⁽¹⁴⁾

Mais nous avons assez cité le discours monotone de cet «anti-impérialisme des imbéciles» qui s'exprime dans les colonnes de *Rewolucja* et de *Lewa Noga*. Nous préférons nous intéresser maintenant aux problèmes généraux posés par la notion d'«antisémitisme de gauche». Il est facile d'identifier la similitude entre ce discours et l'antisionisme propagé par le mouvement communiste contrôlé par Moscou (particulièrement après 1967).

Non seulement ce discours s'identifie totalement au nationalisme palestinien, mais il adopte toute une série d'idées semblables à celles de l'antisémitisme. Divers auteurs de gauche ont étudié ce discours en détail depuis de nombreuses années. À cet égard, il faut signaler le

travail important de Thomas Haury⁽¹⁵⁾ sur l'antisionisme en République démocratique allemande et les articles écrits par les auteurs liés au Forum d'initiative socialiste (ISF), groupe allemand qui prolonge la tradition de la théorie critique de l'École de Francfort.

Selon ces auteurs, le facteur décisif qui a permis de greffer des notions antisémites sur des catégories marxistes a été surtout un «embougeoisement» (*Verbürgerlichung*) unique de l'idéologie communiste sous sa forme stalinienne⁽¹⁶⁾. Ce processus a mis en avant deux sujets révolutionnaires qui doivent être liés entre eux par l'activité du Parti communiste: les classes exploitées et les nations opprimées. Ainsi, la conception du «socialisme dans un pays» (l'expression bien connue de Staline) découle du lien établi entre socialisme et nation, socialisme national et socialisme d'Etat.

En acceptant de telles idées, les (post)staliniens, et ensuite une grande partie de la Nouvelle Gauche (qui, à beaucoup d'autres égards, rejetait le communisme officiel – que nous appelons le stalinisme) ont adopté une série de conceptions bourgeoises-idéalistes concernant la nature sociale de l'Etat et de la nation. Ainsi, par exemple, ces gens considèrent que l'Etat serait l'émanation d'une nation homogène. Le rôle de l'Etat dans la constitution des nations (question étudiée par plusieurs éminents intellectuels de gauche, tels qu'Etienne Balibar et Eric Hobsbawm, pour ne mentionner que ces deux noms) est en grande partie passé sous silence.

L'apparition des Etats nationaux peut alors être conceptualisée comme étant le résultat d'un «contrat national» unique. Ces courants négligent le rôle de la force politique-économique comme facteur constitutif dans le développement des institutions de l'Etat (qui offrent la base pour la création de marchés nationaux, argument traditionnel du marxisme orthodoxe). D'un point de vue idéologique, ces courants sont donc amenés à établir une distinction entre de «mauvais» et de «bons» Etats-nations. Les mauvais Etats-nations se trouvent dans les métropoles capitalistes, alors que les bons Etats-nations se trouvent dans le «tiers monde», et les défenseurs de l'«anti-impérialisme des imbéciles» s'identifient aveuglément à une partie de ces Etats. Ces positions aboutissent à des paradoxes récurrents décelés par de nombreux chercheurs: par exemple ceux qui rejettent l'antisémitisme des nationalistes polonais de droite soutiennent en même temps un nationalisme palestinien teinté d'antisémitisme. Stefan Zgliczynski, rédacteur-en-chef de *Lewa Noga* et directeur de la maison d'édition Książka i Prasa, peut donc à la fois écrire que «Jedwabne⁽¹⁷⁾ se trouve partout [en Pologne]» et en même temps publier des textes qui font l'apologie du mouvement national palestinien sans, par exemple, mentionner une seule fois que l'article 32 de la Charte du Hamas cite les *Protocoles des Sages de Sion* comme la preuve d'une conspiration sioniste mondiale. Zgliczynski ne voit apparemment aucune contradiction entre le fait d'éditer des revues

contenant des textes de facto antijuifs et son rôle d'expert et d'auteur d'articles pour le Centre européen de recherche et d'action sur le racisme et l'antisémitisme.

De l'anti-impérialisme frelaté au racisme

Le discours antisioniste de gauche établit fréquemment un lien entre l'existence de l'Etat juif et de la diaspora juive, d'un côté, et le vieux thème antisémite de l'exploitation parasitaire des autres nations par les Juifs. L'utilisation de formules telles que l'impérialisme, le colonialisme ou le racisme «sionistes» permet d'établir un pont avec la pensée idéologique de gauche. Mais ces liens avec des catégories de la pensée progressiste n'empêchent pas que «l'orientation et les effets» de cette «conception anti-impérialiste du monde⁽¹⁸⁾ soient structurellement antisémites. Cette conception repose sur le manichéisme, la personnalisation⁽¹⁹⁾, les théories du complot, et l'opposition entre de bons peuples et de méchants financiers capitalistes» (Thomas Hauray). Isaac Deutscher a identifié, de façon percutante, le raccourci qui mène de cet «anti-impérialisme des imbéciles» à l'antisémitisme. Il devient évident quand on se rend compte que ce type de conceptualisation politique ne reconnaît pas le statut de nation au peuple juif (délié, en partie, au fait que ces courants partagent la même conception de la nation que Staline) et réduit les Juifs à des colons blancs racistes. Ce discours ignore complètement les questions de l'antisémitisme, de l'Holocauste, leur rôle dans l'apparition du sionisme comme mouvement politique et, plus tard, dans la création de l'Etat d'Israël suite à ses efforts et ses luttes.

Ce regard sur la réalité permet de placer toujours les Juifs en Palestine du côté des forces du mal: en tant que colonisateurs, racistes, impérialistes et capitalistes. Comme l'a noté subtilement noté Shulamit Volkov⁽²⁰⁾, les Juifs, dans le monde arabe, commencent à remplir une fonction symbolique redoutable: celle d'incarner leur pire expérience des sociétés post-coloniales dans le cadre de leurs contacts avec le monde occidental. Il n'est donc pas surprenant que l'adoption acritique d'un tel point de vue effraye et éloigne la plupart des Juifs de la gauche radicale. De plus, cette démarche acritique renforce le consensus sioniste dans la société israélienne (consensus fondé sur la peur, comme l'a bien expliqué Moshe Zuckermann⁽²¹⁾), mais aussi le potentiel antisémite des idéologies nationalistes dans les pays occidentaux et européens. Il n'est pas nécessaire d'éprouver beaucoup d'empathie envers les expériences historiques des Juifs pour pouvoir être d'accord avec le militant trotskyste israélien Jacob Taut (auteur du livre *Le sionisme et la question juive*, paru en allemand en 1969), qui a vécu en Palestine à partir des années 30: «Cet Etat, dont nous avons critiqué la création (...) est maintenant, après vingt ans d'existence, un fait. Et son élimination, par n'importe quelle force arabe, mènerait seulement à de nouveaux malheurs, de nouveaux meurtres et de nouveaux massacres. Israël est un pays riche qui,

comme tous les pays capitalistes, est divisé en classes sociales. Le rôle du sionisme est réactionnaire, mais la population juive d'Israël ne pourra être attirée vers la lutte contre l'impérialisme et pour le socialisme que lorsque son existence physique et nationale sera garantie.»

De même, il est évident que l'antisionisme de la gauche juive antisioniste (par exemple, le Matzpen⁽²²⁾ ou le Bund⁽²³⁾ qui défendent le droit des Juifs à l'autodétermination) n'a rien de commun avec l'«anti-impérialisme des imbéciles». De toute façon, le droit d'Israël à exister n'est pas contesté par la Quatrième Internationale, organisation internationale la plus importante de la gauche radicale dont les activités sont souvent citées par les rédacteurs de *Lewa Noga* et de *Rewolucja*. Mais, par rapport au conflit israélo-palestinien, les rédacteurs de ces revues dissimulent constamment le fait que la Quatrième Internationale a abandonné l'idée d'un Etat binational sur le territoire de la Palestine et d'Israël (cf. les résolutions du XIII^e congrès mondial en 1991). Quelle conclusion tirer de tout ceci ? A notre avis, toute personne qui écrit à propos de l'antisionisme et de la gauche radicale devrait toujours préciser de quel «antisionisme» et quelle «gauche radicale» elle parle. Autrement, comme cela arrive souvent, les discussions ne s'engagent pas à partir d'un thème clairement défini, et sont donc fréquemment stériles. Il est dommage que les rédacteurs des revues *Lewa Noga* et *Rewolucja* essaient systématiquement de propager les idées moralement et politiquement les plus douteuses (directement influencées par Les questions du léninisme de Staline et par la tradition stalinienne) que l'on trouve dans l'héritage politique et théorique de la Nouvelle Gauche, héritage riche et important. Heureusement pour les Juifs et pour la gauche, il existe également des militants de gauche qui critiquent cet antisémitisme de gauche, comme en témoignent les auteurs et organisations cités dans notre article.

August Grabski et Piotr Kendziorek
(Traduit de l'anglais par Ni patrie ni frontières)

Cet article est une version raccourcie et légèrement retouchée d'un texte paru dans la revue juive polonaise *Midrasz* en juillet-août 2006 (dans le cadre d'une discussion sur les liens entre l'antisionisme de gauche et l'antisémitisme). **Piotr Kendziorek** est l'auteur de *Antisémitisme et société bourgeoise: interprétations néo-marxistes* (Varsovie 2005).

August Grabski travaille à l'Institut d'histoire juive de Varsovie et est co-auteur du livre: *Le trotskysme: Doctrine et mouvement politique* (Varsovie, 2003).

NOTES des auteurs (P.K et A.G.) et du traducteur (Y.C.)

1. Mieczyslaw Moczar (1913-1986), membre du Comité central du Parti communiste polonais de 1965 à 1981. Général de l'Armée du peuple, ministre de l'Intérieur (1964-1968). Il joua un rôle déterminant dans les événements de mars 1968 en Pologne durant lesquels il fut un des "durs" du Parti stalinien (Y.C.).

2. L'Association patriotique Grunwald fut créée en 1981 par un certain nombre de staliniens du Parti communiste. Grunwald est un village où se déroula en 1410 l'une des plus grandes batailles du Moyen Age, souvent appelée la bataille de Tannenberg. Au cours de cette bataille, des troupes polonaises, lituaniennes et ruthènes battirent l'Ordre allemand des chevaliers teutoniques. Néanmoins les slogans antisémites diffusés par l'Association Grunwald furent rejetés unanimement par les militants de Solidarnosc.

3. Rédacteur en chef de cette revue, il est récemment devenu le rédacteur en chef adjoint de l'édition polonaise du *Monde diplomatique*. Il se présente en Pologne comme un membre de la Quatrième Internationale. (P.K et A.G.).

4. Cf. «James Petras: un gringo chauvin, antisioniste et antisémite», pp. 302-306 de ce livre.

5. Souligné par nous (P.K et A.G.).

6. Fondé en 1967 sous la direction de Georges Habache et Ahmed Jibril, le Front populaire de libération de la Palestine combine nationalisme arabe et une phraséologie marxisante. Ce groupe a rejoint l'Organisation de Libération de la Palestine en 1968 et était dans les années 70, au sein de l'OLP, le deuxième groupe le plus important après le Fatah. Il défend l'idée d'une Palestine où vivraient Juifs et Arabes avec les mêmes droits mais qui serait intégrée dans la «nation arabe», concept qui joue pour le FPLP un rôle essentiel et permet de satisfaire à la fois les gauchistes naïfs et les nationalistes arabes (Y.C.).

7. C'est-à-dire depuis la création de l'Etat d'Israël (P.K et A.G.).

8. Compradors: ce terme désigne traditionnellement les éléments (intermédiaires, hauts fonctionnaires, commerçants, voire même entrepreneurs) de la bourgeoisie d'un pays dépendant qui se mettent au service d'une bourgeoisie «étrangère» (coloniale ou impérialiste). Ils sont généralement accusés de jouer un rôle «parasitaire» par rapport à un «bon» développement capitaliste qui pourrait favoriser une «saine» accumulation primitive permettant l'émergence d'une bourgeoisie «nationale». Ce concept a connu une grande fortune dans la propagande des mouvements nationalistes, staliniens ou pas. Son principal inconvénient: il permet de faire croire aux exploités qu'il y aurait deux bourgeoisies, une bonne (la bourgeoisie nationale) et une mauvaise (la bourgeoisie compradore). Cette opposition factice ressemble comme deux gouttes d'eau à celle entre capitalisme éthique (ou économie durable) et néolibéralisme, ou petite industrie et multinationales, coopératives et capitalisme, entreprises privées et

entreprises nationalisées, etc. Bref les lieux communs de l'altermondialisme actuel. (Y.C.).

9. Secrétaire général du FPLP, Saadat fut arrêté par l'Autorité palestinienne après le meurtre du ministre israélien du Tourisme, Rehavam Zevi en 2001, emprisonné à Jéricho en Palestine puis emmené en Israël en mars 2006, après l'intervention d'un commando israélien (Y.C.).

10. Cf. Shulamit Aloni "L'assassinat d'une population sous des airs de vertu, republié en polonais dans *Rewolucja* n° 3, et traduit en français: http://www.fairelejour.org/article.php3?id_article=590). Cet article est en fait très ambigu car il semble suggérer qu'un génocide pourrait se produire, car cette ex-secrétaire générale du Parti travailliste, ex-ministre de l'Education sous Rabin et membre actuelle de la direction du parti Meretz, conclut: «ce n'est pas encore un génocide sous la forme terrible et unique dont nous avons été les victimes». Son article constitue plutôt un rappel à l'ordre des principes de la morale juive et un avertissement puisqu'un rabbin cinglé (Israël Hess) a écrit que les Israéliens «avaient tous l'obligation d'exécuter un génocide, parce ses recherches lui auraient fait découvrir que les Palestiniens étaient Amalech». (Les Amalécites sont une tribu nomade qui barra le passage aux Hébreux venus d'Egypte, mais qui fut battue ensuite par Saül et David.) On voit bien quelle utilisation des antisionistes antisémites peuvent faire de tels propos pour «prouver» les intentions génocidaires supposées des gouvernements israéliens. (Y.C.)

11. Cf. «James Petras: un gringo chauvin, antisioniste et antisémite», pp. 302-306 de ce livre..

12. Cette expression est une des expressions favorites du Ku Klux Klan et des milices d'extrême droite aux Etats-Unis qui mélangent un antisémitisme débridé, des théories conspirationnistes et une idéologie hostile aux fonctionnaires et à l'administration de l'Etat central (le gouvernement fédéral aujourd'hui) - idéologie aux relents anti-étatiques qui est celle des premiers pionniers et imprègne encore la Constitution américaine actuelle qui reconnaît au peuple le droit de porter des armes et de se révolter en cas d'abus du pouvoir (Y.C.).

13. *Socialist Viewpoint*. Petit groupe trotskyste américain dirigé par des anciens du SWP, l'ex «grand» parti trotskyste aux Etats-Unis qui a explosé en plusieurs chapelles de quelques dizaines de membres chacune. (Y.C.).

14. L'expression est de l'historien Isaac Deutscher, auteur notamment d'une célèbre biographie de Trotsky en trois volumes et d'un ouvrage intitulé *Essais sur le problème juif* (Y.C.).

15. Ceux qui s'intéressent à l'analyse de Thomas Haury et ne lisent pas l'allemand peuvent se reporter à lire l'article de S. Grigat («L'antisémitisme, l'antisionisme et la gauche») dans ce livre pp. 244-252, mais surtout au résumé en anglais d'une conférence de Thomas

Hauray sur le site <http://www.workersliberty.org/node/6705>, suivie de quelques critiques utiles. (Y.C.).

16. Cette question est en fait bien antérieure au stalinisme (censé, pour les trotskystes, régner à partir de 1924 et être l'antithèse de la période rose «léniniste»): elle se posa au sein de l'Union soviétique (dans les rapports entre le gouvernement central et les républiques musulmanes, par exemple); au sein du gouvernement soviétique (dans ses innombrables compromis diplomatiques avec les puissances impérialistes comme avec la République de Kemal Ataturk, ce qui coûta la vie aux communistes turcs qui s'opposaient aux kémalistes et permit au dictateur turc de massacrer les Kurdes en 1921 grâce aux bons conseils du bolchevik Frounzé); et dans l'Internationale communiste (cf. par exemple les tentatives des communistes allemands de récupérer des thèmes nationalistes voire de s'allier avec des groupes nationalistes, comme l'illustre la «ligne Schlageter» du KPD prônée par le bolchevik Karl Radek en 1923), tout cela entre 1917 et 1924. (Y.C.).

17. Ville où une partie de la population polonaise participa à un pogrom antijuif par les nazis en 1941 (P.K. et A.G.).

18. Celle que nous critiquons ici (P.K. et A.G.).

19. Dans sa conférence, Thomas Hauray définit ainsi la «personnalisation»: «tous les processus sociaux et les relations sociales sont expliqués par l'œuvre consciente de gens foncièrement mauvais. Le corrolaire nécessaire d'une telle personnalisation est la théorie du complot». (Y.C.).

20. Cette historienne a écrit plusieurs ouvrages qui ont été traduits en anglais et en allemand mais pas en français: *Germans, Jews, And Antisemites: Trials in Emancipation* (Allemands, Juifs et antémites: tentatives d'émancipation); *Das jüdische Projekt der Moderne* (Le projet juif de la modernité); *Antisemitismus als kultureller Code* (L'antisémitisme, un code culturel); *Germany: The Urban Master Artisans, 1873-1896* (Les maîtres artisans urbains en Allemagne, 1873-1896). (Y.C.).

21. Moshe Zuckerman, professeur d'histoire allemande à l'université de Tel Aviv. Intellectuel de gauche critique par rapport au sionisme. On peut trouver un court article de lui en anglais sur Internet: «On landscapes and human beings» <http://kremerphoto.com/infectedlandscape/zukermann.htm>

22. Matzpen (La Boussole) organisation d'extrême gauche antisioniste israélienne créée en 1962 qui comprenait notamment des anarchistes, des maoïstes, des communistes dissidents, des trotskystes et n'existe plus depuis les années 80. Elle publiait une revue en hébreu et en arabe et avait des contacts avec le FDLP. On peut trouver quelques textes en anglais sur les sites <http://www.matzpen.org/index.asp>, <http://libcom.org/library/matzpen> et aussi en français notamment de Moïshe Machover. http://agircontrelaguerre.free.fr/article.php3?id_article=340 ou

<http://www.marxsite.com/AkivaOrrMosheMach.htm> qui a été publié en français dans la revue *Socialisme international* (Y.C.).

23. Bund: parti ouvrier socialiste juif en 1897 en Pologne, en Lituanie et en Russie. Opposé au sionisme, il se bat pour l'émancipation des travailleurs juifs dans le cadre d'un combat plus général pour le socialisme. Le Bund sut développer un véritable mouvement culturel autour de la langue yiddish. Ses militants participèrent à la guerre civile aux côtés des bolcheviks, malgré leurs désaccords. Une partie des militants bundistes se rallièrent au parti communiste. Les autres organisations bundistes furent interdites en Union soviétique dès la fin de la guerre civile, en 1921. Le Bund lutta contre l'oppression russe, polonaise et nazie. L'influence de cette tendance politique est aujourd'hui minuscule au sein des «communautés juives», les nazis ayant exterminé la plus grande partie des militants et sympathisants de ce Parti, tandis que Staline les emprisonnait ou les envoyait dans les camps. Après-guerre, le Bund dut se dissoudre en Pologne, et il ne resta plus que quelques noyaux isolés aux Etats-Unis, en Argentine ou en France. Voir le site Internet: www.geocities.com/bundistvoice (Y.C.).

Ni patrie ni frontières

Limites de l'antisionisme (I)

Un amalgame criminel

Depuis le commencement de la deuxième Intifada et spécialement depuis que l'armée israélienne, sous la direction de Sharon, a réoccupé à plusieurs reprises les Territoires soumis au contrôle de l'Autorité palestinienne, on a vu refluer, dans les rangs de l'extrême gauche, toute une série de slogans ineptes ou de comparaisons douteuses entre la politique de l'État d'Israël et celle du nazisme. Pour ce faire, les gauchistes ont procédé par réductions successives. D'abord le gouvernement d'union nationale israélien, que soutiennent donc presque tous les partis, est devenu le gouvernement Sharon. Ensuite Sharon est devenu le Boucher, puis Charogne – sinistre exemple de déshumanisation d'un ennemi de classe. Et enfin certains ont assimilé Sharon à Hitler ⁽¹⁾. CQFD.

Pour comprendre comment on est arrivé là, j'aborderai le soubassement «théorique» qui a permis ces glissements en me servant d'un article paru dans *Socialist Review* de juillet-août 2002, puis je prendrai deux exemples significatifs dans la presse révolutionnaire française (*Socialisme*), et américaine (*Socialist Worker*) ⁽²⁾. Mais quiconque dispose d'un ordinateur peut, à l'aide d'un moteur de recherche sur Internet, et en tapant les mots Sharon et Hitler trouver des centaines d'autres occurrences de cet amalgame criminel.

Notons qu'en ce domaine, comme dans bien d'autres aujourd'hui, on ne peut trouver de raisons solides de lutter contre un adversaire qu'en le comparant à Hitler. De Bush (qui comparait Milosevic et Saddam Hussein à Hitler) aux révolutionnaires, on retrouve un langage, des réflexes pavloviens communs, qui dénotent une pauvreté particulière de la pensée, ce dont on ne s'étonnera pas de la part du président américain, mais dont on ne peut que s'inquiéter de la part de militants qui disposent en principe d'une tradition et d'un capital théoriques, d'un éventail d'arguments solides, pour combattre Le Pen, Milosevic, Saddam Hussein ou Sharon.

Les prétendues origines «économiques» de l'antisémitisme

Dans le numéro de juillet-août de *Socialist Review* Sabby Sagal revient sur ce qu'elle considère la position marxiste concernant la «question juive». Elle découpe l'histoire de l'antisémitisme en plusieurs périodes.

Avant la révolution industrielle, l'antisémitisme s'expliquerait, selon elle, principalement par le fait que les Juifs étaient des usuriers, des collecteurs d'impôts, des banquiers, des commerçants, bref des intermédiaires nécessaires au fonctionnement de la petite production

marchande, puis du capitalisme naissant.

Cette «analyse» reprend une hypothèse avancée par le trotskyste Abraham Léon en 1942 dans *La Conception matérialiste de la question juive*, livre méritoire à l'époque, car réalisé dans des conditions extrêmement précaires, mais aujourd'hui complètement dépassé.

Les progrès de la recherche historique

En effet, les historiens ont considérablement avancé depuis soixante ans. Il suffit pour cela de parcourir, par exemple, les quatre tomes de *La Société juive à travers l'histoire*, recueil de contributions publié sous la direction de Shmuel Trigano chez Fayard en 1992.

En terre d'islam, au Moyen Age, les Juifs, loin d'être spécialisés dans le commerce et l'argent, exerçaient près de 250 métiers différents ! On est à des kilomètres du stéréotype du Juif incapable de cultiver la terre ou de travailler de ses mains. L'immense majorité étaient colporteurs, domestiques, employés, paysans, compagnons ou artisans.

Dans l'Occident médiéval, à une époque où, en théorie, les Juifs étaient cantonnés en principe à certaines professions, ils exerçaient en fait bien d'autres métiers que ceux qui leur étaient permis par l'Église. Les gros négociants et les banquiers juifs ne constituaient pas la majorité de la population juive, aussi réduites que fussent les communautés (elles variaient de quelques centaines à quelques milliers d'individus, à l'époque et étaient très dispersées sur le continent européen).

Les registres d'impôts du XII^e siècle, par exemple, montrent que seule une minorité des 3 000 Juifs vivant en Angleterre étaient assujettis à l'impôt, et que cette minorité payait pour l'ensemble de la communauté, bien trop pauvre pour verser quoi que ce soit.

En Allemagne, au XIV^e siècle, sur 8 000 familles, 2 000 étaient pauvres et dépendaient des aumônes de leurs coreligionnaires. Certains Juifs étaient même tellement démunis qu'ils se joignaient à des groupes de marginaux et de délinquants allemands, ce qui explique pourquoi le vocabulaire de la pègre allemande contient un nombre si important de mots hébreux !

En Moravie, dans une communauté de 50 foyers, au XVII^e siècle, 5 familles versaient les 3/5^e des taxes communautaires. A Amsterdam, à la fin du XVIII^e siècle, 4 000 Juifs entretenaient 18 000 indigents de la communauté. A Francfort, en 1870, 25 % de la communauté étaient sans ressources. A Varsovie en 1872, la haute bourgeoisie financière, industrielle et commerciale ne représentait que 6 % de la population juive.

Ces quelques exemples pris sur un intervalle de sept siècles montrent bien la fausseté et la perversité du mythe judaïsme = religion de l'argent, mythe entretenu par les différents pouvoirs religieux et politiques, repris jusqu'à la nausée par Marx dans *La Question juive* et encore illustré récemment par Jacques Attali dans son livre sur *Les Juifs et l'argent* ⁽³⁾.

N'en déplaie aux marxistes simplistes et... aux antisémites, l'explication «économique» ne tient tout simplement pas la route. Aussi ne faut-il pas s'étonner que certains marxistes accumulent les contre-vérités pour que leurs thèses ne volent pas en éclats. Ainsi dans l'article de Sabby Sagall déjà cité, l'auteur prétend qu'au Moyen Age les Juifs jouissaient de «protections et de privilèges», qu'ils avaient un «statut bien meilleur que celui des serfs», toutes affirmations qui laissent penser que la majorité des Juifs de l'époque faisaient partie des classes privilégiées, ce qui est totalement faux.

L'explication économique ne permet pas de comprendre les raisons de l'hostilité des masses paysannes ou citadines à l'égard des Juifs pendant des siècles. Le facteur religieux a joué un grand rôle puisque toutes les sociétés occidentales jusqu'au XIX^e siècle reposaient sur des valeurs chrétiennes et que ces valeurs organisaient tout: le pouvoir politique, la justice, l'enseignement, les lois, la vie sociale, etc.

Mais des facteurs linguistiques, ethniques, puis nationaux sont aussi intervenus: en dehors de l'hébreu, du judéo-espagnol ou du yiddish, les Juifs parlaient souvent une autre langue que celle du pays où ils habitaient. (Par exemple, les Juifs anglais expulsés de France en 1066, parlaient français, avant d'être chassés à leur tour d'Angleterre deux siècles plus tard, en 1290; en 1895, 80 % des Juifs serbes parlaient encore le judéo-espagnol tout comme 96 % des Juifs bulgares, etc.) Et cette particularité les distinguait et les isolait du reste de la population.

Enfin, le fait que les Juifs savaient lire et écrire (pour des raisons religieuses) faisait d'eux une minorité très distincte, dans un océan d'illettrisme et d'ignorance crasse entretenu par l'Église et les classes dominantes. L'alphabétisation constituait pour eux un atout très appréciable lorsqu'on leur permettait d'exercer leurs talents, et cela ne pouvait que susciter la haine et la jalousie.

Mais le fait que les marxistes réduisent l'antisémitisme à une question principalement «économique» a une seconde conséquence problématique: cela impliquerait que, lorsque le mode de production capitaliste aura disparu, toutes les formes de racisme s'envoleront en fumée⁽⁴⁾. Difficile d'imaginer une position plus naïve.

Israël: une «colonie de peuplement» aux allures de mouvement de libération nationale

En ce qui concerne le sionisme, il est curieux que le SWP britannique qui appuie (avec raison) la lutte de libération nationale des Palestiniens après avoir soutenu, de façon relativement critique, tous les mouvements d'émancipation nationale depuis un demi-siècle, ne se rende pas compte que le sionisme a lui aussi été une sorte de mouvement d'émancipation nationale, même s'il a abouti à construire une colonie de peuplement, à l'image des États-Unis, de l'Australie ou de l'Afrique du Sud⁽⁵⁾, ce qui lui donne des caractéristiques particulières et fort déplaisantes. Mais n'est-ce pas le cas de tous les

mouvements de libération nationale ? Si la plupart d'entre eux n'ont pas été soutenus par l'impérialisme américain, ils ont bénéficié du soutien militaire très efficace de l'impérialisme russe. Où est la différence ?

Une difficulté théorique incontournable

Enfin, l'argument selon lequel le sionisme aurait besoin de l'antisémitisme pour exister rappelle l'argumentation de ceux qui prétendent que si les femmes ne portaient pas des minijupes ou des décolletés plongeants, elles ne se feraient pas violer par les hommes. (Sabby Sagall va jusqu'à écrire que «lorsque l'antisémitisme n'existe pas, le sionisme le crée de toutes pièces». Elle cite à l'appui de sa «thèse» le fait que le Mossad aurait posé une bombe dans les années 50 à l'intérieur d'une synagogue de Bagdad pour créer la panique chez les Juifs irakiens. On a du mal à croire qu'une seule bombe ait suffi à mettre fin à 2000 ans de coexistence idyllique !)

Poussons ce «raisonnement» plus loin: s'il n'y avait plus de Juifs, il n'y aurait plus d'antisémitisme, n'est-ce pas ? C'est d'ailleurs le raisonnement que tient Marx dans *La Question juive* lorsqu'il explique qu'une fois que tous les peuples (dont les Juifs) se seront débarrassés de l'aliénation religieuse, les Juifs disparaîtront (en 1844, Marx ne pensait évidemment pas à une élimination physique, mais à une assimilation totale et une disparition des barrières culturelles, religieuses, «raciales», sociales, etc., entre les hommes).

On voit bien que l'existence du peuple juif pose un problème aux «marxistes», et qu'ils n'arrivent pas à définir une position face à ces millions d'hommes et de femmes qui ne rentrent pas dans leur cadre théorique rigide. On sent l'irritation et l'incompréhension poindre lorsque Sabby Sagal nous explique que «la plupart des peuples de l'Antiquité ont été assimilés dans les sociétés environnantes et ont disparu en tant que groupes ethniques distincts». Ah, ces Juifs tout de même, quels empêcheurs de tourner en rond !

Curieusement, la majorité de ces marxistes tombent dans l'exaltation du nationalisme arabe ou panarabe, phénomène encore plus flou et complexe à saisir que le nationalisme juif, mais peu importe. Tout à coup il n'est plus question de s'étonner du manque d'«assimilation»... des Arabes ! Marx n'a pas écrit un ouvrage s'appelant *La Question arabe* ou *La Question musulmane*, aussi se sentent-ils le droit de se lancer dans toutes sortes d'innovations catastrophiques ⁽⁶⁾.

Juifs et Arabes: 2000 ans de paix ?

Dans son article, Sabby Sagal prétend également que les Arabes et les Juifs auraient vécu en bonne intelligence pendant 2 000 ans et que seules l'existence d'Israël et les «provocations» de cet État auraient suscité l'hostilité des masses arabes contre les Juifs. Là encore, l'auteur ignore délibérément la réalité et ne tient pas compte des données historiques.

Quiconque a ouvert le Coran, ne serait-ce que quelques minutes,

ne peut ignorer qu'il s'agit d'un ouvrage rempli de propos extrêmement violents et haineux contre les Juifs. Certes, les diatribes anti-juives coexistent avec des analyses plus modérées, mais force est de constater que ce ne sont pas les parties les plus subtiles du Coran qui ont eu, historiquement et politiquement, le plus d'impact ⁽⁷⁾. Ensuite, il faut souligner que les Juifs étaient soumis à un statut spécifique dans le monde musulman (celui de *dhimmi*) sans doute meilleur que celui qu'ils avaient sous la chrétienté médiévale, mais qui ne leur garantissait pas l'égalité juridique totale, et leur interdisait d'exercer certaines fonctions. (A ce propos on se reportera à l'article «Géopolitique de l'islam et statut des dhimmis juifs» dans la Compil' n° 2 de Ni patrie ni frontières: *Islam, islamisme, «islamophobie»*).

Enfin, ce que l'auteur oublie de dire, c'est que la situation des Juifs dans les pays arabes est devenue plus difficile au XX^e siècle non pas tant à cause de la création de l'État d'Israël en 1948, mais à cause des mouvements d'indépendance nationale qui ont affecté toute cette zone géographique et avaient commencé dès le début du XX^e siècle. Les Français d'Algérie ont dû faire leurs valises, comme les Juifs des pays arabes, parce que ces deux communautés, pour des raisons historiques en partie différentes, ne se sont pas montrées solidaires des luttes pour l'indépendance nationale dans les régions où elles vivaient depuis des siècles. Mais aussi parce qu'elles occupaient une position sociale à bien des égards «privilegiée» par rapport aux masses arabes paupérisées, du moins dans leur relation avec les puissances coloniales.

Et même si Israël n'avait pas été créé en 1948, il y a gros à parier que les Juifs des pays arabes auraient de toute façon servi de boucs émissaires aux nationalistes locaux.

Le sionisme est né et a prospéré historiquement surtout parce que des millions d'hommes et de femmes, pour des raisons à la fois religieuses et historiques, ont considéré et considèrent toujours qu'ils ont en commun quelque chose de très fort, de plus puissant que leur appartenance à tel ou tel État national. Ce «quelque chose» (ce sentiment d'appartenance à un peuple) varie suivant les individus, les périodes, les groupes sociaux, et depuis l'existence de l'État d'Israël il est évidemment instrumentalisé par le sionisme. Mais il existait bien avant la Shoah et le sionisme.

Dans une telle confusion politique et théorique, on comprend mieux comment, dans la propagande antisioniste quotidienne, peuvent se produire des glissements douteux. Et nous allons en donner deux exemples.

A trop vouloir prouver...

Le numéro 3 de *Socialisme* (p. 8 et 9) présente côte à côte deux photos, l'une montrant des soldats allemands pendant la Seconde Guerre mondiale et l'autre celle d'un soldat israélien. Lors d'une des manifestations de «solidarité» avec la Palestine à Denfert-Rochereau, à Paris, le quartier a été couvert d'affichettes anonymes: «Hitler a un

fil: Sharon.» Tirer un trait d'égalité entre Sharon et Hitler ne peut qu'amener des gens de gauche, pleins de bonnes intentions (mais ayant, quand même un fonds antisémite inconscient), à donner libre cours à leurs pulsions racistes. Ces deux photos jouent le même rôle que ce slogan débile. Et les légendes sous les photos sont encore pires: d'un côté, on a un «soldat nazi», de l'autre un «soldat israélien». Tout d'abord «nazi» n'est pas une nationalité, contrairement à «israélien», mais une appartenance politique. Il s'agit donc d'un soldat allemand, et pas d'un soldat nazi (du moins la rédaction de *Socialisme* n'en sait rien).

Par contre, ce que les soldats allemands (nazis ou pas) faisaient aux Juifs n'avait rien à avoir avec des «brimades» comme le prétend la légende: une brimade, c'est obliger quelqu'un à se balader à poil, ou lui faire avaler un truc dégueulasse, etc., bref ce qu'on faisait à l'armée il y a cinquante ans ou dans les classes préparatoires aux grandes écoles ou en fac de médecine encore aujourd'hui. Les soldats allemands ne «brimaient» pas les Juifs, ils les exterminaient sans la moindre pitié. La différence entre des brimades et l'extermination de 6 millions de personnes n'est pas une simple nuance de vocabulaire.

De l'autre côté, *Socialisme* présente une photo d'un soldat israélien qui «menace» (selon les termes de la légende) des Palestiniens. D'abord cette photo est coupée pour ne pas dire tronquée: le découpage laisse croire que le soldat menace la famille avec son enfant, mais on ne montre pas la ou les personnes qui se trouvent certainement à terre, ou plus loin. *Socialisme* ne précise pas dans quelles circonstances a été prise la photo, alors que, pour ce qui concerne celle sur les Juifs et le soldat allemand, tout le monde sait ce qui s'est passé pendant la Seconde Guerre mondiale. De plus, le mot «menacer» est bien plus fort que le mot «brimer». Pour un esprit faible, la conclusion est simple: ce que font les Israéliens aux Palestiniens est au moins aussi grave (sinon pire) que ce que les nazis ont fait aux Juifs⁽⁸⁾.

Les principaux partis de l'État démocratique israélien n'ont pas l'intention d'exterminer les Palestiniens et ne se sont jamais livrés à des pratiques d'élimination massive de milliers de Palestiniens. Laisser entendre le contraire est irresponsable⁽⁹⁾. Par contre, c'est dans les États arabes que l'on diffuse librement les prétendus *Protocoles des sages de Sion*⁽¹⁰⁾ et que tout un tas de nazis se sont reconvertis après 1945 dans le conseil politique aux dirigeants politiques arabes. C'est dans les États arabes que les journaux diffusent quotidiennement de la propagande antisémite. Et c'est dans les États arabes que l'on tue ou emprisonne des Juifs, pour le simple fait qu'ils sont juifs. Et cela l'article de *Socialisme* ne le dit pas.

L'antisémitisme moderne

Le numéro 3 de *Socialisme* publie des extraits de l'autobiographie de Tony Cliff⁽¹¹⁾ (*A World to win*), et un article de Daniel Lartichaux. Ces

deux textes sont remplis d'inexactitudes sur l'antisémitisme. D. Lartichaux prétend que «le seul ressort» des «actes horribles» commis contre les synagogues en France serait «le conflit au Proche-Orient». Il oublie de mentionner qu'il existe en France un antisémitisme vivace, aussi bien dans les milieux de droite et d'extrême droite, que dans des franges de la gauche, chez une partie de la population maghrébine et ses enfants. Les voix de Le Pen viennent d'électeurs de droite comme de gauche; de plus, la coexistence entre le judaïsme et la religion musulmane au Maghreb n'a pas toujours été sans difficultés. Cela ne peut qu'influencer le comportement de ceux dont les parents ou grands-parents sont nés en terre d'Islam.

En ce qui concerne l'extrait de l'autobiographie de Cliff, il contient lui aussi des erreurs énormes: «le ghetto économique et intellectuel a disparu», affirme tranquillement Cliff à propos de l'Allemagne du début du XX^e siècle. Quiconque connaît l'histoire des Juifs d'Allemagne sait que l'antisémitisme a persisté bien après la première unification, sinon jamais Hitler n'en aurait fait un point de son programme dès *Mein Kampf*. Jamais il n'aurait pu imposer aussi facilement toutes les lois antisémites en venant au pouvoir, sans parler de la Solution finale. Mais évidemment cela permet de réduire l'antisémitisme nazi à la nécessité d'inventer des boucs émissaires face à une «crise qui détruisit les moyens d'existence de couches importantes de la petite bourgeoisie» (*Socialist Review*).

De plus, Cliff «oublie» de mentionner les tirs de Scud contre Israël et tous les discours et les actes des dirigeants arabes contre Israël depuis cinquante ans. Si les Juifs d'Israël n'ont pas été massacrés ou au moins jetés à la mer depuis 1948, ce n'est pas parce que les États arabes des alentours n'en avaient pas envie. Mais parce que les Juifs ne se sont pas laissés faire et, pour cela, ont utilisé tous les alliés possibles. Lors de la guerre de 1948, c'est l'impérialisme russe qui a sauvé les Juifs en livrant massivement des armes par l'intermédiaire de la Tchécoslovaquie, puis l'impérialisme américain a pris la relève de façon bien plus efficace.

Certes, la question d'Israël est complexe, et l'on ne peut pas tout dire en deux pages, mais en établissant un parallèle dangereux (et aux connotations antisémites, même si ce n'est évidemment pas du tout l'intention de *Socialisme*) et en oubliant de parler de l'antisémitisme dont ont été victimes les Juifs en Allemagne et en France encore aujourd'hui, la revue laisse entendre que les Juifs auraient eu une autre solution immédiate et concrète. Laquelle ?

En théorie, une révolution socialiste mondiale, mais il n'y en a jamais eu et personne ne sait s'il y en aura une prochainement. Et face à l'antisémitisme bien concret, il fallait et il faut se défendre. Dans le passé, des centaines de milliers de Juifs ont essayé de suivre la voie que *Socialisme* préconise aujourd'hui; ils se sont engagés dans toutes les tendances du mouvement ouvrier. Le moins qu'on puisse dire, c'est que cela ne les a protégés ni de l'antisémitisme de la

gauche, ni de l'extermination par le tsar, les nazis, Pétain et bien d'autres. Et que la «question juive» a toujours été sous-estimée par la gauche et l'extrême gauche.

Comment ne pas comprendre que l'existence d'un État – disposant, de surcroît, de l'arme nucléaire – semble aux Juifs, depuis l'Holocauste, une garantie (relative) plus sûre qu'un siècle et demi de beaux discours contre le racisme ou pour l'internationalisme ? Cette politique conduit certes à une impasse totale d'un point de vue historique, mais le mouvement ouvrier a sa part de responsabilité dans cet échec. Encore faudrait-il l'admettre honnêtement et en rechercher les causes.

Si Israël n'existait pas et n'avait pas décidé, grosso modo après le procès Eichmann, de mener campagne partout dans le monde contre l'antisémitisme, on ne saurait pas le centième de ce que l'on sait aujourd'hui sur l'antisémitisme, la passivité de la majorité des populations européennes, les complicités des États bourgeois avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. Si aujourd'hui Israël utilise en Palestine, c'est parce que, pendant des dizaines d'années, la gauche et même l'extrême gauche ne considéraient pas l'antisémitisme comme un problème fondamental ⁽¹²⁾.

Un glissement dangereux

Le deuxième exemple d'antisionisme douteux est celui du journal *Socialist Worker*, organe de l'International Socialist Organization aux États-Unis, qui a comparé la progression des chars israéliens dans les rues de Jenine avec celle des Allemands dans le ghetto de Varsovie !!! Se servant de la déclaration d'un officier israélien qui avait effectué cette comparaison, l'hebdomadaire américain apporte de l'eau au moulin de l'antisémitisme en se cachant hypocritement derrière les propos d'un Juif sioniste !

Pourtant, faut-il le rappeler, il n'existe pas de camps de concentration en Israël/Palestine et l'armée israélienne n'occupe pas un pays «étranger» (la situation est beaucoup plus complexe); les soldats israéliens ne se trouvent pas à des milliers de kilomètres de leur sol natal, et surtout ils n'ont absolument pas l'intention d'exterminer la population palestinienne comme les nazis et leurs sbires polonais l'ont fait.

Cette comparaison ne peut que nourrir les sentiments antijuifs qui ici, en France, ont amené des individus simples, manipulés, voire les deux, à essayer de mettre le feu à des synagogues, à jeter des pierres et à tabasser des Juifs en pleine rue.

De plus, une telle position n'aide pas les Palestiniens à avoir une conscience claire des objectifs véritables de leurs dirigeants. Une chose est d'être favorable à l'existence d'un État palestinien, une autre est de soutenir inconditionnellement la dictature corrompue d'Arafat et de ses alliés.

Une chose est de soutenir la lutte des Palestiniens pour leurs droits démocratiques, une autre est de croire (ou de faire croire) que le terrorisme est seulement ou principalement le produit de la politique expansionniste israélienne.

Les forces religieuses (Hamass, Djihad) et non religieuses (OLP, etc.) font toutes l'apologie du martyr – ce qui aboutit, en toute logique, à massacrer régulièrement des civils israéliens et à empêcher toute coexistence pacifique entre les peuples israélien et palestinien et surtout tout combat commun.

(Y.C., *Ni patrie ni frontières* n° 1, septembre 2002,)

Notes

1. Il est intéressant de noter qui furent, sans doute, les premiers à accuser des Juifs d'être complices d'Hitler, du temps même de l'Allemagne hitlérienne. Comme le rapporte Tom Ségué, dans *Le Septième Million*, des combats politiques extrêmement violents opposèrent les ancêtres des travaillistes (le Mapai) et du Likoud actuel (le Herout), le parti d'Ariel Sharon. Les Juifs de Palestine savaient parfaitement ce qui se passait en Allemagne, puis en Pologne, en Hongrie, etc., et, à cause de clauses très restrictives concernant l'émigration en Palestine, ils durent faire des choix extrêmement douloureux dans les années 1930 et 1940. Mais le fait que des Juifs sionistes aient utilisé ce genre d'amalgame crapuleux pour disqualifier politiquement et moralement d'autres Juifs ne justifie aucunement que l'extrême gauche y ait recours aujourd'hui.

2. Les trois publications citées ci-dessus défendent, à quelques nuances près, les positions du Socialist Workers Party britannique, l'organisation d'extrême gauche la plus importante en Europe actuellement. Se réclamant de Lénine et de Trotsky, ce groupe assez vivant a introduit quelques variantes dans l'orthodoxie léniniste en dénonçant le capitalisme d'État dans tous les États prétendus ouvriers ou socialistes et adopté une attitude et une analyse plus critiques vis-à-vis des mouvements de libération nationale que les différentes branches de la Quatrième Internationale. Mais aujourd'hui il est devenu un groupe tiersmondiste opportuniste.

3. Cet intellectuel totalement irresponsable n'a pas hésité à se répandre dans les médias pour expliquer que les Juifs avaient le «génie de l'argent». On peine à comprendre pourquoi un peuple doté de tant de qualités prétendument héréditaires aurait constitué un État perpétuellement en pleine banqueroute financière et pourquoi tous les Juifs de la planète ne sont pas milliardaires. Mais peu importe à Attali que ses thèses absurdes apportent de l'eau au moulin de l'antisémitisme le plus grossier et ne cadrent pas avec les faits. Du moment qu'on parle de lui, il est content...

4. Et cette position absurde se retrouve dans la propagande des groupes révolutionnaires à propos de toutes les tares de la société actuelle. Elle leur permet de négliger les conflits qui opposent

nations, ethnies et genres, pour se réfugier dans la croyance béate que la révolution résoudra tout. Citons une autre variante de cet aveuglement: «Ce n'est que lorsque la majorité des Juifs dénonceront Israël que l'antisémitisme sera vaincu.» (*Socialist Review*) Comme si l'antisémitisme n'existait pas avant 1948 et que les Juifs en étaient les principaux responsables! Dans le livre de Yair Auron *Les juifs d'extrême gauche en mai 68*, un militant maoïste en visite dans les camps palestiniens durant les années 70 raconte la réaction extrêmement hostile de ses interlocuteurs lorsqu'il leur avoua naïvement qu'il était juif.

5. Cf. l'article de Yoren Iftachel sur les Bédouins d'Israël, *Transeuropéennes* n° 22.

6. C'est pourquoi certains cherchent à nous expliquer que l'islamisme fondamentaliste serait une idéologie quasi révolutionnaire.

7. De même, c'est la lecture la plus antijuive (donc antisémite) du Nouveau Testament qui a influencé les chrétiens pendant 2000 ans, et non une interprétation plus équilibrée. L'Église catholique a dû encore récemment détruire des millions d'exemplaires d'une nouvelle édition de la Bible en espagnol, car elle contenait de nombreux commentaires antisémites.

8. On retrouve d'ailleurs là un des arguments antisémites inversés, employés souvent à gauche et à l'extrême gauche. Nos bonnes âmes s'étonnent qu'un peuple qui a subi tellement de persécutions au cours de son histoire puisse à son tour mener une répression féroce dans les Territoires occupés. D'abord ce raisonnement part d'une prémisse fautive, celle de la responsabilité collective: tous les Allemands n'étaient pas nazis (Hitler en a jeté plus d'un million dans les camps). Et tous les Juifs n'étaient pas des victimes au même degré (certains ont collaboré avec les nazis, croyant sauver leur peau; d'autres n'ont pensé qu'à eux-mêmes, ont émigré à temps et ignoré le sort de leurs coreligionnaires; d'autres se sont battus les armes à la main, etc.). De même, tous les Juifs d'aujourd'hui n'approuvent pas la politique de leur gouvernement et les exactions de l'armée. Et certains de ceux qui vivent en Israël vont jusqu'à refuser de servir sous l'uniforme. De plus, ce raisonnement repose sur l'idée naïve que celui qui a été victime d'une injustice, de l'oppression, de la torture (ou celui dont les parents ou les grands-parents ont été martyrisés ou tués) aurait automatiquement une stature morale et une lucidité politique supérieures. On n'est pas loin de l'idée d'une supériorité génétique liée, ce coup-ci, à l'expérience directe ou indirecte du martyr. Bref, on nage en plein fantasme.

9. L'État israélien mène une guerre sale qui, comme toutes les guerres modernes, frappe davantage les civils que les soldats professionnels. De toute façon, dans ce conflit particulier, la distinction civils/militaires n'a guère de sens puisque tout Israélien, homme ou femme, peut être appelé sous les drapeaux jusqu'à 40 ans

et que tout Palestinien peut s'engager dans une organisation pratiquant le terrorisme antijuif.

10. Faux fabriqué par la police tsariste afin d'étayer la thèse d'un imaginaire complot juif pour dominer le monde.

11. Dirigeant du SWP britannique, décédé en 2001, qui fit ses premières armes en Palestine sous le mandat britannique, dans le mouvement trotskyste, avant de venir militer en Angleterre. Il a notamment écrit deux biographies de Lénine et de Trotsky ainsi qu'un livre important traduit en français: *Le Capitalisme d'État en Russie*, EDI.

Ce problème ne date pas d'hier, comme en témoignent, par exemple, l'attitude des socialistes français pendant l'Affaire Dreyfus ou celle des résistants pendant la Seconde Guerre mondiale et après, qui mirent au second plan l'antisémitisme.

Ni patrie ni frontières

Limites de l' «antisionisme» (2)

Qu'est-ce que le sionisme ?

Il existe toutes sortes de définitions du sionisme et toutes sortes de sionistes: religieux, athées, socialistes, de droite, de gauche, d'extrême droite, etc. Il ne me semble pas utile d'entrer dans le détail de toutes les nuances ou des divergences qui les séparent. Il suffit d'indiquer que le sionisme est une forme de nationalisme, donc une idéologie qui repose sur une communauté d'intérêts imaginaire entre des individus appartenant à des classes sociales différentes. Le sionisme tente de mobiliser de façon totalement acritique le peuple juif (à l'échelle internationale) et les citoyens juifs d'Israël derrière le gouvernement de l'Etat qui s'est édifié au Moyen-Orient depuis 1948.

Existe-t-il un peuple juif ?

Pour *Socialist Worker* (organe de l'International Socialist Organization américaine), les Juifs seraient uniquement les pratiquants d'une religion, au même titre que les catholiques, les protestants, les hindouistes ou les bouddhistes et il n'existerait donc pas de peuple juif. Par conséquent les Juifs n'auraient aucun «droit» à un Etat. Effectivement, si l'on nie qu'il existe un peuple juif, et que ce peuple a éventuellement droit à une terre quelque part sur la planète, il est bien plus facile de «résoudre» le problème... sur le papier. Malheureusement pour nos doctrinaires bornés, il existe bien un peuple juif, et aujourd'hui un peuple et un Etat israéliens. On ne peut plus revenir en arrière.

Mais il faut approfondir un peu le problème. Les marxistes défendent depuis toujours le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme une revendication démocratique qui pourrait éventuellement débloquer certaines situations inextricables. C'est ainsi, par exemple, que Trotsky envisagea un moment la possibilité que les Noirs américains créent leur propre Etat, face au racisme indéfectible des Blancs. Ou que, d'un autre côté, Marx s'opposa aux luttes de libération nationale de certains peuples d'Europe centrale car elles ne lui semblaient pas aller dans le «sens de l'Histoire».

Aujourd'hui, on peut tirer le bilan de ces positions: les révolutionnaires socialistes n'ont eu aucune influence sur le développement des différentes luttes de libération nationale et le XX^e siècle a vu apparaître de multiples nouveaux États indépendants. Apparemment, ce processus de morcellement en États-nations n'est pas terminé, y compris au sein de la vieille Europe où les mouvements autonomistes prospèrent, de l'Ecosse au Pays Basque et à la

Catalogne en passant par la Corse. Cette volonté de repli sur soi, ce besoin d'identité locale, régionale ou nationale, s'est malheureusement avéré beaucoup plus fort que l'internationalisme prolétarien, la solidarité de classe entre les exploités.

On peut le regretter, dénoncer le nationalisme comme une impasse, mais comment fermer les yeux sur ce phénomène et s'étonner que le peuple juif ait voulu, lui aussi, avoir son Etat ? Rien n'exclut de penser que les Roms, minorité anti-étatique s'il en est jusqu'à présent, réclament un jour, eux aussi, d'avoir un Etat-nation quelque part sur la planète.

C'est donc dans ce cadre plus général qu'il faut situer la force du nationalisme juif, l'intérêt renouvelé de beaucoup de Juifs laïcs ou athées pour leur culture et leur religion, etc. A cette situation générale est venue s'ajouter l'élimination de 6 millions de Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le génocide n'a pu que convaincre (définitivement ?) les Juifs qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes et que leur seul moyen de ne pas se faire massacrer encore une fois était de faire bloc, d'appuyer la constitution d'un Etat disposant d'une puissance militaire imposante et de conclure toutes les alliances militaires ou économiques possibles, y compris avec les États les plus crapuleux.

Le nationalisme des opprimés est-il moins nocif que le nationalisme des oppresseurs ?

Ce qui se cache derrière le soutien souvent acritique aux mouvements de libération nationale, c'est à la fois l'idée que le nationalisme des vieilles nations serait plus nocif que celui des jeunes nations, mais aussi que les luttes de libération nationale pourraient accélérer l'avènement d'une révolution socialiste.

Cette analyse est totalement erronée.

Aucun mouvement de libération nationale victorieux dans les pays du tiers monde n'a débouché sur une révolution sociale. Quant à la domination coloniale ou impérialiste, elle a été remplacée par des dictatures implacables sur la classe ouvrière et les classes exploitées, de la Chine à l'Algérie en passant par Cuba. Cela ne signifie pas pour autant qu'il ne fallait pas s'opposer aux guerres coloniales, mais cela fixe les limites du soutien que l'on peut apporter aux luttes de libération nationale et surtout aux organisations qui en prennent la tête, et aux illusions que font naître ces mouvements. En clair: soutenir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes oui, porter les valises des futurs exploités, non !

A moins que, à l'instar des gaullo-tiers-mondistes indémodables du *Monde diplomatique*, on veuille encenser des politiciens comme Nasser, Ben Bella, Torrijos, Chavez, Castro ou Noriega, en les parant de vertus socialistes ou anti-impérialistes que ceux-ci n'ont jamais eues.

Le sionisme est-il colonialiste ?

Oui. Israël est une colonie de peuplement dont l'évolution ressemble à celle des Etats-Unis, de l'Australie, voire, par certains côtés de l'Afrique du Sud. Cette dernière comparaison est cependant dangereuse car la situation des Palestiniens en Israël n'a, pour le moment, aucun rapport avec celle des Africains noirs en Afrique du Sud avant la fin de l'apartheid et qu'elle criminalise dangereusement non seulement le gouvernement mais tous les citoyens israéliens. Israël s'est construit sur l'expropriation violente des terres et des biens du peuple palestinien et ce processus ne s'est jamais arrêté.

Le sionisme est-il impérialiste ?

Si l'on entend par là que l'Etat d'Israël a des visées expansionnistes, oui. Mais que dire alors de l'invasion du Koweït par l'Irak, du Liban par la Syrie, pour ne prendre que deux exemples dans la région ? Si l'on utilise le mot «impérialiste» dans le sens d'expansionniste, cela est vrai d'un nombre impressionnant d'États sur terre que les gauchistes ne passent pas leur temps à dénoncer à longueur de temps comme ils le font avec Israël.

Mais les gauchistes emploient ce mot dans un autre sens également: ils considèrent qu'Israël serait un «valet de l'impérialisme américain». Tout mouvement qui se réclame d'une idéologie nationale peut être amené à s'allier avec une ou plusieurs puissances dites impérialistes. C'est ce qu'ont fait le FNL algérien, le FLN vietnamien, tous les mouvements de guérilla d'Amérique latine et d'Afrique, l'Etat cubain, etc., avec l'impérialisme russe. C'est ce qu'ont fait les résistants afghans en acceptant l'aide américaine. Les gouvernements israéliens ont, eux, choisi l'impérialisme américain après avoir été directement aidés par les Soviétiques, au moment crucial de la création de l'Etat d'Israël, en 1948. Donc oui, l'Etat israélien a de fortes affinités avec les grandes puissances impérialistes, mais cela ne fait pas de lui un impérialisme au sens économique et financier du terme. Ou en tout cas, il faudrait le démontrer, chiffres à l'appui, et ne pas se contenter d'invectives.

Le sionisme est-il raciste ?

Toute idéologie nationaliste peut, à un moment ou un autre, employer des arguments racistes. Et tout Etat national utilise à un moment ou un autre l'arme de la xénophobie ou du racisme. Le nationalisme, l'Etat et le racisme marchent parfois ensemble, parfois séparément, mais il n'existe aucune incompatibilité majeure entre les trois. C'est d'ailleurs pourquoi les révolutionnaires sont favorables à la disparition des nations, des frontières et des États.

Donc, oui le sionisme a une dimension raciste potentielle, mais comme n'importe quelle autre idéologie nationale et nationaliste, y compris celle des Palestiniens, et **pas davantage qu'une autre**. Signalons d'ailleurs qu'au sein même d'Israël il existe de puissants préjugés racistes entre les Juifs eux-mêmes, préjugés dénoncés depuis des dizaines d'années par les Juifs orientaux ou éthiopiens, et sources de discriminations réelles en Israël.

Cependant, souligner constamment les tendances racistes du sionisme, tout en faisant l'impasse sur les tendances racistes des nationalistes palestiniens est extrêmement dangereux. L'utilisation systématique de cet argument est relativement nouvelle, comme l'a montré la conférence internationale de Durban sur le racisme où Israël fut condamné comme un Etat raciste par la majorité des présents. Ceux qui veulent absolument démontrer que le sionisme est une idéologie raciste jouent sur l'indignation morale qu'a suscitée le judéocide et essaient de la retourner contre Israël. Ce procédé est crapuleux car il aboutit, par touches successives, à faire un parallèle entre sionisme et nazisme. Et c'est justement ce qu'ont fait *Socialist Worker* en comparant les Palestiniens de Jenine aux Juifs du ghetto de Varsovie et *Socialisme* en juxtaposant des photos de soldats nazis et israéliens. De telles comparaisons ne sont pas du tout innocentes, car elles constituent une des armes favorites des négationnistes et des antisémites qui veulent à tout prix montrer que les Juifs sont aussi racistes que les autres, voire davantage.

Enfin, à force d'être banalisée, l'accusation de racisme devient une espèce de tarte à la crème qui lui enlève tout sérieux aux yeux de la majorité de la population, renforçant le nouveau credo des réactionnaires qui prêchent, sur le ton du bon sens, que tout le monde est raciste, et que l'on ne pourrait rien y faire.

Un Etat ou deux États ?

Socialist Worker prône la création d'un Etat qui regrouperait Juifs et Palestiniens. Sa position est incohérente. On ne peut pas à la fois prétendre que les Juifs ne seraient que les pratiquants d'une «religion», qu'ils occupent un territoire «étranger», que leur Etat est «raciste», «colonialiste» et fait le jeu de «l'impérialisme», et en même temps croire que les Juifs pourraient demain vivre sur le même territoire que les Palestiniens. *Socialist Worker* n'emploie même pas le terme d'Etat binational, ce qui est logique, puisqu'il nie qu'il existe un peuple juif et donc une nation juive.

Si les Juifs d'Israël sont les «pieds noirs» de la Palestine, ou bien une simple bande de religieux fanatiques ou illuminés, alors il faut en tirer la conclusion: ils doivent retourner dans les métropoles «impérialistes» d'où ils sont partis, comme c'est arrivé aux centaines de milliers de Français qui vivaient en Algérie ou aux Portugais qui habitaient l'Angola, le Mozambique ou la Guinée-Bissau. Rappelons que ce fut le credo de l'OLP pendant des dizaines d'années (cf. les déclarations de Choukeiry qui voulait «jeter les Juifs à la mer»), que son timide changement de position n'est que très récent (1988), et que c'est toujours la position des organisations terroristes comme le Hamas et le Djihad islamique qui posent des bombes en Israël.

Socialist Worker le sait bien, mais il évite soigneusement de poser le problème. Et pour rendre la situation encore plus inextricable, il se réfugie derrière une résolution de l'ONU qui, si elle énonce un droit

parfaitement juste, est inapplicable. On voit mal comment les 4 millions de Palestiniens de la Diaspora pourraient récupérer les terres et les maisons dont ils ont été expropriés ainsi que les emplois dont ils ont été privés. Où iraient les expropriateurs, c'est-à-dire les Israéliens ? Autant le versement d'une indemnisation semble raisonnable, autant le «droit au retour» est une aberration pour les Palestiniens – mais aussi pour les Juifs du monde entier.

Les Juifs ont constitué un Etat en s'appuyant sur la force, comme tous les peuples qui ont cherché à avoir un territoire à eux. La légende sioniste veut qu'ils soient arrivés dans une région inhabitée mais, aujourd'hui même, une partie des historiens israéliens ont démonté ce grossier mensonge. Les compromis auxquels il faudra bien arriver un jour seront forcément douloureux et injustes pour les deux parties. Les Israéliens n'occupent pas un pays étranger et la situation est plus complexe qu'une occupation coloniale classique d'un lointain territoire. Les frontières de l'Etat d'Israël sont par nature extensibles puisque, au départ, ni cet Etat ni l'Etat de Palestine n'avaient d'existence reconnue et par conséquent de frontières claires. Vu la situation actuelle, et l'idéologie nationaliste qui mobilise les deux peuples concernés, il semble impossible de concevoir que Palestiniens et Israéliens puissent vivre dans un même Etat. Il faudra donc bien (pour une période indéterminée et même si ce n'est pas une solution idéale) deux États et non un seul.

L'Etat d'Israël fabrique-t-il de l'antisémitisme ?

Non, cette accusation est absurde. Ou bien seulement dans le sens où tous les États fabriquent de l'hostilité contre leurs ressortissants lorsque leurs armées commettent des actes criminels. L'intervention armée des Etats-Unis en Serbie, en Afghanistan, en Irak ou en Somalie fabrique de l'anti-américanisme: de nombreuses personnes, de toutes tendances politiques, méprisent globalement les Américains. Mais on pourrait dire aussi que Chirac, en ce moment, suscite des réactions anti-françaises en Côte d'Ivoire ou que Mitterrand en a provoquées auparavant en Afrique et au Moyen-Orient.

C'est donc aux révolutionnaires de répéter inlassablement que l'on ne peut amalgamer les citoyens d'un État avec la politique de leur gouvernement et de faire connaître le combat des Israéliens qui s'opposent à leur gouvernement et luttent pour la paix, quitte à risquer la prison dans leur pays et à être considérés comme des traîtres par leurs compatriotes.

Et c'est aux révolutionnaires d'expliquer les différences entre Israéliens (citoyens d'Israël), Juifs (membres du peuple juif) et juifs (pratiquants du judaïsme). Les crétins antisémites sont en fait mobilisés par leurs pulsions racistes et non par les actes criminels de l'armée israélienne.

Ce n'est pas l'Etat israélien qui fabrique l'antisémitisme, ce sont les antisémites eux-mêmes. La lutte contre l'antisémitisme a besoin d'explications sérieuses sur les origines du racisme, pas de raisonnements tordus, à l'allure d'excuses.

L'État d'Israël va-t-il « nous » entraîner dans la guerre, voire dans une guerre mondiale ?

Cette façon de poser la question révèle une des principales raisons pour lesquelles le conflit israélo-palestinien suscite tant de passions en France, alors que cet affrontement, mineur par la taille des populations directement impliquées, demeure marginal et que d'autres conflits sont infiniment plus meurtriers sur la planète. Comme le disait la chanteuse Noa (par ailleurs fille d'Iztak Rabin): «En Israël, plus de gens meurent à cause des accidents de la route qu'à cause des attentats.» L'importance de l'affrontement israélo-palestinien se mesure plutôt à sa durée, au nombre de réfugiés et d'exilés concernés (plusieurs millions) et surtout à sa portée symbolique.

Beaucoup de gens ont l'impression que le monde occidental pourrait se trouver au bord du chaos ou en tout cas menacé par le terrorisme, à cause d'Israël (en clair à cause des «Juifs»). Le milliardaire Ben Laden les renforce dans cette vision en feignant de s'intéresser au sort des Palestiniens, c'est-à-dire en instrumentalisant leur situation, à l'instar de tous les dirigeants arabes. Mais, comme ils l'ont toujours fait, il les oubliera à la première occasion. L'absence de militants palestiniens dans les réseaux d'Al Qaida semble indiquer (pour le moment) qu'ils ne sont guère dupes de la démagogie du personnage.

Traiter de la guerre à propos d'Israël, c'est toucher au problème de l'origine profonde des guerres. Même si cet État n'était pas né en 1948, les rivalités seraient très fortes dans cette région, qui connaît, depuis l'effondrement de l'empire ottoman, une situation d'instabilité géopolitique considérable.

On le doit largement à l'action des grandes puissances impérialistes du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, qui ont cherché à se tailler des zones d'influence, à s'approprier des marchés et à contrôler les gisements de pétrole. La liquidation de toute puissance régionale et l'émiettement en États locaux plus ou moins artificiels favorisent les interventions extérieures et attisent les raisons de conflits internes.

Ainsi, la guerre la plus grave dans la région, qui s'est produite indépendamment de l'existence d'Israël, a opposé l'Irak à l'Iran de 1980 à 1988. Elle a représenté pour les pays impliqués une saignée équivalente à celle causée par la Première Guerre mondiale en Europe.

Tous les États occidentaux, ainsi que l'URSS, ont soutenu l'agression irakienne contre le régime islamiste iranien. L'État français y fut même cobelligérant, en prêtant des avions de guerre et des pilotes à l'Irak. Les attentats terroristes de 1986 furent d'ailleurs

une conséquence du contentieux de l'État français avec l'État iranien, aggravé par la question d'un financement que les Français ne voulaient pas restituer. Qui dans ce pays a dénoncé cette désastreuse diplomatie ?

On peut admettre que l'existence d'Israël et sa dépendance économique totale vis-à-vis des États-Unis compliquent la situation, mais elles ne sont pas à l'origine des tensions multiples qui déchirent la région, bien que les dirigeants de Tel Aviv essaient d'en jouer. Ceux qui voudraient prendre Israël comme bouc émissaire, et voir en lui l'obstacle à la paix dans le monde, oublient les deux guerres mondiales, la guerre froide et toutes les guerres coloniales depuis un siècle.

Pour poser la question autrement, Israël fait-il ou non partie du monde occidental ? Et si c'est bien le cas, ce fragment imbriqué dans le monde arabo-musulman peut-il aspirer le monde occidental dans un conflit avec l'ensemble de cette aire ? Quoi qu'il arrive, tout se passe comme si l'Europe avait tenté de résoudre son problème avec les Juifs sur le dos des Palestiniens. La responsabilité historique des Européens est donc encore plus lourde que celle des Américains. L'aggravation de la situation en Palestine n'est pas le produit d'un machiavélique cynisme chez quelques politiciens israéliens, ni de l'inconscience criminelle d'un Arafat. Ces gens-là prospèrent plutôt sur un terreau de problèmes inextricables que *tous nos* gouvernants ont tissé depuis un ou deux siècles. Comme nous persistons à les laisser en place, il n'y a aucune raison que les choses s'arrangent.

Le rassemblement des Juifs dans un Etat séparé constitue-t-il une démission devant l'antisémitisme ?

Non.

Pendant quelques dizaines d'années, des centaines de milliers d'ouvriers et d'intellectuels juifs ont cru au socialisme, voire à la révolution sociale. Aussi bien en Europe qu'en Amérique du Nord et en Amérique latine, le mouvement ouvrier a compté de très nombreux militants et théoriciens juifs, athées et révolutionnaires, aussi bien dans les mouvements anarchistes que marxistes. Mais vu la passivité ou l'inefficacité du mouvement ouvrier international devant les persécutions et les massacres des Juifs, notamment avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, on peut comprendre que la majorité des Juifs aient tiré un constat d'échec des tentatives d'une forte minorité d'entre eux de résoudre la prétendue «question juive» par une révolution socialiste.

Le moins qu'on puisse dire est que l'Union soviétique, considérée pendant des décennies comme un exemple par l'immense majorité des gens de gauche sur la planète, n'a pu que servir de repoussoir, vu l'importance de l'antisémitisme dans ce pays et la façon dont les staliniens l'ont utilisé, y compris dans les démocraties populaires.

Ce que les gauchistes demandent aux Juifs c'est de leur faire confiance les yeux fermés, de croire que les petits groupuscules

révolutionnaires, si jamais leurs idées s'emparaient des masses, ne commettraient pas les mêmes crimes et rendraient, pourquoi pas, l'humanité meilleure. C'est beaucoup demander, non ?

Surtout lorsqu'on sait qu'une (infime) partie des négationnistes français vient des rangs de l'extrême gauche. Cette même extrême gauche n'hésite pas à défiler avec des groupes qui brandissent les drapeaux du Hamas et qui crient «Mort aux Juifs» dans les rues de Paris. Encore récemment, le samedi 12 octobre 2002, un appel à manifester en «solidarité avec les Palestiniens», appel signé par des dizaines d'organisations d'extrême gauche et de gauche dénonçait justement la politique israélienne actuelle mais **sans mentionner une seule fois les attentats terroristes** qui ont fait des centaines de victimes en Israël. De plus, qui peut affirmer sérieusement que l'antisémitisme disparaîtrait dans un monde socialiste, si jamais celui-ci voit le jour ?

Enfin, il est faux de prétendre que l'Etat israélien ne combat pas l'antisémitisme. Au contraire, il ne fait que cela depuis 50 ans. Il mobilise toutes les énergies contre l'antisémitisme à l'échelle internationale.

Que cette propagande ne fasse pas disparaître l'antisémitisme, c'est une évidence (mais quelle propagande le pourrait ?); qu'elle ait imposé des limites à son expression publique dans les pays démocratiques occidentaux est difficilement contestable.

Entre les Palestiniens et le colonialisme (ou l'impérialisme), qui doit-on soutenir ?

Vu la façon dont la question est posée, les Palestiniens, bien sûr, mais tout dépend de ce que l'on entend par là. Le peuple palestinien ou l'OLP ?

En fait, cette façon de poser les problèmes n'est que la reprise d'un vieil argument que les staliniens et la bourgeoisie internationale utilisaient déjà pendant la guerre froide: «Qui n'est pas avec nous est contre nous.»

Il est curieux que ce genre de raisonnement soit repris par les sympathisants d'un courant politique qui est justement né du refus de choisir entre l'impérialisme américain et l'impérialisme russe. *Socialist Worker* est le journal de l'International Socialist Organization dont les ancêtres se sont battus dans les années 1940, 1950 et 1960 à la fois contre les staliniens et contre la bourgeoisie américaine.

Aujourd'hui et demain, comme hier, il n'y a aucune raison de choisir entre Sharon et Arafat, entre la corde et le peloton d'exécution. Si, un jour, une solution se dessine entre Israéliens et Palestiniens, elle se fera contre les nationalistes des deux côtés, sionistes, membres de l'OLP ou des mouvements intégristes. Alors autant annoncer dès maintenant la couleur – si c'est ce que l'on pense mais que l'on n'ose pas dire pour des raisons tactiques.

L'Autorité palestinienne est tout autant l'ennemi du peuple palestinien que les partis de droite et de gauche israéliens actuels sont les ennemis du peuple juif.

(Y.C., Ni patrie ni frontières n° 2, décembre 2002)

Ni patrie ni frontières

Limites de l'antisionisme ⁽³⁾

Bêtisier sioniste

«**Quelqu'un qui a toujours critiqué Israël est un antisémite.**»

(Elie Wiesel, entretien avec Paul Amar le 1^{er} février 2003 dans l'émission *On aura tout lu*)

Bêtisier antisioniste

(les passages soulignés en gras ne le sont pas dans l'original)

«Il faut se demander **à qui profite le crime**. Je dénonce tous les actes visant des lieux de culte. Mais je crois que le gouvernement israélien et ses services secrets **ont intérêt** à créer une certaine psychose, à faire croire qu'un climat antisémite s'est installé en France, pour mieux détourner les regards.»

(José Bové, à son retour d'Israël en 2002)

«On a peine à imaginer qu'une nation de fugitifs, issus du peuple le plus longtemps persécuté (...) soit capable de se transformer en deux générations en **peuple dominateur et sûr de lui** et, à l'exception d'un admirable minorité, en **peuple méprisant ayant satisfaction à humilier**. (...) Dans les derniers temps de la reconquête de la Cisjordanie, Tsahal s'est livré à des actes de pillages, homicides exécutions où le peuple élu agit comme la **race supérieure**. (...) Les juifs qui furent humiliés, méprisés, persécutés, humilient, méprisent, persécutent les palestiniens. Les juifs qui furent victime d'un ordre impitoyable imposent leur ordre impitoyable aux Palestiniens. Les juifs qui furent victimes de l'inhumanité montrent une terrible **inhumanité**.»

(*Le Monde*, juin 2002, «Israël-Palestine: le cancer», tribune libre signée par Danièle Sallenave, Edgar Morin et Sami Naïr)

Cette rubrique risque de devenir régulière vu les réactions négatives, voire violentes, qu'ont suscitées les articles dans les deux premiers numéros de *Ni patrie ni frontières* portant ce même titre et vu la façon dont les groupes dits d'extrême gauche traitent la question d'Israël. Mon objectif était assez limité, au départ: pointer les risques de dérapage antisémite dans la dénonciation unilatérale du sionisme qui va presque toujours de pair avec une complaisance vis-à-vis des autres formes de nationalisme présentes dans la région, qu'il soit palestinien ou arabe. Il me semblait aussi que l'irritation spécifique

contre le nationalisme juif-israélien venait notamment, chez les marxistes, de leur incapacité à prendre une distance critique vis-à-vis de deux de leurs textes sacrés: *La Question juive* de Marx et *La Conception matérialiste de la question juive* d'Abraham Léon. Paralysés par un respect religieux vis-à-vis des écrits de Karl Marx et Abraham Léon, ils refusent de prendre en compte les recherches historiques qui remettent en question de vieux schémas, sous prétexte que leurs maîtres à penser auraient tout dit.

Cette démarche religieuse (aussi athées que soient ses partisans) ne permet pas de comprendre l'existence de l'État d'Israël. On met donc l'accent sur les grandes manœuvres impérialistes (l'intérêt d'avoir un « pion » dans la région), sur la prétendue culpabilité morale de l'Occident (suite au génocide juif), facteurs qui ont certes joué un rôle mais qui évitent de s'attaquer à un problème essentiel: l'existence d'un peuple juif et d'un sentiment national suffisamment puissant pour aboutir à la création d'un nouvel Etat. On oublie que le projet sioniste est bien antérieur au judéocide, que les pogroms antisémites ont commencé bien avant l'arrivée au pouvoir de Hitler et que l'implantation en Palestine a démarré à une époque où il n'existait pas dans cette région d'États-nations structurés mais un Empire, l'empire ottoman, démantelé après la Première Guerre mondiale.

Il est évident que, du point de vue révolutionnaire, la multiplication des États ne facilite pas à priori l'avènement d'une société communiste débarrassée des patries et des frontières. Mais rien ne sert de regretter la Yougoslavie de Tito ou l'URSS de Staline comme le font certains groupes trotskystes en oubliant un détail: ces fédérations se sont construites contre la volonté des peuples. De même rien ne sert d'avancer des mots d'ordre comme ceux de fédération socialiste des États du Moyen-Orient, d'Etat palestinien binational, etc., sans tenir compte des réalités religieuses, sociales et politiques locales.

MISERE DE L'ANTISIONISME

Un lecteur, ex-militant trotskyste, me téléphone pour me communiquer son indignation à propos de mes articles sur « les limites de l'antisémitisme ». Je serais, selon lui, passé dans l'« autre camp ». Dont acte. Ce camp est d'ailleurs très large puisqu'il inclut, selon mon interlocuteur, non seulement la bourgeoisie mais... les trotskystes. Ensuite, il m'explique qu'il est pour la « destruction de l'Etat d'Israël » (je m'étonnerai toujours devant cette obstination, chez certains « révolutionnaires », à vouloir détruire **seulement un** Etat réactionnaire du Moyen-Orient, mais pas ceux qui l'entourent...) puis il conclut en m'expliquant que la Palestine occupée ne serait, paraît-il, qu'un vaste « camp de concentration », reprenant ainsi à son compte les propos ridicules de l'écrivain portugais Saramago au printemps 2002 lors de sa visite à Ramallah.

Rappelons tout d'abord que ce type de procédé vient de l'arsenal négationniste et antisémite: on retourne contre les Juifs certains mots qui ont une signification précise et ô combien douloureuse dans le peuple juif. De plus, comparer la Palestine avec un camp de concentration est tout simplement aberrant. Quand a-t-on jamais vu des prisonniers d'un camp quelconque disposer du droit d'avoir des armes et d'avoir leur propre police armée, voire de sortir du camp quand ils en ont les moyens économiques ? Encore une fois, nul besoin de comparer Israël à l'Allemagne nazie pour dénoncer sa politique: il est évident que les gouvernements israéliens successifs sont prêts à chasser la majorité des Palestiniens de Palestine et pour cela utilisent tous les moyens à leur disposition: dynamitage de maisons, refus d'employer de la main-d'œuvre locale, importation de main-d'œuvre asiatique, harcèlement des paysans, humiliations permanentes lors des contrôles d'identité, liquidations d'opposants, etc. Il s'agit en fait de pratiques coloniales classiques, nul besoin d'invoquer le nazisme.

(Y.C., mars 2003, *Ni patrie ni frontières* n°3)

Ni patrie ni frontières

Limites de l'antisionisme (4)

A propos de Finkelstein et de la crapuleuse expression «Shoah Business»

Le pamphlet de Finkelstein contre ce qu'il appelle le «business» de l'Holocauste est un excellent exemple... de ce qu'il ne faut pas faire. A partir de sa position individuelle de militant (plus exactement de celle de ses parents – en substance: «La vie n'a pas de prix, donc je ne veux pas recevoir un rond d'aucun Etat, fût-ce l'Etat allemand») il voudrait que tous les proches des rescapés et les rescapés de la Shoah eux-mêmes fassent le même raisonnement. (Dans son deuxième ouvrage sur le même sujet, il livre d'ailleurs une information contradictoire: ses parents auraient bien reçu une indemnité, mais une indemnité ridicule. De là à penser que la violence de son indignation vient de là, il n'y a qu'un pas... que je ne franchirai pas, ne connaissant pas l'auteur. Mais reconnaissons qu'il donne des verges pour se faire battre.)

D'ailleurs, je me souviens d'un documentaire sur la chaîne câblée Planète qui montrait les débats extrêmement violents qui se déroulaient dans un kibboutz à propos de la visite d'un maire allemand (dont la ville était jumelée avec celle proche du kibboutz), et de la question de l'indemnisation. Le problème était difficile à trancher, mais il faut vraiment être intolérant comme Finkelstein pour mettre tous les Juifs qui ont accepté des indemnisations dans le même panier. Sans compter qu'on apporte encore de l'eau aux moulins des antisémites puisque l'on dénonce des Juifs qui ne seraient intéressés que par l'argent et n'auraient pas de principes moraux.

Toute cette polémique sur les réparations n'a aucun sens. S'il y a des escrocs chez les grands avocats américains, d'accord pour les dénoncer. Mais des escrocs chez les avocats il y en a pas mal, et surtout pour des questions beaucoup plus importantes qui touchent

au fonctionnement même du capitalisme. Là encore, il faudrait peut-être revoir les priorités, si l'on se prétend révolutionnaire.

Mais je ne vois pas pourquoi, alors que n'importe quel type victime d'une inondation, d'un cyclone, d'un tremblement de terre (phénomènes naturels, certes, mais où l'imprévision et la corruption des hommes politiques jouent un rôle) aurait le droit de demander à l'Etat (donc à tous les contribuables) de lui verser une indemnité, je ne vois donc pas pourquoi les Juifs n'auraient pas tiré de l'Etat allemand le maximum, que ce soit pour vivre en Israël ou ailleurs. Et que les contribuables allemands (ou d'autres pays) paient ne me semble que justice. Sans tomber dans la théorie de la responsabilité collective, il faut quand même bien mettre les gens devant leurs responsabilités. Idem pour les Indiens ou les Noirs d'Amérique, les Roms, les homosexuels assassinés par les nazis, etc. Que je sache, personne ne dénonce les Indiens d'Amérique parce qu'ils réclament des compensations pour le génocide dont ils ont été victimes il y a plus de 100 ans ! Pourquoi donc en faire tout un fromage à propos des Juifs ?

(Y.C., mai 2003, *Ni patrie ni frontières* n° 4-5)

Ni patrie ni frontières

Limites de l'antisionisme (5)

A propos de *Libertaires et ultragauches* *face au négationnisme*

Gilles Dauvé (ex-animateur de *La Banquise*) s'indigne dans ce livre du «Shoah Business», à l'intérieur de cet ouvrage censé, selon le préfacier Gilles Perrault, présenter une «autocritique courageuse». Le même Perrault nous explique que les «ultragauches» seraient en quelque sorte des artistes aimant la provocation, à l'instar des disciples de Mouna Aguigui (sympathique agitateur écolo-pacifiste qui arpente le pavé du Quartier Latin dans les années 60 et 70.) ou de l'Entartreur belge. Nous n'avons pas dû lire les mêmes textes...

Dans un article plus récent (1999) intitulé «Le fichisme ne passera pas» (dès le titre, le jeu de mots, digne d'une pub de Séguela, essaie de dissimuler le vide de la pensée) quatre mousquetaires de *La Banquise* nous expliquent que l'un d'eux (G.D.) a eu tort de se livrer à une «autocritique» défensive. Suggérant, par quelques citations au début et à la fin de l'article, que le lynchage médiatique dont ils ont été victimes serait dans la lignée de ceux de Rimbaud ou Flaubert (modestes, nos Banquisards!), ils déclarent que c'est parce qu'ils dévoilaient la véritable nature du nazisme et de la démocratie qu'on les a traînés dans la boue. Pourtant ni Léon Trotsky (dès les années 30), ni Amadeo Bordiga, ni Daniel Guérin, ni même le très stalinien Charles Bettelheim, qui ont analysé les fondements économiques et politiques du nazisme bien avant nos «ultragauches», n'ont jamais été victimes d'une telle campagne de presse. Les textes de *La Banquise* ne contenaient qu'une seule minuscule «nouveau»: les formules destinées à choquer le «bourgeois»... et elles ont atteint leur but. En effet, pour le reste, cela fait des décennies que les liens entre impérialisme, crise de la démocratie, anéantissement du mouvement ouvrier, antisémitisme et nazisme ont été exposés.

En fait d'autocritique, *Libertaires et ultragauches face au négationnisme* est surtout une charge contre Pierre Guillaume et contre la presse qui a monté en épingle les élucubrations d'un quarteron de négationnistes. Si la presse a effectivement joué un tel rôle, pourquoi Dauvé et Quadruppani ne s'en sont-ils pas immédiatement servis à

leur tour pour régler son compte à Pierre Guillaume et aux «idées» qu'il colportait ? Pourquoi racontent-ils dans leur livre qu'en 1991 ils ont encore eu des contacts avec des sous-marins de ce milieu négationniste ? A aucun moment ni Dauvé ni Quadruppani ne nous expliquent comment ils ont pu écrire et cautionner les phrases ignobles que *La Banquise* publiait sur les camps (1), et en même temps éprouver une empathie quelconque avec les victimes du judéocide. Certes, leurs textes n'étaient pas antisémites (on comprend donc qu'ils se soient sentis blessés, salis par les calomnies dont on les a bombardés) mais ils ont fait preuve d'une légèreté politique incroyable en traitant du génocide des Juifs et de la «question juive».

Les références constantes aux analyses de Hannah Arendt sur le procès Eichmann et au prétendu caractère «froid, bureaucratique» des meurtres de masse pratiqués par les nazis font bon marché de la réalité du génocide. On n'arrête pas, on ne rase pas, on ne dépouille pas, on n'affame pas des millions de Juifs dans une officine bureaucratique en signant un simple morceau de papier. Ce sont des dizaines de milliers de soldats et de civils qui ont brutalisé, humilié, torturé les Juifs, et cela n'avait rien de froid ni de bureaucratique... Il s'agissait d'un déchaînement de violence, de bestialité, de sadisme et de haine pratiqué contre des hommes, des femmes, des enfants et des vieillards absolument sans défense. La «froideur» de l'Holocauste constamment invoquée par Dauvé/Quadruppani n'existe que dans leurs piètres tentatives de justification.

Enfin, ce texte évoque le poids des liens d'amitié entre les ex de la Vieille Taupe N°1 pour expliquer pourquoi il leur a fallu tellement de temps pour se démarquer bruyamment de Pierre Guillaume. On ne peut que rester incrédule quand on connaît les publications de ce milieu qui a toujours (et avec raison d'ailleurs) dénoncé le copinage des politiciens de gauche avec les politicards de droite, les amitiés entre les intellectuels carriéristes, les dignitaires de l'Eglise, les puissants, les journalistes, etc. Ou bien s'agit-il d'une confiance involontaire ? Le copinage sans principes serait-il un des principes de fonctionnement de nos radicaux chics ? Et pour revenir à la campagne de presse qui s'est abattue sur eux, se sont-ils jamais demandé si leurs provocations stylistiques n'avaient pas contribué à discréditer les idées dont ils se réclament ?

Y.C., mai 2003, *Ni patrie ni frontières* n° 4-5

(1) Cf. «**Des comparaisons absurdes défendues par *La Banquise***» écrit en novembre 2007, suite à une lettre d'un internaute qui exprimait son incompréhension face à mes critiques contre cette revue.

Ni patrie ni frontières

Limites de l'antisionisme (6)

Des comparaisons absurdes défendues par *La Banquise* sur la question juive et le sionisme

Dans une note d'un article consacré à Norman Finkelstein et à l'expression crapuleuse «Shoah Business» http://www.mondialisme.org/article.php3?id_article=255 j'avais dénoncé les "phrases ignobles" contenues dans les numéros 1 et 2 de la défunte revue *La Banquise* et évoqué la faiblesse de l'«autocritique» de Gilles Dauvé et Serge Quadrupani dans un livre intitulé *Libertaires et ultragauches face au négationnisme* et dans un article de Gilles Dauvé paru en 1999: «Le fichisme ne passera pas». Un lecteur britannique «ultragauche» m'ayant exprimé son incompréhension face à cette «polémique franco-française» et son grand respect pour les capacités théoriques de Gilles Dauvé, j'ai essayé d'expliquer plus en détail dans le texte qui suit pourquoi il serait temps que les Banquisards fassent un bilan politique sérieux de leurs élucubrations sur la «question juive» et le sionisme s'ils veulent ne plus être victimes de calomnies injustes.

Puisque l'expression «phrases ignobles» semble excessive à certains admirateurs de Gilles Dauvé (alias Jean Barrot), voici ce qu'écrivait *La Banquise* n°2 dans un article intitulé «Y a-t-il une question juive?» qui se trouve sur le site <http://troploino.free.fr/biblio/question/>

«Dans Nuit et Brouillard, Alain Resnais, utilisant des documents réalisés par les Américains après la libération des camps, montre des monceaux de cadavres remués au bulldozer. Pour l'adolescent occidental moderne, il est pratiquement impossible de ne pas être saisi d'horreur devant de telles images. Était-ce pour me défendre contre cette horreur que j'éprouvai aussitôt le besoin de prendre un peu de recul? Première objection: en remuant avec de gros engins à chenilles la terre du cimetière de Bagneux, on obtiendrait des images à peu près aussi horribles. Que prouveraient-elles?»

Ce qui frappe dans *La Banquise* (revue à laquelle participaient Gilles Dauvé et Serge Quadrupani), c'est le peu d'empathie que ce collectif exprime face aux victimes du plus important génocide commis dans l'histoire humaine, du moins dans un espace de temps aussi limité et avec tous les moyens fournis par la technique industrielle moderne.

Face à l'horreur qui le saisit, notre auteur «ultragauche» a besoin «de prendre un peu de recul». Et où ce «recul» (un terme fort bien choisi en l'occurrence...) le mène-t-il ?

Tout d'abord à la comparaison absurde ci-dessus, qui ignore la différence élémentaire entre le fait d'être enterré dans un banal cimetière parisien et celui de se retrouver dans la fosse commune d'un camp d'extermination nazi (on notera que ce passage et cette comparaison figuraient déjà textuellement dans «L'horreur est humaine», article publié dans *La Banquise* n°1, il ne s'agit donc pas d'une simple «maladresse» de rédaction). Comment peut-on mettre sur le même plan la mort d'individus décédés dans leur lit, de mort naturelle le plus souvent, suite à une maladie, entourés de soins médicaux, et l'assassinat planifié par la famine, la promiscuité, le travail forcé, les fusillades, les tortures, les expérimentations «médicales» et le gaz zyklon B, de millions d'individus ?

Mais le «recul» ne s'arrête pas là. Nos «radicaux» ne comprennent pas non plus l'importance de dénombrer précisément les victimes du génocide. Ils laissent, avec mépris, cette tâche aux historiens (bourgeois, ajouterons-nous). Dans «L'horreur est humaine», ils vont jusqu'à écrire: «*Les passions soulevées par la mise en question du nombre des victimes juives du nazisme révèlent un mode de pensée commun aux bourreaux et à leurs contempteurs.*»

Encore une fine comparaison: bourreaux et «contempteurs» du nazisme partageraient le même «mode de pensée». On connaît la prochaine étape de ce «raisonnement» (du moins pour les négationnistes et les antisémites, pas pour les ultragauches): la comparaison entre bourreaux et victimes du génocide hitlérien. Emportée par sa fougue, *La Banquise* prête aussi à l'historien Poliakov l'idée absurde que le chiffre de six millions de victimes serait «six fois plus horrible qu'un million»! Sans bien sûr apporter la preuve de cette assertion par la moindre citation.

Et les Banquisards insistent: «*Traiter le massacre des Juifs pendant la guerre en consacrant cent pages (un tiers du Drame des Juifs européens, 1964 à des calculs statistiques pour savoir si 1 million 600 000 Juifs ou bien 6 millions sont morts, c'est bien prendre les choses par le petit bout de la lorgnette, continuer Nuremberg en le contestant. Un livre profond et neuf sur ce sujet serait documenté, mais sortirait des faux problèmes de quantification. On a tout dit quand on a montré comment se forma comme un dogme le chiffre pour le moins douteux de six millions. On ne dit rien quand on élabore soi-même des statistiques rivales aussi invérifiables, pour le lecteur non spécialiste, que celles qu'on critique.*» (Fin de la citation plus que "douteuse".)

A l'époque, le travail de Raoul Hillberg sur *La Destruction des Juifs d'Europe* était déjà paru en anglais et il fallait être particulièrement borné et ignorant pour réduire ce type de travail, ou celui de Poliakov ou de Klarsfeld dans le même domaine, à un simple goût pour la comptabilité et à une fascination purement technique pour les «statistiques». Mais, même si le travail de Hillberg n'était pas encore

publié en français, on savait déjà beaucoup de choses à l'époque. Il me semble que le fait de trouver secondaire («petit bout de la lorgnette», «faux problèmes», «chiffre douteux») la quantification du génocide pose plusieurs problèmes graves.

Comment ignorer que tout individu qui croit avoir perdu un ou des proches lors d'une guerre, d'une catastrophe naturelle ou même d'un accident d'avion, a besoin de savoir s'il est vivant ou mort? Et comment acquérir cette certitude sans mener une enquête approfondie, et, entre autres démarches, compter les morts? Comment ignorer que la «comptabilisation» des victimes et la vérification font partie des tâches nécessaires à la fois pour les survivants mais aussi pour la justice? A moins de considérer que toute forme de justice disparaîtra magiquement avec l'avènement de la «communauté humaine», parce que toute forme de criminalité meurtrière aurait disparu elle aussi par miracle, la «comptabilité» des victimes a (hélas!) un bel avenir, même sous le «communisme» que nous souhaitons! Faute d'informations précises, des centaines de milliers de Juifs ont attendu pendant des années qu'on leur donne la preuve que leurs proches étaient morts. Là encore, le matérialisme vulgaire joue des tours aux pseudo-radicaux. Pour faire son deuil de quelqu'un, il faut déjà savoir s'il est mort, et donc il faut comptabiliser et identifier les personnes décédées. Ne pas comprendre cela, c'est - au minimum - vivre sur une autre planète où l'empathie est objet de mépris. Or sans empathie, il n'y a pas de solidarité solide, que des calculs ou des raisonnements froids.

L'article de *La Banquise* contient également plusieurs absurdités et tours de passe-passe peu ragoûtants.

Obnubilé par ce qu'il appelle l'«antisémitisme moderne», l'auteur est incapable de nous expliquer les causes de ses formes antérieures, et donc le lien entre passé et présent, lien pourtant essentiel pour un «penseur» qui se dit «marxiste». L'auteur se réfugie dans des généralités d'une banalité affligeante: *«La société capitaliste qui repose sur la concurrence et l'uniformisation a produit cet antisémitisme de concurrence qui, en période d'exacerbation de celle-ci, tend à l'élimination des éléments les moins uniformisés.»* Et il se contente de dire à propos des siècles précédents: *«Jusqu'à la constitution de l'empire russe en Europe orientale, et jusqu'à la fin de l'empire ottoman en pays musulman, de multiples ethnies et confessions différentes cohabiterent sans trop de heurts pendant les périodes de paix et de prospérité, tandis qu'aux époques troublées, les minorités étaient évidemment les premières visées par l'agitation.»* On admirera le sens de la litote de nos Banquisards: «heurts» et «agitation», voilà des mots bien pudiques et bien neutres pour décrire les persécutions et massacres antijuifs durant des siècles...

L'article ne nous offre aucune analyse de l'histoire du peuple juif - ou des peuples juifs, car peut-être cette dernière notion serait-elle plus exacte que la première; l'auteur aborde cette question de façon aussi abstraite que Karl Marx dans *La Question juive*; comme tous les

marxistes qui se sont penchés sur ce «problème», il ne s'intéresse pas aux faits sociaux et historiques, aux classes sociales et aux groupes sociaux au sein des communautés juives durant leur longue et complexe histoire; il se contente de quelques remarques triviales d'ordre linguistique; il n'essaie même pas de reprendre l'interprétation pseudo-matérialiste du «peuple-classe» - avancée par Abraham Léon - ou de la petite bourgeoisie juive - défendue par Bordiga et ses partisans - qui devaient, selon eux, inéluctablement être éliminés par le Grand Capital allemand.

Il réduit le nationalisme juif à une simple «manipulation politique»: *«Mais il n'est pas possible de ne pas voir que, depuis le XIX^e siècle, qui a vu apparaître à la fois l'antisémitisme moderne et le sionisme, la prétendue question juive et les diverses manières de la poser et de poser son existence relèvent de la pure et simple manipulation politique»*. Ce qui lui permet de ne pas réfléchir aux problèmes posés par le nationalisme - y compris le nationalisme juif ou israélien - et aux moyens de le combattre efficacement, ici et maintenant.

Il renvoie dos à dos l'antisémitisme et le «philosémitisme», comme si les effets de l'un et de l'autre étaient en quoi que ce soit comparables !

Il écrit: *«Les manipulateurs ennemis - politiciens sionistes et antisémites - avaient en commun d'invoquer en renfort de leurs manipulations une mythique communauté de destin juive et une étanchéité du judaïsme aux autres cultures qui relevait, elle aussi, du mythe»*. *La Banquise* met tous les «sionistes» dans le même panier, et ignore sans doute qui était Ber Borochov et ce que représentaient les sionistes de gauche, malgré toutes leurs limites.

L'auteur prétend que *«la question juive était sur le point d'être résolue par l'assimilation pure et simple des citoyens de confession israélite»*: on se demande alors comment Hitler a pu aussi facilement persécuter, ficher, déporter puis exterminer une fraction aussi «assimilée» de la population allemande sans susciter de réactions des autres «citoyens» et des autres «confessions»; de plus, une telle affirmation péremptoire suggère que «l'assimilation» dans la société capitaliste pourrait être - en soi - une chose positive, ce qui est pour le moins contestable pour un «communiste» radical;

La Banquise affirme, bien sûr, que l'existence d'Israël nourrit l'antisémitisme: *«Conduit par la logique de sa situation et de sa nature belliciste à soutenir partout les pires régimes exploités et terroristes étatiques - Afrique du Sud, Amérique latine - l'Etat d'Israël ne peut que susciter des sentiments anti-israéliens et antisionistes chez les exploités du monde entier, tout en s'acharnant à dénoncer partout (parfois même à juste raison) un antisémitisme qu'il prétend combattre mais dont il a besoin pour survivre»*. Comme si l'antisémitisme était né en 1948 et que le génocide avait eu lieu après la création d'Israël !

Et rien ne sert de tenir des propos ultra-radicaux contre le capitalisme, le colonialisme, l'impérialisme, etc. *La Banquise*

commence par expliquer qu'il n'y a pas de hiérarchie dans l'horreur, puis elle dénonce tous les crimes du colonialisme ou du capitalisme, comme s'ils étaient PLUS importants que ceux du nazisme. Or, à l'époque moderne, on ne peut citer un seul massacre conçu, planifié et appliqué de façon aussi systématique, dans un laps de temps aussi court, pour exterminer une population déterminée. On peut dire que le Grand Bond en avant ou les famines soviétiques étaient du même ordre statistique, mais il n'y avait pas derrière la volonté d'exterminer une catégorie spécifique de la population et elles se sont étendues sur des périodes plus longues, à travers des mécanismes totalement différents.

Il est difficile de prendre au sérieux l'explication avancée a posteriori par certains partisans des Banquisards: en démasquant les prétendus mensonges sur le nombre de Juifs tués dans les camps, on aurait fait prendre conscience aux prolétaires que la bourgeoisie démocratique leur mentait, et ils se seraient donc révoltés, comprenant qu'ils avaient été dupés.

Tout d'abord, il suffisait de se demander, dès le début de cette polémique, pourquoi nos ultrarévolutionnaires s'acharnaient sur ce prétendu mensonge-là, alors que les cours d'histoire qu'ingurgitent les écoliers français regorgent de véritables mensonges, d'authentiques omissions criminelles. La réponse est simple: certains de ces pseudo-radicaux (dont certainement Pierre Guillaume, vu son évolution ultérieure) avaient des préjugés antisémites mais n'osaient pas les avouer à leurs petits camarades qu'ils entraînaient dans leur prétendue «démystification».

Mais surtout, la fumisterie «radicale» est ailleurs: les prolétaires ont tous les jours l'occasion de vérifier qu'on leur ment, que ce soit au boulot, ou à la télé. Il faut vraiment ne rien comprendre au fonctionnement du capitalisme pour croire qu'il ne tient que par le mensonge officiel, et qu'il suffirait de démasquer ce mensonge pour provoquer une prise de conscience révolutionnaire. Le réformisme ou les idéologies réactionnaires sont partagées par des millions de prolétaires en toute connaissance de cause.

La Banquise présente le communisme comme un système qui pourrait avoir des points communs avec la pureté originelle supposée du stade de l'«homo sapiens»; cette hypothèse rappelle étonnamment la conception totalitaire de l'«homme nouveau» chère à Staline et Che Guevara ou celle de la «page blanche» chère à Mao («*l'homme communiste se retournera sur son passé (s'il en éprouve parfois le besoin)*» et «*il se sentira probablement plus proche de cet Homo sapiens avec lequel il aura renoué pour le réaliser enfin*»).

L'idée que la «question juive» disparaîtra parce que l'humanité aura des questions économiques et sociales plus importantes à traiter illustre toute la prétention de la prose et la vanité de la pose «radicales»: «*les communistes n'ont pas à étudier gravement la question de l'inflation, parce qu'ils œuvrent à la destruction pure et simple de l'économie et*

à la fin de son règne réifiant sur les hommes, de même, parce qu'ils travaillent à l'avènement de la communauté humaine, n'ont-ils pas à se pencher sur la question juive parce qu'ils dénoncent en son existence même une survivance de la préhistoire de l'humanité». On remarquera la profondeur de la pensée banquisarde: comparer une question tout à fait secondaire pour l'humanité comme celle de l'inflation, avec celle des identités nationales ou «ethniques» qui provoquent des conflits et guerres depuis des siècles, c'est vraiment se moquer du monde !

De plus cela induit l'idée naïve que toutes les différences humaines pourraient disparaître magiquement à la suite d'un processus révolutionnaire, et, pis (si c'est encore possible), que seuls les «communistes» seraient capables de savoir ce qui est important ou pas pour les êtres humains !

Si l'on veut «prouver» que les différences entre les êtres humains n'existent pas, il suffit de nier leur existence comme *La Banquise* le fait au nom du «communisme» dans sa conclusion: «*Mais, malgré son cortège d'atrocités, malgré sa splendeur et sa misère, la question juive est typiquement l'une de ces questions qui disparaîtraient d'elles-mêmes et qui donc, littéralement, ne se posent pas.*»

Dans «L'horreur est humaine», paru dans *La Banquise* n°1 (<http://troploino.free.fr/biblio/humaine>) on trouve encore plusieurs inepties, et propos aussi absurdes que les précédents.

Tout d'abord l'auteur fait semblant de croire que les Juifs pensent appartenir à une même «race» et évidemment notre Don Quichotte démontre avec brio que les races n'existent pas ! Les sionistes et les Juifs en général ne parlent pas de race mais de peuple, de nation, ce qui n'est pas du tout pareil. Mais cela évite aux Banquisards de se demander s'il existait un peuple juif (ou des peuples juifs), une nation en formation, etc. Puis ils comparent «*le juif déporté par les nazis et le prolétaire déraciné par l'accumulation primitive*» qui tous deux «*ont en commun d'éprouver dans leur chair le déchirement des liens affectifs et sociaux, la perte des rôles, qui donnaient à leur vie son contenu*». En clair, *La Banquise* compare le fait d'aller trimer à l'usine et celui de finir en cendres dans un four crématoire...

Ce mode de pensée rappelle curieusement celui de certains psychologues ou féministes actuels qui, eux aussi, suppriment toutes les différences (dans ce cas, entre les actes voire les pensées des mâles) pour mieux vendre leur camelote idéologique: ainsi une plaisanterie machiste, un regard concupiscent ou libidineux est mis sur le même plan qu'un viol ou un harcèlement systématique au travail, et rangé dans la catégorie des «violences» sévèrement punissables par la loi. Même aplatissage de la réalité, même incapacité à définir des nuances, même «pensée» simpliste - au service de causes différentes, bien sûr.

Dans le même article calamiteux, *La Banquise* compare camps nazis et supermarchés, cartes de la Sécurité sociale et numéros tatoués sur la peau des déportés. «*Mis en fiches et cartes par la Sécurité sociale et tous*

les organismes étatiques et para-étatiques, l'homme moderne juge particulièrement horrible et barbare le numéro tatoué sur le bras des déportés.»

Ainsi, pour nos «radicaux», il n'existe pas de différence fondamentale entre une entreprise d'extermination industrielle de masse et une entreprise de distribution de biens de consommation !

Quand on voit des «théoriciens» comme ceux de *La Banquise* faire preuve d'autant de confusion intellectuelle, d'absence d'empathie, de déni des réalités les plus élémentaires; quand on les voit aligner doctement, dans un jargon «marxiste», des comparaisons absurdes; et surtout quand on sait qu'ils continuent à défendre mordicus, trente ans plus tard, leurs élucubrations, comment s'étonner que fleurissent régulièrement sur Internet et dans les manifestations des amalgames écœurants entre sionisme et nazisme, des slogans du type «Sharon=SS», et des comparaisons entre l'écrasement de Jenine par l'armée israélienne et celui du ghetto de Varsovie par l'armée allemande ? Si certains «marxistes» ne le savaient peut-être pas il y a trente ans, on sait parfaitement aujourd'hui où mènent ces comparaisons et ces raisonnements absurdes: à établir des passerelles théoriques entre extrême (ou ultra) gauche et extrême droite antisémite, passerelles que des individus faibles d'esprit et mus par des pulsions mortifères empruntent dans un sens ou dans l'autre. Il serait temps que les Banquisards et leurs disciples ou admirateurs plus jeunes s'en rendent compte et fassent un bilan politique et théorique honnête et sérieux de leurs écrits. Cela leur (et nous) rendrait un grand service et éviterait la réapparition récurrente de calomnies à leur encontre.

(Y.C., novembre 2007)

Ni patrie ni frontières

Limites de l'antisionisme (7)

De la cécité volontaire

Il est curieux de constater la cécité de certains antisionistes israéliens. Uri Avnery, vétéran de la lutte contre le sionisme dans son pays, n'hésite ainsi pas à écrire: *«Les déclarations du Premier ministre de Malaisie Mahathir bin Muhammad sur le fait que les Juifs contrôlent le monde sont-elles antisémites? Oui et non. Elles illustrent certainement la difficulté de dénoncer les discours antisémites. Du point de vue des faits, cet individu a raison quand il affirme que les Juifs exercent une influence bien plus grande que leur importance numérique dans la population mondiale. Il est vrai que les Juifs exercent une influence significative sur la politique des États-Unis, la seule super-puissance, ainsi que sur les médias américains et internationaux. On n'a pas besoin des Protocoles des Sages de Sion, faux manifeste, pour affronter ce fait et en analyser les causes. Mais les notes finissent par faire une musique, et la musique de Mahathir ressemble vraiment à de l'antisémitisme.»*

Avec de telles finasseries dialectiques, on n'est pas près de se débarrasser de l'antisémitisme ! Comment ne pas voir que ceux qui s'intéressent systématiquement aux prétendues «origines juives» de X ou de Y ont toujours un but politique caché ? Ce qui compte, ce n'est pas de savoir combien de protestants, de catholiques ou de juifs sont présents dans les médias ou dans les élites politiques de tel ou tel pays, mais de prendre position par rapport au contenu concret des politiques qu'ils défendent.

Dans le même texte Uri Avnery affirme à propos de l'Islam: *«il y a quelques (!) passages négatifs sur les Juifs dans le Coran»; «Mahomet a décrété que les "Peuples du Livre" (juifs et chrétiens) devaient être traités avec tolérance» et «presque tous les Juifs expulsés de l'Europe catholique se sont installés dans les pays musulmans et y ont prospéré».* Là encore, mû par la volonté de ne pas apparaître «islamophobe», Uri Avnery oublie un certain nombre de faits évidents et connus de tous:

- le statut de dhimmi réservé aux partisans des autres religions ouvre la porte à toutes les exactions (même si, d'un point de vue comptable, elles ont été moindres en terre d'Islam qu'à la «Belle Époque» de l'Inquisition);

- 700 000 Juifs ont été expulsés des pays arabes depuis la création de l'État d'Israël. On peut bien sûr plaider que ce sont les «sionistes» qui ont commencé les premiers, mais il est difficile de nier

que l'immense majorité des pays arabes ont eu recours à l'arme de l'antisémitisme, aux persécutions juridiques et policières contre leurs citoyens juifs, dont la majorité vivaient dans ces États depuis des siècles et parfois étaient arrivés avant lesdits Arabes... Comment concilier cette réalité avec la fiction d'une entente multiculturelle et sans nuages ? Mystère.

Si l'on veut sortir la question israélo-palestinienne de sa dimension religieuse qui l'empoisonne des deux côtés, il faut d'abord commencer par ne pas idéaliser la religion musulmane, religion aussi oppressive que les autres.

Arafat **et La Passion du Christ**

Dans une lettre ouverte à Yasser Arafat du 3 avril 2004, Uri Avnery écrit :

« Dans l'hebdomadaire palestinien The Jerusalem Times, paru le 26 mars 2004, un court article rapporte que vous avez vu le film controversé de Mel Gibson La Passion du Christ. Votre assistant et proche collaborateur a déclaré que vous aviez trouvé ce film "émouvant et historique". Puis il a ajouté : "Les Palestiniens sont victimes tous les jours du même genre de souffrances qu'a endurées Jésus durant sa crucifixion." Si cette déclaration n'était pas parue dans un journal palestinien, j'aurais pensé qu'elle avait été inventée par l'appareil de propagande d'Ariel Sharon. Il est difficile d'imaginer une phrase qui puisse causer davantage de tort à la cause palestinienne. »

Et Uri Avnery d'expliquer longuement et poliment à Arafat sur le site de Gush Shalom que le Nouveau Testament n'est pas une source fiable... !!! Comme si Arafat et son conseiller ne le savaient pas et ignoraient que leurs propos allaient faire le jeu de l'extrême droite israélienne en plaçant le conflit israélo-palestinien sur un terrain religieux multiséculaire...

Athéisme sélectif ?

Trouvé sur le site de la CNT-AIT, le récit d'un journaliste qui s'intitule « Parcours en Palestine occupée » :

« Premier contact avec Jérusalem : étrange de se trouver en contact direct avec les mythes religieux, le Saint Sépulcre, le Mur des lamentations, les stations du Chemin de croix... C'est peut-être la mosquée d'Al-Aqsa qui paraît le moins irréaliste depuis la seconde Intifada. »

Toutes les religions reposent donc sur des mythes (jusque-là on est plutôt d'accord, quoique le marxisme et l'anarchisme aussi, mais enfin c'est une autre histoire), mais certains mythes seraient moins « irréels » que d'autres... Ah, l'athéisme rrrradicalement libertaire nous réserve de « réelles » surprises ! Saint Bakounine et saint Proudhon ont dû se retourner dans leurs tombes.

Le gouvernement israélien est-il responsable des attentats-suicides ?

(Article de Eric Ruder, *Socialist Worker*, 26 mars 2004)

«Dans le passé, Israël a déjà perpétré des assassinats pour provoquer des attentats-suicides, en calculant froidement que la mort de citoyens israéliens pouvait être manipulée pour obtenir des bénéfices diplomatiques.»

Les «froids calculs» sont des deux côtés. Que penser des terroristes qui ont envoyé à la mort le 24 mars 2004 un enfant palestinien de 12 ans avec une ceinture d'explosifs autour de la taille ? (Heureusement la ceinture n'a pas explosé, mais que va-t-il arriver à cet enfant dans les prisons israéliennes ?) Si le «terrorisme d'en haut» (celui de l'État israélien) nourrit le «terrorisme d'en bas» (le Hamas), la réciproque est tout aussi vraie, d'autant plus que le projet politique du Hamas est d'établir un État islamique qui lui aussi fera appel au terrorisme d'État à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Mais cela, nos bons trotskystes américains s'en moquent. Il leur suffit de «porter les valises» des exploiters de demain en dénonçant les exploiters d'aujourd'hui.

Inconscience ?

Après sa percée électorale de 1995, Lutte Ouvrière avait tenté de créer des petits journaux locaux gratuits, composés d'échos politiques. Dans le supplément gratuit au N° 1444 de *Lutte ouvrière* du 8 mars 1996, on peut lire l'écho dont nous reproduisons les extraits suivants:

«Philoprofits

«Connaissez-vous l'écrivain-philosophe Bernard-Henri Lévy ? Vous devriez, car on le voit beaucoup à la télé.

«Bien malin qui pourrait dire ce qu'il a écrit en tant qu'écrivain (1). Mais en tant que philosophe, nous, nous savons qu'il a écrit sur (contre) le marxisme et sur (contre) le trotskysme. Il s'est illustré, au moment des Européennes, en essayant de présenter une liste "pour Sarajevo", pour qu'on fasse la guerre aux Serbes. C'était, bien sûr, par souci d'humanité.

«Mais il a aussi un violon d'Ingres: depuis dix ans, en effet, pour préparer la succession de son papa, décédé récemment d'ailleurs, il est vice-président et suit de très près les affaires du groupe BECOB, numéro 2 du négoce du bois. Avec sa famille, il détient 65 % des capitaux du groupe. À noter que le chiffre d'affaires de ce groupe a presque doublé dans les deux dernières années. Il est en effet passé de 1,7 à 3 milliards de francs entre 1993 et 1995. On voit que ce n'est pas la crise pour tout le monde, et que les philosophes sont loin d'être tous dans la misère. (...)»

Et cela continue comme sur le même registre pendant encore une quinzaine de lignes. Difficile d'aligner en si peu de mots autant de clichés contre une personne dont le nom est indiscutablement juif et qui ne cache pas ses sympathies pour l'État d'Israël: fauteur de guerre, intellectuel obscur, fils de bourgeois, exploitateur sans

scrupules, tels sont les clichés qui viennent spontanément à l'esprit du lecteur en lisant ce portrait au vitriol. Lutte ouvrière n'est bien sûr pas antisémite, ce n'est pas la question. Mais «simplement» ce groupe est tellement convaincu d'avoir raison, d'être infaillible sur tout, qu'il ne mesure pas la portée de ces dénonciations, aussi justes que soient les faits énoncés. Ce supplément distribué gratuitement dans les boîtes aux lettres des quartiers ouvriers abordait de façon vivante et humoristique de nombreuses questions importantes. Mais prendre un intellectuel juif, sioniste et gros actionnaire pour tête de Turc (si j'ose dire), était-ce vraiment malin, si l'on ne veut pas faire la courte échelle à Le Pen ?

1. Cet anti-intellectualisme démagogique et populiste rappelle de sinistres souvenirs: ce n'est pas parce que le rédacteur de cet écho n'a jamais lu ou vu un livre de BHL qu'il doit juger ses lecteurs aussi ignorants que lui (quoi qu'on pense de leur contenu, les romans et essais dudit BHL se trouvent en livres de poche et dans les kiosques des gares et supermarchés... ce qui n'est pas le cas des livres d'Arlette).

Empathie sélective ?

Sur une liste de discussions libertaire, un auteur ayant écrit plusieurs livres favorables à l'euthanasie fait circuler un texte intitulé «De Dachau à Berk-sur-Mer», dans lequel il compare «l'acharnement des médecins de Berk à maintenir "en vie" le jeune Vincent, contre sa volonté affirmée», à celui des «médecins nazis» !!! Je n'ai aucune envie de reproduire le reste de son argumentation car elle est de la même eau: écœurante. Quand on lit ce genre de prose, on voit les dégâts causés dans certains milieux par les négationnistes – je fus le seul, sur cette liste de diffusion, à réagir contre ce texte par ailleurs rempli de bonnes intentions et d'empathie pour les personnes qui souhaitent mourir lorsqu'elles sont atteintes de maladies incurables. L'empathie sélective, une maladie gauchiste ?

Faut-il dénoncer les «délateurs» ?

Le Proletariat universel, feuille recto verso «ultragauche» spécialisée dans la dénonciation tous azimuts (de la bourgeoisie, des islamistes, des stalinien, des féministes, des gauchistes, des sociaux-démocrates, des antiracistes, des syndicats, des ONG, du Pape, et j'ai dû en oublier quelques-uns) s'attaque dans son numéro 82 du 21 octobre 2003 à la prétendue *Histoire de l'ultragauche* écrite par Christophe Bourseiller, ou plus exactement le *P.U.* s'attaque à la personne de cet auteur.

Autant il est normal de critiquer politiquement et sans concessions ce livre pour ses témoignages non recoupés, ses ragots présentés comme des faits historiques, sa confusion théorique, sa mauvaise foi,

son objectif politique à peine dissimulé, etc., autant il est inadmissible, après avoir affirmé (propos par définition invérifiable) que Christophe Bourseiller «travaille sans relâche pour la police en tant qu'inspecteur privé», d'en rajouter encore une couche en glosant dans un article sur le fait que Bourseiller est un pseudonyme et dans un autre sur le fait que ledit auteur serait d'«origine juive»: «Comme si être d'origine juive devait lui épargner d'être considéré comme une balance et un arriviste sans scrupule», écrit le subtil *P.U.* Même si c'est Bourseiller qui s'est lui-même placé sur ce terrain pour se défendre d'une accusation d'antisémitisme, pourquoi en rajouter ? Tout comme le rédacteur de LO ci-dessus, celui du *P.U.* est dans un trip de toute-puissance: il a le droit de tout dire ! Personne ne peut l'accuser de quoi que ce soit, et il peut se permettre de jeter de la boue aux quatre coins de l'horizon.

Le poids des mots, le choc des photos ?

Après *Socialisme* (cf. p. 6-16 de ce volume) c'est *Combat syndicaliste* qui s'y colle. Une photo sans commentaires d'un soldat israélien qui met en joue un petit enfant palestinien (à vue d'œil 4-5 ans) accompagné de ses parents. Le contexte: on ne le connaît pas, on ignore si la photo a été découpée ou pas, et le maquettiste de la CNT-AIT ne s'est sans doute même pas posé la question. Que dirait-on si un journal «sioniste» montrait un enfant égorgé par un Palestinien ou son cadavre en petits morceaux après un attentat-suicide ? Quand les gauchistes arrêteront-ils de jouer avec les images ?

La nouvelle «race des seigneurs» ?

C'est avec ce titre éminemment subtil que les anarchistes britanniques concluent la dernière partie d'une brochure consacrée aux articles de la revue *Freedom* et notamment à une polémique entre Emma Goldman et un libertaire de l'époque. Prendre le vocabulaire nazi et le retourner contre les Juifs, voilà à quoi en sont réduits certains «antisionistes»....

(*Y.C.*, *Ni patrie ni frontières* n° 8-9, mai 2004)

Ni patrie ni frontières

Limites de l'antisionisme (8)

James Petras: Un gringo chauvin, antisioniste et... antisémite

Professeur de sociologie, «auteur de 62 livres publiés dans 29 langues et de plus de 560 articles dans des revues professionnelles» (1), collaborateur de publications françaises comme *Le Monde diplomatique* ou *Les Temps modernes*, de revues marxisantes comme la célèbre *New Left Review*, et de la presse bourgeoise (*New York Times*, *The Guardian*, *Christian Science Monitor*, *Foreign Policy*, etc.), ce monsieur a aussi des références «militantes» puisque son éditeur nous apprend qu'il «collabore avec le mouvement des paysans sans terres au Brésil depuis onze ans», et qu'il a «fait partie du tribunal Russel contre la répression en Amérique latine».

Vive les dictateurs pseudo «anti-impérialistes» du Sud !

James Petras est l'auteur d'un article intitulé «Douze thèses sur la guerre et la paix au Moyen-Orient» écrit en juin 2006 où l'on retrouve tous les poncifs de la gauche et de l'extrême gauche favorables à la dictature des mollahs sur le prolétariat iranien. Comme eux, Petras soutient également la pseudo-«Résistance» irakienne dont la principale activité consiste à tuer des chiites, faire sauter des mosquées et assassiner des travailleurs irakiens ou étrangers. La «résistance islamique de masse» en Irak serait, selon Petras, un «mouvement de libération nationale».

Quant à l'Iran la «révolution islamique» y aurait „distribué des terres» (il ne précise bien sûr ni la quantité distribuée ni son importance par rapport à l'ensemble des terres exploitées dans le pays); elle aurait „introduit des élections pluralistes»... «dans des limites étroitement définies par la loi islamique». On remarquera le jésuitisme et le cynisme de cette formule.

Conscient qu'il est sans doute allé trop loin (en tout cas pour un lectorat de «gauche»), Petras évoque ensuite «la répression des mouvements syndicaux» qui a «miné une bonne partie des réformes programmées par le régime islamique». Qui a mené cette répression,

si ce n'est le pouvoir que soutient Petras ? En bon faux-cul, il conclut ainsi son article: «le nouveau président a promis de faire des efforts en matière de protection sociale».

Si ce n'est déjà fait, nous suggérons au président Ahmahdinejad d'inviter de toute urgence James Petras une semaine, tous frais payés, dans une station balnéaire iranienne, pour le remercier de ses bons et loyaux services, ou - encore mieux - de le nommer directeur de la propagande à destination de l'étranger !

James Petras, qui est souvent publié dans *Le Monde diplomatique* en France, défend les mêmes thèses que ce journal «tiers-mondain» au service des dictateurs «anti-impérialistes» du Sud ou que certains trotskystes qui trouvent des aspects positifs au régime iranien des mollahs et à l'extrême droite irakienne (2).

Pour couronner le tout, Petras écrit dans son article que les «classes moyennes et supérieures ont été abasourdiées, dans le monde entier, par les pertes en vies humaines» causées par les attentats du 11 septembre, comme si ce massacre de 2700 personnes ne pouvait émouvoir et révolter que des privilégiés ou des réacs ! Pour une politique étrangère «éclairée» qui tienne compte des «intérêts nationaux» de l'impérialisme américain

Nous ignorons si James Petras partage les thèses délirantes de Thierry Meissan sur le 11 septembre (thèses accueillies favorablement dans les tous les forums sociaux de l'altermondialisme), mais ce qu'il y a de sûr c'est que son discours est digne d'un politicien américain chauvin, soucieux des intérêts bien compris de la bourgeoisie et de l'Etat américains.

Ses thèses rejoignent parfaitement celles de John Mearsheimer, de l'université de Chicago et Stephen Walt, de l'université de Harvard, auteurs d'une étude intitulée «Le lobby israélien et la politique étrangère américaine». Ce texte avait circulé sur tous les Indymédias et autres sites radicaux, alternatifs, antisionistes, etc., de la planète, sans que personne ne remarque le point de vue réactionnaire qui le sous-tendait. En effet, les deux universitaires ne critiquaient pas le soutien du gouvernement américain à Israël du point de vue des intérêts des prolétaires américains, israéliens ou palestiniens, mais uniquement du point de vue d'une meilleure défense des intérêts bien compris de leur impérialisme.

Tout comme les deux universitaires réactionnaires précités, James Petras, dans son dernier livre sur *La puissance d'Israël aux Etats-Unis* explique que «ce n'est pas le contrôle des ressources en pétrole qui pousse l'impérialisme américain à attaquer l'Irak et à menacer l'Iran et la Syrie». Non, ce serait «la défense des intérêts d'Israël» ! En bon gringo chauvin, il s'indigne de l'«espionnage israélien aux Etats-Unis» et voudrait que son pays récupère une «indépendance d'action fondée sur une défense éclairée de l'intérêt national et des principes progressistes». Voilà de quoi faire trembler Wall Street et les multinationales !

De l'antisionisme à l'antisémitisme de gauche

Dans leur article sur «l'antisémitisme de gauche en Pologne» (*Ni patrie ni frontières* n° 18-19-20), Piotr Kendziorok et August Grabski font allusion à un autre texte de James Petras «Palestine: the final solution and Jose Saramago», écrit le 2 avril 2002, et republié en polonais dans *Lewa Noga* n° 14.

Cet article commente les déclarations de l'écrivain portugais Jose Saramago en mars 2002 à Ramallah: «*Ce qu'il faut faire, c'est sonner le tocsin, partout dans le monde, pour dire que ce qui arrive en Palestine est un crime que nous pouvons stopper. Nous pouvons le comparer à ce qui est arrivé à Auschwitz. (...) La répression israélienne est la forme la plus perverse de l'apartheid.*» James Petras défend bien sûr Saramago en affirmant:

- que les «Israéliens conduisent un génocide contre un peuple entier»,
- que «les descendants de l'Holocauste réclament le monopole de l'usage d'un mot» (génocide),
- que les «victimes peuvent devenir des bourreaux»,
- et que les Juifs «sont les rentiers de l'Holocauste». On remarquera ce recyclage d'un vieux poncif antisémite: la dénonciation du rapport des Juifs à l'argent, et sous sa forme la plus «immorale» et parasitaire: l'usure hier, la «rente» aujourd'hui. Décidément les judéophobes n'ont guère d'imagination...

Mais Petras ne s'arrête pas là: comme de nombreux radicaux antisionistes, il cite ce «fameux» officier qui aurait affirmé, à propos de Jénine, qu'il fallait s'inspirer des techniques de lutte des nazis contre les insurgés du ghetto de Varsovie. Cette affirmation est banale: il faut être particulièrement ignare et de mauvaise foi pour croire que dans les écoles militaires des pays impérialistes - comme dans les camps d'entraînement de toutes les guérillas d'extrême gauche - on n'étudierait jamais les méthodes de l'adversaire, aussi barbare et sanguinaire soit-il. Bien connaître les méthodes de l'ennemi, voire les retourner contre lui, est une question de survie militaire, pas un problème moral! En fait, l'objectif de Petras est autre: il veut manipuler l'indignation du lecteur pour suggérer un amalgame entre Juifs (ou Israéliens) et nazis. Il ne fait ainsi que reprendre un procédé employé par les négationnistes depuis des années qui ont besoin d'affirmer l'identité entre Juifs et nazis (d'où des expressions comme «judéo-nazis», ou «nazi sionistes», que l'on retrouve aussi sur les sites Internet considérés comme «radicaux» tels que Indymedia) pour ensuite prétendre qu'en fait la Shoah n'a jamais eu lieu. A ce propos on remarquera - et ce n'est pas un hasard - qu'Israël Shamir recommande chaudement le dernier livre de James Petras («Le pouvoir d'Israël en Amérique»), comme en témoigne la citation présente sur le site de la maison d'édition de James Petras. Shamir qui déclare sur ce même site que «la puissance juive façonne la politique américaine dans le Moyen-Orient contre les intérêts des grands pétroliers»! Bush hostile aux intérêts des grands pétroliers,

fallait la trouver, celle-là !

Dans son article «Palestine: the final solution and Jose Saramago», Petras écrit: «comme dans l'Allemagne nazie tous les mâles palestiniens de 16 à 60 ans sont encerclés, interrogés, menottés, torturés». Comme si les nazis se contentaient de faire des rafles et n'avaient pas exterminé tous les Juifs ensuite ! L' «habileté» de ce plument antisémite consiste à dissimuler ce qui se passait APRES ces rafles. Puis il ajoute: «Comme avec les nazis des centaines de Palestiniens blessés sont laissés sans soin et meurent.» Ce qui est parfaitement exact, ce qui est un crime de guerre, un crime contre l'humanité... mais pas un génocide. Enfin Petras ne cache même plus son antisémitisme lorsqu'il écrit: «Personne n'a le pouvoir aux États-Unis de contrer l'argent et l'influence du lobby israélien et de ses puissants alliés juifs.» Bref, les Juifs, domineraient l'Empire américain qui lui-même domine le monde: il ne manque plus qu'une référence au *Protocole des Sages de Sion* et la boucle sera bouclée. Voilà le type d'auteur que publie un trotskyste polonais dans la presse dite «révolutionnaire» de son pays !

Y.C.

Notes

1. Citation extraite de la présentation sur Internet de son dernier livre *The power of Israël in the United States* (Le pouvoir d'Israël aux États-Unis) publié chez Clarity Press, «a human rights publisher», nous dit la pub. Heureusement que ces gens-là nous précisent qu'ils sont en faveur des droits de l'homme...

2. Cet amour pour les dictatures ne connaît pas de frontières puisque Claudio Moffa, marxiste italien enseignant à l'université de Teramo, spécialiste de l'Afrique qui s'intéresse désormais au Moyen-Orient, publie sans commentaires une lettre de Saddam Hussein sur son site et soutient bien sûr le régime iranien et Ahmadinejad. Son site abonde en articles sur le pouvoir international tentaculaire de ce qu'il appelle le «lobby juif». On ne s'étonnera pas que le même Moffa ait invité dans son université les négationnistes Israël Shamir et Robert Faurisson – ce dernier, d'ailleurs, a reçu quelques coups quand il a voulu intervenir – (mais aussi, à d'autres occasions, des intellectuels de gauche comme Ilan Pappé, Norman Finkelstein et Michel Warszawski). Tout ce petit monde «antisioniste» fonctionne en réseaux assez transparents et partage les mêmes phobies politiques que l'extrême droite nationaliste-révolutionnaire (les héritiers des nationaux-bolcheviks des années 20) ou les partisans les plus extrémistes de l'islam politique. Et quand ils sont malins, comme Claudio Moffa, ils arrivent à attraper dans leurs filets des gens de gauche ou d'extrême gauche qui ne voient pas, ou font semblant de ne pas voir, le sens de leurs manœuvres politiques.

Du ZORG à la ZPC: deux faces d'une même médaille antisémite

Depuis des années existe aux Etats-Unis le mythe du ZORG (Zionist Occupied Remote Government, littéralement le «gouvernement occupé et contrôlé à distance par les sionistes») ce pouvoir occulte (imaginaire) des Juifs sur le gouvernement américain. Jusqu'ici le «concept» de ZORG n'avait droit de cité (en principe) qu'à l'extrême droite et chez les nazillons anglosaxons. On en a désormais une version de «gauche» - la ZPC - inventée par James Petras, auteur dont la prose se trouve fréquemment dans les médias altermondialistes et prétendument «anti-impérialistes».

Que recouvrent les initiales ZPC ? Dans un article publié le 25 décembre 2006 sur le site dissidentvoice.org et intitulé «Pourquoi il est tellement important de condamner Israël et le lobby sioniste» Petras nous explique qu'il s'agit de la «Zionist Power Configuration», la «configuration sioniste du pouvoir» aux Etats-Unis. Ou ce qu'il appelle plus clairement le «pouvoir d'Israël aux Etats-Unis».

Selon James Petras, la ZPC aurait joué un «rôle essentiel dans les principales guerres de notre époque, guerres capables de déclencher de nouveaux conflits» et elle «provoquera de nouvelles guerres américaines». D'après lui, le «lobby juif a systématiquement miné les principaux piliers de notre démocratie fragile» et ce lobby dénierait «aux Américains (la possibilité d'exercer) une de leurs libertés et un de leurs droits constitutionnels fondamentaux». «L'influence des contributions versées aux deux partis par des juifs riches» empêcherait tout candidat de remettre en question la propagande du «lobby sioniste» qui aurait réussi à empêcher ce que l'on «enquête sur le rôle clé de sionistes éminents dans la fabrication de faux rapports pour le Pentagone sur les armes de destruction massive en Irak». Pour Petras, «le lobby a joué un rôle essentiel dans le soutien et l'application d'une législation répressive comme le Patriot Act» !

Ce «lobby» déploierait tous ses efforts pour «contrôler la politique étrangère américaine et, à travers la puissance américaine, pour influencer la politique des alliés, clients et adversaires des Etats-Unis en Europe, en Asie et au Moyen-Orient». Rien de moins ! «Jamais dans l'histoire de la république, ou de l'empire américain, une minorité puissante mais minuscule n'a exercé autant d'influence», assure-t-il.

Et Petras de conclure que la «ZPC représente une menace fondamentale contre notre existence en tant qu'Etat souverain et contre notre capacité à influencer ceux que nous élisons».

S'il existait un prix du Protocole des Sages de Sion il faudrait certainement l'attribuer à James Petras.

(Y.C., *Ni patrie ni frontières* n° 18-19-20, mai 2007)

Ni patrie ni frontières

Limites de l'antisionisme (9)

Mossad et enlèvements de jeunes femmes en Argentine !

Les dirigeants de deux organisations trotskystes grecque et argentine ont fait une tournée de conférences dans le nord de l'Argentine. Dans *Prensa Obrera* n° 959, publiée le 17/08/2006 (<http://po.org.ar/po/2006/po962/po962114.htm>), on peut lire ces lignes stupéfiantes, dignes de la pire presse d'extrême droite: «Samedi, Savas [dirigeant de l'organisation trotskyste grecque EEK en tournée de conférences dans le nord de l'Argentine avec le dirigeant du Partido Obrero, Jorge Altamira] a donné une conférence dans un petit stade de la ville de Tucuman à laquelle assistèrent près de 300 personnes. Le débat a été animé et vigoureux. On a remarqué la participation d'Alberto Lebbos, le père de la jeune Paulina Lebbos, dont la séquestration et l'assassinat sont restés impunis. Dans la discussion, les participants ont souligné le rôle du Mossad, le service secret d'Israël, dans la restructuration des services de sécurité de Tucuman, qui sont justement ceux qui sont mis en cause en raison des nombreux cas de disparition de jeunes, particulièrement de femmes.»

Bien sûr, aucune parole ouvertement antisémite n'est prononcée dans cet article. Tout est dans l'habile sous-entendu d'un syllogisme crapuleux: les Israéliens ont formé les policiers locaux; les flics ne retrouvent pas les kidnappeurs et les assassins de jeunes femmes; DONC le MOSSAD est responsable de ces crimes. A partir de deux faits exacts (du moins nous le supposons) voilà comment un journal trotskyste joue sur de vieux poncifs antijuifs, dans un pays où les antisémites tuent impunément et où, comble de l'ignominie, des rumeurs persistantes attribuent les attentats de 1992 et 1994 contre des institutions juives... au Mossad israélien (1) !

Rappelons que l'Argentine abrite la plus importante communauté

juive d'Amérique latine (244 000 membres). En 1919, lors de la Semaine tragique, les émeutes ouvrières s'accompagnèrent de pogroms. Après la Seconde Guerre mondiale, Peron accueillit 10 000 nazis et oustachis croates mais refusa d'accorder des visas aux survivants du génocide juif, parce qu'il les jugeait «inutiles au développement de la nation» ! Sous la dictature militaire (1976-1982), plus 2 000 Juifs furent enlevés et assassinés, soit 12 % des «disparus», alors que les Juifs argentins ne représentaient que 1 % de la population. En 1992 et 1994, deux attentats antisémites firent plus de 100 morts et 500 blessés. Les assassins n'ont jamais été arrêtés.

En 2004, dans le Chaco, des dizaines de fonctionnaires, brandirent des pancartes frappées de svastikas, pour exiger la démission, parce qu'il était juif, du ministre local de l'Éducation. La même année, des supporters de l'équipe des Talleres de Cordoba, déployèrent des drapeaux nazis dans le stade sans que l'arbitre n'intervienne, etc.

Voilà le pays (2) où, selon le rapport de la délégation argentine devant le «Comité (des Nations unies) pour l'élimination de la discrimination raciale», il n'existe ni racisme d'Etat ni «idéologie raciste bien réfléchie» (?!), et où des trotskystes se livrent à des amalgames nauséabonds, en toute bonne conscience «antisioniste».

Notes

1. Un des ex-gourous du colonel Chavez, le fasciste Norberto Ceresole, aujourd'hui décédé, auteur d'un livre à la gloire de Chavez où il voyait en lui un nouveau Bolivar et lui conseillait de s'allier avec l'Iran et de dénoncer le «nazi-sionisme» d'Israël (comme on le sait, Chavez a suivi ses conseils à la lettre) a écrit plusieurs ouvrages pour «démontrer» cette fable.

2. Le racisme en Argentine ne frappe pas seulement les Juifs puisqu'une radio («très écoutée et disposant d'une revue, intitulée *Primera*, dont le discours frôle la propagande raciste sans pour autant procéder d'une idéologie bien réfléchie» - dit un bureaucrate argentin !) peut distiller tranquillement son venin. Et ce n'est pas les propos du représentant argentin devant la commission de l'ONU en mars 2001 qui nous rassureront: «Interrogée sur la situation des Argentins d'origine africaine, la délégation a rappelé qu'historiquement, cette catégorie de la population argentine avait été décimée par la tuberculose au XIX^e siècle et que nombre d'Argentins d'origine africaine avaient quitté à cette époque le pays pour l'Uruguay. Dans les années 1920, l'Argentine a connu une vague d'immigration noire en provenance essentiellement du Cap-Vert. Au fil du temps, les Argentins d'origine africaine se sont métissés jusqu'à devenir pratiquement invisibles.» Donc, si on comprend bien ce monsieur, on ne risque pas d'être victime du racisme en Argentine... si l'on est invisible ! Tout un programme !

Ni patrie ni frontières

Limites de l'antisionisme (10)

«L'armée israélienne occupe Paris - Résistance!»: une affiche crapuleuse

Non, ce n'est pas une blague de mauvais goût dans le genre du film de Jean Yanne: *Les Chinois à Paris*, mais le titre stupide et criminel d'une affiche signée par le GUPS, l'UGEP et Génération Palestine, et soutenue par l'AFPS, l'UJFP, le CCIPP et Femmes en noir. Bref le gratin de l'«antisionisme».

Que nous dit cette affiche qui appelle à un rassemblement (au demeurant parfaitement justifié) contre un gala de soutien organisé le 21 janvier 2007 au Bataclan en faveur de l'armée colonialiste israélienne ?

Qu'il nous faut «réagir en citoyens héritiers de la Résistance à l'occupation» ! En «citoyens» qu'est-ce que cela veut dire ? Aux côtés des grands bourgeois, des cadres dynamiques, des petits commerçants exploités antisionistes et/ou antisémites ?

Quant aux «héritiers de la Résistance», de quelle Résistance s'agit-il ? La Résistance qui disait comme le PCF «A chacun son boche», reniant tout internationalisme prolétarien, toute tentative de faire désertir les soldats allemands ou de les inciter à se révolter contre leurs officiers ?

La Résistance qui, pour pouvoir gérer l'Etat avec De Gaulle dans un gouvernement d'union nationale, s'empressa de dissoudre les FTP ?

La Résistance qui, comme Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, prétendait que la grève était «l'arme des trusts» et qui, après la Libération, fit marnier les ouvriers dans les usines et les mines jusqu'à épuisement pour reconstruire le capitalisme français grâce à la CGT ?

Plus prosaïquement aller à une contre-manifestation à Paris ne demande aucun courage particulier aujourd'hui. Cela n'a rien de comparable avec le courage qu'il fallait pour prendre les armes contre

l'occupant nazi (même si c'était pour servir les intérêts de la bourgeoisie gaulliste), ni avec celui des Palestiniens de l'Intifada auxquels se réfère l'affiche ci-dessus mentionnée.

Enfin comparer l'occupation nazie avec l'occupation israélienne est tout simplement faire le jeu de l'extrême droite négationniste.

Mais après tout pourquoi s'en étonner puisque cette affiche collée dans le XI^e arrondissement de Paris voisinait avec une autre affiche, écrite par l'écrivain d'extrême droite Marc Edouard Nabe⁽¹⁾, qui proclamait que plutôt que de s'intéresser aux «élites nazies»⁽²⁾ pendant la Seconde Guerre mondiale, il serait temps de s'intéresser enfin aux «élites juives» et d'«analyser la place des Juifs dans la société allemande de la fin de la guerre de 14 jusqu'à l'avènement d'Hitler» pour comprendre le génocide ! Et notre pisse-copie de comparer lui aussi les «bourreaux» nazis aux «soldats israéliens dans la bande de Gaza».

La proximité géographique des deux affiches traduit aussi malheureusement une proximité intellectuelle entre certains antisionistes et l'extrême droite antisémitique, comme en témoignent les comparaisons employées par cette affiche crapuleuse.

19 janvier 2007

(Y.C., *Ni patrie ni frontières* n° 18-19-20, mai 2007)

1. Le texte complet de ce torchon se trouve sur le site <http://marc.edouard.nabe.free.fr/Accueil.html> sous le titre «Et Littel niqua Angot», fine et subtile allusion au triomphe médiatique et commercial de l'auteur des *Bienveillantes* (Jonathan Littel) au détriment de la romancière Christine Angot dans la course aux prix littéraires de 2006.

2. Ce langage codé et allusif nécessite d'être décrypté. On retrouve ici un thème commun au *Protocole des sages de Sion*, à *Mein Kampf* et à la *Charte du Hamas* – ce dernier étant l'enfant chéri de la plupart des «antisionistes» pour son rôle de défenseur de l'indépendance nationale palestinienne: le rôle décisif des «élites juives» dans les guerres européennes.

Ni patrie ni frontières

Pierre Milza: Un professeur fort mal inspiré

«Soyons clair. L'existence d'un "révisionnisme" anarcho-trotskyte (Jean-Gabriel Cohn-Bendit, qui a participé à l'édition du livre de Serge Thion, ne se présente-t-il pas comme "juif d'extrême gauche, libertaire pour tout dire ? ") organisé autour de La Vieille Taupe, et le rôle que celle-ci a joué dans la diffusion en France et à l'étranger des thèses négationnistes n'autorisent personne à renvoyer purement et simplement dos à dos les deux franges extrêmes du spectre politique français. Les Pierre Guillaume, Serge Thion et autres Jacob Assous ne représentent en effet qu'une fraction extrêmement minoritaire de l'ultra-gauche, celle des intégristes du marxisme antistalinien.» (Pierre Milza, «Le négationnisme en France», *Relations internationales*, n°65, printemps 1991. On trouve ces propos ridicules sur Internet.)

Pierre Milza s'est illustré entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002 par un bon article dans *Libération* où il rappelait, fort justement, que la situation politique française n'avait rien à voir avec celle de 1933 en Allemagne, contrairement à ce que beaucoup de «penseurs» et de plumitifs stipendiés par la droite et la gauche parlementaires essayaient de nous faire croire à l'époque. De la part d'un homme qui n'a pas peur d'aller à contre-courant dans un tel climat d'hystérie collective, on attendait mieux que le catalogue d'accusations absurdes, d'amalgames et de contre-vérités ci-dessus.

Jean-Gabriel Cohn-Bendit y est qualifié d'«anarcho-trotskyte». Outre que ce terme n'a absolument aucun sens, JGCB n'a jamais été trotskyste, du moins à ma connaissance. Pourquoi embarquer les trotskystes dans cette galère ? Pourquoi dénoncer «les tenants d'un trotskyste tiers-mondiste et pro-arabe qui se meuvent dans l'orbite de la Vieille Taupe» alors que Pierre Guillaume, bien avant qu'il affiche son antisémitisme, a toujours été un antitrotskyste et un antiléniniste ? On peut parfaitement critiquer les positions des trotskystes sur le sionisme et la Palestine mais pourquoi les mettre dans le même camp que les révisionnistes, les négationnistes, les antisémites et – disons-le clairement – les fascistes ?

Sous prétexte de ne pas effectuer d'amalgame entre extrême droite et extrême gauche («n'autorisent personne à renvoyer purement et simplement dos à dos», écrit-il), Pierre Milza amalgame les négationnistes antisémites (Guillaume, Thion and Co) avec ce qu'il appelle des «intégristes du marxisme antistalinien».

Pierre Guillaume et Serge Thion ne sont pas des «marxistes antistalinien», n'en déplaise au si rigoureux professeur Milza (1). Ou alors Pinochet est un excellent interprète de l'Évangile et un théologien de référence. George W. Bush un fin exégète de la Bible. Et la *Star Academy* une école de chanteurs d'opéra...

C'est le droit le plus absolu de P. Milza de détester le marxisme, le gauchisme, le trotskysme, le tiers-mondisme, etc. Il paraît que l'on a trouvé un nom pour cette attitude assez répandue: la «sinistrophobie». C'est son droit le plus absolu d'avancer des arguments historiques solides pour justifier ses positions politiques. Par contre, il est inadmissible de calomnier les trotskystes.

Pas plus qu'il ne peut se servir de son aura d'historien sérieux pour diffamer, sans le nommer, un autre courant politique (celui visé par l'expression «intégristes du marxisme antistalinien»): la «Gauche communiste italienne» ou le courant «bordiguiste» (du nom de son inspirateur Amadeo Bordiga, à l'origine du premier PC italien), représenté en France aujourd'hui par deux publications *Le Prolétaire* et *Programme communiste*, et le minuscule Parti communiste international qui prétend défendre effectivement intégralement, à la lettre, le marxisme. Ce groupe ne s'est jamais compromis avec les antisémites ou les négationnistes., comme l'insinue Milza sans le nommer.

Pourquoi ce tour de passe-passe peu reluisant?

Des antisémites (dont Pierre Guillaume) se sont indûment approprié un texte écrit par le Parti communiste international en 1956: *Auschwitz ou le Grand Alibi*, article écrit VINGT-DEUX ans avant que n'éclate le scandale monté de toutes pièces par la presse, *Le Monde* en tête, alors qu'il aurait suffi que ce journal mette à la poubelle la lettre de Faurisson et fasse silence sur cet individu, ses écrits et son microscopique cercle de charlatans.

Auschwitz ou le Grand Alibi repose sur une analyse erronée, mécanique, de la question juive et contient des formulations qui ont effectivement été reprises par des antisémites. Ce texte ne nie absolument pas l'existence des chambres à gaz, par contre il en dénonce, de façon en grande partie fausse et en tout cas extrêmement maladroite, l'utilisation politique qui en a été faite par le camp des démocraties. Mais le fait que ce texte ait été utilisé par des antisémites ne prouve pas que son auteur soient antisémite. Est-ce parce que *La Question juive de Marx* se trouve sur des sites Internet antisémites que Marx était antisémite? Le dirigeant du groupe néonazi Unité radicale utilise la détestable expression «Shoah Business»;

cela fait-il de l'auteur du livre homonyme, Norman Finkelstein, un nazi ? Ces procédés de «discussion» ne sont pas sérieux.

Mais surtout que cela ne vous empêche pas de lire le livre de Pierre Milza sur *Le fascisme en Europe*. Vous y apprendrez plein de choses utiles !

(Y.C., *Ni patrie ni frontières* n° 8-9, mai 2004)

Notes

1. Pierre Vidal-Naquet commet d'ailleurs le même type d'erreur ou d'amalgame que Milza puisqu'il écrit dans un article à propos du révisionniste Paul Rassinier: «Ses héritiers spirituels sont une secte "marxiste", La Vieille Taupe, elle-même issue, par plusieurs intermédiaires d'un groupe dissident du trotskysme, Socialisme ou Barbarie.»

La Vieille Taupe N°1 n'était pas une secte mais un groupe assez informel de copains et une librairie où l'on trouvait autant de propagande marxiste qu'antimarxiste, voire «anticommuniste de droite» (anciens collabos passés à la SFIO, écrivains de droite ou d'extrême droite, transfuges anticommunistes de l'Est, etc.).

Pierre Guillaume, dans sa période publiquement antisémite (dite période de la Vieille Taupe N° 2), ne peut être qualifié de marxiste, même en y ajoutant des guillemets.

Quant à *Socialisme ou Barbarie*, le qualifier de «groupe dissident du trotskysme» ne peut qu'induire en erreur le lecteur non averti, quand on sait la fulgurante trajectoire qu'ont parcouru ses dirigeants – Lyotard, Mothé, Lefort et Castoriadis – en une vingtaine d'années, de la critique radicale du capitalisme à l'abandon de toute perspective révolutionnaire.

Ni patrie ni frontières

Bourseiller ou le Baiser du serpent

Le même procédé diffamatoire à propos de l'article du Parti communiste international (*Auschwitz ou le Grand Alibi*) est repris dans le dernier livre de Christophe Bourseiller sur *l'Histoire de l'ultragauche* (Denoël, 2003, page 203) où notre journaliste écrit cette phrase incroyable: «Six millions de morts, une mystification?» reprenant, en le séparant de son contexte, un seul mot («mystification») d'un raisonnement qui n'a rien à voir avec une quelconque remise en cause du nombre de Juifs assassinés. Le style du pamphlet «bordiguiste» peut ennuyer ou choquer profondément son lecteur, il n'a cependant rien d'antisémite. L'auteur de cette brochure controversée ne nie à aucun moment la réalité des chambres à gaz ni la barbarie nazie, donc l'indignation de Bourseiller est malveillante et calomniatrice. D'ailleurs, on peut se demander, dans la mesure où les seules deux citations évoquées par Bourseiller sont extraites du premier et du dernier paragraphes du texte en question, si notre journaliste pressé l'a vraiment lu, tant il se révèle incapable d'en présenter le contenu sérieusement.

Le propos de *Auschwitz ou le Grand Alibi* est tout autre: pour le Parti communiste international, démocratie et fascisme sont deux formes de domination du Capital; il se refuse donc à choisir entre deux formes de barbarie, à trouver l'une meilleure que l'autre; cependant ce n'est pas pour se réfugier dans une attitude neutre (genre trafiquant de marché noir, collabo ou délateur), mais parce qu'il voit un troisième choix: la révolution sociale. On peut être en désaccord avec ce type de raisonnement, le critiquer, le trouver utopique, mais encore faut-il le restituer honnêtement et le comprendre. Comment Bourseiller peut-il écrire que selon, la Gauche communiste italienne, le nazisme serait «responsable» mais pas «coupable» du génocide contre les Juifs ?

Une lecture rapide de ce passage du livre de Bourseiller peut d'ailleurs inciter un lecteur peu au fait des idées de la Gauche communiste italienne à croire que celle-ci serait négationniste. Cela n'empêche pas l'inénarrable Bourseiller de se contredire (et, comme il le sait bien, lorsqu'on émet deux opinions contradictoires sur le même sujet c'est généralement la plus négative, et non la plus nuancée, qui s'imprime dans l'esprit du lecteur), et d'écrire quelques

lignes plus loin: cette brochure ne «nie aucunement l'existence du génocide» mais est un «document profondément sombre et inquiétant»! Alors, maintenant tout individu pessimiste sur le système capitaliste sera soupçonné de négationnisme... ?

Difficile, pour un prétendu «spécialiste» de l'extrême et de l'ultragauche de traiter plus légèrement de questions aussi graves et d'embrouiller autant des questions déjà complexes ! On tremble devant l'utilisation qui sera faite de ce livre par des journalistes encore plus ignorants ou malveillants que son auteur. D'ailleurs tout cet ouvrage ressemble à un véritable baiser de la mort: Bourseiller proclame son admiration pour certaines idées révolutionnaires pour mieux les étouffer, les enterrer, les déformer et les calomnier.

(Y.C., Ni patrie ni frontières n° 8-9, mai 2004)

Ni patrie ni frontières

De Deir Yassin⁽¹⁾ à Cana: le résultat d'une politique coloniale suicidaire

«Le nationalisme, c'est la rougeole de l'humanité.» (Albert Einstein)

Déclenchée suite à l'enlèvement de deux soldats israéliens, la guerre actuelle menée par le gouvernement Olmert n'avait absolument pas pour objectif de sauver les deux soldats capturés, comme l'a prétendu au départ la propagande israélienne.

Quant à la «neutralisation» du Hezbollah (en clair, la liquidation physique de 3000 à 6000 hommes armés appartenant à cette organisation totalitaire islamique), on ne voit pas comment le massacre de centaines de civils libanais pourrait y contribuer; on ne voit pas en quoi les destructions massives de centrales électriques, de routes, d'installations aéroportuaires entameront la popularité du Hezbollah; on ne voit pas non plus comment une telle guerre pourrait impressionner des dirigeants iraniens comme ce fou antisémitte d'Ahmadinejad, soutenu par son «camarade» Chavez. Rappelons que l'Iran et l'Irak se sont fait la guerre pendant dix ans et que Khomeini n'a pas hésité à sacrifier la vie de centaines de milliers de ses compatriotes. Son successeur ne sera nullement impressionné par les actions militaires israéliennes au Liban, et par la mort de quelques-uns de ses amis politiques qu'il rétribue grassement.

Dé fait, les bombardements israéliens ne font que resserrer les liens autour du Parti de Dieu; ils risquent même de réaliser une improbable union entre sunnites et chiites libanais autour de la défense de l'Oumma, la communauté des croyants. Ils augmentent encore la haine contre l'État israélien dans tous les pays arabes, sans compter qu'ils encouragent tous les délires antisémites, comme on peut le constater tous les jours sur Internet.

Il est évident que le gouvernement israélien, même s'il serait, d'après certains sondages, soutenu par 82 % de la population, conduit les travailleurs israéliens dans une impasse suicidaire, une fuite en avant qui ne pourra qu'amener de nouveaux attentats-suicides, de nouveaux enlèvements de soldats israéliens et de nouveaux bombardements «ciblés» (on se demande combien de morts civils feraient des bombardements non «ciblés» !).

Une telle politique ne peut s'expliquer que par l'insondable mépris des élites politiques et militaires israéliennes pour les peuples qui les entourent. Derrière l'alibi d'être la «seule démocratie du Moyen-

Orient», il y a la volonté délibérée et paradoxale...de le rester, c'est-à-dire de ne surtout pas toucher à la nature des régimes dictatoriaux voisins. En effet, on voit mal comment la «démocratie» israélienne pourrait avoir le moindre attrait pour les peuples du Moyen-Orient quand on sait qu'elle s'accompagne du massacre délibéré de civils palestiniens et libanais depuis des années. Cette démocratie-là fait le jeu de l'intégrisme totalitaire islamique qu'elle prétend combattre. Il y a vingt ans, le Hezbollah n'existait pas au Liban. Qui en a permis l'apparition, sinon Israël par ses crimes de guerre au Liban ? De plus, le choix d'entretenir des liens privilégiés avec les Etats-Unis ne peut qu'isoler le peuple israélien des autres peuples du Moyen-Orient. Les massacres commis par l'armée américaine en Irak et le chaos sans issue qu'elle a introduit dans ce pays ne peuvent qu'entretenir une haine durable contre tout allié des Etats-Unis, haine qui nourrit à son tour le terrorisme djihadiste que prétend combattre Israël.

Le Hezbollah, qui veut mettre en place une théocratie dictatoriale et obscurantiste à l'image de l'Iran, a - pour une fois - dit une chose intelligente au début du conflit: «Il faut que les Israéliens se soulèvent contre leur gouvernement» - même si cette maxime devrait s'appliquer à tous les peuples et pas simplement au peuple israélien. La guerre est une chose trop grave pour être laissée aux politiciens cyniques et aux militaires mégalomanes israéliens, mais aussi aux intégristes religieux de toute confession (partisans d'un Grand Israël ou islamistes du Hamas dont la Charte reprend les ignominies antisémites du Protocole des Sages de Sion) qui refusent de partager équitablement le territoire et les ressources d'Israël-Palestine entre les peuples qui y habitent. Quelle que soit la solution retenue à moyen terme - un Etat binational, ou de façon plus réaliste deux Etats - et à long terme - une Fédération socialiste de tout le Moyen-Orient - , la guerre impitoyable que mène Tsahal contre le peuple libanais au nom de la lutte contre le terrorisme fournit seulement de nouvelles recrues à tous ceux qui dressent les peuples les uns contre les autres au nom de l'islam, de l'antisémitisme, de la nation arabe, du sionisme ou de la lutte contre le terrorisme.

Cessez-le-feu immédiat !

Arrêt immédiat des bombardements israéliens et des tirs de missiles du Hezbollah !

Libération immédiate des 10 000 prisonniers politiques palestiniens détenus en Israël !

Libération immédiate des soldats israéliens enlevés par le Hezbollah !

Pour un partage équitable des terres et des ressources en Israël-Palestine !

Tant que le peuple israélien ne prendra pas véritablement ses affaires en main, ses gouvernements ne feront qu'attiser les frustrations sociales, nationales et religieuses de tous les peuples voisins. Et les Israéliens seront amenés, directement en tant que

soldats ou indirectement en tant qu'électeurs, à cautionner de plus en plus de crimes commis par leur armée. Une situation qui ne leur amènera jamais la paix et la sécurité.

Y.C. (31/7/2006)

Notes

1. Le 9 avril 1948, un commando de 120 hommes de l'Irgoun et du Stern, deux organisations juives d'extrême droite, encerclèrent le village de Deir Yassine, donnèrent un quart d'heure à ses habitants pour se rendre, puis commencèrent le massacre systématique de ses habitants, hommes, femmes et enfants. L'un des dirigeants du commando s'appelait Menahem Begin et fut par la suite Premier ministre.

(Ni patrie ni frontières n° 18-19-20, mai 2007)

**Assassinat
d'Ilan Halimi:
«fait divers»
ou
meurtre
antisémite ?**

Ni patrie ni frontières

Des caricatures de Mahomet à l'assassinat d'Ilan Halimi

*Une partie de la «gauche radicale»
joue les «musulmans» contre les «juifs»*

Dans les milieux d'extrême gauche et libertaires on a pu lire et entendre beaucoup de gens expliquer benoîtement que les caricatures danoises étaient une «provocation» de «mauvais goût», un acte «raciste» et une manifestation d'«islamophobie». Par conséquent, il ne fallait surtout pas prendre position sur la question. Voire pire: il fallait, comme le SWP des trotskystes britanniques, descendre dans les rues de Londres aux côtés des partisans de la censure religieuse.

Donc laissons faire, laissons une minorité des partisans d'une religion (l'islam) – avec la complicité intéressée de toutes les autres religions (protestante, juive et catholique) – tenter d'imposer une loi sur le blasphème ⁽¹⁾ dans les pays occidentaux qui connaissent une séparation (très imparfaite et à géométrie variable, certes, mais c'est un point de départ) entre l'Etat et les différents cultes.

Et ce, au nom d'un «antiracisme» qui confond malhonnêtement la critique rationnelle et impitoyable des religions avec la haine irrationnelle et meurtrière contre tel ou tel peuple. Un pseudo «antiracisme» qui assimile l'athéisme et la laïcité au racisme. Et donc laissons aussi, dans les pays dits «musulmans», les partisans de l'islam politique terroriser et emprisonner impunément les féministes, les démocrates, les athées, les laïques et les communistes.

Maintenant, avec le meurtre antisémite d'Ilan Halimi, certains «révolutionnaires» ou «radicaux» nous rejouent la même chanson. En fait, ce n'est jamais le moment pour cette «gauche radicale»-là: hier, on ne devait pas défendre la liberté d'expression, parce qu'à l'origine les dessins étaient parus dans un journal réactionnaire antimusulman; aujourd'hui, on ne doit pas descendre dans la rue contre un crime antisémite parce qu'une partie des organisateurs de la manif (le CRIF en tête) sont des réactionnaires patentés (ce qui est vrai) qui eux-mêmes tiennent des propos ambigus sur les immigrés (cf. les déclarations de Cukierman qui se réjouissait, dans un journal israélien, du bon score de Le Pen aux élections) ou se taisent (ce qui est là aussi exact) quand les immigrés nord-africains et leurs descendants prétendent «musulmans» sont victimes du racisme policier quotidien.

Donc on laisse faire, on n'organise même pas sa propre manifestation, ni même un meeting contre l'antisémitisme meurtrier sur ses propres mots d'ordre. On est prêt à voter, au deuxième tour, pour les candidats d'un Parti socialiste qui a laissé des conseillers militaires français former les futurs assassins d'un million d'hommes et de femmes au Rwanda, qui a laissé faire le génocide sans réagir et qui continue à nier ses responsabilités dans la politique coloniale et néocoloniale de la France. Un Parti socialiste dont le gouvernement a participé à la première guerre d'Irak et au boycott meurtrier contre la population civile irakienne. Mais, par contre, on ne peut pas descendre dans la rue avec le CRIF, car ce serait là une horrible compromission laissant la porte ouverte à toutes les ambiguïtés.

Et demain, comble de cynisme, les mêmes sainte-nitouches «gauchistes», altermondialistes ou libertaires manifesteront sans problème avec tel ou tel comité Palestine qui soutient le Hamas, organisation antisémite qui tue des civils israéliens et croit à la véracité du *Protocole des sages de Sion* (cf. sa Charte totalitaire qu'aucun groupe «propalestinien» français n'a le courage ou l'honnêteté de publier), ou qui crieront «Mort aux Juifs !» dans les manifs en toute impunité.

Dans un cas, on capitule devant l'islam politique, au nom d'un antiracisme de pacotille. Dans l'autre, on laisse faire un crime antisémite sans réagir vigoureusement, et encore une fois au nom d'un antiracisme abstrait qui choisit cyniquement ses victimes dans une «communauté» (la «communauté» dite «arabo-musulmane») en ignorant celles (bien réelles, même si elles sont moins nombreuses d'un point de vue statistique) d'une autre «communauté» (la «communauté» juive).

La neutralité, dans une affaire comme dans l'autre, n'est qu'une expression de lâcheté, une capitulation pure et simple. Une renonciation à tous les idéaux qui sont la raison d'être du mouvement ouvrier et socialiste. Une attitude qui entretient les rancœurs entre des «communautés» de travailleurs et de salariés aux origines et aux cultures différentes, mais aux intérêts de classe communs. La solidarité vis-à-vis des victimes du racisme et de l'antisémitisme ne se marchand pas, pas plus que la défense de la liberté d'expression.

Y.C.

21/2/2006

1. En attendant la charia. En effet, *Le Monde*, journal des bigots islamophiles et de la gauche théocompatible, signalait récemment que 54 % des musulmans britanniques sont favorables à l'application de la charia dans les quartiers ou les villes où ils sont majoritaires en Grande-Bretagne !

Ni patrie ni frontières

Le meurtre d'Ilan Halimi et le malaise de la gauche multiculturaliste

Les réactions d'organisations comme la Ligue communiste révolutionnaire, l'Union juive française pour la paix (UJFP), la Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient (CAJPO), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) ou la Ligue des droits de l'homme, ou d'intellectuels comme Esther Benbassa face au meurtre d'Ilan Halimi et au «gang des Barbares» illustrent parfaitement les effets pervers du multiculturalisme actuel dans le champ politique français.

Au nom de la lutte contre le «communautarisme», tout ce beau monde invoque une sacro-sainte «prudence».

Cette «prudence» peut sembler a priori justifiée après l'affaire dite du RER D où une mythomane «juive» avait prétendu avoir été agressée par des «Noirs et des Arabes». Mais on ne retrouve jamais la même prudence chez la gauche multiculturaliste quand un flic excité, bourré, maladroit ou xénophobe, un voisin qui pète les plombs ou un colleur d'affiches de la droite ou de l'extrême droite tuent un jeune d'origine étrangère. La «prudence», si tant est qu'elle soit une vertu en matière politique, devrait en toute logique s'appliquer autant aux agressions et aux meurtres concernant les Maghrébins et les Africains qu'aux Juifs.

Pourtant, dans un cas (les violences ou les meurtres commis par des flics) nos penseurs multiculturalistes pensent que la prudence n'est pas nécessaire parce que ce corps de l'Etat est gangrené par le racisme (ce qui est parfaitement vrai); ils considèrent également que le voisin qui tire sur des jeunes en bas de son HLM ou le colleur d'affiches meurtrier est un raciste ou un facho (ce qui est souvent exact, mais pas toujours).

Dans l'autre cas (une bande de jeunes racketteurs et tortionnaires de banlieue), nos multiculturalistes jugent qu'il faut marcher sur des œufs avant de se prononcer sur la dimension raciste des tortures et du meurtre commis par les «Barbares» de Bagneux.

Pourtant si cette bande avait été composée de jeunes Franco-Français, la gauche multiculturaliste n'invoquerait pas une seule seconde la «prudence». Quand des jeunes sionistes tabassèrent Dieudonné sur un parking de Pointe-à-Pitre, personne ne se demanda s'il fallait faire une longue enquête pour dénoncer le caractère raciste de cet acte inadmissible. Tout le monde crut Dieudonné et non pas les jeunes nervis sionistes quand notre «comique» affirma qu'ils avaient proféré des insultes racistes à son égard.

Chez nos multiculturalistes de gauche, la prudence est donc une qualité à géométrie variable. C'est parce que la victime du meurtre de Bagneux est un Juif et que certains de ses assassins et tortionnaires sont d'origine africaine ou maghrébine qu'il faudrait faire preuve de prudence. Et cette chanson, toute la gauche multiculturaliste nous l'a entonnée, du MRAP (qui a ensuite fait volte-face pour encore une fois changer d'avis) à Esther Benbassa.

En dehors de la prudence nécessaire tant que l'enquête ne sera pas terminée, la gauche multiculturaliste invoque six autres arguments qui ne résistent pas à l'examen ou sont incohérents.

1) Les dirigeants de la communauté juive (le CRIF) sont de fieffés réactionnaires.

Oui, c'est vrai: il suffit de se rappeler les déclarations provocatrices de Cuckierman à propos des résultats de Le Pen en 2002. Sans oublier le fait que les politiques colonialistes des gouvernements israéliens sont systématiquement soutenues par le CRIF.

Mais cet argument ne semble guère cohérent quand il est invoqué par la gauche multiculturaliste car les dirigeants du Conseil français du culte musulman ou Tariq Ramadan sont tout aussi réactionnaires. Cela n'empêche pas la gauche multiculturaliste de leur emboîter le pas sur la question du port du voile à l'école ou de la reproduction des caricatures danoises de Mahomet.

2) Souligner la dimension antisémite du meurtre d'Ilan Halimi aboutit à augmenter l'antisémitisme.

Ce type d'argument n'a jamais (et avec raison) arrêté la gauche multiculturaliste face à des «bavures» policières, des meurtres de voisinage ou des assassinats perpétrés par des militants du FN ou de l'extrême droite contre de jeunes Franco-Maghrébins ou Franco-Africains. Les préjugés et les actes antisémites sont de la seule responsabilité... des antisémites, pas des Juifs ! De même, les victimes africaines ou maghrébines du racisme n'ont pas à raser les murs, ce sont leurs agresseurs qui doivent être réduits au silence. La gauche

multiculturaliste nage dans l'inconséquence. Plus grave, elle nous ressort un vieil argument (qui a été d'ailleurs défendu par les Juifs réactionnaires pendant des siècles jusqu'à l'extermination des Juifs d'Europe): les Juifs doivent faire profil bas, sinon ils attireront encore plus d'hostilité.

3) Il existe certes des préjugés contre les Juifs mais ils sont à mettre sur le même plan que ceux contre les Bretons ou les Auvergnats.

«Croire qu'ils étaient mus par une idéologie antisémite articulée serait sans doute excessif. Eux aussi, comme pas mal de monde, étaient convaincus, à tort, que tous les juifs sont riches et qu'ils pourraient en tirer gros. Les préjugés de ce genre – avarice des Auvergnats, entêtement des Bretons, etc. – sont monnaie courante.»

Cet «argument», avancé par Esther Benbassa dans son article du *Monde* le 25 janvier, serait comique si le contexte n'était pas aussi tragique. Nous attendons avec impatience la somme de cette éminente historienne sur le génocide auvergnat ou le génocide breton !!!

4) Si les jeunes du gang de Bagneux pensent que «tous les Juifs ont du pognon», ce n'est pas de l'antisémitisme, c'est juste un «stéréotype».

Cet «argument» a été d'abord avancé par les flics (dont on connaît la maîtrise en matière de...«stéréotypes»), les juges puis par quelques intellos. Selon ces «spécialistes» de l'antisémitisme, les préjugés bruts ne méritent pas d'être qualifiés d'antisémitisme. Il est particulièrement affligeant de voir des militants «de gauche» nous expliquer que tout ce qui ne tombe pas sous le coup de la loi n'est ni raciste ni antisémite. Comme si les lois – règles fixées (au mieux) par les majorités des parlements bourgeois pour instaurer une coexistence minimale entre des individus et des classes aux intérêts divers voire opposés – résumaient toutes les connaissances de l'humanité en matière de racisme et d'antisémitisme !

Même un multiculturaliste comme Michel Wieworka admet que «aujourd'hui, c'est surtout au sein de la population immigrée en provenance du monde arabo-musulman, d'Afrique subsaharienne, mais aussi chez les Antillais, que l'on trouve toutes sortes d'expressions spontanées de la haine des Juifs. (...) l'antisémitisme est redevenu une opinion», «dans les banlieues, et pas seulement», précise-t-il. Et il ajoute que les Juifs sont «perçus [par les exclus, NDLR] comme ceux qui ont réussi leur intégration».

5) Les Juifs ne devraient pas mettre en avant leur judéité pour se défendre, et les non-Juifs ne devraient pas se situer sur le terrain religieux pour affirmer leur solidarité avec eux.

Là, on est sur un terrain un peu plus subtil et surtout plus solide. Effectivement, il n'y a aucune raison de se rendre à la synagogue, ni de se mobiliser derrière les curés, les pasteurs et les rabbins, si l'on est athée. On peut très bien manifester ou se réunir dans un lieu séparé et ne pas participer aux cérémonies religieuses ou aux manifestations appelées par des autorités religieuses, tout en exprimant sa solidarité avec tous les Juifs qui se sentent concernés et visés par cet assassinat.

On remarquera pourtant que cette gauche multiculturaliste n'a aucun scrupule à soutenir un philosophe musulman réactionnaire comme Tariq Ramadan et à parader à ses côtés aux forums sociaux; à faire croire que le voile serait une prescription religieuse indispensable pour les jeunes filles scolarisées, voire une manifestation de «féminisme», et à dénoncer comme «réactionnaires» les intellectuels musulmans qui pensent le contraire; à faire réciter des prières musulmanes lors de manifestations antiguerre (Grande-Bretagne) quand ce n'est pas à organiser des meetings où les femmes sont séparées des hommes... si elles le «désirent» (Grande-Bretagne, encore).

La gauche multiculturaliste se souvient de la laïcité quand il s'agit de la religion juive... mais pas quand il s'agit de la religion musulmane.

6) L'unanimité de la classe médiatico-politique est suspecte. On ne retrouve pas la même détermination lorsqu'il s'agit de crimes racistes concernant des Africains ou des Maghrébins.

Oui, c'est vrai et alors? On se souvient par exemple que Nicole Guedj se déplaça pour aller voir la mythomane du RER D (cf. *Ni patrie ni frontières* n° 10) qui n'avait que quelques égratignures (qu'elle s'était infligées elle-même), mais que la sous-secrétaire d'Etat ne daigna pas rendre visite à une maman africaine dont l'enfant avait été tué par une balle perdue tirée par un policier qui nettoyait son arme dans l'appartement d'à côté.

Mais est-ce une raison pour ne pas dénoncer le caractère antisémite de l'acte des «Barbares de Bagneux», surtout maintenant qu'on sait qu'ils ont déjà tenté de racketter d'autres personnalités juives?

7) «Quant aux photos envoyées à la famille par les ravisseurs et aux humiliations violentes qu'ils ont fait subir à leur victime, elles paraissent inspirées à la fois par les mises en scène élaborées par les preneurs d'otages en Irak et par les images de sévices infligés aux prisonniers irakiens dans les geôles américaines», écrit Esther Benbassa.

L'auteur admet la possibilité que les ravisseurs de Bagneux aient pu être influencés par les nombreux assassinats en direct filmés par les partisans de l'islam politique, pour aussitôt mettre ces assassinats sur

le même plan que les tortures de l'armée américaine. On ne voit pas bien en quoi cela prouve que les «barbares de Bagneux» ne sont pas antisémites ! Surtout quand on sait que l'un des thèmes favoris de la propagande antisioniste et islamiste est qu'Israël est responsable de la guerre d'Irak... et qu'on a trouvé de la propagande salafiste chez eux.

8) «Le crime que l'on déplore aujourd'hui n'est pas seulement affaire de race, d'ethnie ou de religion. C'est d'abord nos sociétés qu'il interpelle, des sociétés capables de fabriquer de tels monstres sans empathie. **La banalisation du mal par images interposées, des images qui à la fois éloignent ce mal de nous, le neutralisent et nous le rendent familier, contribue certainement à la formation de cette sorte de monstruosité d'un genre nouveau**», écrit Esther Benbassa.

La barbarie humaine ne date pas de l'invention de la télévision – hélas ! Ces considérations philosophiques sur la «banalisation du mal» et le pouvoir manipulateur des «images» s'appliquent à toutes sortes d'actes criminels commis en ce monde et on ne voit pas en quoi elles permettent de comprendre la spécificité de ce qui s'est passé à Bagneux.

La grille d'interprétation «communautariste» n'est pas seulement fabriquée par des médias avides de sensationnel ou des organisations sionistes extrémistes, elle est aussi alimentée par des milliers de petits incidents, intervenant dans chaque «communauté», et qui alimentent de façon spontanée les préjugés réciproques.

Tant que les exploités de chaque «communauté» ne se regrouperont pas dans des organisations prolétariennes communes contre leurs exploiters, tant qu'ils s'accommoderont de ce monde qui profite de leurs divisions, les interprétations religieuses, multiculturalistes et nationalistes auront de beaux jours devant elles.

9) Souligner le caractère antisémite du meurtre d'Ivan Halimi risque d'alimenter des «affrontements communautaires» (en clair entre «Juifs» et «musulmans») et une «criminalisation de certaines communautés» (en clair, des «Arabes» ou des «Africains»).

Dénoncer l'antisémitisme ne mène pas automatiquement au communautarisme. Par contre, si l'on présente les cultures, les civilisations, les religions et les traditions comme des réalités intangibles, intemporelles, qu'il faudrait toutes «respecter» et ne pas critiquer durement sous peine de «blesser» ceux qui y sont attachés, alors là oui, on fraie la voie au «communautarisme».

Or, c'est malheureusement ainsi que raisonne la gauche multiculturaliste comme on a pu le voir aussi bien pendant les nombreuses discussions sur le port du hijab dans les établissements

scolaires qu'au cours de la plus récente discussion concernant les caricatures danoises de Mahomet.

La «criminalisation de «certaines communautés» ne s'appuie pas seulement sur des données idéologiques mais sur des faits. Ainsi, dans une enquête menée par les Renseignements généraux sur 436 meneurs de bandes dans 24 quartiers sensibles, seuls 9 % sont d'origine franco-française, 67 % d'origine maghrébine et 17 % d'origine africaine (*Le Monde* du 25 février 2006). Face à de telles statistiques, on peut évidemment accuser les RG de mentir ou de travestir la réalité. Ou l'on peut se demander ce qu'il faudrait faire pour sortir les pauvres et les sans-réserves de solutions suicidaires comme le deal, le petit banditisme et le racket. On voit mal comment la situation des banlieues populaires pourrait s'améliorer sans une lutte commune de tous leurs habitants, quelles que soient leurs origines, contre l'Etat et contre les partis qui les maintiennent dans cette situation. Et pour que cette lutte soit efficace, il faut que les exploités se débarrassent de l'influence de tous les idéologues communautaristes ou multiculturalistes.

Le multiculturalisme mène à la ségrégation ethnique ou ethno-religieuse volontaire, à la concurrence entre les mémoires des victimes voire à l'affrontement entre victimes. C'est exactement ce à quoi on est en train d'assister en ce moment. Michel Wieworka a sans doute en partie raison de dire que «la haine politique et religieuse n'est pas le point de départ» du crime de Bagnex et que «ce serait une erreur d'expliquer ce crime par des critères ethno-religieux ou raciaux». Mais en même temps, on ne peut nier sa dimension antisémite, même si elle n'était pas la principale motivation des agresseurs. Pour leur victime, le résultat est strictement le même.

Et pour nous, il n'est pas question de ramener cette affaire à la simple rubrique des faits divers crapuleux (autrement dit à ce qu'elle sombre dans l'oubli), sous prétexte de ne «blesser» la susceptibilité de personne. Toutes les idées racistes tuent, directement ou indirectement, qu'elles soient dirigées contre des Juifs, des Maghrébins ou des Africains, et quelle que soit la couleur de la peau de ceux qui les défendent.

Y.C.

26/2/2006

(*Ni patrie ni frontières* n° 18-19-20, mai 2007)

Ni patrie ni frontières

Du meurtre d'Ilan Halimi à celui de Chaïb Zehaf: le racisme dans sa continuité

Le communiqué de la LCR à propos de l'assassinat d'Ilan Halimi exprime son empathie pour la famille d'Ilan et c'est très bien. La LCR a peur des récupérations médiatiques ou politiciennes de tout bord, elle a raison. Mais qu'est-ce qui les empêchait, elle, le MRAP, les Indigènes de la République et tous les multiculturalistes pointilleux en matière de définition de l'antisémitisme, d'appeler à un autre rassemblement pour exprimer leur point de vue tout en affirmant leur solidarité avec les Juifs et les juifs qui se sentent directement visés (à tort ou à raison, on peut en discuter)?

La LCR, le MRAP, etc., attendent les résultats de l'enquête de police? OK. Et si l'on découvre que ce crime a une dimension «antisémite» qui colle pile aux critères de définition de l'antisémitisme homologués par la LCR, le MRAP, etc., que feront nos multiculturalistes à deux vitesses, à ce moment-là? Une autocritique? Dans quatre ans?

Il y a dix jours, Mouloud Aounit s'est rendu auprès de la famille d'un Algérien (Chaïb Zehaf) assassiné à la sortie d'un café à Oullins, dans le Rhône, par un consommateur ivre qui a aussi blessé le cousin de M. Zehaf. Cousin qui est resté menotté et n'a été emmené à l'hôpital qu'au bout d'une heure d'interrogatoire. Mouloud Aounit n'a pas eu besoin d'une longue «enquête policière» et n'a pas attendu les conclusions du procès du meurtrier pour se déplacer et se poser publiquement (et avec raison pour une fois) des questions sur

- 1) un meurtre raciste (anti-arabe)
- 2) le comportement raciste des policiers qui, d'ailleurs, quinze jours après les faits, n'ont toujours pas commencé à chercher des témoins et laissent la famille du mort mener l'enquête.

Quelle est la différence avec le meurtre d'Ilan Halimi? Absolument aucune.

Dans un cas un Juif français (ou un Français juif, comme l'on voudra) a été assassiné, dans l'autre un Algérien. Chacun a été choisi pour cible en fonction de son appartenance supposée à une «communauté» imaginaire détestée par leurs meurtriers. (Je rappelle qu'il y avait bien d'autres consommateurs dans le café d'Oullins et que l'assassin a sciemment choisi les deux Algériens.) Mais, si l'on veut appliquer la méthode de prudence de la LCR et du MRAP au second crime, on pourrait tout aussi bien affirmer que c'est «par

hasard», «sous le coup de l'alcool», «dans un moment d'égarément», etc., que le meurtrier a tiré. Gageons que son avocat tiendra certainement ce discours.

Quant au comportement des policiers qui ont arrêté et menotté un témoin blessé (le cousin du mort) et ne se sont pas enquis de sa blessure, la méthode prudente de la LCR et du MRAP nous dira sans doute que les policiers n'avaient pas mis leurs lunettes, que la pièce était plongée dans l'obscurité, que le cousin était «très agité», etc. Heureusement, la police française est là, elle enquête, et la justice tricolore décidera, en toute indépendance, de ce qu'est le racisme et l'antisémitisme, car, sans leurs doctes avis, nous ne savons plus réfléchir.

Après l'enquête et le procès, dans quelques années sans doute vu la rapidité de la procédure, la LCR et le MRAP pourront prendre position en toute sérénité et deviser doctement sur le degré de racisme ou d'antisémitisme dans une affaire et dans l'autre. Entretiens, d'autres agressions ou meurtres racistes ou antisémites se produiront, rabaissés au rang de simples «faits divers» (sujets à une récupération indigne pour nos multiculturalistes) ou élevés au rang d'événements politiques importants (non récupérables selon les critères scientifiques du MRAP et de la LCR), au gré de calculs totalement incompréhensibles au commun des mortels.

Triste époque que la nôtre, où l'on voit la LCR et bien d'autres braves antiracistes de gauche ou d'extrême gauche attendre le résultat des enquêtes de police et des procédures judiciaires pour prendre une position politique claire sur une question aussi élémentaire qu'un acte antisémite.

Y.C. (février 2006)

(Ni patrie ni frontières n° 18-19-20, mai 2007)

Multiculturalisme obscurantiste, antisémitisme et racisme

Cher Damien,

Merci de ta réponse, qui tranche avec le ton de bien des réponses parues sur plusieurs sites Indymedia. Ne sachant pas quoi inventer, certains internautes ont même écrit que puisque j'étais «juif» (sic !) et «blanc» (resic !), il n'était pas étonnant que je caractérise l'assassinat de Halimi comme un acte antisémite !

Ce type d'affirmations (qui n'ont rien d'infamant, bien sûr, mais sont clairement disqualificatrices dans l'esprit de leurs auteurs) illustrent parfaitement le refoulé, le non-dit présent dans de nombreux débats sur la question du racisme et de l'antisémitisme en France. Elles montrent aussi à quel point les débats politiques français sont viciés par les idéologies multiculturalistes, de la droite à l'extrême gauche.

Désormais, dans la plupart des discussions politiques (du hijab à la Palestine en passant par le meurtre d'Ilan Halimi ou les discussions sur les révoltes des banlieues), on essaie de dénoncer le racisme (ou l'antisémitisme) supposé de son interlocuteur pour mieux bloquer la discussion et le discréditer. Et si, par hasard, on arrive à trouver un argument disqualifiant supplémentaire, on y recourt sans la moindre vergogne: dans le cas du meurtre d'Ilan Halimi, un «juif» (ce que je ne suis pas) et un «Blanc» (ce que je ne suis pas non plus) avaient forcément, selon certains internautes «antisionistes» d'Indymedia, un point de vue biaisé et son opinion était donc disqualifiée dès le départ. En clair, quand on n'a pas d'arguments solides on prête à son adversaire politique une couleur de peau et une appartenance «ethnique» ou religieuse (imaginaires ou pas) pour stopper le débat.

Notons que ce procédé n'est pas utilisé seulement à gauche ou à l'extrême gauche. Lorsque Elie Wiesel déclara à la télévision en 2003 que toute personne qui critiquait systématiquement la politique de l'Etat d'Israël était forcément un antisémite, on avait bien affaire à la même technique grossière. Idem pour les procès absurdes contre Edgar Morin et d'autres intellectuels ou journalistes antisionistes et pas antisémites: Edgar Morin, Rony Brauman, Danielle Salenave, Sami Nair, etc.

L'intérêt de ta lettre est qu'elle ne plombe pas le débat par des accusations fantaisistes (contre lesquelles on perd du temps un temps précieux à se défendre). Je te répondrai donc point par point, tout en évoquant d'autres discussions avec des militants qui me semblent partager les mêmes idées que toi, ou en tout cas des positions voisines. J'espère ne me livrer à aucun amalgame.

Le terme multiculturaliste est-il adéquat?

Tu mets le doigt sur une difficulté réelle. J'ai essayé d'employer un terme le moins polémique possible pour éviter celui de «communautariste», tarte à la crème utilisée par tout le monde et qui de plus est considéré comme un mot stigmatisant. Une lectrice m'a écrit pour me dire qu'elle se considérait comme une «multiculturaliste» (en clair, quelqu'un qui respecte toutes les cultures) et ne comprenait pas pourquoi j'avais utilisé ce mot de façon péjorative et en l'amalgamant au «communautarisme» qu'elle honnissait aussi bien que moi. Elle a tout à fait raison, tout comme toi.

Ce qui fait problème, ce n'est pas le «respect des cultures», c'est l'utilisation politique qui en est faite.

Je te ferai remarquer pourtant que le mot «culture», tout comme le mot «civilisation» dans l'autre camp, est rarement défini très précisément et toujours considéré à la fois comme une évidence qui repose sur le bon sens, et comme un concept coulé comme du béton. Ce sont souvent les mêmes, d'ailleurs, qui prônent le «respect des cultures», qui expliquent, avec raison d'ailleurs, et dans un autre contexte, que la culture française n'existe pas, quand Sarkozy et la droite dure prétendent obliger les candidats à l'émigration à apprendre et respecter la «culture française»...

Multiculturalisme et ségrégation volontaire

Plusieurs interlocuteurs ont été choqués parce que j'affirmais que l'on pouvait passer de la défense du multiculturalisme à la ségrégation ethnique volontaire. C'est pourtant ce qui se passe aux Etats-Unis, en Australie, au Canada ou en Grande-Bretagne, pays dont le multiculturalisme est l'idéologie officielle, sous diverses formes. On peut certes m'objecter que ce n'est pas le multiculturalisme qui a créé la ségrégation (ce qui est vrai d'un point de vue historique), par contre on ne peut nier que lorsque les étudiants afro-américains réclament d'être regroupés dans des bâtiments universitaires séparés sur les campus, on a bien affaire à une ségrégation volontaire.

Idem, lorsque certains musulmans canadiens ont mené une longue bataille pour l'application de la charia au sein de la «communauté» musulmane ou que lorsque 52 % des musulmans britanniques considèreraient normal que l'on applique la charia dans les quartiers où ils sont majoritaires. On est bien dans un processus de ségrégation volontaire.

Et c'est assez logique: ceux qui mettent au-dessus de tout la défense de «leur» culture, veulent la protéger, la garder «pure»,

l'empêcher d'être «contaminée» par les autres cultures. Et vivre en vase clos leur semble la meilleure solution.

Il existe peut-être un multiculturalisme «idéal» (pour ma part je préfère la notion d'universalisme), mais il faudrait en préciser les contours politiques et les objectifs finaux, ce qu'à ma connaissance personne n'a fait sérieusement à l'extrême gauche.

Droite et extrême droite juives

Dans ta réponse, tu amalgames le CRIF à la LDJ et au Betar sous le label «extrême droite». Il s'agit en fait de trois organisations de nature différente, à la fois par leur taille et par leurs positions politiques.

L'emblème et le nom de la Ligue de défense juive sont inspirés par la Jewish Defense League américaine fondée en 1968 par le rabbin Kahane et dirigeant du Kach israélien. Au départ ce groupe défendait, aux États-Unis, les juifs orthodoxes contre les attaques physiques dont ils étaient victimes dans la rue, puis il a évolué vers l'extrême droite. Quand au Kach israélien il a été présent au Parlement (la Knesseth) puis dissous en 1994 comme un parti raciste et classé comme organisation terroriste par le Département d'Etat aux États-Unis. En France, il s'agit d'une scission du Betar. Le site Wikipedia recense un certain nombre d'actions qui auraient été menées par ce groupuscule, mais apparemment soit les militants sont très malins, soit la police les protège puisque jusqu'ici ils ne se sont jamais fait prendre, sauf une fois.

Le Bétar est lié à un parti de droite israélien le Likoud. Il est symptomatique que, dans les années 60, le Betar menait des actions coordonnées avec les maos de l'UJC-ml contre les fascistes d'Ordre nouveau (groupuscule auquel appartient le futur ministre Alain Madelin). Aujourd'hui une telle «coopération» serait impensable..

Le CRIF, que l'on confond souvent avec le Consistoire israélite de France, est une organisation dont la direction est élue par de nombreuses associations. Ses présidents n'ont pas tous la même couleur politique puisque son ex-président Théo Klein a critiqué les gouvernements israéliens à de nombreuses reprises et que, sur l'assassinat d'Ilan Halimi, il défend la même position que toi. Il est donc inexact de qualifier le CRIF d'organisation d'«extrême droite».

Quant à affirmer que, parce que les manifestants juifs ont chanté *La Marseillaise* et arboré le drapeau français, ils sont d'extrême droite, il s'agit d'un raccourci plus que rapide, inexact. Dans les manifestations contre la guerre en Irak il y a toujours des gens qui arborent le drapeau français, que je sache, personne ne les vire en les qualifiant de fachos... On souhaite qu'ils ne se mêlent pas aux cortèges anars ou trotskystes, mais on ne leur interdit pas de défiler. Dans toutes les manifestations socialistes et communistes, idem, il y a des drapeaux bleu-blanc-rouge. Donc il y a une différence entre le nationalisme fasciste et le nationalisme républicain. Celle qu'il y a entre vivre sous Pétain et vivre sous De Gaulle.

Que ces deux nationalismes soient réactionnaires, d'accord, mais ils ne sont pas identiques ! Et s'il fallait s'empêcher de manifester aux côtés de gens qui ne sont pas nationalistes (sous une forme ou sous une autre) on ferait seulement des manifs à quelques dizaines ! Enfin, si tu es un farouche adversaire du nationalisme, tu l'es aussi du nationalisme palestinien. Donc, il ne faudrait pas non plus manifester aux côtés de gens qui brandissent le drapeau palestinien ou celui d'organisations nationalistes basques, irlandaises, etc.

Il me semble que tout peuple, le peuple juif comme le peuple palestinien, a le droit de défendre son droit à exister. En tant qu'internationalistes et qu'individus souhaitant une révolution sociale, ces revendications nationalistes (et leurs symboles) peuvent nous hérisser, nous écœurer, nous pouvons en critiquer les limites et les tares mortelles, mais nous ne pouvons dénier à d'autres le droit de s'organiser pour les défendre. Après, la question de savoir si nous pouvons descendre dans la rue à leurs côtés sur un objectif démocratique élémentaire (l'antiracisme) ou si nous devons à chaque fois organiser une manifestation à part, est une question tactique, ouverte.

L'antisémitisme (ou le racisme) vu par ses victimes... et par les autres

En relisant ta lettre, il me semble que tu ne saisis pas bien ce que représente l'antisémitisme, qui n'est pas très différent (au niveau du vécu des victimes) d'autres formes d'oppression ou de discrimination. Tu cites des interviews du *Monde* qui donnent l'impression que les Juifs interrogés seraient en quelque sorte complètement paranos et, dans un cas, racistes contre les Arabes. D'une part, ce procédé n'est pas correct car tu évites de citer d'autres actes antisémites avérés, mais surtout tu passes à côté d'une dimension essentielle du racisme (dont l'antisémitisme n'est qu'une des manifestations, même s'il a des caractéristiques spécifiques).

Pour m'expliquer je vais te donner quelques anecdotes. Un ami noir américain qui vit depuis des années en France m'a dit un jour: «Tu sais, je sens tout de suite la différence entre Paris et New York dans le regard des gens sur moi, il n'est pas le même.» En ce qui me concerne (puisque je suis métis d'origine noire américaine), j'ai eu très souvent la même impression, y compris récemment, dans un restaurant où l'on refusa de me servir pendant quarante-cinq minutes sous des prétextes divers, alors qu'on servait les tables avoisinantes. Une cousine métisse m'explique que, dans le regard des gens, elle se sent Noire à Paris, et Blanche aux Etats-Unis. Un autre ami noir américain ne comprend pas pourquoi en France tous les Noirs (Africains, Antillais) en France ne répondent pas à ses sourires, ses regards ou ses salutations. Une amie jamaïcaine déteste la France parce qu'elle sent le racisme dans le regard de tous les Français auxquels elle a affaire ou qu'elle croise, etc.

Dans tous ces cas que je viens d'énumérer (et n'importe quel Antillais, Africain ou Maghrébin pourrait t'en citer des dizaines d'autres), ces impressions reposent sur une réalité impalpable, sujette à interprétations multiples et que quelqu'un d'extérieur a du mal à percevoir. C'est pourquoi on entend si souvent dire que les «Noirs» ou les «Arabes» seraient «susceptibles». Face à une telle réflexion, le militant gauchiste moyen s'étoiffe d'indignation, alors qu'à propos des Juifs son attitude est la même que celle qu'il condamne: «Ah, ces Juifs ils font vraiment une montagne d'une souris !»

Pour une personne qui n'a jamais été victime de discriminations liées à son apparence physique, ou à une appartenance supposée à telle ou telle «communauté» imaginaire, il est difficile de saisir ce qui se passe, quand même si aucun mot n'est prononcé, la victime (réelle ou imaginaire) perçoit pourtant une sensation diffuse dans l'air qui lui fait penser au racisme ou à l'antisémitisme.

Peut-être sera-ce plus clair si tu penses à beaucoup de situations quotidiennes entre les hommes et les femmes: ces dernières font très bien la différence entre les regards graveleux, vicieux ou libidineux... et ceux qui ne le sont pas (ou du moins pas trop !).

Tes victimes potentielles ou imaginaires citées dans *Le Monde* et dont tu te moques rentrent exactement dans ce cas de figure.

Sur quoi s'appuie-t-on donc quand on est juif (ou Africain ou Maghrébin ou Antillais) pour décider que l'on est victime de l'antisémitisme ou du racisme? Sur des regards, la répétition de petits incidents anodins... pour les autres; sur une connaissance du passé (colonial, antisémite, etc.); sur la façon dont les médias traitent les incidents racistes et antisémites; et sur la fréquence plus ou moins grande d'événements violents dans son voisinage ou dans le pays où l'on habite: tabassages, émeutes, meurtres, etc.

Il ne viendrait à l'idée de personne (à l'extrême gauche ou chez les libertaires) de nier que le racisme existe en Israël et dans les territoires occupés. Certains ne se privent d'ailleurs pas de comparer systématiquement Israël à l'Afrique du Sud d'avant Mandela. Pourquoi?

Parce que le racisme anti-Arabes se manifeste par toute une série d'indices concordants, des chants que l'on fait chanter aux enfants dans les colonies d'extrémistes juifs aux propos tenus par les plus hauts responsables de l'Etat israélien, en passant par les assassinats d'enfants durant les manifs de l'Intifada, les propos crapuleux tenus par les militaires israéliens, etc.

Mais si l'on interroge un Israélien lambda, il y a fort à parier qu'il fera comme les multiculturalistes français et comme toi à propos des Juifs. Il dira que ce sentiment raciste est très minoritaire, que certes il y a une poignée d'excités ou d'irresponsables, que l'armée commet quelques «bavures» inévitables, mais que le principal problème est politique: il faut trouver un arrangement territorial. Et si c'est un démocrate, il te dira peut-être même qu'après tout les Arabes et les

Juifs ont vécu en plus ou moins bonne entente pendant des siècles, donc que cela peut recommencer. Cette dernière affirmation est sujette à caution (le statut de *dhimmi* en Islam était et est toujours un statut totalement discriminatoire) mais elle relève d'un optimisme et d'un humanisme sympathiques.

Cet exemple te montre qu'il est très difficile d'arriver à une définition objective, qui fasse consensus, pour déterminer l'existence des manifestations de racisme ou d'antisémitisme.

Tu remarqueras d'ailleurs que chez les Indigènes de la République ou les associations antillo-guyanaises qui mènent la bagarre contre les discriminations racistes en France, on trouve la même «parano» supposée que chez les Juifs interviewés que tu cites. Cette «hypersensibilité» a un côté négatif (bien qu'elle s'en défende, elle refuse de prendre en compte la lutte des classes), mais elle a aussi une dimension positive parce qu'elle met certaines questions taboues sur la table, même si elle aboutit inévitablement à des débordements absurdes, comme le procès engagé (puis abandonné) contre l'historien de la traite Pétré-Grenouilleau.

Instrumentalisation de l'antisémitisme

Revenons à Ilan Halimi. Tu penses que l'antisémitisme est instrumentalisé par l'extrême droite et par les organisations «communautaires» juives. Tu as en partie raison, mais cette «manipulation» a des objectifs différents voire opposés: les notables du CRIF veulent obtenir que les Juifs de France soient protégés par l'Etat et que le gouvernement français soutienne la politique d'Israël – quelle qu'elle soit; l'extrême droite juive, totalement groupusculaire, veut que les Juifs de France émigrent en Israël. Tu admettras que les objectifs ne sont pas du tout les mêmes.

De plus, je ne vois pas au nom de quoi les Juifs n'auraient pas le droit d'émigrer dans n'importe quelle partie du monde. Le problème, ce n'est pas l'émigration en Israël, c'est le soutien à une politique colonialiste, s'ils émigraient pour soutenir la lutte des Palestiniens, personne à l'extrême gauche n'y trouverait rien à redire...

Entre «Sémites», on ne peut pas se détester...

Cet argument est souvent invoqué lorsqu'on parle de la propagande antijuive propagée aussi bien dans le Coran (sous la forme de l'antijudaïsme) que dans la propagande d'Etat ou les médias des pays du monde arabo-musulman qui mélangent le vieil antijudaïsme musulman avec l'antisémitisme raciste européen.

Les Sémites ne sont pas un peuple historique ayant véritablement existé: au XIX^e siècle, les linguistes européens ont établi une classification des langues et rangé l'arabe et l'hébreu (mais aussi le berbère, le couchitique, le tchadien, l'akkadien, le phénicien, l'araméen, les langues éthiopiennes) dans des langues dites sémitiques, en raison de leur descendance commune mythique vis-à-vis des fils de Sem (Sem étant l'un des trois fils de Noé, donc un personnage sans aucune réalité historique ou scientifique).

Par extension, on a rangé de façon totalement arbitraire (au XIX^e siècle) une partie des peuples qui avaient parlé ou parlaient une partie des langues sémitiques dans la catégorie des peuples «sémites».

Cette erreur est reprise dans *L'Encyclopédie anarchiste* publiée dans les années 30 sous la direction de Sébastien Faure, par beaucoup d'antisionistes pressés (il suffit de consulter le Net pour s'en rendre compte), par tous les négationnistes antisémites, par les nationalistes arabes, etc.

Mais il s'agit tout simplement d'une construction intellectuelle du XIX^e siècle (époque à laquelle on croyait à l'existence scientifique des «races» et où l'on mélangeait les notions de nation, de race, langue et de peuple) elle-même fondée sur la mythologie biblique, donc sur du sable... c'est le cas de le dire .

Il ne viendrait pas à l'idée d'aucun de ces antisionistes de considérer les Ethiopiens ou les Tchadiens actuels comme des Sémites. Pourtant cela devrait être le cas, s'ils suivaient leur logique dix-neuviémiste....

La fiction du terme «sémite» a un rôle idéologique précis aujourd'hui: faire croire que les Arabes musulmans ne peuvent détester les juifs (religion) et les Juifs (peuple) parce qu'ils auraient les mêmes origines «ethniques». Il suffit pourtant d'ouvrir le Coran pour voir qu'il s'agit d'un manifeste contre les juifs (accusés de ne pas avoir respecté les enseignements de leurs prophètes Abraham, Moïse, etc.) mais aussi contre les dirigeants juifs de l'époque (et si on lit le Coran hors de tout contexte, comme le font les partisans de l'islam politique, ce texte devient un texte antisémite, au sens moderne, puisque tous les juifs sont des «impies» depuis des siècles). Il suffit pourtant d'étudier l'histoire pour savoir que les Juifs et les Arabes n'ont ni les mêmes origines, ni la même histoire pendant les trois derniers millénaires.

En fait, cet argument repose sur l'idée fautive que, quand on est «naturellement» proches, on ne peut vraiment se détester. Or l'histoire, au XX^e siècle en particulier, prouve exactement le contraire. Les grands génocides (Arméniens, Juifs, Cambodgiens, Tutsis) tout comme de grands massacres comme ceux des Balkans furent tous commis par des gens culturellement (et «ethniquement», linguistiquement) proches de leurs victimes.

Les «voix juives», kesaco?

Tu avances dans ta lettre un curieux argument. Sarkozy aurait gonflé l'affaire pour gagner des voix dans la communauté juive. En France, et heureusement, il est interdit de faire des sondages politiques «ethniques» ou «religieux» et pour en obtenir l'autorisation c'est tout une galère. Donc je serais très prudent sur de telles spéculations puisque les spécialistes des analyses électorales ont toujours mis en doute l'existence d'un vote «juif» – ou «arabe» – homogène. Sarkozy a beau être couillon, il sait quand même ce genre de choses élémentaires. Il sait qu'il n'existe pas, pour le moment, de

communautés au sens anglo-saxon du terme, en tout cas pas chez les groupes minoritaires. Donc, je ne crois pas que le Sarko-Circus aura le moindre effet, d'autant que tous les partis politiques ont fait chorus.

Une passivité douteuse

Que fallait-il faire, face au meurtre d'Ilan Halimi et à l'émotion qu'il a suscitée? Se taire? Dans mon texte, j'indiquais clairement que je ne voyais aucune raison de se rendre à la manif du CRIF, mais que le vrai débat était: quand un Juif est assassiné et que sa «communauté» (à tort ou à raison) se sent menacée et resserre les rangs, n'est-il pas judicieux d'exprimer clairement notre solidarité dans la rue, quitte à manifester ailleurs et avec d'autres slogans?

Pour justifier son absence de réaction militante, l'extrême gauche et les quelques libertaires avec lesquels j'ai discuté avancent des arguments proches des tiens.

Selon eux, il faut faire la différence entre un fait divers et un acte commis dans le cadre d'une stratégie politique.

En clair, on ne va pas descendre dans la rue chaque fois qu'un Juif, ou un Africain ou un Maghrébin se fait tuer. On réserve nos forces pour les cas où ces meurtres relèvent d'un projet politique délibéré qui vise à chasser telle ou telle catégorie du pays.

Il me semble que la gauche et l'extrême gauche multiculturalistes sont incohérentes. Ainsi Mouloud Aounit, dirigeant du MRAP, a refusé de se rendre à la manif pour Ilan Halimi (et surtout n'a proposé aucune autre action) mais s'est rendu auprès de la famille de Chaïb Zehaf, assassiné par un consommateur à la sortie d'un café.

Autre argument avancé par certains: «On ne sait pas si Fofana et sa bande étaient antisémites, il faut attendre les résultats de l'enquête.»

Pour juger du caractère antisémite de ce crime, il suffisait pourtant d'écouter les propos de Fofana lors de son interview à i-télé en Afrique, et de prendre connaissance des injures antisémites proférées au téléphone à la famille d'Ilan avant sa mort. Une personne qui pense que les Juifs forment une communauté de gens bourrés de pognon et solidaires entre eux correspond parfaitement à ce qu'on appelle un antisémite.

Les arguments «juridiques» que tu avances ont aussi été avancés par des personnes comme Rony Brauman, le MRAP et même la LCR, qui trouvaient que la justice s'était précipitée à qualifier l'acte d'antisémite. En fait, cet argument mélange deux dimensions: le jugement moral (ou politique) et l'appréciation juridique.

Sur le plan juridique, on verra ce que révéleront l'enquête et le procès, mais je crains qu'ils nous révéleront des trucs encore plus nauséabonds.

Par contre, sur le plan politique, il me semble qu'il n'y avait pas besoin d'attendre pour réagir. Pourquoi? D'abord parce qu'en France il existe un parti raciste et antisémite qui compte 5 millions de voix. Ta lettre ne le mentionne pas une seule fois, mais c'est pourtant une

des raisons qui dictent des réactions rapides quand une bande de jeunes torturent un juif pendant 15 jours et finissent par le tuer.

Tu sembles gêné par l'origine sociale ou la couleur de peau de ceux qui ont pratiqué ces tortures et ce meurtre. Et cette gêne te pousse, comme bien d'autres, à noyer l'assassinat parmi bien d'autres «faits divers», ce qui permet d'éviter de prendre position.

Tu sembles penser qu'un crime n'a de dimension politique que s'il est commis par une organisation politique. Mais la neutralité que tu prônes va exactement dans le sens inverse de la solidarité que les révolutionnaires prônent envers toutes les victimes de tortures, de meurtres crapuleux, de violences conjugales, etc.

Tu sembles gêné par le fait que les médias aient orchestré cette empathie (cela dit, à tout prendre, je préfère qu'ils orchestrent l'antiracisme, même confus, plutôt que le racisme militant...), donc tu préfères t'abstenir de la manifester publiquement. Cela me semble une erreur surtout dans un pays au passé antisémite comme la France et où les actes antisémites sont en progression.

Tu sembles aussi gêné par le fait que l'on ait mis à part «un crime concernant spécifiquement un Juif». Cet argument est curieux, car on ne l'emploie jamais contre d'autres crimes: il est évident que l'assassinat d'un Africain, d'une femme ou d'un enfant relève chacun d'un registre différent, qui peut être et qui est souvent le racisme antinoir, la violence machiste ou la pédophilie. Tenir compte de la dimension particulière d'un crime est une façon à la fois de mieux le comprendre et surtout de réfléchir aux moyens de prévenir sa répétition.

Enfin, tu expliques qu'on pourrait «mettre sous les verrous 95 % de la population sous les verrous au motif de racisme». Il me semble que tu ne fais pas la différence entre les actes et les paroles, les gens qui ont des préjugés et les militants racistes. Ce qui pose problème chez Fofana et sa bande ce n'est pas seulement qu'ils avaient des idées racistes, c'est que ces idées les ont poussés à torturer et à tuer.

C'est d'ailleurs un des arguments avancés depuis des années par l'extrême gauche et les libertaires contre Le Pen et le FN: les idées racistes, à force d'être martelées, tuent. Et ceux qui sont emparent ne sont souvent pas des militants du FN, car ces derniers sont solidement encadrés par l'appareil du FN qui ne veut pas de bavures. Pour se défendre, Le Pen ramène toujours les meurtres racistes qui se commettent dans la périphérie de son parti à des «faits divers» commis par des «paumés» qui l'ont mal compris et ne sont pas encartés, ce qui lui permet de se dédouaner aisément.

Pour conclure, il me semble que l'abstentionnisme de l'extrême gauche et des libertaires face à l'affaire Halimi ne fera que faciliter de nouvelles dérives antisémites dans les rangs de la gauche radicale.

Y.C.

(*Ni patrie ni frontières* n° 18-19-20, mai 2007)

Sommaire

Présentation	I
MARXISTES ET QUESTION JUIVE	5
Savas Michael-Matsas: Sur le marxisme et la question juive	7
Arlene Clemesha: Trotsky et la question juive	22
G. Mammone (1936): Le conflit arabo-juif en Palestine	58
RKD (1943) Appel aux ouvriers juifs	69
Commentaire de <i>NPNF</i>	73
FFGC (1945) Buchenwald, Maidanek, démagogie macabre	75
Commentaire de <i>NPNF</i>	77
Sean Matgamma De Trotsky au «trotskysme des imbéciles»	78
AWL: Comment unifier les prolétaires arabes et juifs	91
ANARCHISME, SIONISME ET ANTISIONISME	99
Freddy Gomez: L'anarchiste et le juif	100
Mina Graur: Anarchisme et sionisme	108
ESRI : Antisionisme et antisémitisme (1900)	120
Alexander Berkman : lettre à Emma Goldman (1906)	131
Internationalist : Atavisme national (1906)	132
Nestor Makhno: Aux Juifs de tous pays (1927)	139
Nestor Makhno: La makhnovsthina (1927)	142
R. Reynolds (1938): Les révolutionnaires et la Palestine	147
Emma Goldman (1938): Lettre à <i>Spain and the World</i> (1938)	153
Reginald Reynolds (1938): Réponse à <i>Spain and the World</i>	157
Sylvain Boulouque: Les anarchistes, le sionisme et la naissance de l'État d'Israël	161
Sylvain Boulouque: Anarchisme et judaïsme dans le mouvement libertaire. Réflexions sur quelques itinéraires	170
Rudolf De Jong: Le débat anarchiste sur l'antisémitisme	180
Rudolf De Jong: Quelques remarques générales sur l'anarchisme, «les Juifs», le sionisme et l'anti-sémitisme, avec quelques informations concrètes sur les Pays-Bas	192
Ronald Creagh: L'Horreur ethnocratique - Trois questions sur le Moyen-Orient	195
Guy Izhak Austrian et Ella Goldman: Comment renforcer la solidarité avec la Palestine en gagnant la sympathie des Juifs	203
Dossier négationnisme	210
J. Valjak et M. Argery	
Paul Rassinier, le père du «révisionnisme»	212
De l'affaire Faurisson à <i>La Guerre sociale</i>	222
Une question à creuser ?	235

LIMITES DE L'ANTISIONISME

237

Onze points de démarcation sur la prétendue «question juive», la nature du sionisme et l'État d'Israël	238
Qu'entend-on par «destruction» de l'État d'Israël ?	242
Steven Grigat: L'antisémitisme, l'antisionisme et la gauche	244
P. Kendziorek, A. Grabski: L'antisémitisme de gauche renaît-il en Pologne ?	253
Limites de l'antisionisme (1) Un amalgame criminel	264
Limites de l'«antisionisme» (2)	275
Limites de l'«antisionisme» (3)	283
Limites de l'«antisionisme» (4) A propos de Finkelstein et de la crapuleuse expression «Shoah Business»	286
Limites de l'«antisionisme» (5) A propos de Libertaires et ultragauches face au négationnisme	288
Limites de l'«antisionisme» (6) Des comparaisons absurdes défendues par <i>La Banquise</i> sur la question juive et le sionisme	290
Limites de l'«antisionisme» (7)	297
Limites de l'«antisionisme» (8) James Petras: Un gringo chauvin, antisioniste et... antisémite	302
Limites de l'«antisionisme» (9) Mossad et enlèvements de jeunes femmes en Argentine !	307
Limites de l'antisionisme (10) «L'armée israélienne occupe Paris - Résistance !»: une affiche crapuleuse	309
Pierre Milza: Un professeur fort mal inspiré	311
Bourseiller ou le Baiser du serpent	314
De Deir Yassin (1) à Cana: le résultat d'une politique coloniale suicidaire	316

ASSASSINAT D'ILAN HALIMI: «FAIT DIVERS» OU MEURTRE ANTISEMITE ?

Des caricatures de Mahomet à l'assassinat d'Ilan Halimi	319
Ilan Halimi et le malaise de la gauche multiculturaliste	322
Du meurtre d'Ilan Halimi à celui de Chaïb Zehaf:	328
Multiculturalisme obscurantiste, antisémitisme et racisme	330

Quelques points de vue contrastés sur Ni patrie ni frontières

A propos du N° 1

(...) Ce premier numéro consacre un long et passionnant dossier à la Révolution russe, ou plus précisément au débat entre libertaires et trotskistes sur cette question. (...) On l'aura compris, les positions anti-autoritaires sortent de la confrontation à leur avantage. (...) Nous n'avons donc pas entre les mains une revue anarchiste — ce qu'elle ne prétend d'ailleurs pas être. En revanche, un souci réel de l'émancipation humaine, autant que de la rigueur théorique, transparait des différentes contributions. (...) Max Lhourson, *Le Monde libertaire*, 5-11 décembre 2002

A propos du N° 3

Le troisième numéro de cette copieuse revue de traductions et de débats confirme l'intérêt que nous avons porté aux deux précédents. *A contretemps* n° 13, septembre 2003

A propos du n° 4-5

Fidèle à son idée de départ, la revue exhume des textes totalement inaccessibles aux lecteurs francophones jusque-là (...). *Dissidences* n° 14-15, octobre 2003-janvier 2004

A propos du n° 8-9

Dans la période actuelle d'inversion et de confusion extrêmes des valeurs, (...) les différents articles rassemblés dans ce gros numéro devraient ouvrir les yeux à certains (trop peu nombreux hélas !) et permettre aux autres d'avancer dans la réflexion et l'action politique au quotidien et vers la réconciliation inéluctable mais si difficile entre deux nations, israélienne et palestinienne, tragiquement déchirées. P.H. Zaidman, *Gavroche* n° 140, mars-avril 2005

Ce copieux numéro (...) offre au lecteur — à condition qu'il dépose au vestiaire «bonne conscience et arrogance radicales» — une impressionnante quantité de «matériaux de réflexion variés». (...) Les denses et riches contributions retenues ici prouvent, en tout cas, chacune dans leur domaine, une authentique volonté de ne céder ni au déni, ni à l'angélisme, ni au lieu commun. *A contretemps*, n° 18, octobre 2004

A propos du n° 10

Comme son sous-titre l'indique, cette revue laisse une large place à des traductions de textes anciens et actuels. Beaucoup d'écrits inédits, parfois difficilement accessibles, sont proposés. A chaque numéro un thème central (...). Si la revue pêche par sa présentation, elle constitue un excellent aperçu des débats passés et présents qui ont lieu dans le mouvement révolutionnaire. *Offensive libertaire et sociale* n° 5, janvier 2005

A propos du n° 11-12

C'est une revue singulière et passionnante (...). Dans son numéro 11/12 publié en février 2005, un numéro très dense de près de 300 pages, elle s'intéresse aux terrorismes et aux violences politiques. *Noire-Atlantique*, n° 9, juin 2005

N° 11-12: Terrorismes et violences politiques - N° 13-14: Elections ? Démocratie ? Europe ? - N° 15: Premier bilan des "émeutes" d'octobre-novembre 2005

Le résultat du gros travail de compilation que suppose chacun de ces numéros frappe à la fois par sa richesse et par ses limites: il est rare que les textes proposés se répondent, et même si l'on trouve aussi dans tous ces numéros quelques articles rédigés par des membres de la

rédaction, on se dit que ce qui nous est proposé là constitue certes une sérieuse base de départ pour le débat entre sensibilités militantes diverses, mais qui ne peut remplacer le débat lui-même. N. T. (*La Question sociale*)

A propos des numéros 15 et 16-17

Cet épais bulletin est issu de la constatation de l'ignorance des milieux militants vis-à-vis de leur propre histoire et de leur enfermement national: ainsi on discute du voile en France sans prendre en compte des querelles sur les relations avec l'islam, discussions très développées dans des pays comme le Royaume-Uni ou l'Irak ! Les numéros sont thématiques, le n° 15 portait sur les «émeutes des banlieues». Le dernier numéro (16-17) de ce bulletin est consacré au récent mouvement sur le CPE, qui a suscité beaucoup d'espoir mais sur lequel on ne possède pas grand-chose; c'est chose faite avec cette collation d'articles de tous les horizons de l'extrême gauche sur tous les aspects de cette lutte, et notamment sur la question des «casseurs». *N'Autre Ecole* n° 14, hiver 2006

A propos du n° 16-17

Dans cette nouvelle livraison, toujours copieuse, un ensemble particulièrement touffu de documents sur le mouvement contre le CPE, et la loi sur l'égalité des chances est constitué.» (...). Un recueil important, incontournable, mais pas suffisant pour permettre une approche exhaustive de ce mouvement multiforme. *Dissidences*, site Internet, deuxième semestre 2006

A propos du n° 18-19-20

Ni patrie ni frontières offre pour son numéro triple de mai 2007 une somme passionnante (...). Fidèle à son choix éditorial de stimuler les confrontations politiques notamment vis-à-vis des traditions marxistes et libertaires en offrant un accès à une large sélection de documents tant historiques que contemporains, *Ni patrie ni frontières* aborde les thèmes de la religion, de l'athéisme, des courants politiques chrétiens ou musulmans. *Lettre de Liaisons* n° 216, 22 mai 2007

On peut ne pas partager tous les points de vue de l'auteur, mais il y a en tous cas beaucoup d'informations sur ces thèmes de discussion, avec une ouverture internationale qui est le premier mérite de cette revue artisanale qui, au fil des numéros, gagne en clarté, sans perdre en consistance. *N'Autre Ecole* n° 16, automne 2007

Dans cette nouvelle livraison, on trouve comme à l'accoutumée une sélection riche et pointue de nombreux textes, sur des thèmes déjà en partie abordés dans le n° 10 d'octobre 2004. Site de la revue *Dissidences*

À propos du n° 21-22

L'intérêt de *Ni patrie ni frontières*, selon moi, est qu'elle permet de vivifier la confrontation d'idées et de pratiques au sein du mouvement révolutionnaire. Elle donne à lire, à réfléchir, à penser. Patsy, «Le monde comme il va», Alternantes FM 98.1 Mgh

Après cinq ans d'existence, *Ni patrie ni frontières*, ce curieux OVNI de la galaxie critique, a conquis sa place dans le monde des revues politiques. Par son iconoclastie assumée, par le ton qu'elle adopte, par la richesse des textes et des traductions qu'elle produit, on pourrait même dire qu'elle est devenue diablement nécessaire à qui refuse le «politiquement correct» du prêt-à-penser gauchiste (et libertaire) en matière de radicalité. *À contretemps*, n° 29, janvier 2008

Depuis septembre 2002 *Ni patrie ni frontières* a publié

N° 1: Sur l'URSS - Elections 2002 - Nouveau parti «anticapitaliste» - Lutte ouvrière (2002)

N° 2: Famille, mariage et morale sexuelle (2002)

N° 3: Que faire contre les guerres ? (2003)

N° 4/5: États, nations et guerre – Grèves de mai-juin (2003)

N° 6-7: Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion (2003)

N° 8-9: Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël (2004)

N° 10: Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamophobie» et laïcité (2004)

N° 11-12: Terrorismes et violences politiques (2004)

N° 13-14: Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005)

N° 15: «Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – Analyses – Témoignages (2005)

N° 16-17: «Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE (2006)

N° 18-19-20: Dieu, race, nation: mythes mortifères (2007)

N° 21-22: Offensives réactionnaires: Sarkozy – Blairisme – Banlieues et guérilla urbaine – Trotskystes et obsessions électorales – Questions noires en France (2007)

N° 23-24 «Justice sociale» contre «Démocratie occidentale»

Brochures

Emma Goldman et la révolution russe (48 p., 4 €).

DEBAT SUR LA REVOLUTION RUSSE: (58 P., 4 €)

Voltaireine de Cleyre, militante anarchiste-féministe (48 p., 4 €)

Nationalisme, antisémitisme, altermondialisme. Textes du groupe *De Fabel van de illegaal* (70 p., 4 €)

Femmes en Irak, Egalité des droits, laïcité, Droits de l'enfant et hijab, «islamophobie», textes du PCOI, 45 p. 3 € (2e édition)

Livres

Karim Landais: *Passions militantes et rigueur historienne* (2 volumes, 20 € chacun)

ABONNEMENT ET CONTACT

Un numéro simple de *Ni patrie ni frontières* coûte 7,5 €; un numéro double 10 €. Si vous souhaitez recevoir les 3 numéros suivants, vous pouvez envoyer un chèque de 23 € à l'ordre de Yves Coleman (pour les 6 numéros suivants 45 €) ou bien la même somme en timbres. Pour collaborer à la revue, transmettre critiques ou propositions: yvescoleman@wanadoo.fr ou: Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris . Site internet (partagé avec d'autres publications): <http://www.mondialisme.org> - Puis cliquer sur *Ni patrie ni frontières*

Tous les numéros de la revue sont sur Internet, et les textes progressivement mis en ligne avant publication.

Livres imprimés sur des papiers labellisés
FSC
Certification garantissant une gestion durable de la forêt

Dépôt légal 1^{er} trimestre 2008

Achévé d'imprimer sur les presses du

Centre Littéraire d'Impression Provençal
Artizanord n° 203
42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille
www.imprimerie-clip.com

N° d'impression 07100227